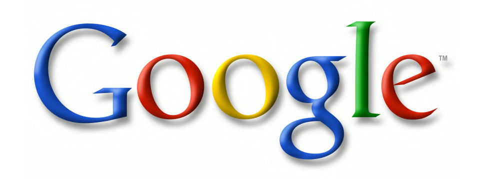








RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. Fr. DE MARTENS

PAR

CHARLES SAMWER ET JULES HOPF.

TOME SIXIÈME.

GOTTINGUE,

LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1874.

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS,
CONVENTIONS ET AUTRES TRANSACTIONS REMARQUABLES,

SERVANT À LA CONNAISSANCE DES RELATIONS ÉTRANGÈRES DES PUISSANCES ET ÉTATS DANS LEURS RAPPORTS MUTUELS.

RÉDIGÉ SUR COPIES, COLLECTIONS ET PUBLICATIONS AUTHENTIQUES.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL
DE
G. FR. DE MARTENS
PAR

CHARLES SAMWER ET JULES HOPF.

Tome XIX.

GOTTINGUE,
LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1874.

1870, Oct. 29.
Minot Fund.

Préface.

En offrant au lecteur un nouveau Volume de Traités, nous le prions de vouloir bien se rappeler les principes qui président à la rédaction de notre Recueil et que nous avons énoncés dans la préface du Tome XIVe.

Nous avons eu soin de maintenir rigoureusement le caractère international, imprimé à l'ouvrage par son célèbre fondateur. Restent donc exclus les actes de législation intérieure. Nous avons cependant admis quelques exceptions pour des actes de cette nature qui se rapportent directement aux relations extérieures des États. C'est ainsi que nous avons inséré dans le précédent Volume les Chartes fédérales de la Confédération de l'Allemagne du Nord et de l'Empire Allemand, actes qui, pour ainsi dire, constituent l'individualité d'un nouveau membre de la famille Européenne. De même nous mettons à la tête du présent Volume la loi qui règle le service des Consulats Allemands à l'étranger.

Par contre, nous croyons devoir renoncer à l'insertion des transactions, si nombreuses de nos jours, qui n'ont pour but que de régler les rapports mutuels des grandes institutions de communications publiques, et qui ordinairement sont dépourvues de tout intérêt politique et étrangères aux relations de droit international proprement dit. On ne trouvera donc pas dans notre Recueil les Conventions concernant les Chemins de fer, Postes et Télégraphes. Pourtant, pour cette règle aussi, le principe même peut prescrire certaines exceptions. Ainsi, par exemple, nous avons admis dans le présent Volume les actes relatifs au chemin de fer du St. Gothard, dont l'importance semble dépasser le caractère purement commercial.

L'abondance des matières nous met le plus souvent dans l'impossibilité de reproduire les documents polyglottes dans toutes les langues originales. Nous prenons donc pour règle de ne donner qu'un seul texte authentique, en préférant le français à l'anglais et à l'allemand. De même nous employons ordinairement le français pour les traductions des pièces dont le texte original n'est conçu dans aucune des trois langues.

Quant à l'arrangement des différentes pièces réunies dans un Volume, nous coordonnons autant que possible en groupes celles qui se rapportent aux mêmes sujets ou transactions.

Cependant il arrive souvent qu'au moment de la publication d'un Volume nous ne nous trouvons pas encore en possession de tous les documents appartenant à un groupe déterminé. Ils doivent en ce cas paraître dans un Volume subséquent. Et d'ailleurs il y a toujours, parmi les pièces qui sont du domaine de notre Recueil, un grand nombre de documents épars qu'il est impossible de ranger dans un ordre déterminé ou de combiner en groupes, et qui sont en même temps trop disparates pour admettre un arrangement systematique quelconque. La politique du jour au surplus est exclue par le caractère purement scientifique de notre ouvrage, qu'il n'est pas inutile de rappeler vis-à-vis de certains critiques qui semblent avoir pris notre Recueil pour un ouvrage destiné à une lecture continue, et qui ont prodigué une sagacité aussi grande que superflue à découvrir dans l'arrangement des Traités des calculs de l'esprit de parti politique.

Notre Recueil n'a pour but que de fournir le texte authentique et correct des documents qui forment les sources du droit international. Cet immense faisceau composé d'éléments divers n'a d'autre lien qui le resserre ou, pour ainsi dire, d'autre unité que la Table générale qui en résume les matériaux épars.

Cette Table générale il y a longtemps que nous la devons aux lecteurs du Recueil, dette souvent rappelée, et, nous l'avouons, trop long-

temps négligée, dont enfin nous ne tarderons pas à nous acquitter. La partie chronologique, dont l'impression commencera sans délai, paraîtra à la fin de l'année 1875. La Table embrassera toutes les parties de l'ouvrage — plus de cinquante Volumes — et les deux éditions de la première partie. Elle s'étendra encore au Volume suivant, qui se trouve déjà sous presse et qui paraîtra dans le courant de l'année prochaine. Ce Volume contiendra un grand nombre de suppléments destinés à combler les lacunes que les tomes précédents présentaient par rapport aux 25 années dernières. Nous en citerons les suivants comme offrant un intérêt particulier: les arrangements ultérieurs entre la France et l'Allemagne, faisant suite à la paix de Francfort; les actes relatifs aux affaires mexicaines et à la question dite d'Alabama; une nouvelle série de documents orientaux, divers Traités conclus par l'Autriche, les Pays-Bas, la Suisse, la France, la Grande-Bretagne, etc., etc. De cette manière nous espérons, du moins quant aux Traités essentiellement politiques, faire arriver notre Recueil jusqu'au niveau de l'actualité d'une époque extrêmement riche en transformations sur le théâtre des relations internationales.

1.

Confédération de l'Allemagne du Nord: Loi pour l'organisation des Consulats et les attributions des Consuls fédéraux, en date du 8 novembre 1867.)*

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen im Namen des Norddeutschen Bundes, nach erfolgter Zustimmung des Bundesrathes und des Reichstages, was folgt:

I. Organisation der Bundesconsulate.

§ 1. Die Bundesconsuln sind berufen, das Interesse des Bundes, namentlich in Bezug auf Handel, Verkehr und Schifffahrt, thunlichst zu schützen und zu fördern, die Beobachtung der Staatsverträge zu überwachen und den Angehörigen der Bundesstaaten, sowie anderer befreundeter Staaten in ihren Angelegenheiten Rath und Beistand zu gewähren. Sie müssen hierbei nach den Bundesgesetzen und den ihnen ertheilten Instructionen sich richten und die durch die Gesetze und die Gewohnheiten ihres Amtsbezirks gebotenen Schranken einhalten.

§ 2. Unter Consul im Sinne dieses Gesetzes ist der Vorsteher eines Generalconsulats, Consulats oder Viceconsulats zu verstehen.

§ 3. Die Bundesconsuln sind der Aufsicht des Bundeskanzlers unterworfen. In Angelegenheiten von allgemeinem Interesse berichten sie an den Bundeskanzler und empfangen von ihm ihre Weisungen. In dringlichen Fällen

*) Cette loi a été déclarée loi de l'Empire Allemand par la loi du 16 avril 1871.

haben sie gleichzeitig die erforderlichen Anzeigen über erhebliche Thatsachen unmittelbar an die zunächst betheiligten Regierungen gelangen zu lassen.

In besonderen, das Interesse eines einzelnen Bundesstaates oder einzelner Bundesangehöriger betreffenden Geschäftsangelegenheiten berichten sie an die Regierung des Staates, um dessen besonderes Interesse es sich handelt, oder dem die betheiligte Privatperson angehört; auch kann ihnen in solchen Angelegenheiten die Regierung eines Bundesstaates Aufträge ertheilen und unmittelbare Berichtserstattung verlangen.

§ 4. Die Bundesconsuln werden vor Antritt ihres Amtes dahin vereidet, dass sie ihre Dienstpflichten gegen den Norddeutschen Bund nach Maassgabe des Gesetzes und der ihnen zu ertheilenden Instructionen treu und gewissenhaft erfüllen und das Beste des Bundes fördern wollen.

§ 5. Die Bundesconsuln können ohne Genehmigung des Bundespräsidiums weder Consulate fremder Mächte bekleiden, noch Geschenke oder Orden von fremden Regierungen annehmen.

§ 6. Bundesconsuln, welche sich von ihrem Amte ohne Urlaub entfernt halten, werden so angesehen, als ob sie die Enthebung von ihrem Amte nachgesucht hätten.

§ 7. Zum Berufsconsul (consul missus) kann nur derjenige ernannt werden, welchem das Bundesindigenat zusteht und welcher zugleich

1) entweder die zur juristischen Laufbahn in den einzelnen Bundesstaaten erforderliche erste Prüfung bestanden hat und ausserdem mindestens drei Jahre im inneren Dienste oder in der Advocatur und mindestens zwei Jahre im Consulatsdienste des Bundes oder eines Bundesstaates beschäftigt gewesen ist, oder
2) die besondere Prüfung bestanden hat, welche für die Bekleidung des Amtes eines Berufsconsuls einzuführen ist. Die näheren Bestimmungen über diese Prüfung werden von dem Bundeskanzler erlassen.

Die vorstehenden Bestimmungen kommen jedoch erst vom 1. Januar 1873 ab zur Anwendung.

§ 8. Die Berufsconsuln erhalten Besoldung nach Maassgabe des Bundeshaushalts-Etats.

Reise- und Einrichtungskosten, sowie sonstige Dienst-

ausgaben werden ihnen aus Bundesmitteln besonders erstattet.

Die Familien der Berufsconsuln werden, wenn letztere während ihrer Amtsdauer sterben, auf Bundeskosten in die Heimath zurückbefördert.

Die Berufsconsuln erheben die in dem Consular-Tarife vorgesehenen Gebühren für Rechnung der Bundescasse.

Die Berufsconsuln dürfen keine kaufmännischen Geschäfte betreiben.

In Bezug auf den Amtsverlust, die Dienstentlassung, die Versetzung in den Ruhestand und die Amtssuspension unterliegen die Berufsconsuln bis zum Erlass eines Bundesgesetzes den in dieser Beziehung für die Preussischen diplomatischen Agenten zur Zeit geltenden Vorschriften mit der Maassgabe, dass die in diesen Vorschriften dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten beiwohnenden Zuständigkeiten dem Bundeskanzler und die nach denselben dem Disziplinarhofe und dem Staatsministerium beiwohnenden Zuständigkeiten dem Bundesrathe gebühren.

§ 9. Zu Wahlconsuln (consules electi) sollen vorzugsweise Kaufleute ernannt werden, welchen das Bundesindigenat zusteht.

§ 10. Die Wahlconsuln beziehen die in Gemässheit des Consular-Tarifs zu erhebenden Gebühren für sich.

Dienstliche Ausgaben können ihnen aus Bundesmitteln ersetzt werden.

Ihre Anstellung ist jederzeit ohne Entschädigung widerruflich.

§ 11. Die Consuln können mit Genehmigung des Bundeskanzlers in ihrem Amtsbezirke consularische Privatbevollmächtigte (Consular-Agenten) bestellen.

Den Consular-Agenten steht die selbstständige Ausübung der in diesem Gesetze den Consuln beigelegten Rechte nicht zu.

Den Consular-Agenten können die von ihnen nach Maassgabe des Consular-Tarifs erhobenen Gebühren ganz oder theilweise belassen werden.

II. Amtsrechte und Pflichten der Bundesconsuln.

§ 12. Jeder Bundesconsul hat über die in seinem Amtsbezirke wohnenden und zu diesem Behufe bei ihm angemeldeten Bundesangehörigen eine Matrikel zu führen.

So lange ein Bundesangehöriger in die Matrikel eingetragen ist, bleibt ihm sein heimathliches Staatsbürgerrecht erhalten, auch wenn dessen Verlust lediglich in Folge des Aufenthalts in der Fremde eintreten würde.

§ 13. Die Befugniss der Consuln zu Eheschliessungen und zur Beurkundung der Heirathen, Geburten und Sterbefälle der Bundesangehörigen bestimmt sich bis zum Erlass eines diese Befugniss regelnden Bundesgesetzes*) nach den Landesgesetzen der einzelnen Bundesstaaten.

Wenn nach den Landesgesetzen die Befugniss von einer besonderen Ermächtigung abhängig ist, so wird die letztere von dem Bundeskanzler auf Antrag der Landesregierung ertheilt.

§ 14. Die Bundesconsuln sind befugt zur Legalisation derjenigen Urkunden, welche in ihrem Amtsbezirke ausgestellt oder beglaubigt sind.

§ 15. Die schriftlichen Zeugnisse, welche von den Bundesconsuln über ihre amtlichen Handlungen und die bei Ausübung ihres Amtes wahrgenommenen Thatsachen unter ihrem Siegel und ihrer Unterschrift ertheilt sind, haben die Beweiskraft öffentlicher Urkunden.

§ 16. Den Bundesconsuln steht innerhalb ihres Amtsbezirks in Ansehung der Rechtsgeschäfte, welche Bundesangehörige errichten, insbesondere auch derjenigen, welche dieselben mit Fremden schliessen, das Recht der Notare zu, dergestalt, dass die von ihnen aufgenommenen und mit ihrer Unterschrift und ihrem Siegel versehenen Urkunden den innerhalb der Bundesstaaten aufgenommenen Notariats-Urkunden gleich zu achten sind.

§ 17. Bei Aufnahme der Urkunden (§ 16) haben die Bundesconsuln zwei Zeugen zuzuziehen, in deren Gegenwart die Verhandlung vorzulesen und von den Betheiligten durch Unterschrift oder im Falle der Schreibensunerfahrenheit durch Handzeichen zu vollziehen ist.

Die Befolgung dieser Vorschriften muss aus der Urkunde hervorgehen, widrigenfalls dieselbe nicht die Kraft einer Notariats-Urkunde hat. Diese Kraft mangelt auch in dem Falle, wenn der Consul oder seine Frau oder einer von seinen oder seiner Frau Verwandten oder Verschwägerten in auf- oder absteigender Linie oder in der

*) Voir la loi du 4 mai 1870 dans le »Bundesgesetzblatt des Norddeutschen Bundes«, 1870, No. 45.

Seitenlinie bis zum Grade des Oheims oder Neffen einschliesslich betheiligt war, oder wenn darin eine Verfügung zu Gunsten einer der vorgenannten Personen oder der hinzugezogenen Zeugen getroffen ist.

§ 18. Die Bundesconsuln sind berufen, der in ihrem Amtsbezirke befindlichen Verlassenschaften verstorbener Bundesangehöriger, wenn ein amtliches Einschreiten wegen Abwesenheit der nächsten Erben oder aus ähnlichen Gründen geboten erscheint, sich anzunehmen; sie sind hierbei insbesondere ermächtigt, den Nachlass zu versiegeln und zu inventarisiren, den beweglichen Nachlass, wenn die Umstände es erfordern, in Verwahrung zu nehmen und öffentlich zu verkaufen, sowie die vorhandenen Gelder zur Tilgung der feststehenden Schulden zu verwenden.

§ 19. Die Bundesconsuln können innerhalb ihres Amtsbezirks an die dort sich aufhaltenden Personen auf Ersuchen der Behörden eines Bundesstaates Zustellungen jeder Art bewirken. Durch das schriftliche Zeugniss des Consuls über die erfolgte Zustellung wird diese nachgewiesen.

§ 20. Zur Abhörung von Zeugen und zur Abnahme von Eiden sind nur diejenigen Bundesconsuln befugt, welche dazu vom Bundeskanzler besonders ermächtigt sind. Die von diesen Consuln aufgenommenen Verhandlungen stehen den Verhandlungen der zuständigen inländischen Behörden gleich.

§ 21. Bei Rechtsstreitigkeiten der Bundesangehörigen unter sich und mit Fremden sind die Bundesconsuln berufen, nicht allein auf Antrag der Parteien den Abschluss von Vergleichen zu vermitteln, sondern auch das Schiedsrichteramt zu übernehmen, wenn sie in der durch die Ortsgesetze vorgeschriebenen Form von den Parteien zu Schiedsrichtern ernannt werden.

§ 22. Den Bundesconsuln steht eine volle Gerichtsbarkeit zu, wenn sie in Ländern residiren, in welchen ihnen durch Herkommen oder durch Staatsverträge die Ausübung der Gerichtsbarkeit gestattet ist.

Der Consulargerichtsbarkeit sind alle in den Consular-Jurisdictionsbezirken wohnenden oder sich aufhaltenden Bundesangehörigen und Schutzgenossen unterworfen, in Betreff der politischen Verbrechen und Vergehen jedoch nur, wenn diese nicht innerhalb des Norddeutschen Bundes oder in Beziehung auf denselben verübt sind.

§ 23. Die Jurisdictionsbezirke der einzelnen Consuln werden von dem Bundeskanzler nach Vernehmung des Ausschusses des Bundesrathes für Handel und Verkehr bestimmt.

§ 24. Bis zum Erlasse eines Bundesgesetzes über die Consulargerichtsbarkeit wird dieselbe von den Bundesconsuln nach Maassgabe des über die Gerichtsbarkeit der Consuln in Preussen erlassenen Gesetzes vom 29. Juni 1865 (Gesetz-Sammlung S. 681) ausgeübt. Die nach diesem Gesetze den Preussischen Ministern und Gesandten übertragenen Befugnisse stehen jedoch dem Bundeskanzler zu.

Neue Bundesgesetze erlangen in den Consular-Jurisdictionsbezirken nach Ablauf von sechs Monaten, von dem Tage gerechnet, an welchem dieselben durch das Bundesgesetzblatt verkündet worden sind, verbindliche Kraft.

§ 25. Die Bundesconsuln sind befugt, den in ihrem Amtsbezirke sich aufhaltenden Bundesangehörigen Pässe auszustellen, sowie Pässe zu visiren, die Pässe fremder Behörden jedoch nur zum Eintritt in das Bundesgebiet.

§ 26. Hülfsbedürftigen Bundesangehörigen haben die Bundesconsuln die Mittel zur Milderung augenblicklicher Noth oder zur Rückkehr in die Heimath nach Maassgabe der ihnen ertheilten Amtsinstruction zu gewähren.

§ 27. Die Bundesconsuln haben den Schiffen der Bundes-Kriegsmarine, sowie der Besatzung derselben Beistand und Unterstützung zu gewähren. Insbesondere müssen sie die Befehlshaber derselben von den in ihrem Amtsbezirke in Bezug auf fremde Kriegsschiffe bestehenden Vorschriften und Ortsgebräuchen, sowie von etwa dort herrschenden epidemischen und ansteckenden Krankheiten unterrichten.

§ 28. Wenn Mannschaften von Kriegsschiffen desertiren, so haben die Bundesconsuln bei den Orts- und Landesbehörden die zur Wiederhabhaftwerdung derselben erforderlichen Schritte zu thun.

§ 29. Die Bundesconsuln haben zum Schutze der von ihnen dienstlich zu vertretenden Interessen, insbesondere zum Transport von Verbrechern und hülfsbedürftigen Personen, den Beistand der Befehlshaber der Kriegsschiffe in Anspruch zu nehmen.

§ 30. Die Bundesconsuln haben die Innehaltung der wegen Führung der Bundesflagge bestehenden Vorschriften zu überwachen.

§ 31. Sie haben die Meldung der Schiffsführer ent-

gegen zu nehmen und an den Bundeskanzler über Unterlassung dieser Meldung zu berichten.

§ 32. Sie bilden für die Schiffe der Bundes-Handelsmarine im Hafen ihrer Residenz die Musterungsbehörde.

§ 33. Sie sind befugt, über diese Schiffe die Polizeigewalt auszuüben.

§ 34. Wenn Mannschaften von solchen Schiffen desertiren, so haben die Bundesconsuln auf Antrag des Schiffers bei den Orts- oder Landesbehörden die zur Wiederhabhaftwerdung derselben erforderlichen Schritte zu thun.

§ 35. Die Bundesconsuln sind befugt, an Stelle eines gestorbenen, erkrankten oder sonst zur Führung des Schiffes untauglich gewordenen Schiffers auf den Antrag der Betheiligten einen neuen Schiffsführer einzusetzen.

§ 36. Sie sind befugt, die Verklarungen aufzunehmen und bei Unfällen, von welchen die Schiffe betroffen werden, die erforderlichen Bergungs- und Rettungsmaassregeln einzuleiten und zu überwachen, sowie in Fällen der grossen Haverei auf Antrag des Schiffsführers die Dispache aufzumachen.

§ 37. In Betreff der Befugniss der Consuln zur Mitwirkung bei dem Verkaufe eines Schiffes durch den Schiffer und bei Eingehung von Bodmereigeschäften, sowie in Betreff der einstweiligen Entscheidung von Streitigkeiten zwischen Schiffer und Mannschaft sind die Vorschriften Art. 499, 537, 547, 686 des Allgemeinen Deutschen Handelsgesetzbuches maassgebend; in Betreff ihrer Befugniss zur Ertheilung von interimistischen Schiffscertificaten bewendet es bei den Vorschriften des Bundesgesetzes, betreffend die Nationalität der Kauffahrteischiffe und ihrer Befugniss zur Führung der Bundesflagge, vom 25. October 1867.

§ 38. Die von den Bundesconsuln zu erhebenden Gebühren werden durch Bundesgesetz festgestellt. Bis zum Inkrafttreten eines solchen Gesetzes erfolgt die Gebührenerhebung nach einem von dem Bundeskanzler im Einvernehmen mit dem Ausschusse des Bundesrathes für Handel und Verkehr zu erlassenden provisorischen Tarife.*)

*) Voir le tarif provisoire dans le »Bundesgesetzblatt des Norddeutschen Bundes«, 1868, No. 6.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Bundes-Insiegel.

Gegeben Berlin, den 8. November 1867.

Wilhelm.

Graf *v. Bismarck-Schönhausen.*

2.

Convention consulaire entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Italie; signée à Berlin, le 21 décembre 1868.)*

Texte allemand.

Seine Majestät der König von Preussen, im Namen des Norddeutschen Bundes einerseits, und

Seine Majestät der König von Italien andererseits, haben Behufs Ausdehnung und Förderung der Handels- und Schifffahrtsbeziehungen zwischen dem Norddeutschen Bunde und Italien übereinstimmend für nützlich erachtet, die Rechte, Privilegien, Immunitäten und Verpflichtungen der beiderseitigen consularischen Agenten in ausgedehnter und bestimmter Weise grundsätzlich zu regeln und beschlossen, einen Consular-Vertrag abzuschliessen.

Demgemäss haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren Geheimen Legationsrath Bernhard König, und

Seine Majestät der König von Italien:

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Könige von Preussen und bei dem Norddeutschen Bunde, Graf Eduard v. Launay,

welche nach Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel übereingekommen sind.

---

*) En allemand et en italien. Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 22 avril 1869.

Art. 1. Jeder der Hohen contrahirenden Theile kann in den Häfen, Städten und Plätzen des Gebiets des andern Theils Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten bestellen. Es bleibt beiden Theilen das Recht vorbehalten, einzelne Oertlichkeiten, welche Sie für angemessen erachten, auszunehmen, jedoch muss dieser Vorbehalt gleichmässig gegen alle andern Mächte in Anwendung gebracht werden.

Art. 2. Die Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten werden nach Vorweisung ihrer Bestallungen in Gemässheit der in beiden Ländern geltenden Bestimmungen und Förmlichkeiten gegenseitig zugelassen und anerkannt werden.

Das zur freien Ausübung der Amtsthätigkeit der gedachten Consularbeamten erforderliche Exequatur wird kostenfrei ertheilt werden und nach Vorweisung des Exequatur wird die obere Behörde ihres Amtssitzes unverzüglich die erforderlichen Maassregeln treffen, damit sie ihre Amtspflichten erfüllen können und des Genusses aller ihnen gebührenden Befreiungen, Rechte, Immunitäten, Ehren und Privilegien theilhaftig werden.

Art. 3. Die Berufs-Consuln (consules missi) sind befreit von Militair-Einquartirung und Militair-Steuern, sowie von directen, Personal-, Mobiliar- oder Luxussteuern, mögen solche vom Staat oder von Communen auferlegt sein, ausgenommen, wenn sie unbewegliches Eigenthum besitzen, Handel oder Gewerbe treiben, in welchem Falle sie denselben Abgaben, Lasten und Auflagen, wie die Nationalen unterworfen sind.

Sie geniessen der persönlichen Immunität, ausgenommen, wenn strafbare Handlungen vorliegen, welche nach der Landesgesetzgebung als Verbrechen angesehen werden.

Art. 4. Gegen Wahl-Consuln (consules electi) darf der Personal-Arrest nur in Handelssachen, nicht in Civilsachen, verhängt werden.

Art. 5. Die Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten können über dem äussern Eingange ihres Amtslocals das Nationalwappen mit der Umschrift: Consulat oder Viceconsulat oder Consular-Agentur des Norddeutschen Bundes — Italiens anbringen.

Auch können sie die Nationalflagge an Tagen öffentlicher Festlichkeiten, sowie bei andern üblichen Gelegenheiten von ihrem Hause wehen lassen, ausgenommen

wenn die gedachten Consularbeamten in der Hauptstadt ihren Sitz haben, wo sich eine Botschaft oder Gesandtschaft ihres Landes befindet.

Es ist ihnen gleichfalls gestattet, ihre Nationalflagge auf dem Boote zu führen, dessen sie sich bei dienstlichen Fahrten im Hafen bedienen.

Art. 6. Die Consulats-Archive sind jederzeit unverletzlich und die Landesbehörden können unter keinem Vorwande die zu den Archiven gehörigen Dienstpapiere einsehen oder mit Beschlag belegen. Die Dienstpapiere müssen stets von den das kaufmännische Geschäft oder das Gewerbe der resp. Consularbeamten betreffenden Büchern und Papieren gesondert sein.

Art. 7. In Verhinderungs- und Abwesenheitsfällen, desgleichen wenn ein Generalconsul, Consul, Viceconsul oder Consular-Agent stirbt, sind die Consular-Eleven, Kanzler und Secretaire, sofern sie als solche den betreffenden Behörden bereits präsentirt sind, ohne Weiteres je nach der Rangstufe, welche sie bekleiden, befugt, interimistisch die consularischen Amtsbefugnisse auszuüben, ohne dass die Ortsbehörden ihnen Hindernisse in den Weg legen könnten.

Vielmehr müssen letztere denselben Beistand und Schutz gewähren und ihnen während ihrer interimistischen Amtswirksamkeit den Genuss aller Befreiungen, Rechte, Immunitäten und Privilegien zu Theil werden lassen, welche in dem gegenwärtigen Vertrage den beiderseitigen Consularbeamten eingeräumt sind.

Art. 8. Die Generalconsuln und Consuln können, vorbehaltlich der Zustimmung der Landesregierung, Viceconsuln oder Consular-Agenten in allen Städten, Häfen und Plätzen ihres Amtsbezirks ernennen.

Diese Agenten können ohne Unterschied aus Angehörigen beider Länder oder aus Angehörigen dritter Staaten gewählt werden. Sie erhalten ein Patent Seitens des Consuls, welcher sie ernannt hat und auf dessen Weisung sie ihre Functionen auszuüben haben.

Die in der gegenwärtigen Convention verabredeten Privilegien und Immunitäten stehen auch ihnen zu. Doch sollen die von Generalconsuln oder Consuln ernannten Viceconsuln und Consular-Agenten derjenigen Befreiungen und Immunitäten nicht theilhaftig werden, von denen der Art. 3 handelt.

Art. 9. Die Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln

und Consular-Agenten können sich in Ausübung der ihnen zustehenden Amtsbefugnisse an die Behörden ihres Amtsbezirks wenden, um wegen Zuwiderhandlung gegen die zwischen beiden Ländern bestehenden Tractate oder Conventionen, oder wegen irgend einer ihren Staatsangehörigen zur Beschwerde gereichenden Beeinträchtigung Einspruch zu erheben.

Wenn die Behörden ihres Bezirks auf ihre Reclamationen nicht eingehen, so können sie sich in Ermangelung eines diplomatischen Vertreters ihres Landes an die Central-Regierung des Landes, in welchem sie ihren Amtssitz haben, wenden.

Art. 10. Die Generalconsuln, Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten beider Länder, ingleichen ihre Kanzler können, soweit sie nach den Gesetzen ihres Landes dazu befugt sind,

1. in ihren Kanzleien, in der Wohnung der Betheiligten und am Bord der Nationalschiffe diejenigen Erklärungen entgegennehmen, welche die Schiffsführer, die Schiffsmannschaft und die Schiffspassagiere, Handelstreibende und sonstige Angehörige ihres Landes abzugeben haben;
2. Notariatsurkunden, sowohl über einseitige Rechtsgeschäfte, einschliesslich letztwilliger Verfügungen, von Angehörigen ihres Landes, als auch über Verträge aufnehmen, welche zwischen einem oder mehreren ihrer Nationalen und anderen Personen des Landes, in welchem sie residiren, geschlossen werden, ingleichen selbst über Verträge, welche ausschliesslich Angehörige des Landes ihrer Residenz betreffen, soweit solche Verträge sich auf Grundstücke beziehen, welche im Lande des instrumentirenden Consuls oder Consularbeamten belegen sind. Die von den gedachten Beamten vorschriftsmässig beglaubigten und mit ihrem Amtssiegel versehenen Abschriften dieser Urkunden oder Auszüge aus denselben sollen vor Gericht und aussergerichtlich sowohl in Norddeutschland, als in Italien, in gleicher Weise wie die Originale Glauben und dieselbe Kraft und Gültigkeit haben, als wenn sie von Notaren oder anderen öffentlichen Beamten des einen oder des andern Landes aufgenommen wären, vorausgesetzt, dass diese Urkunden in derjenigen Form aufgenommen worden

sind, welche die Gesetze des Staats, dem die Consuln, Viceconsuln oder Consular-Agenten angehören, vorschreiben und vorausgesetzt, dass demnächst bezüglich des Stempels, der Registrirung und aller andern Formalitäten die betreffenden Bestimmungen des Landes, in welchem der Act zur Ausführung kommen soll, erfüllt sind.

Wenn die Aechtheit eines in der Kanzlei der beiderseitigen Consuln ausgefertigten Documentes in Zweifel gezogen wird, so sind die betheiligten Personen auf ihr Verlangen berechtigt. die Original-Verhandlung einzusehen, auch bei der Collationirung, wenn diese erforderlich erscheint, gegenwärtig zu sein.

Art. 11. Wenn ein Angehöriger einer der contrahirenden Theile in dem Gebiete des andern Theils stirbt, so sollen die Landesbehörden dem Generalconsul, Consul, Vice-Consul oder Consular-Agenten, in dessen Amtsbezirke der Todesfall vorkommt, sofort Nachricht geben.

Ihrerseits müssen letztere, wenn der Todesfall zuerst zu ihrer Kenntniss kommt, die Landesbehörden benachrichtigen.

Wenn ein Italiener in Norddeutschland oder ein Norddeutscher in Italien stirbt, ohne eine letztwillige Verfügung errichtet oder einen Testamentsexecutor bestellt zu haben, oder wenn die gesetzlichen oder Testaments-Erben minderjährig, ihren Angelegenheiten vorzustehen unfähig oder abwesend sind, oder wenn die ernannten Testamentsexecutoren nicht an demjenigen Orte, wo die Erbschaft eröffnet wird, anwesend sind, so haben die Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten des Theils, welchem der Erblasser angehörte, das Recht, folgende Amtshandlungen successive vorzunehmen:

1. Von Amtswegen oder auf Antrag der betheiligten Parteien alle Mobilien und Papiere des Verstorbenen zu versiegeln; sie müssen jedoch der competenten Localbehörde Nachricht geben und diese kann, wenn die Landesgesetze es vorschreiben, bei der Siegelung gegenwärtig sein, auch ihre eigenen Siegel mit anlegen.

   Diese und die vom Consularbeamten angelegten Siegel dürfen ohne Mitwirkung der Localbehörde nicht abgenommen werden.

Sollte jedoch die Localbehörde, auf die von dem Consul an sie gerichtete Einladung, dem Abnehmen der beiderseitigen Siegel beizuwohnen, innerhalb 48 Stunden vom Empfange der Benachrichtigung an gerechnet sich nicht einfinden, so kann der gedachte Beamte allein zur Wiederaufsiegelung schreiten.

2. Sie können alle Nachlassgegenstände inventarisiren und zwar in Gegenwart der Localbehörde, wenn diese auf die obenerwähnte Benachrichtigung ihre Mitwirkung für erforderlich hält.

Diese Localbehörde hat alle in ihrer Gegenwart aufgenommenen Protokolle mit zu unterschreiben, ohne dass sie für ihre amtliche Mitwirkung irgend welche Kosten liquidiren könnte.

3. Sie können alle beweglichen Nachlass-Effecten, welche dem Verderben ausgesetzt oder schwer aufzubewahren sind, sowie Ernten oder Effecten, zu deren Veräusserung sich eine günstige Gelegenheit bietet, öffentlich verkaufen.

4. Sie sind befugt, die inventarisirten Nachlasseffecten und Gelder in Verwahrung zu nehmen, desgleichen den Betrag der von ihnen eincassirten Nachlassforderungen und erhobenen Zinsen.

Wenn auf die unter der folgenden Nummer erwähnte Aufforderung sich Landesangehörige oder Angehörige eines dritten Staates als Betheiligte bei dem Intestat- oder testamentarischen Nachlasse melden, so ist die Localbehörde befugt, über die Deposition der zur Deckung der bezüglichen Forderungen nöthigen Gelder oder Effecten zu befinden.

5. Sie sind befugt, in den öffentlichen Blättern des Orts, erforderlichen Falls auch der Heimath des Erblassers, den Todesfall bekannt zu machen und die etwaigen Nachlassgläubiger aufzufordern, innerhalb der in den Landesgesetzen vorgeschriebenen Frist ihre Forderungen anzumelden und zu bescheinigen.

Wenn sich Erbschaftsgläubiger melden, so sind sie, wenn genügende Mittel vorhanden sind, innerhalb 14 Tagen nach Vollendung des Inventars zu befriedigen. Sind keine Mittel vorhanden, so findet

die Befriedigung nach dem in geeignetster Weise herbeizuführenden Eingange derselben statt.

Wenn die beiderseitigen Consuln die Bezahlung der Nachlassschulden wegen angeblicher Insufficienz des Nachlasses ganz oder theilweise verweigern, so können die Gläubiger, wenn sie es für vortheilhaft halten, bei dem competenten Localgerichte auf Befriedigung klagen, beziehungsweise bei der zuständigen Behörde den Antrag stellen, den Concurs zu eröffnen.

Sobald die Concurseröffnung in der, in beiden Ländern gesetzlich vorgeschriebenen Weise erfolgt ist, müssen die Consuln oder Viceconsuln dem Gerichte, beziehungsweise den Syndicis (Verwaltern) alle zum Nachlass gehörigen Documente, Effecten und Werthe sofort ausfolgen, wobei den gedachten Consularbeamten obliegt, das Interesse der abwesenden, minderjährigen oder handlungsunfähigen Erben wahrzunehmen.

In allen Fällen können die Generalconsuln, Consuln und Viceconsuln den Nachlass oder den Erlös desselben den gesetzlichen Erben oder ihren Bevollmächtigten erst sechs Monate nach dem Tage, an welchem der Todesfall in den Blättern bekannt gemacht worden ist, aushändigen.

6. Sie können den Nachlass verwalten und liquidiren, oder durch einen Bevollmächtigten unter ihrer Verantwortlichkeit verwalten und liquidiren lassen, ohne dass die Ortsbehörden sich einmischen dürfen, es sei denn, dass Landesangehörige oder Angehörige eines dritten Staates Ansprüche gegen den Nachlass geltend machen, in welchem Falle die Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln oder Consular-Agenten nicht das Recht der Entscheidung haben, wenn Schwierigkeiten namentlich aus Reclamationen entstehen, die zu Streit zwischen den Betheiligten Anlass geben, vielmehr steht den competenten Landesgerichten die Entscheidung bezüglich solcher Ansprüche zu.

Die gedachten Consularbeamten fahren jedoch fort, als Vertreter des testamentarischen oder Intestat-Nachlasses zu handeln, d. h. sie behalten inzwischen die Verwaltung und das Recht, den Nachlass endgültig zu liquidiren, ingleichen das

Recht, die Nachlassgegenstände unter Beobachtung der oben vorgeschriebenen Fristen zu verkaufen, sie haben auch die Interessen der Erben wahrzunehmen und sind befugt, zur Vertretung der Rechte derselben vor den Gerichten Advocaten zu bevollmächtigen. Selbstverständlich müssen sie den Gerichten alle Papiere und Documente vorlegen, durch welche die der Entscheidung derselben vorliegende Frage aufgeklärt werden kann.

Nach gefällter Entscheidung müssen die Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln oder Consular-Agenten dieselbe vollstrecken, wenn sie nicht Berufung eingelegt haben, auch haben sie das Recht, die etwa bis zur Entscheidung des Streites unterbrochene Liquidation fortzusetzen.

7. Sie können eintretenden Falls eine Vormundschaft und Curatel, den Gesetzen ihres Landes entsprechend, einleiten.

Art. 12. Wenn ein Italiener in Norddeutschland oder ein Norddeutscher in Italien an einem Orte stirbt, wo keine Consularbehörde seiner Nation vorhanden ist, so hat die zuständige Localbehörde nach den Landesgesetzen zur Inventarisirung der Effecten und zur Liquidirung des Nachlasses zu schreiten und der betreffenden Botschaft oder Gesandtschaft oder der dem Nachlassorte nächsten Consulatsbehörde binnen kürzester Frist von dem Ergebniss ihrer Amtshandlungen Nachricht zu geben.

Sobald jedoch der, dem Orte, wo der Nachlass eröffnet ist, nächste Consularbeamte selbst oder durch einen Delegirten sich einfindet, hat die Mitwirkung der Localbehörde sich nach den Bestimmungen des Art. 11 der gegenwärtigen Convention zu richten.

Art. 13. Den Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten der beiden Theile steht ausschliesslich die Inventarisirung und jede andere zur Conservirung der Verlassenschaft erforderliche Massregel zu, wenn es sich um den Nachlass von Schiffsleuten und Schiffspassagiren ihrer Nation handelt, mögen dieselben am Lande oder an Bord von Nationalschiffen, während der Reise oder im Bestimmungshafen gestorben sein.

Art. 14. Die Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten können sich an Bord der Nationalschiffe begeben oder einen Delegirten an Bord schicken, sobald dieselben zum freien Verkehr (Praktika) zugelassen

sind, um Capitain und Mannschaft zu vernehmen, die Schiffspapiere einzusehen, die Aussagen über ihre Reise und ihren Bestimmungsort und die Zwischenfälle während der Reise entgegenzunehmen, die Ladungsverzeichnisse (Manifeste) anzufertigen, die Expedition ihrer Schiffe zu fördern und mit ihnen vor den Gerichts- oder Verwaltungsbehörden des Landes zu erscheinen, um ihnen bei den Angelegenheiten, welche sie betreiben, oder bei den Anträgen, welche sie zu stellen haben, als Dolmetscher und Agenten zu dienen.

Die Gerichtsbeamten und die Beamten und Beauftragten der Zollämter dürfen niemals an Bord der Handelsschiffe ein Untersuchungsverfahren vornehmen, ohne zuvor der Consularbehörde derjenigen Nation, welcher diese Schiffe angehören, Behufs ihrer etwaigen Gegenwart Nachricht gegeben zu haben.

Ebenso müssen die gedachten Consularbeamten Behufs ihrer Anwesenheit rechtzeitig von den Erklärungen benachrichtigt werden, welche die Capitaine und Schiffsmannschaft vor den Gerichten und Behörden des Orts abzugeben haben, damit jedes Missverständniss und jeder Irrthum, welche einer geordneten Rechtspflege Eintrag thun könnten, vermieden wird.

Die Benachrichtigung, welche zu diesem Behufe den Consuln, Viceconsuln oder Consular-Agenten zugefertigt wird, muss eine genaue Angabe der Stunde enthalten und wenn diese sich nicht selbst oder durch einen Delegirten einfinden, so wird in ihrer Abwesenheit vorgegangen.

Art. 15. Hinsichtlich der Hafenpolizei, des Ladens und Ausladens der Schiffe, sowie hinsichtlich der Sicherung von Waaren, Gütern und Effecten kommen die Landesgesetze, Statuten und Reglements zur Anwendung.

Den Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln oder Consular-Agenten steht ausschliesslich die Aufrechterhaltung der inneren Ordnung an Bord ihrer nationalen Handelsschiffe zu. Sie haben demgemäss allein Streitigkeiten jeder Art zwischen Capitain, Schiffsofficieren und Matrosen zu schlichten, insbesondere Streitigkeiten, welche sich auf die Heuer und die Erfüllung sonstiger Vertragsbestimmungen beziehen.

Die Localbehörden dürfen nur dann einschreiten, wenn die am Bord der Schiffe vorkommenden Unord-

nungen der Art sind, dass die Ruhe oder öffentliche Ordnung am Lande oder im Hafen dadurch gestört wird, oder wenn ein Landesangehöriger oder eine nicht zur Schiffsmannschaft gehörige Person betheiligt ist.

In allen andern Fällen haben die gedachten Behörden sich darauf zu beschränken, den Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten auf Verlangen Beistand zu gewähren, wenn diese zur Verhaftung einer in die Musterrolle eingetragenen Person schreiten zu müssen glauben, um dieselbe an Bord zurückzuführen oder in vorläufiger Haft zu halten.

Art. 16. Die Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten können diejenigen Seeleute und andere zur Mannschaft gehörige Personen, welche vom Bord der Handels- und Kriegsschiffe ihrer Nation auf das Gebiet des andern Theils entwichen sind, verhaften und an Bord oder in ihre Heimath zurücksenden lassen.

Zu diesem Zwecke haben sie sich schriftlich an die competente Localbehörde zu wenden und durch die Schiffsregister oder Musterrollen, oder, wenn das Schiff schon abgegangen sein sollte, durch beglaubigte Abschriften oder Auszüge aus diesen Documenten nachzuweisen, dass die reclamirten Personen wirklich zur Schiffsmannschaft gehört haben.

Auf einen in dieser Art begründeten Antrag darf die Auslieferung der Deserteure nicht verweigert werden.

Auch soll den gedachten Consularbeamten jeder Beistand und jede Hülfe Behufs Aufsuchung und Verhaftung solcher Deserteure gewährt werden, letztere sollen auf den Antrag und auf Kosten der Consularbehörde in die Ortsgefängnisse abgeführt und daselbst in Gewahrsam gehalten werden, bis diese Gelegenheit zur Heimsendung findet.

Diese Gefangenhaltung darf nicht länger als drei Monate dauern. Nach Ablauf dieser Frist und nach drei Tage vorher erfolgter Benachrichtigung des Consuls wird der Verhaftete in Freiheit gesetzt, ohne aus demselben Grunde wieder verhaftet werden zu können.

Wenn der Deserteur am Lande eine strafbare Handlung begangen hat, so kann die Localbehörde die Auslieferung beanstanden, bis das Gericht die Entscheidung gefällt hat und diese vollständig vollstreckt worden ist.

Die Hohen contrahirenden Theile sind darüber einverstanden, dass Seeleute und andere Personen der Mann-

schaft, welche Unterthanen des Landes sind, in welchem die Desertion stattfindet, von den Bestimmungen dieses Vertrages ausgenommen sind.

Art. 17. Falls nicht Verabredungen zwischen Rhedern, Befrachtern und Versicherern entgegenstehen, werden die während der Fahrt der Schiffe beider Theile erlittenen Havereien, sei es, dass die Schiffe in die betreffenden Häfen freiwillig oder als Nothhafner einlaufen, von den Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln der betreffenden Nation regulirt. Sollten jedoch Landesunterthanen oder Unterthanen einer dritten Macht betheiligt sein, so müssen ebenso wie in Ermangelung einer gütlichen Einigung zwischen allen Betheiligten die Havereien von den Ortsbehörden regulirt werden.

Art. 18. Wenn ein Regierungsschiff oder ein Schiff eines Angehörigen eines der Hohen contrahirenden Theile an den Küsten des andern Theils Schiffbruch leidet oder strandet, so sollen die Behörden den Generalconsul, Consul, Viceconsul oder Consular-Agenten des Bezirks, oder, wenn ein solcher nicht vorhanden ist, den, dem Orte des Unfalls nächsten Generalconsul, Consul, Viceconsul oder Consular-Agenten davon benachrichtigen.

Alle Rettungsmaassregeln bezüglich Italienischer, in den Norddeutschen Territorialgewässern gescheiterter oder gestrandeter Schiffe sollen nach Maassgabe der Landesgesetze erfolgen und umgekehrt sollen alle Rettungsmaassregeln in Bezug auf Deutsche, in den Italienischen Territorialgewässern gescheiterte oder gestrandete Schiffe in Gemässheit der Landesgesetze erfolgen.

Die Consularbehörden haben in beiden Ländern nur einzuschreiten, um die auf die Ausbesserung und Neu-Verproviantirung oder, eintretenden Falls, auf den Verkauf des an der Küste gestrandeten oder gescheiterten Schiffs bezüglichen Maassregeln zu überwachen.

Für die Intervention der Landesbehörden dürfen keine andern Kosten erhoben werden, als solche, welche in gleichem Falle die Nationalschiffe zu entrichten haben.

Ist die Nationalität eines verunglückten Schiffs zweifelhaft, so sind die Localbehörden ausschliesslich für alle, in dem gegenwärtigen Artikel vorgesehenen Maassregeln zuständig.

Art. 19. Die beiderseitigen Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten, ingleichen die Angestellten bei den Consulaten sollen in beiden Ländern

aller Befreiungen, Vorrechte, Immunitäten und Privilegien theilhaftig werden, welche den Beamten gleichen Grades der meist begünstigten Nation zustehen.

Art. 20. Der gegenwärtige Vertrag soll sofort nach Auswechselung der Ratificationen in Kraft treten und bis zum 30. Juni 1875 Gültigkeit haben. Wenn ein Jahr vor Ablauf dieses Zeitraums keiner der Hohen contrahirenden Theile dem andern seine Absicht kund giebt, die Wirksamkeit des Vertrags aufhören zu lassen, so bleibt derselbe bis ein Jahr nach erfolgter, an keine Frist gebundener Aufkündigung in Kraft.

Art. 21. Der gegenwärtige Vertrag soll von beiden Hohen contrahirenden Theilen ratificirt und es sollen die Ratificationen innerhalb vier Wochen nach dem Vertragsabschlusse in Berlin ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen Vertrag in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen zu Berlin, den 21. December 1868.

König. *Launay.*

3.

Convention consulaire entre l'Allemagne et l'Italie; signée à Berlin, le 7 février 1872.)*

Texte allemand.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits und Seine Majestät der König von Italien, andererseits, von dem Wunsche geleitet, die Befugnisse, Rechte, Privilegien und Immunitäten der consularischen Agenten in den beiderseitigen Gebieten der vertragenden Theile fest-

---

*) En allemand et en italien. Les ratifications ont été échangées.

zustellen, haben beschlossen, einen Vertrag zu diesem Zwecke abzuschliessen, und zu Allerhöchstihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Allerhöchstihren Geheimen Legationsrath Bernhard König, und

Seine Majestät der König von Italien:

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, Könige von Preussen, Graf von Launay,

welche über die folgenden Artikel übereingekommen sind:

Art. 1. Die Bestimmungen des zwischen dem Norddeutschen Bunde und Italien am 21. December 1868 abgeschlossenen Consularvertrages sollen auf die consularischen Agenten des Deutschen Reichs in Italien und auf die consularischen Agenten Italiens im Gebiete des Deutschen Reichs dergestalt Anwendung finden, dass die gedachten consularischen Agenten alle Befugnisse haben und aller Rechte, Immunitäten und Privilegien theilhaftig werden sollen, welche in dem gedachten Vertrage zu Gunsten der consularischen Agenten der vertragenden Theile stipulirt sind. Es wird ferner verabredet, dass alle in dem gedachten Vertrage enthaltenen Stipulationen als in Gültigkeit und Rechtskraft zwischen dem Deutschen Reiche und Italien betrachtet werden sollen.

Art. 2. Der gegenwärtige Vertrag wird ratificirt und die Ratifications-Urkunden werden zu Berlin binnen einer Frist von drei Monaten ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und denselben mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen zu Berlin, den 7. Februar 1872.

König. *Launay.*

4.

Convention consulaire entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Espagne; signée à Madrid, le 22 février 1870.)*

Sa Majesté le Roi de Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, d'une part et Son Altesse le Régent de la Nation espagnole par la volonté des Cortès souveraines, d'autre part, désirant déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les attributions des agents consulaires, ont résolu d'un commun accòrd de conclure une Convention spéciale qui embrasse cet objet, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse,

le Baron Charles Auguste Erneste Constantin Jules de Canitz et Dallwitz, Chevalier de l'ordre Royal de l'Aigle Rouge de Prusse de seconde classe, Grand-Croix de l'ordre Royal et distingué de Charles III. d'Espagne, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de l'Allemagne du Nord etc. etc.,

et

Son Altesse le Régent d'Espagne,

Don Praxedes Mateo Sagasta, Chevalier Grand-Croix de l'ordre de Notre Dame de la Conception de Villaviçosa de Portugal, Député aux Cortès constituantes, ci-devant Ministre de l'Intérieur, Son Ministre d'État etc. etc.,

lesquels après s'être communiqués leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et dùe forme, sont convenus des articles suivants.

Art. 1er. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls-généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires dans les ports, villes et lieux du territoire de l'autre, se réservant respectivement le droit d'en excepter les points qu'elles jugeraient convenables.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Madrid.

Toutefois, cette réserve ne pourra être appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes, sans qu'elle le soit également à toutes les autres Puissances.

Art. 2. Pour que les consuls-généraux, consuls et vice-consuls soient admis et reconnus comme tels, ils devront présenter leurs provisions, sur la production desquelles l'exéquatur leur sera délivré sans frais et suivant les formalités établies dans les Pays respectifs.

Sur la présentation de l'exéquatur, l'autorité supérieure du département, province ou district, dans lequel résideront lesdits agents donnera les ordres nécessaires aux autres autorités locales, pour que, sur tous les points de leur circonscription, ils soient protégés dans l'exercice de leurs fonctions officielles, et pour que les exemptions, prérogatives, immunités et priviléges conférés par la présente Convention leur soient garantis.

Art. 3. Les consuls envoyés (consules-missi), sujets de la Partie contractante qui les nomme, jouiront de l'exemption du logement militaire et de toute charge ou service public qui aurait un caractère municipal ou autre.

Ils seront de même exemptés des contributions directes, personnelles, mobilières ou somptuaires, imposées par l'État ou par les communes. Toutefois, si ces agents étaient commerçants, s'ils exerçaient quelque industrie ou possédaient des biens immeubles, ils seront considérés, en ce qui concerne les charges et contributions générales, comme sujets du Pays auquel ils appartiendront.

Art. 4. Les consuls envoyés (consules-missi), sujets de la Partie contractante qui les nomme, jouiront de l'immunité personnelle sans qu'ils puissent être arrêtés ni conduits en prison, si ce n'est pour crimes.

Pour les consuls, sujets du Pays de leur résidence ou commerçants, l'immunité personnelle ne devra s'entendre que des dettes ou autres causes civiles, qui ne se rapporteraient pas au commerce qu'ils exerceraient euxmêmes ou par leurs employés.

Art. 5. Les consuls-généraux, consuls et vice-consuls pourront placer au-dessus de la porte extérieure du consulat ou vice-consulat l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription: „Consulat ou Vice-Consulat de . . . .“

Ils pourront également arborer le pavillon de leur

Pays sur la maison consulaire, aux jours de solennités publiques, religieuses ou nationales, ainsi que dans les autres circonstances d'usage; mais l'exercice de ce double privilége cessera, si lesdits agents résident dans le lieu où se trouve l'ambassade ou la légation de leur Pays.

Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteraient dans le port, pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 6. Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte visiter ni saisir les papiers qui en font partie.

Ces papiers devront toujours être complétement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls ou vice-consuls respectifs.

Art. 7. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls-généraux, consuls et vice-consuls, les élèves-consuls, les chanceliers et secrétaires qui auraient été présentés antérieurement en leurs qualités aux autorités respectives seront admis de plein droit, dans leur ordre hiérarchique, à exercer, par intérim, les fonctions consulaires, sans que les autorités locales puissent y mettre aucun obstacle. Au contraire, celles-ci devront leur prêter assistance et protection, et leur assurer, pendant leur gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et priviléges reconnus par la présente Convention aux agents consulaires respectifs.

Art. 8. Les consuls-généraux et consuls pourront nommer des vice-consuls ou agents consulaires dans les villes, ports et localités de leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du Gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des deux Pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brévet délivré par le Consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des priviléges et immunités stipulées par la présente Convention, sauf les exceptions prévues par les Art. 3 et 4.

Art. 9. Les consuls-généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront s'adresser aux autorités de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre

toute infraction aux Traités ou Conventions existant entre les deux Pays, et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par les autorités de leur arrondissement consulaire, ou si les résolutions prises par celles-ci ne leur paraissaient pas satisfaisantes, ils pourront avoir recours, à défaut d'un agent diplomatique de leur Pays, au Gouvernement de l'État dans lequel ils résideraient.

Art. 10. Les consuls-généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux Pays, ou leurs chanceliers, pourront, en tant que les lois de leur Pays leur en confèrent la faculté:

1) recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur Pays;
2) recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés, lors même que lesdits actes auraient pour objet de conférer hypothèque sur des biens situés dans le territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou l'agent consulaire;
3) recevoir dans leurs chancelleries tous actes conventionnels passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du Pays dans lequel ils résident, comme aussi tous les actes qui, quoique d'un intérêt exclusif pour les sujets du Pays dans lequel ils sont dressés, concerneraient des biens situés ou des affaires à traiter sur un point quelconque du territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou vice-consul par qui lesdits actes seront rédigés.

Les copies ou extraits de ces actes, dûment légalisés par lesdits agents et scellés du sceau officiel des consulats ou vice-consulats, feront foi, tant en justice que hors de justice, aussi bien dans l'Allemagne du Nord que dans les possessions de l'Espagne, et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autres officiers publics de l'un ou de l'autre Pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois du Pays auquel appartiennent les consuls et vice-consuls, et qu'ils aient ensuite été soumis au timbre, à l'enregistrement ou à tout autre

formalité en usage dans le Pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de l'expédition d'un acte public, enregistré à la chancellerie d'un des consulats respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Art. 11. En cas de décès d'un sujet de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au consul-général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel ledit décès aura eu lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un Allemand en Espagne ou un Espagnol dans l'Allemagne du Nord sera mort sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers, soient naturels, soient désignés par le testament, étaient mineurs, incapables ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les consuls-généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes:

1) Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également ces scellés.

   Ces scellés, non plus que ceux de l'agent consulaire, ne devront pas être levés sans que l'autorité locale assiste à cette opération.

   Toutefois, si, après un avertissement adressé par le consul ou vice-consul à l'autorité locale pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, cet agent pourra procéder seul à ladite opération;

2) Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt, en présence de l'autorité locale, si, par

suite de la notification sus-indiquée, elle avait cru devoir assister à cet acte.

L'autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ces actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce;

3) Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets, pour l'aliénation desquels il se présentera des circonstances favorables;

4) Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra, dans la maison consulaire ou dans celle de quelque commerçant de la confiance du consul ou vice-consul. Ces dépôts devront avoir lieu, dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'autorité locale qui aura assisté aux opérations antérieures, si, par suite de la convocation dont va traiter le paragraphe suivant, des sujets du Pays ou d'une Puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession ab intestat ou testamentaire;

5) Convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du Pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister contre la succession ab intestat ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs titres respectifs des créances, dûment justifiées, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux Pays.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou ab intestat, le payement de leurs créances devra s'effectuer dans le délai de quinze jours après l'inventaire fini, s'il y avait l'argent nécessaire pour acquitter ces créances, et, dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auront pu être réalisés par les moyens les plus convenables; ou enfin dans le délai consenti, d'un commun accord, entre les consuls et la majorité des intéressés.

Si les consuls respectifs se refusaient au payement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les

satisfaire, les créanciers auront le droit de demander à l'autorité compétente, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts, la faculté de se constituer en état d'union (en concurso necesario de acreedores).

Cette déclaration obtenue par les voies légales, établies dans chacun des deux Pays, les consuls ou vice-consuls devront faire immédiatement la remise à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets ou valeurs appartenant à la succession testamentaire ou ab intestat; lesdits agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs et les incapables;

6) Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou ab intestat, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du Pays ou d'une tierce Puissance, n'aient à faire valoir des droits dans la succession; car, en ce cas, s'il survenait des difficultés, provenant notamment de quelque réclamation, donnant lieu à contestation, les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les tribunaux du Pays devront en connaître selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger.

Lesdits agents consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou ab intestat, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession, comme aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment indiquées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner les avocats chargés de soutenir leurs droits devant les tribunaux. Il est bien entendu qu'ils remettront à ces tribunaux tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les consuls-généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires devront l'exécuter s'ils ne forment pas appel, et ils continueront alors de plein droit la liquidation,

qui aurait été suspendue jusqu'à la conclusion du litige;

7) Délivrer la succession ou son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires après l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux;

8) Organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des Pays respectifs.

Art. 12. Lorsq'un Allemand en Espagne ou un Espagnol dans l'Allemagne du Nord sera décédé sur un point, où il ne se trouverait pas d'agent consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du Pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés, et sera tenue de rendre compte, dans le plus bref délai possible, du résultat de ces opérations à l'ambassade ou à la légation qui doit en connaître, ou au consulat ou vice-consulat le plus voisin du lieu où sera ouverte la succession ab intestat ou testamentaire.

Mais, dès l'instant que l'agent consulaire le plus rapproché du point où serait ouverte ladite succession ab intestat ou testamentaire se présenterait personnellement ou enverrait un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce que prescrit l'article 11 de cette Convention.

Art. 13. Les consuls-genéraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux nations connaîtront exclusivement des actes d'inventaires et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens héréditaires, laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation qui décéderaient à terre ou à bord des navires de leur Pays, soit pendant la traversée, soit dans le port d'arrivée.

Art. 14. Les consuls-généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger les capitaines et l'équipage; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur le voyage, leur destination et les incidents de leur traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires; enfin les accompagner devant les tribunaux de justice et dans les bureaux de l'administration du Pays, pour leur

servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auront à former.

Il est convenu que les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les gardes et officiers de la douane ne pourront procéder à une instruction à bord des navires, sans être accompagnés par le consul ou vice-consul de la nation à laquelle ces navires appartiennent ou par un délégué dudit consul ou vice-consul.

Ils devront également donner avis, en temps opportun, auxdits agents consulaires, pour qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux et dans les administrations locales, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice.

La citation qui sera adressée aux consuls et vice-consuls pour ces sortes de diligences indiquera une heure précise, et si les consuls et vice-consuls négligeaient de s'y rendre en personne ou dans la personne d'un délégué, il sera procédé en leur absence.

Art. 15. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du Pays.

Les consuls-généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seront survenues entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou quand une personne du Pays ou ne faisant pas partie du rôle de l'équipage, s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison quelqu'un des hommes inscrits sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable.

Art. 16. Les consuls-généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur Pays, les marins et quelque autre personne que ce soit, faisant partie de l'équipage des navires marchands de leur nation qui auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes, et justifier, au moyen de la présentation des registres du navire ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était parti, par une copie authentique des documents susénoncés, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. En vue de cette demande ainsi justifiée, on ne pourra refuser la remise de ces individus. On donnera, en outre, auxdits agents consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, lesquels seront conduits dans les prisons du Pays et y seront détenus à la demande et aux frais du consul ou vice-consul, jusqu'à ce que celui-ci trouve une occasion pour les rapatrier.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de trois mois; après lesquels, et moyennant un avis donné au consul trois jours à l'avance, la liberté sera rendue au prisonnier, qui ne pourra être incarcéré de nouveau pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins et autres individus de l'équipage, sujets du Pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 17. A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux Pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront toujours réglées par les consuls-généraux, consuls et vice-consuls de leur nation; à moins que des sujets du pays dans lequel résident lesdits agents, ou ceux d'une tierce Puissance ne se trouvent intéressés dans ces avaries; car, dans ce cas, il appartiendra à l'autorité locale compétente d'en prendre con-

naissance et de les régler, s'il n'y a pas entente et conciliation entre tous les intéressés.

Art. 18. Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul-général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu où l'accident sera arrivé.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires allemands, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Espagne, auront lieu conformément aux lois du Pays, et réciproquement, toutes les opérations relatives au sauvetage des navires espagnols, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Allemagne du Nord auront lieu conformément aux lois du Pays.

L'intervention des agents consulaires n'aura lieu, dans les deux Pays, que pour surveiller les opérations relatives à la réparation ou ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires échoués ou naufragés à la côte.

L'intervention des autorités locales dans tous ces cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneront lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 19. Toutes les dispositions de la présente Convention seront applicables et recevront leur exécution dans tout le territoire de l'Allemagne du Nord comme dans tout le territoire de l'Espagne, y compris les possessions espagnoles d'outre-mer, dans les dernières sous les réserves que comporte le régime spécial auquel ces possessions sont soumises.

Art. 20. Il demeure convenu, en outre, que les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs, ainsi que les chanceliers, secrétaires, élèves ou attachés consulaires, jouiront dans les deux Pays de toutes les exemptions, prérogatives, immunités

et priviléges qui sont accordés ou seraient accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 21. La présente Convention sera en vigueur pour dix années, à dater du jour de l'échange des ratifications; mais, si aucune des Hautes Parties contractantes n'avait annoncé officiellement à l'autre, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à être en vigueur pour les deux Parties jusqu'à ce que cette déclaration ait été faite, et pendant une année encore, quelle que soit l'époque à laquelle elle aura eu lieu.

Art. 22. La présente Convention sera approuvée et ratifiée par les deux Hautes Parties contractantes, et les ratifications seront échangées à Madrid, dans le délai de deux mois ou plutôt si cela est possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Madrid le vingt-deux Février mil huit cent soixante dix.

Canitz. *Praxedes Mo. Sagasta.*

5.

Convention consulaire entre l'Allemagne et l'Espagne; signée à Madrid, le 12 janvier 1872.)*

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, d'une part, et Sa Majesté le Roi d'Espagne, d'autre part, désirant déterminer les attributions, droits, priviléges et immunités des agents consulaires dans les territoires respectifs des Parties contractantes, ont résolu de conclure une Convention à

---

*) Les ratifications ont été échangées.

cet égard et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Le Baron Jules de Canitz et Dallwitz, Son Envoyé Extraordinaire près Sa Majesté le Roi d'Espagne,

et Sa Majesté le Roi d'Espagne:

Don Bonifacio de Blas et Muñoz, Député aux Cortès, Son Ministre d'État,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les dispositions de la Convention consulaire conclue le 22 Février 1870 entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Espagne seront appliquées aux agents consulaires de l'Empire Allemand résidant en Espagne et aux agents consulaires d'Espagne résidant dans le territoire de l'Empire Allemand, de sorte que les dits agents consulaires auront toutes les attributions et jouiront de tous les droits, immunités et privilèges stipulés dans la dite Convention en faveur des agents consulaires des Parties contractantes. Il est en outre convenu que toutes les stipulations contenues dans la dite Convention seront regardées comme ayant force et comme faisant droit entre l'Empire Allemand et l'Espagne.

Art. 2. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Madrid dans le délai de deux mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Madrid le douze Janvier mil huit cent soixante et douze.

Bonifacio de Blas. *Canitz.*

6.

Convention consulaire entre l'Allemagne et les États-Unis d'Amérique, signée à Berlin le 11 décembre 1871; suivie d'un protocole en date du 29 avril 1872.)*

Texte anglais.

His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia, in the name of the German Empire and the President of the United States of America, led by the wish to define the rights, privileges, immunities and duties of the respective Consular Agents have agreed upon the conclusion of a Consular Convention and for that purpose have appointed their Plenipotentiaries namely:

His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia:

Bernard König, His Privy Councillor of Legation,

The President of the United States of America:

George Bancroft, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary from the said States near His Majesty the Emperor of Germany,

who have agreed to and signed the following articles:

Art. I. Each of the Contracting Parties agrees to receive from the other Consuls general, Consuls, Vice-Consuls and Consular-Agents, in all its ports, cities and places, except those, where it may not be convenient to recognise such officers. This reservation, however, shall not apply to one of the Contracting Parties without also applying to every other power.

Art. II. The Consuls general, Consuls, Vice-Consuls or Consular-Agents shall be reciprocally received and recognised, on the presentation of their commissions in the forms established in their respective countries. The necessary exequatur for the exercise of their functions shall be furnished to them free of charge, and on the exhibition of this instrument, they shall be admitted at

*) En allemand et en anglais. L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 29 avril 1872.

once, and withouth difficulty, by the territorial authorities, federal, State, or communal, judicial, or executive, of the ports, cities, and places of their residence and district, to the enjoyment of the prerogatives reciprocally granted. The government that furnishes the exequatur reserves the right to withdraw the same on a statement of the reasons for which it has thought proper to do so.

Art. III. The respective Consuls general, Consuls, Vice-Consuls, or Consular-Agents, as well as their chancellors and secretaries, shall enjoy in the two countries all privileges, exemptions and immunities which have been granted or may in future be granted to the agents of the same rank of the most favoured nation. Consular officers not being citizens of the country where they are accredited, shall enjoy, in the country of their residence, personal immunity from arrest or imprisonment except in the case of crimes, exemption from military billetings and contributions, from military service of every sort, and other public duties, and from all direct or personal or sumptuary taxes, duties and contributions, whether federal, State, or municipal. If however the said consular officers are or become owners of property in the country in which they reside, or engage in commerce, they shall be subject to the same taxes and imposts, and to the same jurisdiction, as citizens of the country, property holders, or merchants. But under no circumstances shall their official income be subject to any tax. Consular officers who engage in commerce shall not plead their consular privileges to avoid their commercial liabilities. Consular officers of either character shall not in any event be interfered with in the exercise of their official functions, further than is indispensable for the administration of the laws of the country.

Art. IV. Consuls general, Consuls, Vice-Consuls, and Consular-Agents may place over the outer door of their offices, or of their dwellings, the arms of their nation, with the proper inscription indicative of the office. And they may also hoist the flag of their country on the consular edifice except in places where a legation of their country is established.

They may also hoist their flag on board any vessel employed by them in port for the discharge of their duty.

Art. V. The consular archives shall be at all times inviolable, and under no pretence whatever shall the local authorities be allowed to examine or seize the papers forming part of them. When, however, a consular officer is engaged in other business, the papers relating to the Consulate shall be kept in a separate enclosure.

The offices and dwellings of Consules missi who are not citizens of the country of their residence shall be at all times inviolable. The local authorities shall not, except in the case of the pursuit for crimes, under any pretext invade them. In no case shall they examine or seize the papers there deposited. In no event shall those offices or dwellings be used as places of asylum.

Art. VI. In the event of the death, prevention or absence of Consuls general, Consuls, Vice-Consuls and Consular-Agents, their chancellors or secretaries, whose official character may have previously been made known to the respective authorities in Germany or in the United States, may temporarily exercise their functions, and while thus acting, they shall enjoy all the rights, prerogatives and immunities, granted by this convention to the incumbents.

Art. VII. Consuls general and Consuls may, with the approbation of their respective Governments, appoint Vice-Consuls and Consular-Agents in the cities, ports and places within their consular jurisdiction. These officers may be citizens of Germany, of the United States, or any other country. They shall be furnished with a commission by the consul who appoints them and under whose orders they are to act, or by the Government of the country which he represents. They shall enjoy the privileges stipulated for consular officers in this convention, subject to the exceptions specified in article III.

Art. VIII. Consuls general, Consuls, Vice-Consuls and Consular-Agents shall have the right to apply to the autorities of the respective countries, whether federal or local, judicial or executive within the extent of their consular district, for the redress of any infraction of the treaties and conventions existing between the two countries or of international law; to ask information of said authorities and to address said authorities to the end of protecting the rights and interests of their countrymen, especially in cases of the absence of the latter; in which

cases such Consuls etc. shall be presumed to be their legal representatives. If due notice should not be taken of such application, the consular officers aforesaid, in the absence of a diplomatic agent of their country, may apply directly to the Government of the country where they reside.

Art. IX. Consuls general, Consuls, Vice-Consuls or Consular-Agents of the two countries or their chancellors shall have the right conformably to the laws and regulations of their country:

1) to take at their office or dwelling, at the residence of the parties, or on board of vessels of their own nation, the depositions of the captains and crews, of passengers on board of them, of merchants, or any other citizens, of their own country;
2) to receive and verify unilateral acts, wills and bequests of their countrymen and any and all acts of agreement entered upon between citizens of their own country and between such citizens and the citizens or other inhabitants of the country where they reside: and also all contracts between the latter, provided they relate to property situated or to business to be transacted in the territory of the nation by which the said consular officers are appointed.

All such acts of agreement and other instruments, and also copies and translations thereof, when duly authenticated by such Consul general, Consul, Vice-Consul or Consular-Agent under his official seal, shall be received by public officials and in courts of justice as legal documents, or as authenticated copies, as the case may be, and shall have the same force and effect, as if drawn up or authenticated by competent public officers of one or the other of the two countries.

Art. X. In case of the death of any citizen of Germany in the United States, or of any citizen of the United States in the German Empire without having in the country of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the nation to which the deceased belongs of the circumstance, in order that the necessary information may be immediately forwarded to parties interested.

The said consular officer shall have the right to

appear personally or by delegate, in all proceedings on behalf of the absent heirs or creditors until they are duly represented.

In all successions to inheritances citizens of each of the Contracting Parties shall pay in the country of the other such duties only as they would be liable to pay, if they were citizens of the country in which the property is situated or the judicial administration of the same may be exercised.

Art. XI. Consuls general, Consuls, Vice-Consuls and Consular-Agents of the two countries are exclusively charged with the inventorying and the safekeeping of goods and effects of every kind left by sailors or passengers on ships of their nation who die either on board ship or on land, during the voyage or in the port of destination.

Art. XII. Consuls general, Consuls, Vice-Consuls and Consular-Agents shall be at liberty to go either in person or by proxy, on board vessels of their nation admitted to entry and to examine the officers and crews, to examine the ships papers, to receive declarations concerning their voyage, their destination, and the incidents of the voyage, also to draw up manifests and lists of freight, to facilitate the entry and clearance of their vessels, and finally to accompany the said officers or crews before the judicial or administrative authorities of the country, to assist them as their interpreters or agents.

The judicial authorities and custom house officials shall in no case proceed to the examination or search of merchant vessels without having given previous notice to the consular officers of the nation to which the said vessels belong, in order to enable the said consular officers to be present.

They shall also give due notice to the said consular officers in order to enable them to be present at any depositions or statements to be made in courts of law or before local magistrates, by officers or persons belonging to the crew, thus to prevent errors or false interpretations which might impede the correct administration of justice. The notice to Consuls, Vice-Consuls or Consular-Agents shall name the hour fixed for such proceedings. Upon the non-appearance of the said

officers or their representatives, the case may be proceeded with in their absence.

Art. XIII. Consuls general, Consuls, Vice-Consuls, or Consular-Agents, shall have exclusive charge of the internal order of the merchant vessels of their nation, and shall have the exclusive power to take cognizance of and to determine differences of every kind which may arise, either at sea, or in port, between the captains, officers and crews, and specially in reference to wages and the execution of mutual contracts. Neither any court or authority, shall, on any pretext, interfere in these differences except in cases where the differences on board ship are of a nature to disturb the peace and public order in port, or on shore, or when persons other than the officers and crew of the vessel, are parties to the disturbance.

Except as aforesaid, the local authorities shall confine themselves to the rendering of efficient aid to the Consuls, when they may ask it in order to arrest and hold all persons, whose names are borne on the ship's articles, and whom they may deem it necessary to detain. Those persons shall be arrested at the sole request of the Consuls, addressed in writing to the local authorities and supported by an official extract from the register of the ship or the list of the crew and shall be held, during the whole time of their stay in the port, at the disposal of the Consuls. Their release shall be granted only at the request of the Consuls, made in writing.

The expenses of the arrest and detention of those persons shall be paid by the Consuls.

Art. XIV. Consuls general, Consuls, Vice-Consuls, or Consular-Agents may arrest the officers, sailors, and all other persons making part of the crews of ships-of-war or merchant vessels of their nation, who may be guilty or be accused of having deserted said ships and vessels, for the purpose of sending them on board, or back to their country.

To that end, the Consuls of Germany in the United States shall apply to either the federal, State, or municipal courts or authorities; and the Consuls of the United States in Germany shall apply to any of the competent authorities and make a request in writing for the deserters, supporting it by an official extract of the register of the vessel and the list of the crew, or by other official

documents, to show that the men whom they claim belong to said crew. Upon such request alone thus supported, and without the exaction of any oath from the Consuls, the deserters (not being citizens of the country where the demand is made either at the time of their shipping or of their arrival in the port), shall be given up to the Consuls. All aid and protection shall be furnished them for the pursuit, seizure, and arrest of the deserters, who shall be taken to the prisons of the country and there detained at the request and at the expense of the Consuls, until the said Consuls may find an opportunity of sending them away.

If, however, such opportunity should not present itself within the space of three months, counting from the day of the arrest, the deserters shall be set at liberty, and shall not again be arrested for the same cause.

Art. XV. In the absence of an agreement to the contrary between the owners, freighters and insurers, all damages suffered at sea by the vessels of the two countries, whether they enter port voluntarily or are forced by stress of weather, shall be settled by the Consuls general, Consuls, Vice-Consuls and Consular-Agents of the respective countries. If, however, any inhabitant of the country, or citizen or subject of a third power, shall be interested in the matter, and the parties cannot agree, the competent local authorities shall decide.

Art. XVI. In the event of a vessel belonging to the Government, or owned by a citizen of one of the two Contracting Parties being wrecked, or cast on shore, on the coast of the other, the local authorities shall inform the Consul general, Consul, Vice-Consul, or Consular-Agent of the district of the occurrence, or, if there be no such Consular Agency, they shall inform the Consul general, Consul, Vice-Consul, or Consular-Agent, of the nearest district.

All proceedings relative to the salvage of American vessels wrecked or cast on shore in the territorial waters of the German Empire, shall take place in accordance with the laws of Germany; and reciprocally, all measures of salvage relative to German vessels wrecked or cast on shore in the territorial waters of the United States shall take place in accordance with the laws of the United States.

The consular authorities have in both countries to intervene only to superintend the proceedings having reference to the repair and revictualling, or if necessary, to the sale of the vessel wrecked, or cast on shore.

For the intervention of the local authorities no charges shall be made except such as in similar cases are paid by vessels of the nation.

In case of a doubt concerning the nationality of a shipwrecked vessel, the local authorities shall have exclusively the direction of the proceedings provided for in this article.

All merchandise and goods, not destined for consumption in the country where the wreck takes place, shall be free of all duties.

Art. XVII. With regard to the marks or labels of goods, or of their packages, and also with regard to patterns and marks of manufacture and trade, the citizens of Germany shall enjoy in the United States of America, and American citizens shall enjoy in Germany the same protection as native citizens.

Art. XVIII. The present convention shall remain in force for the space of ten years counting from the day of the exchange of the ratifications which shall be exchanged at Berlin within the period of six months.

In case neither party gives notice, twelve months before the expiration of the said period of ten years, of its intention not to renew this convention, it shall remain in force one year longer, and so on from year to year, until the expiration of a year from the day on which one of the parties shall have given such notice.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed and sealed this Convention.

Berlin the 11th of December 1871.

B. König. *Geo. Bancroft.*

Protocol.

The Undersigned met this day in order to effect the exchange of the ratifications of the Consular-Convention signed on the 11th day of December 1871 between Germany and the United States of America.

Before proceeding to this Act, the Undersigned, Envoy

extraordinary and Minister plenipotentiary of the United States of America declared:

1) That, in accordance with the instruction given him by his government, with the advice and consent of the Senate, the expression „Property" used in the English text of Art. III. and IX. is to be construed as meaning and intending „Real estate";
2) That, according to the laws and the Constitution of the United States, Art. X. applies not only to persons of the male sex but also to persons of the female sex.

After the Undersigned, President of the Office of the Chancellor of the Empire had expressed his concurrence with this declaration, the Acts of ratification, found to be in good and due form, were exchanged, and the present protocol was in duplicate executed.

Berlin, the 29th April 1872.

Delbrück. *Geo. Bancroft.*

7.

Déclaration concernant l'application de la Convention consulaire conclue, le 16 juin 1856, entre la Prusse et les Pays-Bas) aux Agents consulaires de la Confédération de l'Allemagne du Nord; signée à la Haye, le 9 juillet 1868.*

Sa Majesté le Roi de Prusse, ayant manifesté, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le désir de rendre applicable aux fonctionnaires consulaires de la dite Confédération les dispositions de la Convention consulaire, conclue le 16 Juin 1856 entre les Pays-Bas et la Prusse, et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas désirant acquiescer à cette demande;

---

*) Voir N. Recueil T. XVII. P. I. p. 186.

Les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus qu'à dater du jour de la signature de la présente Déclaration, les stipulations de la Convention susdite seront applicables aux consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et qu'il sera substitué les mots „de la Confédération de l'Allemagne du Nord" et „Confédération de l'Allemagne du Nord" au mot „Prussien" et „Prusse" partout où ces dernières expressions se trouvent dans la Convention susdite.

Fait à la Haye, ce 9 Juillet 1868.

Roest van Limburg. *Perponcher.*

8.

*Déclaration signée à la Haye, le 11 janvier 1872, entre l'Allemagne et les Pays-Bas, relativement à l'application de la Convention consulaire conclue, le 16 juin 1856, entre la Prusse et les Pays-Bas *) aux Agents consulaires de l'Empire Allemand.*

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, ayant déclaré que les fonctionnaires consulaires de la Confédération Allemand du Nord dans les Colonies Néerlandaises, ont été remplacés par ceux de l'Empire Allemand, et ayant manifesté le désir de rendre applicable aux Agents consulaires du dit Empire les dispositions de la Convention consulaire conclue le 16 Juin 1856 entre la Prusse et les Pays-Bas;

et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, désirant acquiescer à cette demande; les soussignés, à ce dûment autorisés,

---

*) Voir N. Recueil T. XVII. P. I. p. 186.

sont convenus qu'à dater du jour de la signature de la présente Déclaration, les stipulations de la Convention susdite seront applicables aux Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires de l'Empire Allemand, et que les mots „de l'Empire Allemand", et „Empire Allemand" seront substitués aux mots „Prussien" et „Prusse", partout où ces dernières expressions se trouvent dans la Convention susdite.

Fait à la Haye, ce onze Janvier de l'an mil huit cent soixante douze.

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,
Perponcher.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
L. Gericke.

9.

Convention d'extradition entre la Prusse et les Pays-Bas; signée à Berlin, le 17 novembre 1850.)*

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas ayant jugé utile de régler, par une Convention, l'extradition de malfaiteurs, ont muni à cet effet de leurs pleins-pouvoirs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse

le Sieur Frédéric Hellwig, Son Conseiller intime de Légation, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de la 3me classe avec le nœud et de St. Stanislas de la 2de classe de Russie;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin.

et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas
le Sieur Alexandre Charles Jacques Baron Schimmelpenninck van der Oye, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Prusse, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais, Chevalier de l'Étoile de l'Ordre de la Couronne de Chêne;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des Articles suivants.

Art. I[er]. Les Gouvernements Prussien et Néerlandais s'engagent à se livrer réciproquement, à la demande de l'autre partie, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés, mis en état d'accusation, ou contre lesquels une ordonnance de poursuite, avec mandat d'arrêt, est prononcée par les tribunaux ou par le juge de celui des deux pays, dans ou envers lequel les crimes ou délits auront été commis.

Sont compris, quant à l'application de cette Convention, dans la dénomination de nationaux, les étrangers qui, selon les lois du pays auquel l'extradition est demandée, sont assimilés aux nationaux, ainsi que les étrangers qui se sont fixés dans le pays, et après s'être mariés à une femme du pays, ont un ou plusieurs enfants de ce mariage nés dans le pays.

Art. II. L'extradition n'aura lieu que dans le cas de condamnation, accusation ou poursuite, pour les crimes ou délits suivants, commis hors du territoire de la partie, à laquelle l'extradition est demandée:

1) Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol;
2) incendie;
3) faux en écriture, y compris la contrefaçon des billets de banque, de papier monnaie et d'effets publics;
4) fabrication de fausse monnaie, altération de monnaie légale, et émission avec connaissance de monnaie fausse;
5) faux témoignage;
6) vol accompagné de circonstances aggravantes, soustraction commise par les dépositaires ou comptables publics, concussion;
7) corruption de fonctionnaires publics;
8) banqueroute frauduleuse.

Art. III. L'extradition n'aura pas lieu, lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit, pour lequel l'individu réclamé aura été ou sera encore poursuivi dans le pays où il se trouve.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit, commis envers le pays auquel l'extradition est demandée, son extradition sera différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine, ainsi que si l'individu réclamé est détenu pour dettes, en suite d'une condamnation antérieure à la demande d'extradition.

Art. IV. Les dispositions de la présente Convention ne pourront être appliquées à des individus qui se seront rendus coupables d'un délit politique quelconque. L'extradition ne pourra avoir lieu que pour la poursuite et la punition des crimes et délits communs, spécifiés dans l'Art. II. de cette Convention.

Art. V. L'extradition ne pourra avoir lieu, si la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. VI. L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou d'une ordonnance de poursuite avec mandat d'arrêt, délivré en original ou en expédition authentique par les tribunaux ou le juge compétents, dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui fait la demande et exprimant le crime ou délit dont il s'agit, et la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. VII. Les Gouvernements respectifs renoncent à réclamer la restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui résulteront de l'extradition.

Ils consentent réciproquement à prendre ces frais à leur charge.

Art. VIII. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation, par rapport à la restitution des frais qui en résulteront.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. IX. Si dans une cause pénale la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Art. X. Lorsque dans une cause pénale, la confrontation de criminels détenus dans l'autre Royaume, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, se trouvant entre les mains des Autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite pour autant qu'il n'y ait pas de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation de frais résultant du transport et du renvoi des criminels à confronter et de l'envoi et de la restitution des pièces et documents.

Art. XI. Par les stipulations ci-dessus, il est adhéré aux lois des deux pays, qui ont ou auront pour objet de régler la marche régulière de l'extradition.

Art. XII. La présente Convention ne sera exécutoire que 20 jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un mois ou plutôt si faire si peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, ce 17 Novembre 1850.

Frédéric Hellwig. Schimmelpenninck v. d. Oye.

10.

Convention additionnelle à la Convention d'extradition conclue, le 17 novembre 1850), entre la Prusse et les Pays-Bas; signée à Berlin, le 20 juin 1867.**)*

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Prusse, ayant jugé utile de comprendre au nombre des crimes et délits mentionnés à l'article 2 de la Convention du 17 novembre 1850 le délit d'escroquerie, et de conclure dans ce but une Convention additionnelle, ont muni à cet effet de leurs pleins-pouvoirs, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur Charles Malcolm Ernest George comte de Bylandt, Son chambellan et Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Prusse, et

Sa Majesté le Roi de Prusse, le sieur Bernard König, Son conseiller intime de légation;

lesquels, après s'être communiqué leur pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Aux crimes et délits mentionnés à l'article 2 de la Convention du 17 novembre 1850 est ajouté:
9° Escroquerie.

Art. 2. La présente Convention additionnelle sera publiée dans les deux pays aussitôt après l'échange des ratifications, qui aura lieu dans le délai de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut. Elle sera mise en vigueur dix jours après celui de la publication. Elle aura même durée que la Convention du 17 novembre 1850, à laquelle elle se rapporte, et les deux Conventions seront dénoncées simultanément, si la Convention du 17 novembre 1850 venait à être dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

---

*) Voir No. 9.

**) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 28 juillet 1867.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 20 juin 1867.

C. de Bylandt. *B. König.*

11.

Convention d'extradition entre la Prusse et autres États allemands d'une part et les États-Unis d'Amérique d'autre part, signée à Washington le 16 juin 1852; suivie d'un article additionnel en date du 16 novembre 1852.)*

Texte anglais.

Whereas it is found expedient for the better administration of justice and the prevention of crime, within the territories and jurisdiction of the parties, respectively, that persons committing certain heinous crimes, being fugitives from justice, should, under certain circumstances, be reciprocally delivered up, and also to enumerate such crimes explicitly, and whereas the laws and constitution of Prussia and of the other German States, parties to this Convention, forbid them to surrender their own citizens to a foreign jurisdiction, the Government of the United States, with a view of making the Convention strictly reciprocal, shall be held equally free from any obligation to surrender citizens of the United States; therefore, on the one part, His Majesty the King of

---

*) En allemand et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Washington, le 30 mai 1853. Cette Convention a été étendue à tous les États de la Confédération de l'Allemagne du Nord par la Convention du 22 février 1868. Voir No. 16.

Prussia, in His own name, as well as in the name of His Majesty the King of Saxony, His Royal Highness the Elector of Hesse, His Royal Highness the Grand Duke of Hesse and on Rhine, His Royal Highness the Grand Duke of Saxe-Weimar-Eisenach, His Highness the Duke of Saxe-Meiningen, His Highness the Duke of Saxe-Altenburg, His Highness the Duke of Saxe-Coburg-Gotha, His Highness the Duke of Brunswick, His Highness the Duke of Anhalt-Dessau, His Highness the Duke of Anhalt-Bernburg, His Highness the Duke of Nassau, His Serene Highness the Prince of Schwarzburg-Rudolstadt, His Serene Highness the Prince of Schwarzburg-Sondershausen, Her Serene Highness the Princess and Regent of Waldeck, His Serene Highness the Prince of Reuss, elder branch, His Serene Highness the Prince of Reuss, junior branch, His Serene Highness the Prince of Lippe, His Serene Highness the Landgrave of Hesse-Homburg, as well as the free City of Francfort, and, on the other part, the United States of America, having resolved to treat on this subject, have for that purpose appointed their respective plenipotentiaries to negotiate and conclude a convention; that is to say:

His Majesty the King of Prussia in His own name, as well as in the name of the other German Sovereigns above enumerated and the free City of Francfort, Frederic Charles Joseph von Gerolt, His said Majesty's Minister Resident near the Government of the United States, and the President of the United States of America, Daniel Webster, Secretary of State,

who, after reciprocal communication of their respective powers, have agreed to and signed the following articles:

Art. I. It is agreed, that Prussia and the other States of the Germanic Confederation included in, or which may hereafter accede to this Convention, and the United States shall, upon mutual requisitions by them or their Ministers, officers or authorities, respectively made, deliver up to justice all persons who, being charged with the crime of murder, or assault with intent to commit murder, or piracy, or arson, or robbery, or forgery, or the utterance of forged papers, or the fabrication or circulation of counterfeit money, whether coin or paper money, or the embezzlement of public moneys committed within the jurisdiction of either party, shall

seek an asylum, or shall be found within the territories of the other: provided, that this shall only be done upon such evidence of criminality as, according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found, would justify his apprehension and commitment for trial, if the crime or offence had there been committed and the respective judges and other magistrates of the two Governments shall have power, jurisdiction and authority, upon complaint made under oath, to issue a warrant for the apprehension of the fugitive or person so charged, that he may be brought before such judges or other magistrates, respectively, to the end, that the evidence of criminality may be heard and considered; and if, on such hearing, the evidence be deemed sufficient to sustain the charge, it shall be the duty of the examining judge or magistrate, to certify the same to the proper executive authority, that a warrant may issue for the surrender of such fugitive. The expense of such apprehension and delivery shall be borne and defrayed by the party who makes the requisition and receives the fugitive.

Art. II. The stipulations of this Convention shall be applied to any other State of the Germanic Confederation, which may hereafter declare its accession thereto.

Art. III. None of the contracting parties shall be bound to deliver up its own citizens or subjects under the stipulations of this Convention.

Art. IV. Whenever any person, accused of any of the crimes enumerated in this Convention, shall have committed a new crime in the territories of the State where he has sought an asylum or shall be found, such person shall not be delivered up under the stipulations of this Convention, until he shall have been tried and shall have received the punishment due to such new crime, or shall have been acquitted thereof.

Art. V. The present Convention shall continue in force until the 1st of January 1858, and if neither party shall have given to the other six months previous notice of its intention then to terminate the same, it shall further remain in force until the end of twelve months, after either of the high contracting parties shall have given notice to the other of such intention, each of the high contracting parties reserving to itself the right of giving

such notice to the other at any time after the expiration of the said first day of January 1858.

Art. VI. The present Convention shall be ratified by the Government of Prussia and by the President by and with the advice and consent of the Senate of the United States, and the ratifications shall be exchanged at Washington within six months from the date hereof or sooner, if possible.

In faith whereof we, the respective Plenipotentiaries, have signed this Convention and have hereunto affixed our seals.

Done in triplicate at Washington the sixteenth day of June, one thousand eight hundred and fifty-two, and the seventy-sixth year of the Independence of the United States.

Dan. Webster. *Fr. von Gerolt.*

Additional Article.

Whereas it may not be practicable for the ratifications of the Convention for the mutual delivery of criminals, fugitives from justice, in certain cases, between Prussia and other States of the Germanic Confederation, on the one part, and the United States on the other part, signed at Washington on the 16th day of June 1852, to be exchanged within the time stipulated in said Convention; and whereas both parties are desirous that it should be carried into full and complete effect; His Majesty the King of Prussia, in His own name as well as in the name of the other German Sovereigns, enumerated in the aforesaid Convention, has fully empowered Frederick Charles Joseph von Gerolt, His said Majesty's Minister Resident near the Government of the United States, and the President of the United States of America has likewsie fully empowered on his part Edward Everett, Secretary of State of the United States, who have agreed to and signed the following article:

The ratifications of the Convention for the mutual delivery of criminals, fugitives from justice, in certain cases, concluded on the 16th of June 1852, shall be exchanged at Washington within one year from the date of this agreement or sooner, should it be possible.

The present Additional Article shall have the same force and effect, as if it had been inserted word for word in the aforesaid Convention of the 16th of June 1852 and shall be approved and ratified in the manner therin prescribed.

In faith whereof we, the respective Plenipotentiaries, have signed this agrreement and have hereunto affixed our seals.

Done at Washington this sixteenth day of November one thousand eight hundred and fifty-two, and the seventy-seventh year of the Independence of the United States.

Fr. von Gerolt. *Edward Everett.*

12.

Convention d'extradition entre la Prusse et l'Espagne; signée à Berlin, le 5 janvier 1860. *)

Son Altesse Royale le Régent, Prince de Prusse, au nom de Sa Majesté le Roi et Sa Majesté la Reine d'Espagne ayant jugé utile de régler par une convention l'extradition des malfaiteurs, ont nommé à cet effet, savoir:

Son Altesse Royale le Régent, Prince de Prusse:

le Sieur Alexandre Baron de Schleinitz, Ministre d'État et des Affaires Étrangères, Chambellan, Chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge de la deuxième classe avec la plaque et de l'ordre de St. Jean etc. etc.

et

Sa Majesté la Reine d'Espagne:

le Sieur Don Juan Jimenez de Sandoval, Marquis de la Ribera, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre

---

*) La Convention a été ratifiée.

Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse, Commandeur de l'ordre Royal et distingué de Charles III et de l'ordre d'Isabelle la Catholique etc. etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivants:

Art. Ier. Les Gouvernements Prussien et Espagnol s'engagent par la présente Convention à se livrer réciproquement, à la demande de l'autre partie, à l'exception de leurs nationaux, tous les individus qui se sont réfugiés de Prusse en Espagne ou dans une possession Espagnole ou d'Espagne ou d'une possession Espagnole en Prusse, et qui sont poursuivis ou condamnés par les tribunaux du pays où ils ont commis, soit comme auteurs, soit comme complices, un des crimes ou délits énumérés à l'article II.

La demande d'extradition ne pourra avoir lieu que par voie diplomatique.

Art. II. Les crimes ou délits, à raison desquels l'extradition devra être réciproquement accordée sont:

1) Le parricide, l'assassinat, l'empoisonnement, le meurtre, l'infanticide, le viol, l'attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence, ainsi que tout attentat commis ou tenté sans violence contre des mineurs en tant que les lois de l'état qui demandera l'extradition assimilent ce crime à l'attentat commis ou tenté avec violence contre des majeurs.
2) L'incendie volontaire.
3) La participation à une bande pour l'exercice du brigandage et du vol; la soustraction frauduleuse, si elle a été commise sur une voie publique ou la nuit et dans une maison habitée, ou si on a eu recours à la violence, à l'escalade, à l'effraction intérieure ou extérieure, ou, enfin, si celui, à qui elle est imputée était un domestique ou un homme de service à gages.
4) La fraude et toute sorte d'escroquerie.
5) La fabrication, l'introduction et l'émission de fausses monnaies, y compris la fabrication, l'introduction, l'altération et l'émission de papier-monnaie, la contrefaçon des poinçons servant à contrôler les matières d'or et d'argent, la contrefaçon du Sceau de l'État et des Timbres nationaux.
6) Le faux témoignage, lorsqu'il est porté dans un procès criminel, la subornation de témoins, s'il

s'agit d'actes ou de documents officiels ou commerciaux; les faux en écriture authentique ou privée, ou en écriture de commerce, à l'exception des faux qui ne sont point punis d'une peine afflictive ou infamante.

7) Les soustractions commises par les dépositaires publics qui détournent des effets se trouvant entre leurs mains en vertu de la charge qu'ils exercent.

8) La banqueroute frauduleuse.

Art. III. L'extradition n'aura pas lieu dans les cas de crimes et délits politiques, ni dans celui de tout autre crime non spécifié à l'article précédent.

Art. IV. Les objets volés qui se trouveront entre les mains de l'individu réclamé ou dont on pourra se saisir, si le voleur les a déposés dans le pays où il s'est réfugié, ainsi que tous ceux qui pourraient servir à la preuve du délit, seront livrés au moment même où s'effectuera l'extradition, et si à cette époque on n'a pas encore pu s'en emparer, après l'extradition.

Art. V. Les pièces qui devront être produites à l'appui de la demande d'extradition, sont l'arrêt de condamnation ou le mandat d'arrêt expédié dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement réclamant, ainsi que tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat et indiquant également la nature de la gravité du fait poursuivi, ainsi que la disposition pénale applicable à ce fait.

Art. VI. Si l'individu réclamé n'est pas sujet de l'État réclamant, l'extradition pourra être différée jusqu'à ce que le Gouvernement auquel le prévenu appartient ait été invité à indiquer les motifs qu'il pourrait faire valoir pour s'opposer à l'extradition.

En tous cas le Gouvernement auquel la demande d'extradition s'adresse, aura pleine liberté de donner à l'affaire le cours qui lui semblera le plus convenable, en extradant le malfaiteur pour être jugé soit en son propre pays, soit à celui où il a commis le crime.

Art. VII. Si l'individu réclamé était poursuivi ou condamné par les tribunaux du pays où il s'est réfugié pour crimes ou délits, commis dans ce même pays, il ne pourra être livré qu'après avoir été acquitté ou après avoir subi la peine prononcée contre lui.

Art. VIII. L'extradition ne pourra pas avoir lieu si d'après la législation du pays où le malfaiteur s'est ré-

fugié, il y a prescription de la peine ou de l'action criminelle.

Art. IX. L'extradition ne pourra pas être différée par la raison qu'elle empêcherait l'individu réclamé de remplir des obligations qu'il aurait contractées envers des particuliers. Ceux-ci seront libres de poursuivre leurs droits par devant l'autorité compétente.

Art. X. Les malfaiteurs dont l'extradition a été accordée seront dirigés sur le port désigné par l'agent diplomatique qui a fait la demande d'extradition.

Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, l'entretien et le transport des individus dont l'extradition a été accordée, sur le territoire du pays dans lequel ils s'étaient réfugiés, ainsi que les frais d'entretien et de surveillance dans ledit port jusqu'au moment de la remise, seront à la charge du Gouvernement dans le pays duquel le malfaiteur s'était réfugié. Les frais d'entretien et de transport, dès le moment de l'embarquement, seront supportés par l'État qui aura demandé l'extradition.

Art. XI. Dans le cas où le Gouvernement réclamant n'aurait pas disposé de l'individu réclamé dans les quatre mois qui suivront l'avis de la Légation compétente, qu'il se trouve à sa disposition, l'extradition pourra être refusée et le coupable mis en liberté.

Art. XII. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale l'un des Gouvernements jugera nécessaire de faire entendre des témoins domiciliés sur le territoire de l'autre, une commission rogatoire sera adressée à ce dernier par voie diplomatique et il y sera donné suite conformément aux lois du pays, où les témoins seront invités à comparaître.

Art. XIII. Si dans une cause pénale la comparution personelle d'un témoin dans l'autre État est jugée nécessaire, le Gouvernement du pays, auquel ce témoin appartient, devra l'engager à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement les frais de voyage et de séjour lui seront remboursés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Art. XIV. Les Hautes Parties contractantes ont déclaré en même temps, que l'emploi de la langue française dont Elles se sont servies d'un commun accord, dans la présente Convention ne peut et ne doit, en aucun cas,

porter atteinte au droit qu'Elles ont respectivement de se servir de Leur propre langue dans le texte des stipulations internationales.

Art. XV. La présente Convention sera exécutoire dix jours après avoir été publiée dans les formes prescrites par la législation des deux pays, et elle restera en vigueur pendant cinq années.

Lorsque six mois avant l'expiration de ce terme ni l'un ni l'autre Gouvernement n'aura déclaré vouloir y renoncer, la Convention restera en vigueur pendant d'autres cinq années et ainsi de suite de cinq en cinq années.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de quarante-cinq jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le cinq janvier 1860.

Schleinitz. *Le Marquis de la Ribera.*

13.

*Traité d'extradition entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et la Belgique, suivi d'un protocole; signé à Bruxelles, le 9 février 1870.**)

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, d'une part, et

Sa Majesté le Roi des Belges, d'autre part;

étant convenus de conclure un traité pour l'extradition

*) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées à Bruxelles.

réciproque des malfaiteurs, ont à cet effet, muni de leurs pleins-pouvoirs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Sieur Hermann Louis de Balan, Son conseiller intime actuel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération de l'Allemagne du Nord près Sa Majesté le Roi des Belges, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge de la première classe avec la feuille de chêne, Commandeur de l'Ordre Royal de Hohenzollern, Grand Croix de l'Ordre de Léopold de Belgique etc. etc. etc.

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Sieur Jules Vanderstichelen, Son Ministre des Affaires Étrangères, Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Prusse de la première classe etc. etc. etc.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les hautes parties contractantes s'engagent par le présent traité à se livrer réciproquement, dans tous les cas prévus par les clauses dudit traité, les personnes qui, à cause d'un des faits ci-après énumérés, commis et punissables sur le territoire de la partie réclamante, ont été, comme auteurs ou complices, condamnées ou mises en accusation ou soumises à une poursuite judiciaire, savoir:

1° Pour meurtre, assassinat, empoisonnement, parricide et infanticide;

2° Pour avortement volontaire;

3° Pour exposition d'un enfant au-dessous de sept ans ou abandon prémédité d'un tel enfant dans un état qui le prive de tout secours;

4° Pour rapt ou recel d'un enfant au-dessous de sept ans et pour enlèvement, suppression, substitution ou supposition d'enfant;

5° Pour enlèvement d'une personne mineure;

6° Pour privation volontaire et illégale de la liberté individuelle d'une personne commise par un particulier:

7° Pour bigamie;

8° Pour viol;

9° Pour attentat à la pudeur, avec violence, sur une personne de l'un ou de l'autre sexe;
10° Pour attentat à la pudeur, sans violence, avec une personne de l'un ou de l'autre sexe âgée de moins de quatorze ans;
11° Pour excitation habituelle à la débauche de personnes mineures de l'un ou de l'autre sexe;
12° Pour coups portés ou blessures faites volontairement à une personne qui ont eu pour conséquence une maladie paraissant incurable, ou une incapacité permanente de travail ou la perte de l'usage absolu d'un organe, ou la mort sans l'intention de la donner;
13° Pour vol, rapine et extorsion;
14° Pour abus de confiance dans les cas prévus simultanément par la législation des deux parties contractantes;
15° Pour escroquerie ou tromperie;
16° Pour banqueroute frauduleuse et lésion frauduleuse à une masse faillie;
17° Pour faux serment;
18° Pour faux témoignage ou pour fausse déclaration d'un expert ou d'un interprète;
19° Pour subornation de témoin, expert ou interprète;
20° Pour faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage fait avec connaissance de dépêches télégraphiques ou titres faux ou falsifiés;
21° Pour fausse monnaie, particulièrement pour contrefaçon ou altération de monnaies de métal et de papier, et pour émission et mise en circulation avec connaissance, de monnaies de métal ou de papier contrefaites ou altérées;
22° Pour contrefaçon et falsification de billets de banque et autres titres d'obligations et valeurs en papier quelconques émis par l'Etat et sous l'autorité de l'Etat par des corporations, sociétés ou particuliers, ainsi que pour émission et mise en circulation avec connaissance de ces billets de banque, titres d'obligations et autres valeurs en papier contrefaits ou falsifiés;
23° Pour incendie volontaire;
24° Pour détournement et concussion da la part de fonctionnaires publics;
25° Pour corruption de fonctionnaires publics dans le

but de les porter à violer les devoirs de leur charge;

26° Pour les faits punissables suivants des capitaines de navire et gens de l'équipage sur des bâtiments de mer:

Pour destruction volontaire et illégale d'un navire;

Pour échouement volontaire d'un navire;

Pour résistance avec violences et voies de fait envers le capitaine par plus d'un tiers de l'équipage;

27° Pour destruction, en tout ou en partie des chemins de fer, machines à vapeur ou appareils télégraphiques;

Pour entraves volontaires à la circulation d'un convoi sur le chemin de fer par le dépôt d'objets quelconques, par le dérangement des rails ou de leurs supports, par l'enlèvement des chevilles ou des clavettes, ou par l'emploi de tout autre moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative des faits ci-dessus énumérés lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractantes.

Art. 2. Toutefois, il ne sera livré de la part des Gouvernements de la Confédération de l'Allemagne du Nord, aucun Allemand du Nord au Gouvernement belge et de la part de celui-ci aucun Belge ne sera livré à un des Gouvernements de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Si l'individu réclamé n'est ni Allemand du Nord, ni Belge, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque l'État auquel il appartient aura été informé de la demande d'extradition et n'y aura pas fait d'opposition.

Art. 3. L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée par les Gouvernements de la Confédération de l'Allemagne du Nord a été poursuivie et mise hors de cause ou est encore poursuivie ou a déjà été punie en Belgique, ou si la personne réclamée par le Gouvernement Belge a été poursuivie et mise hors de cause ou est encore poursuivie ou a déjà été punie dans un des États de la Confédération de l'Allemagne du Nord pour le même acte punissable qui est cause de la demande d'extradition.

Lorsque la personne réclamée par les Gouvernements de la Confédération de l'Allemagne du Nord est poursuivie en Belgique ou que la personne réclamée par le Gouvernement Belge est poursuivie dans un des États de la Confédération de l'Allemagne du Nord à cause d'un autre acte punissable, son extradition sera différée jusqu'à la fin de ces poursuites et l'accomplissement de la peine éventuellement prononcée contre elle.

Art. 4. Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime ou délit politique. La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits communs mentionnés à l'Art. 1er, ne peut par conséquent en aucun cas être poursuivie et punie dans l'État auquel l'extradition a été accordée à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique, ni à raison d'un crime, ou délit non prévu par la présente convention.

Art. 5. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, le commencement des poursuites judiciaires ou la condamnation qui s'en sera suivie, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays, dans lequel l'étranger se trouve au moment où l'extradition est demandée.

Art. 6. Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

L'extradition d'un inculpé des actes punissables mentionnés à l'Article 1er ne sera accordée que sur le fondement d'une sentence de condamnation ou sur le fondement d'une décision formelle du tribunal compétent pour la mise en état d'accusation ou l'ouverture de la poursuite ou sur le fondement d'une ordonnance édictée par le juge compétent par laquelle le renvoi de l'inculpé devant ce juge est formellement décrété, pour autant que ces documents soient produits en original ou en expéditions authentiques dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui demande l'extradition.

Art. 7. L'individu poursuivi à raison d'un des actes punissables énumérés à l'Art. 1er peut toutefois être provisoirement arrêté sur la production d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire compétente de l'État qui demande l'extradition dans les formes prescrites par les lois de celui-ci. Cette arrestation aura lieu dans

les formes et suivant les règles prescrites par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire peut aussi avoir lieu sur la production d'un mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction du lieu où l'inculpé a établi son séjour ou peut être trouvé sur le fondement d'une conmunication officielle faite par l'autorité compétente de l'État dans lequel l'acte punissable a été commis.

Dans le dernier cas, l'individu arrêté provisoirement doit être mis en liberté si, dans les dix jours après son arrestation, il ne lui est remis un mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire compétente de l'État, qui demande l'extradition.

Mais en tous cas, l'individu arrêté provisoirement doit être mis en liberté si, dans les deux mois, il ne lui est remis soit une sentence de condamnation soit une décision formelle du tribunal compétent pour la mise en état d'accusation ou l'ouverture de la poursuite, soit une ordonnance édictée par le juge compétent par laquelle le renvoi de l'inculpé devant ce juge est formellement décrété.

Art. 8. Tous les objets saisis, qui, au moment de l'arrestation se trouvent en possession de l'individu à extrader si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la restitution seront remis en même temps lors de l'exécution de l'extradition et cette remise s'étendra non-seulement aux objets soustraits mais à tout ce qui pourrait servir de preuve du crime.

Art. 9. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés selon les cas, dans l'Art. 6. ci-dessus, lorsqu'elle sera requise par l'un des États contractants au profit d'un État étranger, ou par un État étranger au profit de l'un des dits États liés l'un et l'autre avec l'État requis par un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition et lorsqu'elle ne sera pas interdite par les Art. 4 et 5 de la présente convention.

Art. 10. Les parties contractantes renoncent à requérir la restitution des frais qui leur surviennent du chef de l'arrestation et de l'entretien de l'individu à extrader ou de son transport jusqu'à la frontière. Elles

consentent, au contraire, de part et d'autre, à les supporter elles-mêmes.

Art. 11. Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des parties contractantes.

Depuis ce moment, les traités sur l'extradition des malfaiteurs conclus antérieurement entre les États particuliers de la Confédération de l'Allemagne du Nord et la Belgique cessent d'être en vigueur.

Le présent traité peut être dénoncé par chacune des parties contractantes, mais il demeurera encore en vigueur six mois après cette dénonciation.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le délai de quatre semaines ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original, à Bruxelles le 9 Février 1870.

Hermann Louis de Balan. Jules Vanderstichelen.

Protocole.

Les hautes parties contractantes du traité d'extradition de ce jour ont cru devoir consigner dans un protocole ce qui suit:

> Les correspondances et négociations nécessitées par les demandes d'extradition ne devront pas avoir nécessairement lieu entre l'autorité fédérale de l'Allemagne du Nord et la Belgique, elles pourront au contraire, selon les convenances de chaque cas spécial, se faire aussi directement entre la Belgique et les Gouvernements qui font partie de la Confédération et qui sont intéressés à l'extradition soit comme requérants, soit comme requis.

En foi de quoi le présent protocole a été signé en double et échangé par les deux plénipotentiaires.

Bruxelles le 9 Février 1870.

Hermann Louis de Balan. Jules Vanderstichelen.

14.

Traité d'extradition entre l'Allemagne et l'Italie, suivi d'un protocole; signé à Berlin, le 31 octobre 1871.)*

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, d'une part et Sa Majesté le Roi d'Italie, d'autre part, étant convenus de conclure un traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont à cet effet muni de leurs pleins-pouvoirs, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:
Monsieur Bernard König, Son Conseiller intime de Légation,

Sa Majesté le Roi d'Italie:
Monsieur Édouard Comte de Launay, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les hautes Parties contractantes s'engagent par le présent traité à se livrer réciproquement, dans tous les cas prévus par les clauses du dit traité, les personnes qui, ayant été, comme auteurs ou complices, condamnés ou mises en accusation ou soumises à une poursuite judiciaire par les autorités de l'une des deux Parties contractantes à cause d'un des faits ci-après énumérés, se trouveraient sur le territoire de l'autre Partie, savoir:

1) Pour meurtre, assassinat, empoisonnement, parricide et infanticide;
2) Pour avortement volontaire;
3) Pour exposition ou abandon volontaire d'enfant;
4) Pour rapt, suppression, substitution ou supposition d'enfant;
5) Pour enlèvement d'une personne;

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin.

6) Pour privation volontaire et illégale de la liberté individuelle d'une personne commise soit par un particulier, soit par un officier public;
7) Pour bigamie;
8) Pour viol;
9) Pour excitation à la débauche de personnes mineures de l'un ou de l'autre sexe dans les cas prévus simultanément par la législation des deux Parties contractantes;
10) Pour coups portés ou blessures faites volontairement à une personne qui ont eu pour conséquence une déformation ou maladie étant ou paraissant incurables ou la perte de l'usage absolu d'un organe ou la mort sans l'intention de la donner;
11) Pour vol, accompagné de circonstances aggravantes (schwerer Diebstahl) ou en tant que la valeur de l'objet du crime ou délit dépasse mille francs, pour rapine et extorsion;
12) Pour abus de confiance dans les cas prévus simultanément par la législation des deux Parties contractantes, et pour escroquerie ou tromperie, en tant que la valeur de l'objet de ces crimes ou délits dépasse mille francs;
13) Pour banqueroute frauduleuse et lésion frauduleuse à une masse faillie;
14) Pour faux serment;
15) Pour faux témoignage ou pour fausse déclaration d'un expert ou d'un interprète;
16) Pour subornation de témoin, expert ou interprète;
17) Pour faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage fait avec connaissance de dépêches télégraphiques ou titres faux ou falsifiés;
18) Pour fausse monnaie, particulièrement pour contrefaçon ou altération de monnaies de métal et de papier, et pour émission et mise en circulation avec connaissance de monnaies de métal ou de papier contrefaites ou altérées;
19) Pour contrefaçon et falsification de billets de banque et autres titres d'obligations et valeurs en papier quelconques émis par l'État et sous l'autorité de l'État par des corporations, sociétés ou particuliers, ainsi que pour émission et mise

en circulation, avec connaissance de ces billets de banque, titres d'obligations et autres valeurs en papier contrefaits ou falsifiés;

20) Pour incendie volontaire;

21) Pour détournement et concussion de la part de fonctionnaires publics;

22) Pour corruption de fonctionnaires publics dans le but de les porter à violer les devoirs de leur charge;

23) Pour les faits punissables suivants des capitaines de navire et gens de l'équipage sur des bâtiments de mer:

Pour destruction volontaire et illégale d'un navire;

Pour échouement volontaire d'un navire;

Pour résistance envers le capitaine par plus d'un tiers de l'équipage, dans les cas prévus simultanément par la législation des deux Parties contractantes;

24) Pour destruction en tout ou en partie des chemins de fer, machines à vapeur ou appareils télégraphiques;

Pour tout fait volontaire par lequel est dérivée ou pourrait dériver une lésion corporelle aux personnes qui voyagent en chemin de fer ou à celles qui y sont employées.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative des faits ci-dessus énumérés lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 2. Toutefois, il ne sera livré de la part des Gouvernements de l'Empire allemand, aucun Allemand au Gouvernement italien et de la part de celui-ci aucun Italien ne sera livré à un des Gouvernements de l'Allemagne.

Lorsque, d'après les lois en vigueur dans l'État auquel le coupable appartient il y aurait lieu à le poursuivre à raison de l'infraction dont il s'agit, l'autre État communiquera les informations et les pièces, les objets constituant le corps du délit et tout autre document ou éclaircissement requis pour le procès.

Si l'individu réclamé n'est ni Allemand ni Italien ou si le crime ou délit a été commis hors du territoire des Parties contractantes par un individu, qui n'appartient pas à l'État, auquel l'extradition est demandée, ce Gou-

vernement pourra informer de cette demande au premier cas le Gouvernement auquel appartient le poursuivi, au second cas le Gouvernement sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis et si un de ces Gouvernements réclame à son tour le prévenu pour le faire juger par ses tribunaux, le Gouvernement auquel la demande d'extradition a été adressée pourra à son choix le livrer à l'un ou à l'autre Gouvernement.

Si l'individu réclamé par une des Parties contractantes est réclamé en même temps par un autre ou plusieurs autres Gouvernements, il sera livré au Gouvernement qui demande l'extradition du chef du plus grave crime ou délit et dans le cas où tous les crimes ou délits seraient de la même gravité, l'individu en question sera livré au Gouvernement dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 3. L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée par les Gouvernements de l'Allemagne a été poursuivie et mise hors de cause ou est encore poursuivie ou a déjà été punie en Italie, ou si la personne réclamée par le Gouvernement italien a été poursuivie et mise hors de cause ou est encore poursuivie ou a déjà été punie dans un des États de l'Allemagne pour le même acte punissable qui est cause de la demande d'extradition.

Lorsque la personne réclamée par les Gouvernements de l'Allemagne est poursuivie en Italie ou que la personne réclamée par le Gouvernement italien est poursuivie dans un des États de l'Allemagne à cause d'un autre acte punissable, son extradition sera différée jusqu'à la fin de ces poursuites et l'accomplissement de la peine éventuellement prononcée contre elle.

Art. 4. Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux crimes ou délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits communs mentionnés à l'Art. 1er, ne peut par conséquent en aucun cas être poursuivie et punie dans l'État auquel l'extradition a été accordée à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni a raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique.

Elle ne pourra non plus être poursuivie ou condamnée à raison d'un crime ou délit non prévu par la présente convention; à moins que, après avoir été punie

ou acquittée du chef du crime qui a donné lieu à l'extradition, elle n'ait négligé de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois ou bien qu'elle n'y vienne de nouveau.

Art. 5. L'extradition ne pourra avoir lieu si depuis les faits imputés, le commencement des poursuites judiciaires ou la condamnation qui s'en sera suivie, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays, dans lequel l'étranger se trouve au moment où l'extradition est demandée.

Art. 6. L'extradition sera toujours accordée lors même que le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir des engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toutefois faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 7. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des deux Gouvernements à l'autre, par voie diplomatique et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt, ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Ces actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition. On fournira en même temps, ci c'est possible, le signalement de l'individu réclamé ou tout autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 8. Dans les cas urgents, et surtout lorsqu'il y a danger de fuite, chacun des deux Gouvernements, s'appuyant sur l'existence d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou d'un mandat d'arrêt pourra par le moyen le plus prompt, et même par le télégraphe, demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu, à condition de présenter dans un délai de vingt jours après l'arrestation le document, dont on a indiqué l'existence.

Art. 9. Les objets volés ou saisis en la possession du condamné, ou du prévenu, les instruments et outils, dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que tout autre pièce de conviction, seront rendus en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté, même dans le cas où l'extradition, après avoir

été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable. Cette remise comprendra aussi tous les objets de la même nature, que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays où il s'est réfugié, et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être rendus sans frais après la conclusion du procès.

Art. 10. L'extradition par voie de transit sur les territoires des États contractants ou par les bâtiments et services maritimes des deux Parties, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit et livré par un autre Gouvernement sera accordée sur la simple requête par voie diplomatique du Gouvernement qui l'a demandée appuyée des pièces nécessaires pour établir qu'il ne s'agit pas d'un délit politique ou purement militaire.

Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides sous la conduite d'agents du pays requis et aux frais du Gouvernement réclamant.

Art. 11. Les Parties contractantes renoncent à requérir la restitution des frais qui leur surviennent du chef de l'arrestation et de l'entretien de l'individu à extrader ou de son transport jusqu'à la frontière de la Partie requise. Elles consentent au contraire, de part et d'autre, à les supporter elles-mêmes.

Art. 12. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'un des États contractants jugera nécessaire dans le territoire de l'autre Partie contractante l'audition de témoins ou toute autre acte d'instruction ou de procédure, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays où le témoin est entendu ou l'acte doit avoir lieu. L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée si l'instruction est dirigée contre un sujet de l'État requis non encore arrêté par l'autorité dont émane la commission rogatoire ou si l'instruction a pour objet un acte qui n'est point punissable judiciairement d'après les lois de l'État auquel la commission rogatoire est adressée. Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales.

Art. 13. Si dans une cause pénale non politique la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui en aura été faite par l'autre Gouvernement.

En cas de consentement du témoin les frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu ou, à son choix, d'après les tarifs et règlements de l'État requis; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement intéressé.

Aucun témoin, qu'elle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays ne pourra y être poursuivi ni détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 14. Si à l'occasion d'un procès instruit dans l'un des deux États contractants il devient nécessaire de procéder à la confrontation du prévenu avec des coupables détenus dans l'autre État ou de produire des pièces de conviction ou des documents judiciaires qui lui appartiennent, la demande devra en être faite par voie diplomatique et, excepté le cas où des considérations exceptionnelles s'y opposeraient, on devra toujours déférer à cette demande, à la condition toutefois de renvoyer le plutôt possible les détenus, et de restituer les pièces et les documents susindiqués.

Les frais de transport d'un État à l'autre des individus et des objets ci-dessus mentionnés, seront supportés par le Gouvernement qui en a fait la demande.

Art. 15. Les Gouvernements contractants s'engagent à se communiquer réciproquement les condamnations pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des États contractants contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée par voie diplomatique, moyennant l'envoi, en entier ou en extrait, du jugement prononcé et devenu définitif au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné. Chacun des Gouvernements

contractants donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 16. Le présent traité est conclu pour cinq années à partir du 1er Janvier 1872.

Depuis le moment où il entre en vigueur les traités sur l'extradition des malfaiteurs conclus antérieurement entre les États particuliers de l'Allemagne et l'Italie cessent d'être en vigueur.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes, n'aurait notifié, six mois avant le 1er Janvier 1877 son intention de faire cesser les effets du présent traité, il demeurera en vigueur pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq à cinq années.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le délai de quatre semaines.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin ce 31 Octobre 1871.

König. *Launay.*

Protocole.

Les hautes Parties contractantes du Traité d'extradition de ce jour ont cru devoir consigner dans un protocole ce qui suit:

> Les correspondances et négociations nécessitées par les demandes d'extradition ne devront pas avoir nécessairement lieu entre l'autorité de l'Empire allemand et l'Italie, elles pourront au contraire, selon les convenances de chaque cas spécial, se faire aussi directement entre l'Italie et les Gouvernements qui font partie de l'Empire allemand et qui sont intéressés à l'extradition soit comme requérants, soit comme requis.

En foi de quoi le présent protocole a été signé en double et échangé par les deux plénipotentiaires à Berlin le 31 Octobre 1871.

König. *Launay.*

15.

*Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne; signé à Londres, le 14 mai 1872.**)

Texte anglais.

His Majesty the Emperor of Germany and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, having judged it expedient, with a view to the better administration of Justice, and to the prevention of crime within the two Countries and their jurisdictions, that persons charged with or convicted of the crimes hereinafter enumerated, and being fugitives from justice, should, under certain circumstances, be reciprocally delivered up; their said Majesties have named as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty for this purpose, that is to say:

His Majesty the Emperor of Germany,

His Minister of State and Chamberlain, Albert Count of Bernstorff-Stintenburg, Knight of the Exalted Order of the Black Eagle, Grand Cross of the Order of the Red Eagle with Oak Leaves, Grand Commander of the Order Imperial and Royal House of Hohenzollern in Diamonds and Knight of the Order of the Crown with the Red Cross; Grand Cross of the Order of Civil Merit of the Crown of Bavaria, and of the Order of the Ernestine Branch of the House of Saxony, Knight of the Order of the Golden Lion of the House of Nassau, &c. &c. &c., Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Imperial and Royal Majesty to Her Britannic Majesty,

and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland,

the Right Honourable Granville George Earl Granville, Lord Leveson, a Peer of the United

---

*) En allemand et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Londres, le 11 juin 1872.

Kingdom, Knight of the Most Noble Order of the Garter, a Member of Her Majesty's Privy Council, Lord Warden of the Cinque Ports and Constable of Dover Castle, Chancellor of the University of London, Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective fullpowers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. The High Contracting Parties engage to deliver up to each other those persons who, being accused or convicted of a crime committed in the territory of the one Party, shall be found within the territory of the other Party, under the circumstances and conditions stated in the present Treaty.

Art. II. The crimes for which the extradition is to be granted, are the following: —

1) Murder, or attempt to murder.
2) Manslaughter.
3) Counterfeiting or altering money, uttering or bringing into circulation counterfeit or altered money.
4) Forgery, or counterfeiting, or altering, or uttering what is forged or counterfeited or altered; comprehending the crimes designated in the German Penal Code as counterfeiting or falsification of paper-money, banknotes or other securities, forgery or falsification of other public or private documents, likewise the uttering or bringing into circulation or wilfully using such counterfeited, forged or falsified papers.
5) Embezzlement or larceny.
6) Obtaining money or goods by false pretences.
7) Crimes by bankrupts against bankruptcy law; comprehending the crimes designated in the German Penal Code as bankruptcy liable to prosecution.
8) Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, or director, or member or public officer of any company made criminal by any law for the time being in force.
9) Rape.
10) Abduction.
11) Child stealing.

12) Burglary or house-breaking.
13) Arson.
14) Robbery with violence.
15) Threats by letter or otherwise with intent to extort.
16) Sinking or destroying a vessel at sea, or attempting to do so.
17) Assaults on board a ship on the high seas with intent to destroy life or to do grievous bodily harm.
18) Revolt or conspiracy to revolt by two or more persons on board a ship on the high seas, against the authority of the master.

The extradition is also to take place for participation in any of the aforesaid crimes, provided such participation be punishable by the laws of both the Contracting Parties.

Art. III. No German shall be delivered up by any of the Governments of the Empire to the Government of the United Kingdom; and no subject of the United Kingdom shall be delivered up by the Government thereof to any German Government.

Art. IV. The extradition shall not take place if the person claimed on the part of any of the Governments of the German Empire, or the person claimed on the part of the Government of the United Kingdom has already been tried and discharged or punished, or is still under trial in the United Kingdom or in one of the States of the German Empire, respectively, for the crime for which his extradition is demanded.

If the person claimed on the part of any of the Governments of the German Empire, or if the person claimed on the part of the Government of the United Kingdom, should be under examination for any other crime in the United Kingdom or in one of the States of the German Empire respectively, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial, and the full execution of any punishment awarded to him.

Art. V. The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime, or the institution of the penal prosecution, or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been

acquired by lapse of time, according to the laws of the State applied to.

Art. VI. A fugitive criminal shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he prove that the requisition for his surrender has in fact been made with a view to try or punish him for an offence of a political character.

Art. VII. A person surrendered can in no case be kept in prison, or be brought to trial in the State to which the surrender has been made, for any other crime or on acount of any other matters than those for which the extradition shall have taken place.

This stipulation does not apply to crimes committed after the extradition.

Art. VIII. The requisitions for extradition shall be made through the Diplomatic Agents of the High Contracting Parties, respectively.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent Court of the State that makes the requisition for extradition.

A requisition for extradition cannot be founded on sentences passed in contumaciam.

Art. IX. If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

The prisoner is then to be brought before a competent Magistrate who is to examine him and to conduct the preliminary investigation of the case, just as if the apprehension had taken place for a crime committed in the same country.

Art. X. The extradition shall not take place before the expiration of fifteen days from the apprehension, and then only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime had been committed in the territory of the said State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the Courts of the State which makes the requisition.

Art. XI. In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the State applied to shall admit as entirely valid evidence the sworn depositions or statements of witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, provided such documents are signed or certified by a Judge, Magistrate, or Officer of such State, and are authenticated by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other Minister of State.

Art. XII. If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, he shall be set at liberty.

Art. XIII. All articles seized, which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension, shall, if the competent authority of the State applied to for the extradition has ordered the delivery thereof, be given up when the extradition takes place, and the said delivery shall extend not merely to the stolen articles, but to everything that may serve as a proof of the crime.

Art. XIV. The High Contracting Parties renounce any claim for the reimbursement of the expenses incurred by them in the arrest and maintenance of the person to be surrendered, and his conveyance till placed on board ship; they reciprocally agree to bear such expenses themselves.

Art. XV. The stipulations of the present Treaty shall be applicable to the Colonies and Foreign Possessions of Her Britannic Majesty.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal

who has taken refuge in any of such Colonies or Foreign Possessions, shall be made to the Governor or Chief Authority of such Colony or Possession by the Chief Consular Officer of the German Empire in such Colony or Possession.

Such requisitions may be disposed of, subject always, as nearly as may be, to the provisions of this Treaty, by the said Governor or Chief Authority, who, however, shall be at liberty either to grant the surrender, or to refer the matter to his Government.

Her Britannic Majesty shall, however, be at liberty to make special arrangements in the British Colonies and Foreign Possessions for the surrender of German criminals who may take refuge within such Colonies and Foreign Possessions on the basis, as nearly as may be, of the provisions of the present Treaty.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal from any Colony or Foreign Possession of Her Britannic Majesty, shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Art. XVI. The present Treaty shall come into force ten days after its publication in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties, but shall remain in force for six months after notice has been given for its termination.

The Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London in four weeks, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London, the fourteenth day of May, in the year of our Lord 1872.

Bernstorff. *Granville.*

16.

Convention entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et les États-Unis d'Amérique, concernant la nationalité des émigrants et l'extension de la Convention d'extradition conclue, le 16 juin 1852), entre la Prusse et autres États allemands d'une part et les États-Unis d'Amérique d'autre part, à tous les États de la Confédération de l'Allemagne du Nord; signée à Berlin, le 22 février 1868.**)*

Texte anglais.

His Majesty the King of Prussia in the name of the North German Confederation and the President of the United States of America, led by the wish to regulate the citizenship of those persons who emigrate from the North German Confederation to the United States of America and from the United States of America to te territory of the North German Confederation, have resolved to treat on this subject and have for that purpose appointed plenipotentiaries to conclude a convention, that is to say:

His Majesty the King of Prussia:
Bernhard König, Privy Councillor of Legation,
and
The President of the United States of America:
George Bancroft, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary from the said States near the King of Prussia and the North German Confederation,
who have agreed to and signed the following articles:

Art. 1. Citizens of the North German Confederation who become naturalized citizens of the United States of America and shall have resided uninterruptedly within

---

*) Voir No. 11.

**) En allemand et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Berlin.

the United States five years shall be held by the North German Confederation to be American citizens and shall be treated as such.

Reciprocally: citizens of the United States of America who become naturalized citizens of the North German Confederation and shall have resided uninterruptedly within North Germany five years shall be held by the United States to be North German citizens and shall be treated as such.

The declaration of an intention to become a citizen of the one or the other country has not for either party the effect of naturalization.

Art. 2. A naturalized citizen of the one party on return to the territory of the other party remains liable to trial and punishment for an action punishable by the laws of his original country and committed before his emigration, saving always the limitation established by the laws of his original country.

Art. 3. The convention for the mutual delivery of criminals fugitives from justice, in certain cases, concluded between the United States on the one part and Prussia and other states of Germany on the other part, the sixteenth day of June one thousand eight hundred and fifty-two, is hereby extended to all the states of the North German Confederation.

Art. 4. If a German naturalized in America renews his residence in North Germany without te intent to return to America, he shall be held to have renounced his naturalization in the United States.

Reciprocally: if an American naturalized in North Germany renews his residence in the United States without the intent to return to North Germany, he shall be held to have renounced his naturalization in North Germany.

The intent not to return may be held to exist, when the person naturalized in the one country resides more than two years in the other country..

Art. 5. The present convention shall go into effect immediately on the exchange of ratifications and shall continue in force for ten years. If neither party shall have given to the other six months previous notice of its intention then to terminate the same, it shall further remain in force until the end of twelve months, after

either of the high contracting parties shall have given notice to the other of such intention.

Art. 6. The present convention shall be ratified by His Majesty the King of Prussia in the name of the North German Confederation an by the President by and with the advice and consent of the Senate of the United States, and the ratifications shall be exchanged at Berlin within six months from the date hereof.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed and sealed this convention.

Berlin, the 22nd of February 1868.

Bernhard König. *George Bancroft.*

17.

Convention entre l'Allemagne et la Belgique concernant l'admission réciproque des médecins etc. établis dans les communes limitrophes à l'exercice de leur art; signée à Bruxelles, le 7 février 1873.)*

Texte français.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et Sa Majesté le Roi des Belges, ayant jugé utile d'autoriser réciproquement l'exercice de l'art de guérir de la part des médecins, chirurgiens, sages-femmes et vétérinaires résidant dans les communes limitrophes, ont résolu de conclure une convention à cette fin et ont muni dans ce but de leurs pleins-pouvoirs, savoir:

---

*) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:
le Chargé d'Affaires de l'Empire d'Allemagne près le Gouvernement belge, le sieur Xavier G. F. P. H. Uebel, Conseiller de Légation, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de 3ème classe, décoré de la croix commémorative de 1866, Commandeur de l'Ordre de la Branche Ernestine de Saxe, etc. etc. etc.

Sa Majesté le Roi des Belges:
Son Ministre des Affaires Étrangères, le sieur Guillaume F. B. C. Comte d'Aspremont-Lynden, Officer de Son Ordre de Léopold, Grand Cordon de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, Commandeur de l'Ordre de la Branche Ernestine de Saxe, Membre du Sénat, etc. etc. etc.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Art. 1er. Les médecins, chirurgiens, sages-femmes et vétérinaires allemands établis dans les communes allemandes limitrophes de la Belgique auront le droit d'exercer leur art dans les communes limitrophes belges dans la même mesure et comme ils sont admis à l'exercer dans leur pays, sauf la restriction contenue dans l'article deux, et réciproquement les médecins, chirurgiens, sages-femmes et vétérinaires belges établis dans les communes belges limitrophes de l'Allemagne sont autorisés, sous les mêmes conditions, à exercer leur art dans les communes limitrophes allemandes.

Art. 2. Les personnes ci-dessus désignées ne pourront, en exerçant leur art dans l'autre État, délivrer elles-mêmes des remèdes aux malades, si ce n'est dans le cas où le malade serait en danger de mort imminent.

Art. 3. Les personnes exerçant, en vertu de l'article 1er, l'art de guérir dans les communes de l'État voisin, n'auront pas le droit de s'y fixer ou d'y établir un domicile sans se conformer à la législation en vigueur dans cet État relativement à l'exercice de leur art et sans se soumettre à de nouveaux examens.

Art. 4. La présente convention entrera en vigueur dix jours après sa publication, dans les formes prescrites par la Législation des Hautes Parties Contractantes;

elle ne cessera ses effets que six mois après la dénonciation, qui en serait faite par l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bruxelles, dans le délai de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait en double original à Bruxelles, le septième jour du mois de Février de l'an mil huit cent soixante-treize.

Xaver Uebel. Cte *d'Aspremont-Lynden.*

18.

Protocole final des Conférences internationales tenues en septembre et octobre 1869 entre la Confédération de l'Allemagne du Nord, le Grand-Duché de Bade, l'Italie, la Suisse et le Wurtemberg pour la construction d'un chemin de fer par le St. Gothard; signé à Berne, le 13 octobre 1869.

(Présents: Pour la Confédération de l'Allemagne du Nord: S. E. M. le Lieutenant-Général de Röder, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse;

Pour le Grand-Duché de Bade: M. de Dusch, Ministre-résident près la Confédération suisse, et M. Zimmer, Directeur général des chemins de fer, postes et télégraphes;

Pour le Royaume d'Italie: S. E. M. le Sénateur Melegari, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse, M. Correnti, Conseiller d'État, et M. Biglia, Inspecteur de l'exploitation des chemins de fer;

Pour la Confédération suisse: M. Welti, Président de la Confédération, Chef du département politique fédéral, M. Schenk, Conseiller fédéral, Chef du département de

l'Intérieur, et M. Dubs, Conseiller fédéral, Chef du département fédéral des postes et télégraphes;

Pour le Royaume de Wurtemberg: M. le baron d'Ow, Ministre, et M. de Klein;

Le Secrétaire de la Conférence, M. Roth, Secrétaire du département politique fédéral.)

La Conférence s'est réunie aujourd'hui en séance de clôture pour constater que ses membres sont tombés d'accord sur les points suivants:

Art. 1er. Les États qui ont pris part aux Conférences s'unissent pour assurer la jonction entre les chemins de fer allemands et les chemins de fer italiens par le moyen d'un chemin de fer suisse à travers le St. Gothard.

Le réseau du St. Gothard à construire pour atteindre ce but comprend les lignes suivantes:

Lucerne-Kussnacht-Immensee-Goldau,
Zoug-St-Adrien-Goldau,
Goldau-Fluelen-Biasca-Bellinzone,
Bellinzone-Lugano-Chiasso,
Bellinzone-Magadino-Frontière italienne vers Luino, avec embranchement sur Locarno.

Ce réseau aura une longueur d'environ 263 kilomètres.

Dans le but de faciliter l'exécution de ces lignes, les États qui ont pris part à la Conférence accorderont en commun une subvention à la société qui se formera pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du St. Gothard.

Dans l'organisation de cette Société, le Conseil fédéral prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de l'entreprise et de tous les engagements mentionnés dans le présent protocole. A cet effet, les statuts de la Société devront être soumis à l'approbation du Gouvernement fédéral.

Art. 2. Pour que le chemin de fer du St. Gothard puisse remplir les conditions d'une grande ligne internationale, il ne doit pas, à son point culminant, avoir plus de $1162\frac{1}{2}$ mètres de hauteur au-dessus du niveau de la mer; le rayon minimum des courbes ne devra pas être inférieur à 300 mètres et le maximum des pentes ne devra pas excéder 25 ‰. Pour le cas où il serait nécessaire de dépasser le 25 ‰ entre Biasca et Lavorgo, on demandera à cet effet l'autorisation du Conseil fédéral, qui, sur ce tronçon, pourra accorder une augmentation jusqu'à 26 ‰.

Le tunnel à construire entre Goeschenen et Airolo devra être établi en ligne droite.

La ligne de Fluelen à Biasca sera construite à double voie. Sur le reste de la ligne Goldau-Bellinzone les tunnels seront construits pour une double voie, mais les travaux d'art et de terrassements pourront être exécutés pour une seule voie.

Toutes les autres lignes pourront être établies pour une simple voie.

Art. 3. Les lignes du réseau du St. Gothard seront construites dans l'ordre suivant, et la durée de la construction est pour chacune d'elles fixée comme suit:

Les lignes de Biasca au Lac Majeur et de Lugano à Chiasso devront être achevées 3 ans après la constitution de la société.

L'Italie s'engage à ce que pour la même époque le tronçon de raccordement de Chiasso à Camerlata soit construit et mis en exploitation.

Les travaux sur les autres lignes du réseau devront être entrepris en temps nécessaire pour qu'ils puissent être achevés et que ces lignes soient ouvertes simultanément avec la grande galerie de Goeschenen à Airolo.

Les lignes dont la construction est supposée de $2^1/_2$ années sont les suivantes:

Lucerne-Kussnacht-Goldau,
Zoug-St-Adrien-Goldau,
Biasca-Bellinzone,
Lugano-Chiasso,
Bellinzone-Frontière suisse (Luino), avec embranchement sur Locarno.

Les lignes dont la construction est supposée de $4^1/_2$ années sont les suivantes:

Goldau-Fluelen,
Fluelen-Goeschenen,
Airolo-Biasca,
Bellinzone-Lugano.

La durée de la construction du tunnel à établir entre Goeschenen et Airolo est présumée être de 9 années. Le commencement des travaux sera fixé par le Conseil fédéral.

Art. 4. La Confédération suisse pourvoira à ce que, par un passage sur le Rhin près de Bâle, le chemin de fer Central suisse soit relié au réseau du Grand-Duché de Bade.

L'Italie construira un chemin de fer sur la rive gauche du Lac majeur, rejoignant le chemin suisse sur la frontière près de Pino à un des points du réseau italien situé sur la route directe de Gênes.

Les parties contractantes s'engagent d'une manière générale à faire leur possible pour que les lignes d'accès au réseau du St. Gothard soient corrigées dans le sens d'un raccourcissement, et en particulier la Confédération s'engage à faire ses efforts pour obtenir la construction d'un tronçon qui permette d'éviter le détour sur la station d'Altstätten.

Au cas où cette ligne de raccourcissement ne serait pas construite au moment de la mise en exploitation de la ligne du St. Gothard, il serait procédé à une réduction équivalente du tarif des transports.

Art. 5. La Suisse s'engage à ce que toutes les parties de la ligne telles qu'elles doivent être construites soient livrées le plus tôt possible à l'exploitation lorsqu'elles seront terminées.

Dès que toute la ligne sera achevée, le service de l'exploitation en devra être organisé. Pour garantir la conformité de l'organisation de l'exploitation avec les dispositions du présent protocole, cette organisation devra être soumise à l'approbation du Conseil fédéral.

Art. 6. En cas de force majeure réservés, l'exploitation du chemin de fer du St. Gothard devra être assurée contre toute interruption et elle devra dans toutes ses parties répondre à ce qu'on est en droit d'exiger d'une grande ligne internationale.

Toutefois la Suisse se réserve de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la neutralité et pour la défense du pays.

Art. 7. Les Gouvernements qui ont pris part aux conférences feront leurs efforts pour faciliter le plus possible, en vue de l'intérêt commun, le trafic entre l'Allemagne et l'Italie, et à cet effet, ils chercheront à provoquer sur le chemin de fer du St. Gothard le transport des personnes, des marchandises et des objets postaux le plus régulier, le plus commode, le plus rapide et le meilleur marché possible.

La Compagnie du chemin de fer du St. Gothard organisera, avec les chemins de fer des États subventionnants de l'Allemagne et du Royaume d'Italie, sur la demande des administrations de ces chemins de fer, un service direct (cumulatif), pour le transit sur le St. Gothard.

La Suisse s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que les trains soient organisés de telle manière qu'autant que possible ils coïncident sans interruption avec les chemins de fer de l'Allemagne et de l'Italie.

Elles s'engage aussi à faire établir sur la ligne du St. Gothard en été au moins trois trains de voyageurs par jour dans les deux directions et en hiver au moins deux. Ces trains chemineront sans interruption et l'un d'eux sera un train express.

Art. 8. Pour ce qui concerne le trafic transitant d'Allemagne en Italie et vice versâ on a fixé comme suit les taxes maximales de transport:

Voyageurs:

Ire classe 50 centimes par lieue suisse; IIme classe 35 centimes, et IIIme classe 25 centimes. Toutefois, pour les parties de la ligne ayant une pente de 15 ‰ et plus, l'entreprise du St. Gothard pourra exiger une surtaxe de 50 %.

Marchandises:

Grande vitesse: 45 centimes par tonne et par kilomètre, sans aucun supplément de taxe.

Petite vitesse: 1° pour les matières brutes, telles que le charbon, le coke, le minerai, les terres, les engrais, le soufre, les pierres, le bois, etc., de même que pour le fer et les mar-

chandises brutes en fer, en tant que ces objets sont expédiés en wagons complets, la taxe ne pourra excéder 5 centimes par tonne et par kilomètre, avec une surtaxe de 3 centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne qui offrent des pentes de 15 ‰ et au-dessus.

2° Pour toutes les autres marchandises, la taxe ne pourra excéder $14^1/_2$ centimes par tonne et par kilomètre, ou $19^1/_2$ centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne ayant des pentes de 15 ‰ et au dessus, tout autre supplément de taxe étant exclu.

Art. 9. Quand l'intérêt du capital-actions excèdera le 9 %, la Compagnie sera tenue de procéder à la réduction des taxes, et en première ligne à celle des surtaxes.

Art. 10. La Société du chemin de fer du St. Gothard est tenue de faire jouir, pour le transport des personnes et des marchandises d'Italie, pour l'Italie et à travers l'Italie, les chemins de fer des États subventionnants au moins des mêmes avantages et des mêmes facilités qu'elle aura accordés soit à d'autres chemins de fer en dehors de la Suisse, soit à des parties et à des stations quelconques de ces chemins de fer, soit enfin aux stations frontières suisses. Elle ne peut entrer dans aucune combinaison avec d'autres chemins de fer suisses par laquelle ce principe se trouverait violé.

En particulier, les réductions de tarifs que voudrait accorder le chemin de fer du St. Gothard en vue d'activer le trafic pour l'Italie, de l'Italie et à travers l'Italie devront, avant leur mise en vigueur, être communiquées à temps aux Gouvernements des États subventionnants, et, sur leur demande, les réductions de tarifs dont il s'agit devront être accordées à partir de la même époque pour les chemins de fer et les districts concurrents.

Art. 11. La Confédération suisse prendra l'engagement général de faire exécuter les prescriptions du présent protocole relatives à la construction du chemin du St. Gothard.

En particulier, elle devra exiger de la Société un cautionnement correspondant d'une manière suffisante aux obligations contractées par elle. Ce cautionnement consistera en un dépôt d'espèces ou de bonnes valeurs et il ne sera restitué que lorsque la Société aura rempli ses obligations ou qu'elle aura fourni les garanties nécessaires sous une autre forme.

Le Conseil fédéral prononcera sur toutes les questions qui ont trait à la construction de la grande galerie.

Il s'engage à présenter aux États contractants des rapports périodiques sur la marche et l'état des travaux, de même que sur le résultat de l'exploitation.

Art. 12. Chaque État contractant aura le droit de prendre, sur les lieux, connaissance de l'état des travaux après avoir désigné au Gouvernement suisse les personnes qu'il chargera de cette inspection.

Chaque année à une époque déterminée on procèdera à la vérification des travaux des deux grandes galeries du St. Gothard

et du Monte-Cenere. Le Conseil fédéral invitera les États contractants à envoyer des délégués pour assister à cette opération; un procès-verbal sera dressé et signé par les délégués présents.

Art. 13. S'il existe dans les concessions cantonales des dispositions contraires à celles du présent protocole ces dispositions seront abrogées par la publication du traité à intervenir.

Si un Canton suisse entravait d'une manière quelconque l'établissement ou l'exploitation de la ligne du St. Gothard, la Confédération évoquerait à elle l'affaire et prendrait l'initiative des mesures nécessaires.

Art. 14. La Société peut être actionnée à son siége social.

S'il survient des contestations en matière de droit civil entre la Confédération et l'entreprise du St. Gothard, elles seront réglées par le Tribunal fédéral.

Art. 15. Au cas où la concession du chemin du St. Gothard viendrait à être transmise à une autre société, cette transmission devra être approuvée par le Conseil fédéral, qui prend l'engagement de pourvoir à ce que toutes les stipulations du présent protocole restent entièrement en vigueur.

Dans le cas où une fusion viendrait plus tard à être opérée entre des chemins de fer suisses et le chemin de fer du St. Gothard, ou si la Société du St. Gothard construisait de nouvelles lignes, les obligations incombant à cette dernière passeraient à l'entreprise plus étendue, en tant qu'elles se rapportent à l'exploitation.

Art. 16. Les États qui ont pris part aux Conférences sont tombés d'accord pour fixer à 85 millions de francs le chiffre de la subvention nécessaire pour rendre possible l'établissement du chemin de fer par le St. Gothard.

Art. 17. Un tiers des subsides sera payé en neuf annuités égales. Relativement au paiement des deux autres tiers, les dispositions suivantes feront règle:

a) Pour chaque exercice il sera transmis, en temps opportun, aux États subventionnants, un programme et un devis des travaux à opérer dans la grande galerie du St. Gothard.

b) Le Conseil fédéral fixera l'époque du commencement du premier exercice, et à la fin de chaque exercice il fera connaître aux autres États le montant de la somme qui a été réellement dépensée. Le paiement de cette somme s'effectuera après la vérification des travaux, faite en conformité de l'art. 12. Toutefois ces paiements ne pourront excéder la somme portée au budget de l'exercice.

Le paiement des annuités égales et celui des sommes consacrées chaque année à la construction du tunnel s'effectueront en espèces entre les mains du Gouvernement fédéral un mois après la vérification des travaux de construction du dit tunnel.

On liquidera, lors du dernier versement, le solde éventuel de la subvention totale.

Art. 18. Les États ne se réservent un droit de participation aux résultats financiers de l'entreprise que dans le cas où le dividende à répartir sur les actions dépasserait le 7 %. Dans ce cas la moitié de l'excédant serait partagée à titre d'intérêt entre les États subventionnants, dans la proportion de leurs subsides.

Art. 19. Les subsides seront mis à la disposition du Gouvernement fédéral suisse, d'après les prescriptions de l'art. 17 ci-dessus. Ce Gouvernement fera parvenir ces subsides en même temps que ceux de la Suisse à la Compagnie, avec laquelle il aura à s'entendre sur la construction et l'exploitation du chemin de fer du St. Gothard.

Relativement à la participation des États au subside de 85 millions mentionné à l'art. 16, les Délégations font les déclarations suivantes:

L'Allemagne du Nord. »La mission des délégués de la Confédération de l'Allemagne du Nord était d'étudier sous toutes ses faces la possibilité de réaliser le projet du St. Gothard et de rapporter une idée exacte quant aux fonds sur lesquels on pourrait compter de la part des États les plus intéressés à cette entreprise.

»C'est basé sur ce rapport que le Chancelier de la Confédération, M. le comte de Bismark, se proposerait de porter les actes provisoirement stipulés par la haute Conférence à la connaissance et à la décision du Conseil fédéral et de la Diète de l'Allemagne du Nord. Du reste, les délégués de la Confédération du Nord doivent mentionner ici le fait que toute subvention à fournir de sa part ne pourrait être destinée qu'à l'établissement du chemin de fer du St. Gothard, à l'exclusion de tout autre passage par les Alpes.«

La Délégation badoise déclare que le Gouvernement grand-ducal, après avoir déjà porté à la connaissance du Gouvernement suisse, par une note officielle datée du 5 Avril dernier, que ce serait au passage du St. Gothard seul qu'il serait en état de fournir des subsides, et considérant le résultat final des Conférences internationales, est disposé à participer à la subvention de 85 millions de francs à fournir à l'entreprise du chemin de fer du St. Gothard par la somme de trois millions de francs, le consentement des États du Grand-Duché restant réservé.

L'Italie concourra à l'oeuvre du St. Gothard pour une somme de 45 millions de francs. Elle prend en outre l'engagement de faire les raccordements nécessaires entre Chiasso et Camerlata, comme aussi entre la frontière suisse, sur la rive gauche du lac Majeur, et un point à son choix du réseau italien.

La Délégation suisse déclare que la Suisse fournira un subside de 20 millions de francs.

Le Royaume de Wurtemberg. »En décidant de prendre part aux travaux de la Conférence internationale, le Gouvernement du Wurtemberg est parti de la supposition que, relativement au trafic entre le Wurtemberg et l'Allemagne d'une part, et l'Italie (par le St. Gothard) de l'autre, on reconnaîtrait le principe de l'acheminement sur les lignes les plus courtes.

»Comme cet espoir ne s'est pas réalisé dans les négociations qui ont eu lieu jusqu'à présent, le Wurtemberg doit faire dé-

pendre d'une entente ultérieure avec Bade sur leurs rapports réciproques de concurrence pour le service des transports entre l'Allemagne et l'Italie la question d'une subvention à accorder à l'entreprise du St. Gothard en général et la question plus spéciale du chiffre de cette subvention.

»Dans ce sens, les représentants du Wurtemberg ne peuvent qu'en référer à leur Gouvernement sur toute proposition relative aux subventions.«

Fait à Berne, le 13 Octobre 1869.

de Röder. *Welti.*
F. de Dusch. *Schenk.*
Zimmer. *Dubs.*
Melegari. *Baron d'Ow.*
Correnti. *L. de Klein.*
Biglia.

En foi de quoi le présent acte est muni du sceau du Conseil fédéral suisse.

Fait à Berne, le 13 Octobre 1869.

Le Secrétaire des Conférences:
Roth.

19.

Protocole spécial relatif à la représentation des Cantons suisses dans l'assemblée générale de la Société du chemin de fer du St. Gothard; signé à Berne, le 13 octobre 1869, par la Conférence internationale entre la Confédération de l'Allemagne du Nord, le Grand-Duché de Bade, l'Italie, la Suisse et le Wurtemberg.

Les soussignés, désirant préciser la position des Cantons suisses vis-à-vis de la Société qui sera chargée de la construction et de l'exploitation du chemin de fer par le St. Gothard, constatent que les Délégués des cinq États sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes:

»Les Cantons pourront être représentés dans l'Assemblée générale de la Société en proportion de l'importance de leur position vis-à-vis de l'entreprise.

»Leur représentation ne pourra jamais dépasser un sixième de la totalité des voix effectivement représentées dans une assemblée d'actionnaires.«

Fait à Berne, le 13 Octobre 1869.

de Röder.	*Biglia.*
F. de Dusch.	*Welti.*
Zimmer.	*Schenk.*
Melegari.	*Dubs.*
Baron d'Ow.	

En foi de quoi le présent acte est muni du sceau du Conseil fédéral suisse.

Berne, le 18 Octobre 1869.

Le Secrétaire des Conférences,
Roth.

20.

Convention entre l'Italie et la Suisse pour la construction et pour la subvention d'un chemin de fer par le St. Gothard; signée à Berne, le 15 octobre 1869.)*

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, pénétrés de la nécessité de réunir leurs efforts pour vaincre les difficultés que les Alpes opposent à la jonction des chemins de fer de l'Europe centrale avec ceux de la Péninsule italienne, et convaincus que pour atteindre ce but il est opportun de s'engager réciproquement par une Convention particulière sur les bases arrêtées à cet égard le 13 Octobre 1869 dans le

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 31 octobre 1871.

Protocole final de la Conférence des États réunis à Berne pour s'entendre sur les moyens d'exécuter la ligne du St. Gothard, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Monsieur le Chevalier Louis Amédée Melegari, Chevalier Grand-Croix, décoré du Grand Cordon de Son ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., etc., Sénateur du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse,

et

le Conseil fédéral de la Confédération suisse,

Monsieur Emile Welti, Président de la Confédération,

Monsieur Charles Schenk, Conseiller fédéral, chef du Département fédéral de l'Intérieur,

Monsieur Jacques Dubs, Conseiller fédéral, chef du Département fédéral des Postes;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. L'Italie et la Suisse s'unissent pour assurer la jonction entre les chemins de fer allemands et les chemins de fer italiens par le moyen d'un chemin de fer suisse à travers le St. Gothard.

Le réseau du St. Gothard à construire pour atteindre ce but comprend les lignes suivantes:

Lucerne-Kussnacht-Immensee-Goldau,
Zoug-St-Adrien-Goldau,
Goldau-Fluelen-Biasca-Bellinzone,
Bellinzone-Lugano-Chiasso,
Bellinzone-Magadino-Frontière italienne vers Luino,
avec embranchement sur Locarno.

Ce réseau aura une longueur d'environ 263 kilomètres.

Dans le but de faciliter l'exécution de ces lignes, les parties contractantes accorderont en commun une subvention à la société qui se formera pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du St. Gothard.

Dans l'organisation de cette Société, le Conseil fédéral prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution

de l'entreprise et de tous les engagements mentionnés dans la présente convention. A cet effet, les statuts de la Société devront être soumis à l'approbation du Gouvernement fédéral.

Art. 2. Pour que le chemin de fer du St. Gothard puisse remplir les conditions d'une grande ligne internationale, il ne doit pas, à son point culminant, avoir plus de 1162½ mètres de hauteur au-dessus du niveau de la mer; le rayon minimum des courbes ne devra pas être inférieur à 300 mètres et le maximum des pentes ne devra pas excéder 25 ‰. Pour le cas où il serait nécessaire de dépasser le 25 ‰ entre Biasca et Lavorgo, on demandera à cet effet l'autorisation du Conseil fédéral, qui, sur ce tronçon, pourra accorder une augmentation jusqu'à 26 ‰.

Le tunnel à construire entre Gœschenen et Airolo devra être établi en ligne droite.

La ligne de Fluelen à Biasca sera construite à double voie. Sur le reste de la ligne Goldau-Bellinzone les tunnels seront construits pour une double voie, mais les travaux d'art et de terrassements pourront être exécutés pour une seule voie.

Toutes les autres lignes pourront être établies pour une simple voie.

Art. 3. Les lignes de réseau du St. Gothard seront construites dans l'ordre suivant, et la durée de la construction est pour chacune d'elles fixée comme suit:

Les lignes de Biasca au Lac Majeur et de Lugano à Chiasso devront être achevées 3 ans après la constitution de la société.

L'Italie s'engage à ce que pour la même époque le tronçon de raccordement de Chiasso à Camerlata soit construit et mis en exploitation.

Les travaux sur les autres lignes du réseau devront être entrepris en temps nécessaire pour qu'ils puissent être achevés et que ces lignes soient ouvertes simultanément avec la grande galerie de Gœschenen à Airolo.

Les lignes dont la construction est supposée de 2½ années sont les suivantes:

Lucerne-Kussnacht-Goldau,
Zoug-St-Adrien-Goldau,
Biasca-Bellinzone,
Lugano-Chiasso,

Bellinzone-Frontière suisse (Luino), avec embranchement sur Locarno.

Les lignes dont la construction est supposée de $4^1/_2$ années sont les suivantes:

Goldau-Fluelen,
Fluelen-Gœschenen,
Airolo-Biasca,
Bellinzone-Lugano.

La durée de la construction du tunnel à établir entre Gœschenen et Airolo est présumée être de 9 années. Le commencement des travaux sera fixé par le Conseil fédéral.

Art. 4. La Confédération suisse pourvoira à ce que, par un passage sur le Rhin près de Bâle, le chemin de fer Central suisse soit relié au réseau du Grand-Duché de Bade.

L'Italie construira un chemin de fer sur la rive gauche du Lac Majeur, rejoignant le chemin suisse sur la frontière près de Pino à un des points du réseau italien situé sur la route directe de Gènes.

Les parties contractantes s'engagent d'une manière générale à faire leur possible pour que les lignes d'accès au réseau du St. Gothard soient corrigées dans le sens d'un raccourcissement, et en particulier la Confédération s'engage à faire ses efforts pour obtenir la construction d'un tronçon qui permette d'éviter le détour sur la station d'Altstätten.

Au cas où cette ligne de raccourcissement ne serait pas construite au moment de la mise en exploitation de la ligne du St. Gothard, il serait procédé à une réduction équivalente du tarif des transports.

Art. 5. La Suisse s'engage à ce que toutes les parties de la ligne telles qu'elles doivent être construites soient livrées le plus tôt possible à l'exploitation lorsqu'elles seront terminées.

Dès que toute la ligne sera achevée, le service de l'exploitation en devra être organisé. Pour garantir la conformité de l'organisation de l'exploitation avec les dispositions de la présente convention, cette organisation devra être soumise à l'approbation du Conseil fédéral.

Art. 6. Les cas de force majeure réservés, l'exploitation du chemin de fer du St. Gothard devra être assurée contre toute interruption et elle devra dans

toutes ses parties répondre à ce qu'on est en droit d'exiger d'une grande ligne internationale.

Toutefois la Suisse se réserve de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la neutralité et pour la défense du pays.

Art. 7. Les hautes parties contractantes feront leurs efforts pour faciliter le plus possible, en vue de l'intérêt commun, le trafic entre l'Allemagne et l'Italie, et à cet effet elles chercheront à provoquer sur le chemin de fer du St. Gothard le transport des personnes, des marchandises et des objets postaux le plus régulier, le plus commode, le plus rapide et le meilleur marché possible.

La Compagnie du chemin de fer du St. Gothard organisera, avec les chemins de fer des États subventionnants, sur la demande des administrations de ces chemins de fer, un service direct (cumulatif), pour le transit sur le St. Gothard.

La Suisse s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que les trains soient organisés de telle manière qu'autant que possible ils coïncident sans interruption avec les chemins de fer de l'Allemagne et de l'Italie.

Elle s'engage aussi à faire établir sur la ligne du St. Gothard en été au moins trois trains de voyageurs par jour dans les deux directions et en hiver au moins deux. Ces trains chemineront sans interruption et l'un d'eux sera un train express.

Art. 8. Pour ce qui concerne le trafic transitant d'Allemagne en Italie et vice versâ on a fixé comme suit les taxes maximales de transport:

Voyageurs:

Ire classe 50 centimes par lieue suisse; IIme classe 35 centimes, et IIIme classe 25 centimes. Toutefois, pour les parties de la ligne ayant une pente de 15 ‰ et plus, l'entreprise du St. Gothard pourra exiger une surtaxe de 50 %.

Marchandises:

Grande vitesse: 45 centimes par tonne et par kilomètre, sans aucun supplément de taxe.

Petite vitesse: 1° pour les matières brutes, telles que le charbon, le coke, le minerai, les terres, les engrais,

le soufre, les pierres, le bois etc., de même que pour le fer et les marchandises brutes en fer, en tant que ces objets sont expédiés en wagons complets, la taxe ne pourra excéder 5 centimes par tonne et par kilomètre, avec une surtaxe de 3 centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne qui offrent des pentes de 15 ‰ et au-dessus.

2° Pour toutes les autres marchandises, la taxe ne pourra excéder 14½ centimes par tonne et par kilomètre, ou 19½ centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne ayant des pentes de 15 ‰ et au-dessus, tout autre supplément de taxe étant exclu.

Art. 9. Quand l'intérêt du capital-actions excédera le 9 %, la Compagnie sera tenue de procéder à la réduction des taxes, et en première ligne à celle des surtaxes.

Art. 10. La Société du chemin de fer du St. Gothard est tenue de faire jouir, pour le transport des personnes et des marchandises d'Italie, pour l'Italie et à travers l'Italie, les chemins de fer des États subventionnants au moins des mêmes avantages et des mêmes facilités qu'elle aura accordés soit à d'autres chemins de fer en dehors de la Suisse, soit à des parties et à des stations quelconques de ces chemins de fer, soit enfin aux stations frontières suisses. Elle ne peut entrer dans aucune combinaison avec d'autres chemins de fer suisses par laquelle ce principe se trouverait violé.

En particulier, les réductions de tarifs que voudrait accorder le chemin de fer du St. Gothard en vue d'activer le trafic pour l'Italie, de l'Italie et à travers l'Italie devront, avant leur mise en vigueur, être communiquées à temps aux Gouvernements des Etats subventionnants, et, sur leur demande, les réductions de tarifs dont il s'agit devront être accordées à partir de la même époque pour les chemins de fer et les districts concurrents.

Art. 11. La Confédération suisse prendra l'engagement général de faire exécuter les prescriptions de la présente convention relatives à la construction du chemin de fer du St. Gothard.

En particulier, elle devra exiger de la Société un cautionnement correspondant d'une manière suffisante aux obligations contractées par elle. Ce cautionnement consistera en un dépôt d'espèces ou de bonnes valeurs et il ne sera restitué que lorsque la Société aura rempli

ses obligations ou qu'elle aura fourni les garanties nécessaires sous une autre forme.

Le Conseil fédéral prononcera sur toutes les questions qui ont trait à la construction de la grande galerie.

Il s'engage à présenter aux États subventionnants des rapports périodiques sur la marche et l'état des travaux, de même que sur le résultat de l'exploitation.

Art. 12. Chacun des États subventionnants aura le droit de prendre, sur les lieux, connaissance de l'état des travaux après avoir désigné au Gouvernement suisse les personnes qu'il chargera de cette inspection.

Chaque année à une époque déterminée on procédera à la vérification des travaux des deux grandes galeries du St. Gothard et du Monte-Cenere. Le Conseil fédéral invitera les États subventionnants à envoyer des délégués pour assister à cette opération; un procès-verbal sera dressé et signé par les délégués présents.

Art. 13. S'il existe dans les concessions cantonales des dispositions contraires à celles de la présente convention ces dispositions s'entendront abrogées par la publication de la dite convention.

Si un Canton suisse entravait d'une manière quelconque l'établissement ou l'exploitation de la ligne du St. Gothard, la Confédération évoquerait à elle l'affaire et prendrait l'initiative des mesures nécessaires.

Art. 14. La Société peut être actionnée à son siége social.

S'il survient des contestations en matière de droit civil entre la Confédération et l'entreprise du St. Gothard, elles seront réglées par le Tribunal fédéral.

Art. 15. Au cas où la concession du chemin du St. Gothard viendrait à être transmise à une autre société, cette transmission devra être approuvée par le Conseil fédéral, qui prend l'engagement de pourvoir à ce que toutes les stipulations de la présente convention restent entièrement en vigueur.

Dans le cas où une fusion viendrait plus tard à être opérée entre des chemins de fer suisses et le chemin de fer du St. Gothard, ou si la Société du St. Gothard construisait de nouvelles lignes, les obligations incombant à cette dernière passeraient à l'entreprise plus étendue, en tant qu'elles se rapportent à l'exploitation.

Art. 16. Les hautes parties contractantes sont tombées d'accord pour fixer, d'après le Protocole final de la Con-

férence de Berne, à la somme de quatre-vingt-cinq millions de francs le chiffre de la subvention nécessaire pour rendre possible l'établissement du chemin de fer par le St. Gothard.

Art. 17. Un tiers des subsides sera payé en neuf annuités égales. Relativement aux paiement des deux autres tiers, les dispositions suivantes feront règle:

a) Pour chaque exercice il sera transmis, en temps opportun, aux États subventionnants, un programme et un devis des travaux à opérer dans la grande galerie du St. Gothard.

b) Le Conseil fédéral fixera l'époque du commencement du premier exercice, et à la fin de chaque exercice il fera connaître aux autres États le montant de la somme qui a été réellement dépensée. Le paiement de cette somme s'effectuera après la vérification des travaux, faite en conformité de l'art. 12. Toutefois ces paiements ne pourront excéder la somme portée au budget de l'exercice.

Le paiement des annuités égales et celui des sommes consacrées chaque année à la construction du tunnel s'effectueront en espèces entre les mains du Gouvernement fédéral un mois après la vérification des travaux de construction du dit tunnel.

On liquidera, lors du dernier versement, le solde éventuel de la subvention totale.

Art. 18. Les États ne se réservent un droit de participation aux résultats financiers de l'entrepise que dans le cas où le dividende à répartir sur les actions dépasserait le 7 %. Dans ce cas la moitié de l'excédant serait partagée à titre d'intérêt entre les États subventionnants, dans la proportion de leurs subsides.

Art. 19. Les subsides seront mis à la disposition du Conseil fédéral suisse, d'après les prescriptions de l'art. 17 ci-dessus. Le Conseil fédéral fera parvenir ces subsides en même temps que ceux de la Suisse à la Compagnie, avec laquelle il aura à s'entendre sur la construction et l'exploitation du chemin de fer du St. Gothard.

Art. 20. La Suisse s'engage à participer pour la somme de vingt millions de francs, et le Royaume d'Italie pour celle de quarante-cinq millions de francs, au total des subsides fixé à l'art. 16 de la présente Convention.

Art. 21. Cette Convention ne sera exécutoire qu'à

partir du jour où, par le concours d'autres États signataires du Protocole final de la Conférence de Berne, le total des subsides aura atteint la somme de quatre-vingt-cinq millions de francs.

Si dans le délai de six mois à partir du premier novembre prochain cette condition ne se trouve pas remplie, la présente Convention sera regardée comme non avenue.

Art. 22. Les Gouvernements des deux États inviteront les autres États signataires du Protocol final de la Conférence de Berne, du 13 octobre 1869, à adhérer à la présente Convention, conclue à la suite des déclarations faites par leurs représentants dans le sein de la Conférence et en conformité des dispositions arrêtées dans le dit Protocole final.

Art. 23. La présente Convention sera ratifiée dès que l'Assemblée fédérale et le Parlement italien l'auront approuvée, et les ratifications en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne en double expédition, le quinze Octobre mil-huit-cent-soixante-neuf.

Welti. *Melegari.*
Schenk.
Dubs.

21.

Articles additionnels à la Convention conclue, le 15 octobre 1869, entre l'Italie et la Suisse, pour la construction et pour la subvention d'un chemin de fer par le St. Gothard; signés à Berne, le 26 avril 1870.

Dans le but de laisser aux États signataires du protocole final de la conférence internationale de Berne, le

temps nécessaire pour se mettre en mesure d'accéder à la convention conclue entre l'Italie et la Suisse, les plénipotentiaires soussignés, à cela dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. Le délai fixé à l'alinéa de l'art. 21 de la convention signée le 15 octobre 1869, est prorogé jusqu'au 31 juillet prochain.

Art. 2. Les hautes parties contractantes s'engagent à prévenir de cette prorogation les gouvernements à qui elles ont adressé l'invitation d'adhérer à ladite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne, en double original, le 26 avril 1870.

Le plénipotentiaire italien :
Melegari.

Les plénipotentiaires suisses :
Dubs. Schenk. Welti.

22.

Convention entre la Confédération de l'Allemagne du Nord, l'Italie et la Suisse concernant le chemin de fer du St. Gothard; signée à Berlin et à Varzin, le 20 juin 1870.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le Roi d'Italie, ayant, aux termes du protocole final du 13 octobre 1869, invité Sa Majesté le Roi de Prusse à adhérer, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, à la Convention conclue le 15 octobre 1869 entre la Suisse et l'Italie pour la construction d'un chemin de fer par le St. Gothard, reliant les chemins

de fer allemands et les chemins de fer italiens, et Sa Majesté le Roi de Prusse désirant associer, pour l'accomplissement de cette œuvre, les efforts de l'Allemagne du Nord à ceux de la Suisse et de l'Italie, le Conseil fédéral de la Confédération suisse et leurs Majestés le Roi de Prusse et le Roi d'Italie ont résolu de conclure à cet effet une Convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

le Colonel fédéral Bernard Hammer, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse et près la Confédération de l'Allemagne du Nord;

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Comte Othon Édouard Léopold de Bismarck-Schœnhausen, Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et

Sa Majesté le Roi d'Italie:

le Comte Édouard de Launay, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse et près la Confédération de l'Allemagne du Nord,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. La Confédération de l'Allemagne du Nord accède à la Convention conclue à Berne, le 15 octobre 1869, entre la Suisse et l'Italie, et s'engage à participer pour la somme de dix millions de francs au total des subsides fixé à l'article 16 de la Convention précitée. Ces dix millions de francs comprenant un subside d'un million qui a été voté par l'Administration du chemin de fer rhénan, et un subside d'un million qui a été voté par l'Administration du chemin de fer du Berg et de la Marche, la somme ci-dessus indiquée de dix millions sera réduite du montant des dits subsides attendus de la part des Administrations mentionnées, dans le cas où le vote de ces Administrations ne serait pas ratifié par les assemblées générales respectives.

Art. 2. Les hautes Parties contractantes sont convenues de proroger jusqu'au 31 janvier 1871 le délai fixé à l'article 21 de la Convention du 15 octobre 1869

et qui a été déjà prorogé par les articles additionnels à cette même Convention.

Art. 3. La Confédération de l'Allemagne du Nord s'engage à appuyer les démarches déjà faites par la Suisse et l'Italie en exécution de l'article 22 de la Convention du 15 octobre 1869 et prêtera ses bons offices afin de faire compléter par l'Allemagne le total des subsides, tel qu'il a été prévu par les articles 16 et 20 de la Convention susmentionnée.

Si dans le nouveau délai fixé à l'article 2 ce complément de subsides n'était pas assuré par l'Allemagne, la présente Convention, comme celle du 15 octobre 1869, sera regardée comme non avenue.

Art. 4. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berne en même temps que celles de la Convention du 15 octobre 1869.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin et à Varzin, le 20 juin 1870.

B. Hammer, colonel.
de Bismarck.
Launay.

23.

Acte signé à Berne, le 27 janvier 1871, entre la Confédération de l'Allemagne du Nord, l'Italie et la Suisse, pour proroger le délai fixé par les stipulations antérieures pour la subvention du chemin de fer du St. Gothard.

Les circonstances où se trouve présentement l'Europe ayant empêché qu'une partie des États intéressés à la construction du chemin de fer du St. Gothard et signa-

taires du protocol final de la Conférence qui a déterminé les conditions de la grande voie internationale, aient pu se mettre en mesure d'accéder à la Convention conclue à Berne, le 15 octobre 1869, d'après le dit protocole, entre la Suisse et l'Italie pour régler leur concours respectif à l'exécution de cette entreprise, dans le délai fixé à l'article 21 de cet acte et prorogé par l'article 2 de la Convention signée à Berlin et à Varzin le 20 juin 1870 entre la Suisse, la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Italie, par laquelle la Confédération précitée donnait son adhésion à la dite Convention de Berne, le Conseil fédéral suisse, Sa Majesté le Roi de Prusse pour la Confédération de l'Allemagne du Nord et Sa Majesté le Roi d'Italie, reconnaissant qu'il est opportun de maintenir, par une nouvelle prorogation du délai dernièrement fixé, toute leur force obligatoire aux deux Conventions mentionnées, ont nommé:

Le Conseil fédéral suisse:

Charles Schenk, Président de la Confédération suisse, Émile Welti, Vice-Président du Conseil fédéral et Chef du Département militaire de la Confédération, Jacques Dubs, Conseiller fédéral et Chef du Département fédéral de l'Intérieur;

Sa Majesté le Roi de Prusse:

Le Lieutenant-Général Maximilien Henri de Rœder, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération de l'Allemagne du Nord près la Confédération suisse;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le Chevalier Louis Amédée Melegari, Sénateur du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivantes:

Art. 1er. Le délai fixé à l'alinéa 2 de l'article 21 de la Convention signée à Berne le 15 octobre 1869, et porté, par l'article 2 de la Convention signée à Berlin et à Varzin le 20 juin 1870, au 31 janvier de la présente année, est prorogé au 31 octobre prochain.

Art. 2. Si dans ce terme le subside de quatre-vingt-cinq millions de francs n'est pas assuré à l'entreprise,

les deux Conventions susdites seront considérées comme non avenues.

Art. 3. Les engagements que les hautes Parties contractantes ont pris par l'article 3 de la Convention de Berlin et Varzin sont renouvelés.

Art. 4. Le présent acte sera ratifié et les ratifications seront échangées à Berne en même temps que celles de la Convention du 15 octobre 1869.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne en triple original le 27 janvier de l'année 1871.

Schenk. *von Ræder.*
Welti. *Melegari.*
Dubs.

24.

Convention entre l'Allemagne, l'Italie et la Suisse pour la construction et pour la subvention d'un chemin de fer par le St. Gothard; signée à Berlin, le 28 octobre 1871.)*

Le délai fixé pour l'échange des ratifications de la Convention, signée à Varzin et à Berlin le 20 Juin 1870 et concernant l'accession de la Confédération de l'Allemagne du Nord à la Convention conclue le 15 Octobre 1869 entre l'Italie et la Suisse pour la construction d'un

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 31 octobre 1871.

chemin de fer par le St. Gothard, reliant les chemins de fer allemands et les chemins de fer italiens, ayant été prorogé jusqu'au 31 Octobre courant par l'acte signé à Berne le 27 Janvier dernier, et l'Empire Allemand ayant résolu de compléter le total des subsides fixé à l'article 16 de la Convention du 15 Octobre 1869 en se subrogeant en même temps aux engagements contractés par la Confédération de l'Allemagne du Nord en vertu de la Convention précitée du 20 Juin 1870,

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse ont résolu de conclure une Convention répondant à cet état des choses et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne:

le Prince Othon Édouard Léopold de Bismarck-Schœnhausen, Chancelier de l'Empire Allemand,

Sa Majesté le Roi d'Italie:

le Comte Édouard de Launay, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne

et

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse:

le Colonel fédéral Bernard Hammer, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants, destinés à remplacer la Convention du 20 Juin 1870:

Art. 1er. L'Empire Allemand accède à la Convention conclue à Berne, le 15 Octobre 1869, entre l'Italie et la Suisse, et s'engage à participer pour la somme de vingt millions de francs au total des subsides fixé à l'article 16 de la Convention précitée.

Art. 2. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berne le 31 Octobre courant.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 28 Octobre 1871.

v. Bismarck.
Launay.
Hammer, Oberst.

25.

Traité de navigation entre la Prusse et la Belgique, suivi d'un protocole; signé à Berlin, le 28 mars 1863.)*

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Prusse
et
Sa Majesté le Roi des Belges,

animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre la Prusse et la Belgique, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse

M. Otto Édouard Léopold de Bismarck-Schœnhausen, Son Président du conseil et Ministre des affaires étrangères,

M. Jean Frédéric de Pommer-Esche, Son Directeur-général des contributions et des douanes,

M. Alexandre Maximilien Philipsborn, Son Conseiller intime actuel de légation,

M. Martin Frédéric Rodolphe Delbrück, Son

---

*) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées à Berlin.

Directeur au Ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics,

et

Sa Majesté le Roi des Belges

le Baron Jean Baptiste Nothomb, Son Ministre d'État, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. La marine marchande de l'une des Hautes Parties contractantes continuera à être assimilée dans les territoires de l'autre, sous tous rapports quelconques, à la marine marchande nationale.

Il n'est fait exception à cette égalité parfaite qu'en ce qui concerne les avantages dont la pêche nationale est ou pourrait être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

Art. 2. La nationalité des navires sera admise de part et d'autre d'après les lois et règlements particuliers à chaque Partie, au moyen des documents délivrés par les autorités compétentes, aux capitaines, patrons et bateliers.

Art. 3. Les stipulations qui précèdent s'appliquent à la navigation de toutes les voies d'eau navigables, appartenant aux Hautes Parties contractantes, soit naturelles, soit artificielles.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans les ports et places de commerce de l'autre des consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'Elles jugeront convenable d'en excepter généralement. Ces consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consusulaires ainsi que leurs chanceliers, jouiront à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où ils voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. 5. Les dits consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des Hautes Parties

contractantes résidant dans les États de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord des dits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges, ou fonctionnaires compétents et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage, ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie ou un extrait des dites pièces, dûment certifié par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie du dit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée la remise ne pourra leur être refusée.

Les dits déserteurs lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des dits consuls-généraux, consuls, vice-consuls, ou agents consulaires et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités lesquels, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou les renverront dans le pays des dits agents sur un navire de la même ou de tout autre nation ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique à la réquisition et aux frais des agents précités qui devront, à cet effet, s'adresser aux autorités compétentes.

Si dans les deux mois à compter du jour de leur arrestation, les déserteurs n'étaient pas réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent ou s'ils n'étaient pas rapatriés par la voie de terre ou de mer, de même si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, les dits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis en outre quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres

individus faisant partie de l'équipage, s'ils sont nationaux, sont dans tous les cas exceptés des stipulations du présent article.

Art. 6. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés ou échoués sur les côtes de Prusse, seront dirigées par les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de Belgique et réciproquement les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de Prusse dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de Belgique.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les territoires des Hautes Parties contractantes pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls, vice-consuls ou agents consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 7. Les Hautes Parties contractantes n'accorderont aucun privilège, faveur ou immunité, concernant la navigation, à un autre État qui ne soit aussi et à l'instant étendu à Leurs sujets respectifs.

Art. 8. Le pavillon Prussien continuera à jouir en Belgique du remboursement du péage de l'Escaut tant que le pavillon Belge en jouira lui-même.

Art. 9. A partir, au plus tard, du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général:

1° Le droit de tonnage prélevé dans les ports belges cessera d'être perçu;

2° Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut en tant qu'il dépendra de la Belgique seront réduits:

de 20 % pour les navires à voiles,
de 25 % pour les navires remorqués,
de 30 % pour les navires à vapeur;

3° Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera dans son ensemble dégrevé.

Art. 10. Le droit d'accession au présent traité est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la Belgique.

Art. 11. Le présent traité restera en vigueur pendant une période de douze années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la dite période, Son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 12. Le présent traité entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

Les ratifications seront échangées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin le 28 Mars 1863.

Bismarck-Schœnhausen. *Nothomb.*
Pommer-Esche.
Philipsborn.
Delbrück.

Protocole.

En procédant à la signature du traité de navigation conclu à la date de ce jour entre la Prusse et la Belgique, les Plénipotentiaires soussignés de Sa Majesté le Roi de Prusse et de Sa Majesté le Roi des Belges sont convenus de ce qui suit:

§ 1er. Les Gouvernements de Sa Majesté le Roi de Prusse et de Sa Majesté le Roi des Belges désirant garantir au commerce réciproque des deux pays le régime de la nation la plus favorisée, entreront en négociations pour conclure sur cette base un traité de commerce, destiné à régler d'une manière générale et définitive leurs relations commerciales. Provisoirement et aussi longtemps que la Prusse, sans préjudice des traités en cours d'exécution, fera jouir les marchandises originaires de la Belgique du régime des produits de la nation la plus favorisée, la Belgique appliquera aux marchandises originaires de la Prusse et des autres États allemands unis avec elle en matière de douanes et de

commerce ou destinées pour ces États le régime dont jouissent ou jouiraient, suivant le traité du 23 juillet 1862, les marchandises originaires de la Grande-Bretagne ou destinées pour ce pays. Cette application, y compris les vins, se fera dix jours après l'échange des ratifications du traité de navigation. En sera seule exceptée la tarification nouvelle des drilles et chiffons de toute espèce, de la pâte à papier et des vieux cordages, goudronnés ou non.

En tant qu'un régime de faveur serait constitué par la stipulation précédente pour de certaines marchandises, originaires de la Prusse ou des États de ses coassociés, l'importateur en devra justifier l'origine en présentant à la douane Belge soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau compétent, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires Belges qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

§ 2. En considération des propositions faites par la Belgique pour régler d'un commun accord la capitalisation du péage de l'Escaut, la Prusse consentirait à contribuer à cette capitalisation sous les conditions suivantes.

A. Le capital n'excéderait pas une somme de 36 millions de francs.

B. La Belgique prendrait à sa charge le tiers de ce capital.

C. Le reste serait reparti entre les autres États dans la proportion de leur navigation dans l'Escaut.

D. La quote-part de la Prusse, devant être fixée d'après cette règle, ne pourrait s'élever au-dessus d'une somme de 1,670,640 francs.

E. Le payement de la dite quote-part serait effectué en deux termes égaux, dont le premier sera échu le jour même où le péage cessera d'être perçu et le second douze mois plus tard.

Les conditions ci-dessus énoncées pour la capitalisation du péage de l'Escaut seront insérées dans un traité général qui sera arrêté par une conférence des États maritimes intéressés, conférence dans laquelle la Prusse sera représentée.

§ 3. Dans le but de mettre un terme aux inconvénients de diverse nature qui résultent pour le commerce et pour la navigation comme pour les gouvernements de la diversité des systèmes de jaugeage actuellement usités, les deux parties contractantes inviteront les États maritimes à se concerter pour arrêter une formule de jaugeage des navires de mer qui servirait de règle universelle.

§ 4. Moyennant un simple acte d'accession de la part du gouvernement de S. M. le Roi des Belges, la convention relative au service international des chemins de fer dans ses rapports avec la douane, signée à Berlin le 2 Août 1862, sera à la suite de sa mise à exécution, également appliquée à la Belgique.

§ 5. L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent protocole et dans le traité et la convention de ce jour

est expressément subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles des deux pays. Les deux gouvernements s'obligent d'en provoquer l'application dans le plus bref délai possible.

§ 6. Le présent protocole aura la même force et valeur que s'il faisait partie d'un traité et il sera compris dans la ratification du traité de navigation de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double expédition.

Fait à Berlin le 28 Mars 1863.

Bismarck-Schœnhausen. *Nothomb.*
Pommer-Esche.
Philipsborn.
Delbrück.

26.

Traité de navigation entre la Prusse et la Grande-Bretagne; signé à Gastein, le 16 août 1865.)*

Texte anglais.

His Majesty The King of Prussia, on the one part,
and
Her Majesty The Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, on the other part;

being equally animated by the desire to develope the stipulations relative to the reciprocal treatment of Navigation now in force under the treaties concluded between them on the 2nd of April 1824 and the 2nd of March 1841 upon the basis of the alterations in their Navigation laws which have since taken place have entered into negotiation for that purpose and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

---

*) En allemand et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 24 février 1866.

His Majesty the King of Prussia:

M. Otto Eduard Leopold von Bismarck-Schœnhausen, President of His Ministry of State and Minister of foreign affairs,

and

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland:

the Right Honorable Francis Baron Napier of Merchiston, a Peer of Scotland, a baronet of Nova Scotia, a Member of Her Britannic Majesty's Privy Council, Her Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty The King of Prussia etc.,

who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. 1. British ships and their cargoes shall in Prussia and Prussian ships and their cargoes shall in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, from whatever place arriving and whatever may be their place of destination, and whatever may be the place of origin or destination of their cargoes, be treated in every respect as national ships and their cargoes.

It is however agreed that the preceding stipulation shall not affect the rights connected with Fishery belonging exclusively to the subjects of either country within their respective marine territorial limits, nor the local immunities enjoyed in Great Britain not by British subjects generally but only by certain privileged classes in certain ports.

Every favour or exemption which either of the Contracting Parties shall grant in these respects to any other Power shall be immediately and unconditionally extended to the other Party.

Art. 2. The stipulations contained in the preceding Article are also to be applied to the Colonies and foreign Possessions to Her Britannic Majesty, as well as to the ships and cargoes of the same; but as regards the Coasting Trade only in those Colonies and foreign Possessions the Coasting Trade of which shall have been or shall be hereafter opened to foreign ships in conformity with the Acts of Parliament which govern this matter.

Art. 3. If any ship of war or merchant vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, the same aid and assistance shall be rendered to it as to a national vessel, and in such case no other expenses shall be paid by the owners or their agents and representatives for the preservation of the property than would be payable in the like case of a wreck of a national vessel. In case the Master of a Merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expenses, no impediment shall be opposed by the authorities, the Master being bound, however, to conform to the existing regulations and tariffs.

The goods and merchandise saved from the wreck shall be exempt from all duties of customs unless cleared for consumption.

The respective Consuls General, Consuls, Vice Consuls and Consular Agents shall, if the owner or Master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorised to interpose in order to afford the necessary assistance to those concerned.

Art. 4. The Consuls General, Consuls, Vice Consuls and Consular Agents of each of the Contracting Parties residing in the Dominions and Possessions of the other shall receive from the local Authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective Countries.

Art. 5. The right of acceding to the present Treaty is reserved to every state now belonging to or which may hereafter join the Zollverein.

Art. 6. The present Treaty shall have the same duration as the Treaty of Commerce signed on the 30th of May in the current year between the Zollverein and Great Britain.

It shall come into force four weeks after the exchange of the ratifications thereof.

Art. 7. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Berlin in six months, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Gastein the sixteenth day of August in the year of Our Lord one thousand eight hundred and sixty five.

v. Bismarck. *Napier.*

27.

Traité de navigation entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Italie, suivi d'un protocole; signé à Florence, le 14 octobre 1867.)*

Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, d'une part,

et

Sa Majesté le Roi d'Italie, d'autre part

animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations maritimes et commerciales entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Italie, ont résolu de conclure une convention, et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

Son Excellence Charles George Louis Guido Comte de Usedom, Son Chambellan et Conseiller intime actuel, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie, et Membre de la Chambre des États de Prusse, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de I[ère] classe, et Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, etc. etc.;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Chevalier Urbain Rattazzi, Chevalier de l'Ordre Suprême de la Très-Sainte Annonciade, etc. etc., Président du Conseil des Ministres, Son Ministre Secrétaire d'État pour les

---

*) Les ratifications ont été échangées à Florence, le 24 octobre 1867. Ont accédé à ce Traité: le Grand-Duché de Bade le 17 décembre 1867, le Wurtemberg le 17 janvier 1868, la Bavière le 24 février 1868, et le Grand-Duché de Hesse le 30 janvier 1869.

affaires de l'Intérieur, Chargé du portefeuille du Ministère des Finances, Député au Parlement National, etc. etc.,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Art. Ier. Les navires allemands qui entreront chargés ou sur lest dans les ports d'Italie ou qui en sortiront, et les navires italiens qui entreront chargés ou sur lest dans les ports de la Confédération ou qui en sortiront, quelque soit le lieu de leur provenance ou de leur destination, ne payeront dans ces ports, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de quarantaine, de port, de phare, ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, que ceux dont y sont ou seront passibles les navires nationaux venant des mêmes lieux et ayant la même destination.

Art. II. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux de l'une des Hautes Parties contractantes aucun privilége, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Hautes Parties contractantes étant, que sous ce rapport aussi leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. III. La nationalité des navires sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque partie, au moyen des documents, délivrés par les Autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

La perception des droits de navigation se fera respectivement, au choix du capitaine, soit d'après le mode de jaugeage usité dans le port où se trouve le navire, soit d'après le chiffre de tonnage inscrit sur les documents susmentionnés. A cet effet les Hautes Parties contractantes conviendront d'une base fixe pour la con-

version du tonneau de jauge italien en lest allemand et vice-versa, et cette base, ainsi arrêtée, servira réciproquement de règle pour les droits de navigation à prélever dans les ports respectifs.

Art. IV. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports des deux Parties par des navires de l'une ou de l'autre Puissance, pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants-cause, le tout sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres charges de même nature plus fortes que celles auxquelles sont ou seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. V. Les marchandises de toute nature, importées de quelque lieu que ce soit dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par les navires de l'autre, y jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques et ne payeront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, et ne seront assujetties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Art. VI. Les marchandises de toute nature, exportées des États de l'une des Hautes Parties contractantes par les navires de l'autre pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toute prime ou restitution de droits et autres faveurs qui sont ou seront accordées par chacune des deux Parties à la navigation nationale.

Art. VII. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes entrant dans un des ports de l'autre et qui n'y voudraient que compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des États respectifs,

conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. VIII. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes entrant en relâche forcée dans l'un des ports de l'autre, n'y payeront soit pour le navire soit pour son chargement que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas, et y jouiront des mêmes faveurs et immunités, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce et qu'ils ne séjournent pas dans le port plus longtemps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche. Les déchargements et rechargements motivés par le besoin de réparer les bâtiments ne seront point considérés comme opération de commerce.

Art. IX. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans les ports et places de commerce de l'autre des Consuls-généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents-consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenables d'en excepter généralement. Ces Consuls-généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents ainsi que leurs Chanceliers jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes priviléges, pouvoirs et exemptions, dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où ils voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. X. Les dits Consuls-généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents-consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes résidant dans les États de l'autre recevront des Autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord des dits bâtiments.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie ou extrait des dites pièces, dûment certifié par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie du dit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée la remise ne pourra leur être refusée.

Les dits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des dits Consuls-généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents-consulaires et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités lesquels, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent ou les renverront dans les pays des dits agents sur un navire de la même ou de toute autre nation ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique à la réquisition et aux frais des agents précités qui devront, à cet effet, s'adresser aux Autorités compétentes.

Si dans les deux mois à compter du jour de leur arrestation, les déserteurs n'étaient pas réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou s'ils n'étaient pas rapatriés par la voie de terre ou de mer, de même si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, les dits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis en outre quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les Autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. XI. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et

immunités que la législation de chacun des États respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Toutefois les Consuls ou Agents-consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires échoués ou naufragés à la côte. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants-cause, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareils cas.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XII. Les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilége, faveur ou imminuté concernant la navigation à aucun autre État qui ne soit aussi de plein droit et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs.

Art. XIII. Le droit d'accession à la presente convention est réservé à tout État pui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclaration entre les États contractants et l'Italie.

Art. XIV. La présente convention entrera en vigueur le 1er Janvier 1868.

Elle aura la même durée que le traité de commerce conclu entre le Zollverein et l'Italie le 31 Décembre 1865.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Florence dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Florence le 14 du mois d'Octobre de l'année 1867.

Usedom. *U. Rattazzi.*

Protocole.

En procédant à la signature de la convention de navigation conclue sous la date d'aujourd'hui entre la Confédération de

l'Allemagne du Nord et l'Italie, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés par leurs Gouvernements, déclarent:

1° Qu'en tant que continueront à exister des Consuls particuliers des États composant la Confédération de l'Allemagne du Nord, leur seront également appliquées les dispositions des Art. IX. et suivants de la susdite convention de navigation, touchant les attributions, immunités et priviléges des Consuls et Agents-consulaires respectifs.

2° Que les stipulations insérées dans le traité de commerce conclu entre l'Italie et le Zollverein le 31 Décembre 1865 seront indistinctement appliquables, à partir de l'époque où la convention de navigation entrera en vigueur, à tous les États composant la Confédération de l'Allemagne du Nord, qu'ils fassent ou non partie de l'Association douanière allemande.

3° Que par conséquent à partir de la même époque cesseront d'avoir effet tous les traités et conventions de commerce ou de navigation conclus précédemment entre quelques uns de ces mêmes États et le Gouvernement d'Italie ou de quelques uns des anciens États compris actuellement dans le Royaume Italien.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susdits ont signé le présent protocole qui aura la même force et valeur que la convention de navigation dont il formera un annexe, et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire à Florence le 14 Octobre 1867.

Usedom. *U. Ratazzi.*

28.

Protocole additionnel au Traité de navigation conclu, le 14 octobre 1867, entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Italie); signé à Florence, le 2 octobre 1869.*

L'Article III. du Traité de navigation entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Italie du 14 octobre 1867 ayant réservé aux Hautes Parties contractantes de déterminer ultérieurement le rapport entre le tonneau italien et le last allemand afin de régler la perception des droits de navigation à prélever dans les ports respectifs, et le rapport entre le last allemand et le tonneau français fixé par le protocole du 14 décembre 1864, ayant été accepté de part et d'autre comme base de la réduction du tonneau de jauge italien en allemand et vice-versa:

Les soussignés déclarent au nom de leur Gouvernement respectif d'adopter, en tenant compte de la tolérance, le rapport suivant entre le tonneau italien et le last allemand, savoir:

---

*) Voir No. 27.

{ 1 tonneau italien = 0,60 last allemands,
{ 1 last allemand = 1,50 tonneaux italiens.

Quant aux last de commerce usités dans les provinces du Hanovre et du Schleswig-Holstein, dans le Grand-Duché de Meklenbourg-Schwérin et dans les villes de Brême et de Hambourg, on est convenu de fixer sur la même base les rapports suivants:

1 tonneau italien = 0,40 last de commerce du Hanovre, de Meklenbourg-Schwérin, de Brême et de Hambourg,
1 last de commerce du Hanovre, de Meklenbourg-Schwérin, de Brême et de Hambourg = 2,25 tonneaux italiens,
1 tonneau italien = 0,46 last du Schleswig-Holstein,
1 last de commerce du Schleswig-Holstein = 1,95 tonneaux italiens.

Il est bien entendu toutefois que cet arrangement a un caractère purement provisoire et qu'il cessera d'avoir effet aussitôt qu'on sera parvenu à adopter un système international de jaugeage conforme à celui existant dans la Grande-Bretagne.

En foi de quoi ils ont signé le présent protocole et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Florence le 2 octobre 1869.

Le Chargé d'affaires de la Confédération de l'Allemagne du Nord:
Wesdehlen.

Le président du Conseil des Affaires Étrangères de S. M. le Roi d'Italie:
Menabrea.

29.

Traité conclu entre la Prusse, l'Électorat de Hesse, le Grand-Duché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen et les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt, de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss branche aînée et de Reuss branche cadette, pour la prorogation de l'association de douanes et de commerce de Thuringe; signé à Berlin, le 27 juin 1864.)*

Die bei dem Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine betheiligten Souveraine, gleichmässig von dem Wunsche geleitet, die Fortdauer dieses Vereins und dadurch die

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 15 août 1864.

zwischen den zu demselben gehörigen Ländern und Landestheilen bestehende Verkehrsfreiheit und Zollgemeinschaft auch für die Zukunft sicher zu stellen, sowie deren Anschluss an einen grössern Zollverband zu erleichtern, haben zu diesem Zweck zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren General-Director der Steuern Johann Friedrich von Pommer-Esche,

Allerhöchst Ihren Ministerial-Director Alexander Max Philipsborn

und

Allerhöchst Ihren Ministerial-Director Martin Friedrich Rudolph Delbrück;

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen:

Allerhöchst Ihren Director der Haupt-Staats-Casse Friedrich Theodor Bode;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Meiningen,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Altenburg,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen,

Ihre Durchlaucht die Fürstin-Regentin von Reuss älterer Linie

und

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss jüngerer Linie:

den Grossherzoglich Sächsischen Geheimrath Gustav Thon,

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Der Zoll- und Handels-Verein der Thüringischen Staaten wird vom 1. Januar 1866 ab auf weitere zwölf Jahre, also bis zum 31. December 1877, unter den gegenwärtig an demselben Theil nehmenden Vereinsgliedern fortgesetzt.

Für diesen Zeitraum bleiben daher der Vertrag wegen Errichtung des gedachten Vereins, vom 10. Mai 1833, der Vertrag, die Fortdauer des Thüringischen Zoll- und Handels-Vereins betreffend, vom 26. November 1852, und der Vertrag wegen Beitritts des Kurfürstenthums

Hessen hinsichtlich des Kreises Schmalkalden zu dem eben genannten Vertrage, vom 3. April 1853, mit allen zu diesen Verträgen getroffenen oder darauf bezüglichen besonderen Verabredungen der Hohen contrahirenden Regierungen, wie solche Verabredungen zur Zeit bestehen, in Kraft.

Art. 2. Die nach Art. 3 das Vertrages vom 26. November 1852 eventuell vereinbarten Bestimmungen finden für den Fall Anwendung, dass die Zollvereinigungs-Verträge zwischen dem Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine einerseits und dem Königreiche Bayern andererseits für die Zeit vom 1. Januar 1866 ab nicht erneuert werden sollten.

Art. 3. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht spätestens neun Monate vor dessen Ablaufe von einer oder der andern der Hohen contrahirenden Regierungen gekündigt wird, soll derselbe auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren, als verlängert angesehen werden.

Art. 4. Gegenwärtiger Vertrag soll ratificirt und es sollen die Ratifications-Urkunden binnen längstens sechs Wochen in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen, Berlin, den 27. Juni 1864.

von Pommer-Esche. Philipsborn. Delbrück.
Bode. Thon.

30.

Traité entre la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg et les Grands-Duchés de Bade et de Hesse, concernant la prorogation et la réorganisation du Zollverein allemand, suivi d'un protocole final; signé à Berlin, le 8 juillet 1867.)*

Seine Majestät der König von Preussen im Namen des Norddeutschen Bundes, Seine Majestät der König von Bayern, Seine Majestät der König von Württemberg, Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Baden und

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 6 novembre 1867.

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen und bei Rhein für die zu dem Norddeutschen Bunde nicht gehörenden Theile des Grossherzogthums, von der Absicht geleitet, die Fortdauer des Deutschen Zoll- und Handelsvereins sicher zu stellen und dessen Einrichtungen in einer den gegenwärtigen Bedürfnissen entsprechenden Weise fortzubilden, haben Verhandlungen eröffnen lassen und zu Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rath Johann Friedrich von Pommer-Esche,

Allerhöchstihren Ministerialdirector Alexander Max von Philipsborn

und

Allerhöchstihren Ministerialdirector Martin Friedrich Rudolph Delbrück;

und von den übrigen Mitgliedern des Norddeutschen Bundes

Seine Majestät der König von Sachsen:

Allerhöchstihren Geh. Finanzrath Julius Hans v. Thümmel;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen und bei Rhein:

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Steuerrath Ludwig Wilhelm Ewald;

die ausser Seiner Majestät dem Könige von Preussen bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveraine, nämlich:

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Meiningen,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Altenburg,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen,

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss älterer Linie,

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss jüngerer Linie:

den Grossherzoglich Sächsischen Wirklichen Geheimen Rath Gustav Thon;

Seine Hoheit der Herzog von Braunschwnig-Lüneburg:

Höchstihren Minister-Residenten an dem Königlich Preussischen Hofe, Geheimen Rath Dr. Friedrich August von Liebe;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg:

den Herzoglich Braunschweigischen Minister-Residenten, Geheimen Rath Dr. Friedrich August von Liebe;

ferner:

Seine Majestät der König von Bayern:

Allerhöchstihren Ministerialrath Wilhelm Weber

und

Allerhöchstihren Ober-Zollrath Georg Ludwig Carl Gerbig;

Seine Majestät der König von Württemberg:

Allerhöchstihren Kammerherrn, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Preussischen Hofe, Geheimen Legationsrath Friedrich Heinrich Carl Freiherrn von Spitzemberg

und

Allerhöchstihren Finanzrath Karl Viktor Riecke;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Baden:

Allerhöchstihren Staatsminister der Finanzen und Präsidenten des Staatsministeriums Carl Mathy;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen und bei Rhein für die zu dem Norddeutschen Bunde nicht gehörenden Theile des Grossherzogthums:

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Steuerrath Ludwig Wilhelm Ewald,

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalt der Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist:

Art. 1. Die vertragenden Theile setzen den, Behufs eines gemeinsamen Zoll- und Handelssystems errichteten, auf dem Vertrage über die Fortdauer des Zoll- und Handelsvereins vom 16. Mai 1865 beruhenden Verein bis zum letzten December 1877 fort.

Bis dahin bleiben die Zollvereinigungs-Verträge vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, vom 12. Mai und 10. December 1835, vom 2. Januar 1836, vom 8. Mai,

19. October und 13. November 1841, vom 4. April 1853 und vom 16. Mai 1865 nebst den zu ihnen gehörenden Separatartikeln zwischen den vertragenden Theilen ferner in Kraft, soweit sie bisher noch in Kraft waren und nicht durch die folgenden Artikel abgeändert sind.

Mit diesen Beschränkungen und vorbehaltlich der Verabredung im Art. 6 finden die Bestimmungen der gedachten Verträge auch auf diejenigen zum Norddeutschen Bunde gehörenden Staaten und Gebietstheile Anwendung, welche dem Zoll- und Handelsvereine noch nicht angehörten.

Art. 2. In dem Gesammtverein bleiben diejenigen Staaten oder Gebietstheile einbegriffen, welche dem Zoll- und Handelssysteme der vertragenden Theile oder eines von ihnen angeschlossen sind, unter Berücksichtigung ihrer auf den Anschlussverträgen beruhenden besonderen Verhältnisse.

Art. 3. Ueber die Gemeinschaft der Gesetzgebung und der Verwaltungseinrichtungen ist zwischen den vertragenden Theilen Folgendes verabredet worden:

§ 1. In den Gebieten der vertragenden Theile sollen übereinstimmende Gesetze über Eingangs- und Ausgangsabgaben, sowie über die Durchfuhr bestehen, dabei jedoch diejenigen Modificationen zulässig sein, welche, ohne dem gemeinsamen Zwecke Abbruch zu thun, aus der Eigenthümlichkeit der allgemeinen Gesetzgebung eines jeden theilnehmenden Staates oder aus localen Interessen sich als nothwendig ergeben. Bei dem Zolltarife namentlich sollen hierdurch in Bezug auf einzelne, weniger für den grösseren Handelsverkehr geeignete, Gegenstände solche Abweichungen von den allgemein angenommenen Erhebungssätzen, welche für einzelne Staaten als vorzugsweise wünschenswerth erscheinen, nicht ausgeschlossen sein, sofern sie auf die allgemeinen Interessen des Vereins nicht nachtheilig einwirken.

Von der Durchfuhr werden Abgaben nicht erhoben und es treten die Verabredungen ausser Wirksamkeit, welche in den im Art. 1 genannten Verträgen über die Durchgangsabgaben getroffen sind.

§ 2. Der gemeinschaftliche Zolltarif wird in zwei Hauptabtheilungen, und zwar nach dem durch den Münzvertrag vom 24. Januar 1857 festgestellten Dreissig-Thalerfusse und Zweiundfünfzig-und-einhalb-Guldenfusse, ausgefertigt.

Die Einheit für das gemeinschaftliche Zollgewicht bildet der in sämmtlichen Vereinsstaaten, mit Ausnahme des Königreichs Bayern, als allgemeines Landesgewicht bestehende Zentner (50 Kilogramme). Es wird daher im gesammten Vereine die Declaration, Verwiegung und Verzollung der nach dem Gewichte zollpflichtigen Gegenstände ausschliesslich nach jenem Gewichte geschehen.

§ 3. In den Gebieten der vertragenden Theile sollen übereinstimmende Gesetze über die Besteuerung des im Umfange des Vereins gewonnenen Salzes und aus Rüben bereiteten Zuckers bestehen.

Die vertragenden Theile sind darüber einverstanden, dass, wenn die Fabrication von Zucker oder Syrup aus anderen inländischen Erzeugnissen, als aus Rüben, z. B. aus Stärke, im Zollvereine einen erheblichen Umfang gewinnen sollte, diese Fabrication ebenfalls in sämmtlichen Vereinsstaaten einer übereinstimmenden Besteuerung nach den für die Rübenzuckersteuer verabredeten Grundsätzen zu unterwerfen sein würde.

§ 4. Der im Umfange des Vereins gewonnene oder zubereitete Tabak soll einer übereinstimmenden Besteuerung unterworfen werden.

§ 5. In den Gebieten der vertragenden Theile sollen übereinstimmende Maassregeln zum Schutze des gemeinschaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel und der inneren Verbrauchsabgaben gegen Hinterziehungen bestehen.

§ 6. Die Verwaltung der in den §§ 1, 3 und 4 bezeichneten Abgaben und die Organisation der dazu dienenden Behörden soll in allen Ländern des Gesammtvereins, unter Berücksichtigung der in denselben bestehenden eigenthümlichen Verhältnisse, auf gleichen Fuss gebracht werden.

§ 7. In Gemässheit der vorstehenden Verabredungen werden die vertragenden Theile

das Zollgesetz,
die Zollordnung,
den Zolltarif,
die Grundsätze, das Zollstrafgesetz betreffend,

wie solche zwischen ihnen vereinbart sind, ferner

die Uebereinkunft wegen Erhebung einer Abgabe von Salz vom 8. Mai dieses Jahres,

die Uebereinkunft wegen Besteuerung des Rübenzuckers vom 16. Mai 1865,
das Zollkartel vom 11. Mai 1833

zur Anwendung bringen.

Unter dem, in den gemeinschaftlichen Gesetzen und Verwaltungsvorschriften erwähnten, allgemeinen Eingangszoll oder der allgemeinen Eingangsabgabe ist ein Zollsatz von 15 Groschen oder $52^1/_2$ Kreuzern zu verstehen.

Art. 4. Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangsabgaben werden an den gemeinschaftlichen Landesgrenzen der vertragenden Theile nicht erhoben, und es können alle im freien Verkehre des einen Gebiets bereits befindlichen Gegenstände auch frei und unbeschwert in das andere Gebiet gegenseitig eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte der im Innern der vertragenden Theile mit einer nicht gemeinschaftlichen Steuer belegten inländischen Erzeugnisse, nach Maassgabe des Art. 5.

Die Freiheit des Handels und Verkehrs zwischen den vertragenden Theilen soll auch dann keine Ausnahme leiden, wenn bei dem Eintritte ausserordentlicher Umstände, insbesondere auch bei einem drohenden oder ausgebrochenen Kriege, einer von ihnen sich veranlasst finden sollte, die Ausfuhr gewisser im inneren freien Verkehre befindlichen Erzeugnisse oder Fabricate in das Ausland für die Dauer jener ausserordentlichen Umstände zu verbieten.

In einem solchen Falle wird man darauf Bedacht nehmen, dass ein gleiches Verbot von allen vertragenden Theilen erlassen werde.

Sollte jedoch einer oder der andere derselben es seinem Interesse nicht angemessen finden, auch seinerseits jenes Verbot anzuordnen, so bleibt demjenigen oder denjenigen Theilen, welche solches zu erlassen für nöthig finden, die Befugniss vorbehalten, dasselbe auch auf den Umfang des ihrem Beschlusse nicht beitretenden Theiles auszudehnen.

Die vertragenden Theile räumen sich ferner auch gegenseitig das Recht ein, zur Abwehr gefährlicher ansteckender Krankheiten für Menschen und Vieh die erforderlichen Maassregeln zu ergreifen. Im Verhältnisse von einem Vereinslande zu dem andern dürfen jedoch keine hemmenderen Einrichtungen getroffen werden, als unter gleichen Umständen den inneren Verkehr des Staates treffen, welcher sie anordnet.

Art. 5. Die vertragenden Theile werden ihr Bestreben darauf richten, eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung über die Besteuerung der in ihren Gebieten theils bei der Hervorbringung oder Zubereitung, theils unmittelbar bei dem Verbrauche mit einer inneren Steuer belegten, nicht unter die §§ 3 und 4 des Art. 3 fallenden Erzeugnisse im Wege des Vertrages herbeizuführen. Bis dahin, wo dieses Ziel erreicht worden, sollen hinsichtlich der vorbemerkten Steuern und des Verkehrs mit den davon betroffenen Gegenständen unter den Vereinsstaaten zur Vermeidung der Nachtheile, welche aus einer Verschiedenartigkeit der inneren Steuersysteme überhaupt, und namentlich aus der Ungleichheit der Steuersätze, sowohl für die Producenten, als für die Steuereinnahme der einzelnen Vereinsstaaten erwachsen könnten, folgende Grundsätze in Anwendung kommen.

I. Hinsichtlich der ausländischen Erzeugnisse.

Von allen bei der Einfuhr mit mehr als 15 Groschen — 52½ Kreuzer — vom Zentner belegten Erzeugnissen, von welchen entweder auf die in der Zollordnung vorgeschriebene Weise dargethan wird, dass sie als ausländisches Ein- oder Durchgangsgut die zollamtliche Behandlung bei einer Erhebungsbehörde des Vereins bereits bestanden haben oder derselben noch unterliegen, darf keine weitere Abgabe irgend einer Art, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen und Corporationen, erhoben werden, jedoch — was das Eingangsgut betrifft — mit Vorbehalt derjenigen inneren Steuern, welche in einem Vereinsstaate auf die weitere Verarbeitung oder auf anderweite Bereitungen aus solchen Erzeugnissen, ohne Unterschied des ausländischen, inländischen oder vereinsländischen Ursprungs, allgemein gelegt sind.

Unter diesen Steuern sind für jetzt die Steuern von der Fabrication des Branntweins, Biers und Essigs, ingleichen die Mahl- und Schlachtsteuer zu verstehen, welchen daher das ausländische Getreide, Malz und Vieh im gleichen Maasse, wie das inländische und vereinsländische, unterliegt.

In denjenigen Staaten, in welchen die inneren Steuern von Getränken so angelegt sind, dass sie bei der Einlage der letzteren erhoben oder den Steuerpflichtigen zur

Last gestellt werden, findet der Grundsatz der Freilassung verzollter ausländischer Erzeugnisse von inneren Abgaben in der Art Anwendung, dass die erste Einlage verzollter ausländischer Getränke, d. h. diejenige, welche dem directen Bezuge aus dem Auslande oder dem Bezuge aus öffentlichen Niederlagen oder Privatlägern unmittelbar folgt, von jeder inneren Steuer befreit bleibt.

Diese Bestimmung gilt auch da, wo die Erhebung einer inneren Getränkesteuer für Rechnung von Communen oder Corporationen stattfindet.

Ausländische Erzeugnisse, welche beim Eingang zollfrei oder mit einer Abgabe von nicht mehr als 15 Gr. — 52½ Kr. — belegt sind, unterliegen den nachstehend unter Nr. II. getroffenen Bestimmungen.

II. Hinsichtlich der inländischen und vereinsländischen Erzeugnisse.

§ 1. Von den innerhalb des Vereins erzeugten Gegenständen, welche nur durch einen Vereinsstaat transitiren, um entweder in einen anderen Vereinsstaat oder nach dem Auslande geführt zu werden, dürfen innere Steuern weder für Rechnung des Staates, noch für Rechnung von Communen oder von Corporationen erhoben werden.

§ 2. Jedem der vertragenden Theile bleibt es zwar freigestellt, die auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche von Erzeugnissen ruhenden inneren Steuern beizubehalten, zu verändern oder aufzuheben, sowie neue Steuern dieser Art einzuführen, jedoch sollen dergleichen Abgaben für jetzt nur auf folgende inländische und gleichnamige vereinsländische Erzeugnisse, als: Branntwein, Bier, Essig, Malz, Wein, Most, Cider (Obstwein), Mehl und andere Mühlenfabricate, desgleichen Backwaaren, Fleisch, Fleischwaaren und Fett, gelegt werden dürfen.

Für Branntwein, Bier und Wein sollen die folgenden Sätze als das höchste Maass betrachtet werden, bis zu welchem in den Vereinsstaaten eine Besteuerung der genannten Erzeugnisse für Rechnung des Staates soll stattfinden können, nämlich:

a) für Branntwein 10 Rthlr. von der Ohm zu 120 Quart Preussisch und bei einer Alkoholstärke von 50 Procent nach Tralles;

b) für Bier 1 Rthlr. 15 Sgr. von der Ohm zu 120 Quart Preussisch;

c) für Wein, und zwar:

aa) wenn die Abgabe nach dem Werthe des Weines erhoben wird, 1½ Rthlr. vom Zollzentner (5 Rthlr. von der Ohm zu 120 Quart Preussisch);

bb) wenn die Abgabe ohne Rücksicht auf den Werth des Weines erhoben wird, 25 Gr. vom Zollzentner (2 Rthlr. 23⅓ Gr. von der Ohm zu 120 Quart Preussisch);

cc) wenn die Abgabe nach einer Classification erhoben wird, ist die Beschränkung derselben auf ein Maximum nicht für erforderlich erachtet worden.

Auch für die anderen einer inneren Steuer unterworfenen Erzeugnisse werden, soweit nöthig, bestimmte Sätze festgesetzt werden, deren Betrag bei Abmessung der Steuer nicht überschritten werden soll.

§ 3. Bei allen Abgaben, welche in dem Bereiche der Vereinsländer nach der Bestimmung im § 2 zur Erhebung kommen, wird eine gegenseitige Gleichmässigkeit der Behandlung dergestalt stattfinden, dass das Erzeugniss eines anderen Vereinsstaates unter keinem Vorwande höher oder in einer lästigeren Weise, als das inländische oder als das Erzeugniss der übrigen Vereinsstaaten, besteuert werden darf. In Gemässheit dieses Grundsatzes wird Folgendes festgesetzt:

a) Vereinsstaaten, welche von einem inländischen Erzeugnisse keine innere Steuer erheben, dürfen auch das gleiche vereinsländische Erzeugniss nicht besteuern;

b) wo innere Steuern nach dem Werthe der Waare erhoben werden, sind nicht nur die nämlichen Erhebungssätze auf das inländische wie auf das vereinsländische Erzeugniss gleichmässig in Anwendung zu bringen, sondern es darf auch bei Feststellung des zu besteuernden Werthes das inländische Erzeugniss nicht vor dem vereinsländischen begünstigt werden;

c) diejenigen Staaten, in welchen innere Steuern von einem Consumtionsgegenstande bei dem Kaufe oder Verkaufe oder bei der Verzehrung desselben erhoben werden, dürfen diese Steuern von den aus

anderen Vereinsstaaten herrührenden Erzeugnissen der nämlichen Gattung nur in gleicher Weise fordern;

d) diejenigen Staaten, welche innere Steuern auf die Hervorbringung oder Zubereitung eines Consumtionsgegenstandes gelegt haben, können den gesetzlichen Betrag derselben bei der Einfuhr des Gegenstandes aus anderen Vereinsstaaten voll erheben lassen;

e) im Norddeutschen Bunde wird von dem in den übrigen Vereinsstaaten erzeugten Wein und Traubenmost eine Uebergangsabgabe nicht erhoben werden.

Eine solche Abgabe wird auch von denjenigen Vereinsstaaten nicht erhoben werden, welche etwa während der Dauer dieses Vertrages die Hervorbringung von Wein einer inneren Steuer unterwerfen möchten.

f) Soweit zwischen mehreren Vereinsstaaten eine Vereinigung zu gleichen Steuereinrichtungen besteht, werden diese Staaten in Ansehung der Befugniss, die betreffenden Steuern gleichmässig auch von vereinsländischen Erzeugnissen zu erheben, als ein Ganzes betrachtet.

§ 4. Diejenigen Staaten, welche eine innere Steuer auf den Kauf oder Verkauf, die Verzehrung, die Hervorbringung oder die Zubereitung eines Consumtionsgegenstandes gelegt haben, können bei der Ausfuhr des Gegenstandes nach anderen Vereinsstaaten diese Steuer unerhoben lassen, beziehungsweise den gesetzlichen Betrag derselben ganz oder theilweise zurückerstatten.

Wegen Ausübung dieser Befugniss ist Folgendes verabredet worden:

a) Eine Zurückerstattung soll überhaupt nur insoweit stattfinden dürfen, als in dem betreffenden Staate bei der Ausfuhr des nämlichen Erzeugnisses nach dem Vereinsauslande eine Steuervergütung gewährt wird, und auch nur höchstens bis zum Betrage der letzteren.

b) Die betreffenden Vereinsregierungen werden ihr besonderes Augenmerk darauf richten, dass in keinem Falle mehr als der wirklich bezahlte Steuerbetrag erstattet werde, und diese Vergütung nicht die Natur und Wirkung einer Ausfuhrprämie erhalte.

c) Die Entlastung von der Verbindlichkeit zur Steuer-

zahlung soll nicht eher eintreten, beziehungsweise die Zurückerstattung der Steuer nicht eher geleistet werden, als bis der Eingang der besteuerten Erzeugnisse in dem angrenzenden Vereinsstaate oder beziehungsweise in dem Lande des Bestimmungsortes auf die unter den betreffenden Vereinsstaaten verabredete Weise nachgewiesen worden sein wird.

d) Die innere Steuer von dem zur Essigbereitung verwendeten Branntwein wird nicht erlassen und, abgesehen von dem Falle der Ausfuhr des Essigs nach dem Auslande, nicht erstattet werden.

§ 5. Welche dem dermaligen Stande der Gesetzgebung in den Vereinsstaaten entsprechende Beträge nach den Bestimmungen der §§ 3 und 4 zur Erhebung kommen und beziehungsweise zurückerstattet werden können, ist besonders verabredet worden. Treten späterhin irgendwo Veränderungen in den für die inneren Erzeugnisse zur Zeit bestehenden Steuersätzen ein, so wird die betreffende Regierung dem Bundesrathe des Zollvereins (Art. 8) davon Mittheilung machen und hiermit den Nachweis verbinden, dass die Steuerbeträge, welche, in Folge der eingetretenen oder beabsichtigten Veränderung, von den vereinsländischen Erzeugnissen erhoben und bei der Ausfuhr der besteuerten Gegenstände vergütet werden sollen, den vereinbarten Grundsätzen entsprechend bemessen seien.

Wo die Uebergangsabgabe von Bier nach dem Gewichte erhoben wird, bleibt der Zollzentner Maasstab der Erhebung.

§ 6. Die Erhebung der inneren Steuern von den damit betroffenen vereinsländischen Gegenständen soll in der Regel in dem Lande des Bestimmungsortes stattfinden, insofern solche nicht, nach besonderen Vereinbarungen, entweder durch gemeinschaftliche Hebestellen an den Binnengrenzen, oder im Lande der Versendung für Rechnung des abgabeberechtigten Staates erfolgt. Auch sollen die zur Sicherung der Steuererhebung erforderlichen Anordnungen, soweit sie die bei der Versendung aus einem Vereinsstaate in den anderen einzuhaltenden Strassen und Controlen betreffen, auf eine den Verkehr möglichst wenig beschränkende Weise und nur nach gegenseitiger Verabredung, auch, dafern bei dem Transporte ein dritter Vereinsstaat berührt wird, nur unter Zustimmung des letzteren getroffen werden.

Wo innere Steuern nach dem Werthe des Gegenstandes erhoben werden, wird, in Absicht der aus anderen Vereinsstaaten übergehenden Erzeugnisse, auf Controleinrichtungen Bedacht genommen werden, nach welchen die Ermittelung des Werthes in der Regel erst im Bestimmungsorte, mit Vermeidung zeitraubender und den Verkehr belästigender Untersuchungen an den Binnengrenzen oder auf dem Wege zwischen dem Versendungs- und Bestimmungsorte, eintritt.

§ 7. Die Erhebung von Abgaben für Rechnung von Communen oder Corporationen, sei es durch Zuschläge zu den Staatssteuern oder für sich bestehend, soll nur für Gegenstände, die zur örtlichen Consumtion bestimmt sind, bewilligt werden und es soll dabei der im § 3 dieses Artikels ausgesprochene allgemeine Grundsatz wegen gegenseitiger Gleichmässigkeit der Behandlung der Erzeugnisse anderer Vereinsstaaten, ebenso wie bei den Staatssteuern in Anwendung kommen.

Zu den zur örtlichen Consumtion bestimmten Gegenständen, von welchen hiernach die Erhebung einer Abgabe für Rechnung von Communen oder Corporationen allein soll stattfinden dürfen, sind allgemein zu rechnen: Bier, Essig, Malz, Cider (Obstwein) und die der Mahl- und Schlachtsteuer unterliegenden Erzeugnisse, ferner Brennmaterialien, Marktvictualien und Fourage.

Vom Weine soll die Erhebung einer Abgabe der vorgedachten Art auch ferner nur in denjenigen Theilen des Vereins zulässig sein, welche zu den eigentlichen Weinländern gehören.

Soweit in einzelnen Orten der zum Zollvereine gehörigen Staaten die Erhebung einer Abgabe von Branntwein für Rechnung von Communen oder Corporationen gegenwärtig stattfindet, oder nach der bestehenden Gesetzgebung nicht versagt werden kann, wird es dabei ausnahmsweise bewenden.

Es sollen aber die für Rechnung von Communen oder Corporationen zur Erhebung kommenden Abgaben von Wein und Branntwein, ingleichen von Bier, in Absicht ihres Betrages der Beschränkung unterliegen, dass solche beim Branntwein, mit der Staatssteuer zusammen, den im § 2 dieses Artikels festgesetzten Maximalsatz von 10 Thalern für die Ohm und beim Wein und Bier den Satz von 20 Procent der für die Staatssteuern ebendaselbst verabredeten Maximalsätze nicht überschreiten

dürfen. Ausnahmen hiervon sollen nur insoweit zulässig sein, als einzelne Communen oder Corporationen schon gegenwärtig eine höhere Abgabe erheben, welchen Falls letztere fortbestehen kann.

Sollten in einem oder dem anderen Orte auch noch von anderen, als den vorstehend genannten Gegenständen, Abgaben erhoben werden, so soll die Erhebung der letzteren zwar einstweilen fortbestehen können, die betreffenden Regierungen werden es sich jedoch angelegen sein lassen, solche Abgaben bei der ersten passenden Gelegenheit zu beseitigen. Ueber den Erfolg der diesfälligen Bemühungen wird dem Bundesrathe des Zollvereins von Zeit zu Zeit Mittheilung gemacht werden.

Abgaben für Rechnung von Communen oder Corporationen dürfen bei dem Uebergange der besteuerten Gegenstände nach anderen Vereinsstaaten, gleich den Staatssteuern, ganz oder theilweise zurückerstattet werden, soweit eine solche Vergütung bei dem Uebergange der besteuerten Gegenstände nach anderen Orten desselben Landes stattfindet.

§ 8. Die Regierungen der Vereinsstaaten werden dem Bundesrathe des Zollvereins

a) von allen in der Folge eintretenden Veränderungen ihrer Gesetze und Verordnungen über die im § 2 dieses Artikels bezeichneten Staatssteuern,
b) hinsichtlich der Communal- etc. Abgaben aber von den Veränderungen, welche in Beziehung auf die Hebungsberechtigten, die Orte, die Gegenstände, den Betrag und die Art und Weise der Erhebung eintreten,

vollständige Mittheilung machen.

Art. 6. Die Bestimmungen in den Art. 3, 4 und 5, sowie in den Art. 10 bis 20 und 22 finden vorläufig keine Anwendung:

1) auf die nachfolgend genannten Staaten und Gebietstheile des Norddeutschen Bundes, und zwar:
   a) in Preussen: auf die Ortschaften Drenikow, Porep und Sukow, die Colonie und das Erbpachts-Vorwerk Gross-Menow, die Rittergüter und Dörfer Zettemin mit Peenwerder, Duckow, Rottmannshagen, Rützenfelde, Karlsruh und Pinnow, den Hafenort Geestemünde, das Fort Wilhelm in Bremerhaven, die Elbinseln Altenwerder, Krusenbusch, Finkenwerder, Finken-

werderblumensand, Kattwieck, Hohenschaar, Overhacken, Neuhof und Wilhelmsburg, die Voigtei Kirchwerder und die Dorfschaft Aumund;

b) auf die Grossherzogthümer Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz, ersteres mit Ausnahme seiner von Preussen umschlossenen Gebietstheile Rossow, Netzeband und Schönberg;

c) in Oldenburg: auf den Hafenort Brake;

d) auf das Herzogthum Lauenburg;

e) auf die Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg mit einem dem Zwecke entsprechenden Bezirke ihres oder des umliegenden Gebietes;

2) auf die nachfolgend genannten Gebietstheile Badens und zwar:

die Insel Reichenau, den Ort Büsingen, den Bittenharter Hof, die Orte und Höfe Jestetten mit Flachshof, Gunzenrieder-Hof und Reutehof, Lottstetten mit Balm, Dietenberg, Nack, Locherhof und Volkenbach, Dettighofen mit Häuserhof, Altenburg, Baltersweil, Berwangen und Albführenhof bei Weisweil.

Sobald die Gründe aufgehört haben, welche die volle Anwendung des gegenwärtigen Vertrages auf den einen oder anderen der unter Nr. 1 genannten Staaten und Gebietstheile zur Zeit ausschliessen, wird das Präsidium des Norddeutschen Bundes den Regierungen der übrigen vertragenden Theile Nachricht geben. Der Bundesrath des Zollvereins beschliesst alsdann über den Zeitpunkt, an welchem die Bestimmungen der Art. 3 bis 5 und 10 bis 20 in diesem Staate oder Gebietstheile in Wirksamkeit treten.

Art. 7. Die Gesetzgebung über die in dem Art. 3 bezeichneten Angelegenheiten, sowie über die in den Zollausschlüssen (Art. 6) zur Sicherung der gemeinschaftlichen Zollgrenze erforderlichen Massregeln, wird ausgeübt durch den Bundesrath des Zollvereins als gemeinschaftliches Organ der Regierungen und durch das Zollparlament als gemeinschaftliche Vertretung der Bevölkerungen. Die Uebereinstimmung der Mehrheitsbeschlüsse beider Versammlungen ist zu einem Vereinsgesetze erforderlich und ausreichend; auf andere als die

vorstehend bezeichneten Angelegenheiten erstreckt sich die Zuständigkeit derselben nicht.

Die Verkündung der Vereinsgesetze in den Gebieten der vertragenden Theile erfolgt in den daselbst geltenden Formen.

Art. 8. Ueber die Einrichtung und die Zuständigkeit des Bundesrathes des Zollvereins ist Folgendes verabredet:

§ 1. Der Bundesrath besteht aus den Vertretern der Mitglieder des Norddeutschen Bundes und der süddeutschen Staaten.

In dem Bundesrathe führen

Preussen	17	Stimmen,
Bayern	6	„
Sachsen	4	„
Württemberg	4	„
Baden	3	„
Hessen	3	„
Mecklenburg-Schwerin	2	„
Sachsen-Weimar	1	„
Mecklenburg-Strelitz	1	„
Oldenburg	1	„
Braunschweig	2	„
Sachsen-Meiningen	1	„
Sachsen-Altenburg	1	„
Sachsen-Coburg-Gotha	1	„
Anhalt	1	„
Schwarzburg-Rudolstadt	1	„
Schwarzburg-Sondershausen	1	„
Waldeck	1	„
Reuss, ältere Linie	1	„
Reuss, jüngere Linie	1	„
Schaumburg-Lippe	1	„
Lippe	1	„
Lübeck	1	„
Bremen	1	„
Hamburg	1	„
zusammen	58	Stimmen.

§ 2. Jeder Vereinsstaat kann so viel Bevollmächtigte zum Bundesrathe ernennen, wie er Stimmen hat; doch kann die Gesammtheit der zuständigen Stimmen nur einheitlich abgegeben werden. Nicht vertretene oder nicht instruirte Stimmen werden nicht gezählt.

§ 3. Der Bundesrath bildet aus seiner Mitte dauernde Ausschüsse:

1) für Zoll- und Steuerwesen,
2) für Handel und Verkehr,
3) für Rechnungswesen.

In jedem dieser Ausschüsse werden ausser dem Präsidium mindestens vier Vereinsstaaten vertreten sein, und führt innerhalb derselben jeder Staat nur eine Stimme. Die Mitglieder der Ausschüsse werden von dem Bundesrathe gewählt. Die Zusammensetzung dieser Ausschüsse ist für jede Session des Bundesrathes, resp. mit jedem Jahre zu erneuern, wobei die ausscheidenden Mitglieder wieder wählbar sind. Den Ausschüssen werden die zu ihren Arbeiten nöthigen Beamten zur Verfügung gestellt.

§ 4. Jedes Mitglied des Bundesrathes hat das Recht, im Zollparlament zu erscheinen, und muss daselbst auf Verlangen jederzeit gehört werden, um die Ansichten seiner Regierung zu vertreten, auch dann, wenn dieselben von der Majorität des Bundesrathes nicht adoptirt worden sind. Niemand kann gleichzeitig Mitglied des Bundesrathes und des Zollparlaments sein.

§ 5. Dem Präsidium liegt es ob, den Mitgliedern des Bundesrathes den üblichen diplomatischen Schutz zu gewähren.

§ 6. Das Präsidium steht der Krone Preussen zu, welche in Ausübung desselben berechtigt ist, im Namen der vertragenden Theile Handels- und Schifffahrtsverträge mit fremden Staaten einzugehen.

Zum Abschluss dieser Verträge, durch welche die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages in keiner Art verletzt werden dürfen, ist die Zustimmung des Bundesrathes und zu ihrer Gültigkeit die Genehmigung des Zollparlaments erforderlich.

§ 7. Dem Präsidium steht es zu, den Bundesrath zu berufen, zu eröffnen, zu vertagen und zu schliessen.

§ 8. Die Berufung des Bundesrathes findet alljährlich statt. Das Zollparlament kann nicht ohne den Bundesrath berufen werden.

§ 9. Die Berufung des Bundesrathes muss erfolgen, sobald sie von einem Drittel der Stimmenzahl verlangt wird.

§ 10. Der Vorsitz im Bundesrathe und die Leitung der Geschäfte steht dem dazu designirten Vertreter Preussens zu.

Derselbe kann sich in Leitung der Geschäfte durch jedes andere Mitglied des Bundesrathes vermöge schriftlicher Substitution vertreten lassen.

§ 11. Das Präsidium hat die erforderlichen Vorlagen nach Maassgabe der Beschlüsse des Bundesrathes an das Zollparlament zu bringen, wo sie durch Mitglieder des Bundesrathes oder durch besondere, von letzterem zu ernennende Commissarien vertreten werden.

§ 12. Der Beschlussnahme des Bundesrathes unterliegen:

1) die dem Zollparlament vorzulegenden oder von demselben angenommenen, unter die Bestimmung des Art. 7 fallenden gesetzlichen Anordnungen, einschliesslich der Handels- und Schifffahrtsverträge;
2) die zur Ausführung der gemeinschaftlichen Gesetzgebung (Art. 7) dienenden Verwaltungs-Vorschriften und Einrichtungen;
3) Mängel, welche bei der Ausführung der gemeinschaftlichen Gesetzgebung (Art. 7) hervortreten;
4) die von dem Ausschuss für Rechnungswesen vorgelegte schliessliche Feststellung des Ertrages der Zölle und der im Art. 3 §§ 3 und 4 bezeichneten Steuern.

Jeder über die Gegenstände zu 1 bis 3 von einem der Vereinsstaaten oder über die Gegenstände zu 3 von einem controlirenden Beamten (Art. 20) gestellte Antrag unterliegt der gemeinschaftlichen Beschlussnahme. Im Falle der Meinungsverschiedenheit giebt die Stimme des Präsidiums bei den zu 1 und 2 bezeichneten alsdann den Ausschlag, wenn sie sich für Aufrechthaltung der bestehenden Vorschrift oder Einrichtung ausspricht; in allen übrigen Fällen entscheidet die Mehrheit der Stimmen, bei Stimmengleichheit die Stimme des Präsidiums.

Art. 9. Ueber die Einrichtung und die Zuständigkeit des Zollparlaments ist Folgendes verabredet:

§ 1. Das Zollparlament besteht aus den Mitgliedern des Reichstages des Norddeutschen Bundes und aus Abgeordneten aus den süddeutschen Staaten, welche durch allgemeine und directe Wahl mit geheimer Abstimmung nach Masssgabe des Gesetzes gewählt werden, auf Grund dessen die Wahlen zum ersten Reichstage des Norddeutschen Bundes stattgefunden haben.

Es bleibt der Gesetzgebung der süddeutschen Staaten vorbehalten, über die Staatsangehörigkeit Bestimmung zu

treffen, durch welche die Wählbarkeit zum Abgeordneten für das Zollparlament bedingt ist.

§ 2. Beamte bedürfen keines Urlaubs zum Eintritt in das Zollparlament.

Wenn ein Mitglied des Zollparlaments in einem Vereinsstaate ein besoldetes Staatsamt annimmt oder im Staatsdienste in ein Amt eintritt, mit welchem ein höherer Rang oder ein höheres Gehalt verbunden ist, so verliert es Sitz und Stimme in dem Zollparlament und kann seine Stelle in demselben nur durch neue Wahl wieder erlangen.

§ 3. Die Verhandlungen des Zollparlaments sind öffentlich.

Wahrheitsgetreue Berichte über Verhandlungen in den öffentlichen Sitzungen des Zollparlaments bleiben von jeder Verantwortlichkeit frei.

§ 4. Innerhalb des Kreises der im Art. 7 bezeichneten Angelegenheiten hat das Zollparlament das Recht, Gesetze vorzuschlagen und an dasselbe gerichtete Petitionen dem Bundesrathe des Zollvereins, resp. dessen Vorsitzendem, zu überweisen.

§ 5. Die Berufung, Eröffnung, Vertagung und Schliessung des Zollparlaments erfolgt durch das Präsidium.

Die Berufung findet nicht in regelmässig wiederkehrenden Zeitabschnitten, sondern dann statt, wenn das legislative Bedürfniss den Zusammentritt erforderlich macht, oder ein Dritttheil der Stimmen im Bundesrathe denselben verlangt.

§ 6. Die Abgeordneten aus den süddeutschen Staaten werden auf drei Jahre gewählt. Nach Ablauf dieses Zeitraums finden neue Wahlen statt. Die ersten Wahlen erfolgen, sobald der gegenwärtige Vertrag in Wirksamkeit getreten ist.

§ 7. Zur Auflösung des Zollparlaments ist ein Beschluss des Bundesrathes des Zollvereins unter Zustimmung des Präsidiums erforderlich. Im Falle der Auflösung müssen innerhalb eines Zeitraums von 60 Tagen nach derselben die Wähler und innerhalb eines Zeitraums von 90 Tagen nach der Auflösung das Zollparlament versammelt werden.

Die Auflösung des Norddeutschen Reichstages macht neue Wahlen in den süddeutschen Staaten nicht erforderlich.

§ 8. Ohne Zustimmung des Zollparlaments darf die Vertagung desselben die Frist von 30 Tagen nicht übersteigen und während derselben Session nicht wiederholt werden.

§ 9. Das Zollparlament prüft die Legitimation seiner Mitglieder und entscheidet darüber insoweit, als nicht bereits vor seinem Zusammentritt über die Legitimation seiner, dem Norddeutschen Reichstage angehörenden, Mitglieder entschieden ist. Es regelt selbstständig seinen Geschäftsgang und seine Disciplin durch eine Geschäftsordnung und erwählt selbstständig seinen Präsidenten, seine Vicepräsidenten und Schriftführer.

§ 10. Das Zollparlament beschliesst nach absoluter Stimmenmehrheit. Zur Gültigkeit der Beschlussfassung ist die Anwesenheit der Mehrheit der gesetzlichen Anzahl der Mitglieder erforderlich.

§ 11. Die Mitglieder des Zollparlaments sind Vertreter des gesammten Volkes und an Aufträge und Instructionen nicht gebunden.

§ 12. Kein Mitglied des Zollparlaments darf zu irgend einer Zeit wegen seiner Abstimmung oder wegen der in Ausübung seines Berufs gethanen Aeusserungen gerichtlich oder disciplinarisch verfolgt oder sonst ausserhalb der Versammlung zur Verantwortung gezogen werden.

§ 13. Ohne Genehmigung des Zollparlaments kann kein Mitglied desselben während der Sitzungsperiode wegen einer mit Strafe bedrohten Handlung zur Untersuchung gezogen oder verhaftet werden, ausser wenn es bei Ausübung der That oder im Laufe des nächstfolgenden Tages ergriffen wird.

Gleiche Genehmigung ist bei einer Verhaftung wegen Schulden erforderlich.

Auf Verlangen des Zollparlaments wird jedes Strafverfahren gegen ein Mitglied desselben und jede Untersuchungs- oder Civilhaft für die Dauer der Sitzungsperiode aufgehoben.

§ 14. Die Mitglieder des Zollparlaments dürfen als solche keine Besoldung oder Entschädigung beziehen.

Art. 10. Der Ertrag der Eingangs- und Ausgangsabgaben, der Salzsteuer und Rübenzuckersteuer in den der gemeinschaftlichen Gesetzgebung (Art. 3) unterworfenen Gebieten der vertragenden Theile, einschliesslich der im Art. 2 erwähnten Staaten oder Gebietstheile, ist

gemeinschaftlich. Diese Gemeinschaft erstreckt sich auf den Ertrag der Tabaksteuer, sobald die Bestimmung im § 4 des Art. 3 zur Ausführung gelangt sein wird.

Von der Gemeinschaft sind ausgeschlossen und bleiben, sofern nicht Separatverträge zwischen einzelnen Vereinsstaaten ein Anderes bestimmen, dem privativen Genusse der betreffenden Staatsregierungen vorbehalten:

1) die Steuern, welche im Innern eines jeden Staates von inländischen Erzeugnissen erhoben werden, einschliesslich der nach Art. 5 von den vereinsländischen Erzeugnissen der nämlichen Gattung zur Erhebung kommenden Uebergangsabgaben;
2) die Wasserzölle;
3) Chausseeabgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Canal-, Schleusen-, Hafengelder, sowie Waage- und Niederlagegebühren oder gleichartige Erhebungen, wie sie auch sonst genannt werden mögen;
4) die Zoll- und Steuerstrafen und Confiscate, welche, vorbehaltlich der Antheile der Denuncianten, jeder Staatsregierung in ihrem Gebiet verbleiben.

Art. 11. Der Ertrag der in die Gemeinschaft fallenden Abgaben wird zwischen den vertragenden Theilen, einschliesslich der im Art. 2 erwähnten Staaten oder Gebietstheile, nach dem Verhältniss der Bevölkerung ihrer, der gemeinschaftlichen Gesetzgebung (Art. 3) unterworfenen, Gebiete vertheilt.

Dieser Ertrag besteht aus der gesammten Einnahme von den Abgaben, nach Abzug

1) der auf Gesetzen oder allgemeinen Verwaltungsvorschriften beruhenden Steuer-Vergütungen und Ermässigungen,
2) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen,
3) der Erhebungs- und Verwaltungs-Kosten, und zwar:
   a) bei den Eingangs- und Ausgangsabgaben der Kosten, welche an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und in dem Grenzbezirke für den Schutz und die Erhebung der Zölle erforderlich sind (Art. 30 der Verträge vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, sowie vom 12. Mai 1835, Art. 18 der Verträge vom 10. December 1835 und 2. Januar 1836, Art. 29 des Vertrages vom 19. October 1841, Art. 30 der Verträge vom 4. April 1853 und

16. Mai 1865 und Art. 16 des Vertrages vom heutigen Tage),

b) bei der Salzsteuer der Kosten, welche zur Besoldung der mit Erhebung und Controlirung dieser Steuer auf den Salzwerken beauftragten Beamten aufgewendet werden (Art. 3 der Uebereinkunft vom 8. Mai 1867),

c) bei der Rübenzuckersteuer der Vergütung, welche nach den jeweiligen Verabredungen den einzelnen Vereinsregierungen für die Kosten der Verwaltung dieser Steuern zu gewähren ist (Art. 2 der Uebereinkunft vom 16. Mai 1865).

Der Stand der Bevölkerung in den Gebieten der vertragenden Theile wird alle drei Jahre ausgemittelt und die Nachweisung derselben dem Bundesrathe vorgelegt.

Art. 12. Die dem Münzvertrage vom 24. Januar 1857 entsprechenden Silbermünzen der Vereinsstaaten — mit Ausnahme der Scheidemünze — werden nach der auf diesem Vertrage beruhenden Gleichwerthung von vier Thalern gegen sieben Gulden bei allen Zollhebestellen des Vereins angenommen. Hinsichtlich der Annahme der Goldmünzen bei diesen Hebestellen bewendet es bei den die Annahme dieser Münzen im Allgemeinen betreffenden Bestimmungen des Münzvertrages.

Art. 13. Vergünstigungen für Gewerbetreibende hinsichtlich der Zollentrichtung, welche nicht in der Zollgesetzgebung selbst begründet sind, fallen der Staatscasse derjenigen Regierung, welche sie bewilligt hat, zur Last. Hinsichtlich der Maassgaben, unter welchen solche Vergünstigungen zu bewilligen sind, bewendet es bei den darüber bestehenden Verabredungen.

Zollbegünstigungen für Maschinen und Maschinentheile sollen auch auf privative Rechnung nicht gewährt werden.

Art. 14. Dem auf Förderung freier und natürlicher Bewegung des allgemeinen Verkehrs gerichteten Zwecke des Zollvereins gemäss sollen besondere Zollbegünstigungen einzelner Messplätze, namentlich Rabattprivilegien, da wo sie dermalen in den Vereinsstaaten noch bestehen, nicht erweitert, sondern vielmehr, unter geeigneter Berücksichtigung sowohl der Nahrungsverhältnisse bisher begünstigter Messplätze, als der bisherigen Handelsbeziehungen mit dem Auslande, thunlichst beschränkt

und ihrer baldigen gänzlichen Aufhebung entgegengeführt, neue aber ohne allseitige Zustimmung auf keinen Fall ertheilt werden.

Art. 15. Von der tarifmässigen Abgabenentrichtung bleiben die Gegenstände, welche für die Hofhaltung der Hohen Souveraine und ihrer Regentenhäuser oder für die bei ihren Höfen accreditirten Botschafter, Gesandten, Geschäftsträger u. s. w. eingehen, nicht ausgenommen, und wenn dafür Rückvergütungen statthaben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in Rechnung gebracht.

Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschädigungen, welche in einem oder dem anderen Staate den vormals unmittelbaren Reichsständen oder an Communen oder einzelne Privatberechtigte für eingezogene Zollrechte oder für aufgehobene Befreiungen gezahlt werden müssen.

Dagegen bleibt es einem jeden Staate unbenommen, einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgabenentrichtung ein- oder ausgehen zu lassen. Dergleichen Gegenstände werden jedoch zollgesetzlich behandelt und in Freiregistern, mit denen es wie mit den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und die Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wären, kommen bei der demnächstigen Revenüenausgleichung demjenigen Staate, von welchem die Freipässe ausgegangen sind, in Abrechnung.

Art. 16. In Absicht der Erhebungs- und Verwaltungskosten für die Eingangs- und Ausgangsabgaben kommen folgende Grundsätze zur Anwendung:

1) Man wird, so weit nicht ausnahmsweise etwas Anderes verabredet ist, keine Gemeinschaft dabei eintreten lassen, vielmehr übernimmt jede Regierung alle in ihrem Gebiete vorkommenden Erhebungs- und Verwaltungskosten, es mögen diese durch die Einrichtung und Unterhaltung der Haupt- und Neben-Zollämter, der inneren Steuerämter, Hallämter und Packhöfe, und der Zolldirectionen, oder durch den Unterhalt des dabei angestellten Personals und durch die dem letzteren zu bewilligenden Pensionen, oder endlich aus irgend einem anderen Bedürfnisse der Zollverwaltung entstehen.

2) Hinsichtlich desjenigen Theils des Bedarfs aber, welcher an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und innerhalb des dazu gehörigen Grenzbezirks für die Zoll-Erhebungs- und Aufsichts- oder

Control-Behörden und Zollschutzwachen erforderlich ist, wird man sich über Pauschsummen vereinigen, welche von der jährlich aufkommenden und der Gemeinschaft zu berechnenden Brutto-Einnahme an Zollgefällen nach der im Art. 11 getroffenen Vereinbarung in Abzug gebracht werden.

3) Bei dieser Ausmittelung des Bedarfs soll da, wo die Perception privativer Abgaben mit der Zollerhebung verbunden ist, von den Gehältern und Amtsbedürfnissen der Zollbeamten nur derjenige Theil in Anrechnung kommen, welcher dem Verhältnisse ihrer Geschäfte für den Zolldienst zu ihren Amtsgeschäften überhaupt entspricht.

4) Man wird auch ferner darauf bedacht sein, durch Feststellung allgemeiner Normen die Besoldungsverhältnisse der Beamten bei den Zoll-Erhebungs- und Aufsichtsbehörden, ingleichen bei den Zolldirectionen in möglichste Uebereinstimmung zu bringen.

Die Vereinsstaaten machen sich verbindlich, für die Diensttreue der bei der Zollverwaltung von ihnen angestellten Beamten und Diener und für die Sicherheit der Cassenlocale und Geldtransporte in der Art zu haften, dass Ausfälle, welche an den Zolleinnahmen durch Dienstuntreue eines Angestellten erfolgen oder aus der Entwendung bereits eingezahlter Gelder entstehen, von derjenigen Regierung, welche den Beamten angestellt hat, oder welche die entwendeten Bestände erhoben hatte, ganz allein zu vertreten sind und bei der Revenüentheilung dem betreffenden Staate zur Last fallen.

In Betracht, dass die Kosten für die inneren Steuerämter oder Hallämter oder Packhöfe einem jeden Vereinsstaate zur Last fallen, bleibt es jedem derselben überlassen, solche Aemter innerhalb seines Gebietes in beliebiger Zahl zu errichten, so dass in Beziehung auf deren Competenz und Personalbestellung keine anderen als diejenigen Beschränkungen eintreten, welche aus der Vereins-Zollordnung und den bestehenden Instructionen und Verabredungen hervorgehen.

Der gesammte amtliche Schriftwechsel in den gemeinschaftlichen Zollangelegenheiten zwischen den Behörden und Beamten der Vereinsstaaten im ganzen Umfange des Zollvereins soll auf den Brief- und Fahrposten portofrei befördert werden, und es ist zur Begründung dieser

Portofreiheit die Correspondenz der gedachten Art mit der äusseren Bezeichnung „Zollvereinssache“ zu versehen.

Art. 17. Die von den Erhebungsbehörden nach Ablauf eines jeden Vierteljahres aufzustellenden Quartal-Extracte und die nach dem Jahres- und Bücherschlusse aufzustellenden Finalabschlüsse über die im Laufe des Vierteljahres, beziehungsweise während des Rechnungsjahres fällig gewordenen Einnahmen an den gemeinschaftlichen Abgaben werden von den Directivbehörden nach vorangeganger Prüfung in Hauptübersichten zusammengetragen, in welchen jede Abgabe gesondert nachzuweisen ist, und es werden diese Uebersichten an den Ausschuss des Bundesrathes für das Rechnungswesen (Art. 8 § 3) eingesendet. Ausserdem erhält derselbe je bis zum letzten März für die am letzten December des Vorjahres abgelaufenen acht Monate eine Hauptübersicht der constatirten Einnahme an Rübenzuckersteuer und der in Anrechnung zu bringenden Kosten für die Verwaltung dieser Steuer.

Der Ausschuss fertigt auf den Grund dieser Uebersichten, und zwar für die Zölle und die Salzsteuer von drei zu drei Monaten, für die Rübenzuckersteuer im April und November jeden Jahres, die provisorische Abrechnung zwischen den vertragenden Theilen, übersendet dieselbe den Central-Finanzstellen der letzteren und trifft zugleich Einleitung, um die etwaige Mindereinnahme des einen oder anderen vertragenden Theiles gegen den ihm verhältnissmässig an der Gesammteinnahme zuständigen Revenüenantheil durch Herauszahlung von Seiten des oder derjenigen Theile, bei denen eine Mehreinnahme stattgefunden hat, auszugleichen. Herauszahlungen, welche auf Grund der Abrechnung über die Rübenzuckersteuer für die vier Monate vom 1. September bis letzten December zu leisten sind, werden am 1. September des folgenden Jahres fällig.

Damit diejenigen der vertragenden Theile, welche in den Fall kommen, Herauszahlungen zur Ausgleichung ihrer Mindereinnahmen von den Cassen anderer Regierungen zu empfangen, jedesmal sobald wie möglich zu ihrem Guthaben gelangen, wird von dem Ausschuss gleichzeitig mit jeder vierteljährlichen Abrechnung ein Vertheilungsplan entworfen, worin die Geldbeträge, welche einzelne der vertragenden Theile zu dem angegebenen Zwecke aus den Cassen eines anderen zu empfangen

haben, in runden Summen ausgeworfen und die Cassen, von denen die Zahlung zu leisten ist, bezeichnet werden.

Nach diesem Vertheilungsplane, welcher zugleich mit der jedesmaligen Abrechnung an die Central-Finanzstellen gelangt, wird verfahren und das Erforderliche zu dessen Ausführung veranlasst, insofern nicht etwa gegen denselben erhebliche Anstände obwalten, in welchem Falle diese dem Bundesrathe unverzüglich mitzutheilen sind. Wegen Forderungen, welche mit der Zollabrechnung nicht in Verbindung stehen, werden die herauszuzahlenden Beträge nicht zurückgehalten werden.

Bei der Uebersendung des erwähnten Vertheilungsplans wird der Ausschuss angeben, inwiefern bei dessen Entwerfung nach den bereits zum Voraus geäusserten Wünschen der vertragenden Theile verfahren worden ist, und somit deren ausdrückliche Billigung der desfallsigen Vorschläge mit Bestimmtheit angenommen werden kann.

Die definitiven Jahresabrechnungen legt der Ausschuss mit seinen Bemerkungen dem Bundesrathe zur Beschlussnahme vor.

Art. 18. Das Begnadigungs- und Strafverwandlungsrecht bleibt jedem Vereinsstaate in seinem Gebiete vorbehalten. Auf Verlangen werden periodische Uebersichten der erfolgten Straferlasse dem Bundesrathe des Zollvereins mitgetheilt werden.

Art. 19. Die Erhebung und Verwaltung der gemeinschaftlichen Abgaben (Art. 10) bleibt jedem Vereinsstaate, soweit derselbe sie bisher ausgeübt hat, innerhalb seines Gebietes überlassen.

Es werden daher in jedem dieser Staaten bei den Local- und Bezirksstellen für die Erhebung und Aufsicht, welche nach der hierüber getroffenen besonderen Uebereinkunft nach gleichförmigen Bestimmungen angeordnet, besetzt und instruirt werden sollen, die Beamten und Diener auch ferner von der Landesregierung ernannt.

In jedem dieser Vereinsstaaten, mit Ausnahme des Thüringischen Vereinsgebietes, wird die Leitung des Dienstes der Local- und Bezirksbehörden, sowie die Vollziehung der gemeinschaftlichen Zollgesetze überhaupt, einer oder, wo sich das Bedürfniss hierzu zeigt, mehreren Zolldirectionen übertragen, welche dem einschlägigen Ministerium des betreffenden Staates untergeordnet sind. Die Bildung der Zolldirectionen und die Einrichtung ihres Geschäftsganges bleibt den einzelnen Staatsregierungen

überlassen; der Wirkungskreis derselben aber kann, insoweit er nicht schon durch gegenwärtigen Vertrag und die gemeinschaftlichen Zollgesetze bestimmt ist, durch eine vom Bundesrathe des Zollvereins festzustellende Instruction bezeichnet werden.

In dem Thüringischen Vereinsgebiete vertritt der gemeinschaftliche Generalinspector in den Berührungen mit dem Bundesrathe und mit den Zollbehörden der anderen Vereinsstaaten die Stelle einer Zolldirection.

Art. 20. Für Einhaltung des gesetzlichen Verfahrens bei der Erhebung und Verwaltung der gemeinschaftlichen Abgaben hat das Präsidium Sorge zu tragen.

Es ordnet zu diesem Zwecke, nach Vernehmung des Ausschusses des Bundesrathes für Zoll- und Steuerwesen (Art. 8 § 3), den Haupt-Zollämtern sowohl an den Grenzen als im Innern (Haupt-Steuerämtern mit Niederlagen) und den Directivbehörden Vereinsbeamte bei.

Die den Hauptämtern beigeordneten Controleure haben von allen Geschäften derselben und der Nebenämter in Beziehung auf die Grenzbewachung und das Verfahren bei der Zoll- und Steuererhebung Kenntniss zu nehmen und auf Einhaltung eines gesetzlichen Verfahrens, ingleichen auf die Abstellung etwaiger Mängel einzuwirken, übrigens sich jeder eigenen Verfügung zu enthalten. Ihre dienstliche Stellung und ihre Befugnisse werden durch eine Instruction geregelt.

Die den Directivbehörden beigeordneten Bevollmächtigten haben sich von allen vorkommenden Verwaltungsgeschäften, welche sich auf die durch den gegenwärtigen Vertrag eingegangene Gemeinschaft beziehen, vollständige Kenntniss zu verschaffen.

Ihr Geschäftsverhältniss ist durch eine besondere Instruction näher bestimmt, als deren Grundlage die unbeschränkte Offenheit von Seiten der Verwaltung, bei welcher die Bevollmächtigten fungiren, in Bezug auf alle Gegenstände der gemeinschaftlichen Verwaltung und die Erleichterung jedes Mittels, durch welches sie sich die Information hierüber verschaffen können, angenommen ist, während andererseits ihre Sorgfalt nicht minder aufrichtig dahin gerichtet sein soll, eintretende Anstände und Meinungsverschiedenheiten auf eine dem gemeinsamen Zwecke und dem Verhältnisse verbündeter Staaten entsprechende Weise zu erledigen.

Die Ministerien oder obersten Verwaltungsstellen der

Vereinsstaaten werden überdies dem Bundesrathe auf Verlangen jede gewünschte Auskunft über die gemeinschaftlichen Angelegenheiten mittheilen.

Die Gehälter und alle übrigen Kosten der Vereins-Controleure und Bevollmächtigten trägt der Verein.

Art. 21. Die vertragenden Theile werden Erfindungspatente und Privilegien nur unter Beachtung der in der Uebereinkunft vom 21. September 1842 festgestellten Grundsätze ertheilen.

Sollte einer von ihnen während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages von dieser Verpflichtung zurücktreten wollen, so wird er seinen Rücktritt den übrigen vertragenden Theilen drei Monate vor der Ausführung erklären. Dieser Rücktritt darf sich jedoch weder auf die Bestimmung unter Nr. III der gedachten Uebereinkunft, noch auf die Verpflichtung erstrecken, die Angehörigen der übrigen vertragenden Theile sowohl in Betreff der Verleihung von Patenten, als auch hinsichtlich des Schutzes für die durch die Patentertheilung begründeten Befugnisse den eigenen Angehörigen gleich zu behandeln.

Art. 22. Chausseegelder oder andere statt derselben bestehende Abgaben, ebenso Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem anderen Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staates oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Commune geschieht, sollen sowohl auf Chausseen, als auch auf unchaussirten Land- und Heerstrassen, welche die unmittelbare Verbindung zwischen den an einander grenzenden Vereinsstaaten bilden und auf denen ein grösserer Handels- und Reiseverkehr stattfindet, nur in dem Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten angemessen sind.

Das in dem Preussischen Chausseegeld-Tarife vom Jahre 1828 bestimmte Chausseegeld soll als der höchste Satz angesehen und hinführo in den Gebieten keines der vertragenden Theile überschritten werden, mit alleiniger Ausnahme des Chausseegeldes auf solchen Chausseen, welche von Corporationen oder Privatpersonen oder auf Actien angelegt sind oder angelegt werden möchten, insofern dieselben nur Nebenstrassen sind oder blos locale Verbindungen einzelner Ortschaften oder Gegenden mit grösseren Städten oder mit den eigentlichen Haupthandelsstrassen bezwecken.

An Stelle der vorstehend in Beziehung auf die Höhe der Chausseegelder eingegangenen Verbindlichkeit tritt für Oldenburg die Verpflichtung, die dermaligen Chausseegeldsätze nicht zu erhöhen.

Besondere Erhebungen von Thorsperr- und Pflastergeldern sollen auf chaussirten Strassen da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatze gemäss aufgehoben und die Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, dass davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarife zur Erhebung kommen.

Art. 23. Die Wasserzölle oder auch Wegegeldgebühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen, welche das Schiffsgefäss treffen (Recognitionsgebühren), sind von der Schifffahrt auf solchen Flüssen, auf welche die Bestimmungen des Wiener Congresses oder besondere Staatsverträge Anwendung finden, ferner gegenseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten, insofern hierüber nichts Besonderes verabredet worden ist, oder verabredet werden wird.

Auf den übrigen Flüssen, bei welchen weder die Wiener Congressacte noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle oder Wasserwegegelder nach den privativen Anordnungen der betreffenden Regierungen erhoben. Diese Abgaben sollen jedoch den Betrag von 1/4 Gr. vom Zollzentner oder 1 Kr. vom Bayerischen Zentner für die Meile nicht übersteigen.

Auf allen diesen Flüssen wird jeder Vereinsstaat die Angehörigen der anderen Vereinsstaaten, deren Waaren und Schiffsgefässe in jeder Beziehung, insbesondere auch hinsichtlich der Binnenschifffahrt, gleich seinen eigenen behandeln.

Art. 24. In den Gebieten der vertragenden Theile sollen Stapel- und Umschlagsrechte auch ferner nicht zulässig sein. Niemand soll zur Anhaltung, Verladung oder Lagerung gezwungen werden können, als in den Fällen, in welchen die gemeinschaftliche Zollordnung oder die betreffenden Schifffahrts-Reglements es zulassen oder vorschreiben.

Art. 25. Canal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlagegebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen nur bei Benutzung wirklich bestehender Einrichtungen erhoben werden und, mit Aus-

nahme der Abgaben für die Befahrung der nicht im Staatseigenthum befindlichen künstlichen Wasserstrassen, die zur Unterhaltung und gewöhnlichen Herstellung erforderlichen Kosten nicht übersteigen. Alle diese Abgaben sollen von den Angehörigen aller Vereinsstaaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Angehörigen, ingleichen ohne Rücksicht auf die Bestimmung der Waaren erhoben werden.

Findet der Gebrauch einer Waageeinrichtung nur zum Behufe der Zollermittelung oder überhaupt einer zollamtlichen Controle statt, so tritt eine Gebührenerhebung nicht ein.

Art. 26. Die vertragenden Theile werden gemeinschaftlich dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit befördert und der Befugniss der Angehörigen des einen Staates, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Angehörigen eines Vereinsstaates, welche in dem Gebiete eines anderen Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, soll keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Angehörigen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Kaufleute, Fabricanten und andere Gewerbetreibende, welche sich darüber ausweisen, dass sie in dem Vereinsstaate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Abgaben für das von ihnen betriebene Geschäft entrichten, wenn sie persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende Ankäufe machen, oder Bestellungen, nur unter Mitführung von Mustern, suchen, in den anderen Staaten keine weitere Abgabe zu entrichten verpflichtet sein.

Auch sollen beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabricate in jedem Vereinsstaate die Angehörigen der anderen Vereinsstaaten ebenso wie die eigenen Angehörigen behandelt werden.

Art. 27. Die vertragenden Theile werden gemeinschaftlich dahin wirken, für das Maasssystem und, soweit nöthig, für das Gewichtssystem ihrer Gebiete die zur Förderung des gegenseitigen Verkehrs wünschenswerthe Uebereinstimmung herbeizuführen.

Art. 28. Die Seehäfen der Staaten des Norddeutschen

Bundes sollen dem Handel der Angehörigen der übrigen vertragenden Theile gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche von den eigenen Angehörigen entrichtet werden, offen stehen; auch sollen die in fremden See- und anderen Handelsplätzen angestellten Consuln eines oder des anderen der vertragenden Theile veranlasst werden, der Angehörigen der übrigen Vereinsstaaten sich in vorkommendon Fällen möglichst mit Rath und That anzunehmen.

Art. 29. Der gegenwärtige Vertrag tritt mit dem 1. Januar 1868 in Wirksamkeit.

Er soll, sofern er nicht vor dem 1. Januar 1876 von dem einen oder dem anderen der vertragenden Theile aufgekündigt wird, auf weitere zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Er soll alsbald zur Ratification der vertragenden Theile vorgelegt und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden spätestens am 31. October des laufenden Jahres in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 8. Juli 1867.

v. Pommer-Esche. v. Philipsborn. Delbrück. Weber.
Gerbig. v. Thümmel. v. Spitzemberg. Riecke.
Mathy. Ewald. Thon. v. Liebe.

Schluss-Protocoll.

Verhandelt Berlin, den 8. Juli 1867.

Die Unterzeichneten vereinigten sich heute, um den in Vollmacht ihrer Hohen Committenten vereinbarten Vertrag über die Fortdauer des Zoll- und Handelsvereins nach nochmaliger gemeinschaftlicher Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende, der Schlussverhandlung vorbehaltene Erklärungen, Verabredungen und erläuternde Bemerkungen in gegenwärtiges Schluss-Protocoll niedergelegt wurden.

1. Zum Art. 1 des Vertrages.

1. Die Verabredung, welche im Art. 1 des Vertrages über die Wirksamkeit der daselbst genannten Verträge getroffen ist, soll auch auf diejenigen näheren Bestimmungen und Abreden, welche in den zu jedem dieser Verträge gehörigen Protocollen enthalten sind, sowie überhaupt auf alle in Folge der Zollvereinigungs-Verträge zum Vollzuge derselben und zur weiteren inneren Ausbildung des Vereins getroffenen Vereinbarungen Anwendung finden.

2. Durch die Bestimmung in diesem Artikel wird der Berücksichtigung der in Schleswig-Holstein bestehenden besonderen Verhältnisse bei der daselbst vorzunehmenden Zollorganisation nicht vorgegriffen.

2. Zum Art. 3 § 7 des Vertrages.

Man ist übereingekommen, dass, als Ausnahme von dem bei Ausführung der Vorschrift im § 43 des Zollgesetzes seither befolgten Grundsatze, Roheisen und altes Brucheisen, welches für Eisengiessereien, Hammerwerke und Walzwerke zur Verarbeitung mit der Bestimmung eingeht, die daraus gefertigten Waaren in das Ausland auszuführen oder für den Bau von Seeschiffen zu verwenden, unter den in der Anlage A. näher bezeichneten Bedingungen und Controlen auf Vereinsrechnung zollfrei abgelassen werden kann.

3. Zum Art. 4 des Vertrages.

Man ist darüber einverstanden, dass die Bestimmung im Art. 4, indem sie die Fortdauer des in einzelnen Vereinsstaaten zur Zeit bestehenden Verbots der Einfuhr von Spielkarten ausschliesst, der Befugniss der Vereinsregierungen keinen Eintrag thut, wie von inländischen, so auch von den aus anderen Vereinsstaaten oder aus dem Vereinsauslande eingehenden Spielkarten eine Stempelabgabe zu erheben. Letztere wird von fremden Spielkarten mit keinem höheren Betrage erhoben werden, als von dem im Lande der Erhebung verfertigten.

Spielkarten, welche aus dem freien Verkehr eines Vereinsstaates nach einem Vereinsstaate in welchem eine Stempelabgabe erhoben wird, zum Verbleib oder zum Durchgange versendet werden, unterliegen der Uebergangsschein-Controle.

4. Zum Art. 5 Nr. II. §§ 2, 3, 4, 5 und 7 des Vertrages.

Die im Art. 11 des Vertrages vom 16. Mai 1865 unter Nr. II. §§ 2, 3, 4, 5 und 7 enthaltenen, auf die innere Steuer vom Tabak bezüglichen Verabredungen sind in den Vertrag vom heutigen Tage nur deshalb nicht übernommen worden, weil sie ihre Erledigung finden werden, sobald die im Art. 3 § 4 des Vertrages vom heutigen Tage getroffene Bestimmung zur Ausführung gelangt sein wird. Sie bleiben daher bis zu diesem Zeitpunkte in voller Wirksamkeit.

5. Zum Art. 5 § 5 des Vertrages.

Eine Uebersicht der Steuersätze, welche in denjenigen Vereinsstaaten, wo innere Steuern auf die Hervorbringung oder Zubereitung gewisser Erzeugnisse gelegt sind, von den gleichnamigen vereinsländischen Erzeugnissen erhoben oder bei der Ausfuhr solcher Erzeugnisse nach anderen Vereinsstaaten rückvergütet werden, ist unter B. beigefügt.

6. Zum Art. 6. des Vertrages.

In Beziehung auf die schon bisher zum Zollverein gehörigen Staaten bleiben diejenigen Anordnungen aufrecht erhalten, welche rücksichtlich des erleichterten Verkehrs der ausgeschlossenen Landestheile mit dem Hauptlande gegenwärtig bestehen.

7. Zum Art. 8 § 3 des Vertrages.

Der Aufwand für die den Ausschüssen zur Verfügung gestellten Beamten wird zwischen dem Norddeutschen Bunde und den süddeutschen Staaten nach dem Verhältniss vertheilt werden, in welchem die in die Casse des ersteren fliessenden Zölle und Verbrauchsabgaben zu den Antheilen stehen, welche die letzteren von den nach Art. 10 des Vertrages in die Gemeinschaft fallenden Abgaben erhalten.

8. Zum Art. 8 § 6 des Vertrages.

Preussen wird, unbeschadet seiner ausschliesslichen Berechtigung, im Namen des Vereins Handels- und Schifffahrtsverträge mit fremden Staaten einzugehen, bei Verträgen mit Oesterreich und der Schweiz die angrenzenden Vereinsstaaten zur Theilnahme an den dem Abschluss vorangehenden Verhandlungen einladen. Im Falle eine Uebereinstimmung nicht zu erzielen, wird es dessenungeachtet bei der Bestimmung des § 6 sein Bewenden behalten.

9. Zum Art. 8 § 12 des Vertrages.

1. Die Functionen, welche durch die im § 1 des gegenwärtigen Protokolls bezeichneten Bestimmungen, Abreden und Vereinbarungen der Generalconferenz übertragen sind, gehen auf den Bundesrath des Zollvereins über.

2. Man ist darüber einverstanden, dass der Bundesrath des Zollvereins auch diejenigen seinem Geschäftskreise angehörenden Angelegenheiten zu erledigen hat, welche aus der Zeit vor dem 1. Januar k. J. herrühren und auf dem vertragsmässigen Wege nicht haben erledigt werden können.

10. Zum Art. 12 des Vertrages.

Zur Vermeidung der Unzuträglichkeiten, welche die im Art. 12 des Vertrages vom heutigen Tage erneuerte Verpflichtung zur gegenseitigen Annahme der Silbermünzen bei allen Zollhebestellen mit Rücksicht auf die obwaltende Verschiedenheit des Münzfusses herbeiführen kann, ist verabredet, dass

a) die aus den Abrechnungen über die gemeinschaftlichen Einnahmen sich ergebenden Herauszahlungen an andere Vereinsstaaten, soweit sie nicht durch die bei den Zollcassen eingegangenen Münzen des empfangenden Staates oder der mit letzterem in genauerer Uebereinstimmung

stehenden Staaten geleistet werden können, nur entweder in Vereinsthalern (Art. 8 des Münzvertrages vom 24. Januar 1857) oder in ganzen Thaler- oder Guldenstücken, nicht aber in Theilstücken des Thalers oder Guldens geleistet werden sollen; auch dass

b) die bei den Zollcassen solcher Vereinsstaaten, welche nach Gulden rechnen, eingegangenen Theilstücke des Thalers, sowie umgekehrt die bei den Zollcassen der Staaten, die nach Thalern rechnen, eingegangenen Theilstücke des Guldens, sofern der empfangende Staat sich derselben nicht durch die aus der Abrechnung sich ergebenden Herauszahlungen entledigen kann, auf Verlangen bei der nächstgelegenen landesherrlichen Casse des Vereinsstaates, dessen Stempel sie tragen, gegen ganze Thaler- und resp. Guldenstücke ausgewechselt werden sollen, ohne dass jedoch dem Staate, welcher die Auswechselung übernimmt, anderweite Unkosten hieraus erwachsen dürfen.

11. Zum Art. 13 des Vertrages.

Die unter C. anliegende Nachweisung enthält diejenigen Beträge, welche bei dem Neubau eines Seeschiffes für die nicht speciell nachzuweisenden Eisenbestandtheile als Zollvergütung höchstens zu gewähren sind.

12. Zum Art. 14 des Vertrages.

Die unter Nr. 6 f. 2 und 3, Nr. 10 c., Nr. 12 g., Nr. 19 a. und b., Nr. 21 a. 1, Nr. 27 b., c., d. und e., Nr. 31 c., Nr. 35 b. und c., Nr. 38 b., c. und d. und Nr. 40 b. und c. der zweiten Abtheilung des bis zum 1. Juli 1865 gültig gewesenen Vereinstarifs begriffenen Gegenstände sollen, ungeachtet sie durch den gegenwärtig bestehenden Zolltarif mit geringeren Zollsätzen belegt sind, als dem im § 3 der Leipziger Messordnung vom 4. December 1833 und den analogen Bestimmungen für andere Messplätze festgesetzten Minimalsatze, auch ferner contofähig bleiben.

13. Zum Art. 16 des Vertrages.

Mit Rücksicht auf das besonders ungünstige Verhältniss, welches zwischen der Länge der Zollgrenze des Herzogthums Oldenburg auf der einen und dem Flächeninhalte, sowie der Bevölkerung desselben auf der anderen Seite obwaltet, wird Oldenburg ausnahmsweise ein Zuschuss zu seiner Pauschsumme, und zwar auf Höhe von 4500 Thalern, auch ferner gewährt werden.

14. Zum Art. 28 des Vertrages vom 4. April 1853.

Auf Grund der Verabredung unter Nr. 13 des Schluss-Protokolls vom 16. Mai 1865 ist für Oldenburg eine besondere Directivbehörde errichtet worden.

15. Zum Art. 20 des Vertrages.

1. Preussen wird zur Ausübung der ihm nach Art. 20 des Vertrages vom heutigen Tage zustehenden Controle auch Beamte der anderen Vereinsstaaten, unter Berücksichtigung der Wünsche der betreffenden Regierungen, verwenden.

2. Als Grundlage der in diesem Artikel erwähnten Instruction, welche das Geschäftsverhältniss der den Directivbehörden der Vereinsstaaten beizuordnenden Bevollmächtigten näher bestimmen soll, ist verabredet worden, dass ein solcher Bevollmächtigter da, wo er seinen Sitz erhalten hat, die nachstehend bestimmte Wirksamkeit auszuüben berechtigt sein soll.

a) Derselbe kann allen Sitzungen der Directivbehörde beiwohnen. Eine jede Verfügung und Anweisung, welche die letztere oder deren Vorstand in Beziehung auf die Verwaltung der gemeinschaftlichen Abgaben an die ihr untergeordneten Behörden ergehen lässt, muss vor der Ausfertigung ihm, sofern er am Orte anwesend ist, zur Einsicht im Concepte vorgelegt und darf nicht eher ausgefertigt werden, als nachdem er sein Visa beigesetzt hat.

b) Dieses Visa soll der Bevollmächtigte zwar weder verweigern noch verzögern dürfen, bei Ertheilung desselben ist er jedoch berechtigt, wenn er befürchtet, dass aus dem Vollzuge der Verfügung oder Anweisung ein Nachtheil für den Zollverein entstehen möchte, seine abweichende Ansicht motivirt auf dem Concepte zu vermerken und zu verlangen, dass die Directivbehörde wenigstens gleichzeitig mit dem Erlasse der fraglichen Verfügung an das ihr vorgesetzte Ministerium Bericht erstatte.

c) Insofern dass Letztere nicht rechtzeitig Abhülfe getroffen haben, oder eine Verständigung mittelst Correspondenz der Ministerien oder der obersten Zollbehörden der betreffenden Staaten nicht inzwischen eingetreten sein sollte, ist an den Bundesrath des Zollvereins zu recurriren, um die Differenz und den etwanigen Anspruch auf Entschädigung des Vereins gegen diejenige Regierung, deren Behörde dazu Veranlassung gegeben hat, zur Entscheidung zu bringen.

d) Zu den Befugnissen des Bevollmächtigten gehört auch die Visitation des Grenz- und Revisionsdienstes auf der Zolllinie und des Verfahrens bei der Zoll- und Steuererhebung in dem Gebiete, wo er beglaubigt ist, wobei derselbe sich der Beihülfe der ihm hierzu zugewiesenen Beamten bedienen kann. Er ist jedoch nicht berechtigt, bei solchen Revisionen Befehle an die Zoll- oder Steuerbeamten zu ertheilen oder Anordnungen in der Verwaltung zu treffen, vielmehr kann er nur bei der betreffenden Directivbehörde die schleunige Abstellung der von ihm etwa entdeckten Mängel in Antrag bringen.

e) Es steht dem Bevollmächtigten, wie jedem Mitgliede der Directivbehörde, die Einsicht der Acten, Bücher, Rechnungen und Register etc. sowohl dieser Behörde, als auch der Zoll- und Steuererhebungs-Behörden zu.

f) Er kann die Rechnungen über die gemeinschaftlichen Abgaben prüfen und dagegen Erinnerungen machen, ohne jedoch die Führung und Abnahme derselben, ingleichen die Entscheidung der Erinnerungen durch die dem Rechnungsführer vorgesetzte Dienstbehörde aufzuhalten. Findet er die Entscheidung dem Vereinsinteresse nicht entsprechend, so hat er den betreffenden Gegenstand bei dem Bundesrathe zur Anzeige zu bringen.

16. Zum Art. 22 des Vertrages.

In Betreff des Betrages des Chausseegeldes im Königreiche Sachsen und in denjenigen zu dem Thüringischen Vereine gehörigen Ländern, wo die Meilen eben so lang als die Sächsischen Meilen sind, verbleibt es bei den darüber in den Schlussprotokollen zu den Verträgen vom 30. März und 11. Mai 1833 getroffenen Verabredungen.

17. Zum Art. 26 des Vertrages.

Man ist darüber einverstanden, dass die im dritten Absatze des Art. 26 bezeichneten Gewerbetreibenden und Reisenden Waaren zum Verkauf auch ferner nicht mit sich führen, aufgekaufte Waaren aber selbst nach dem Bestimmungsorte mitnehmen dürfen.

Das hiernach anzuwendende Formular für die Gewerbe-Legitimationskarten ist unter D. beigefügt.

Die sämmtlichen Bevollmächtigten ertheilen sich gegenseitig die Zusicherung, dass, wie dies auch bei den früheren Zollvereinigungs-Verträgen geschehen ist, ihre Regierungen mit der Ratification des Vertrages zugleich auch die im gegenwärtigen Protokoll enthaltenen Verabredungen, ohne weitere förmliche Ratification derselben, als genehmigt ansehen und aufrecht erhalten werden.

Der Vertrag ward hierauf in einem Exemplare, welches für den Gesammtverein im Königlich Preussischen Geheimen Staatsarchiv aufbewahrt werden soll, von den Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt, und sollen die bereits vorbereiteten Abdrücke Preussischer Seits nach erfolgter Beglaubigung sofort den Bevollmächtigten der übrigen Vereinsregierungen zugestellt werden.

Nachdem endlich noch constatirt war, dass die Ratification des Vertrages für den Norddeutschen Bund nur durch dessen Präsidium zu erfolgen habe, und dass, wie bereits in früheren ähnlichen Fällen geschehen, eine solche Form der Ratification

gewählt werden könne, wodurch der Gegenstand der letzteren, ohne vollständige Einrückung der Vertragsartikel, hinlänglich genau bezeichnet wird, wurde auch gegenwärtiges Protokoll in einem Exemplare nach geschehener Verlesung unterzeichnet und von den Königlich Preussischen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der alsbaldigen Mittheilung beglaubigter Abdrücke an die übrigen Bevollmächtigten, nebst dem Vertrage, Behufs der weiteren Beförderung an das Königliche Geheime Staatsarchiv, in Empfang genommen.

G. w. o.

v. Pommer-Esche. *v. Philipsborn.* *Delbrück.* *Weber.*
Gerbig. *v. Thümmel.* *v. Spitzemberg.* *Riecke.*
Mathy. *Ewald.* *Thon.* *v. Liebe.*

Anlage zu Nr. 2 des Schluss-Protokolls.

A.

1) Die Begünstigung wird nur solchen Fabricanten ertheilt, welche in Beziehung auf die Beobachtung der Zollgesetze unbescholten sind.

2) Den Fabricanten wird eine unter amtlichem Mitverschlusse stehende Privatniederlage von ausländischem Roheisen aller Art und altem Brucheisen bewilligt, für welche sie auf ihre Kosten einen sicheren verschliessbaren Raum herzurichten haben. Die allgemeinen Bestimmungen über die unter Mitverschluss der Zollbehörde stehenden Privatniederlagen finden auf diese Niederlage gleichmässig Anwendung.

Die Niederlegung des Roh- und Brucheisens kann auch in einer öffentlichen Niederlage stattfinden.

3) Bei der betreffenden Zoll- oder Steuerstelle wird für jeden Fabricanten ein Conto geführt, in welchem die Mengen des eingeführten, in die Niederlage gebrachten, ausländischen Roh- und Brucheisens und die Gattung und Mengen der daraus verfertigten, in das Ausland ausgeführten, in einer öffentlichen Niederlage niedergelegten oder für den inländischen Schiffbau verwendeten Waaren nachgewiesen werden.

4) Wenn aus der Niederlage Roh- oder Brucheisen zur Verarbeitung für das Ausland oder zu Schiffbaugegenständen entnommen werden soll, so hat der Fabricant der betreffenden Zoll- oder Steuerstelle solches unter Angabe der daraus zu verfertigenden Waaren zeitig zuvor mittelst schriftlicher Anmeldung anzuzeigen.

Die angemeldete Menge wird aus der Niederlage verabfolgt, der Abgang auf der Anmeldung bescheinigt und im Conto bemerkt.

5) Die Abschreibung vom Niederlageconto erfolgt, nachdem die Ausfuhr, die Niederlegung in einer öffentlichen Niederlage oder die Verwendung zum Schiffbau der aus dem verab-

folgten Roh- oder Bruchеisen verfertigten Gegenstände bescheinigt worden, und zwar auf Höhe des Gewichtes dieser Gegenstände.

6) Am Schlusse jedes Quartals wird der Zollbetrag fällig, welcher der Differenz zwischen dem Gewichte der im Laufe des vorletzten Quartals von der Niederlage abgemeldeten und dem Gewichte der im Laufe des letzten Quartals von dem Niederlageconto abgeschriebenen Menge entspricht. Ist die letztere Menge grösser als die erstere, so kommt die Differenz bei dem nächsten Quartalabschlusse zur Anrechnung.

7) Lagerrevisionen finden ganz nach dem Ermessen der Zollverwaltung statt, jedenfalls aber wird mindestens einmal im Jahre eine Revision der ganzen Niederlage vorgenommen.

8) Die Fabrikanten haben die über den Fabrikbetrieb zu führenden Bücher (Fabrik- oder Betriebsbücher) so einzurichten, dass daraus ohne besondere Schwierigkeiten ersehen werden kann, welche Arten von Waaren hergestellt sind und welches Material dazu benutzt worden ist.

Die Einsicht dieser Fabrik- oder Betriebsbücher ist den mit der Beaufsichtigung der Fabrik beauftragten Beamten jederzeit zu gestatten.

Auch sind die Fabrikanten verpflichtet, auf Verlangen des Hauptamtes, die Einsicht ihrer sonstigen Geschäftsbücher und Correspondenzen zu gestatten, um Ueberzeugung davon zu gewähren, wessen Bestellungen sie ausführen, sowie ob und in welchem Umfange sie inländisches Eisen oder Eisenwaaren beziehen.

9) Der Zollverwaltung bleibt ferner vorbehalten, nach Befinden weitere Controlen anzuordnen, namentlich aber den Betrieb der Fabriken durch Aufsichtsbeamte speciell überwachen zu lassen. Diesen Beamten ist der Zutritt zu allen Fabrikräumen zu jeder Tageszeit und auch zur Nachtzeit so lange zu gestatten, als in der Fabrik gearbeitet wird.

10) Die Zollverwaltung ist befugt, die Begünstigung jederzeit zurückzunehmen.

Die Zurücknahme soll immer erfolgen, wenn ein Fabrikant wegen Defraudation die gesetzliche Strafe verwirkt hat, und sie kann insbesondere auch dann ausgesprochen werden, wenn ein Buchführer oder Arbeiter der Fabrik in solcher Art wegen Vergehungen, welche er im Interesse des Fabrikanten verübt hat, mit Strafe belegt worden ist.

11) Die Fabrikanten haben sich einer von der Directivbehörde zu bestimmenden Conventionalstrafe bis zu der Summe von 100 Thalern in allen Fällen zu unterwerfen, in welchen sie den im Interesse der Zollverwaltung von den zuständigen Zoll- oder Steuerbehörden getroffenen Anordnungen keine Folge leisten, vorbehaltlich der Zurücknahme der Begünstigung bei fortgesetzter Weigerung.

31.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la République de Paraguay d'autre part; signé à Asuncion, le 1er août 1860.**)

Texte allemand.

Seine Königliche Hoheit der Regent, Prinz von Preussen, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen, sowohl für Sich, als in Vertretung der dem Preussischen Zoll- und Steuer-Systeme angeschlossenen souverainen Länder und Landestheile, nämlich des Grossherzogthums Luxemburg, der Grossherzoglich Mecklenburgischen Enclaven Rossow, Netzeband und Schönberg, des Grossherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld, der Herzogthümer Anhalt-Dessau-Köthen und Anhalt-Bernburg, der Fürstenthümer Waldeck und Pyrmont, des Fürstenthums Lippe und des Landgräflich Hessischen Oberamts Meisenheim, als auch Namens der übrigen Mitglieder des Deutschen Zoll- und Handelsvereins, nämlich der Krone Bayern, der Krone Sachsen, der Krone Hannover zugleich in Vertretung des Fürstenthums Schaumburg-Lippe, und der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, zugleich das Landgräflich Hessische Amt Homburg vertretend, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten, namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg und Gotha, der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss älterer und Reuss jüngerer Linie, des Herzogthums Braunschweig, des Herzogthums Oldenburg, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits, und Seine Excellenz der Präsident des Freistaates Paraguay andererseits, von dem Wunsche beseelt, die Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Beziehungen

*) En allemand et en espagnol. Les ratifications ont été échangées à Asuncion, le 29 octobre 1861.

zwischen den Staaten des Zollvereins und dem Freistaate Paraguay auszudehnen und zu befestigen, haben es für zweckmässig und angemessen erachtet, Unterhandlungen zu eröffnen und zu gedachtem Behufe einen Vertrag abzuschliessen und haben zu dem Ende zu Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Se. Königliche Hoheit der Regent, Prinz von Preussen Allerhöchst Ihren Geschäftsträger bei dem Freistaate Paraguay Herrn Friedrich von Gülich, und

Se. Excellenz der Präsident des Freistaates Paraguay den Paraguayischen Bürger Francisco Sanchez, Minister der auswärtigen Angelegenheiten,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten sich mitgetheilt, und solche in guter und gehöriger Form befunden haben, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Art. 1. Zwischen den Staaten des Zollvereins und dem Freistaate Paraguay, sowie zwischen den Unterthanen und Bürgern derselben ohne Unterschied der Personen und Orte, soll vollkommener Friede und aufrichtige Freundschaft bestehen. Die hohen contrahirenden Theile werden für die beständige und fortdauernde Erhaltung dieser Freundschaft und dieses guten Einvernehmens nach Kräften Sorge tragen.

Art. 2. Der Freistaat Paraguay gesteht, Kraft des ihm zuständigen Landeshoheitsrechts, der Handelsflagge der Unterthanen der Zollvereins-Staaten die freie Schifffahrt zu auf dem Flusse Paraguay bis Asuncion, der Hauptstadt des Freistaates, so wie auf der rechten Seite des Parana von dem Punkte an, wo derselbe zum Freistaate gehört, bis zur Stadt Encarnacion. Die Unterthanen der Zollvereins-Staaten sollen mit ihren Schiffen und Ladungen frei und sicher in die vorerwähnten Orte und Häfen einlaufen und aus denselben auslaufen, sie sollen in allen Theilen der genannten Gebiete bleiben und sich wohnhaft aufhalten, Häuser und Waarenlager miethen und mit Natur- und Gewerbs-Erzeugnissen und Gegenständen des erlaubten Verkehrs aller Art, so weit es die Gesetze des Landes gestatten, Handel treiben dürfen, vorausgesetzt, dass sie sich dabei den Gebräuchen und hergebrachten Gewohnheiten des Landes unterwerfen. Sie können ihre Ladungen in dem Hafen von Pilar oder in denjenigen Orten, in welchen sonst der Handel mit

anderen Nationen erlaubt ist, vollständig oder theilweise löschen, oder ihre Fahrt mit der ganzen oder mit einem Theile der Ladung bis zu dem Hafen von Asuncion fortsetzen, je nachdem der Schiffsführer, der Eigenthümer oder der anderweit gehörig Bevollmächtigte dies für angemessen erachtet.

In gleicher Weise sollen diejenigen Bürger von Paraguay behandelt werden, welche mit Ladungen in Schiffen des Zollvereins oder Paraguay's nach den Häfen der Zollvereins-Staaten kommen.

Art. 3. Die hohen contrahirenden Theile kommen dahin überein, dass jede Begünstigung, jedes Vorrecht und jede Befreiung in Handels- oder Schifffahrts-Angelegenheiten, welche einer von ihnen den Unterthanen oder Bürgern irgend eines anderen Staates gegenwärtig bereits zugestanden hat oder künftig zugestehen möchte, bei Gleichheit des Falls und der Umstände, auf die Unterthanen oder Bürger des andern Theils ausgedehnt werden soll, und zwar unentgeltlich, wenn das Zugeständniss zu Gunsten jenes andern Staates unentgeltlich gemacht, oder gegen eine entsprechende Entschädigung, wenn das Zugeständniss bedingungsweise erfolgt war.

Art. 4. Es sollen auf die Einfuhr oder Ausfuhr von Natur- oder Gewerbs-Erzeugnissen der beiden contrahirenden Theile keine anderen oder höheren Abgaben gelegt werden, als diejenigen, welche von gleichnamigen Gegenständen, sofern sie Natur- oder Gewerbs-Erzeugnisse anderer fremder Länder sind, gegenwärtig oder künftig zu entrichten sind. Auch sollen keinerlei Gegenstände des Handels, welche Natur- oder Gewerbs-Erzeugnisse der Gebiete eines der beiden contrahirenden Theile sind, bei der Einfuhr in die Gebiete oder bei der Ausfuhr aus den Gebieten des anderen Theils mit einem Verbot belegt werden, welches nicht gleichmässig auf die Einfuhr oder auf die Ausfuhr gleicher Gegenstände aus oder nach den Gebieten jeder anderen Nation ausgedehnt wird.

Art. 5. In den Häfen des Freistaates Paraguay sollen von den Schiffen der Zollvereins-Staaten an Tonnengeldern, Leuchtthurm- oder Hafen-Abgaben, Lootsengebühren, Bergegeldern in Fällen von Seeschäden, oder Schiffbruch, oder andern örtlichen Abgaben, keine anderen oder höheren Auflagen oder Lasten erhoben werden, als diejenigen, welche in den nämlichen Häfen von Para-

guayischen Schiffen zu zahlen sind. Ebenso sollen in den Häfen der Zollvereins-Staaten von Paraguayischen keine anderen oder höheren Abgaben erhoben werden, als diejenigen, welche in denselben Häfen von Schiffen der Zollvereins-Staaten zu zahlen sind.

Art. 6. Bei der Einfuhr und Ausfuhr aller Waaren, welche jetzt oder künftig in die Gebiete der Zollvereins-Staaten oder Paraguay's gesetzlich eingeführt werden dürfen, sollen die nämlichen Abgaben erhoben werden, die Einfuhr oder Ausfuhr mag in Schiffen der Zollvereins-Staaten oder Paraguay's erfolgen.

Art. 7. Alle Schiffe, welche nach den Gesetzen der Zollvereins-Staaten als Schiffe dieser Staaten, und alle Schiffe, welche nach den Gesetzen von Paraguay als Paraguayische Schiffe zu betrachten sind, sollen für die Zwecke des gegenwärtigen Vertrages als Schiffe der Zollvereins-Staaten, beziehungsweise Paraguay's betrachtet werden.

Art. 8. Die Unterthanen der Zollvereins-Staaten sollen in dem Freistaate Paraguay die nämlichen Einfuhr- und Ausfuhr-Abgaben zahlen, welche von Paraguayischen Bürgern nach den gegenwärtig bestehenden oder künftig zu erlassenden Gesetzen zu zahlen sind. Ebenso sollen diese letzteren in den Staaten des Zollvereins diejenigen Abgaben zahlen, welche für Unterthanen dieser Staaten gegenwärtig bestehen oder künftig eingeführt werden.

Art. 9. Allen Kaufleuten, Schiffsführern und anderen Personen, welche Unterthanen oder Bürger eines der beiden contrahirenden Theile sind, soll es in den Gebieten des anderen völlig freistehen, ihre Geschäfte selbst zu betreiben oder die Betreibung derselben an Agenten, Mäkler, Factoren oder Dolmetscher, welche sie dazu nach Gutdünken wählen, zu übertragen. Sie sollen nicht gehalten sein, hierbei andere Personen zu verwenden, als diejenigen, deren sich auch die Eingebornen bedienen, oder denjenigen Personen, welche sie hierbei zu beschäftigen für angemessen halten, einen höheren Lohn oder eine höhere Vergütung zu zahlen, als in gleichem Falle von Eingebornen gezahlt werden.

Art. 10. Die Unterthanen der Zollvereins-Staaten sollen in Paraguay und die Bürger von Paraguay sollen in den Gebieten der Zollvereins-Staaten dieselbe volle Freiheit geniessen, welche jetzt oder in Zukunft den

Eingeborenen zusteht, alle Gegenstände des gesetzlich erlaubten Handels einzukaufen und zu verkaufen, von wem oder an wen es ihnen beliebt, und die Preise dafür nach Gutdünken festzusetzen, ohne dabei durch Monopole, Verträge oder ausschliessliche Einkaufs- oder Verkaufs-Privilegien beschränkt zu sein. Sie sind jedoch in dieser Hinsicht den gesetzlich eingeführten allgemeinen und ordentlichen Abgaben und Auflagen unterworfen.

Die Unterthanen und Bürger eines jeden der beiden contrahirenden Theile sollen in den Gebieten des anderen Theiles vollen und vollkommenen Schutz für ihre Personen und ihr Eigenthum geniessen und zur Verfolgung und Vertheidigung der ihnen zustehenden Rechte freien und offenen Zutritt zu den Gerichtshöfen haben. Sie sollen in dieser Beziehung dieselben Rechte und Privilegien geniessen, wie die eingeborenen Unterthanen und Bürger; auch soll es ihnen freistehen, in allen Rechtsfällen sich derjenigen Advocaten, Sachwalter oder Agenten aller Art zu bedienen, die sie dazu für geeignet erachten.

Art. 11. In Allem, was die Hafenpolizei, die Beladung und Löschung der Schiffe, die Lagerung und Sicherheit der Waaren, Güter und Effecten, die testamentarische oder anderweite Erbfolge in bewegliches Vermögen, die Verfügung über bewegliches Eigenthum jeder Art und Benennung mittelst Verkaufs, Schenkung, Tausch, Testament oder auf irgend eine andere Art betrifft, sowie in Allem, was auf die Rechtspflege Bezug hat, sollen die Unterthanen und Bürger eines jeden der contrahirenden Theile in den Gebieten des anderen Theiles die nämlichen Rechte, Privilegien und Freiheiten geniessen, wie die eingeborenen Unterthanen und Bürger, und sie sollen in keiner dieser Beziehungen mit anderen oder höheren Auflagen oder Abgaben, als denjenigen betroffen werden, welche jetzt oder künftig von eingeborenen Unterthanen oder Bürgern zu zahlen sind, wobei sie jedoch stets den örtlichen Gesetzen und Einrichtungen des Landes unterworfen bleiben. Im Fall ein Unterthan oder Bürger eines der beiden contrahirenden Theile in dem Gebiete des anderen ohne letztwillige Verfügung oder Testament stirbt, so soll der General-Consul, Consul oder Vice-Consul der Nation, welcher der Verstorbene angehörte, oder in dessen Abwesenheit der Vertreter des General-Consuls, des Consuls oder Vice-Consuls, soweit

die Gesetze jedes Landes dies gestatten, im Interesse der gesetzlichen Erben und der Gläubiger, das Eigenthum, welches der Verstorbene hinterlassen hat, bis dahin übernehmen, dass der gedachte General-Consul, Consul oder Vice-Consul, oder deren Vertreter einen Testaments-Executor oder Curator ernannt haben wird.

Art. 12. Die Unterthanen der Zollvereins-Staaten, welche sich in dem Freistaate Paraguay wohnhaft aufhalten, und die Bürger des Freistaates Paraguay, welche sich in den Gebieten der Zollvereins-Staaten wohnhaft aufhalten, sollen von allem unfreiwilligen Militairdienst zur See wie zu Lande, und von allen Zwangsanleihen oder militairischen Contributionen oder Requisitionen befreit bleiben, und sie sollen nicht gezwungen werden, andere oder höhere Lasten, Requisitionen oder Abgaben zu zahlen, als diejenigen, welche von den eingeborenen Unterthanen oder Bürgern zu zahlen sind.

Art. 13. Jeder der beiden contrahirenden Theile soll die Befugniss haben, zum Schutze des Handels Consuln zu bestellen, welche in den Besitzungen und Gebieten des anderen Theils residiren; bevor jedoch ein Consul seine Functionen als solcher ausübt, soll er von der Regierung, an welche er abgesendet worden, in der gebräuchlichen Form bestätigt und zugelassen werden, und ein jeder der contrahirenden Theile kann die Residenz von Consuln an denjenigen besonderen Plätzen, wo er solches für angemessen erachtet, ausschliessen. Die diplomatischen Agenten und Consuln der Zollvereins-Staaten in dem Freistaate Paraguay sollen alle Vorrechte, Exemtionen und Befreiungen geniessen, welche den diplomatischen Agenten und Consuln irgend einer anderen Nation gegenwärtig zugestanden sind, oder später werden zugestanden werden, und ebenso sollen die diplomatischen Agenten und Consuln des Freistaates Paraguay in den Gebieten der Zollvereins-Staaten alle Vorrechte, Exemtionen und Befreiungen geniessen, welche den diplomatischen Agenten und Cousuln irgend einer anderen Nation gegenwärtig zugestanden sind oder künftig werden zugestanden werden.

Art. 14. Zu grösserer Sicherheit des Handels zwischen den Unterthanen der Zollvereins-Staaten und den Bürgern des Freistaates Paraguay wird vereinbart, dass, wenn zu irgend einer Zeit eine Unterbrechung der freundschaft-

lichen Beziehungen oder unglücklicher Weise ein Bruch zwischen den beiden contrahirenden Theilen eintreten sollte, die Unterthanen oder Bürger eines jeden derselben, welche sich in den Gebieten des anderen Theiles niedergelassen haben, und daselbst ein Gewerbe oder eine sonstige Beschäftigung treiben, das Vorrecht geniessen sollen, daselbst zu verbleiben und ihr Gewerbe oder ihre Beschäftigung, ohne irgend welche Störung und in dem vollen Genuss ihrer Freiheit und ihres Eigenthums, so lange fortzusetzen, als sie sich friedlich verhalten und sich keiner Vergehungen gegen die Gesetze schuldig machen. Ihr Vermögen und ihre Effecten, von welcher Art und Beschaffenheit diese auch sein mögen und gleichviel, ob solche sich in ihrem eigenen Gewahrsam befinden, oder anderen Personen oder dem Staate anvertraut sind, sollen weder der Beschlagnahme oder Sequestration, noch irgend welchen anderen Auflagen oder Ansprüchen als denjenigen unterliegen, welchen auch die Effecten und das Vermögen eingeborener Unterthanen und Bürger unterworfen sind. Ziehen sie es jedoch vor, das Land zu verlassen, so soll ihnen die erforderliche Zeit vergönnt werden ihre Rechnungen in Ordnung zu bringen und über ihr Eigenthum zu verfügen und sie sollen freies Geleit erhalten, um sich in dem von ihnen selbst gewählten Hafen einzuschiffen.

Demgemäss sollen, in dem erwähnten Falle eines Bruches, die öffentlichen Fonds der contrahirenden Staaten nie confiscirt, sequestrirt oder zurückgehalten werden.

Art. 15. Die Unterthanen oder Bürger eines jeden der beiden contrahirenden Theile, welche in den Besitzungen oder Gebieten des anderen Theils wohnen, sollen in Beziehung auf ihre Häuser, ihre Personen und ihr Eigenthum den Schutz der Regierung in ebenso vollständigem und weitem Umfange geniessen, wie die eingeborenen Unterthanen oder Bürger.

In gleicher Weise sollen die Unterthanen oder Bürger eines jeden contrahirenden Theiles in den Besitzungen und Gebieten des anderen Theiles volle Gewissensfreiheit geniessen, und wegen ihres religiösen Glaubens nicht belästigt werden und diejenigen Unterthanen oder Bürger, welche in den Gebieten des anderen Theiles versterben, sollen auf den öffentlichen Begräbnissplätzen oder an

hierzu besonders bestimmten Plätzen mit angemessener äusserer Würde beerdigt werden.

Die Unterthanen der Zollvereins-Staaten, welche sich innerhalb der Gebiete des Freistaates Paraguay wohnhaft aufhalten, sollen die Freiheit geniessen, privatim und in ihren Wohnungen oder in den Wohnungen und Diensträumen der Consuln oder Vice-Consuln ihres Landes ihre Religionsgebräuche und ihren Gottesdienst auszuüben und sich daselbst ungehindert und unbelästigt zu versammeln.

Art. 16. Der gegenwärtige Vertrag soll bis zum 31. December 1865 in Kraft bestehen, und, wenn weder der eine noch der andere contrahirende Theil vermittelst amtlicher Erklärung seine Absicht, der Wirkung des Vertrages ein Ziel zu setzen, dem anderen ein Jahr vor Ablauf jener Frist ankündigt, so soll derselbe noch ein Jahr fortbestehen.

Es soll der Paraguayischen Regierung freistehen, die in dem gegenwärtigen Artikel vereinbarte amtliche Erklärung an Seine Majestät den König von Preussen oder an Allerhöchstdessen Repräsentanten bei dem Freistaate zu richten.

Art. 17. Der gegenwärtige Vertrag soll von den Regierungen der Zollvereins-Staaten innerhalb acht Monaten, von Seiner Excellenz dem Präsidenten des Freistaates Paraguay innerhalb zwölf Tagen nach Unterzeichnung desselben ratificirt und es sollen die Ratificationen in dieser Hauptstadt innerhalb achtzehn Monaten von demselben Datum an, oder wo möglich früher ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt in der Stadt Asuncion den ersten Tag des Monats August ein Tausend acht hundert und sechzig.

Friedrich von Gülich.
Francisco Sanchez.

32.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand, les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz et les Villes libres hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg d'une part et la Chine d'autre part, suivi de deux tarifs, de règlements commerciaux, et de deux articles séparés; signé à Tientsin, le 2 septembre 1861.)*

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Prusse, agissant tant en Son nom qu'au nom des autres membres de l'Association de douanes et de commerce Allemande, savoir:

la Couronne de Bavière, la Couronne de Saxe, la Couronne de Hanovre, la Couronne de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Électorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse, le Duché de Brunswik, le Grand-Duché d'Oldenbourg, le Grand-Duché de Luxembourg, le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg et de Saxe-Coburg et Gotha, le Duché de Nassau, les Principautés de Waldek et Pyrmont, les Duchés d'Anhalt-Dessau-Cœthen et d'Anhalt-Bernbourg, la Principauté de Lippe, les Principautés de Schwarzbourg-Roudolstadt et Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée, et de Reuss, ligne cadette, la ville libre de Francfort, le Grand-Baillage de Meisenheim du Landgraviat de Hesse et le Baillage de Hombourg du Landgraviat de Hesse, ainsi que

les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz et les Sénats des Villes hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg

d'une part et

Sa Majesté l'Empereur de Chine

d'autre part,

---

*) En allemand, en français et en langue chinoise. Les ratifications ont été échangées à Shanghai, le 14 janvier 1863.

sincèrement désireux d'établir des rapports d'amitié entre les susdits États et la Chine, ont voulu les consolider par un traité d'amitié, de commerce et de navigation, réciproquement avantageux et utile aux sujets des Hautes Puissances contractantes; à cet effet ont désigné pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi de Prusse

Son Chambellan le Sieur Frédéric Albert Comte d'Eulenburg, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de la troisième classe avec le nœud, Chevalier de l'ordre de St.-Jean de Jérusalem etc. etc. etc.

et

Sa Majesté l'Empereur de Chine

Tchong-Juen, Membre assistant du Ministère des Affaires Étrangères de Pékin, Directeur-Général des Greniers publics et Commissaire Impérial,

Tchong-heou, Sous-Secrétaire d'État Honoraire, Surintendant des trois ports du Nord et Commissaire Impérial adjoint,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants.

Art. 1er. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre les États contractants. Leurs sujets jouiront dans les États respectifs des uns et des autres d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Art. 2. Sa Majésté le Roi de Prusse pourra, si bon Lui semble, accréditer un agent diplomatique près la cour de Pékin et Sa Majesté l'Empereur de Chine pourra de même, si bon Lui semble, accréditer un agent diplomatique près la cour de Berlin.

L'agent diplomatique accrédité par Sa Majesté le Roi de Prusse aura le droit de représenter diplomatiquement les autres États Allemands contractants qui d'après le présent traité n'ont pas le droit de se faire représenter près la cour de Pékin par un agent diplomatique spécial.

Sa Majesté l'Empereur de Chine consent à ce que l'agent diplomatique accrédité par Sa Majesté le Roi de Prusse, ainsi que sa famille et les gens de sa maison résident à demeure fixe à Pékin, ou s'y rendent éventuellement, aux choix du gouvernement Prussien.

Art. 3. Les agents diplomatiques de Prusse et de Chine jouiront réciproquement, dans le lieu de leur résidence, des privilèges et immunitiés que leur accorde le droit des gens; leur personne, leur famille, leur maison et leur correspondance seront inviolables. Ils ne pourront pas être restreints dans le choix ni dans l'emploi de leurs employés, courriers, interprètes, serviteurs etc. etc.

Les dépenses de toute espèce qu'occasionneront les missions diplomatiques seront supportées par les gouvernements respectifs.

Les Autorités Chinoises donneront à l'agent diplomatique de Prusse toutes les facilités possibles pour louer un emplacement et une maison convenable à la Capitale, quand il devra y établir sa résidence.

Art. 4. Les États Allemands contractants pourront nommer en Chine un Consul-Général et dans les ports et villes ouverts, où leurs intérêts l'exigeront, un Consul, Vice-Consul ou Agent-Consulaire, chargés de traiter les affaires de leurs nationaux.

Ces agents seront traités par les Autorités Chinoises avec la considération et les égards qui leur sont dus, et ils jouiront des mêmes privilèges et prérogatives que les Agents-Consulaires de la nation la plus favorisée.

En cas d'absence de l'Agent-Consulaire Allemand les sujets des États Allemands contractants auront la faculté de s'adresser au Consul d'une Puissance amie ou, en cas d'urgence, au Chef de la douane qui avisera au moyen de leur assurer tous les bénefices du présent traité.

Art. 5. Les communications officielles de l'agent diplomatique Prussien ou des Autorités consulaires des États Allemands contractants avec les Autorités Chinoises seront écrites en Allemand. Jusqu'à disposition ultérieure elles seront accompagnées d'une traduction Chinoise, mais il est expressément entendu que, en cas de dissidence dans l'interprétation à donner au texte Allemand et au texte Chinois, les Gouvernements Allemands prendront pour exact le sens exprimé dans le texte Allemand.

De même les communications officielles des Autorités Chinoises avec le Ministre ou les Consuls de la Prusse et des États Allemands contractants seront écrites en Chinois, et pour elles le texte Chinois fera foi. Il est bien entendu que les traductions ne feront foi en aucun cas.

Quant au présent traité, il sera expédié en langue Allemande, Chinoise et Française, dans le but d'éviter toute discussion ultérieure et par la raison que la langue Française est connue de tous les diplomates de l'Europe. Toutes ces expéditions ont le même sens et la même signification, mais le texte Français sera considéré comme le texte original du traité, de façon que, s'il y avait quelque part une interprétation différente du texte Allemand et du texte Chinois, l'expédition Française fera foi.

Art. 6. Les sujets des États Allemands contractants pourront s'établir avec leurs familles, circuler librement et se livrer au commerce ou à leur industrie dans les ports et villes de Canton, Swatau (Tcheou-Tcheou), Amoi, Foutcheou, Ningpo, Changhai, Tongtcheou, Tientsin, Nieou-tchoang, Tchin-Kiang, Kue-Kiang, Hankau, puis de Hiong-tcheou dans l'île de Hainan et de Tai-wan et Tan-choui dans l'île de Formose. Ils pourront circuler librement d'un port à l'autre avec leurs navires et leurs marchandises, y acheter ou louer des maisons, affermer des terrains et bâtir des églises, des cimetières et des hôpitaux.

Art. 7. Les navires de commerce des États Allemands contractants ne pourront visiter d'autres ports que ceux qui ont été déclarés ouverts par le présent traité. Il leur est défendu de visiter d'autres ports ou de faire un commerce clandestin sur la côte. Les navires qui seraient surpris en contravention avec cette disposition, seront ainsi que leurs cargaisons passibles de la confiscation.

Art. 8. Les sujets des États Allemands contractants pourront se promener dans le voisinage des ports ouverts au commerce à une distance de cent (100) lis et pour un temps ne dépassant pas cinq (5) jours.

Quant à ceux qui désireraient se rendre dans l'intérieur de l'Empire, ils devraient être munis de passe-ports délivrés par les Autorités diplomatiques ou consulaires et visés par les Autorités locales Chinoises. Le passe-port devra être exhibé à toute réquisition.

Dans le cas où les voyageurs ou commerçants des États Allemands contractants auraient perdu leurs passe-ports, il serait loisible aux Autorités locales de les retenir jusqu'à ce qu'ils aient pu se procurer de nouveaux passe-ports, ou de les faire reconduire au Consulat le

plus voisin sans les maltraiter en aucune façon ni permettre qu'ils le soient.

Il est bien entendu qu'on ne délivrera aucun passeport pour les lieux occupés par les rebelles; on attendra pour le faire que ces lieux soient entièrement pacifiés.

Art. 9. Les sujets des États Allemands contractants pourront choisir librement et à prix débattu entre les parties des compradors, interprètes, écrivains, ouvriers, bateliers et domestiques de toutes les parties de la Chine, et de même ils pourront louer des embarcations pour le transport des personnes et des marchandises. Ils pourront également apprendre la langue ou les dialectes du pays à l'aide de Chinois et leur enseigner des langues étrangères. On ne mettra aucun obstacle à la vente de livres Allemands et à l'achat de livres Chinois.

Art. 10. Ceux qui suivent et enseignent la religion chrétienne jouiront en Chine d'une pleine et entière protection pour leurs personnes, leurs propriétés et l'exercice de leur culte.

Art. 11. Lorsqu'un bâtiment d'un des États Allemands contractants arrivera dans les eaux de l'un des ports ouverts au commerce étranger, il aura la faculté d'engager tel pilote qui lui conviendra pour se faire conduire dans le port. De même, quand, après avoir acquitté toutes les charges légales, il sera prêt à mettre à la voile, il pourra prendre un pilote à son choix pour le sortir du port.

Art. 12. Dès qu'un navire de commerce, appartenant à un des États Allemands contractants, sera arrivé dans un port, le chef de la douane déléguera, si bon lui semble, un ou plusieurs préposés pour surveiller le navire et empêcher qu'il ne se pratique aucune fraude. Ces préposés pourront, selon leurs convenances, rester dans leur propre bateau ou se tenir à bord du bâtiment.

Les frais de leur solde, de leur nourriture et de leur entretien seront à la charge de la douane Chinoise et ils ne pourront exiger aucune indemnité ou rétribution quelconque des capitaines ou des consignataires. Toute contravention à cette disposition entraînera une punition proportionnelle au montant de l'exaction, laquelle sera en outre intégralement restituée.

Art. 13. Dans les vingt-quatre (24) heures qui suivront l'arrivée du navire de commerce, le capitaine, s'il n'est dûment empêché, et, à son défaut, le subré-

cargue ou le consignataire, devra se rendre au Consulat et y déposer ses papiers de bord et une copie du manifeste.

Dans les vingt-quatre (24) heures suivantes le Consul enverra au chef de la douane une note indiquant le nom du navire, le rôle d'équipage, le tonnage et la nature de son chargement.

Si, par suite de la négligence du capitaine, cette dernière formalité n'avait pas pu être accomplie dans les quarante-huit (48) heures, le capitaine sera passible d'une amende de cinquante (50) piastres par jour de retard; la dite amende, toutefois, ne pourra dépasser la somme de deux cents (200) piastres.

Aussitôt après la réception de la note sus-mentionnée le chef de la douane délivrera le permis d'ouvrir la cale. Si le capitaine, avant d'en avoir reçu le permis, avait ouvert la cale et commencé à décharger, il pourrait être condamné à une amende de cinq-cents (500) piastres au plus, et les marchandises débarquées pourraient être saisies.

Art. 14. Toutes les fois qu'un négociant d'un des États Allemands contractants aura des marchandises à embarquer ou à débarquer, il devra d'abord en demander l'autorisation au chef de la douane. Les marchandises embarquées ou débarquées sans cette autorisation seront passibles de confiscation.

Art. 15. Les sujets des États Allemands contractants payeront sur toutes les marchandises qu'ils importeront dans les ports ouverts au commerce étranger ou qu'ils en exporteront, les droits qui sont mentionnés dans le tarif annexé au présent traité; mais en aucun cas on ne pourra exiger d'eux d'autres droits ou de droits plus élevés que ceux exigés à présent ou à l'avenir des sujets de la nation la plus favorisée.

Les réglements commerciaux annexés au présent traité seront regardés comme partie intégrante de ce traité et par conséquent comme obligatoires pour les Hautes Parties contractantes.

Art. 16. En ce qui concerne les marchandises qui d'après le tarif sont sujettes à un droit ad valorem, si le négociant ne peut tomber d'accord avec l'employé Chinois sur la valeur à fixer, chaque partie appellera deux ou trois négociants qui seront chargés d'examiner les marchandises. Le prix le plus élevé auquel un de

ces marchands déclarerait vouloir les prendre, sera réputé constituer la valeur réelle des dites marchandises.

Art. 17. Les droits seront prélevés sur le poids net; on déduira en conséquence la tare. Si le négociant Allemand ne peut s'entendre avec l'employé Chinois sur la fixation de la tare, chaque partie choisira un certain nombres de caisses et de ballots parmi les colis, objets du litige. Ils seront d'abord pesés brut, puis tarés. La tare moyenne des colis pesés servira de tare pour tous les autres.

Art. 18. Si, pendant le cours de la vérification, il s'élève quelque difficulté sur d'autres points qui ne puisse être résolue, le négociant Allemand pourra réclamer l'intervention de l'Agent-Consulaire. Celui-ci portera sur-le-champ l'objet de la contestation à la connaissance du chef de la douane et tous deux s'efforceront d'amener un arrangement amiable. Mais le temps dans lequel cette réclamation pourra être adressée au Consul, sera de vingt-quatre (24) heures; si non, il n'y sera pas donné suite.

Tant que la contestation restera pendante, le chef de la douane n'en portera pas l'objet sur ses livres, pour ne pas empiéter de cette manière sur l'examen approfondi et la solution de l'affaire.

Art. 19. Sur toutes les marchandises importées qui auraient éprouvé des avaries, aura lieu une réduction de droits proportionnée à leur déprécation. Cette réduction sera déterminée équitablement; mais si des contestations s'élèvent, elles seront terminées ainsi qu'il a été stipulé dans l'article seize pour les marchandises taxées ad valorem.

Art. 20. Tout bâtiment d'un des États Allemands contractants entré dans un port Chinois pourra, quand la cale n'a pas encore été ouverte, le quitter dans les quarante-huit (48) heures après son arrivée et se rendre dans un autre port, sans avoir à payer ni droits de tonnage, ni droits de douane, et sans être sujet au payement de quelque autre droit. Les quarante-huit (48) heures écoulées il devra payer les droits de tonnage.

Art. 21. Les droits d'importation seront acquittés lors du débarquemement des marchandises et les droits d'exportation lors de leur embarquement. Lorsque les droits de tonnage et de douane dus par le bâtiment et la cargaison auront été intégralement acquittés, le chef

de la douane délivrera une quittance générale sur l'exhibition de laquelle l'Agent-Consulaire rendra ses papiers de bord au capitaine et lui permettra de mettre à la voile.

Art. 22. Le chef de la douane désignera une ou plusieurs maisons de change qui seront autorisées à recevoir les droits dus pour le compte du Gouvernement. Les récépissés de ces maisons de change seront réputés délivrés par le Gouvernement Chinois. Les payements pourront s'opérer en lingots ou en monnaies étrangères dont le rapport avec l'argent sycé sera déterminé, suivant les circonstances, de commun accord entre l'Agent-Consulaire Allemand et le chef de la douane.

Art. 23. Tout bâtiment de commerce des États Allemands contractants jaugeant plus de cent-cinquante (150) tonneaux paiera les droits de tonnage à raison de quatre (4) maces par tonneau, et tout navire jaugeant cent-cinquante (150) tonneaux et moins paiera à raison d'un (1) mace par tonneau.

Lors du payement du droit précité le chef de la douane délivrera au capitaine ou au consignataire un certificat, sur l'exhibition duquel aux Autorités douanières de tout autre port Chinois, où il conviendrait au capitaine de se rendre, on ne lui demandera plus de droits de tonnage durant quatre (4) mois à partir de la date de la quittance générale mentionnée à l'article vingt-un.

Sont exemptes des droits de tonnage les embarcations employées par les sujets des États Allemands contractants au transport de passagers, bagages, lettres, comestibles et de tous objets non sujets aux droits. Si les dites embarcations transportaient en outre des marchandises sujettes aux droits, elles resteraient dans la catégorie des navires jaugeant moins de cent-cinquante (150) tonneaux et paieraient un droit de tonnage d'un (1) mace par tonneau.

Art. 24. Les marchandises qui auront acquitté dans un port Chinois les droits de douane liquidés d'après le tarif, pourront être transportées dans l'intérieur du pays sans avoir à subir aucun autre charge que le payement des droits de transit. Ces droits seront perçus suivant le taux actuellement en vigueur et ne seront susceptibles d'aucune augmentation future. Il en sera de même des marchandises transportées de l'intérieur du pays à un port.

Les droits de transit afférents aux produits transportés de l'intérieur à un port et aux marchandises transportées d'un port à l'intérieur pourront être acquittés par un seul payement.

Si des fonctionnaires Chinois, contrairement à la teneur du présent article, exigeaient des rétributions illégales ou prélevaient des droits plus élevés, ils seraient punis suivant les lois de la Chine.

Art. 25. Le capitaine d'un navire appartenant à un des États Allemands contractants, qui sera entré dans un port Chinois et qui voudra n'y décharger qu'une partie de la cargaison, ne paiera les droits de douane que pour la partie débarquée. Il pourra transporter le reste de la cargaison dans un autre port, l'y vendre et y acquitter les droits.

Art. 26. Dans le cas où des négociants d'un des États Allemands contractants, après avoir acquitté dans un port Chinois les droits sur des marchandises importées, voudraient les réexporter, ils en préviendraient le Chef de la douane, afin de constater par celui-ci l'identité de la marchandise et l'intégrité des colis.

Si les marchandises étaient destinées à être réexportées dans un autre port Chinois, le Chef de la douane remettra aux marchands qui désireraient les réexporter une déclaration, attestant que les droits afférents aux dites marchandises ont été acquittés.

En vertu de cette déclaration, le Chef de la douane du port Chinois auquel on transportera les dites marchandises délivrera un permis de débarquement en franchise de droits, sans en exiger de taxes ni de surcharges supplémentaires. Mais si en comparant les marchandises avec la déclaration on découvrait de la fraude, les marchandises passées en fraude seraient passibles de la confiscation.

Si les marchandises étaient destinées à être réexportées dans un port hors de la Chine, le Chef de la douane du port de réexportation délivrera un certificat, constatant que le négociant qui réexporte les marchandises a une créance sur la douane, équivalente au montant des droits déjà payés sur ces marchandises. Le dit certificat sera reçu en payement par la douane pour sa valeur entière comme de l'argent comptant toutes les fois qu'il s'agira d'acquitter des droits d'importation ou d'exportation.

Art. 27. Aucun transbordement de marchandises ne

pourra avoir lieu sans permis spécial du Chef de la douane. Sauf le cas de péril en la demeure, toutes marchandises qui auraient été transbordées sans permission, seraient confisquées.

Art. 28. Dans chacun des ports ouverts au commerce étranger le Chef de la douane déposera chez l'Agent-Consulaire un assortiment des poids et des mesures en usage à la douane de Canton, ainsi que des balances légales pour peser les marchandises et l'argent. Ces mesures, poids et balances normales formeront la base de toutes les liquidations de droits et de tous les payements, et on y aura recours en cas de contestation.

Art. 29. Toutes les amendes et confiscations prononcées pour des contraventions au présent traité ou aux réglements commerciaux y annexés, appartiendront au Gouvernement Chinois.

Art. 30. Tout bâtiment de guerre des États Allemands contractants, croisant pour la protection du commerce ou lancé à la poursuite des pirates, sera libre de visiter tous les ports Chinois sans exception.

On leur donnera toutes les facilités de se ravitailler, de s'approvisionner d'eau et, en cas de besoin, de faire des réparations, et on ne leur opposera aucun obstacle. Les commandants de ces bâtiments communiqueront avec les Autorités Chinoises sur le pied d'égalité et de politesse, et les bâtiments seront exempts de toute espèce d'impôts.

Art. 31. Si un navire de commerce, appartenant à un des États Allemands contractants, était contraint par suite d'avaries ou pour d'autres causes de chercher refuge dans un port, il pourra entrer dans tout port Chinois sans exception, sans être sujet au payement de droits de tonnage. De même il n'y aura point de droits de douane à acquitter sur les marchandises qu'il aura à bord, pourvu que celles-ci ne soient déchargées qu'à cause de la réparation du navire et qu'elles restent sous la surveillance du Chef de la douane. Si un tel navire venait à échouer ou se perdre, les Autorités Chinoises prendraient sur-le-champ des mesures pour le sauvetage de l'équipage et la préservation du navire et de sa cargaison. L'équipage sauvé sera bien traité et, en cas de besoin, pourvu de moyens pour arriver à la station consulaire la plus proche.

Art. 32. S'il arrive que des matelots ou d'autres

individus désertent des bâtiments de guerre ou s'évadent des navires de commerce d'un des États Allemands contractants, l'Autorité Chinoise, sur la réquisition de l'Agent-Consulaire ou, à son défaut, du capitaine, prendra les mesures nécessaires pour découvrir le déserteur ou fugitive et le restituer sur-le-champ entre les mains de l'Agent-Consulaire ou du capitaine.

Pareillement, si des Chinois déserteurs ou prévenus de quelque crime vont se réfugier dans des maisons ou à bord d'un navire appartenant à des sujets Allemands, l'Autorité locale s'adressera à l'Agent-Consulaire Allemand qui prendra immédiatement les mesures nécessaires pour que leur extradition soit effectuée.

Art. 33. Dans le cas où des navires appartenants à un des États Allemands contractants seraient pillés par des pirates dans des parages dépendants de la Chine, il sera du devoir des Autorités Chinoises de ne rien négliger pour que les voleurs soient arrêtés et punis. Les marchandises enlevées, en quelque lieu et dans quelqu'état qu'elles se trouvent, seront déposées entre les mains de l'Agent-Consulaire qui les fera remettre aux ayants-droit. Si l'on ne peut s'emparer des coupables, ni recouvrer la totalité des objets volés, les fonctionnaires Chinois subiront la peine infligée par la loi en pareille circonstance, mais ils ne sauraient être rendus pécuniairement responsables.

Art. 34. Toutes les fois qu'un sujet d'un des États Allemands contractants voudra recourir à l'Autorité Chinoise, sa représentation devra d'abord être soumise à l'Agent-Consulaire qui, suivant qu'il la trouvera raisonnable et convenablement rédigée, lui donnera suite ou la rendra, afin d'être modifiée.

Les Chinois de leur côté, lorsqu'ils auront à s'adresser au Consulat, devront suivre une marche analogue auprès de l'Autorité Chinoise laquelle agira de la même manière.

Art. 35. Lorsqu'un sujet des États Allemands contractants aura quelque motif de plainte contre un Chinois, il devra d'abord se rendre chez l'Agent-Consulaire et lui exposer ses griefs. L'Agent-Consulaire, après avoir examiné l'affaire, s'efforcera de l'arranger à l'amiable. De même, quand un Chinois aura à se plaindre d'un sujet d'un des États Allemands contractants, l'Agent-Consulaire écoutera sa réclamation avec intérêt et cherchera à ménager un arrangement à l'amiable. Mais si dans

l'un ou l'autre cas la chose était impossible, l'Agent-Consulaire requerra l'assistance du fonctionnaire Chinois compétent, et tous deux conjointement statueront suivant l'équité.

Art. 36. Les Autorités Chinoises accorderont toujours la plus complète protection aux personnes et à la propriété des sujets Allemands, et particulièrement, lorsque ceux-ci seraient l'objet de quelque insulte ou violence. Dans tous les cas d'incendie, de pillage ou de destruction les Autorités locales enverront en toute hâte la force armée pour dissiper l'émeute, s'emparer des coupables et les livrer à toute la sévérité des lois, le tout sans préjudice des poursuites à exercer, par qui de droit, contre les coupables quels qu'ils soient pour indemnisation des pertes éprouvées.

Art. 37. Si un sujet Chinois, débiteur d'un sujet des États Allemands contractants, manquait à payer ses dettes ou s'éloignait frauduleusement, l'Autorité Chinoise, sur la requête du créancier, ne négligera aucun moyen pour arrêter le fugitif et contraindre le débiteur à payer sa dette.

De même les Autorités Allemandes feront tout leur possible pour forcer les sujets Allemands à acquitter leurs dettes envers des sujets Chinois et pour les faire comparaître en justice, si ils se sont éloignés frauduleusement. Mais en aucun cas ni le Gouvernement Chinois ni les Gouvernements des États Allemands contractants ne sauraient être rendus responsables des dettes de leurs sujets.

Art. 38. Les sujets Chinois qui se rendront coupables d'une action criminelle contre un sujet d'un des États Allemands contractants, seront arrêtés par les Autorités Chinoises et punis suivant les lois de la Chine.

Les sujets d'un des États Allemands contractants, qui commettraient un crime contre un sujet Chinois, seront arrêtés par l'Agent-Consulaire et punis suivant les lois de l'État auquel ils appartiennent.

Art. 39. Toutes les contestations de droits, soit de personne, soit de propriété, qui pourraient s'élever entre des sujets des États Allemands contractants, relèveront de la juridiction des Autorités de ces États. En cas de différends survenus entre des sujets des États Allemands contractants et des étrangers l'Autorité Chinoise n'aura point à s'en mêler.

Art. 40. Il est convenu entre les parties contractantes, qu'il sera accordé aux États Allemands et à leurs sujets participation pleine et égale à tous les privilèges, immunités et avantages qui ont été accordés ou seront concédés dorénavant par Sa Majesté l'Empereur de Chine au Gouvernement ou aux sujets d'une autre nation quelconque. En particulier tous les changements apportés en faveur d'une autre nation quelconque au tarif ou aux dispositions concernant les droits de douane, de tonnage et de port, d'importation, d'exportation et de transit, seront immédiatement applicables au commerce des États Allemands contractants, ainsi qu'à leurs marchands, armateurs et capitaines, par le seul fait de leur mise à exécution et sans qu'il faille un nouveau traité.

Art. 41. Si dorénavant les États Allemands contractants jugeaient convenable d'apporter des modifications à quelques-unes des clauses du présent traité, ils seront libres d'ouvrir à cet effet des négociations après un intervalle de dix (10) années révolues à partir du jour de l'échange des ratifications, mais il faut que six (6) mois avant l'expiration des dix (10) années ils fassent connaître officiellement au Gouvernement Chinois leur intention d'apporter des modifications, et en quoi elles consisteront. A défaut de cette annonce officielle le traité restera en vigueur sans changement pour un nouveau terme de dix (10) années.

Art. 42. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées dans l'intervalle d'un an à partir du jour de la signature ou à Changhai ou à Tientsin, au choix du Gouvernement de Prusse. Aussitôt que l'échange aura eu lieu, le Gouvernement Chinois portera le traité à la connaissance de toutes les Autorités supérieures de l'Empire, dans les provinces et dans la capitale, afin qu'elles s'y conforment.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs des Hautes Parties contractantes ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en quatre expéditions à Tientsin le deux Septembre de l'an de grâce mil huit-cent-soixante-et-un, correspondant au vingt-huitième jour de la septième lune de la onzième année de Hien-Foung.

Comte d'Eulenburg.
Tchong-luen.
Tchong-heou.

Tarif sur les Importations.

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
A.					
Acier	les 100 catties	0	2	5	0
Agar-Agar	do.	0	1	5	0
Amadou de la Malaisie	do.	0	3	5	0
Assa foetida	do.	0	6	5	0
B.					
Batiste, n'excédant pas 1m 16c 3/4 en largeur et 21m 94c en longueur	la pièce	0	0	7	0
Bazin ou piqué, n'excédant pas 1 mètre en largeur et 10m 97c en longueur	do.	0	0	6	5
Bêches de mer ou holoturies noires	les 100 catties	1	5	0	0
Bêches de mer ou holoturies blanches	do.	0	3	5	0
Bézoard de l'Inde	le catti	1	5	0	0
Bleu d'azur	les 100 catties	1	5	0	0
Bois:					
Bois d'ébène	les 100 catties	0	1	5	0
do. de Garrao	do.	2	0	0	0
do. de Senteur	do.	0	4	5	0
do. de Camagon	do.	0	0	3	0
do. de Kranjie, 10m 66c 3/4 en longueur, 0m 50c en largeur, 0m 30c 1/2 en épaisseur	la pièce	0	8	0	0
do. de Laka	les 100 catties	0	1	4	5
do. rouge	do.	0	1	1	5
Bois de construction:					
Mâts et espars, bois dur, n'excédant pas 12m 19c	la pièce	4	0	0	0
Mâts et espars, bois dur, n'excédant pas 18m 28c 3/4	do.	6	0	0	0
Mâts et espars, bois dur, excédant 18m 28c 3/4	do.	10	0	0	0
Mâts et espars, bois blanc, n'excédant pas 18m 28c 3/4	do.	4	5	0	0
Mâts et espars, bois blanc, n'excédant pas 12m 19c	la pièce	2	0	0	0
Mâts et espars, bois blanc, excédant 18m 28c 3/4	do.	6	5	0	0
Boites à musique	ad valorem 5 %				
Boutons en cuivre	la grosse	0	0	5	5
C.					
Cachou	les 100 catties	0	1	8	0
Camphre de la Malaisie, pur	le catti	1	3	0	0

Désignation des articles.	Quantités.	Taels.	Maces.	Candarins.	Caches.
Camphre déchets de do.	le catti	0	7	2	0
Cannelle de Canton (cinnamome) .	les 100 catties	1	5	0	0
Cardamome supérieur	do.	1	0	0	0
do. inférieur ou graine de paradis	do.	0	5	0	0
Charbon de terre étranger . . .	le tonneau	0	0	5	0
Cire du Japon	les 100 catties	0	6	5	0
Cire vierge	do.	1	0	0	0
Cochenille	do.	5	0	0	0
Colle de poisson	do.	0	6	5	0
Colle forte	do.	0	1	5	0
Clous de girofle	do.	0	5	0	0
griffes de do.	do.	0	1	8	0
Corail	le catti	0	1	0	0
Cordages de Manille	les 100 catties	0	3	5	0
Cornalines	les 100 pierres	0	3	0	0
do. en perles	les 100 catties	7	0	0	0
Cornes de buffle	do.	0	2	5	0
do. de cerf	do.	0	2	5	0
do. de rhinocéros	do.	2	0	0	0
Coton, voyez à l'article »Tissus«.					
Crevettes sechées	do.	0	3	6	0
Cuir	do.	0	4	2	0
D.					
Dents de cheval marin (appelé aussi éléphant de mer à cause de ses défenses)	les 100 catties	2	0	0	0
Dents d'éléphant, entières	do.	4	0	0	0
do. brisées	do.	3	0	0	0
E.					
Ecaille de tortue	le catti	0	2	5	0
do. brisée	do.	0	0	7	2
F.					
Fil d'argent vrai	le catti	1	5	0	0
do. faux	do.	0	0	3	0
Fil d'or vrai	do.	1	6	0	0
do. faux	do.	0	0	3	0
G.					
Gambier	les 100 catties	0	1	5	0
Ginseng Américain, brut	do.	6	0	0	0
do. clarifié . . .	do.	8	0	0	0
Gommes:					
Benjoin	do.	0	6	0	0
Huile de Benjoin	do.	0	6	0	0
Sang Dragon	do.	0	4	5	0

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
Mirrhe	do.	0	4	5	0
Oliban	do.	0	4	5	0
Gumme gutte	do.	1	0	0	0
H.					
Horloges	ad valorem 5 %				
I.					
Indigo liquide	les 100 catties	0	1	8	0
J.					
K.					
L.					
Laines et lainages, voyez à l'article: »Tissus«.					
Laque (objets en)	les 100 catties	1	0	0	0
Laque en bâton	do.	0	3	0	0
Lucraban (graine de)	do.	0	0	3	5
M.					
Macis ou fleur de Muscade	les 100 catties	1	0	0	0
Manglier (écorce de)	do.	0	0	3	0
Métaux:					
Cuivre ouvré en feuille, barres, clous etc.	do.	1	5	0	0
do. brut, en saumons	do.	1	0	0	0
Cuivre du Japon	do.	0	6	0	0
Etain	do.	1	2	5	0
Fer blanc	do.	0	4	0	0
Fer ouvré, en barres, cercles etc.	do.	0	1	2	5
do. non ouvré, en gueuses	do.	0	0	7	5
Fer de lest en gueuses	do.	0	0	1	0
Fil de fer	do.	0	2	5	0
Plomb en saumons	do.	0	2	5	0
do. en feuilles	do.	0	5	5	0
Vif argent	do.	2	0	0	0
Zinc (sous certaines réserves)	do.	0	2	5	0
Métal jaune de Composition pour bordages et clous	do.	0	9	0	0
Montres	la paire	1	0	0	0
do. émaillées en perles	do.	4	5	0	0
Moules sèches	les 100 catties	0	2	0	0
Muscade	do.	2	5	0	0
N.					
Nacre de perle	les 100 catties	0	2	0	0
Nerfs de buffle et de cerf	do.	0	5	5	0
Nids d'oiseaux ou de Salanganes, 1re qualité	le catti	0	5	5	0
Nids d'oiseaux ou de Salanganes, 2e qualité	do.	0	4	5	0

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
Nids d'oiseaux ou de Salanganes, 3e qualité, non nettoyés . . .	le catti	0	1	5	0
Noix de bétel	les 100 catties	0	1	5	0
Gousses de bétel	do.	0	0	7	5
O.					
Olives fraiches, salées ou confites .	les 100 catties	0	1	8	0
Opium	do.	30	0	0	0
Os de tigres	do.	0	5	5	0
P.					
Parapluies	la pièce	0	0	3	5
Passe-roses (ou Mauve des Jardins)	les 100 catties	1	0	0	0
Peaux:					
Peaux de renard (grandes) . .	la pièce	0	1	5	0
do. (petites) . .	do.	0	0	7	5
do. de martre	do.	0	1	5	0
do. de loutre de mer . . .	do.	1	5	0	0
do. de tigre et de léopard .	do.	0	1	5	0
do. de castor	le cent	5	0	0	0
do. de lièvre, de lapin et de daim	do.	0	5	0	0
do. d'écureuils	do.	0	5	0	0
do. de loutre de terre . . .	do.	2	0	0	0
do. de blaireau	do.	2	0	0	0
do. de buffle et de vache .	les 100 catties	0	5	0	0
do. de rhinocéros	do.	0	4	2	0
Plumes de paon, de martin pêcheur etc.	le cent	0	4	0	0
Poissons (intestins de)	les 100 catties	1	0	0	0
do. (peaux de)	do.	0	2	0	0
Poisson salé	do.	0	1	8	0
do. sec	do.	0	5	0	0
Poivre noir	do.	0	3	6	0
do. blanc	do.	0	5	0	0
Poutres, bois dur, n'excédant pas 7m 98c 1/2 en longueur et au-dessous de 0m 30c 1/2 carrés .	la pièce	0	1	5	0
Planches, bois dur, n'excédant pas 7m 87c 2/3 en longueur, 30c 1/2 en largeur et 0m 07c 2/3 en épaisseur	le cent	3	5	0	0
Planches, bois dur, n'excédant pas 7m 31c en longueur, 0m 30c 1/2 en largeur et 0m 07c en épaisseur	do.	2	0	0	0
do. bois blanc	par 92m 827c	0	7	0	0
do. do. en teak . .	par 0m 0287c	0	0	3	5
Putchuk	les 100 catties	0	6	0	0

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
Q.					
R.					
Requin, ailerons de, noirs	les 100 catties	0	5	0	0
do. do. blancs . . .	do.	1	5	0	0
do., peaux de requins	le cent	2	0	0	0
Rotins	les 100 catties	0	1	6	0
S.					
Salpêtre (sous certaines réserves) .	les 100 catties	0	5	0	0
Sandal (bois de)	do.	0	4	0	0
Sapan (bois de)	do.	0	1	0	0
Silex (pierres de fusil)	do.	0	0	8	0
Soufre et fleur de soufre (sous certaines réserves)	do.	0	2	0	0
T.					
Tabac à priser, étranger	les 100 catties	7	2	0	0
Télescopes, longues vues, binocles, lorgnettes, glaces et miroirs .	ad valorem 5 %				
Toile à voile en fil et en coton, n'excédant pas 43m 88c en longueur	la pièce	0	4	0	0
Toiles de lin:					
do. fine, d'Irlande ou d'Écosse, n'excédant pas 43m 88c en longueur	do.	0	5	0	0
do. grossière, mélange de fil et de coton ou de soie et de fil, n'excédant pas 43m 88c en longueur . . .	do.	0	2	0	0
Tissus de coton:					
Cotonnades écrues, unies, croisées et blanches, excédant 0m 86c en largeur et n'excédant pas 36m 57c en longueur	do.	0	0	8	0
Coton en laine	les 100 catties	0	3	5	0
Coutils et toiles fortes, n'excédant pas 0m 76c en largeur et 36m 57c en longueur	la pièce	0	1	0	0
n'excédant pas 0m 76c en largeur et 27m 43c en longueur	do.	0	0	7	5
do. Cloth, n'excédant pas 0m 86c en largeur et n'excédant pas 43m 88c ³/₄ en longueur	do.	0	0	8	0
n'excédant pas 0m 86c en largeur et n'excédant pas 21m 94c ¹/₂ en longueur	do.	0	0	4	0

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
do. do. de couleur, façonnées et unies, n'excédant pas 0^m 91^c $^1/_3$ en largeur et 36^m 57^c en longueur .	la pièce	0	1	5	0
do. do. de fantaisie, brocart blanc et calicot blanc moucheté, n'excédant pas 0^m 91^c $^1/_2$ en largeur et n'excédant pas 36^m 57^c en longueur .	do.	0	1	0	0
do. do. Imprimées, toiles de Perse et fournitures, n'excédant pas 0^m 78^c $^3/_4$ en largeur et n'excédant pas 27^m 43^c en longueur . .	do.	0	0	7	0
n'excédant pas 1^m 16^c $^3/_4$ en largeur et n'excédant pas 10^m 97^c en longueur	do.	0	0	3	5
do. Mousseline, n'excédant pas 1^m 16^c $^3/_4$ en largeur et n'excédant pas 21^m 94^c $^1/_2$ en longueur . . .	do.	0	0	7	5
n'excédant pas 1^m 16^c $^3/_4$ en largeur et n'excédant pas 10^m 97^c en longueur . . .	do.	0	0	3	5
do. Damas, n'excédant pas 0^m 91^c $^1/_3$ en largeur et n'excédant pas 36^m 57^c en longueur .	do.	0	2	0	0
do. do. excédant 0^m 86^c en largeur et excédant 36^m 57^c en longueur	les 9^m 14^c $^1/_4$	0	0	2	0
do. Guingamp, n'excédant pas 0^m 81^c en largeur et n'excédant pas 27^m 43^c en longueur	la pièce	0	0	3	5
do. Mouchoirs, n'excédant pas 0^m 91^c $^1/_2$ carrés . .	la douzaine	0	0	2	5
do. Futaine, n'excédant pas 32^m en longueur . . .	la pièce	0	2	0	0
do. Velours (de coton), n'excédant					

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
pas 31m 08c 1/2 en longueur	la pièce	0	1	5	0
Tissus Velours (de soie), n'excédant pas 31m 08c 1/2 en longueur	do.	0	1	8	0
do. Fil	les 100 catties	0	7	2	0
do. Coton filé	do.	0	7	0	0
do. de laine:					
do. Couvertures de laine . . .	la paire	0	2	0	0
do. Drap et drap léger, fin et moyen, de 1m 29c 1/2 à 1m 62c 1/2 en largeur	le chang 3m 55c	0	1	2	0
do. Serge de 0m 78c 2/3 en largeur	do.	0	0	4	5
do. Camelot anglais, 0m 78c 2/3 en largeur	do.	0	0	5	0
do. do. hollandais, 0m 83c 3/4 en largeur	do.	0	1	0	0
do. do. imité et bombasin .	do.	0	0	3	5
do. Casimir, flanelle et draps étroits	do.	0	0	4	0
do. Lastings, 0m 78c 2/3 en largeur	do.	0	0	5	0
do. do. imité et d'Orléans, 0m 85c en largeur .	do.	0	0	3	5
do. Étamine, n'excédant pas 0m 61c en largeur et 36m 57c en longueur	la pièce	0	2	0	0
do. Mélanges de laine et de coton: Lustrine unie et façonnée, n'excédant pas 28m 84c 1/4 en longueur	do.	0	2	0	0
do. Draps légers inférieurs . . .	le chang 3m 55c	0	1	0	0
do. Laine en fil	les 100 catties	3	0	0	0
U.					
V.					
Verres à vitres	par boîte de 9m 284c carrés	0	1	5	0
X.					
Y.					
Z.					

Fin du Tarif sur les Importations.

Tarif sur les Exportations.

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
A.					
Agaric	les 100 catties	0	6	0	0
Aïl	do.	0	0	3	5
Alun	do. ou 70 Kilog.	0	0	4	5
Amandes ou noyeaux d'abricots . .	les 100 catties	0	4	5	0
Anis étoilé	do.	0	5	0	0
do. brisé	do.	0	2	5	0
do. (huile d')	do.	5	0	0	0
Arsenic	do.	0	4	5	0
B.					
Baguettes odorantes Votives . . .	les 100 catties	0	2	0	0
Bambou (objets en)	do.	0	7	5	0
Bézoard de vache	le catti	0	3	6	0
Bois, pilotis, billes et poutrelles .	la pièce	0	0	3	0
Bois de Sandal (tabletterie de) . .	le catti	0	1	0	0
Bracelets de verre	les 100 catties	0	5	0	0
C.					
Cannelle de Chine	les 100 catties	0	6	0	0
do. boutons de . .	do.	0	8	0	0
do. tiges de . . .	do.	0	1	5	0
do. huile de . . .	do.	9	0	0	0
Chanvre	do.	0	3	5	0
Camphre	do.	0	7	5	0
Cannes	le millier	0	5	0	0
Cantharides	les 100 catties	2	0	0	0
Capoar Cutchery	do.	0	3	0	0
Céruse	do.	0	3	5	0
Charbon de terre	do.	0	0	4	0
Chaussures en cuir et en satin . .	les 100 paires	3	0	0	0
do. en paille	do.	0	1	8	0
Chataignes	les 100 catties	0	1	0	0
Chiffons de Coton	do.	0	0	4	5
Cinobre	do.	0	7	5	0
Cire blanche ou d'insectes . . .	do.	1	5	0	0
Coir	do.	0	1	0	0
Conserves, fruits confits et confitures	do.	0	5	0	0
Coquilles d'huitres et coquillages .	do.	0	0	9	0
Coraux faux	do.	0	3	5	0
Cornes de jeune cerf	la paire	0	9	0	0
do. vieux do.	les 100 catties	1	3	5	0
Coton et cotonnades, voir à l'article: »Tissus«.					
Curiosités et objets antiques . . .	ad valorem 5 %				
Coupe rose	les 100 catties	0	1	0	0

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
Cuir vert	les 100 catties	1	8	0	0
Objets en cuir, tels que sacoches, bourses etc.	do.	1	5	0	0
Cuivre jaune (boutons de)	do.	3	0	0	0
do. (feuilles de)	do.	1	5	0	0
do. (articles en)	do.	1	0	0	0
Cuivre rouge:					
do. mine de	do.	0	5	0	0
do. vieux doublages en .	do.	0	5	0	0
do. ustensiles en et poterie d'étain	do.	1	1	5	0
Cubèbes	do.	1	5	0	0
Curcuma	do.	0	1	0	0
D.					
Dattes noires	les 100 catties	0	1	5	0
do. rouges	do.	0	0	9	0
E.					
Écaille (tabletterie d')	le catti	0	2	0	0
Écorces d'oranges	les 100 catties	0	3	0	0
do. de pamplemousse, 1re qualité	do.	0	4	5	0
do. do. 2e qualité	do.	0	1	5	0
Encre de Chine	do.	4	0	0	0
Étain en feuilles	do.	1	2	5	0
Éventails en plumes	le cent	0	7	5	0
do. en papier	do.	0	0	4	5
Éventails en feuillles de palmier cerclés	le millier	0	3	6	0
do. do. non cerclés	do.	0	2	0	0
F.					
Feutre (rognures de)	les 100 catties	0	1	0	0
do. (chapeaux de)	le cent	1	2	5	0
Ficelles de chanvre de Canton . .	les 100 catties	0	1	5	0
do. de Sou-Tcheou	do.	0	5	0	0
Fil de laiton	do.	1	1	5	0
Fleurs artificielles	do.	1	5	0	0
Fleurs de nénuphar sèches . . .	do.	0	2	7	0
G.					
Galanga	les 100 catties	0	1	0	0
Ginseng indigène	ad valorem 5 %				
Ginseng de Corée ou du Japon, 1re qualité	le catti	0	5	0	0
Ginseng de Corée ou du Japon, 2e qualité	do.	0	3	5	0
Graines oléagineuses (excepté de Niéou-Tchouang et de Tang-Tcheou)	les 100 catties	0	0	6	0
Graines d'olives	do.	0	3	0	0

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
Graines de nénuphar et de lotus .	les 100 catties	0	5	0	0
Gypse, terre franche ou platre de Paris	do.	0	0	3	0
H.					
Habits en Coton confectionnés . .	les 100 catties	1	5	0	0
do. en soie do. . .	do.	10	0	0	0
Huile de fèves, de thé, de bois et de graine de Coton et de Chanvre	do.	0	3	0	0
Huile de ricin	do.	0	2	0	0
I.					
Indigo sec	les 100 catties	1	0	0	0
Ivoire (tabletterie d')	le catti	0	1	5	0
J.					
Jambons	les 100 catties	0	5	5	0
K.					
L.					
Laine	les 100 catties	0	3	5	0
Laque (tabletterie de)	do.	1	0	0	0
Li-tchi (fruit du sud de la Chine) .	do.	0	2	0	0
Long-ngan (fruit du sud de la Chine)	do.	0	2	0	0
do. sans le noyau	do.	0	3	5	0
Lokao ou teinture verte (appelé aussi indigo vert)	le catti	0	8	0	0
M.					
Malles en cuir	les 100 catties	1	5	0	0
Marbre (tablettes de)	do.	0	2	0	0
Massicot	do.	0	3	5	0
Mèches de lampes	do.	0	6	0	0
Menthe (feuilles de)	do.	0	1	0	0
do. (huile de)	do.	0	3	5	0
Miel	do.	0	9	0	0
Minium	do.	0	3	5	0
Mousserons	do.	1	5	0	0
Musc	le catti	0	9	0	0
N.					
Nacre de perle (tabletterie de) . .	le catti	0	1	0	0
Nattes	le rouleau de 36m 75c	0	2	0	0
Navets salés	les 100 catties	0	1	8	0
Noix de Galle	do.	0	5	0	0
O.					
Orfèvrerie d'argent et d'or . . .	les 100 catties	10	0	0	0
Orpiment	do.	0	3	5	0
Oeufs conservés	le millier	0	3	5	0
Ouvrages de menuiserie confectionnés	les 100 catties	1	1	5	0
P.					
Palampour au piqué de Canton . .	le cent	2	7	5	0

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
Paillassons de toutes espèces . . .	le cent	0	2	0	0
Papier huilé	les 100 catties	0	4	5	0
Papier, 1re qualité	do.	0	7	0	0
do. 2e qualité	do.	0	4	0	0
Parapluies en papier	le cent	0	5	0	0
Peintures et images	la pièce	0	1	0	0
Peintures sur papier de riz . . .	le cent	0	1	0	0
Peinture verte	les 100 catties	0	4	5	0
Pépins de pastèque	do.	0	1	0	0
Perles fausses	do.	2	0	0	0
Pétards et pièces d'artifice . . .	do.	0	5	0	0
Pistaches et Arachides	do.	0	1	0	0
do. tourteaux de	do.	0	0	3	0
Poils de chameau	do.	1	0	0	0
do. de chèvre	do.	0	1	8	0
Porcelaine fine	do.	0	9	0	0
do. grossière	do.	0	4	5	0
Poterie et poterie de terre . . .	do.	0	0	5	0
Poudrette en tourteaux	do.	0	0	9	0
Q.					
R.					
Racine de Squine	les 100 catties	0	1	3	0
Réglisse	do.	0	1	3	5
Riz, blé, millet et autres grains .	do.	0	1	0	0
Rotins fendus	do.	0	2	5	0
Rotins (meubles en)	do.	0	3	0	0
Rhubarbe	do.	1	2	5	0
S.					
Samchou	les 100 catties	0	1	5	0
Sésame (graine de)	do.	0	1	3	5
Soies et soieries, voyez à l'article: »Tissus«.					
Soya	do.	0	4	0	0
Sucre brut	do.	0	1	2	0
do. blanc	do.	0	2	0	0
do. candi	do.	0	2	5	0
Suif animal	do.	0	2	0	0
do. végétal	do.	0	3	0	0
T.					
Tabac à fumer préparé	les 100 catties	0	4	5	0
do. en feuilles	do.	0	1	5	0
do. à priser	do.	0	8	0	0
Tabletterie en os et en corne . .	do.	1	5	0	0
Tapins en crins ou peaux	la pièce	0	0	9	0
Tapis et moquettes	le cent	3	5	0	0
Thé	les 100 catties	2	5	0	0

Désignation des articles.	Quantités.	Taëls.	Maces.	Candarins.	Caches.
Tissus de coton:					
Nankin et toiles de coton indigènes	les 100 catties	1	5	0	0
Coton en laine	do.	0	3	5	0
Tissus de Ma fin (connu dans le commerce sous le nom de grass-cloth)	do.	2	5	0	0
do. grossier (connu dans le commerce sous le nom de grass-cloth)	do.	0	7	5	0
Tissus de soie:					
Soie grège et ouvrée	do.	10	0	0	0
do. jaune du Szé-Tchuen . .	do.	7	0	0	0
do. de douppions	do.	5	0	0	0
do. grège sauvage	do.	2	5	0	0
do., déchets de	do.	1	0	0	0
Cocons de soie	do.	3	0	0	0
Soie à coudre de Canton . .	do.	4	3	0	0
do. d'autres provinces	do.	10	0	0	0
Rubans et fil de soie	do.	10	0	0	0
Soieries:					
Foulards, châles, écharpes, crêpe, satin, gaze, velours et broderies	do.	12	0	0	0
do. du Szé-Tchuen et du Chang-tong	do.	4	5	0	0
Soie (liens de)	do.	10	0	0	0
do., bonnets de	le cent	0	9	0	0
Mélange de soie et de coton . .	les 100 catties	5	5	0	0
Tourteaux des graines oléagineuses (excepté de Niéou-Tchouang et de Tang-Tchéou)	do.	0	0	3	5
Tresses de paille	do.	0	7	0	0
U.					
V.					
Varec	les 100 catties	0	1	5	0
Vermicelle	do.	0	1	8	0
Vermillon	do.	2	5	0	0
Vernis ou laque non préparée . .	do.	0	5	0	0
Verrerie et cristaux	do.	0	5	0	0
Verroteries	do.	0	5	0	0
X.					
Y.					
Z.					
Fin du Tarif sur les Exportations.					

Réglements commerciaux.

Premier réglement.

Articles non énumérés.

Les articles qui dans le présent traité ne sont pas portés sur le tableau d'exportation, mais qui se trouvent énumérés dans celui d'importation, paieront, lorsqu'ils seront exportés, les mêmes droits qui leur sont imposés par le tarif d'importation.

De la même manière les articles non énumérés dans le tableau d'importation, qui se trouvent énoncés sur celui d'exportation, paieront, lorsqu'ils seront importés, les mêmes droits qui leur sont imposés par le tarif d'exportation.

Les articles qui ne se trouvent ni dans l'un ni dans l'autre de ces tableaux, et qui ne figurent pas parmi les marchandises libres de droits, paieront un droit de cinq (5) pour cent, calculé d'après leur valeur sur le marché.

Deuxième réglement.

Articles exempts du paiement de droits:

L'or et l'argent en barres.
La monnaie étrangère.
La farine, la farine de maïs, le sagou, le biscuit.
Les conserves de viande et de légumes.
Le fromage, le beurre, les sucreries.
Les vêtements étrangers.
La bijouterie.
L'argenterie.
La parfumerie.
Les savons de toutes sortes.
Le charbon de bois.
Le bois à brûler.
La bougie et la chandelle étrangère.
Le tabac étranger.
Les cigares étrangers.
Le vin, la bière, les spiritueux.
Les articles de ménage.
Les provisions pour les navires.
Le bagage personnel.
La papeterie.

Les articles de tapisserie.
La coutellerie.
Les médicaments étrangers.
La verrerie et la cristallerie.

Les articles énumérés ci-dessus ne paieront ni droits d'importation ni droits d'exportation, mais lorsqu'ils seront transportés dans l'intérieur de la Chine, ils paieront un droit de transit de deux-et-demie ($2^1/_2$) pour cent ad valorem. Le bagage personnel, l'or et l'argent en barres et la monnaie étrangère seront exempts du paiement de ce droit.

Un bâtiment affrété en entier ou en partie seulement pour le transport d'articles francs de droits (le bagage personnel, l'or et l'argent en barres et la monnaie étrangère exceptés) sera assujetti au paiement des droits de tonnage, même quand il n'aurait à bord aucune autre cargaison.

Troisième réglement.

Articles de contrebande.

L'importation et l'exportation des articles suivants sont prohibées:

La poudre à canon.
Les boulets.
Les canons grands et petits.
Les fusils de toute dimension.
Les armes, les munitions ou fournitures de guerre.
Le sel.

Quatrième réglement.

Poids et mesures.

Les calculs du tarif sont fondés sur la supposition que le poids d'un picul de cent (100) cattis équivaut à cent-vingt (120) livres vingt-sept (27) „loth" un (1) „quent" et huit (8) cents du poids de l'Union de douanes Allemande ou soixante (60) kilogrammes quatre-cent-cinquante-trois (453) grammes Français . . . . et que la longueur d'un Chang de dix (10) pieds Chinois est égale à onze (11) pieds trois (3) pouces neuf (9) lignes de Prusse ou à trois (3) mètres cinquante-cinq (55) centimètres de France. Le Chih Chinois est considéré comme équivalant à treize (13) pouces sept (7) lignes ou à trois-cent-cinquante-cinq (355) millimètres.

Cinquième réglement.

Articles autrefois de contrebande.

Les restrictions concernant le commerce de l'opium, celui de la monnaie de cuivre, celui des céréales, des légumineux, du soufre, du salpètre et de l'espèce de Zinc connue sous la dénomination Anglaise de spelter, sont abolies aux conditions suivantes:

1. L'opium paiera désormais trente (30) taëls de droit d'importation par picul. L'introducteur ne pourra vendre cet article que dans le port, et il ne sera transporté dans l'intérieur de la Chine que par des Chinois, et seulement comme propriété Chinoise. Le négociant Allemand ne sera pas autorisé à l'accompagner. Le huitième article du traité ne pourra donc pas être appliqué au cas actuel. De même les conditions relatives aux droits de transit ne seront pas applicables à l'opium, mais le gouvernement Chinois pourra imposer sur cet article les droits de transit qu'il lui plaira.
2. Monnaie de cuivre.

   L'exportation de la monnaie de cuivre Chinoise pour un port étranger est prohibée; mais les sujets des États Allemands contractants pourront la transporter de l'un des ports ouverts de la Chine dans un autre, aux conditions suivantes:

   Le chargeur devra déclarer le montant de la monnaie de cuivre qu'il désire embarquer, et le port pour lequel elle est destinée. Il devra donner une caution convenable, acceptée par deux personnes solvables, ou fournir toute autre garantie que le Chef de la douane jugera suffisante, s'engageant à rendre au Chef de la douane du port d'embarquement en moins de six (6) mois, à partir de la date de l'expédition, le certificat délivré par celui-ci, contenant en outre une déclaration sous son sceau du Chef de la douane du port de destination, que la monnaie de cuivre y a été débarquée. Si l'expéditeur ne produit pas ce certificat, il aura à payer une somme égale au montant de la monnaie de cuivre embarquée. La monnaie de cuivre ne paiera aucun droit, mais un chargement complet de cette monnaie ou une simple

partie du chargement rendra le bâtiment où il se trouvera passible du paiement des droits de tonnage, même lorsqu'il n'aurait aucune autre cargaison à bord.

3. L'exportation pour un port étranger du riz et de toutes autres céréales indigènes ou étrangères, quel que soit le pays de production ou le lieu d'où ils arrivent, est prohibée. Mais ces denrées pourront être transportées par les négociants Allemands de l'un des ports ouverts de la Chine dans un autre, aux mêmes conditions de garantie imposées au transport de la monnaie de cuivre et en payant au port d'embarquement les droits spécifiés par le tarif.

Aucun droit d'importation ne sera prélevé sur le riz et les céréales; mais un chargement ou une partie du chargement de riz ou de céréales, bien qu'aucune autre cargaison ne soit à bord, rendra le navire qui le portera passible du paiement des droits de tonnage.

4. Légumineux.

Les légumineux et les gâteaux de fèves ne pourront pas être exportés sous le pavillon d'un des États Allemands contractants des ports de Tong-tcheou et de Nieou-tchoang; mais cette exportation sera permise des autres ports ouverts, moyennant le paiement des droits portés au tarif, que l'exportation ait lieu pour d'autres ports de la Chine ou pour les pays étrangers.

5. Le salpètre, les soufres et l'espèce de zinc connue sous la dénomination de spelter, étant considérés comme munitions de guerre. ne seront pas importés par des négociants Allemands, à moins que le Gouvernement Chinois ne l'ait demandé, ou bien pour être vendus à des Chinois qui seraient dûment autorisés à les acheter. Aucun permis de débarquer ces articles ne sera délivré, jusqu'à ce que la douane se soit assurée que l'autorisation nécessaire ait été accordée à l'acheteur. Il ne sera pas permis aux sujets Allemands de transporter ces articles dans le Yangtsé-Kiang ni dans aucun autre port que ceux qui sont ouverts sur les côtes maritimes de la Chine, ni de les accompagner dans l'intérieur pour le compte des Chinois.

Ces articles ne seront vendus que dans les ports seulement, et partout ailleurs que dans ces ports ils seront considérés comme propriété Chinoise.

Toute infraction aux conditions stipulées ci-dessus sous lesquelles le commerce de l'opium, de la monnaie de cuivre, des céréales, des légumineux, du salpètre, des soufres et du zinc connu sous le nom de „spelter“ est autorisé, sera punie par la confiscation de toutes les marchandises dont il est question.

Sixième réglement.

Formalités à observer pour les navires entrant dans le port.

Pour éviter tout malentendu, il est convenu que le terme de vingt-quatre (24) heures dans lequel tout capitaine devra remettre ses papiers au Consul conformément à l'article treize du traité, commencera à courir du moment où le navire se trouvera en dedans des limites du port.

Il en sera de même du délai de quarante-huit (48) heures pendant lequel il est accordé aux navires Allemands par l'article vingt du traité de rester dans le port sans payer de droits de tonnage.

Les limites des ports seront déterminées par l'administration des douanes conformément aux convenances du commerce compatibles avec les intérêts du trésor Chinois.

De la même manière on fixera les lieux où il sera permis de charger et de décharger les marchandises dans chaque port, et on en donnera avis aux Consuls pour la connaissance du public.

Septième réglement.

Droits de transit.

Il est convenu que le droit de transit mentionné dans l'article vingt-quatre du traité équivaudra à la moitié des droits fixés par le tarif, exceptés pour les articles exempts de droits énumérés dans le deuxième réglement, qui ne paieront qu'un droit de transit de deux-et-demie ($2^1/_2$) pour cent ad valorem. Les marchandises auront

acquitté les droits de transit lorsqu'elles auront rempli les conditions suivantes:

Pour les importations: On donnera avis au Chef de la douane du port d'où les marchandises doivent être envoyées dans l'intérieur, de la nature et de la quantité de ces marchandises, du nom du navire qui les a débarquées, et du nom des lieux auxquels elles sont destinées. Le Chef de la douane, après avoir vérifié cette déclaration et avoir reçu le montant des droits de transit, remettra à l'introducteur de ces marchandises un certificat constatant le paiement des droits de transit, certificat qui devra être produit et visé à chaque station de barrière. Aucun autre droit, quel qu'il soit, ne pourra être prélevé sur ces marchandises, dans quelque partie de l'Empire qu'elles soient transportées.

Pour les exportations: Les produits achetés par un sujet des États Allemands contractants dans l'intérieur de la Chine seront examinés et notés à la première barrière qu'ils rencontreront sur leur route au port d'embarquement. La personne ou les personnes chargées de leur transport présenteront une déclaration qu'elle auront signée, relatant la quantité du produit et faisant connaître le port d'embarquement. Il leur sera remis en échange un certificat qui devra être produit et visé à chaque barrière sur la route au port d'embarquement. A l'arrivée du produit à la barrière la plus voisine de ce port il en sera donné avis à la douane qui y est établie, et les droits de transit ayant été payés, ces marchandises pourront passer. Au moment de l'exportation les droits fixés par le tarif seront payés.

Toute tentative faite pour passer les marchandises importées ou exportées en contravention avec les réglements ci-dessus énoncés rendra ces marchandises passibles de confiscation.

Une vente non-autorisée pendant le transit de marchandises dont la destination pour un port a été déclarée de la manière susdite, les rendra susceptibles d'être confisquées.

Toute tentative de passer plus de marchandises qu'il n'en a été déclaré dans le certificat, rendra toutes les marchandises de la même dénomination énoncées dans le certificat susceptibles d'être confisquées.

Le Chef de la douane aura le droit de refuser l'embarquement de produits dont on ne pourrait pas prouver

le paiement des droits de transit dûs, et cela jusqu'à ce que ces droits aient été payés.

Huitième réglement.

Commerce étranger dans l'intérieur au moyen de passe-ports.

Il est convenu que l'article huit du traité ne sera point considéré comme autorisant les sujets des États Allemands contractants à se rendre dans la Capitale de la Chine pour y faire le commerce.

Neuvième réglement.

Abolition des droits prélevés pour la refonte des monnaies.

Il est convenu que les sujets des Etats Allemands contractants ne seront point assujettis au paiement du droit d'un taël et deux maces exigé jusqu'ici en sus du paiement des droits ordinaires par le Gouvernement Chinois, pour couvrir les frais de fonte et de monnayage.

Dixième réglement.

Paiement des droits dans les ports.

Le haut fonctionnaire Chinois désigné par le Gouvernement Impérial comme sur-intendant du commerce étranger visitera de temps à autre lui-même les différents ports ouverts au commerce ou il y enverra un délégué. Ce haut fonctionnaire sera libre de choisir tout sujet des États Allemands contractants qui lui paraîtrait convenable pour l'aider à administrer les revenus de la douane, à empêcher la fraude, à déterminer les limites des ports, à pourvoir aux fonctions de capitaine de port et aussi à établir des phares, des bouées etc., à l'entretien desquels les droits de tonnage pourvoiront.

Réglement additionnel.

Révision du tarif.

Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que le présent tarif pourra être revisé de dix (10) en

dix (10) ans, afin d'être mis en harmonie avec les changements de valeur apportés par le temps dans les produits du sol et de l'industrie des deux Empires.

Comte d'Eulenburg.
Tchong-luen.
Tchong-heou.

Articles séparés.

I.

La Prusse, les autres États de l'Association de douanes et de commerce Allemande, les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz, ainsi que les Villes Hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg,

ayant conclu aujourd'hui avec la Chine un traité d'amitié, de commerce et de navigation, exécutoire après l'échange des ratifications qui doit avoir lieu dans l'intervalle d'une année, et d'après lequel Sa Majesté le Roi de Prusse a le droit d'accréditer un Agent diplomatique à demeure fixe près la cour de Pékin, il est convenu entre les Plénipotentiaires respectifs de ces États, qu'en raison des troubles qui désolent actuellement la Chine, Sa Majesté le Roi de Prusse attendra qu'un laps de cinq années se soit écoulé à partir de l'échange des ratifications du présent traité pour accréditer à demeure fixe un Agent diplomatique à Pékin.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en quatre expéditions à Tientsin le deux Septembre de l'an de grâce mil huit-cent-soixante-et-un, correspondant au vingt-huitième jour de la septième lune de la onzième année de Hien-Foung.

Comte d'Eulenburg. *Tchong-luen.*
Tchong-heou.

II.

La Prusse, les autres États de l'Association de douane et de commerce Allemande, les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz, ainsi que les Villes Hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg,

ayant conclu aujourd'hui avec la Chine un traité d'amitié, de commerce et de navigation, il est convenu en outre que les Sénats des Villes Hanséatiques auront

le droit de nommer un Consul dans chaque port ouvert à la navigation et au commerce étranger, pour y traiter les affaires de leurs nationaux.

Le présent article séparé aura la même vigueur et la même validité que s'il était inscrit mot à mot dans le traité susmentionné.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en quatre expéditions à Tientsin le deux Septembre de l'an de grâce mil huit-cent-soixante-et-un, correspondant au vingt-huitième jour de la septième lune de la onzième année de Hien-Foung.

Comte d'Eulenburg. *Tchong-luen.*
Tchong-heou.

33.

Déclaration signée à Pékin, le 2 septembre 1868, par le Représentant des États du Zollverein allemand, concernant la poursuite des faux manifestes présentés par les capitaines marchands allemands en Chine.

Pékin, ce 2 Septembre 1868.

Le Soussigné ayant rendu compte au Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse de la communication que Son Altesse Impériale le Prince Kung et Leurs Excellences les Ministres chargés des Affaires Étrangères lui ont faite relativement à l'article 13 du traité conclu entre les États du Zollverein, les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et Meklenbourg-Strélitz et les villes libres et hanséatiques de Lubec, Brême et Hambourg d'une part et la Chine de l'autre part le 2 Septembre 1861, et à la nécessité de frapper d'une amende les Capitaines Marchands qui présentent des faux manifestes, ainsi que cela est stipulé dans les traités conclus par d'autres Nations avec la Chine, a reçu ordre de déclarer que la Confédération de l'Allemagne du Nord et les États du Zollverein qui ne font pas partie de cette Confédération, consentent en principe à la proposition du Gouvernement Chinois et veulent bien admettre une amende toutes les fois qu'un Capitaine Marchand aura fait une fausse déclaration sur la qualité ou la quantité des marchandises, sous la condition cependant, que cette amende sera calculée d'après l'importance

de chaque contravention et ne pourra excéder la somme de 500 Taëls. Il est également sous-entendu qu'il n'y aura pas lieu de poursuivre du Chef de faux manifeste dans le cas où l'erreur aura été corrigée dans les 24 heures qui ont suivi la fausse déclaration.

Quant à la procédure à suivre dans les cas de fausse déclaration, il est convenu que l'amende ne pourra être réputée valable qu'après jugement rendu par une Commission mixte, composée d'un délégué de la Douane Chinoise et d'un délégué de l'Autorité Consulaire Allemande du port où la contravention a eu lieu. Dans les cas où ces délégués ne tomberaient pas d'accord, le jugement serait remis à l'Inspecteur Général des Douanes Maritimes à Pékin et au Ministre de la Confédération de l'Allemagne du Nord qui décideront de commun accord.

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération de l'Allemagne du Nord:

Rehfues.

34.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la République de Chile d'autre part; signé à Santiago, le 1er février 1862.)*

Texte allemand.

Seine Majestät der König von Preussen, sowohl für Sich, als in Vertretung der dem Preussischen Zoll- und Steuer-Systeme angeschlossenen souverainen Länder und Landestheile, nämlich des Grossherzogthums Luxemburg, der Grossherzoglich Mecklenburgischen Enclaven Rossow, Netzeband und Schönberg, des Grossherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld, der Herzogthümer Anhalt-Dessau-Cöthen und Anhalt-Bernburg, der Fürstenthümer Waldeck und Pyrmont, des Fürstenthums Lippe und des Landgräflich Hessischen Oberamts Meisenheim, als auch Namens der übrigen Mitglieder des Deutschen

*) En allemand et en espagnol. Les ratifications ont été échangées à Santiago, le 31 juillet 1863.

Zoll- und Handelsvereins, nämlich der Krone Bayern, der Krone Sachsen, der Krone Hannover, zugleich in Vertretung des Fürstenthums Schaumburg-Lippe, und der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, zugleich das Landgräflich Hessische Amt Homburg vertretend, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten, namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg und Gotha, der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss älterer und Reuss jüngerer Linie, des Herzogthums Braunschweig, des Herzogthums Oldenburg, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt, einerseits und Seine Excellenz der Präsident der Republik Chili andererseits, von dem Wunsche beseelt, die Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Beziehungen zwischen den Staaten des Zollvereins und der Republik Chili auszudehnen und zu befestigen, haben es für zweckmässig und angemessen erachtet, Unterhandlungen zu eröffnen und zu gedachtem Behufe einen Vertrag abzuschliessen, und haben zu dem Ende zu Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen

Allerhöchst Ihren Geschäftsträger bei der Republik Chili Herrn Carl Ferdinand Levenhagen, Ritter des rothen Adler-Ordens III. Classe mit der Schleife, Offizier des Kaiserlich Brasilianischen Rosen-Ordens, Ritter des Königlich Niederländischen Löwen-Ordens etc.,

und

Seine Excellenz der Präsident der Republik Chili

den Herrn Jovino Novoa,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten sich mitgetheilt und solche in guter und gehöriger Form befunden haben, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Art. 1. Zwischen den Staaten des Zollvereins und der Republik Chili und zwischen ihren resp. Unterthanen und Bürgern soll fortdauernde Freundschaft bestehen.

Art. 2. Zwischen den Staaten des Zollvereins und den Gebieten der Republik Chili soll gegenseitige Freiheit des Handels stattfinden. Es soll den Unterthanen und Bürgern eines jeden der beiden vertragenden Theile freistehen, unbehindert und sicher mit ihren Schiffen und

Ladungen nach allen Plätzen, Häfen und Flüssen in den Gebieten des anderen zu kommen, wo der Handel mit anderen Nationen gestattet ist oder gestattet werden wird. Sie können in jedem Theile der gedachten Gebiete sich aufhalten und daselbst wohnen und Häuser und Magazine miethen und bewohnen und, soweit die Landesgesetze es gestatten, Gross- oder Kleinhandel treiben mit allen Arten von Erzeugnissen, Manufacturen und Waaren und sollen für ihre Person und Eigenthum und bei Ausübung ihres Gewerbes und Handels denselben Schutz und dieselbe Sicherheit geniessen, deren nach den Gesetzen der betreffenden Länder die einheimischen Unterthanen und Bürger sich erfreuen.

Ingleichen soll es den Kriegsschiffen und den Packet- oder Postschiffen eines jeden der vertragenden Theile freistehen, nach allen Häfen, Flüssen und Plätzen innerhalb der Gebiete des anderen, wo jetzt oder künftig Kriegsschiffe oder Post- oder Packetschiffe anderer Nationen zugelassen werden, zu kommen, daselbst zu ankern, zu bleiben und Ausbesserungen vorzunehmen, wobei sie jederzeit den Gesetzen und Verordnungen der resp. Länder unterworfen bleiben.

Hierbei wird ausdrücklich erklärt, dass die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels die Küstenfahrt zwischen einem und dem anderen in demselben Gebiete belegenen Hafen nicht einbegreifen; es soll jedoch als Küstenschifffahrt nicht angesehen werden, wenn ein von über See hergekommenes Schiff in verschiedenen Häfen des Gebietes eines der contrahirenden Theile seine Ladung allmälig vervollständigt oder in derselben Weise entlöscht.

Art. 3. Es sollen keinem Artikel, welcher Boden- oder Gewerbs-Erzeugniss der Republik Chili ist, andere oder höhere Zölle bei der Einfuhr in die Staaten des Zollvereins, und es sollen keinem Artikel, welcher Boden- und Gewerbs-Erzeugniss der Zollvereinsstaaten ist, andere oder höhere Zölle bei der Einfuhr in die Gebiete der Republik Chili auferlegt werden, als jetzt oder künftig von dergleichen Artikeln, welche das Boden- oder Gewerbs-Erzeugniss irgend eines fremden Landes sind, entrichtet werden.

Ebenso wenig sollen andere oder höhere Zölle oder Abgaben in den Besitzungen oder Gebieten eines der vertragenden Theile auf die Ausfuhr irgend eines Artikels nach den Besitzungen oder Gebieten des anderen gelegt

werden, als diejenigen, welche jetzt oder künftig auf die Ausfuhr des gleichen Artikels nach irgend einem anderen fremden Lande gelegt werden. Es soll kein Verbot auf die Einfuhr irgend eines Boden- oder Gewerbs-Erzeugnisses der Gebiete eines der beiden vertragenden Theile in die Gebiete des anderen gelegt werden, welches sich nicht gleichmässig auf die Einfuhr derselben Boden- oder Gewerbs-Erzeugnisse irgend eines anderen Landes erstreckt; auch soll kein Verbot auf die Ausfuhr irgend eines Artikels aus den Gebieten des einen der beiden vertragenden Theile nach den Gebieten des anderen gelegt werden, welches sich nicht gleichmässig auf die Ausfuhr desselben Artikels nach den Gebieten aller anderen Nationen erstreckt.

Art. 4. Es sollen in den Häfen eines jeden der beiden vertragenden Theile den Schiffen des anderen Landes, ohne Unterschied von welchem Orte sie kommen, keine Tonnen-, Hafen-, Lootsen-, Leuchtfeuer-, Quarantaine- oder andere ähnliche oder entsprechende Abgaben irgend welcher Art oder Benennung, gleichviel, ob solche im Namen oder zum Vortheil der Regierung, öffentlicher Beamten, Corporationen oder irgend welcher Anstalten erhoben werden, auferlegt werden, welche nicht in gleichem Falle den einheimischen Schiffen auferlegt werden; und es sollen in keinem der vertragenden Staaten irgend welche Zölle, Lasten, Beschränkungen oder Verbote den in Schiffen des einen Landes nach dem anderen eingeführten oder von da ausgeführten Waaren auferlegt werden, welche nicht gleichmässig solchen Waaren auferlegt werden, die in einheimischen Schiffen ein- oder ausgeführt werden. Ingleichen sollen dieselben Rückzölle, Bonificationen, Befreiungen oder Begünstigungen, welche den in Nationalschiffen ein- oder ausgeführten Waaren bewilligt werden, bei der Einfuhr oder Ausfuhr in den Schiffen des anderen vertragenden Theils gewährt werden.

Art. 5. Es sollen dieselben Zölle von der Einfuhr eines jeden Artikels, dessen Einfuhr nach den Gebieten der Republik Chili jetzt oder künftig gesetzlich erlaubt ist, bezahlt werden, gleichviel, ob diese Einfuhr in den Schiffen eines zum Zollverein gehörigen Staates oder in Chilenischen Schiffen erfolgt; und es sollen dieselben Zölle von der Einfuhr eines jeden Artikels, dessen Einfuhr nach den Gebieten des Zollvereins jetzt oder künftig

gesetzlich erlaubt ist, bezahlt werden, gleichviel, ob diese Einfuhr in den Schiffen eines zum Zollverein gehörigen Staates oder in Chilenischen Schiffen erfolgt. Es sollen dieselben Zölle bezahlt und dieselben Vergütungen und Rückzölle bewilligt werden bei der Ausfuhr eines jeden Artikels, dessen Ausfuhr aus der Republik Chili jetzt oder künftig gesetzlich erlaubt ist, gleichviel, ob diese Ausfuhr in Schiffen eines zum Zollverein gehörigen Staates oder in Chilenischen Schiffen erfolgt; und es sollen dieselben Zölle bezahlt und dieselben Vergütungen und Rückzölle bewilligt werden bei der Ausfuhr eines jeden Artikels, dessen Ausfuhr aus den Gebieten des Zollvereins jetzt oder künftig gesetzlich erlaubt ist, gleichviel, ob diese Ausfuhr in Schiffen eines Zollvereinsstaates oder in Chilenischen Schiffen erfolgt.

Art. 6. Die Staaten des Zollvereins und die Republik Chili kommen dahin überein, dass jede Begünstigung, jedes Vorrecht und jede Befreiung in Handels- oder Schifffahrts-Angelegenheiten, welche einer von ihnen den Unterthanen oder Bürgern irgend eines anderen Staates gegenwärtig bereits zugestanden hat oder künftig zugestehen möchte, bei Gleichheit des Falles und der Umstände auf die Unterthanen oder Bürger des anderen Theiles ausgedehnt werden soll, und zwar unentgeltlich, wenn das Zugeständniss zu Gunsten jenes anderen Staates unentgeltlich gemacht ist, oder gegen Gewährung einer Entschädigung von möglichst gleichem Werthe, wenn das Zugeständniss bedingungsweise erfolgt war.

Art. 7. Alle Schiffe, welche nach den Gesetzen der Zollvereins-Staaten als Schiffe dieser Staaten, und alle Schiffe, welche nach den Gesetzen der Republik Chili als Chilenische anzusehen sind, sollen für die Zwecke dieses Vertrages als Schiffe des Zollvereins und resp. Chili's betrachtet werden.

Art. 8. Alle Kaufleute, Schiffs-Capitaine oder Schiffsführer und andere Unterthanen und Bürger des einen der beiden vertragenden Theile sollen volle Freiheit haben, in allen Gebieten des anderen ihre eigenen Geschäfte selbst zu betreiben oder deren Führung nach ihrem Belieben einem Anderen als Mäkler, Agent, Factor oder Dolmetscher zu übertragen, und sie sollen nicht genöthigt sein, anderer Personen als derjenigen sich zu bedienen, welche die einheimischen Unterthanen oder Bürger beschäftigen, noch solchen Personen, welche es ihnen beliebt

zu beschäftigen, höheren Lohn oder Vergütung zu bezahlen, als denselben in gleichen Fällen von den einheimischen Unterthanen oder Bürgern bezahlt wird. Es soll ihnen freistehen, zu kaufen von wem, und zu verkaufen an wen sie wollen, und in beiden Fällen soll dem Käufer und Verkäufer volle Freiheit gelassen werden, den Preis der beziehentlich nach den Besitzungen oder Gebieten der vertragenden Theile eingeführten oder von da ausgeführten Handelsartikel, Güter oder Waaren des erlaubten Verkehrs zu behandeln und festzusetzen, wie sie es für gut befinden mögen, indem sie sich jedoch stets den Gesetzen und feststehenden Gebräuchen besagter Gebiete unterwerfen.

Art. 9. Die Unterthanen und Bürger eines jeden der vertragenden Theile in den Gebieten des anderen sollen für ihre Person und ihr Eigenthum denselben vollen Schutz erhalten und geniessen, welcher den einheimischen Unterthanen und Bürgern zu Theil wird, und sie sollen zur Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte freien Zutritt zu den Gerichtshöfen der resp. Länder haben, und es soll ihnen freistehen, sich in allen Fällen, nach ihrem Belieben der Advocaten, Anwälte oder gesetzlichen Agenten jeder Art zu bedienen, und sie sollen in dieser Hinsicht dieselben Rechte und Privilegien wie die einheimischen Unterthanen und Bürger geniessen.

Art. 10. In Allem, was sich auf die Hafenpolizei, das Beladen und Löschen der Schiffe, die Lagerung und Sicherheit der Waaren, Güter und Effecten, die Erbfolge in bewegliches Eigenthum durch Testament oder anderweit und die Verfügung über bewegliches Vermögen jeder Art und Benennung durch Verkauf, Schenkung, Tausch, Testament oder auf irgend andere Art bezieht, sowie in Bezug auf die Verwaltung der Rechtspflege sollen die Unterthanen und Bürger eines jeden der hohen vertragenden Theile in den Besitzungen und Gebieten des anderen dieselben Privilegien, Freiheiten und Rechte wie die einheimischen Unterthanen und Bürger geniessen, und sie sollen in keinem Falle mit anderen oder höheren Auflagen oder Abgaben belastet werden, als diejenigen, welche jetzt oder künftig von einheimischen Unterthanen oder Bürgern erhoben werden, wobei sie jedoch den örtlichen Gesetzen und Verordnungen solcher Gebiete und Besitzungen unterworfen bleiben.

Art. 11. Falls ein Unterthan oder Bürger des einen

der vertragenden Theile in den Besitzungen oder Gebieten des anderen ohne letzten Willen oder Testament versterben und keine nach den Gesetzen des Landes, in welchem der Todesfall stattgefunden hat, gesetzlich zur Erbfolge berechtigte Person sich gemeldet haben sollte, soll der General-Consul, Consul oder Vice-Consul der Nation, welcher der Verstorbene angehörte, soweit die Gesetze des Landes dies gestatten, der gesetzliche Vertreter seiner bei der Erbschaft etwa betheiligten Landsleute sein; und der Consul soll in solcher Vertretung, soweit die Gesetze des Landes dies gestatten, alle Rechte ausüben, welche die gesetzlich zur Erbschaft berechtigte Person ausüben könnte, ausgenommen das Recht, Gelder oder Effecten anzunehmen, wozu immer eine besondere Ermächtigung erforderlich sein soll; diese Gelder oder Effecten sollen mittlerweile nach dem Einvernehmen des Consuls und der örtlichen Behörden in die Hände einer dritten Person niedergelegt werden. Besteht der Nachlass in Grundstücken, so sollen die Rechte der Betheiligten nach Massgabe der hinsichtlich der Fremden in jedem Lande geltenden Gesetze geregelt werden.

Art. 12. Die in der Republik Chili wohnhaften Unterthanen eines zum Zollverein gehörigen Staates und die in einem zum Zollverein gehörigen Staate wohnhaften Bürger der Republik Chili sollen von allem zwangsweisen Militärdienst zur See oder zu Lande und von allen Zwangsanlehen oder militärischen Anforderungen oder Requisitionen befreit sein, und sie sollen unter keinem Vorwande gezwungen werden, andere oder höhere gewöhnliche Abgaben, Requisitionen oder Taxen zu bezahlen, als diejenigen, welche jetzt oder künftig von einheimischen Unterthanen oder Bürgern bezahlt werden.

Die differentielle Abgabe, sogenannte Patent-Abgabe, welche die ausländischen Kaufleute in Chili zu bezahlen haben, wird durch die vorhergehende Bestimmung nicht aufgehoben. Die Unterthanen der Zollvereins-Staaten sollen in dieser Beziehung gleich den Unterthanen der meist begünstigten Nation behandelt werden.

Die Unterthanen der zum Zollverein gehörigen Staaten, welche nach Massgabe der gegenwärtig bestehenden Gesetze der Republik Chili, und so lange solche bestehen, Grundstücke, welcher Art es sei, erwerben und besitzen, sollen in Bezug auf das gedachte Eigenthum dieselben Rechte wie die Bürger der Republik Chili in gleichen

Fällen geniessen und denselben Lasten und Auflagen wie Grundstücke besitzende Chilenische Bürger unterworfen sein.

Art. 13. Es soll jedem der beiden vertragschliessenden Theile freistehen, zum Schutze des Handels Consuln, welche in den Besitzungen und Gebieten des anderen residiren, zu bestellen; bevor aber ein Consul seine Stelle verwalten kann, soll er in der üblichen Form Seitens der Regierung des Staates, in welchem er zu fungiren hat, angenommen und zugelassen sein; und jedem der vertragenden Theile soll es freistehen, von der Residenz der Consuln solche besondere Orte auszuschliessen, welche demselben beliebt auszunehmen, vorausgesetzt, dass diese Ausschliessung sich allgemein auf die Consular-Agenten aller Länder erstreckt. Die consularischen Agenten eines jeden der beiden hohen vertragschliessenden Theile in den Besitzungen oder Gebieten des anderen sollen alle Vorrechte, Befreiungen und Immunitäten geniessen, welche jetzt oder künftig daselbst den im gleichen Range stehenden Agenten der meist begünstigten Nation bewilligt werden.

Art. 14. Es ist vereinbart und festgesetzt worden, dass die hohen vertragschliessenden Theile die mit ihren Gesetzen verträgliche Hülfe zur Festnahme und Auslieferung der zum militärischen Seedienst oder zur Handelsmarine eines jeden dieser vertragschliessenden Theile gehörenden Deserteure gewähren werden, wenn der Consul des betreffenden Theils zu dem Zwecke sich verwendet und durch die Register, die Musterrolle des Schiffes oder ähnliche Urkunden nachgewiesen wird, dass die gedachten Deserteure zur Mannschaft des genannten Schiffes gehört haben, und dass sie von Schiffen in den Häfen, an den Küsten oder in den Gewässern des Landes; von dessen Behörden sie reclamirt worden, entlaufen sind.

Was die Festhaltung von Deserteuren in den Landes-Gefängnissen und die Zeit anbelangt, während welcher sie unter Einwirkung der Ortsobrigkeiten verbleiben müssen, so soll von dem Augenblicke an, wo sie ergriffen worden sind, um festgehalten und zur Verfügung des reclamirenden Consuls gestellt und den Schiffen ihrer Nation zurückgegeben zu werden, das von den resp. Gesetzen eines jeden Landes vorgeschriebene Verfahren beobachtet werden.

Es ist ferner verabredet, dass jede Begünstigung oder

Erleichterung, welche einer der vertragenden Theile in Betreff der Wiederergreifung von Deserteuren einem anderen Staate gewährt hat oder künftig gewähren sollte, auch dem anderen vertragenden Theile ebenso gewährt sein soll, als wäre solche Begünstigung oder Erleichterung ausdrücklich durch den gegenwärtigen Vertrag festgesetzt.

Art. 15. Zur grösseren Sicherheit des Handels zwischen den Unterthanen und Bürgern der beiden hohen vertragenden Theile kommt man überein, dass, wenn unglücklicher Weise zu irgend einer Zeit ein Bruch oder eine Unterbrechung der freundschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden vertragenden Theilen eintreten sollte, den Unterthanen oder Bürgern eines jeden von ihnen in den Gebieten des anderen, wenn sie an den Küsten wohnen, sechs Monate, und wenn sie im Innern wohnen, ein volles Jahr Zeit gelassen werden soll, ihre Geschäfte abzuwickeln und über ihr Eigenthum zu verfügen, und es soll ihnen sicheres Geleit gegeben werden, um sich in dem von ihnen gewählten Hafen einzuschiffen, oder das Land auf dem von ihnen gewählten Landwege zu verlassen. Den Unterthanen und Bürgern der beiden vertragenden Theile, welche in den Besitzungen und Gebieten des anderen zur Ausübung irgend eines Gewerbes oder anderen Beschäftigung oder Erwerbs etablirt sind, soll es gestattet sein, zu bleiben und ihr Gewerbe oder ihre Beschäftigung ungeachtet der Unterbrechung des freundschaftlichen Einvernehmens zwischen beiden Ländern im ungestörten Genuss ihrer persönlichen Freiheit und ihres Eigenthums fortzusetzen, so lange sie sich friedlich verhalten und den Gesetzen gehorchen, und ihre Güter und Effecten, gleichviel, ob solche sich in ihrem eigenen Gewahrsam befinden oder anderen Personen oder dem Staate anvertraut sind, sollen nicht der Beschlagnahme oder Sequestration oder irgend anderen Lasten oder Anforderungen als denjenigen unterliegen, welche gleichen Effecten und dem gleichen Eigenthum der einheimischen Unterthanen oder Bürger angesonnen werden. In gleichem Falle sollen Schuldforderungen zwischen Privatpersonen, öffentliche Fonds und Gesellschaftsactien niemals confiscirt, sequestrirt oder mit Beschlag belegt werden.

Art. 16. Die Unterthanen oder Bürger eines jeden der beiden vertragenden Theile, welche in den Gebieten des anderen sich wohnhaft aufhalten, sollen wegen ihrer Religion nicht belästigt, verfolgt oder beunruhigt werden,

vielmehr sollen sie darin volle und unbehinderte Gewissensfreiheit haben, und sie sollen um dieser Ursache willen nicht minder für ihre Personen und ihr Eigenthum denselben Schutz geniessen, welcher einheimischen Unterthanen und Bürgern zu Theil wird.

Hinsichtlich der Befugniss zur Benutzung der für ihre Glaubensgenossen bereits vorhandenen, sowie zur Anlegung, Unterhaltung und Benutzung eigener Begräbnissplätze sollen den Unterthanen und Bürgern eines jeden der vertragenden Theile, welche sich in den Gebieten des anderen aufhalten, die nämlichen Freiheiten und Rechte zustehen und der nämliche Schutz gewährt werden, wie den Unterthanen und Bürgern der am meisten begünstigten Nation.

Art. 17. Wenn ein Kriegsschiff oder Handelsschiff des einen der vertragenden Theile an den Küsten des anderen Schiffbruch leiden sollte, so soll solches Schiff oder dessen Theile und alle Ausrüstungen und Zubehörungen und alle geborgenen Güter und Waaren oder deren Erlös, wenn sie verkauft werden, den Eigenthümern auf ihr oder ihrer bevollmächtigten Agenten Verlangen getreulich zurückgegeben werden; und wenn die Eigenthümer oder deren Agenten nicht an Ort und Stelle sind, sollen die gedachten Güter und Waaren oder deren Erlös, sowie die an Bord des gestrandeten Schiffes gefundenen Papiere, soweit die Gesetze des Landes dies gestatten, dem Consul des betreffenden Zollvereins-Staates oder resp. dem Chilenischen Consul, in dessen Bezirk der Schiffbruch stattgefunden hat, ausgeliefert werden; und der Consul, die Eigenthümer oder Agenten sollen nur diejenigen zur Erhaltung des Eigenthums aufgewendeten Kosten, sowie den Bergelohn zahlen, welche in gleichem Falle des Schiffsbruchs eines einheimischen Schiffes zu entrichten gewesen sein würden. Die geborgenen Güter und Waaren sollen keinen Zollabgaben unterliegen, wenn sie der gesetzlichen Behandlung unterworfen werden, sofern sie nicht in den Verbrauch übergehen, in welchem Falle sie mit denjenigen belastet werden, welche die Zollgesetze der betreffenden Länder auferlegen.

Art. 18. Wenn im Kriegsfall und zum Schutze ernstlich bedrohter Staats-Interessen ein Embargo oder die allgemeine Schliessung der Häfen von Seiten eines der vertragenden Theile unerlässlich werden sollte, ist ver-

abredet, dass, falls das Embargo oder die Schliessung der Häfen nicht über sechs Tage dauert, die durch diese Massregel betroffenen Handelsschiffe keine Entschädigung für Liegetage oder für die durch dieselbe veranlasste Benachtheiligung ihrer Interessen fordern sollen; wenn aber der Aufenthalt oder die Schliessung mehr als sechs, jedoch nicht über zwölf Tage dauern sollte, soll die Regierung, welche das Embargo oder die Schliessung der Häfen angeordnet haben sollte, verpflichtet sein, den Führern der zurückgehaltenen Schiffe als gänzliche Entschädigung den Betrag der Ausgaben für Lohn und Unterhalt ihrer Mannschaften und Passagiere während der Zeit ihres Aufenthaltes vom siebenten Tage ab zu erstatten; und wenn ganz besonders schwierige Umstände die Verlängerung des Embargo oder der Schliessung über die Dauer von zwölf Tagen hinaus erfordern sollten, soll das diese Massregel anordnende Gouvernement verpflichtet sein, die zurückgehaltenen Schiffe für die in Folge des Embargo oder der Schliessung der Häfen durch die zwangsweise Zurückhaltung erlittenen Verluste und Nachtheile zu entschädigen.

Ingleichen ist verabredet, dass, falls das Eigenthum eines Unterthanen oder Bürgers eines der vertragenden Theile, der sich in den Gebieten des anderen aufhält, von den gesetzlichen Behörden dieses Landes für Zwecke des öffentlichen Interesses weggenommen, gebraucht oder verletzt werden sollte, dem Herrn dieses Eigenthums Seitens der Regierung des Landes, in welchem die Massregel eintritt, volle Entschädigung oder Vergütung gezahlt werden soll. Und falls der Betrag solcher Entschädigungen nicht gütlich vereinbart werden kann, soll die Entscheidung darüber Schiedsrichtern anheimgegeben werden, deren einer von der Regierung, welche das Embargo oder die Massregel, woraus die Forderung entsprang, angeordnet hat, der andere von dem diplomatischen Agenten und in dessen Abwesenheit von dem General-Consul der Nation, welcher das zurückgehaltene Schiff oder der benachtheiligte Eigenthümer angehört, ernannt werden soll. Wenn die ernannten Schiedsrichter nicht einig werden können, soll die endliche Entscheidung ohne weitere Berufung der Regierung einer dritten befreundeten Macht übertragen werden.

Art. 19. Der gegenwärtige Vertrag tritt vom Datum des Austausches der Ratificationen an in Kraft und dauert

bis zum 31. December 1865; derselbe soll aber auch nach Ablauf dieses Termines in Wirksamkeit bleiben, wenn keiner der vertragenden Theile dem anderen zwölf Monate vorher seinen Wunsch angekündigt hat, den gedachten Vertrag aufhören zu lassen. Derselbe Termin soll zwischen der Aufkündigung und dem Erlöschen des Vertrages liegen, wenn diese Kündigung zu irgend einer Zeit nach dem 31. December 1865 erfolgt.

Nach erfolgter Anzeige des Beschlusses des einen der vertragenden Theile, dass der Vertrag aufhören soll, und nach Ablauf des Termins von zwölf Monaten sollen alle in dem gedachten Vertrage enthaltenen Abreden jede Wirkung verlieren, mit Ausnahme derjenigen, welche auf die friedlichen und freundschaftlichen Beziehungen der beiden vertragenden Theile und ihrer Unterthanen und Bürger Bezug haben, welche fortfahren sollen, für beide Theile verpflichtend zu sein.

Art. 20. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt werden und sollen die Ratificationen zu Santiago binnen achtzehn Monaten, vom Datum desselben ab, oder, wenn möglich, früher ausgetauscht werden.

Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt in der Stadt Santiago den ersten Februar im Jahre des Herrn ein Tausend acht hundert zwei und sechszig.

Carl Ferdinand Levenhagen.
Jovino Novoa.

35.

Acte additionnel au Traité d'amitié de commerce et de navigation conclu, le 1er février 1862, entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la République de Chile d'autre part); signé à Santiago, le 14 juillet 1869.**)*

Texte allemand.

Nachdem die Grossherzogthümer Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz, das Herzogthum Lauenburg und die Freie

*) Voir le No. 34.
**) En allemand et en espagnol. Les ratifications ont été échangées à Santiago, le 7 avril 1870.

und Hansestadt Lübeck mit ihrem Gebiete, Mitglieder des Norddeutschen Bundes, sich im Jahre 1868 dem Deutschen Zoll- und Handelsvereine angeschlossen, haben Seine Majestät der König von Preussen im Namen des genannten Bundes und Seine Excellenz der Präsident der Republik Chili Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen

den Herrn Karl Ferdinand Levenhagen, Allerhöchstihren Legationsrath und Geschäftsträger des Norddeutschen Bundes,

und

Seine Excellenz der Präsident der Republik Chili

Seine Excellenz Herrn Miguel Luis Amunategui, Minister der auswärtigen Angelegenheiten,

um eine Verhandlung zu vereinbaren und zu unterzeichnen, durch welche festgestellt wird, dass der zwischen den Staaten des Deutschen Zollvereins und der Republik Chili am 1. Februar 1862 geschlossene Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag von nun an gleichfalls die vier im Vorstehenden aufgeführten Staaten umfassen wird, und die genannten Bevollmächtigten sind, nach Auswechselung ihrer Vollmachten, welche in guter und gehöriger Form befunden wurden, mit einander über folgende Artikel übereingekommen:

Art. 1. Der zwischen den Staaten des Deutschen Zollvereins und der Republik Chili am 1. Februar 1862 geschlossene Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag wird auf die Grossherzogthümer Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz, das Herzogthum Lauenburg und die Freie und Hansestadt Lübeck mit ihrem Gebiete ausgedehnt. Demzufolge werden diese Staaten von nun an alle Rechte und Vortheile geniessen, welche die Republik Chili durch besagten Vertrag den in seinem Eingange aufgeführten Staaten des Zollvereins gewährt und sie treten in alle Verpflichtungen ein, welche diese selbigen Staaten des Zollvereins durch besagten Vertrag gegen die Republik Chili übernommen haben.

Art. 2. Die gegenwärtige Verhandlung soll ratificirt und die Ratificationsurkunden sollen zu Santiago innerhalb der Zeit von achtzehn Monaten, vom Datum der Verhandlung ab oder früher, wenn möglich, ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten diese Verhandlung unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt in der Stadt Santiago in Chili den 14. Juli 1869.

Carl Ferdinand Levenhagen.
Miguel Luis Amunategui.

36.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Prusse, les autres États du Zollverein allemand et les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz d'une part et le Royaume de Siam d'autre part, suivi de règlements commerciaux et d'un tarif; signé à Bangkok, le 7 février 1862.)*

Texte anglais.

His Majesty the King of Prussia,
in His own name and as representing the sovereign states and territories united to the Prussian system of customs and imports, that is to say:

Luxemburg, Anhalt-Dessau-Coethen, Anhalt-Bernburg, Waldeck and Pyrmont, Lippe and Meisenheim,

as well as on behalf of the other States belonging to the German Zollverein, namely:

Bavaria, Saxony, Hanover, Wurttemberg, Baden, Electoral Hesse, Grandducal Hesse (the bailivick of Homburg included), the states forming the Thuringian customs and commercial union — to wit: Saxe-Weimar-Eisenach, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenburg, Saxe-Coburg-Gotha, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, the elder branch of Reuss and the younger branch of Reuss, Brunswick, Oldenburg, Nassau and the free town of Frankfort,

as likewise in the name

of the Grandduchies of Mecklenburg-Schwerin and Mecklenburg-Strelitz

on the one part, and

Their Majesties Phra Bard Somdetch Phra Paramendr Maha Mongkut, Phra Chom Klau, Chau Yu Hua, the First King of Siam, and

---

*) En allemand, en anglais et en langue siamoise. Les ratifications ont été échangées à Bangkok, le 28 mai 1864.

Phra Bard Somdetch Phra Pawarendr Rameer, Mahiswaresr Phra Pin Klau Chau Yu Hua, the Second King of Siam

on the other part,
being sincerely desirous to establish friendly relations between the aforenamed States and Siam, have resolved to secure the same by a treaty of peace and commerce mutually advantageous, and profitable to the subjects of the High contracting Powers, and for this purpose have named as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of Prussia:

the Chamberlain Frederick Albert Count of Eulenburg, His Envoy extraordinary and Minister plenipotentiary, Knight of the Order of the Red Eagle and of the Order of St. John,

and

Their Majesties the First and Second King of Siam:

His Royal Highness Prince Kromma Luang Wongsa Teerat Senneet,

His Lordship Chowpraya Sariwongs Samuha Prakralahome, Commander-in-chief of the forces, and Governor-general of the south-western provinces,

His Lordship Chowpraya Rawiwong Maha Kosatibodee, Minister of foreign affairs, and Governor-general of the eastern coast of the Gulf of Siam,

His Lordship Chow Pya Yomarat, Governor of the city of Bangkok and its vicinities,

His Excellency Praya Montree Prakralahome Fighnear, Governor-general of the northern provinces;

who, after having communicated to each other their respective full powers, and found them to be in good and due form, have agreed upon the following articles:

Art. 1. Between the contracting German States, and Their Majesties the First and the Second King of Siam, Their Heirs and Successors, as well as between their respective subjects, there shall be constant peace and perpetual amity.

The subjects of each of the High contracting Parties shall enjoy in the dominions of the other full security of person and property.

There shall be full and entire freedom of commerce

and navigation for the subjects and vessels of the High contracting Powers, in every portion of their respective territories, where trade and navigation are actually allowed, or may here after be allowed to the subjects or vessels of the most favored nation.

Art. 2. The High contracting Powers recognise reciprocally their right to appoint Consuls-general, Consuls, Viceconsuls and Consular agents in the ports and towns of their respective states, and these officers are to enjoy the same privileges, immunities, powers and exemptions, as are or may be accorded to those of the most favored nation. The said Consular officers shall however not begin to exercise their functions, until they shall have received the Exequatur of the local Government. The contracting German States will appoint one Consular officer only for each port or town; but for those places, where they appoint a Consul-general or a Consul, they shall have the right of nominating a Vice-Consul or Consular agent besides, to act for the Consul-general, or Consul, in case of his being absent or unable to attend. Vice-consuls or Consular agents may also be appointed by the Consuls-general or Consuls, their chiefs.

The German Consular officer shall have under his protection, superintendence and control the interests of all subjects of the contracting German States, who reside or who arrive in Siam. He shall conform to all the provisions of this treaty himself, and enforce the observance of the same by German subjects. He shall also promulgate and carry out all rules and regulations which are now or may hereafter be enacted for the observance of German citizens with regard to the conducting of their business and their due obedience to the laws of Siam.

Should the German Consular officer be absent, subjects of the contracting German States visiting Siam or residing in it, may have recourse to the intervention of a Consul of a friendly nation, or they may address themselves directly to the local authorities, who then shall take means to secure to the said German subjects all the benefits of the present treaty.

Art. 3. Subjects of the contracting German States visiting Siam, or taking up their residence there, shall be allowed free exercise of their religion, and they shall be at liberty to build churches in such convenient lo-

calities as shall be consented to by the Siamese authorities; and such consent shall not be withheld, without sufficient reason being assigned.

Art. 4. Subjects of the contracting German States wishing to reside in the kingdom of Siam must be registered at the German Consulate, and a copy of this registration must be furnished to the Siamese authorities. Whenever a subject of one of the contracting German States has to recur to the Siamese authorities, his petition or claim must be first submitted to the German Consular officer, who shall forward the same, if it appear to him reasonable and conceived in proper terms, or else shall modify its contents.

Art. 5. Subjects of the contracting German States, who may wish to take up their residence in Siam, shall for the present do so only in the city of Bangkok or within a district, the boundaries of which, in accordance with the provisions of the other treaties concluded between Siam and foreign Powers, are as follows:

On the North: the Bangputsa canal from its junction with the Chowpya river up to the old walls of the town of Lobpury, and a straight line from thence to the Pragnam landingplace near the town of Saraburi on the river Pasak.

On the East: a straight line drawn from the Pragnam landingplace to the junction of the Klongkut canal with the Bangpakong river; and this river from thence to its mouth. — On the coast between the Bangpakong and the island of Simaharaja German subjects may settle at any places within a distance of twenty-four hours from Bangkok.

On the South: the island of Simaharajah; the Seechang islands, and the city walls of Petchaburi.

On the Western coast of the Gulf German citizens may settle at Petchaburi, and anywhere between that city and the river Meklong within a journey of twenty four hours from Bangkok. — From the mouth of the Meklong that river shall form the boundary up to the town of Rajpuri; from thence a straight line drawn to the town of Supannaburi, and thence to the mouth of the Bangputsa canal into the Chowpya river.

Nevertheless German subjects may reside beyond these boundaries on obtaining permission to do so from the Siamese authorities.

All subjects of the contracting German States are at liberty to travel and trade throughout the entire Kingdom of Siam, and to buy and sell all merchandise not prohibited, from and to whomsoever they please. They are not bound to purchase from, or to sell to officials or monopolists; nor is any body permitted to interfere with them or hinder them in their business.

Art. 6. The Siamese Government will place no restrictions upon the employment of Siamese subjects in any capacity whatever by German subjects. But when a Siamese subject belongs or owes service to some particular master, he may not engage himself to a German subject without the consent of the same. Should he however do so, the contract for services is to be looked upon as concluded for three months only, unless a still shorter period should have been agreed upon, or the German subject be willing to discharge the Siamese at once, and during this period the German subject is bound to pay two thirds of the stipulated wages, not to the Siamese in his employment, but to the person, to whom he belongs or owes services.

If Siamese in the employment of a German subject offend against the laws of Siam, or if any Siamese offenders or fugitives take refuge with a German subject in Siam, the German Consular officer shall, upon proof of their guilt or desertion, take the necessary steps to ensure their being delivered up to the Siamese authorities.

Art. 7. Subjects of the contracting German States shall not be detained against their will in the Kingdom of Siam, unless the Siamese authorities can prove to the German Consular officer, that there are lawful reasons for such detention.

Within the boundaries fixed by Art. 5 of this treaty subjects of the contracting German States shall be at liberty to travel without hindrance or delays of any kind whatever, provided they are in possession of a passport signed by their Consular officer, containing in Siamese characters their names, profession, and a description of their person, and countersigned by the competent Siamese authority. Should they wish to go beyond the said limits and travel in the interior of the Kingdom of Siam, they shall procure for themselves a passport, which shall be delivered to them at the request of the Consular officer by the Siamese authorities, and such passport shall

not be refused in any instance, except with the concurrence of the Consular officer of the contracting German States.

Art. 8. Within the limits specified in the fifth Article subjects of the contracting German States may buy and sell, take or let on lease land and plantations, and may build, buy, rent, sell or let houses. The right however of owning lands situated

1) on the left bank of the river, within the city of Bangkok proper and on the piece of ground between the city-walls and the Klong-padung-krung-krasem canal, and
2) on the right bank of the river, between the points opposite the upper and the lower mouth of the Klong-padung-krung-krasem canal, within a distance of two English miles from the river

shall only belong to such, as have received a special permission from the Siamese Government or have spent ten years in Siam. In order to obtain possession of such property, German subjects may make an application through the Consular officer to the Siamese Government, which there upon will appoint a functionary, who jointly with the Consular officer shall equitably adjust and settle the amount of the purchase-money, and make out and fix the boundaries of the property. The Siamese Government will then convey the property to the German purchaser. All landed property of German subjects shall be under the protection of the district-governor and the local authorities, but the proprietors shall conform in ordinary matters to all equitable directions proceeding from the said authorities, and shall be subject to the same taxation, as the subjects or citizens of the most favored nation.

Subjects of the contracting German States shall be at liberty to search for and open mines in any part of Siam, and the matter being distinctly set forth to the Consul, he shall, in conjunction with the Siamese authorities, arrange such suitable conditions and terms, as shall admit of the mines being worked. German subjects shall likewise be permitted to engage in and carry on in Siam any description of manufacture not contrary to law, upon like reasonable terms arranged between the Consul and the Siamese authorities.

Art. 9. When a subject of one of the contracting

German States residing permanently or temporarily in the Kingdom of Siam has any cause of complaint or any claim against a Siamese, he shall first submit his grievances to the German Consular officer, who, after having examined the affair, shall endeavour to settle it amicably. In the same manner when a Siamese shall have a complaint to make against any German subject, the Consular officer shall listen to his complaint and try to make an amicable settlement; but if, in such cases, this prove impossible, the Consular officer shall apply to the competent Siamese functionary, and having conjointly examined the affair, they shall decide thereon according to equity.

Art. 10. If a crime or an offence be committed in Siam, and the offender be a subject of one of the contracting German States, he shall be punished by the Consular officer in conformity to the respective German laws, or be sent to Germany for punishment. If the offender be a Siamese, he shall be punished by the Siamese authorities according to the laws of the country.

Art. 11. Should any act of piracy be committed on vessels belonging to one of the contracting German States on the coast or in the vicinity of the Kingdom of Siam, the authorities of the nearest place, on being informed of the same, shall use all means in their power towards the capture of the pirates and the recovery of the stolen property, which shall be delivered to the Consular officer, to be restored by him to the owners. The same course shall be followed by the Siamese authorities in all acts of pillage and robbery directed against the property of German subjects on shore. The Siamese Government shall not be held responsible for property stolen from German subjects, as soon as it be proved, that it has employed all means in its power for recovery of the same; and this principle shall equally hold good with regard to Siamese subjects living under the protection of one of the contracting German States, and to their property.

Art. 12. On the German Consular officer sending a written application to the Siamese authorities, he shall receive from them every aid and support in detecting and arresting German sailors or other subjects, or any individuals under the protection of a German flag. The German Consular officer shall also, at his request, receive

from the Siamese authorities every necessary assistance and a sufficient force to give due effect to his authority over German subjects and to keep up discipline among German shipping in Siam. In like manner, whenever a Siamese guilty of desertion or any other crime should take refuge in the house of a subject of one of the contracting German States, or on board of a German vessel, the local authorities shall address themselves to the German Consular officer, who, on proof of the culpability of the accused, shall immediately authorise his arrest. All concealment and connivance shall be carefully avoided by both parties.

Art. 13. Should a subject of one of the contracting German States engaged in business in the Kingdom of Siam become bankrupt, the German Consular officer shall take possession of all his goods, in order to distribute them proportionately among the creditors, for which end he shall receive every aid from the Siamese authorities; he shall also neglect no means to seize on behalf of the creditors all the goods, which the said bankrupt may possess in other countries. In like manner in Siam the authorities of the Kingdom shall adjudicate and distribute the effects of Siamese subjects, who may become insolvent in their commercial transactions with subjects of the contracting German States.

Art. 14. Should a Siamese subject refuse or wade the payment of a debt to a German subject, the Siamese authorities shall afford the creditor every aid an facility for recovering what is due to him. In like manner the German Consular officer shall give every assistance to Siamese subjects for recovering debts which may be due to them from subjects of the contracting German States.

Art. 15. In case of the decease of one of their respective subjects in the dominions of the one or the other of the High contracting Parties, his property shall be delivered unto the executor of his will, or if none have been appointed, unto the family of the deceased or unto his partners in business. If the defunct possesses neither a family nor partners in business, his property shall, in the dominions of both of the High contracting Parties, be placed, as far as the laws of the land permit it, under the charge and control of the respective Consular officers, in order that these may deal with it in

the customary manner according to the laws and usages of their country.

Art. 16. Men-of-war belonging to one of the contracting German States may enter the river and anchor at Paknam, but in case they intend to proceed to Bangkok, they must first inform the Siamese authorities, and come to an understanding with the same respecting the anchorage.

Art. 17. Should a German vessel in distress enter into a Siamese port, the local authorities shall offer every facility for her being repaired and revictualled, so that she may be able to continue her voyage. Should a German vessel be wrecked on the coast of the Kingdom of Siam, the Siamese authorities of the nearest place, being informed thereof, shall immediately afford every possible assistance to the crew, and take all measures necessary for the relief and security of the vessel and cargo. They shall thereupon inform the German Consular officer of what has taken place, in order that he may, in conjunction with the competent Siamese authority, take the proper steps for sending the crew home and dealing with the wreck and cargo.

Art. 18. By paying the import- and export-duties mentioned hereafter, vessels belonging to one of the contracting German States, and their cargoes, shall be free in Siam of all dues of tonnage, pilotage, and anchorage or other dues whatsoever, as well on their arrival as their departure. They shall enjoy all privileges and immunities, which are or shall be granted to junks, Siamese vessels, or vessels of the most favored nation.

Art. 19. The duties to be levied on merchandise imported into the Kingdom of Siam by vessels belonging to any of the contracting German States, shall not exceed three per cent on their value. They shall be paid in kind or in money at the choice of the importer. If the importer cannot agree with the Siamese customhouse officers as to the value of the merchandise imported, the matter shall be referred to the Consular officer and a competent Siamese functionary, who, if they consider it necessary, will each invite one or two merchants to act as advisers, and will settle the difference according to justice.

After payment of the said importduty of three per cent the merchandise may be sold by wholesale or retail,

free of any other charge whatsoever. Should goods be landed and not sold, and be again shipped for exportation, the whole of the duties paid on them shall be reimbursed; and in general no duty shall be levied on any cargo not sold. Nor shall any further duties, taxes or charges be imposed or levied on imported goods, after they have passed into the hands of Siamese purchasers.

Art. 20. The duties to be levied on Siamese produce either before or at the time of shipment, shall be according to the tariff annexed to the present treaty. Every article of produce subject to duties of exportation according to this tariff shall be free of all transit and other dues throughout the whole Kingdom of Siam; and it is likewise agreed, that no Siamese produce, which shall have paid transit or other dues, shall be subject to any tariffduty or other charge whatsoever, either before or at the time of shipment.

Art. 21. On paying the duties above mentioned, which are not to be augmented in future, subjects of the contracting German States shall be at liberty to import into the Kingdom of Siam from German and foreign ports, and likewise to export, for all destinations, all goods, which on the day of signing of the present treaty are not the object of a formal prohibition or a special monopoly. The Siamese Government reserves to itself however the right of prohibiting the exportation of rice, whenever it shall find reason to apprehend a dearth in the country. But such prohibition, which must be published one month before being enforced, shall not interfere with the fulfillment of contracts made bona fide before its publication; German merchants shall however inform the Siamese authorities of any bargains they have concluded previously to the prohibition. It shall also be permitted, that ships, which have arrived in Siam at the time of the publication of said prohibition, or are on their way to Siam from Chinese ports or from Singapore, if they have left these ports before the prohibition to export could be known there, may be laden with rice for exportation. Should the Siamese Government hereafter reduce the duties on goods imported or exported in Siamese or other bottoms, vessels belonging to any of the contracting German States, which import or export similar produce, shall immediately participate in the benefits accruing from such a reduction.

Art. 22. The Consular officers of the contracting German States shall see, that German merchants and seamen conform themselves to the regulations annexed to the present treaty, and the Siamese authorities shall aid them herein. All fines levied for infractions of the present treaty shall belong to the Siamese Government.

Art. 23. The contracting German States and their subjects shall be allowed free and equal participation in all privileges, that may have been or may hereafter be granted by the Siamese Government to the Government, subjects or citizens of any other nation.

Art. 24. After the lapse of twelve years from the date of ratification of this treaty the contracting States may propose a revision of the present treaty and of the regulations and tariff thereunto annexed, in order to introduce such alterations, additions and amendments, as experience may prove to be desirable. Notice of such an intention must however be given at least a year beforehand.

Art. 25. The present treaty is executed in fourfold copies in the German, the Siamese and the English language. All these versions have one and the same meaning and intention, but the English text shall be looked upon as the original text of the treaty, so that if any different interpretation of the German and Siamese versions should ever occur, the English text shall determine the sense.

The treaty shall take effect immediately, and its ratifications shall be exchanged at Bangkok within eighteen months of the present date.

In witness thereof the plenipotentiaries named at the beginning have signed and sealed the present treaty at Bangkok on the seventh day of the month of February in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-two, corresponding to the Siamese date of the eighth day of the third moon in the year of the cock, the third of the decade and the eleventh of the present reign and the year one thousand two hundred and twenty three of the Siamese civil era.

Count of Eulenburg.
Kromma Luang Wongsa Teerat Senneet.
Chowpraya Suriwongs Samuha Prakralahome.
Chowpraya Rawiwong Maha Kosatibodee.
Chow Pya Yomarat.
Praya Montree Prakralahome Fighnear.

Trade-Regulations.

1.

The master of every ship belonging to one of the contracting German States, which comes to Bangkok to trade, must, either before or after entering the river, as he may choose, report the arrival of his vessel at the Paknam customhouse, and the number of his crew and guns, and the name of the port from whence he comes. As soon as his vessel has anchored at Paknam, he shall deliver up all his guns and ammunition into the custody of the customhouse officers, and a customhouse officer will then be appointed to accompany the vessel to Bangkok.

2.

Every merchant-vessel passing Paknam without discharging her guns and ammunition as directed in the foregoing regulation, will be sent back to Paknam to comply with its provisions, and will be liable to a fine not exceeding eight hundred ticals. After having given up her guns and ammunition, she will be permitted to return to Bangkok.

3.

Whenever a German merchant-vessel shall have cast anchor at Bangkok, the master shall, unless a holiday intervenes, proceed within four and twenty hours to the German Consulate, and there deposit the ships-papers, bills of lading etc., together with a true manifest of his cargo; and upon the Consular officer reporting these particulars to the customhouse, permission to break bulk will at once be given by the latter. Should the customhouse delay granting such permission for more than twenty four hours, the Consular officer may give a permit, which shall have the same validity, as if it proceeded from the customhouse.

For neglecting to report his arrival or for presenting a false manifest the master will be liable to a penalty not exceeding four hundred ticals; but he will be allowed to correct, within twenty four hours after delivery of it, any mistake he may discover in his manifest, without incurring any penalty.

4.

A German vessel breaking bulk and commencing to discharge before having obtained due permission, or smuggling on the river or outside the bar, shall be subject to a penalty not exceeding eight hundred ticals, and to confiscation of the goods so smuggled or discharged.

5.

As soon as a German vessel shall have discharged her cargo and completed her outward lading, paid all her duties, and de-

livered a true manifest of her outward cargo to the German Consular officer, a Siamese port clearance shall be granted to her; and, in the absence of any legal impediment to her departure, the Consular officer will then return the ships papers to the master and allow the vessel to leave. A customhouse officer will accompany the vessel to Paknam, and there she will be inspected by the customhouse officers of that station, and will receive back from them the guns and ammunition previously delivered into their charge.

6.

All customhouse officers shall carry a badge, by which they can be distinguished when acting officially, and only two customhouse officers shall be allowed on board a German vessel at ony time, unless a greater number should be required to effect the seizure of smuggled goods.

Count of Eulenburg.
Kromma Luang Wongsa Teerat Senneet.
Chowpraya Suriwongs Samuha Prakralahome.
Chowpraya Rawiwong Maha Kosatibodee.
Chow Pya Yomarat.
Praya Montree Prakralahome Fighnear.

Tariff of import, export and inland duties to be levied on articles of trade.

1.

The duty on goods imported into the Kingdom of Siam in vessels belonging to one of the contracting German States, shall not exceed three per cent on their value, and shall be paid either in kind or in money at the choice of the importer.

No duty shall be levied on any cargo not sold.

2.

The undermentioned articles shall be free from inland dues or other taxes on production or transit and shall only pay the following export duty:

		Ticals.	Salungs.	Tuangs.	Huns.	Per
1.	Ivory	10	—	—	—	picul.
2.	Gamboge	6	—	—	—	-
3.	Rhinoceros horns	50	—	—	—	-
4.	Cardamoms, best	14	—	—	—	-
5.	- bastard	6	—	—	—	-
6.	Dried Mussles	1	—	—	—	-

		Ticals.	Salungs.	Tuangs.	Huns.	Per
7.	Pelican quills	2	2	—	—	picul.
8.	Betel nut, dried	1	—	—	—	-
9.	Karaki wood	—	2	—	—	-
10.	Sharks fins, white	6	—	—	—	-
11.	- - black	8	—	—	—	-
12.	Lukkrabau-seed	—	2	—	—	-
13.	Peacocks tails	10	—	—	—	100
14.	Buffalo and Cow bones	—	—	—	8	picul.
15.	Rhinoceros hides	—	2	—	—	-
16.	Hide cutting	—	1	—	—	-
17.	Turtle shells	1	—	—	—	-
18.	- soft	1	—	—	—	-
19.	Bêche de Mer	8	—	—	—	-
20.	Fish-maws	8	—	—	—	-
21.	Bird's-nests, uncleaned	twenty per cent.				
22.	Kingfisher's feathers	6	—	—	—	100
23.	Cutch	—	2	—	—	picul.
24.	Beyche seed (nux vomica)	—	2	—	—	-
25.	Pungtarai seed	—	2	—	—	-
26.	Gum Benjamin	4	—	—	—	-
27.	Hanglai bark	—	2	—	—	-
28.	Agilla wood	2	—	—	—	-
29.	Ray skins	8	—	—	—	-
30.	Old deer's horns	—	1	—	—	-
31.	Soft and young ditto	ten per cent.				
32.	Deer hides, fine	8	—	—	—	100
33.	- - common	8	—	—	—	-
34.	Deer sinews	4	—	—	—	picul.
35.	Buffalo and Cow hides	1	—	—	—	-
36.	Elephant's bones	1	—	—	—	-
37.	Tiger's bones	5	—	—	—	-
38.	Buffalo horns	—	1	—	—	-
39.	Elephant hides	—	1	—	—	-
40.	Tiger skins	—	1	—	—	skin.
41.	Armadillo skins	4	—	—	—	picul.
42.	Sticklack	1	1	—	—	-
43.	Hemp	1	2	—	—	-
44.	Dried fish (plaheng)	1	2	—	—	-
45.	- - (plasalit)	1	—	—	—	-
46.	Sapan wood	—	2	1	—	-
47.	Salt meat	2	—	—	—	-
48.	Mangrove bark	—	1	—	—	-
49.	Rose-wood	—	2	—	—	-
50.	Ebony	1	1	—	—	-
51.	Rice	4	—	—	—	koyan.
52.	Paddy	2	—	—	—	-

3.

All other articles are exempted from export duties, but are subject to inland or transit dues, the present rates of which are not to be increased in future.

The rates for the following articles are:

For sugar, white	2 salungs per picul.
- - red	1 salung per picul.
- cotton, cleaned and uncleaned	ten per Cent.
- pepper	1 tical per picul.
- saltfish (platu)	1 tical per 10,000.
- beans and peas	one twelfth.
- dried prawns	- -
- teel-seed	- -
- silk, raw	- -
- bees-wax	one fifteenth.
- tallow	1 tical per picul.
- salt	6 ticals per koyan.
- tobacco	1 tical 2 salungs per 1000 bundles.

4.

Foreign coins, gold and silver in bars or ingots, gold leaf, provisions, and personal effects may be imported or exported duty-free.

Such Consular officers of the contracting German States, as shall be prohibited by their Governments from engaging in trade, are at liberty to import dutyfree all objects of furniture, outfit, and consumption they may require for their own private use.

5.

Opium may be imported duty-free, but can be sold only to the opium-farmer or his agents. In like manner guns and ammunition may only be sold to the Siamese Government or whith consent of the same.

Count of Eulenburg.
Kromma Luang Wongsa Teerat Senneet.
Chowpraya Suriwongs Samuha Prakralahome.
Chowpraya Rawiwong Maha Kosatibodee.
Chow Pya Yomarat.
Praya Montree Prakralahome Fighnear.

37.

Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la Porte Ottomane d'autre part, suivi de deux tarifs, d'une conclusion et de quatre déclarations; signé à Constantinople, le 20 mars 1862.*)

Sa Majesté le Roi de Prusse agissant tant en Son nom et pour les autres Pays et parties de Pays souverains compris dans Son système de douanes et d'impôts, savoir: Le Grand-Duché de Luxembourg, les enclaves du Grand-Duché de Meklenbourg — Rossow, Netzeband et Schœnberg, — la Principauté de Birkenfeld du Grand-Duché d'Oldenbourg, les Duchés d'Anhalt-Dessau-Cœthen et d'Anhalt-Bernbourg, les Principautés de Waldeck et Pyrmont, la Principauté de Lippe et le Grand-Baillage de Meissenheim du Landgraviat de Hesse, qu'au nom des autres Membres de l'Association de douanes et de commerce Allemande (Zollverein), savoir: la Couronne de Bavière, la Couronne de Saxe, la Couronne de Hanovre (tant pour elle que pour la Principauté de Schaumbourg-Lippe) et la Couronne de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Électorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse tant pour lui que pour le Baillage de Hombourg du Landgraviat de Hesse, les États formant l'association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir: le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Coburg et Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée, et de Reuss, ligne cadette, le Duché de Brunswick, le Duché d'Oldenbourg, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort d'une part, et

Sa Majesté Impériale le Sultan d'autre part,

étant animés du désir de régler de nouveau et de consolider par un acte spécial et additionnel les rapports

---

*) Les ratifications ont été échangées à Constantinople, le 29 janvier 1863.

d'amitié et les relations de commerce et de navigation entre les États du Zollverein et la Sublime Porte, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Sieur Jean Louis Gui de Rehfues, Conseiller de légation, Chevalier de l'aigle Rouge de 3me classe avec le nœud et de l'ordre Impérial du Medjidié de 3me classe etc., Son chargé d'affaires près Sa Majesté Impériale le Sultan; et

Sa Majesté Impériale le Sultan:

Seid Mohamed Emin-Aali Pacha, Son Ministre des Affaires Étrangères, décoré des ordres Impériaux d'Osmanié, du Medjidié et du Mérite de 1ère classe, Grand-Croix de l'aigle Rouge de Prusse etc. etc.;

Lesquels, après s'être donné réciproquement communication de leurs pleins-pouvoirs trouvés dans la bonne et dûe forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants:

Art. Ier. Tous les points des stipulations commerciales précédentes entre la Prusse et la Sublime Porte, et nommément toutes les stipulations du traité d'amitié et de commerce du 22 Mars 1761 (vieux style)*), autant qu'ils ne se trouvent pas en contradiction avec la présente convention, sont maintenus et confirmés pour toujours et demeurent étendus, avec les droits et obligations qui en résultent, à tous les autres États, Membres de l'Association de douanes et de commerce Allemande.

Les sujets et les produits du sol et de l'industrie, ainsi que les bâtiments des États du Zollverein auront, de droit, dans l'Empire Ottoman, l'exercice et la jouissance de tous les avantages, privilèges et immunités qui sont ou qui par la suite seraient accordés aux sujets, aux produits du sol et de l'industrie, et aux bâtiments de toute autre nation la plus favorisée.

Art. II. Les sujets des États du Zollverein ou leurs ayant-cause, pourront acheter dans toutes les parties de l'Empire Ottoman, soit qu'ils veuillent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de les exporter, tous les articles, sans exception, provenant du sol et de l'industrie de ce pays.

---

*) Voir G. F. de Martens, Recueil des principaux Traités etc. T. III. p. 194. (2e éd. T. I. p. 1.)

Tous les monopoles qui autrefois, dans l'Empire Ottoman, frappaient les produits de l'agriculture ou autres productions quelconques sont et demeurent abolis pour toujours; de même la Sublime Porte renonce-t-elle à l'usage des Teskérés, demandés aux autorités locales pour l'achat de ces marchandises ou pour les transporter d'un lieu à un autre quand elles étaient achetées. Toute tentative qui serait faite par une autorité quelconque pour forcer les sujets des États du Zollverein à se pourvoir de semblables permis ou Teskérés, sera considérée comme une infraction aux traités, et la Sublime Porte punira immédiatement avec sévérité tous fonctionnaires auxquels on aurait une pareille infraction à reprocher, et Elle indemnisera les sujets des États du Zollverein des pertes ou vexations dont ils pourront prouver qu'ils ont eu à souffrir.

Art. III. Les marchands sujets des États du Zollverein, ou leurs ayant-cause, qui acheteront un objet quelconque, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'Empire Ottoman, payeront lors de l'achat ou de la vente, les mêmes droits qui sont payés, dans les circonstances analogues, par la classe la plus favorisée des sujets Ottomans ou étrangers qui se livrent au commerce intérieur.

Art. IV. Tout article, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, acheté pour l'exportation, sera transporté libre de toute espèce de charge et de droits à un lieu convenable d'embarquement par les négociants sujets des États du Zollverein ou leurs ayant-cause. Arrivé là, il payera un droit unique de Huit pour Cent de sa valeur, lequel sera abaissé chaque année d'Un pour Cent, jusqu'à ce qu'il ait été reduit à une taxe fixe et définitive d'Un pour Cent destinée à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance. Tout article acheté au lieu d'embarquement pour l'exportation et qui aurait déjà payé le droit d'exportation, ne pourra, en aucun cas, être soumis à un droit ultérieur d'exportation, si même il a changé de main.

Art. V. Tout article, produit du sol ou de l'industrie des États du Zollverein, et toutes marchandises de quelque espèce qu'elles soient, importées par terre ou par mer par des sujets des États du Zollverein, seront admises dans toutes les parties de l'Empire Ottoman, sans aucune

exception, moyennant un droit unique et fixe de Huit pour Cent, calculé sur la valeur de ces articles à l'échelle et payable au moment du débarquement, si elles arrivent par mer, et au premier bureau de douane, si elles arrivent par voie de terre.

Si ces marchandises, après avoir acquitté le droit de Huit pour Cent, sont vendues, soit au lieu d'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit, ni du vendeur ni de l'acheteur. Si, n'étant pas vendues pour la consommation de la Turquie, ces marchandises étaient réexportées dans l'espace de six mois, elles seraient considérées comme marchandises de transit et traitées comme il est dit dans l'art. VIII. L'administration des douanes serait dans ce cas tenue de restituer immédiatement au négociant qui fournirait la preuve que le droit de Huit pour Cent a été acquitté, la différence entre ce droit d'importation et celui du transit spécifié dans l'art. VIII.

Art. VI. Les articles d'importation étrangère, destinés aux Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie et à la Principauté de Servie, et traversant les autres parties de l'Empire Ottoman, n'acquitteront les droits de douane qu'à leur arrivée à ces Principautés, et réciproquement les marchandises d'importation étrangère traversant ces Principautés pour se rendre dans les autres parties de l'Empire Ottoman, ne devront acquitter les droits de douane qu'au premier bureau de douane administré directement par la Porte.

De même les produits du sol ou de l'industrie de ces Principautés, aussi bien que ceux du reste de l'Empire Ottoman, destinés à l'exportation, devront payer les droits de douane, les premiers entre les mains de l'administration douanière de ces Principautés, et les derniers au fisc Ottoman; de telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront, en tous les cas, être perçus qu'une seule fois.

Art. VII. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger, quand ces deux sortes de marchandises passeront par les détroits des Dardanelles, du Bosphore ou de la Mer Noire, soit que ces marchandises traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées, ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments, ou que, vendues pour l'exportation,

elles soient pour un temps limité déposées à terre pour être mises à bord d'autres bâtiments et continuer leur voyage. Dans ce dernier cas les marchandises devraient être déposées à Constantinople dans les magasins de la douane dits de transit, et placées, partout ailleurs, où il n'y aurait pas d'entrepôt, sous la surveillance de l'administration des douanes.

Art. VIII. La Sublime Porte désirant accorder des facilités au transit par terre au moyen des concessions graduelles, il a été convenu que le droit de Trois pour Cent prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées en Turquie pour être expédiées dans d'autres pays sera réduit, dès aujourd'hui à Deux pour Cent, et au bout de la huitième année, à compter du jour où les ratifications du présent traité auront été échangées, à une taxe fixe et définitive d'Un pour Cent.

La Sublime Porte déclare en même temps se réserver le droit d'établir par un règlement spécial les garanties à prendre pour empêcher la fraude.

Art. IX. Les sujets des États du Zollverein se livrant au commerce des articles produits du sol ou de l'industrie de pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, priviléges et immunités que les sujets étrangers trafiquant des marchandises provenant de leur propre pays.

Art. X. Par exception aux stipulations de l'art. V il a été convenu que le tabac sous toutes ses formes et le sel cessent d'être compris au nombre des marchandises que les sujets des États du Zollverein ont la faculté d'importer en Turquie. En conséquence les sujets des États du Zollverein ou leurs ayant-cause qui acheteront ou vendront du tabac ou du sel pour la consommation de la Turquie, seront soumis aux mêmes règlements et acquitteront les mêmes droits que les sujets Ottomans les plus favorisés parmi ceux qui se livreront au commerce de ces deux articles. Comme compensation de cette restriction aucune taxe ne sera perçue à l'avenir sur ces articles, quand ils seront exportés de la Turquie par des sujets des États du Zollverein: cependant les quantités de tabac et de sel qui seront exportées par les sujets des États du Zollverein ou par leurs ayant-cause, devront être déclarées à l'administration des douanes qui conservera comme par le passé son droit de surveillance sur l'exportation de ces produits, sans que pour

cela elle puisse prétendre à aucune rétribution, soit à titre d'enrégistrement, soit à tout autre titre.

Art. XI. En outre ne pourront, dorénavant, être importées en Turquie par les sujets des États du Zollverein ni canons, ni autres armes à feu, ni poudre, ni munitions de guerre quelconques. Le commerce de ces articles reste sous la surveillance immédiate et spéciale du Gouvernement Ottoman qui conserve le droit de le réglementer.

Ne sont pas compris dans les restrictions précédentes les pistolets, les fusils de chasse et les autres armes à feu tombant dans la catégorie des armes de luxe.

Art. XII. Les firmans exigés des bâtiments marchands des États du Zollverein, à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore, leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. XIII. Les capitaines des bâtiments marchands des États du Zollverein, ayant à bord des marchandises à destination de l'Empire Ottoman, seront tenus de déposer à la douane immédiatement après leur arrivée au port de destination, une copie légalisée de leur manifeste.

Art. XIV. Les marchandises introduites en contrebande seront passibles de confiscation au profit du trésor Ottoman, pourvu que la fraude soit dûment et légalement prouvée et qu'un procès-verbal du fait de contrebande soit dressé et communiqué sans délai à l'Autorité consulaire du sujet étranger, auquel appartiendront les marchandises confisquées.

Art. XV. Il demeure entendu que les Gouvernements des États du Zollverein ne prétendent, par aucun des articles du présent traité, stipuler au delà du sens naturel et précis des termes employés, ni entraver en aucune manière le Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan dans l'exercice de Ses droits d'administration intérieure, en tant toutefois que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux stipulations des anciens traités et aux priviléges accordés par la présente convention aux sujets des États du Zollverein ou à leurs propriétés.

Art. XVI. Il est convenu que le présent traité qui, une fois ratifié, sera substitué à la convention de commerce du $\frac{\text{dix}}{\text{vingt-deux}}$ Octobre Mil-Huit-Cent-Quarante, sera valable pour vingt-huit ans. Chacun des États con-

tractants se réserve la faculté de proposer au bout de la quatorzième et de la vingt et unième année les modifications que l'expérience aurait suggérées.

Les stipulations arrêtées par la présente convention seront exécutables dans toutes les parties de l'Empire Ottoman, c'est-à-dire, dans les possessions de Sa Majesté Impériale le Sultan, situées en Europe et en Asie, en Égypte et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la Sublime Porte, en Servie et dans les Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues de nommer conjointement des Commissaires pour établir le tarif des droits de douane à percevoir, conformément aux stipulations du présent traité, tant sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie des États du Zollverein et importées par les sujets de ces États dans l'Empire Ottoman, que sur les produits du sol et de l'industrie de la Turquie, achetés pour l'exportation par les sujets des États du Zollverein ou par leur ayant-cause. Le nouveau tarif établi de la sorte restera en vigueur pendant sept ans à dater de l'échange des ratifications. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit, un an avant l'expiration de ce terme, de demander la révision du tarif. Mais si à cette époque ni l'une ni l'autre n'usent de cette faculté, le tarif continuera d'avoir force de loi pour sept autres années, à dater du jour de l'expiration des sept années précédentes, et il en sera de même à la fin de chaque période successive de sept années.

Art. XVII. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Constantinople, dans l'espace de deux mois ou plus tôt si faire se pourra.

Fait à Constantinople le vingt Mars 1862.

Rehfues. *Aali.*

Tarif

des Droits à percevoir par les Douanes de l'Empire Ottoman sur les marchandises d'importation provénant des États du Zollverein, ainsi que sur les articles d'exportation de la Turquie.

Observations.

La subdivision de la Piastre Turque en centimes a été substituée dans le présent Tarif à l'ancienne subdivision en paras et aspres. Les évaluations et tarifications sont donc faites, ainsi qu'il est indiqué dans les tableaux ci-après, en piastres et centimes médjidiè.

Les chiffres de la colonne »quotité du droit« sont établis, dans ce Tarif à l'importation et à l'exportation, à raison de 8 p. °/₀ sur l'évaluation de la marchandise. Permanents pour l'importation, ces chiffres seront abaissés successivement chaque année de 1 p. °/₀ pour l'exportation, à partir de la seconde année jusqu'à ce qu'ils soient réduits, pour la huitième année, à la taxe fixe et définitive de 1 p. °/₀.

Les marchandises, produits du sol ou de l'industrie des États de l'Union-douanière Zollverein de l'Allemagne, importées en Turquie, sauf les articles prohibés, par les sujets desdits États; ainsi que les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de la Turquie, achetées par les sujets des États du Zollverein ou leurs ayant-cause dans toute partie de l'Empire Ottoman, pour être exportées dans leurs pays ou ailleurs, ont été soumises jusqu'à présent à l'acquittement des droits de douane fixés par le Tarif échu qui était valable à partir du Mois d'Octobre 1847 jusqu'au 18 Mars 1855 N. S. et avait été dressé sur les prix de cette époque.

La révision de ce Tarif, ajournée pour divers motifs, ayant été demandée, en vertu du Traité, par les parties contractantes, les commissaires de la Légation R. de Prusse réunis à ceux de la Sublime Porte, ont arrêté le présent Tarif qui contient ci-après la Tarification des articles et produits des États du Zollverein et de la Turquie.

Importation.

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	A.				
1	Absinth.	Absinthe.	—	—	ad valorem
2	Achatgegenstände.	Objets d'agate.	—	—	ad valorem
3	Alaun.	Alun.	der Ctr.	76,40	6,11
4	Alepins, Schalaki.	Alepines, Schalaki.	d. Arschine	7,40	0,59
	B.				
5	Bänder aller Gattungen.	Rubans de toutes sortes.	—	—	ad valorem
6	Baumwollsammet, 24 bis 26 Inches breit.	Velours de coton, largeur 24 à 26 inchs.	die Yard	3,95	0,31
7	Baumwollsammet, 15 bis 17 Inches breit.	Velours de coton, largeur 15 à 17 inchs.	die Yard	3,50	0,28
8	Baumwollsammet roth, purpurroth und die gedruckten.	Velours de coton, rouge, ponceau, et les imprimés.	—	—	ad valorem
9	Berlinerblau.	Bleu de Berlin.	—	—	ad valorem
10	Bernstein.	Ambre.	die Okka	1215,0	97,20
11	Bernstein-Rosenkränze und Bernsteingegenstände aller Arten.	Chapelets d'ambre, et objets d'ambre de toutes sortes.	—	—	ad valorem
12	Bier in Fässern.	Bière en barils.	die Okka	3,30	0,26
13	Bijouterien.	Bijouteries.	—	—	ad valorem
14	Blechspiegelbüchsen.	Miroirs en boites de fer blanc.	d. Packet 12 Stück	4,85	0,38
15	Bleistifte.	Crayons.	—	—	ad valorem
16	Bleiweiss, ordinär.	Céruse ordinaire.	der Ctr.	153,50	12,28
17	Borax.	Borax.	—	—	ad valorem
18	Borden, Tressen aller Arten.	Galons de toute espèce.	—	—	ad valorem
	Bouillon (siehe Plättchen).	Bouillon (voyez Plättchen).			
19	Branntwein.	Eau de vie.	die Okka	4,75	0,38
20	Briefpapier aller Gattungen.	Papier à lettre de toutes sortes.	—	—	ad valorem
21	Brillen aller Gattungen mit oder ohne Bügeln.	Lunettes de toutes sortes, avec ou sans branches.	—	—	ad valorem
22	Bücher, gedruckte.	Livres imprimés.	—	—	ad valorem
23	Buntpapier.	Papier de couleur.	—	—	ad valorem

No	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
24	Bürsten aller Gattungen.	Brosses de toutes sortes.	—	—	ad valorem
25	Butter, gesalzene.	Beurre salé.	die Okka	16,40	1,81
	C.				
	Cannetillen (siehe Plättchen).	Canetille (voyez Plättchen).			
	Casimir (siehe Tuche).	Casimir (voyez Tuche).			
	Chales (siehe Shawls).	Châles (voyez Shawls).			
26	Champagnerwein.	Champagne.	die Flasche	13,40	1,07
27	Chinin.	Quinine.	—	—	ad valorem
28	Chocolate.	Chocolat.	—	—	ad valorem
	D.				
29	Damaste, Möbeldamaste aller Arten.	Damas pour meubles de toutes sortes.	—	—	ad valorem
	Drath (siehe Messingdrath).	Fil (voyez Messingdrath).			
	Drath (siehe Eisendrath).	Fil (voyez Eisendrath).			
30	Drathstifte, Nr. 1 bis 11.	Pointes de Paris, No. 1 à 11.	die Okka	5,10	0,40
31	Drathstifte, Nr. 12 bis 60.	Pointes de Paris, No. 12 à 60.	die Okka	2,60	0,20
32	Druckpapier.	Papier d'imprimerie.	—	—	ad valorem
33	Dimicaton, 6 1/2 bis 7/8 Pik endazé breit, Moreas, Façon Moreas etc. gestreifte, getippte, geflammte, à Jacquard, echt und falsch farbig, superieur, mittel und ordinäre.	Dimicatons, largeur 6 1/2 à 7/8 pic endazé, Moreas, façon Moreas etc. à raies, mouchetés, à flamme, à la Jacquard, bon teint et faux teint, supérieurs, moyens et ordinaires.	die Yard	1,80	0,14
34	Dimicaton, 5/8 bis 6/8 Pik endazé breit, Moreas, Façon Moreas etc. gestreifte, getippte, geflammte, à Jacquard, echt und falsch farbig, su-	Dimicatons, largeur 5/8 à 6/8 pic endazé, Moreas, façon Moreas etc. à raies et mouchetés, à flamme, à la Jacquard, bon teint et faux teint, supérieurs,			

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	perieur, mittel und ordinäre.	moyens et ordinaires.	die Yard	1,05	0,8
	E.				
35	Eisendrath.	Fil de fer.	—	—	ad valorem
	F.				
36	Feilen in Stroh, sogenannte Strohfeilen.	Limes en paille.	d. Paquet	6,0	0,48
37	Feilen in Papier.	Limes en papier.	—	—	ad valorem
38	Feilen, sogenannte Nadelfeilen.	Limes pour orfèvres.	—	—	ad valorem
39	Fingerhüte von Messing, Eisen oder Blei.	Dés en laiton, fer ou plomb.	—	—	ad valorem
40	Fischangeln.	Hameçons.	—	—	ad valorem
41	Flanell.	Flanelle.	d. St. von 55 Arschinen	273,70	21,91
42	Fransen, Posamenterie aller Arten.	Franges, Passementerie de toutes sortes.	—	—	ad valorem
43	Frisirkämme.	Peignes à friser.	—	—	ad valorem
	G.				
	Gabeln (siehe Messer).	Fourchettes (voyez Messer).			
44	Geldkisten.	Coffre-forts.	—	—	ad valorem
45	Goldfaden.	Fil d'or.	das Paquet von 80 Drachmes	331,85	26,54
	Gros de Naples (siehe Seidenwaaren).	Gros de Naples (voyez Seidenwaaren).			
46	Gummischuhe.	Galoches élastiques	—	—	ad valorem
	H.				
47	Handschuhe aller Arten.	Gants de toutes sortes.	—	—	ad valorem
	Hieb und Stichwaffen (siehe Waffen).	Armes blanches (voyez Waffen).			
48	Hüte aller Arten.	Chapeaux de toutes sortes.	—	—	ad valorem
	J.				
49	Instrumente, musikalische, chirurgische, mathematische etc.	Instruments de musique, de chirurgie, de mathématique, etc.	—	—	ad valorem
50	Jagdflinten, Pistolen und Luxuswaffen.	Fusils de chasse, Pistolets et Armes de luxe.	—	—	ad valorem

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	K.				
51	Kaffeetassen, ord. (Findschian).	Tasses à café ordinaires.	d. 100 Stück	58,85	4,70
52	Kalbfelle, weisse und schwarze.	Peaux de veau blanches et noires.	—	—	ad valorem
53	Kinderspielwaaren aller Arten, in Holz, Papier und Papier-Maché.	Jouets d'enfants de toutes sortes, en bois, papier et papier maché.	—	—	ad valorem
54	Knöpfe aller Gattungen.	Boutons de toutes sortes.	—	—	ad valorem
55	Kölnisches Wasser.	Eau de Cologne.	d. Kistch. v. 6 Flaschen	33,0	2,64
56	Kupferdrath.	Fil de cuivre.	die Okka	27,0	2,16
57	Kurzwaaren.	Quincaillerie.	—	—	ad valorem
	L.				
	Lamette (siehe Plättchen).	Lamette (voyez Plättchen).			
58	Leder, lackirtes.	Cuirs vernis.	—	—	ad valorem
59	Lederwaaren, als Brief-, Geld- und Cigarrentaschen etc.	Peausserie, comme Portefeuilles, Portemonnaies, Portecigare etc.	—	—	ad valorem
60	Leim für Schreiner.	Colle de menuisier.	die Okka	8,25	0,66
61	Leinöl.	Huile de lin.	—	—	ad valorem
	Leonische Waaren (siehe Plättchen).				
62	Lichter, Stearin-.	Bougies stéariques.	—	—	ad valorem
63	Lichtputzscheeren, ordinäre.	Mouchettes ordinaires.	die 5 Paquet à 60 Stück	58,70	4,69
	Levantine (siehe Seidenwaaren).	Levantine (voyez Seidenwaaren).			
	M.				
	Marroquin (siehe Saffian).	Marroquin (voyez Saffian).			
64	Menning.	Minium.	der Ctr.	169,0	13,52
65	Merinos, breit und schmal.	Mérinos, large et étroit.	—	—	ad valorem
66	Messingblech und Drath.	Laiton en feuilles et fil.	die Okka	16,05	1,28
67	Messingblech und Drath, dünn und gerollt.	Laiton en feuilles et fil mince et roulé.	die Okka	21,20	1,69
68	Messer und Gabeln.	Couteaux et fourchettes.	—	—	ad valorem
69	Messerschmiedwaare.	Coutellerie.	—	—	ad valorem

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	Möbeldamaste (s. Damaste).				
	N.				
70	Nähnadeln, ordinäre.	Aiguilles ordinaires.	die 50 Tausend	186,90	14,95
71	Nähnadeln, mittel und fein.	Aiguilles, moyennes et fines.	—	—	ad valorem
72	Neusilber.	Paquefond, argent neuf d'Allemagne	—	—	ad valorem
	P.				
73	Plättchen, Lamette, Fil, Bouillon, Cannetillen, Leonische Waaren, 2 oder 3 Mal vergoldet oder versilbert, 1. und 2. Qualität.	Paillettes, Lamettes, Fil, Bouillons, Canetilles, 2 ou 3 fois dorées ou argentées, 1ère et 2me qualité.	die Okka	211,30	16,90
74	Plättchen, Lamette, Fil, Bouillon, Cannetillen, Leonische Waaren, ordinäre Qualität	Paillettes, Lamettes, Fil, Bouillons, Canetilles, qualité ordinaire.	die Okka	62,60	5,0
75	Plättchen, Lamette Fil, Bouillon, Cannetillen, echt in Gold oder Silber.	Paillettes, Lamettes, Fil, Bouillons, Canetilles en or ou argent véritable.	d. Medical	6,60	0,52
	Pelzwaaren.	**Pelleterie.**			
76	Kleine graue, nicht bearbeitet.	Petit-gris non travaillé.	d. 1000 St.	1659,0	132,72
77	Kleine graue, nicht bearbeitet, von Sibirien.	Petit-gris non travaillé de Sibérie.	d. 1000 St.	4380,55	350,44
78	Kleine graue, nicht bearbeitet, schwarz, von Sibirien.	Petit-gris non travaillé de Sibérie, noir.	d. 1000 St.	3185,85	254,86
79	Kleine graue, bearbeitet.	Petit-gris préparé.	das Paquet v. 10 Stück	31,85	2,54
80	Kleine graue, bearbeitet, schwarz.	Petit-gris préparé, noir.	das Paquet v. 10 Stück	39,85	3,18
81	Hermelin, ordinäre, genannt Laska.	Hermine ordinaire, nommée Laska.	der Sorock v. 40 Stück	111,50	8,92
82	Hermelin.	Hermine.	der Sorock v. 40 Stück	338,50	27,8

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
83	Fuchs, genannt Asaktilkissi.	Renard, nommé Asaktilkissi.	—	—	ad valorem
84	Fuchs, 1. Qualität.	Renard, 1ère qualité.	das Stück	79,65	6,37
85	Fuchs, ordinär.	Renard ordinaire.	das Stück	27,90	2,23
86	Fuchs, schwarz.	Renard noir.	das Paar	995,60	79,64
87	Fuchs, weiss.	Renard blanc.	das Stück	17,55	1,40
88	Fuchs, kleine Stücke.	Renard, petits morceaux.	—	—	ad valorem
89	Fuchs, Brust weiss und roth.	Renard, gorges blanches et rouges.	das Paar	14,35	1,14
90	Felle von Wölfen.	Peaux de loup.	das Stück	111,50	8,92
91	Felle von Hasen.	Peaux de lièvre.	d.100 Stück	438,0	35,04
92	Felle von Hasen, weiss.	Peaux de lièvre blanc.	d. Tulum	47,80	3,82
93	Carsac.	Carsac.	das Stück	15,95	1,27
94	Schwarze Katzen.	Chat noir.	das Stück	8,80	0,70
95	Marder, Zerdava.	Martre, Zerdava.	das Stück	43,80	3,50
96	Marder, kleine Stücke.	Martre, petits morceaux.	die Okka	143,35	11,46
97	Felle von Bären.	Peaux d'Ours.	das Stück	117,90	9,43
98	Felle von Luchs (Vaschak).	Peaux de Loup cervier (Vaschak).	das Stück	102,20	8,17
99	Felle von Hausmarder (Sansar).	Peaux de Fouines (Sansar).	das Stück	35,40	2,83
100	Felle v. Fischotter (Sou Samouri).	Peaux de Loutres (Sou Samouri).	das Stück	15,75	1,26
101	Zobel (Samour) genannt Onela, mittel und ordinäre.	Zibeline (Samour) nommée Onéla, moyenne et infér.	das Paar	235,80	18,86
102	Zobel, 1. Qualität.	Zibeline, 1ère qualité.	das Paar	471,60	37,72
103	Zobel, Bauch.	Zibeline, ventre.	das Paar	70,75	5,66
104	Zobel, Schwänze.	Zibeline, queue.	—	—	ad valorem
105	Zobel, Füsse und kleine Stücke der Pfoten.	Zibelines, pieds et petits morceaux des ongles.	—	—	ad valorem
106	Ghötschen.	Gueutchen.	das Stück	4,0	0,32
107	Aladja Gütchen.	Aladja Gueutchen.	das Stück	4,0	0,32
108	Kleine Stücke von Gütchen und Füchsen.	Petits morceaux de Gueutchen et de Renard.	—	—	ad valorem
	R.				
109	Rasirmesser aller Gattungen.	Rasoirs de toutes sortes.	—	—	ad valorem

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
110	Rheinwein.	Vin du Rhin.	—	—	ad valorem
111	Rothgarn.	Coton rouge.	die Okka	80,0	2,40
	S.				
112	Saffian in allen Farben.	Maroquin de toutes couleurs.	das Paquet v. 12 Stück	188,80	11,10
	Sammet (siehe Seidenwaaren).	Velours (v. Seidenwaaren).			
	Satin (siehe Seidenwaaren).	Satin (v. Seidenwaaren).			
113	Schachteln, leere, von Holz.	Boites vides en bois.	das Fass	761,55	60,92
114	Schlösser a. Kupfer oder Messing.	Serrures en cuivre ou laiton.	d. 100 Stück	152,20	12,17
115	Schuhe.	Souliers.	—	—	ad valorem
	Seidenwaaren.	**Soieries.**			
116	Djanfess.	Djanfess.	d. Arschine v. $^3/_4$ à 1 Pik breit	10,70	0,85
117	Levantine.	Levantine.			
118	Satin, Atlas.	Satin.	von $1^1/_2$ à 2 Pik breit	21,30	1,70
119	Serge.	Serge.	Zwischen 1 à $1^1/_2$ Pik breit	15,80	1,26
120	Djanfess, geköpert und geblümt.	Djanfess croisé et fleuri.	d. Arschine v. $^3/_4$ à 1 Pik breit	11,85	0,94
121	Gros de Naples.	Gros de Naples.	—	—	ad valorem
122	Sammet von Seide, 1. Qualität.	Velours de soie, 1ère qualité.	d. Arschine	47,35	3,78
123	Sammet von Seide und Baumwolle.	Velours de soie et coton.	d. Arschine	26,05	2,08
	Sammet von Baumwolle (siehe Baumwollsammet).	Velours de coton (voyez Baumwollsammet).			
124	Sensen und Sicheln.	Faux et faucilles.	das Stück	5,15	0,41
	Serge (siehe Seidenwaaren).	Serge (voyez Seidenwaaren).			
125	Shawls.	Châles.	—	—	ad valorem
126	Silbergeräth.	Argenterie.	—	—	ad valorem
127	Sohlleder.	Cuir à semelle.	die Okka	21,0	1,68
128	Spielkarten.	Cartes à jouer.	das Paquet v. 12 Spielen	16,85	1,34
129	Spielmarken aller Arten, Dantes, Medaillons.	Jetons, Dantes, Médaillons, de toutes sortes.	die Okka	49,10	3,92
130	Spiessglanz.	Antimoine.	der Ctr.	252,65	20,21

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
131	Stahl, ordinärer.	Acier ordinaire.	der Ctr.	128,10	10,24
132	Stahl, fein.	Acier fin.	—	—	ad valorem
133	Stärke.	Amidon.	die Okka	4,35	0,35
134	Stiefelschäfte.	Tiges de bottes.	—	—	ad valorem
135	Strümpfe u. Socken klein und gross, v. Wolle, Leinen und Baumwolle.	Bas et Chaussettes, petits et grands en laine, fil et coton.	—	—	ad valorem
	T.				
136	Tassenhalter (Zarfs), von gelbem und weissem Blech.	Porte-tasses (Zarfs) en fer blanc et jaune.	—	—	ad valorem
137	Tuche, feine, aus Preussen.	Draps fins de Prusse.	—	—	ad valorem
138	Tuche, Kasimir, aller Qualitäten.	Draps Casimir de toutes qualités.	—	—	ad valorem
139	Tuche von Preussen, Façon Elbeuf, Lipsica, Inglis, Façon Saja und Rift Elbeuf.	Draps de Prusse, façon Elbeuf, Lipsica, Inglis, façon Saya et Rift Elbeuf.	d. Arschine	32,40	2,59
140	Tuche, Zephyr, mit oder ohne Krone, Drap de cour, Corposi Sultani, Façon Saxonia und Mahut.	Draps Zéfir, à couronnes et sans couronnes, de Cour, corposi, Sultani, façon Saxonia et Mahout.	d. Arschine	24,65	1,97
141	Tuche, Mahut Serai	Draps Mahout Sérai.	d. Arschine	17,75	1,42
142	Tuche, breit Rift.	Draps, rifts larges.	d. Arschine	16,20	1,29
143	Tuche, schmal Rift.	Draps, rifts étroites.	d. Arschine	8,90	0,71
	V.				
144	Vorstiefeln.	Avant-bottes.	das Paar	13,50	1,08
	W.				
145	Waffen, blanke, für Hieb und Stich.	Armes blanches.	—	—	ad valorem
146	Werkzeuge aller Arten, für Schreiner, Zimmerleute, Blechschläger etc.	Outils de toutes sortes pour menuisier, charpentier, ferblantier, etc.	—	—	ad valorem
147	Wollwaaren, gestrickte, wie Jacken, Hauben,	Lainage tricoté comme jaquettes, bonnets, cale-			

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	Unterhosen, Kinderschuhe etc.	çons; souliers d'enfants, etc.	—	—	ad valorem
	Z.				
148	Zarfs (siehe Tassenhalter).	Zarfs (voyez Tassenhalter).			
149	Zucker in Hüten.	Sucre en pains.	der Ctr.	260,50	20,84
150	Zucker in Stücken und Pulver, weiss und gelb.	Sucre en pièces et en poudre, blanc et jaune.	der Ctr.	209,25	16,74
151	Zucker, gestossen, gelb und braun, Moscovate.	Sucre en poudre, jaune et brun, Moscovate.	der Ctr.	165,80	13,26

Exportation.

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	Getreide, Samen, Hülsenfrüchte, Droguerien, Farbwaaren, Früchte, Oele und Getränke.	**Blés, Graines, Légumes secs, Droguerie, Teinture, Fruits et Liquides.**			
1	Gerste.	Orge.	d. Kilo von Constple.	5,40	0,43
2	Hafer.	Avoine.	d. Kilo von Constple.	4,10	0,32
3	Mais.	Maïs.	d. Kilo von Constple.	7,20	0,57
4	Roggen.	Seigle.	d. Kilo von Constple.	6,30	0,50
5	Weizen.	Blés.	d. Kilo von Constple.	15,30	1,22
6	Hanfsaamen.	Graine de chanvre.	die Okka	0,80	0,06

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
7	Hirse.	Millet.	d. Kilo von Constple.	4,50	0,36
8	Kanariensamen (Kanaria yemi).	Graine longue (canaria yémi).	d. Kilo von 20 Okken	19,30	1,54
9	Leinsamen.	Graine de lin.	d. Kilo von 20 Okken	18,0	1,44
10	Sesam.	Graine de Sésame.	die Okka	1,50	0,12
11	Hülsenfrüchte, getrocknete.	Légumes secs.	—	—	ad valorem
12	Reis von Egypten, von Philippopoli und Trapezunt.	Riz d'Égypte, Philippopoli et Trébizonde.	—	—	ad valorem
13	Anis von Caïssarie.	Anis de Caïssarie.	die Okka	2,60	0,20
14	Anis von Rumelien.	Anis de Roumélie.	die Okka	2,30	0,20
15	Kümmel.	Cumin.	die Okka	2,0	0,16
16	Galläpfel von allen Qualitäten.	Noix de galle de toutes qualités.	der Ctr.	296,0	23,68
17	Gummi, arabischer	Gomme arabique.	die Okka	5,20	0,41
18	Gummi, Tragant, geringer u. vermischter.	Gomme Adragante inférieure et melangée.	die Okka	6,50	0,52
19	Gummi, Tragant, in weiss. Blättern.	Gomme Adragante en feuilles blanches.	die Okka	23,0	1,84
20	Gummi, Tragant, mit weissen Fäserchen.	Gomme Adragante à filets blancs.	die Okka	9,10	0,72
21	Gummi, Tragant, von Bagdad, ordinärer.	Gomme Adragante de Bagdad, ordinaire.	die Okka	3,40	0,27
22	Gummi, Tragant, von Bassora, ordinärer.	Gomme Adragante de Bassora, ordinaire.	die Okka	1,40	0,11
23	Harz, gelbes.	Résine jaune.	der Ctr.	32,20	2,57
24	Harz, weisses.	Résine blanche.	der Ctr.	57,80	4,62
25	Mastix in Fässern von 70 Okka.	Mastic en barils de 70 Ocques.	d. Fass von 70 Okka	3500,0	280,0
26	Mastix in Tropfen.	Mastic en larmes.	die Okka	98,50	7,88
27	Myrrhen.	Myrrhe.	die Okka	4,70	0,37
28	Operment.	Orpiment.	die Okka	3,20	0,25
29	Opium von Karahissar, Gheve, Amasia und An-	Opium de Carahissar, Ghévé, Amasia et An-			

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	gora von allen Qualitäten.	gora, de toutes qualités.	die Okka	200,0	16,0
30	Pfeffer, rother.	Poivron rouge.	die Okka	4,0	0,32
31	Safflor von Anatolien.	Safranum d'Anatolie.	die Okka	10,50	0,84
32	Saffran von Anatolien und Rumelien.	Safran d'Anatolie et de Roumélie.	—	—	ad valorem
33	Safflor v. Egypten.	Safranum d'Égypte	—	—	ad valorem
34	Salep v. Anatolien.	Salep d'Anatolie.	die Okka	19,30	1,54
35	Salep v. Rumelien.	Salep de Roumélie.	die Okka	12,90	1,03
36	Salpeter u. Natrum von Egypten.	Salpêtre et Natron d'Égypte.	—	—	ad valorem
37	Sandarah (Wachholderharz).	Sandaraque.	—	—	ad valorem
38	Scammonienharz.	Scammonée.	die Okka	138,0	11,04
39	Seifenwurzel.	Racine de Saponnaire.	die Okka	1,90	0,15
40	Sennesblätter.	Séné.	—	—	ad valorem
41	Vogelkirschensamen, genannt Mehleb.	Graine de Mérisier, dite Mehleb.	die Okka	4,10	0,32
42	Lakritzensaft.	Jus de Réglisse.	—	—	ad valorem
43	Weihrauch aller Arten.	Encens de toutes sortes.	—	—	ad valorem
44	Ackerdoppen (Knoppern) von Aidin, Ouchak, Ghedez und Alles was über Smyrna exportirt wird.	Valonée d'Aidin, Ouchak, Ghedez, et tout ce qui s'exporte de l'échelle de Smyrne	der Ctr.	45,0	3,60
45	Ackerdoppen (Knoppern) von Aivadjik, Esine, Metelin, Kemer und Dardanellen.	Valonée d'Aivadjik Esiné, Mételin, Kemer et Dardanelles.	der Ctr.	51,40	4,11
46	Erde, blaue, Mor toprak.	Terre bleue, Mor toprak.	die Okka	4,70	0,37
47	Farbe, rothe, genannt Gül Bahar.	Couleur rouge, dite Gulbahar.	die Okka	2,0	0,16
48	Krapp aus Anatolien.	Alizaris d'Anatolie.	der Ctr.	197,0	15,76
49	Krapp von Cypern, Syrien u. Tripolis.	Alizaris de Chypre, Syrie et Tripolis.	der Ctr.	133,30	10,66
50	Kreuzbeeren von	Graine jaune d'An-			

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	Angora, Caïssarie, Tokat u. Skilip, 1. Qualität.	gora, Caïssarié, Tokat et Skilip, première qualité.	die Okka	4,20	0,33
51	Kreuzbeeren von Rumelien, von allen Qualitäten.	Graine jaune de Roumélie, de toutes qualités.	die Okka	1,30	1,10
52	Kreuzbeeren von Skilip, von Caïssarie, Dag djehrici und Anatolien, geringe.	Graine jaune de Skilip, Caïssarié, Dagh Djérici et Anatolie, inférieure.	die Okka	2,90	0,23
53	Rocou v. Anatolien.	Rocou d'Anatolie.	—	—	ad valorem
54	Galbanum.	Galbanum.	die Okka	7,70	0,61
55	Feigen, getrocknete, aller Qualitäten.	Figues sèches, de toutes qualités.	—	—	ad valorem
56	Haselnüsse.	Noisettes.	der Ctr.	65,70	5,25
57	Nüsse.	Noix.	d. Kilo von 100 Okka	163,0	13,4
58	Johannisbrod.	Caroube.	—	—	ad valorem
59	Rosinen, Trauben getrocknete; genannt Rasaky Beylerdge.	Raisins secs, dits Rasaky Beylerdgé.	der Ctr.	70,70	5,65
60	Rosinen, Trauben, getrocknete; Caraburnu u. Soyut, genannt Rasaky.	Raisins secs Carabournou et Soyout, dits Rasaky.	der Ctr.	193,0	15,44
61	Trauben, getrocknete, v. Corinth.	Raisins secs de Corinthe.	der Ctr.	160,70	12,85
62	Trauben, getrocknete, von Mandalia und von Samos.	Raisins secs de Mandalia et de Samos.	der Ctr.	64,30	5,14
63	Trauben, getrocknete, von Ourla, Tscheame, Aidin, Menteche, Caraoglak u. Tyre.	Raisins secs d'Ourla Aïdin, Tschesmé, Menteché, Caraoglak et Tyré.	der Ctr.	160,70	12,85
64	Trauben, getrocknete, v. Stankio.	Raisins secs de Stankio.	der Ctr.	128,50	10,28
65	Trauben, getrocknete, ohne Körner, von Caraburnu (Sultanine)	Raisins secs sans pepins de Carabournou (Sultanine).	der Ctr.	231,50	18,51

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
66	Trauben, getrocknete, von Ourla, von Tschesme, Yerly(Sultanine).	Raisins secs d'Ourla, Tschesmé, Yerly (Sultanine).	der Ctr.	186,40	14,91
67	Trauben, getrocknete, schwarze, von Tyre und Aidin.	Raisins secs noirs, de Tyré et Aïdin.	der Ctr.	45,0	3,60
68	Olivenöl.	Huile d'olive.	der Ctr.	140,0	11,20
69	Rosenessenz.	Essence de rose.	d. Medical	11,80	0,94
70	Rosenwasser.	Eau de rose.	die Okka	2,0	0,16
71	Branntwein, ordinärer, 16 bis 18 Grad.	Eau de vie simple de 16 à 18 degrés.	die Okka	2,90	0,23
72	Branntwein, Raki.	Eau de vie de Mastic.	die Okka	5,80	0,46
73	Weine des Türkischen Reiches, den ordinären Cypernwein einbegriffen.	Vins de l'Empire Ottoman, Chypre ordinaire compris.	die Okka	1,80	0,14
74	Wein von Cypern, genannt Comandaria.	Vin de Chypre dit de Commanderie.	—	—	ad valorem
	Rohstoffe zu Geweben, Manufacturwaaren und die daraus verfertigten Gegenstände.	**Matières premières pour tissage, Manufactures et Objets confectionnés.**			
75	Baumwolle, rohe, von Anatolien, Cypern und den Dardanellen.	Coton en laine d'Anatolie, Chypre et des Dardanelles.	der Ctr.	270,0	21,60
76	Baumwolle, rohe, von Rumelien.	Coton en laine de Roumélie.	der Ctr.	257,20	20,57
77	Baumwolle, gesponnene, von Argatsch, und den Dardanellen.	Coton filé d'Argatch et du détroit des Dardanelles.	die Okka	9,70	0,77

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
78	Baumwolle, gesponnene, weisse und farbige von Smyrna.	Coton filé, blanc et de couleur de Smyrne.	die Okka	13,0	1,04
79	Seidenwurmpuppen oder Kokons, die von Amassia ausgenommen.	Cocons de l'Empire Ottoman, ceux d'Amassia exceptés.	die Okka	74,50	5,96
80	Seidenwurmpuppen oder Kokons von Amassia.	Cocons d'Amassia.	—	—	ad valorem
81	Seidenwurmpuppen oder Kokons, frisirte und von Doppelkokons.	Cocons frisons et doupions et déchets divers.	—	—	ad valorem
82	Seidenwurmpuppen, gelöcherte, doppelte und Ausschuss.	Cocons percés, doubles et rebuts.	—	—	ad valorem
83	Abfall o. Ausschuss, Flockseide.	Bourre de soie.	—	—	ad valorem
84	Seide aus den Seidenspinnereien des Türkischen Reiches.	Soie de filature de l'Empire Ottoman.	die Okka	217,30	17,38
85	Seide, gefärbte.	Soie de couleur.	die Okka	246,60	19,72
86	Seide m. Mandjelik gesponnen, von allen Qualitäten des Türkischen Reiches.	Soie de toute qualité de l'Empire Ottoman, filée au Mandjilik.	die Okka	155,0	12,40
87	Seide von Cypern, Aidin, Mentéché, Chio, Candia, Sigala, Aleppo, Beyrut, Saida, Damaskus.	Soie de Chypre, d'Aïdin, de Mentéché, Chio, Candie, Sigala, Alep, Beyrouth, Saïda, Damas.	die Okka	108,50	8,68
88	Flachs von Ismid.	Lin d'Ismid.	die Okka	3,30	0,26
89	Haare von Angoraziegen, Tiftik u. Finik von Conia, Castambol, Gherédé und Bey-Bazar.	Poil de chèvre, Tiftik et Finik d'Angora, Conia, Castambol, Gherédé et Bey-Bazar.	die Okka	20,50	1,64
90	Haare von schwarzen Ziegen, genannt Platun.	Poil de chèvre noir, dit Platoun.	—	—	ad valorem

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
91	Haare von Ziegen, Tiftik von Van.	Poil de chèvre, Tiftik de Van.	die Okka	10,0	0,80
92	Hanf von Castambol.	Chanvre de Castambol.	die Okka	1,80	0,14
93	Hanf von Ismid.	Chanvre d'Ismid.	die Okka	2,40	0,19
94	Wolle, ungewaschene, calcinirte von Rumelien, Anatolien und Konstantinopel.	Laines en suint et pelades, dites Calcinées de la Roumélie, Anatolie et Constantinople.	der Ctr.	192,0	15,36
95	Wolle, gewaschene, von Rumelien, Anatolien und Konstantinopel.	Laines lavées, de Roumélie, Anatolie et Constantinople.	der Ctr.	234,0	18,72
96	Wolle, ungewaschene, v. Syrien, Tripolis, der Barbarei, Bagdad und Umgegend.	Laines non lavées de la Syrie, Tripoli de Barbarie, Bagdad et des environs.	der Ctr.	134,50	10,76
97	Wolle, gewaschene, genannt calcinirte von Syrien, Tripolis, der Barbarei und Bagdad.	Laines lavées de la Syrie, Tripoli de Barbarie et Bagdad.	der Ctr.	164,0	13,12
98	Aba für Capotrock der Soldaten von Bali-kesser, Bazargik und Philippopel.	Aba pour capotes de soldats, de Bali-kesser, Bazardjik et Philippopoli.	d. Stück von 11 Pik	22,0	1,76
99	Aba Schaiac, grobes Tuch.	Aba Chaiac, gros drap.	d. Arschine	3,30	0,26
100	Aba, farbige, genannt Sivrikia und Kurdu Yauz.	Aba de couleur dit Sivrikia et Kourdou Yaouz.	d. Stück von 17 à 19 Piks	43,30	3,46
101	Aba Islimie, für Strümpfe.	Aba Islimié pour chaussettes, caltchin.	d. Stück von 8 Pik	23,30	1,83
102	Aba, schwarze, von Islimie.	Aba noir d'Islimié.	d. Stück von 9 à 11 Pik	36,70	2,93
103	Aba, Tiftik, von Islimie.	Aba Tiftik d'Islimié.	d. Stück von 11 Pik	53,30	4,26
104	Handtücher von Gueve.	Essuie-mains de Guévc.	die Okka	24,60	1,96

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
105	Aba Salonik, schwarz und weiss.	Aba de Salonique, noir et blanc.	d Stück von 12 à 17 Pik	30.0	2,40
106	Aladja, genannt Wefa, fein.	Aladja dit Véfa, supérieur.	d. Stück von 9 à 10 Pik	33,10	2,64
107	Aladja, gering.	Aladja, inférieur.	d. Stück von 9 à 10 Pik	16,50	1,32
108	Astar, Zeug von Castambol.	Astar, toile de Castambol.	d. Ballen v. 60 Stück v. 18 à 19 Pik	450,0	36,0
109	Chali und Sof von Angora, breit und schmal.	Chali et Sof d'Angora, large et étroit.	d. Stück von 32 Pik	424,0	33,92
110	Chali von Constantinopel.	Chali de Constantinople.	d. Stück von 27 Pik	178,70	14,29
111	Galone von Constantinopel.	Galons de Constantinople.	—	—	ad valorem
112	Guezi von Sparta und von Brussa.	Guési de Sparta et de Brousse.	d. Stück von 26 Pik	118,30	9,46
113	Hakir Ibrahimié und Kitabi vom Libanon.	Hakirs Ibrahimiés et Kitabi du Liban.	d. Stück von 9 à 10 Pik	41,20	3,29
114	Idare Leinen.	Idaré, Toile.	d. Stück von 12 Pik	49,60	3,96
115	Melés, Zeug von Brussa, für Hemden.	Mélès, toile de Brousse, pour chemises.	d. Stück von 22 Pik	72,30	5,78
116	Zeug von Baumwolle.	Toile de coton.	d. Stück von 12 Pik	13,30	1,06
117	Aladja von Aleppo.	Aladja d'Alep.	das Stück	38,50	3,08
118	Aladja von Damaskus, Kitabi und Tschitari.	Aladja de Damas, Kitabi et Tschitari.	das Stück	70,70	5,65
119	Aladja von Magnesia.	Aladja de Magnésie	d. Ballen v. 100 Stück	385,70	30,84
120	Aladja von Tire und Bord.	Aladja de Tiré et Bord.	das Stück	5,20	0,41
121	Astar, Zeug von Caïssarie, Ghiwe, Sivas und Gallipoli.	Astar, toile de Caïssarie, Ghivé, Sivas et Gallipoli.	—	—	ad valorem
122	Astar, Zeug von Hamid.	Astar toile de Hamid.	d. Ballen v. 60 Stück	443,50	35,48
123	Astar, Zeug von Tasch Köprü.	Astar toile de Tach-Keupru.	das Stück	3,90	0,31
124	Bin Dalli.	Bin dalli.	das Stück	99,30	7,94
125	Boucassins in allen	Boucassins de			

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	Farben u. Aladja von Hamid und Denizli.	toutes couleurs et Aladja de Hamid et Denizli.	die Okka	14,20	1,13
126	Caban, genannt Dagh-Guebeci.	Caban, dit Dagh Guébéci.	das Stück	29,50	2,36
127	Caban, genannt Kébé, fein von Zaara.	Caban, dit Kébé, fin de Zara.	die Okka	26,30	2,10
128	Caban, genannt Kébé, ordinäre von Zaara.	Caban, dit Kébé, ordinaire de Zaara.	die Okka	9,90	0,79
129	Caban von Bosnien.	Caban de Bosnie.	das Stück	26,30	2,10
130	Caban von Braschol (Kébé).	Caban de Brachol (Kébé).	das Stück	98,50	7,88
131	Caban von Islimié.	Caban d'Islimié.	das Stück	65,70	5,25
132	Caban von Tiftik.	Caban en Tiftic.	das Stück	230,0	18,40
133	Gazazié, genannt Tirei-Gazazié.	Fil dit Tiréi-Gazazié.	die Okka	52,90	4,23
134	Gazazié, genannt Tirei-Gazazié, von Constantinopel.	Soie, dite Gazazié de Constantinople.	die Okka	308,20	24,65
135	Chali von Tossia und Gürtel von Talat.	Chali de Tossia et ceinture de Talat.	—	—	ad valorem
136	Coutni von Aleppo.	Coutni d'Alep.	das Stück	53,30	4,26
137	Coutni von Brussa.	Coutni de Brousse.	das Stück	83,20	6,65
138	Coutni v. Damaskus	Coutni de Damas.	das Stück	66,70	5,33
139	Coutni, Hakir und Tschitari von Konstantinopel.	Coutni, Hakir et Tchitari de Constantinople.	das Stück	66,20	5,29
140	Damghahane.	Damghabané.	das Stück	52,90	4,23
141	Stoffe, genannt Dastar.	Étoffe dite Destar.	das Stück	9,90	0,79
142	Gaze, genannt Djehre.	Gaze dite Djéhré.	das Stück	26,30	2,12
143	Gaze, genannt Eleklik, für Siebe.	Gaze dite Eleklik pour tamis.	das Stück	32,90	4,23
144	Gaze, genannt Oyabach.	Gaze dite Oyabach.	das Stück	7,90	0,63
145	Gaze und Meles von Konstantinopel.	Gaze et Mélès de Constantinople.	das Stück	66,20	5,29
146	Stoffe, genannt Gülmez.	Étoffe dite Gulmez.	das Stück	82,70	6,61
147	Hakir von Brussa.	Hakir de Brusse.	das Stück	65,70	5,25
148	Ibrahimié.	Ibrahimié.	das Stück	57,90	4,63

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
149	Ihrams, scharlachroth, zum Bekleiden der Mobilien.	Ihrams écarlates pour ameublement.	die Okka	39,40	3,15
150	Ihrams, von Wolle, von Rumelien, weiss und farbig.	Ihrams en laine de Roumélie, blancs et de couleur.	die Okka	22,50	1,80
151	Kattun für Ueberzüge von Decken und Handtücher.	Indiennes pour dessus de couvertures et essuie-mains.	das Stück	6,60	0,52
152	Kattun für Ueberzüge, von Castambol.	Indiennes pour dessus de couvertures de Castambol.	d. Ballen v. 60 Stück	566,50	45,32
153	Kattun für Ueberzüge, von Tokat und farbige Boucassin.	Indiennes pour dessus de couvertures de Tokat et Boucassins, de couleur	das Stück	6,30	0,50
154	Kattun, genannt Fasla, Boktscha und Coussins.	Indiennes dites Fasla, boktscha, et coussins.	das Stück	13,30	1,06
155	Kattun von Konstantinopel.	Indiennes de Constantinople.	das Stück	16,50	1,32
156	Kattun von Cypern, für Bett- und Tischdecken.	Indiennes de Chypre pour couvertures de lit et de table.	das Stück	10,0	0,80
157	Kattun von Cypern, für Matratzen.	Indiennes de Chypre pour matelas.	das Stück	13,30	1,06
158	Kattun von Cypern, zum Bekleiden von Möbeln.	Indiennes de Chypre pour ameublement.	—	—	ad valorem
159	Kemerlik, Leinen von Castambol.	Kemerlik, toile de Castambol.	das Stück	5,80	0,46
160	Leinenzeug von Anatolien.	Toile de lin d'Anatolie.	die Okka	12,80	1,02
161	Leinenzeug von Rize.	Toile de lin de Rizé.	die Okka	64,30	5,14
162	Leinenzeug, ordinäres.	Toile de lin inférieure.	die Okka	25,70	2,05
163	Merzifoun, Zeug.	Merzifoun, toile.	das Stück	5,80	0,46
164	Mouhayeri Tossia Papas, Wollengewebe.	Mouhayeri Tossia et Papas, Tissus de laine.	das Stück	29,40	2,35
165	Petin, brochirter Stoff.	Petin, étoffe brochée.	das Stück	198,50	15,88

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
166	Sevaï von Aleppo, geringe Qualität.	Sevaï d'Alep, ordinaire.	das Stück	65,70	5,23
167	Sevaï von Aleppo, mittelmässige Qualität.	Sevaï d'Alep, moyen.	das Stück	197,10	15,76
168	Sevaï von Aleppo, vorzügliche Qualität.	Sevaï d'Alep, supérieur.	das Stück	295,60	23,64
169	Sevaï von Seide, genannt Kitabi, von Aleppo und von Hama.	Sevaï de soie, dit Kitabi d'Alep et de Hama.	das Stück	29,50	2,36
170	Zeug von Alaye, breit.	Toile d'Alayé, large.	das Stück	5,80	0,46
171	Zeug von Alaye, schmal.	Toile d'Alayé, étroite.	das Stück	4,70	0,37
172	Zeug v. Merzifoun.	Toile de Merzifoun.	das Stück	16,40	1,31
173	Zeug von Guedos, breit und schmal.	Toile de Guédos, large et étroite.	d. Ballen v. 50 à 55 St.	411,80	32,94
174	Zeug für Kleidungsstücke.	Toile pour vêtements.	das Stück	7,0	0,56
175	Zeug von Menemen.	Toile de Menemen.	das Stück	9,20	0,73
176	Teppiche, genannt Kilim, zum Gebrauch d. Armee.	Tapis, dits Kilim à l'usage de l'armée.	das Stück	13,10	1,04
177	Teppiche, grosse, genannt Seïshane.	Tapis grands, dits Seïs-hané.	das Stück	49,30	3,94
178	Teppiche, kleine, genannt Seïshane.	Tapis petits, dits Seïs-hané.	das Stück	26,30	2,10
179	Teppiche, Turkomanische.	Tapis Turkmen.	das Stück	128,60	10,28
180	Teppiche v. Guedés, kleine Teppiche von Gueurdos u. von Isladi, genannt Kalitscha, Teppiche von Koula u. andere.	Tapis de Guédès, petits tapis de Gueurdos et d'Isladi dits Calitcha, Tapis de Coula et autres.	—	—	ad valorem
181	Teppiche v. Smyrna genannt Ouchak.	Tapis de Smyrne, dits Ouchak.	die Okka	25,20	2,01
182	Filz von Caïssarie.	Feutres de Caïssarié.	das Stück	16,40	1,31
183	Filz v. Karahissar, weiss und farbig.	Feutres de Carahissar, blancs et de couleur.	das Stück	12,30	0,98
184	Filz von Ismid.	Feutres d'Ismid.	das Stück	13,10	1,04
185	Filz von Salonik.	Feutres d. Salonique	die Okka	19,70	1,57

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
186	Filz von Ouchak, genannt Zili.	Feutres d'Ouchak, dit Zili.	die Okka	19,40	1,55
187	Aba, f. Capotröcke für Soldaten, von Philippopel und Zagra.	Aba, Capotes de soldats, de Philippopoli et de Zagra.	das Stück	73,30	5,86
188	Aba, Cazan, mit 7 Schnüren.	Aba Cazan, avec 7 cordons de passementerie.	das Stück	28,70	2,13
189	Aba, Kamaschen in Tiftik.	Aba Guêtres, en Tiftic.	das Stück	46,70	3,73
190	Aba, Mützen.	Aba bonnets, dits Scouffiés.	das Paquet v. 10 Stück	10,0	0,80
191	Aba, ordinäre, mit anhängenden Kamaschen.	Aba ordinaire, à guêtres adhérentes.	das Stück	40,0	3,20
192	Aba, Reiterhosen, genannt Schalvar, mit Stickereien.	Aba pantalons de cavaliers, dit Chalvar, avec passementerie.	das Stück	86,70	6,93
193	Aba, Socken Terlik, grosse, von Aba.	Aba chaussons Terlics, grands en aba	das Paquet von 10 Paar	26,70	2,13
194	Aba, Socken Terlik, kleine, von Aba.	Aba chaussons Terlics petits en aba.	das Paquet von 10 Paar	13,30	1,06
195	Aba, Strümpfe.	Aba chaussettes.	das Paquet von 10 Paar	66,70	5,33
196	Aba von Islimia und Zagra, gestickt, mit 15 Schnüren in feiner Wolle.	Aba d'Islimié et Zagra, brodé à 15 cordons de passementerie en laine supérieure.	das Stück	40,0	3,20
197	Aba, Weste, genannt Demir coparan, in Aba Tiftik, mittlere Qualität.	Aba veste, dite Demir coparan, en aba tiftic, qualité moyenne.	das Stück	33,30	2,66
198	Aba, Weste, genannt Demir coparan, mit 1 bis 3 Schnüren.	Aba veste, dite Demir coparan de 1 à 3 cordons de passementerie.	das Stück	23,30	1,86
199	Abani von Bagdad.	Abani de Bagdad.	das Stück	64,30	5,14
200	Abani von Konstantinopel.	Abani de Constantinople.	das Stück	9,90	0,79
201	Betttücher, farbige, genannt Tscharschaf, von Magnesia.	Draps de lit de couleur, dits Tcharchaf de Magnésie.	das Stück	5,80	0,46

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
202	Decken von Tunis, weisse und farbige, genannt Batanie und Ihram.	Couvertures de Tunis, blanches et de couleur, dites Batanié et Ihram.	—	—	ad valorem
203	Handtücher mit falschen Stickereien.	Essuie-mains à broderie en faux.	das Paar	6,60	0,52
204	Handtücher und Schürzen, genannt Akbasch, von Konstantinopel.	Essuie-mains et tabliers, dits Akbach de Constantinople.	das Paar	10,60	0,84
205	Handtücher und Akbasch v. Brussa genannt Peschtimal.	Essuie-mains et Akbach de Brousse, dits Pechtimal.	das Paar	9,80	0,78
206	Handtücher von Salonik, genannt Peschtimal.	Essuie-mains de Salonique, dits Pechtimal.	das Paar	16,30	1,30
207	Handtücher von Caraferia.	Essuie-mains de Caraferia.	die Okka	39,40	3,15
208	Handtücher von Cypern, genannt Silegiks.	Essuie-mains de Chypre, dits Siledjiks.	das Stück	13,30	1,06
209	Handtücher von Guive, genannt Peschtimal.	Essuie-mains de Guivé, dits Pechtimal.	das Paar	9,90	0,79
210	Handtücher von Seide, von Konstantinopel, genannt Kirk-Kalem.	Essuie-mains en soie de Constantinople, dits Kirk-Kalem.	das Paar	49,60	3,96
211	Kissen und Divanüberzüge von Biledjik.	Coussins et Couvertures de Sofa de Biledjik.	das Paar	57,90	4,63
212	Kissen von Biledjik.	Coussins de Biledjik.	das Paar	38,50	3,08
213	Kissen und Divanüberzüge von Scutari.	Coussins et Couvertures de Sofas de Scutari.	—	—	ad valorem
214	Kissen, gestickte, von Biledjik, mit Flittergold.	Coussins de Biledjik brodés en clinquants.	das Paar	209,0	16,72
215	Kissen von Brussa, genannt Beledi.	Coussins de Brousse dits Beledi.	das Paar	19,60	1,56
216	Kissen von Merzi-	Coussins de Merzi-			

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	foun, genannt Beledi.	foun, dits Beledi.	das Paar	26,10	2,80
217	Peschtimal von Guive, genannt Akbasch.	Pechtimal de Guivé dit Akbach.	das Paar	7,90	0,63
218	Santa Marca, Sorte von ordinären Jacken.	Santa Marca, sorte de Jaquette ordinaire.	das Stück	19,80	1,58
219	Santa Marca, Sorte von ordinären Jacken, kleine.	Santa Marca, sorte de Jaquette ordinaire, petite.	das Stück	9,90	0,79
220	Schürzen, genannt Fouta, v. Brussa.	Tabliers, dits Fouta de Brousse.	das Paar	32,20	2,57
221	Schürzen, genannt Fouta, von Hama, einfache.	Tabliers, dits Fouta de Hama, simples.	das Paar	46,70	3,73
222	Schürzen v. Brussa, genannt Peschtimal.	Tabliers de Brousse dits Pechtimal.	das Paar	16,70	1,33
223	Schürzen v. Hama, gestickte, mit Flittergold.	Tabliers de Hama, brodés en clinquant.	das Paar	128,60	10,28
224	Schürzen v. Seide, genannt Peschtimal, ordinäre.	Tabliers de Soie, dits Pechtimal, ordinaires.	das Paar	19,80	1,58
225	Siledjiks und Havlu v. Brussa, grosse und kleine.	Siledjiks et Havlou de Brousse, grands et petits.	die Okka	33,90	2,71
226	Siledjiks v. Brussa, in Kattun.	Siledjiks de Brousse en indienne.	das Paar	9,90	0,79
227	Taschentücher, genannt Basmahané.	Mouchoirs, dits Basma-Khané.	die 20 Stück Quadrat	12,30	0,90
228	Taschentücher, genannt Kalemkiar, von Konstantinopel, grosse, 1. Qualität.	Mouchoirs, dits Kalemkiar, de Constantinople, grands, 1ère qualité.	das Stück	6,20	0,49
229	Taschentücher, genannt Kalemkiar, von Konstantinopel, mittlere.	Mouchoirs, dits Kalemkiar, de Constantinople, moyens.	das Stück	4,60	0,36
230	Taschentücher, genannt Kalemkiar von Konstantinopel, ordinäre und kleine.	Mouchoirs, dits Kalemkiar, de Constantinople, ordinaires et petits.	das Stück	1,50	0,12

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
231	Taschentücher von Scutari.	Mouchoirs de Scutari.	die 20 Stück Quadrat	27,80	2,64
232	Taschentücher, weisse, genannt Uestlük.	Mouchoirs blancs, dits Ustluk.	das Stück	2,0	0,16
233	Strümpfe, ordinäre, von Yürük.	Bas ordinaires de Yuruk.	die Okka	18,90	1,51
234	Strümpfe u. Socken in Farben.	Bas et Chaussettes de couleur.	—	—	ad valorem
235	Strümpfe u. Socken von Volo.	Bas et Chaussettes de Volo.	die Okka	88,10	7,04
236	Strümpfe v. Adrianopel und Zagra.	Bas d'Andrinople et de Zagra.	die Okka	37,80	3,02
237	Strümpfe von Bazardschik und Philippopel.	Bas de Bazardjik et Philippopoli.	die Okka	94,40	7,55
238	Strümpfe von Salonic und Drama.	Bas de Salonique et Drama.	die Okka	62,90	5,03
239	Unterhosen von Leinen.	Caleçons en toile de coton.	das Stück	6,60	0,52
240	Unterhosen, genannt Mélès.	Caleçons, dits Mélès.	das Stück	23,20	1,85
241	Tischtücher und Servietten von Hama, einfache und gestickte (Flittergold).	Nappes et Serviettes de Hama, simples et brodées (de clinquant).	das Stück	257,20	20,57
242	Fez (rothe Mützen), genannt Medjidie von Tunis.	Bonnets de Tunis, dits Medjidiés.	das Paquet von 4 Stück	66,70	5,33
243	Fez, grosse, feine und ordinäre, von Tunis.	Bonnets de Tunis, grands, fins et ordinaires.	das Paquet von 4 Stück	113,30	9,06
244	Fez, kleine, von Tunis.	Bonnets de Tunis, petits.	das Paquet v. 12 Stück	113,30	9,06
245	Fez von Broussa, genannt Külah.	Bonnets de Brousse, dits Kulah.	das Stück	3,30	0,26
246	Gürtel von Bami.	Ceintures de Bamri.	das Stück	77,20	6,17
247	Gürtel von Karagialar, weisse und farbige.	Ceintures blanches et de couleur, de Caradjialar.	die Okka	10,50	0,84
248	Gürtel von Hama.	Ceintures de Hama.	das Stück	15,40	1,23
249	Gürtel von Khamis.	Ceintures d. Khamis	das Stück	39,40	3,15
250	Gürtel von Seide, genannt Cherbab.	Ceintures en soie, dites Cherbab.	das Stück	97,80	7,82
251	Gürtel in Garn, genannt Cherbab.	Ceintures en fil, dites Cherbab.	das Stück	28,90	2,31

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
252	Gürtel von Seide, von Tripolis.	Ceintures en soie de Tripolis.	die Okka	262,80	21,02
253	Gürtel von Tunis.	Ceintures de Tunis.	das Stück	46,70	3,73
254	Hemden, ordinäre, von Coniah.	Chemises ordinaires de Coniah.	das Stück	6,50	0,52
255	Hemden von Baumwollzeug.	Chemises en toile de coton.	das Stück	9,90	0,79
256	Hemden v. Broussa, in Mélès.	Chemises d. Brousse en Mélès.	das Stück	26,30	2,10
257	Hemden in Leinen, genannt Mélès.	Chemises en toile, dites Mélès.	das Stück	29,80	2,38
258	Hosen mit Kamaschen, genannt Dislik.	Pantalons à guêtres dits Dislik.	das Stück	26,50	2,12
259	Säcke von Pferdehaaren, genannt Moïtab, u. Bindfaden v. Pferdehaaren, von Rumelien und Anatolien.	Sacs en crins, dits Mouïtab et ficelles de crins de Roumélie et d'Anatolie.	die Okka	7,80	0,62
260	Schals Donluk de Tunis.	Châles Donluk de Tunis.	das Stück	52,20	4,17
261	Schals, farbige, von Tunis.	Châles de couleurs de Tunis.	das Stück	32,60	2,60
262	Schals Helali von Tunis.	Châles Helali de Tunis.	das Stück	97,80	7,82
263	Schals von Karagialar.	Châles de Caradjialar.	das Stück	13,0	1,04
264	Schals, weisse, von Tunis.	Châles blancs de Tunis.	das Stück	26,10	2,08
265	Schals von Baumwolle, rother.	Châles de coton rouge.	das Stück	19,70	1,57
266	Schals von Baumwolle, von Chio.	Châles de coton rouge de Chio.	die Okka	13,10	1,04
267	Schals von Leinen, von Karagialar.	Châles de lin de Caradjialar.	die Okka	19,40	1,55
268	Schals von Leinen, genannt Hamalati Tire.	Châles de lin, dits Hamalati Tiré.	die Okka	31,50	2,52
269	Schals von Leinen, in Bündel.	Châles de lin en matteaux.	die Okka	16,20	1,29
270	Schals von Leinen, von Kaleb und Surminé.	Châles de lin de Kélcb et Surminé.	die Okka	16,20	1,29
271	Schals von Leinen, von Marcula.	Châles de lin de Marcoula.	die Okka	8,40	0,67

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
272	Schals von Leinen, von Anatolien.	Châles de lin d'Anatolie.	die Okka	13,0	1,04
273	Garn von Alaye, Ghévé und Castambol.	Fil d'Alayé, Ghévé et Castambol.	die Okka	9,70	0,77
274	Garn von Bey-bazar.	Fil de Bey-Bazar.	die Okka	16,20	1,29
275	Garn von Monastir.	Fil de Monastir.	—	—	ad valorem
276	Garn von Seide, genannt Eyirme.	Fil de soie, dit Eyirmé.	die Okka	78,90	6,31
277	Garn von Tire, von Baumwolle, farbiges.	Fil de Tiré, en coton de couleur.	die Okka	19,80	1,58
278	Garn für Fransen, von Baumwolle.	Fil de Tiré, en coton pour franges.	die Okka	33,10	2,64
279	Mützen von Filz, Kulah von Konstantinopel.	Bonnets de feutre, Kulah, de Constantinople.	das Stück	3,30	0,26
280	Posamentierarbeiten für Aba, von Rumelien.	Passementerie pour Aba, de Roumélie.	die Okka	26,30	2,10
281	Posamentierarbeiten für Aba, von Volo.	Passementerie pour Aba, de Volo.	die Okka	39,40	3,15
282	Posamentierarbeiten, genannt Husseïni Khardj.	Passementerie, dite Husseïni Khardj.	die Okka	165,40	13,23
283	Posamentierarbeiten in Seide, von Volo.	Passementerie en soie de Volo.	die Okka	262,80	21,02
284	Posamentierarbeiten in Silberfäden.	Passementerie en fil d'argent.	die Okka	90,30	7,94
285	Posamentierarbeiten in Wolle.	Passementerie en laine.	die Okka	49,60	3,96
286	Wachstuch für Laternen.	Toile cirée pour fanaux.	das Stück	2,0	0,16
287	Ziegenhaargarn v. Angora, aller Qualitäten.	Fil de poil de chèvre d'Anatolie de toute qualité.	die Okka	23,90	2,07
288	Bindfaden.	Ficelle.	die Okka	9,90	0,79
289	Fischernetze.	Filets de pêcheurs.	—	—	ad valorem
290	Pferdegürtel, einfache.	Sangles, simples.	die Okka	26,30	2,10
291	Pferdegürtel, ge-	Sangles brodées,			

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	stickte, breite und schmale.	larges et étroites.	die 10 Stück	58,50	4,68
292	Pferdehalter.	Licols de chevaux.	die 10 Stück	16,50	1,32
	Pelzwaaren.	**Fourrures.**			
293	Bauch von Fuchs, genannt Nafe und Gilgafaï, von Erzerum.	Ventres de Renard, dits Nafé et Djilgafaï d'Erzeroum.	das Toloum von 2 Stück	150,0	12,0
294	Bauch und Füsse und kleine Stücke von Marder.	Ventre et pieds et petits morceaux de Martre.	—	—	ad valorem
295	Hausmarder, genannt Gödschen, und Füsse davon.	Sorte de Fouine, dite Gueudjen, et pieds de la même fourrure.	—	—	ad valorem
296	Biber.	Castor.	das Stück	30,0	2,40
297	Bauch von Fuchs, genannt Nafé und Djilgafaï, von Anatolien.	Ventre de Renard, dit Nafé et Djilgafaï d'Anatolie.	das Toloum von 2 Stück	83,30	6,66
298	Brust von Fuchs, genannt Kasikli von Anatolien.	Poitrine de Renard, dit Kasiklie d'Anatolie.	das Paar	21,30	1,70
299	Brust von Wolf, von Zaara.	Gorge de Loup de Zaara.	das Paar	80,0	6,40
300	Fuchs v. Anatolien.	Renard d'Anatolie.	das Stück	8,0	0,64
301	Fuchs von Bosnien.	Renard de Bosnie.	das Stück	36,70	2,93
302	Fuchs v. Rumelien.	Renard de Roumélie.	das Stück	18,0	1,44
303	Füsse von Fuchs.	Pieds de Renard.	das Toloum	46,70	3,73
304	Füsse von Hausmarder, erste Qualität.	Pieds de Fouine, première qualité.	—	—	ad valorem
305	Füsse von Hausmarder, von Rumelien.	Pieds de Fouine, de Roumélie.	das Toloum	266,70	21,33
306	Füsse von schwarzen Katzen.	Pieds de Chats noirs.	das Toloum	80,0	6,40
307	Hausmarder, genannt Tuissus.	Fouine, dite Tuïssus.	das Stück	6,70	0,53
308	Hausmarder von Anatolien.	Fouine d'Anatolie.	das Stück	33,30	2,66
309	Hausmarder von Rumelien.	Fouine de Roumélie.	—	—	ad valorem

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
310	Katzenfüsse von Anatolien.	Pieds de Chat d'Anatolie.	das Toloum	36,70	2,93
311	Katze von Anatolien.	Chat d'Anatolie.	das Toloum	33,30	2,66
312	Katze v. Rumelien.	Chat de Roumélie.	das Stück	6,70	0,53
313	Katze (Saz Kédici).	Chat (Saz Kédici).	das Toloum	46,70	3,73
314	Kleine Stücke von Hausmarder.	Petits morceaux de Fouine.	die Okka	150,0	12,0
315	Kopf von Fuchs, von Bosnien und Rumelien.	Tête de Renard de Bosnie et de Roumélie.	das Toloum	266,70	21,33
316	Kopf von Fuchs, von Rumelien, mittlere Qualität.	Tête de Renard de Roumélie, qualité moyenne.	das Toloum	116,70	9,33
317	Kopf von Hausmarder, von Rumelien.	Tête de Fouine de Roumélie.	das Toloum	233,30	18,66
318	Lamm v. Rumelien.	Agneau d. Roumélie	das Toloum	46,70	3,73
319	Luchs v. Erzerum.	Loup cervier d'Erzeroum.	das Stück	150,0	12,0
320	Luchs v. Rumelien.	Loup cervier de Roumélie.	—	—	ad valorem
321	Marder von Anatolien und Rumelien.	Martres d'Anatolie et de Roumélie.	—	—	ad valorem
322	Nafe von Bosnien.	Nafé de Bosnie. .	das Toloum	240,0	19,20
323	Nafe, Calavros.	Nafé, Calavros.	das Toloum	100,0	8,0
324	Nafe von Ochrida.	Nafé d'Ochrida.	das Toloum	300,0	24,0
325	Nafe von Rumelien.	Nafé de Roumélie.	das Toloum	166,70	13,33
326	Nafe von Rumelien, Calavros.	Nafé de Roumélie, Calavros.	das Toloum	90,0	7,20
327	Nafe von Uscup.	Nafé d'Uscup.	das Toloum	166,70	13,33
328	Ratten.	Rats.	—	—	ad valorem
329	Rücken von Fuchs, von Anatolien.	Dos de Renard, d'Anatolie.	das Toloum	106,70	8,53
330	Rücken von Fuchs, von Zagarai, Bosnien und Rumelien, Calavros.	Dos de Renard, de Zagara, Bosnie et de Roumélie, Calavros.	das Paquet v. 20 Stück	46,70	3,73
331	Schakal von Anatolien.	Chacal d'Anatolie.	das Stück	8,0	0,64
332	Schakal von Anatolien.	Chacal d'Anatolie.	das Toloum	60,0	4,80
333	Sorte Hausmarder, genannt Gödschen.	Espèce de Fouine, dite Gueudjen.	—	—	ad valorem
334	Sorte Hausmarder	Espèce de Fouine			

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
	in kleinen Stücken.	en petits morceaux.	die Okka	20,0	1,60
335	Schwarze Katzen von Rumelien.	Chat noir de Roumélie.	das Touloum	183,30	14,66
336	Ziegen.	Chèvre.	das Toloum	14,70	1,17
337	Wolf v. Anatolien.	Loup d'Anatolie.	das Stück	14,70	1,17
338	Wolf v. Anatolien.	Loup d'Anatolie.	das Toloum	83,30	6,66
339	Wolf von Rumelien.	Loup de Roumélie.	das Toloum	76,70	6,13
340	Zilgava v. Bosnien.	Zilgava de Bosnie.	das Toloum	266,70	21,33
341	Zilgava v. Calavros.	Zilgava de Calavros	das Toloum	166,70	13,33
342	Zilgava v. Ochrida.	Zilgava d'Ochrida.	das Toloum	400,0	32,0
343	Zilgava von Rumelien.	Zilgava de Roumélie.	das Toloum	233,30	18,66
344	Zilgava von Zaara.	Zilgava de Zaara.	das Paquet v. 20 Stück	100,0	8,0
345	Kopf von Marder.	Tête de Martre.	—	—	ad valorem
	Verschiedene Artikel.	**Articles divers.**			
346	Armbänder von farbigem Glas.	Bracelets en verroterie.	die 1000 Stück	49,30	3,94
347	Bauholz aller Arten.	Bois de construction de toute espèce.	—	—	ad valorem
348	Besen.	Balais.	die Last von 2000 Stück	1314,0	105,12
349	Blätter von Gold, von Konstantinopel.	Feuilles d'or de Constantinople.	der Teffe v. von 100	92,50	7,40
350	Blei in Blöcken.	Plomb en saumons.	—	—	ad valorem
351	Blutigel.	Sangsues.	die Okka	195,60	15,64
352	Bronze, bearbeitete	Bronze ouvré.	die Okka	23,20	1,85
353	Buchsbaumholz v. allen Qualitäten, von Anatolien u. Rumelien.	Bois de buis de toute qualité d'Anatolie, et de Roumélie.	der Ctr.	12,60	1,0
354	Kaffeemühlen.	Moulins à café.	das Stück	16,40	1,31
355	Confect, Halwa, von Nüssen und Manna.	Confitures, Halva de noix et Manne.	—	—	ad valorem
356	Schaffelle, rothe, von Rumelien u. Anatolien.	Peaux de moutons écarlates, de Roumélie et d'Anatolie	das Stück	5,30	0,42
357	Confect, Nardenk, Petmèz und Sudschuk v. Nüssen.	Confitures, Nardenk, Petmez et Soudjouk de noix.	—	—	ad valorem

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
358	Confect, Sorbet u. Zuckersachen.	Confitures, Sorbets et sucreries.	die Okka	6,60	0,52
359	Darmsaiten.	Cordes de boyaux.	die 10 Stück	15,20	1,21
360	Fassdauben.	Douves.	—	—	ad valorem
361	Fische, gesalzene, aller Arten.	Poissons salés, de toute espèce.	—	—	ad valorem
362	Fischeier, gesalzene, genannt Botargum.	Oeufs de poissons, salés, dits Boutargue.	—	—	ad valorem
363	Flintenläufe, Hare und Sarma.	Canons de fusil, Haré et Sarma.	das Stück	46,0	3,68
364	Flintensteine von Rumelien.	Pierres à fusil, de Roumélie.	d. 2 Toloum v. 120 Okka 30000 Stück	492,80	39,42
365	Fusswerk, genannt Kavaf.	Chaussures, dites Cavaf.	das Paar	7,90	0,63
366	Fusswerk, gestickt.	Chaussures brodées	—	—	ad valorem
367	Fusswerk, genannt Terlik.	Espèce de Pantoufles, dites Terlik.	das Paar	4,0	0,32
368	Gewichte v. Bronze, für Waagen.	Poids de balance en bronze.	die Okka	16,50	1,32
369	Gewichte v. Kupfer, für Waagen.	Poids de balance en cuivre.	die Okka	19,80	1,58
370	Goldfaden von Konstantinopel.	Fil d'or de Constantinople.	das Médical v. 1½ Dram	4,30	0,35
371	Gold- und Silberfaden von Konstantinopel.	Fil d'or et d'argent de Constantinople.	—	—	ad valorem
372	Häute, gegerbte, von Büffeln und Ochsen.	Cuirs tannés de Buffles et de Boeufs.	das Stück	48,20	3,85
373	Häute, gegerbte, von Schafen, von Konstantinopel.	Peaux tannées de Moutons, de Constantinople.	das Stück	3,30	0,26
374	Häute, gegerbte, v. Angoraziegen, weisse und gefärbte.	Peaux tannées de Chèvres d'Angora, blanches et de couleur.	—	—	ad valorem
375	Häute, gegerbte, von Büffeln und Ochsen, getrocknete u. gesalzene.	Peaux de Buffles et de Boeufs, sèches et salées.	—	—	ad valorem
376	Häute von Hasen, von Anatolien.	Peaux de Lièvres d'Anatolie.	d. 100 Stück	157,30	12,58
377	Häute von Hasen, von Rumelien.	Peaux de Lièvres de Roumélie.	d. 100 Stück	94,40	7,55

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
378	Häute v. Lämmern und Rehen.	Peaux d'Agneaux et de Chevreaux.	das Stück	3,10	0,24
379	Häute von Schafen und Ziegen.	Peaux de Moutons et de Chèvres.	das Stück	6,30	0,50
380	Hörner von Büffeln.	Cornes de Buffles.	die 100 Paar	262,80	21,02
381	Hörner v. Hirschen (Geweihe).	Cornes de Cerfs.	die Okka	4,0	0,32
382	Hörner von Ochsen.	Cornes de Boeufs.	die 100 Paar	230,0	18,40
383	Hufeisen.	Fers à Cheval.	d. 160 Stück	131,40	10,51
384	Kämme von Buchsbaumholz.	Peignes en buis.	pr. Capsara von 5500 St.	246,30	19,70
385	Kämme von Elfenbein, von Konstantinopel.	Peignes en ivoire, de Constantinople.	die Okka	123,30	9,86
386	Kämme von Holz.	Peignes en bois.	pr. Capsara von 5500 St.	131,40	10,51
387	Käse aller Arten, Halwa, Bulama, Lichte von Talg und Wachs.	Fromage de toute espèce, Halva, Boulama, Chandelles de suif et de cire.	—	—	ad valorem
388	Kupfer, altes.	Cuivre, vieux.	die Okka	9,30	0,74
389	Kupfer, altes, gearbeitetes.	Cuivre vieux, ouvré.	die Okka	16,50	1,32
390	Kupfer, gearbeitetes, und Kaffeekannen von Castambol.	Cuivre ouvré et Cafetières de Castambol.	die Okka	26,30	2,10
391	Kupfer, gearbeitetes, von Konstantinopel.	Cuivre ouvré de Constantinople.	die Okka	26,50	2,12
392	Kupfer, gearbeitetes, von Tokat.	Cuivre ouvré de Tokat.	die Okka	19,70	1,57
393	Kupfer, gearbeitetes, von Trapezunt.	Cuivre ouvré de Trébisonde.	die Okka	23,0	1,84
394	Kupfer in Blöcken.	Cuivre en pain.	—	—	ad valorem
395	Leder für Sohlen, genannt Cafali, von Konstantinopel.	Cuir pour semelles, dit Cafali, de Constantinople.	das Stück	24,70	1,97
396	Leder für Sohlen, genannt Dawloun, von Konstantinopel.	Cuir pour semelles, dit Davloun, de Constantinople.	das Stück	30,80	2,46
397	Leder für Sohlen, von Aïdin.	Cuir pour semelles d'Aïdin.	das Stück	25,70	2,05

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
398	Leder für Sohlen, von Gherede.	Cuir pour semelles de Gherédé.	das Stück	32,20	2,57
399	Leim.	Colle.	die Okka	2,50	0,20
400	Leim für Schuhmacher, genannt Tschirisch.	Colle de cordonnier dite Tschirich.	die Okka	3,90	0,31
401	Löffel, bemalte.	Cuilliers peintes.	die 10 Stück	6,60	0,52
402	Löffel von Buchsbaum, schwarz und weiss.	Cuilliers en buis, noires et blanches	die Okka	4,90	0,39
403	Löffel von Koralle und Perlmutter.	Cuilliers en corail et en nacre.	die 10 Stück	9,80	0,78
404	Löffel, ordinäre, in Holz, von allen Qualitäten.	Cuilliers en bois ordinaire de toute qualité.	die Okka	2,60	0,20
405	Maroquinleder, rothes, von Ouschak und Tossia.	Maroquins rouges d'Ouchak et Tossia.	die 6 Stück	83,10	6,64
406	Maroquinleder, scharlachroth, von Rumelien.	Maroquins écarlates de Roumélie.	das Stück	13,90	1,11
407	Maroquinleder, schwarzes und gelbes, von Islimie, Tschirpan, Carlowa, und anderen Orten.	Maroquins noirs et jaunes d'Islimié, Tchirpan, Carlova et d'autres lieux.	das Stück	6,90	0,55
408	Maroquinleder, schwarzes. von Sparta, Smyrna, Konia, Schumla und Ouschack.	Maroquins noirs de Sparta, Smyrne, Coniah, Choumla et Ouchak.	das Stück	11,10	0,88
409	Maroquinleder von Caïssarie und von Eghin.	Maroquins de Caïssarié et d'Eghin.	die 5 Stück	86,50	6,92
410	Maroquinleder von Heraklea und Balikesser.	Maroquins d'Héracléa et Balikesser.	das Stück	12,50	1,0
411	Meerschaum.	Écume de mer.	die Kiste	616,40	49,31
412	Messer, Federmesser, Scheeren u. Hämmer von Gabrowa.	Couteaux, canifs, ciseaux et marteaux de Gabrova.	die 2 Kistchen von 120 Okka	473,0	37,84
413	Nägel von Ismid.	Clous d'Ismid.	die Okka	5,30	0,42
414	Nägel zum Beschlagen der Pferde.	Clous pour ferrer les chevaux.	die Okka	19,70	1,57

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
415	Nähnadeln von Mudurlu.	Aiguilles de Moudourlu.	die Okka	6,50	0,52
416	Pastourma, Würste und geräucherte Zungen.	Pastourma, saussissons et langues fumées.	—	—	ad valorem
417	Pergament.	Parchemin.	das Stück	3,30	0,26
418	Pistolen v. Prisren, 1. Qualität.	Pistolets de Prisren, première qualité.	—	—	ad valorem
419	Pistolen v. Prisren und von Kalcandelen.	Pistolets de Prisren et de Calcandelen.	das Paar	29,50	2,36
420	Ringe von Messing.	Bagues en laiton.	d. 1000 St.	66,20	5,29
421	Rosenkränze von Jerusalem.	Chapelets de Jérusalem.	die Okka	9,80	0,78
422	Sättel von Holz.	Selles en bois.	das Stück	4,0	0,32
423	Schellen.	Sonnettes.	die Okka	13,20	1,05
424	Schläuche für Nargilé (Marpoutsch).	Tuyaux pour Narguilé (Marputch).	die 10 Stück	59,60	4,76
425	Schmergel v. allen Qualitäten.	Émeri de toute qualité.	—	—	ad valorem
426	Schuhe, genannt Bartin yemenissi.	Souliers, dits Bartin yéménissi.	das Paar	14,70	1,17
427	Schwämme (Waschschwämme).	Éponges.	—	—	ad valorem
428	Seidenwürmereier.	Graines de vers à soie.	die Okka	450,0	36,0
429	Seife.	Savon.	der Ctr.	136,50	10,92
430	Sepetschi Tschibouc und Körbe für Kinder.	Sepetchi tchibouc, et paniers pour enfants.	die Fuhre	361,30	28,90
431	Schaffelle, ungefärbt, von Rumelien und Anatolien.	Peaux de moutons, non-teintes, de Roumélie et d'Anatolie.	das Stück	3,20	0,25
432	Steigbügel.	Etriers en fer.	das Paar	9,90	0,79
433	Stiefel, gelbe.	Bottes jaunes.	das Paar	23,20	1,85
434	Stiefel, rothe und schwarze.	Bottes rouges et noires.	—	—	ad valorem
435	Stiefeleisen.	Fers pour talons de Bottes.	die Okka	6,50	0,52
436	Stifte.	Pointes.	—	—	ad valorem
437	Talg, Butter, Schervisch.	Suif, Beurre, Chervich.	—	—	ad valorem
438	Tassen, genannt Fildschian, von Cutahié.	Tasses, dites fildjians, de Kutahié.	die Kuffe	98,50	7,88

No.	Désignation des articles en allemand.	Désignation des articles en français.	Quantités en allemand.	Valeur en piastres et centimes.	Quotité du droit en piastres et centimes.
439	Teriak (imitirter, Altun Basch).	Thériaque fausse, imitation de l'Altoun Bach.	die Okka	26,50	2,12
440	Teriak, imitirter, geringer.	Thériaque fausse, imitation inférieure.	die Okka	13,30	1,06
441	Thierknochen.	Os d'Animaux.	der Ctr.	10,0	0,80
442	Tintenfässer in Messing.	Ecritoires en laiton.	—	—	ad valorem
443	Tinte, flüssige.	Encre ordinaire, liquide.	die Okka	2,70	0,21
444	Tinte, trockene.	Encre sèche.	die Okka	9,90	0,79
445	Traubenmuss Paste genannt Keufter.	Pâte de mou de raisain, dit Keufter.	der Ctr.	160,70	12,85
446	Ueberschuhe von Holz.	Galoches en bois.	das Paar	2,70	0,21
447	Vorhängeschlösser von Philippopel.	Cadenas de Philippopoli.	die 10 Stück	12,80	1,02
448	Wachs, gelbes, in Scheiben.	Cire jaune en pain.	die Okka	18,40	1,47
449	Wasserbecken und Kannen von Kupfer.	Cuvettes et Aiguières en cuivre.	das Stück	82,70	6,61
450	Zarf von Messing (Untertassen).	Zarfs en laiton (sous-tasses).	die 10 Stück	19,80	1,58
451	Zaum, Zügel, Gebiss, Schwanzriemen, Sprungriemen u. Gurte.	Têtières, brides, mors, croupières, martingales et sangles.	die 10 Stück	52,50	4,20
452	Zündschwamm, harter.	Amadou dur.	die Okka	26,30	2,10
453	Zündschwamm, weicher.	Amadou mou.	die Okka	6,50	0,52
454	Zwieback aller Qualitäten.	Biscuits de toute qualité.	—	—	ad valorem
455	Produkte von Egypten, alle zusammen.	Produits d'Égypte en totalité.	—	—	ad valorem

Conclusion.

Selon les dispositions du nouveau Traité de Commerce, toutes les marchandises importées en Turquie, sauf les articles prohibés, comme il est dit plus haut, par les négociants des États du Zollverein; de même que les marchandises exportées par eux de ce pays sont soumises à un droit de douane de huit pour cent.

Les droits de douane devant être prélevés sur la valeur de la marchandise à l'échelle, on a fait subir aux évaluations établies dans le principe sur le prix de la vente en gros, le medjidié d'or, iuzluk, compté à cent piastres, un rabais de dix pour cent afin de ramener ces évaluations à la valeur à l'échelle. Les droits de douane inscrits au présent Tarif sont donc calculés et établis sur la valeur nette et seront perçus tels qu'ils sont portés ici.

Le droit de huit pour cent à l'exportation n'est applicable qu'à la première année seulement de ce tarif, il sera abaissé d'un 8ème pour la seconde et réduit à 7; d'un 7ème pour la troisième et réduit à 6; c'est-à-dire qu'il y aura chaque année un rabais d'un pour cent jusqu'à la huitième année et que pour cette huitième année et les suivantes le droit ne sera plus que d'un pour cent, consacré, selon les termes du dit Traité, à la rémunération des frais.

Toute marchandise d'exportation non portée au présent Tarif ou qui, s'y trouvant inscrite aura été laissée ad valorem, subira au préalable, comme il a été dit plus haut, un rabais de 10 pour cent sur sa valeur courante et paiera ensuite la douane sur sa valeur restante, sauf le rabais successif d'un pour cent chaque année de la même façon que pour les articles tarifés.

Les produits des États du Zollverein importés en Turquie devant constamment payer 8 %, toute marchandise d'importation non tarifée ou laissée ad valorem paiera 8 pour cent, après le rabais préalable de 10 pour cent sur la valeur.

Le paiement des droits d'importation et d'exportation sera effectué comptant en bonne monnaie d'or et d'argent au taux du Gouvernement, savoir: — le iuzluk medjidié d'or à 100 Piastres, ses subdivisions, or et argent de bon aloi selon cette proportion: cinq medjidiés d'argent pour un medjidié d'or à cent Piastres et enfin les monnaies étrangères au taux du Zarbkhané (Hôtel des Monnaies) d'après cette base.

Les négociants ayant à Constantinople la faculté de donner à leur gré du caïmé au plus haut cours de la Bourse au lieu et place du medjidié d'or à raison de cent Piastres, on se procurera chaque jour à cet effet le bulletin de la Bourse de la veille indiquant combien il faut de piastres caïmés pour former un medjidié d'or. Ce bulletin sera affiché publiquement en douane et le caïmé sera accepté en calculant combien il faut de piastres caïmés pour représenter un medjidié d'or au plus haut cours indiqué dans le bulletin précité.

Le paiement en caïmé, compté sur la base du medjidié d'or à 100 P. au lieu et place de monnaie de bon aloi est actuelle-

ment réservé et restreint à la Capitale. Si, plus tard, le caïmé est mis en circulation dans les provinces, il sera également reçu dans les douanes des dites provinces de la façon indiquée plus haut pour les douanes de Constantinople, c'est-à-dire en calculant représenter un iuzluk, medjidié d'or à cent Piastres. Toutefois, comme on ne peut, dès-à-présent, c'est-à-dire avant l'évènement, établir de base sur l'inconnu quant au mode de ce paiement, la question du mode de paiement du caïmé dans les douanes des provinces est pour le moment réservée et, s'il y a lieu, il sera pris ultérieurement entre la Sublime Porte et la Légation du Roi telles mesures qu'exigeront les circonstances. Jusque-là les droits de douane dans les provinces seront perçus dans la modalité indiquée plus haut; c'est-à-dire le iuzluk, médjidié d'or à raison de cent Piastres, ses subdivisions, or et argent, de bon aloi, sur la même proportion: cinq Médjidiés d'argent pour un Médjidié d'or à 100 Piastres et les monnaies étrangères au taux du Zarbkhané, établi sur cette base.

Si les agents de la douane et les négociants ne peuvent s'entendre sur la valeur de la marchandise non tarifée ou laissée ad valorem et s'il y a contestation, les droits de Douane seront acquittés en nature selon l'ancien usage.

Le présent Tarif sera en vigueur tant à la Douane de Constantinople que dans toutes les autres Douanes de l'Empire depuis le 20/8 Mars 1862 (8 Mars 1278 de l'Hégire), jusqu'au 20/8 Mars 1869 (8 Mars 1285 de l'Hégire).

Un an avant l'expiration de ce terme, c'est, à-dire pendant le cours de la dernière année, chacune des parties aura le droit, vu les différences qui pourraient s'être produites dans la valeur des marchandises, de demander la révision et le renouvellement du Tarif; passé ce terme ci-dessus d'un an, si aucune des parties n'en a reclamé la révision, ce tarif continuera à rester en vigueur pour sept autres années.

Ainsi dressé et signé le présent Tarif conformément à la décision intervenue entre la Légation R. de Prusse et la Sublime Porte ainsi qu'à l'Iradé Impérial rendu à cet effet.

Constantinople le 19 Ramazan 1278 / 20 Mars 1862.

R. Kind.	*Mehmed Kiani.*
G[t]. *D. Schneider.*	*Esseid Mehmed Kiamil.*
C. Grach.	*Enweri.*
Th. de Testa.	*Edhem.*
Rehfues.	*Aali.*

Déclarations.

I.

Au moment de la signature du Traité de commerce conclu le huit / vingt mars mil-huit-cent-soixante-deux le soussigné déclare que la faculté d'importer les armes blanches en Turquie, qui jusqu'ici

était accordée aux États du Zollverein, n'est sous aucun rapport modifiée par le présent Traité et que les sujets des dits États pourront par conséquent à l'avenir comme par le passé importer sans entraves les armes blanches dans toutes les Provinces de l'Empire Ottoman et sur toute leur étendue; sauf les cas où le Gouvernement Ottoman se trouverait dans la nécessité de prendre des mesures extraordinaires de police vis-à-vis d'une province en révolte.

Constantinople, le $\frac{8}{20}$ mars 1862.

Aali.

II.

Relativement à l'article XIV du Traité de commerce entre les États du Zollverein et Sa Majesté Impériale le Sultan, signé le $\frac{\text{huit}}{\text{vingt}}$ mars mil-huit-cent-soixante-deux, il est entendu que s'il y a une réclamation de la part du propriétaire de marchandises réputées contrebande et saisies et déposées à la Douane comme telles, cette réclamation avant toute décision définitive sera examinée et jugée devant le tribunal de commerce ou un tribunal spécial établi de consentement mutuel à cet effet, et dans les provinces par un tribunal compétent quelconque.

Fait à Constantinople le $\frac{8}{20}$ mars 1862.

Rehfues. *Aali.*

III.

Au moment de la signature du traité de commerce conclu le 20 mars 1862 entre les États du Zollverein et Sa Majesté Impériale le Sultan, le Soussigné déclare, en vertu de ses pleins-pouvoirs, au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse:

1°. Aucun droit de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de salvage ou tout autre droit semblable ou analogue quel qu'en soit la nature et la dénomination ne sera prélevé dans les Ports Prussiens sur les bâtiments Ottomans, qui ne frappe également et sous les mêmes conditions les bâtiments Prussiens.

2°. Toutes les marchandises quelque soit le lieu de provenance, importées en Prusse par des bâtiments Ottomans seront soumises aux mêmes droits que si ces marchandises étaient importées par des bâtiments Prussiens et les mêmes droits seront payés et les mêmes primes, facultés et remboursements de droits accordés lors de l'exportation des marchandises, produits du sol ou de l'industrie de la Prusse, soit que l'exportation ait lieu sur un bâtiment Prussien ou Ottoman.

3°. Tous les faveurs, priviléges et immunités, relativement au commerce et à la navigation que le Gouvernement Prussien accorde aujourd'hui ou pourrait accorder à l'avenir aux sujets d'une autre Puissance seront spontanément et gratuitement accordés aux sujets Ottomans si la concession en faveur de cette Puissance a été accordée sans équivalent; les mêmes faveurs

pourront également être accordées en échange d'une compensation qui autant que possible devra être de la même valeur, dans le cas que la concession en question ait été accordée conditionnellement.

4°. Sur tous les produits de l'Empire Ottoman il ne sera prélevé, lors de leur importation par terre ou par mer, en Prusse, aucun péage ou impôt plus élevé que les droits perçus sur les marchandises de la même catégorie qui proviennent ou sont importées d'autres pays qui ne font pas partie du Zollverein.

Constantinople, le 20 mars 1862.

de Rehfues.

IV.

Monsieur le Ministre,

Au moment de la signature du traité de commerce conclu le 20 mars entre les États du Zollverein et la Turquie je m'empresse conformément au désir que Vous m'en avez exprimé, de déclarer que les Gouvernements des États du Zollverein n'ont aucune objection à ce que le dit traité soit mis à exécution par le Gouvernement Ottoman à l'égard du commerce et de la navigation des États du Zollverein à partir d'aujourd'hui, mais que cette époque n'a pas pu être précisée dans le traité attendu qu'il était matériellement impossible d'obtenir à cette époque la ratification réquise du traité de la part des Gouvernements des États du Zollverein.

Constantinople, le 20 mars 1862.

de Rehfues.

38.

Protocole concernant l'accession des Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz et du Duché de Lauenbourg au Traité de commerce et de navigation conclu, le 20 mars 1862, entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la Porte Ottomane d'autre part); signé à Constantinople, le 5 novembre 1868.*

La Présidence de la Sérénissime Confédération de l'Allemagne du Nord, ayant informé par une Note de Sa Légation en date du 3 octobre 1868 le Gouvernement Impérial Ottoman

*) Voir le No. 39.

qu'en exécution de l'Art. 33 de la Constitution Fédérale, les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz, ainsi que le Duché de Lauenbourg sont entrés dans le Zollverein, et exprimé le désir que le traité conclu à Constantinople le 20 mars 1862 entre les États du Zollverein et la Sublime Porte fût également étendu aux trois États ci-dessus mentionnés,

Les soussignés, savoir:

Mr. X. Uebel, Chargé d'Affaires de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et

Safvet Pacha, Ministre des Affaires Étrangères ad interim de Sa Majesté Impériale le Sultan,

se sont réunis aujourd'hui au Ministère des Affaires Étrangères à Constantinople et ont arrêté et décidé d'un commun accord et au nom de leurs Gouvernements respectifs ce qui suit:

Toutes les stipulations du traité de Commerce conclu à Constantinople le 20 mars 1862 entre le Zollverein et la Sublime Porte seront également valables pour le Grand-Duché de Meklenbourg-Schwérin, et le Grand-Duché de Meklenbourg-Strélitz ainsi que pour le Duché de Lauenbourg. Chacun de ces trois États jouira de tous les avantages et sera soumis à toutes les obligations que le susdit traité stipule en faveur ou à la charge des États du Zollverein.

En fois de quoi les soussignés ont signé le présent protocole, fait en double expédition.

Constantinople, le cinquième jour du Mois de Novembre, dix-huit-cent-soixante-huit.

Xavier Uebel. *Safvet.*

39.

Traité de commerce entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la France d'autre part; signé à Berlin, le 2 août 1862.)*

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Prusse agissant tant en Son nom et pour les autres Pays et parties de Pays souverains compris dans Son système de douanes et d'im-

*) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 9 mai 1865. Le Traité n'a pas été remis en vigueur après la guerre de 1870.

pôts, savoir: Le Grand-Duché de Luxembourg, les enclaves du Grand-Duché de Meklenbourg, Rossow, Netzeband et Schœnberg, la Principauté de Birkenfeld du Grand-Duché d'Oldenbourg, les Duchés d'Anhalt-Dessau-Cöthen et d'Anhalt-Bernbourg, les Princiqautés de Waldeck et de Pyrmont, la Principauté de Lippe et le Grand-Baillage de Meisenheim du Landgraviat de Hesse, qu'au nom des autres Membres de l'Association de douanes et de commerce Allemande (Zollverein), savoir: la Couronne de Bavière, la Couronne de Saxe, la Couronne de Hanovre, tant pour Elle, que pour la Principauté de Schaumbourg-Lippe, et la Couronne de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Électorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse tant pour Lui que pour le Bailliage de Hombourg du Landgraviat de Hesse, les États formant l'association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir: le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg et Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée, et de Reuss, ligne cadette, le Duché de Brunswick, le Duché d'Oldenbourg, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort d'une part

et

Sa Majesté l'Empereur des Français d'autre part, animés d'un égal désir de reserrer les liens d'amitié et d'étendre les relations commerciales entre les États du Zollverein et la France, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

M. Albert Comte de Bernstorff-Stintenburg, Son Ministre d'État et des affaires étrangères, Grand-Croix de Ses Ordres de l'Aigle Rouge et de la Maison Royale de Hohenzollern etc. etc. etc.,

M. Jean Frédéric de Pommer-Esche, Son directeur général des contributions et des douanes, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe avec plaque etc. etc. etc.,

M. Alexandre Maximilien Philipsborn, Son Conseiller intime actuel de Légation, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe etc. etc. etc.,

et

M. Martin Frédéric Rodolphe Delbrück, Son directeur au Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Travaux publics, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe etc. etc. etc.;

et

Sa Majesté l'Empereur des Français:

M. Henri Godefroy Bernard Alphonse Prince de la Tour d'Auvergne, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse, Grand-Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, Chevalier de première classe de l'Ordre Royal de l'Aigle Rouge de Prusse etc. etc. etc.,

et

M. Alexandre Johann Henri de Clercq, Ministre Plénipotentiaire, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur etc. etc. etc.,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les objets d'origine ou de manufacture du Zollverein, énumérés dans le tarif A. joint au présent traité, et importés directement par terre ou par mer sous pavillon d'un des États du Zollverein ou sous pavillon français, seront admis en France aux droits fixés par ledit tarif, décimes additionnels compris.

Art. 2. Les objets d'origine ou de manufacture française, énumérés dans le tarif B. joint au présent traité, et importés directement par terre ou par mer sous pavillon d'un des États du Zollverein ou sous pavillon français, seront admis dans le Zollverein aux droits fixés par ledit tarif.

Art. 3. Seront considérées comme importées directement les marchandises d'origine ou de fabrication du Zollverein expédiées en France, soit par les ports hanséatiques de l'Elbe ou du Weser, soit par les chemins de fer de la Belgique ou de la Suisse, pourvu que, dans ce dernier cas, les wagons ou les colis renfermant ces marchandises soient cadenassés ou plombés par la douane du Zollverein, que les cadenas ou plombs soient reconnus intacts à l'arrivée en France et que l'expédition ait lieu dans les conditions réglées entre les Hautes Parties contractantes pour le service international des chemins de fer.

Les marchandises d'origine ou de fabrication française jouiront sous les mêmes conditions à l'entrée du Zollverein d'un traitement exactement semblable.

Art. 4. Les marchandises de toute nature exportées du Zollverein pour la France ou vice-versâ seront réciproquement exemptes de tout droit de sortie.

Sont seuls exceptés de cette disposition les drilles et chiffons énumérés ci-après, qui resteront soumis à un droit de sortie, fixé comme suit, savoir:

en France:

pour les drilles et chiffons de toute espèce, autres que de laine pure, et pour la pâte à papier, à 12 francs par 100 kil.

pour les vieux cordages, goudronnés ou non, à 4 francs par 100 kil.

dans le Zollverein:

pour les drilles et chiffons de toute espèce, autres que de soie pure, y compris les maculatures et rognures de papier, et pour la pâte à papier, à $1^2/_3$ écus — 2 flor. 55 kr. — par quintal de douane,

pour les vieux cordages et filets de pêche, goudronnés ou non, à $^1/_3$ écu — 35 kr. — par quintal de douane.

Art. 5. Indépendamment des droits de douane stipulés dans le tarif A. annexé au présent traité, les alcools et les vernis alcooliques originaires du Zollverein seront soumis en France au droit de consommation imposé aux produits similaires français, c'est-à-dire:

Alcool pur, liqueurs, eaux-de-vie en bouteilles, par hectolitre . . . . 90 frs.

Vernis à l'esprit-de-vin, par hectolitre d'alcool pur contenu dans les vernis 90 frs.

Jusqu'à ce que les sels employés à la fabrication des produits chimiques ou autres similaires soient exemptés en France du droit de consommation, les produits à base de sel énumérés ci-dessous originaires du Zollverein payeront à leur importation en France et à titre de compensation des droits équivalens supportés par les fabricants français les taxes supplémentaires suivantes:

	frs.	cts.	
Soude brute	4	35	les 100 kilogr.
Cristaux de soude	4	35	
Sulfate de soude:			
pur anhydre	6	—	
cristallisé ou hydraté . .	2	40	
impur anhydre	5	40	
cristallisé ou hydraté . .	2	10	
Sulfite de soude	6	—	
Sel de soude	11	—	
Acide hydrochlorique . . .	3	—	
Chlorure de chaux	7	50	
Chlorate de potasse	66	—	
Chlorure de magnésium . . .	4	—	

Glaces ou grands miroirs 1 fr. le mètre de superficie.

	frs.	cts.	
Gobeleterie, verres à vitres et autres verres blancs . .	2	—	les 100 kilogr.
Bouteilles	—	80	
Outremer factice	6	75	
Sel ammoniac	10	—	
Soudes de varech	1	50	
Salin ou résidu brut de la calcination des vinasses de betterave	1	25	
Sel d'étain	3	—	

Art. 6. Dans le cas de suppression ou de réduction des drawbacks actuellement existant à l'exportation des produits français, les taxes supplémentaires, imposées par l'article précédent aux produits d'origine ou de manufacture du Zollverein, seront supprimées ou réduites de sommes égales à celles dont seraient diminués ces drawbacks.

Toutefois, en cas de suppression, si le gouvernement établit une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif sur certains produits fabriqués français, les charges directes ou indirectes, dont seront grevés les fabricants français seront compensées par une surtaxe équivalente établie sur les produits similaires du Zollverein.

Il demeure, en outre, convenu, que si des drawbacks sont accordés à d'autres produits de fabrication française ou si les drawbacks actuels sont augmentés, les droits

qui grèvent les produits d'origine ou de fabrication du Zollverein pourront être augmentés, s'il y a lieu, d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

Les drawbacks établis à l'exportation des produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits de consommation grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

Le Zollverein jouira des mêmes droits que ceux que se réserve la France par les dispositions qui précèdent.

Art. 7. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit de consommation nouveau ou un supplément de droit de consommation sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal ou équivalent.

Art. 8. Les marchandises de toute nature, originaires des États de l'une des Hautes Parties et importées dans ceux de l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Conformément aux règles établies dans le Zollverein, les vins, les alcools et les graisses d'origine française qui ont acquitté le droit d'entrée continueront d'être affranchis de tout droit ultérieur quelconque, perçu pour le compte soit du Zollverein, soit de l'un des États qui le composent, soit d'une commune ou corporation.

Art. 9. Les articles d'orfévrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés du Zollverein en France ou vice-versâ, seront soumis au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Art. 10. Indépendamment du régime d'entrée établi par le présent traité à l'égard des produits non originaires du Zollverein, ces mêmes produits seront soumis aux surtaxes de navigation dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France, sous pavillon français, d'ailleurs que des pays d'origine.

Art. 11. Les marchandises de toute origine, importées de France par la frontière de terre seront admises à l'entrée dans le Zollverein aux mêmes droits que si elles y étaient importées directement de France par mer et sous pavillon français.

Les marchandises spécifiées ou non en l'article 22 de la loi du 28 avril 1816, importées du Zollverein par la frontière de terre, seront admises pour la consommation intérieure de la France, moyennant l'acquittement des droits établis pour les provenances autres que celles des pays de production, sous pavillon français.

Art. 12. Pour faciliter la circulation des produits agricoles sur les frontières respectives, les céréales en gerbes ou en épis, les foins, la paille et les fourrages verts seront réciproquement importés et exportés en franchise de droits.

Art. 13. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur devra présenter à la douane de l'autre pays soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau compétent, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

Art. 14. Les droits ad valorem, stipulés par le présent traité, seront calculés sur la valeur, au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation en France jusqu'au lieu d'introduction.

L'importateur devra, indépendamment du certificat d'origine, joindre à sa déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel et émanant du fabricant ou du vendeur.

Art. 15. Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de cinq pour cent.

Ce payement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, et les droits, s'il en a été perçu, seront en même temps restitués.

Art. 16. L'importateur contre lequel la douane voudra exercer le droit de préemption stipulé par l'article pré-

cédent, pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts La même faculté appartiendra à la douane, lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Art. 17. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de cinq pour cent celle qui est déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur dépasse de cinq pour cent celle qui est déclarée, la douane pourra à son choix exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de cinquante pour cent à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de dix pour cent supérieure à la valeur déclarée.

Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant, si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède de cinq pour cent la valeur déclarée; dans le cas contraire, ils seront supportés par la douane.

Art. 18. Dans les cas prévus par l'article 16 les deux arbitres experts seront nommés l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des douanes; en cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le président du tribunal de commerce du ressort. Si le bureau de déclaration est à plus d'un myriamètre du siége du tribunal de commerce, le tiers arbitre pourra être nommé par le juge de paix du canton.

La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

Art. 19. Les droits fixés par le présent traité ne subiront aucune réduction du chef d'avarie ou de détérioration quelconque des marchandises.

Art. 20. Les tissus purs ou mélangés du Zollverein taxés à la valeur ne pourront être vérifiés en France et admis à l'acquittement des droits que par les ports de Bordeaux, Nantes, le Hâvre, Boulogne, Calais, Dunkerque, Rouen, Nice, Marseille, Alger et Oran ou par les bureaux de Lille, Valenciennes, Metz, Strasbourg, Mulhouse, Chambéry, Paris, Lyon et autres bureaux de douane que le gouvernement français se réserve de déterminer ultérieurement.

Art. 21. Dans la vérification des tissus du Zollverein, imposés d'après le nombre des fils renfermés dans un espace de cinq millimètres carrés, toute fraction de fil sera négligée.

Art. 22. Les importateurs de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées et de toutes autres marchandises énumérées dans le présent traité, seront réciproquement dispensés de produire à la douane tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 23. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit.

Toutefois le gouvernement français maintient pour la poudre à tirer la prohibition et se réserve de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre. Dans le Zollverein le transit du sel restera soumis à une autorisation spéciale.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Hautes Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 24. Jusqu'à l'achèvement des chemins de fer de Saint-Jean-de-Maurienne à la frontière italienne et de Bayonne à la frontière espagnole, l'administration française appliquera, sous les conditions suivantes, aux marchandises venant du Zollverein ou y allant les mêmes facilités de transit que si l'entrée et la sortie dans ces directions avaient lieu par chemin de fer:

1°. Les transports se feront par voitures fermées ayant un panneau de charge susceptible d'être convenablement cadenassé.

2°. Une déclaration sera faite au bureau d'entrée français.

3°. Le voiturier ou l'entrepreneur des transports fournira caution pour les droits et pénalités exigibles en cas de fraude.

Art. 25. Les sujets des Hautes Parties contractantes pourront réciproquement entrer, voyager ou séjourner en toute liberté, dans quelque partie que ce soit des territoires respectifs, pour y vaquer à leurs affaires, et ils y jouiront à cet effet pour leurs personnes et leurs biens de la même protection et sécurité que les nationaux.

Ils auront la faculté dans les villes et ports de louer ou posséder les maisons, magasins, boutiques et terrains

qui leur seront nécessaires sans être assujettis à des taxes soit générales, soit locales, ni à des impots ou obligations de quelque nature qu'ils soient, autres que ceux qui sont ou pourront être établis sur les nationaux.

De la même manière ils jouiront en matière de commerce et d'industrie de tous les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans le territoire de chaque État contractant et applicable aux sujets de tout autre État. Sous ce rapport les sujets respectifs seront traités comme ceux de l'État le plus favorisé.

Art. 26. Les fabricants et marchands français, ainsi que leurs commis-voyageurs, dûment patentés en France dans l'une de ces qualités, pourront dans le Zollverein, sans y être soumis à aucun droit de patente, faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises.

Il y aura réciprocité en France pour les fabricants et marchands des États du Zollverein et leurs commis-voyageurs.

Les formalités nécessaires pour obtenir cette immunité seront réglées d'un commun accord.

Art. 27. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés dans le Zollverein par des voyageurs de commerce français, ou en France par des voyageurs de commerce du Zollverein, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les parties contractantes.

Art. 28. En ce qui concèrne les marques ou étiquettes de marchandises ou de leurs emballages, les dessins et marques de fabrique ou de commerce, les sujets de chacun des États contractants jouiront respectivement dans l'autre de la même protection que les nationaux.

Il n'y aura lieu à aucune poursuite à raison de l'emploi dans l'un des deux pays des marques de fa-

brique de l'autre, lorsque la création de ces marques dans le pays de provenance des produits remontera à une époque antérieure à l'appropriation de ces marques par dépôt ou autrement dans le pays d'importation.

Art. 29. Pour favoriser les relations commerciales réciproques les Hautes Parties contractantes rendront l'expédition douanière des transports internationaux par les chemins de fer qui relient le Zollverein et la France aussi facile que les intérêts du trésor le permettent.

Art. 30. Les dispositions du présent traité de commerce sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises originaires du Zollverein.

Art. 31. Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent traité, qu'elle pourrait accorder par la suite à une tierce puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ni aucune prohibition d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Toutefois les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille.

Art. 32. Le présent traité restera en vigueur pendant une période de douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Toutefois, si avant l'échéance de la période susmentionnée le Zollverein venait à se dissoudre, les engagements réciproques contenus dans le présent traité perdront leur force obligatoire en même temps que les traités constitutifs du Zollverein.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire d'un commun accord dans ce traité toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Il sera étendu à tout État allemand qui viendrait ultérieurement à faire partie du Zollverein.

Art. 33. Le présent traité entrera en vigueur deux mois après l'échange de ses ratifications.

Les ratifications seront échangées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 2 Août 1862.

Bernstorff. *La Tour d'Auvergne.*
Pommer-Esche. *de Clercq.*
Philipsborn.
Delbrück.

(Suivent les deux tarifs.*)

40.

*Traité de navigation entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la France d'autre part; signé à Berlin, le 2 août 1862.**)*

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Prusse, agissant tant en Son nom et pour les autres Pays et parties de Pays souverains compris dans Son système de douanes et d'impôts, savoir: Le Grand-Duché de Luxembourg, les enclaves du Grand-Duché de Meklenbourg, Rossow, Netzeband et Schœnberg, la Principauté de Birkenfeld du Grand-Duché d'Oldenbourg, les Duchés d'Anhalt-Dessau-Cœthen et d'Anhalt-Bernbourg, les Principautés de Waldeck et de Pyrmont, la Principauté de Lippe et le Grand-Baillage de Meisenheim du Landgraviat de Hesse, qu'au nom des

---

*) Voir »Gesetz-Sammlung für die Königlich Preussischen Staaten«, 1865 No. 21; Archives diplomatiques, 1862. IV. p. 316.

**) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 9 mai 1865. Le Traité a été remis en vigueur par le Traité de paix de Francfort.

autres Membres de l'Association de douanes et de commerce Allemande (Zollverein), savoir: la Couronne de Bavière, la Couronne de Saxe, la Couronne de Hanovre, tant pour Elle que pour la Principauté de Schaumbourg-Lippe, et la Couronne de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Électorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse, tant pour Lui que pour le Bailliage de Hombourg du Landgraviat de Hesse, les États formant l'association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir: le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg et Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée et de Reuss, ligne cadette; le Duché de Brunswick, le Duché d'Oldenbourg, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort, d'une part

et

Sa Majesté l'Empereur des Français d'autre part, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre les États du Zollverein et la France, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

M. Albert Comte de Bernstorff-Stintenburg, Son Ministre d'État et des affaires étrangères, Grand-Croix de Ses Ordres de l'Aigle Rouge et de la Maison Royale de Hohenzollern etc. etc. etc.,

M. Jean Frédéric de Pommer-Esche, Son directeur général des contributions et des douanes, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe avec plaque etc. etc. etc.,

M. Alexandre Maximilien Philipsborn, Son Conseiller intime actuel de Légation, Chevalier de Son ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe etc. etc. etc.,

et

M. Martin Frédéric Rodolphe Delbrück, Son directeur au Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Travaux publics, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe etc. etc. etc.,

et

Sa Majesté l'Empereur des Français:

M. Henri Godefroy Bernard Alphonse Prince de la Tour d'Auvergne, Son Envoyé Extraordinaire

et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse, Grand-Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, Chevalier de première classe de l'Ordre Royal de l'Aigle Rouge de Prusse etc. etc. etc.,

et

M. Alexandre Johann Henri de Clercq, Ministre Plénipotentiaire, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur etc. etc. etc.,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les navires Français, de quelque lieu qu'ils viennent, qui entreront chargés ou sur lest dans les ports du Zollverein, ne payeront dans ces ports, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de quarantaine, de port, de phare, ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, que ceux dont y sont ou seront passibles les navires des États du Zollverein venant des mêmes lieux et ayant la même destination.

Jusqu'à ce qu'il convienne aux États du Zollverein d'exempter leurs propres navires de tout droit de tonnage, comme la France le fait pour les siens, les navires des États du Zollverein, venant directement des ports du Zollverein avec chargement et sans chargement de tout port quelconque, payeront dans les ports de France comme droit de tonnage, pour l'entrée et la sortie réunies, un franc par tonneau, décimes compris. Ils seront d'ailleurs assimilés aux navires Français pour tous les autres droits ou charges énumérés dans le présent article.

Les exceptions à la franchise de pavillon qui atteindraient en France les navires Français venant d'ailleurs que du Zollverein, seront communes aux navires des États du Zollverein faisant les mêmes voyages.

Art. 2. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé

aux navires nationaux de l'une des Hautes Parties contractantes aucun privilége, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre: la volonté des Hautes Parties contractantes étant, que sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 3. La nationalité et la capacité des navires seront admises, de part et d'autre, d'après les lois et règlements, particuliers à chaque partie, au moyen des documents, délivrés par les Autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

La perception des droits de navigation se fera respectivement au choix du capitaine soit d'après le chiffre de tonnage inscrit sur les documents sus-mentionnés, soit d'après le mode de jaugeauge usité dans le port où se trouve le navire.

Art. 4. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports des deux Parties par des navires de l'une ou de l'autre Puissance, pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayantscause, le tout sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres charges de même nature plus forts que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 5. L'Article précédent n'est pas applicable au cabotage, c'est-à-dire au transport de produits ou marchandises chargés dans un port avec destination pour un autre port du même territoire, en tant que d'après les lois du pays ce transport n'est pas autorisé sous pavillon étranger.

Art. 6. Les marchandises de toute nature, importées directement d'un port des États du Zollverein en France, sous pavillon d'un des États du Zollverein, et réciproquement les marchandises de toute nature importées de quelque lieu que ce soit dans le Zollverein sous pavillon français, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques; elles ne

payeront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques et ne seront assujetties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Il est entendu que la relâche d'un navire des États du Zollverein dans un ou plusieurs ports intermédiaires, ne lui fera pas perdre le bénéfice de l'importation directe, à la condition que ce navire n'aura fait aucune opération d'embarquement dans ces ports d'escale, et que le bénéfice du transport en droiture restera acquis en France aux navires des États du Zollverein qui auraient débarqué dans un port intermédiaire une partie de leur cargaison.

Il est expressément entendu, que les conditions spéciales imposées, en France, aux importations effectuées sous pavillon Français, d'ailleurs que des pays d'origine, s'appliqueront aux produits expédiés en France des entrepôts du Zollverein sous pavillon des États du Zollverein.

Art. 7. En considération des avantages spéciaux accordés au pavillon français dans les ports des États du Zollverein par les articles 1 et 6, il a été convenu entre les Hautes Parties contractantes qu'à partir de l'échange des ratifications du présent traité,

1°. Les produits du sol et de l'industrie des États du Zollverein jouiront, à leur importation dans les colonies françaises, de tous les avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront par la suite accordés aux produits similaires de toute autre nation européenne la plus favorisée, et qu'en tous points les bâtiments des États du Zollverein seront, dans les Colonies Françaises, à leur entrée, pendant leur séjour, ainsi qu'à leur sortie, qu'ils soient chargés ou sur lest, et sans distinction de provenance, traités comme ceux de toute autre nation européenne la plus favorisée.

2°. Les navires des États du Zollverein, venant directement d'un port des États du Zollverein dans un port de l'Algérie, ne payeront qu'un droit fixe de tonnage de deux francs par tonneau, et ce droit, une fois payé dans un port de l'Algérie, ne sera plus exigé dans les autres ports de cette possession dans lesquels le navire pourrait entrer

pour compléter son déchargement ou son chargement.

3°. Les stipulations des art. 1 et 6 du présent traité, ainsi que du paragraphe précédent s'appliqueront également aux navires des États du Zollverein, ainsi qu'à leurs cargaisons, arrivant des ports hanséatiques de l'Elbe et du Weser. Cette disposition entrera en vigueur aussitôt que les navires français jouiront dans ces mêmes ports du bénéfice du traitement national.

En outre Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage à faire jouir les bâtiments des États du Zollverein de tout avantage qu'il serait dans le cas d'accorder par la suite dans les ports de ses États, aux bâtiments d'une autre nation européenne, par rapport à la navigation indirecte.

Art. 8. Les marchandises de toute nature qui seront exportées du Zollverein par navires français ou de France par navires des États du Zollverein, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toute prime ou restitution de droits et autres faveurs qui sont ou seront accordées par chacune des deux Parties à la navigation nationale.

Toutefois il est fait exception à ce qui précède et à la stipulation de l'art. 6 en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

Art. 9. Les bateaux respectifs ainsi que leurs chargements jouiront sur le Rhin et la Moselle de toute exemption, réduction et faveur quelconque de droits de navigation, de douane qui sont ou seront accordés soit aux bateaux et chargements nationaux, soit à ceux de tout autre État coriverain.

En conséquence les marchandises spécifiées à l'art. 22 de la loi française du 28 avril 1816, importées d'un port du Rhin sous pavillon Allemand par la navigation du Rhin et par le bureau de Strassbourg, seront admises pour la consommation intérieure de la France aux droits établis pour les importations sous pavillon Français d'ailleurs que des pays d'origine.

Les bateliers des États du Zollverein naviguant sur les eaux intérieures de la France et réciproquement les

bateliers français naviguant sur les eaux intérieures du Zollverein seront de part et d'autre assimilés aux nationaux quant au droit de patente.

Art. 10. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes entrant dans un des ports de l'autre et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 11. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes entrant en relâche forcée dans l'un des ports de l'autre, n'y payeront, soit pour le navire soit pour son chargement, que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas, et y jouiront des mêmes faveurs et immunités, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce et qu'ils ne séjournent pas dans le port plus longtemps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche. Les déchargements et rechargements motivés par le besoin de réparer les bâtiments ne seront point considérés comme opération de commerce.

Art. 12. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans les ports et places de commerce de l'autre des consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents-consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenable d'en excepter généralement. Ces consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents ainsi que leurs chanceliers jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes priviléges, pouvoirs et exemptions, dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où ils voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales les particuliers de leur nation.

Art. 13. Les dits consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents-consulaires de chacune des Hautes

Parties contractantes résidant dans les États de l'autre, recevront des Autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord des dits bâtiments.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie ou un extrait des dites pièces, dûment certifié par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie du dit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée la remise ne pourra leur être refusée.

Les dits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des dits consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents-consulaires et pourront mêmes être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord ou bâtiment auquel ils appartiennent ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans les pays des dits agents, sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si pourtant cette occasion ne se présentait point dans le délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, les dits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis en outre quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les Autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 14. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes du Zollverein seront dirigées par les consuls-généraux,

consuls, vice-consuls ou agents-consulaires de France, et réciproquement, les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents-consulaires des États du Zollverein dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur les côtes de France. L'intervention des Autorités locales aura seulement lieu dans les territoires des Hautes Parties contractantes pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls, vice-consuls et agents-consulaires, les Autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 15. Le présent traité entrera en vigueur un mois après l'échange de ses ratifications. Il aura la même durée que le traité de commerce conclu entre les Hautes Parties contractantes à la date de ce jour. Il sera étendu à tout État allemand qui viendrait ultérieurement à faire partie du Zollverein.

Art. 16. Les ratifications du présent traité seront échangées à Berlin en même temps que celles du traité de commerce précité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, ce 2 août 1863.

Bernstorff. *La Tour d'Auvergne.*
Pommer-Esche. *de Clercq.*
Philipsborn.
Delbrück.

41.

Convention entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la France d'autre part, relative au service international des chemins de fer dans ses rapports avec la douane; signée à Berlin, le 2 août 1862.)*

Texte français.

Les Plénipotentiaires soussignés, pour assurer l'exécution de l'art. 29 du traité de commerce conclu à la date de ce jour entre le Zollverein et la France et faciliter les relations internationales par chemins de fer, dans leurs rapports avec la Douane, sont convenus des stipulations suivantes.

I.

Convois de marchandises.

Art. I[er.] Toutes marchandises placées dans des wagons fermés de tous côtés au moyen de parois solides (wagons à coulisses) ou dans des wagons de la forme ci-après décrite, munis de bâches, et fermés à l'aide de plombs ou de cadenas, seront dispensés de la visite par la douane aux bureaux-frontières respectifs, soit à l'entrée, soit à la sortie, tant de nuit que de jour, les dimanches et jours fériés comme tout autre jour, le tout sous les réserves et moyennant les conditions et formalités déterminées par les articles suivants.

Les wagons à bâches pour être admis à jouir des facilités précitées, devront avoir deux parois solides (devant et derrière) reliées par une forte barre, et en outre être pourvus d'un relèvement de $2^1/_2$ pieds de largeur, fixé à chacune de ces parois, formant toiture partielle, ainsi que sur les côtés d'un rebord montant à la hauteur de $1^1/_2$ pieds. A partir des pièces de relèvement et sur les rebords des côtés la bâche devra se fixer sans plis.

*) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 9 mai 1865. La Convention a été remise en vigueur par le Traité de paix de Francfort.

Les colis qui, après le chargement des wagons à coulisses ou des wagons à bâches ci-dessus désignés formeront excédant de charge ou qui ne seront pas en assez grand nombre pour remplir un de ces wagons, pourront, sans perdre le bénéfice de la dispense de visite, être placés, soit dans un compartiment de wagon, soit dans des caisses ou paniers d'une contenance d'au moins dix pieds cubiques, agréés préalablement par la douane et mis sous plombs ou cadenas.

Aucune limite, quant à la dimension, n'est exigée pour les caisses, paniers ou sacs employés par l'administration des postes respectives.

Chacune des Parties contractantes se réserve d'étendre sur son territoire les facilités précitées aux marchandises chargées en vrac ou placées dans les wagons découverts de toute autre forme, avec ou sans bâches, mais cordés et plombés; toutefois une exception aux règles susmentionnées est dès à présent convenue en faveur des objets ou colis qui, à cause de leur dimension (tels que grandes machines, pièces détachées de machines, chaudières à vapeur etc.), ou à cause de leur nature (tels que houilles, cokes, sables, pierres, minerais, fonte en gueuses ou fer en barres, harengs etc.) ne pourraient être chargés sur des wagons à coulisses ou à bâches de la forme indiquée plus haut, sous réserve de l'apposition de cordes et de plombs.

Les colis pesant moins d'un demi quintal (25 kilogrammes), ne pourront, en règle générale, être admis à jouir de la dispense de visite qu'autant qu'ils seront placés dans des wagons à coulisses. Il sera cependant exceptionnellement permis de les placer dans des wagons à bâches de la forme indiquée au second paragraphe du présent article, pourvu qu'ils soient désignés sur la lettre de voiture comme faisant partie de grandes pièces de machines ou de machines entières chargées dans des wagons autres qu'à coulisses.

Art. 2. Les localités sur lesquelles les convois de marchandises qui franchissent les frontières respectives du Zollverein et de la France pourront être dirigés sous le bénéfice de la dispense de visite stipulée par l'art. 1, seront réciproquement désignées dans le mois qui suivra la signature de la présente convention.

Chacune des Parties contractantes se réserve d'étendre

la liste de ces localités et d'en donner connaissance à l'autre.

Art. 3. Les employés d'escorte qui, à la sortie de l'un des États, seraient chargés de la surveillance du convoi, devront accompagner le train sur le territoire du pays voisin jusqu'à la première station où il y aura un bureau de douane. Ils ne pourront abandonner les convois qu'après avoir rempli les formalités prescrites dans chacun des États contractants.

Art. 4. Chaque convoi sera accompagné de feuilles de route distinctes par lieux de destination. Ces feuilles auxquelles devront être joints tous les documents et papiers nécessaires, seront préparées par les soins des administrations des chemins de fer respectifs d'après la forme prescrite dans chacun des États contractants.

Art. 5. L'administration des douanes de chacun des États contractants respectera les fermetures de l'autre lorsqu'elle se sera assurée que les conditions exigées par ses propres réglements et déterminées par la présente convention, ont été remplies; elle aura d'ailleurs, en tant qu'elle le jugera nécessaire, la faculté de compléter, s'il y a lieu, la fermeture.

Art. 6. Les wagons à coulisse et à bâches mentionnés dans l'art. 1er § 2 devront être construits de façon à pouvoir recevoir des plombs ou des cadenas, et, au passage d'un territoire sur l'autre, être fermés ou bâchés de telle sorte que la douane n'ait plus qu'à y apposer les plombs ou cadenas, après s'être assurée du bon conditionnement.

Les plombs présenteront l'indication des bureaux où ils ont été apposés.

Art. 7. L'administration des douanes de chacun des États contractants reste libre de faire escorter les convois par ses employés. Les administrations de chemins de fer respectives seront tenues de placer les employés d'escorte, soit à l'aller soit au retour, et ce gratuitement, aussi près que possible des wagons de marchandises.

II.

Convois de voyageurs.

Art. 8. La faculté accordée par l'art. 1er aux convois de marchandises de franchir la frontière pendant la nuit,

les dimanches et jours fériés, est étendue aux convois des voyageurs.

Art. 9. Au passage de la frontière les voyageurs ne pourront laisser dans les voitures que les menus objets non soumis aux droits, que l'on peut tenir à la main ou qu'il est d'usage de garder non emballés auprès de soi en voyage.

Art. 10. En principe les bagages des voyageurs seront visités au bureau frontière. Toutefois des exceptions pourront être admises dans l'intérêt des voyageurs. Celui des États contractants qui aura établi des exceptions de ce genre, en donnera immédiatement connaissance à l'autre.

Art. 11. Les bagages des voyageurs non visités au bureau frontière devront, après avoir été déclarés en douane, être accompagnés d'une feuille de route de douane, distincte par destination et indiquant le nombre des colis. Ces bagages devront être placés dans des wagons à coulisses munis de plombs ou cadenas.

Art. 12. Tous objets passibles de droits, transportés par les convois de voyageurs, restent soumis aux conditions et formalités établies pour ceux dont le transport s'effectue par les convois de marchandises. Cette disposition ne s'applique point aux bagages des voyageurs.

III.

Dispositions générales.

Art. 13. A l'arrivée des marchandises au lieu de destination elles seront déposées dans des bâtiments fournis par les administrations des chemins de fer, agréées par la douane et susceptibles d'être fermés; les marchandises y resteront sous la surveillance non interrompue des employés de douane et en seront enlevées soit pour la consommation, soit pour l'entrepôt, soit pour le transit sur une déclaration en détail à faire dans le délai voulu et après l'accomplissement des formalités prescrites.

Le déchargement de wagons s'effectuera, autant que possible, immédiatement après l'arrivée des convois.

Art. 14. Dans les stations où il n'y a pas encore de bâtiments se trouvant dans les conditions indiquées à l'article précédent, le déchargement devra, autant que possible, se faire au plus tard dans le délai de 36 heures après l'arrivée du convoi.

Art. 15. Les administrations des chemins de fer devront informer le plutôt possible et au moins huit jours à l'avance, les administrations des douanes des changements qu'elles voudront apporter dans les heures de départ, de passage aux frontières et d'arrivée des trains de jour et de nuit sous peine d'être tenues de remplir à la frontière toutes les formalités ordinaires de douane.

Art. 16. En principe la division des convois allant dans la même direction pourra, lorsqu'elle sera demandée, être accordée par les bureaux frontières respectifs jusqu'à concurrence de dix wagons. Cependant en cas de nécessité reconnue de concert entre le chef de station et l'agent supérieur de la douane locale, celui-ci est autorisé à accorder une plus grande subdivision.

Art. 17. Les facilités consacrées par l'art. 1er ne s'appliqueront en général qu'aux marchandises transportées de la frontière jusqu'au lieu de leur destination, sans changement de wagons, et sans enlèvement des plombs ou cadenas.

Exceptionnellement il sera toutefois permis dans les lieux ou dans les cas ci-après spécifiés, de transborder les marchandises sans remplir l'ensemble des formalités ordinaires de douane, savoir:

1°. au point de jonction de deux lignes de chemins de fer, lorsque la construction de ces lignes ne permet pas de faire passer les wagons de l'une sur l'autre,

2°. lorsque la longueur des distances à parcourir rendrait impraticable l'expédition des wagons qui ont franchi la frontière jusqu'au lieu de destination de leur chargement, soit à cause de la sécurité des transports ou de la solidité du matériel (wagons), soit à cause de graves complications de service entre les différentes administrations des chemins de fer qui auraient à fournir le matériel.

Quant aux localités où ces transbordements exceptionnels seront autorisés, elles seront désignées de part et d'autre dans le mois qui suivra la signature de la présente convention, chacune des Parties contractantes se réservant d'étendre le même bénéfice à d'autres localités selon les besoins sainement appréciés du service des transports internationaux.

Art. 18. Lorsque des obstacles matériels ou les lois du pays ne s'y opposeront pas, les douaniers convoyeurs seront autorisés sans frais à se placer sur le siége extérieur des wagons. Ces agents seront dans tous les cas, à l'aller comme au retour, admis gratuitement dans les voitures de 2me classe des convois de voyageurs et dans les compartiments des gardes des convois de marchandises.

Art. 19. Il est bien entendu que par la présente convention il n'est dérogé en rien aux lois des États contractants en ce qui concerne les pénalités encourues en cas de fraude ou de contravention pas plus qu'à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation, d'exportation ou de transit et qu'il reste libre aux administrations des douanes respectives, en cas de graves soupçons, de faire procéder à la vérification des marchandises et aux autres formalités dans le bureau frontière, et, s'il y a lieu, dans tout autre bureau.

Art. 20. Les administrations des douanes des États contractants se communiqueront respectivement les instructions et circulaires adressées à leurs agents concernant l'exécution des présentes dispositions.

Elles prendront de concert les mesures nécessaires pour que les heures de travail des employés des douanes soient mises, autant que possible, en rapport avec les besoins sainement appréciés du service des chemins de fer.

Art. 21. Le droit d'accéder à la présente convention est réservé aux États dont les chemins de fer sont empruntés en transit pour les échanges commerciaux du Zollverein et de la France.

Les États dont les chemins de fer aboutissent à ceux de l'un des pays contractants seront également admis à participer au bénéfice de ce régime. Les stipulations de l'une des Parties contractantes avec ces États, seront de plein droit applicables à l'autre.

Art. 22. Dans le cas où l'une des Parties contractantes voudrait faire cesser les effets de la présente convention, elle devrait en prévenir l'autre au moins six mois à l'avance.

La présente convention, qui entrera en vigueur au

mois après l'échange de ses ratifications, a été dressée en double exemplaire à Berlin le 2 août 1862 et les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée après lecture faite.

Bernstorff. *La Tour d'Auvergne.*
Pommer-Esche. *de Clercq.*
Philipsborn.
Delbrück.

42.

Protocole final faisant suite aux Traités de commerce et de navigation et à la Convention sur le service international des chemins de fer) conclus, le 2 août 1862, entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la France d'autre part; signé à Berlin, le 2 août 1862.**)*

Texte français.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce, du traité de navigation et de la convention sur le service international des chemins de fer, conclus à la date de ce jour entre le Zollverein et la France, les Plénipotentiaires soussignés de Sa Majesté le Roi de Prusse et de Sa Majesté l'Empereur des Français ont énoncé les réserves et déclarations suivantes:

I. En ce qui concerne le traité de commerce.

A. Les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur des Français ont déclaré, que leur gouvernement avait l'intention de ne maintenir la formalité générale des certificats d'origine que jusqu'au complet achèvement de négociations encore pendantes avec d'autres États; mais que pour faciliter les relations commerciales entre la France et le Zollverein, il se proposait dès la mise en vigueur du traité, de supprimer l'obligation des justifications d'origine pour les produits ci-après énumérés, savoir:

---

*) Voir les Nos. 39, 40, 41.
**) En allemand et en français.

Fer et fonte.
Cuivre, pur ou allié, laminé ou battu, en barres ou en planches.
Zinc, laminé.
Plomb, laminé;
allié d'antimoine en masse.
Étain, allié d'antimoine en lingots;
pur ou allié, battu ou laminé.
Mercure natif.
Antimoine sulfuré fondu;
métallique ou régule.
Nickel.
Ouvrages en fonte, fer ou acier.
Coutellerie de toute espèce.
Instruments de chirurgie, d'optique et de chimie.
Outils en fer, rechargés d'acier.
Objets en fonte et fer, non polis et polis.
Toiles métalliques en fer, acier, cuivre ou laiton.
Cylindres pour impression.
Chaudronnerie.
Ouvrages en cuivre pur ou allié.
Ouvrages en plomb.
Caractères d'imprimerie neufs, clichés et planches gravées pour impression.
Ouvrages en étain, nickel, plaqué ou métaux dorés ou argentés.
Montres.
Machines et mécaniques: Appareils complets ou pièces détachées.
Carrosserie.
Peaux préparées.
Futailles vides.
Pelles, fourches etc. en bois.
Avirons.
Plats, cuillers etc. en bois.
Pièces de charpente.
Pièces de charronnage.
Autres ouvrages en bois.
Meubles.
Articles d'emballage ayant déjà servi.
Fils de lin ou de chanvre.
Dentelles de lin.
Jute peigné.
Fils de jute.
Tissus de phormium tenax etc.
Coton en feuilles cardées ou gommées.
Fils de coton.
Dentelles et blondes de coton.
Fils de laine, sauf les fils de laine retors pour tapisserie.
Feutres.
Fils d'alpaca et de vigogne, de poil de chèvre et d'autres poils.
Poils de chèvre, peignés.

Soies grèges et moulinées;
teintes.
Bourre de soie en masse, teinte;
peignée.
Produits chimiques, sauf:
acide sulfurique, acide citrique, jus de citron, sulfure d'arsenic, salin de betteraves, carbonate, nitrate et tartrate de potasse, nitrate de soude, sucre de lait, dérivés de l'essence de houille, oxyde de plomb, acide oléique, savons de parfumerie et sulfure de mercure.
Bouteilles.
Verres à vitres.
de montre et d'optique.
Émaux.
Poterie grossière de terre et grès commun.
Faïence commune.
Fleurs artificielles.
Objets de mode.
Instruments de musique.
Caoutchouc et gutta-percha ouvré.
Cire à cacheter.
Cirage.
Encre à écrire, à dessiner ou imprimer.
Poisson d'eau douce, préparé et poisson de mer frais.
Épices préparées.
Ardoises.
Plantes alcalines.
Écaussines.
Parfumeries.
Chicorée brulée ou moulue.
Chandelles.
Colle de poisson.
Papier.
Cartons.
Parasols et parapluies.
Amidon.

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Prusse ont, de leur côté, déclaré que le Zollverein n'avait point l'intention de faire dépendre de la production de certificats d'origine, l'application aux marchandises venant de France, des droits fixés par le tarif B.; mais que, provisoirement, il serait nécessaire de subordonner pour les articles suivants:

fer et fonte,
ouvrages en fonte, fer et acier,
horlogerie et fournitures d'horlogerie,
peaux préparées,
fils et tissus, de lin, chanvre, coton et laine,
tissus de soie,
verrerie et cristallerie,
faïence, grès fins et porcelaines,

l'application des droits convenus à la production d'un certificat

émané du bureau de douane français compétent et attestant que lesdits articles ne proviennent pas du transit.

B. Relativement au régime de douane applicable en France aux houilles et cokes importés par les départements des Ardennes et de la Moselle, les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur des Français ont déclaré que le droit de 1 fr. 20 cts. par tonne, décimes compris, auquel ces deux produits sont aujourd'hui assujettis, ne sera pas augmenté pendant la durée du traité.

En ce qui concerne le régime des vins étrangers importés en France, les mêmes Plénipotentiaires ont déclaré qu'il n'entrait pas dans les vues de leur gouvernement de modifier pour cet article le statuquo, c'est-à-dire la taxe de 25 centimes par hectolitre, décimes non compris.

De leur côté les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Prusse ont déclaré qu'il n'entrait pas dans les intentions des États du Zollverein de modifier pendant la durée du traité les tares déterminées par le tarif actuel du Zollverein pour les vins et eaux-de-vie d'origine française.

C. Pour jouir de l'immunité des droits de patente, stipulée par l'art. 26 du traité, les voyageurs de commerce français devront être munis d'un certificat de patente conforme au modèle I. ci-joint, et les voyageurs de commerce du Zollverein d'un acte de légitimation qui sera délivré conformément aux modèles ci-joints sous la lettre A. pour les fabricants ou marchands, et sous la lettre B. pour les commis-voyageurs.

Ces documents seront valables pour le cours de l'année pour laquelle ils ont été expédiés. Ils présenteront le signalement et la signature du porteur et seront revêtus du sceau ou cachet de l'autorité compétente qui les a délivrés.

Sur l'exhibition de ces documents les voyageurs de commerce respectifs, après que leur identité aura été reconnue, obtiendront de l'autorité compétente de l'autre État, savoir: dans les États du Zollverein une patente modèle C., en France une patente modèle II. Les voyageurs de commerce français seront tenus de se munir de la patente modèle C. dans chacun des États du Zollverein qu'ils parcourront pour leurs affaires, sans être, de ce chef, assujettis à aucune formalité ou taxe autre que celles qui sont imposées aux sujets des États du Zollverein voyageant pour leur commerce dans les divers États du Zollverein.

D. Pour assurer l'exécution de l'art. 27 du traité qui autorise l'admission réciproque en franchise des échantillons importés par des voyageurs de commerce de France dans le Zollverein ou du Zollverein en France, il a été convenu ce qui suit:

1°. Chacun des États contractants désignera sur son territoire les bureaux ouverts à l'importation ou à la réexportation des échantillons précités. La réexportation pourra également avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation.

2°. A l'importation, on devra fixer le montant des droits à acquitter pour ces échantillons, montant qui devra ou être déposé en espèces ou dûment cautionné.

3°. Afin de bien constater leur identité, les échantillons seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres, de plombs ou de cachets, le tout sans frais.

4°. Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons et dont les États contractants auront à déterminer la forme, devra contenir:

a) l'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité;
b) l'indication du droit qui frappe les échantillons ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné;
c) l'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués;
d) la fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réclamé à la personne garante, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou leur réintégration en entrepôt ne soit fournie. Ce délai ne devra pas depasser une année.

5°. Lorsque avant l'expiration du délai fixé (4. d.) les échantillons seront présentés à un bureau ouvert à cet effet, pour être réexportés ou réintégrés en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard le bureau constatera la réexportation ou la réintégration en entrepôt et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

E. Afin de mieux préciser la portée pratique de certaines parties des tarifs annexés sub lit. A. et B. au traité, il a été convenu et entendu:

1°. que la passementerie et les lacets de soie, de bourre de soie, de soie et bourre de soie, et de soie ou bourre de soie mélangés, la soie ou la bourre dominant en poids, originaires du Zollverein, seront à leur importation en France traités dans ce pays comme les tissus composés des mêmes matières;

2°. que les nouvelles tarifications adoptées pour les métaux et ouvrages en métaux d'origine française importés dans le Zollverein ne dérogent en rien aux stipulations arrêtées entre les États du Zollverein pour l'admission en franchise des métaux et ouvrages en métaux destinés aux constructions et armements maritimes;

3°. que, suivant le principe établi pour les gants de peau, les gants de laine, originaires de France, cousus avec de la soie ou munis de bandes de caoutchouc, seront traités dans le Zollverein comme les gants de laine pure;

4°. que le droit fixé pour les houilles, cokes et briquettes d'origine française ne déroge pas au droit réduit existant aujourd'hui sur la frontière badoise.

II. En ce qui concerne le traité de navigation.

Pour faciliter l'application de l'art. 8 de ce traité et pour prévenir toute difficulté en douane dans la perception des droits qui grèvent la coque des bâtiments respectifs en raison de la capacité de ceux-ci, il est convenu, qu'au moment de l'échange

des ratifications ou plutôt si faire se peut, on établira de commun accord une base fixe pour la conversion du tonneau de jauge français en lasts de jauge prussien, hanovrien et oldenbourgeois, et que cette base ainsi arrêtée servira réciproquement de règle pour les droits de navigation à prélever dans les ports respectifs.

III. En ce qui concerne la convention sur le service international des chemins de fer.

Le délai de huit jours imposé par l'art. 15 de cette convention aux compagnies de chemins de fer pour prévenir les administrations des douanes respectives des changements qu'elles voudraient apporter dans les heures de départ, de passage et d'arrivée des trains, ne s'appliquera pas aux convois supplémentaires de marchandises que, par force majeure et dans des cas exceptionnels, ces compagnies seraient amenées à organiser.

Le bénéfice de la convention demeurera acquis à ces convois extra-réglementaires lorsque leur passage aura été notifié au moins douze heures à l'avance aux bureaux frontières respectifs.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole en double expédition et y ont apposé leur signature après lecture faite, à Berlin le 2 du mois d'août 1862.

Bernstorff. *La Tour d'Auvergne.*
Pommer-Esche. *de Clercq.*
Philipsborn.
Delbrück.

43.

Convention entre la Prusse et la France pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; signée à Berlin, le 2 août 1862.)*

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur des Français, également animés du désir d'adopter, d'un

*) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées à Berlin. Ont accédé à cette Convention: l'Électorat de Hesse, les Grands-Duchés de Saxe-Weimar et d'Oldenbourg, les Duchés d'Anhalt, de Brunswick, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen, les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt, de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, branche aînée, de Reuss, branche cadette, de Waldeck, de Schaumbourg-Lippe et de Lippe, et le Landgraviat de Hesse-Hombourg. La Convention a été remise en vigueur par le Traité de paix de Francfort.

commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

M. Albert Comte de Bernstorff-Stintenburg, Son Ministre d'État et des Affaires étrangères, Grand Croix de Ses Ordres de l'Aigle Rouge et de la Maison Royale de Hohenzollern etc. etc. etc.,

M. Jean Frédéric de Pommer-Esche, Son directeur général des contributions et des douanes, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe avec plaque etc. etc. etc.,

M. Alexandre Maximilien Philipsborn, Son Conseiller intime actuel de Légation, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe etc. etc. etc.,

et

M. Martin Frédéric Rodolphe Delbrück, Son directeur au Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Travaux publics, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe etc. etc. etc.;

et

Sa Majesté l'Empereur des Français:

M. Henri Godefroy Bernard Alphonse Prince de la Tour d'Auvergne, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi Prusse, Grand-Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, Chevalier de première classe de l'Ordre Royal de l'Aigle Rouge de Prusse etc. etc. etc.,

et

M. Alexandre Johann Henri de Clercq, Ministre Plénipotentiaire, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur etc. etc. etc.,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de soulpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique,

jouiront dans chacun des deux États réciproquement des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrage publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leur droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication dans chacun des deux pays d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages, ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées des notes explicatives, ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'art. 1er est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi, pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies, ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement effectuée de la manière suivante:

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Prusse, il devra être enregistré à Paris, au ministère de l'Intérieur.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, il devra être enregistré à Berlin, au ministère des Cultes.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit aux susdits ministères, soit aux légations dans les deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente con-

vention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur, pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'art. 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement: ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'art. 1er s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux Etats, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront à ce titre de la protection stipulée par l'art. 1er, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du

même ouvrage non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes:

1°. L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'art. 3.

2°. L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3°. Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.

4°. La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être elle-même enregistrée conformément aux dispositions de l'art. 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé, chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux art. 4 et 6, devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'art. 1er aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux, ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres,

sculpteurs, graveurs, lithographes etc. jouiront réciproquement et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Non-obstant les stipulations des art. 1er et 5 de la présente convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés, définis par les art. 1er, 4, 5 et 6 sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'art. 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives de la même manière, que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Les deux gouvernements prendront par voie de réglements d'administration publique les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets

respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces réglements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin, chez les éditeurs ou imprimeurs prussiens ou français, et constituant une reproduction non autorisée de modèles prussiens ou français.

Toutefois ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte ainsi que les pierres lithographiques ne pourront être utilisés que pendant quatre ans à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente convention les objets suivants, savoir:

livres en toutes langues,
estampes,
gravures,
lithographies et photographies,
cartes géographiques ou marines,
musique,
planches gravées en cuivre, acier ou bois et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'imprimerie sur papier,
tableaux et dessins,

seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite, venant de Prusse, seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir:

1°. les livres en langue française par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, St. Jean de Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, St. Nazaire, le Hâvre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia;

2°. les livres en toute autre langue que française par les mêmes bureaux et en outre par les bureaux de Sarreguemines, St. Louis, Verrières de Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes,

St. Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio,

sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

En Prusse les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douane.

Art. 15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies, importés de l'autre pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés dans l'un ou l'autre pays postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être de contrefaçons.

Art. 17. Le droit d'accession à la présente convention est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la France.

Art. 18. La présente convention sera mise en vigueur deux mois après l'échange de ses ratifications.

Elle aura la même durée que les traités de commerce et de navigation conclus à la date de ce jour entre les États du Zollverein et la France.

Art. 19. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin en même temps que celles des traités précités.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 2 août 1862.

Bernstorff. *La Tour d'Auvergne.*
Pommer-Esche. *de Clercq.*
Philipsborn.
Delbrück.

44.

Protocole faisant suite aux Traités de commerce et de navigation) conclus, le 2 août 1862, entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la France d'autre part, ainsi qu'à la Convention littéraire du même jour entre la Prusse et la France**); signé à Berlin, le 14 décembre 1864.***)*

Texte français.

Les Plénipotentiaires soussignés, savoir:
du côté de Sa Majesté le Roi de Prusse:

M. de Bismarck-Schœnhausen, Président du conseil et Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Prusse etc.,

M. de Pommer-Esche, Directeur général des contributions et des douanes,

M. Philipsborn, Directeur au ministère des affaires étrangères,

et

M. Delbrück, Directeur au ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics;

du côté de Sa Majesté l'Empereur des Français:

M. Benedetti, Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur des Français près Sa Majesté le Roi de Prusse etc.,

et

M. de Clercq, Ministre Plénipotentiaire etc.,

se sont réunis aujourd'hui au Ministère des Affaires Étrangères à Berlin

---

*) Voir les Nos. 39 et 40.
**) Voir le No. 43.
***) En allemand et en français.

1°. pour fixer d'un commun accord le sens précis de certaines clauses des traités de commerce et de navigation ainsi que de la convention littéraire signés à Berlin, le 2 août 1862,

2°. pour compléter ou modifier quelques-unes des dispositions des tarifs annexés sub lit. A. et B. au traité de commerce susmentionné.

Après avoir discuté les questions soulevées de part et d'autre sous ce double rapport, et être convenus de reprendre ci-dessous les §§ 1 à 4 du protocole de signature dressé le 2 août 1862, les Plénipotentiaires soussignés ont, au nom de leurs gouvernements respectifs, décidé et arrêté ce qui suit:

A. Relativement au traité de commerce.

1°. Les mots »charges directes et indirectes« employés dans le 2d alinéa de l'art. 6, seront compris et entendus dans le sens de la stipulation analogue du 1er alinéa de l'art. 4 du traité de commerce conclu le 17 janvier 1863 entre la France et l'Italie.

2°. En cas d'établissement ou d'exhaussement d'un droit de consommation avec drawback, on appliquera de part et d'autre le 3me alinéa de l'art. 6; on appliquera au contraire l'art. 7 toutes les fois que le droit de consommation ne sera pas remboursé à la sortie.

3°. Les droits d'accise et de consommation mentionnés dans le 1er alinéa de l'art. 8 comprennent les droits d'octroi à l'entrée des villes.

4°. Les stipulations du 2d alinéa de l'art. 11 ne s'appliquent pas aux produits du sol ou des manufactures du Zollverein.

5°. Les importateurs seront de part et d'autre dispensés de l'obligation de produire la facture des fabricants ou vendeurs à l'appui de leurs déclarations sur la valeur des marchandises présentées en douane.

6°. Les réserves mentionnées dans le dernier alinéa de l'art. 25 en ce qui concerne les lois, ordonnances et réglements, embrassent les lois en vigueur dans chaque État particulier du Zollverein sur les conditions à remplir pour l'établissement des étrangers en général, de sorte que si dans l'un de ces États l'admission d'un étranger à l'exercice d'une industrie était subordonnée à la condition de naturalisation, la France, aussi longtemps que cette obligation légale continuera à subsister pour tous les autres États étrangers en général, ne pourrait point invoquer l'art. 25 pour en exempter ses nationaux.

7°. La clause de l'art. 31 sur les prohibitions à la sortie ne déroge point aux obligations que les actes de la confédération germanique imposent aux États Allemands qui composent le Zollverein.

8°. Afin de permettre au commerce et à la navigation de mieux combiner leurs opérations en vue des changements que consacrent à leur profit les traités conclus à Berlin le 2 août 1862, les Plénipotentiaires soussignés sont encore convenus,

a. que les ratifications de ces mêmes traités seront échangées à Berlin dans le plus bref délai possible;

b. qu'au lieu du terme de deux mois après l'échange des ratifications, assigné par l'art. 33 pour la mise à exécution des susdits traités, on adoptera de part et d'autre la date fixe du 1er juillet 1865 pour la mise en vigueur simultanée des arrangements précités.

B. Relativement au tarif à l'importation en France des produits du Zollverein.

1°. Pendant toute la durée des traités du 2 août 1862 le bois à brûler et le charbon végétal conserveront à l'importation en France, le bénéfice de l'exemption complète de taxe dont ils jouissent aujourd'hui.

2°. Les bois à construire, autres que de chêne ou de noyer, sciés en planches ayant 80 millimètres et moins d'épaisseur, importés du Zollverein en France, soit sous pavillon national ou assimilé, soit par terre, seront admis en franchise de tous droits.

3°. Pendant toute la durée des traités du 2 août 1862 les importateurs auront et conserveront le droit de choisir entre la taxe à la valeur fixée par les tarifs conventionnels et le droit spécifique consacré par le tarif général actuellement en vigueur.

4°. Les objets en métaux communs, classés aujourd'hui par le tarif général sous la rubrique »bimbeloterie«, suivront le régime conventionnel afférant aux objets analogues compris par le tarif général sous la rubrique »mercerie«.

5°. De part et d'autre on soumettra au régime des toiles cirées toutes les toiles rendues imperméables à l'aide d'un enduit, sans distinction de tissu ou d'enduit, à l'exception du caoutchouc.

6°. La bière importée du Zollverein payera, en sus du droit de consommation, 2 francs par hectolitre.

7°. Les toiles d'emballage ou tissus grossiers de lin ou de chanvre écrus, présentant en chaîne au plus 5 fils par 5 millimètres, payeront à l'entrée en France un droit de 5 francs par 100 kilogrammes.

C. Relativement au tarif à l'importation dans le Zollverein des produits Français.

1°. Au lieu de la taxe spécifique, consacrée par le tarif B., les wagons pour chemins de fer seront assujetis à leur entrée dans le Zollverein à un droit de 10 p. c. ad valorem, lequel droit sera appliqué et perçu d'après les principes et les règles établis dans les articles 14 à 18 du traité de commerce du 2 août 1862, mais sous les modifications suivantes:

Lorsque les experts, dans les cas prévus par l'art. 18, ne s'entendront pas sur le choix d'un tiers arbitre, celui-ci sera nommé par le président du tribunal de commerce du ressort ou, à son défaut, par le président du tribunal civil de première instance.

2°. Le droit de 3 gros ¼ par 144 pouces carrés pour les glaces polies, étamées ou non, mesurant plus de 288 pouces

carrés de Prusse, fixé par le tarif B. sera remplacé par une taxe de 4 thalers par quintal de douane.

3°. La bière française en fûts ou en bouteilles sera taxée à l'entrée du Zollverein à 20 gros par quintal de douane, tous droits de consommation compris.

4°. Le prussiate de potasse jaune sera soumis à l'entrée du Zollverein à un droit d'un thaler par quintal de douane.

5°. L'aluminium en barres, l'oxyde de Zinc gris et tous oxydes de métaux, non dénommés dans le tarif B., importés de France dans le Zollverein, seront admis en franchise de tous droits.

6°. Les confitures, bonbons et gâteaux, ainsi que les fruits, épices et autres comestibles confits au sucre, au vinaigre, à l'huile ou autrement, payeront à leur importation de France un droit de 7 thalers par quintal de douane.

7°. Les ouvrages fins en cire, les perles de cire et les cheveux ouvrés seront soumis lors de leur importation de France à un droit de 25 thalers par quintal de douane, réductible à 15 thalers en 1866.

D. Relativement au traité de navigation.

1°. Si l'un des États du Zollverein venait à affranchir son pavillon et le pavillon Français des taxes de navigation perçues dans ses ports. les navires de cet État seront également affranchis dans les ports de France de la taxe de compensation de 1 fr. par tonneau.

Ne seront pas compris parmi ces taxes de navigation les droits ou charges grevant soit la coque soit la cargaison qui représentent des services rendus, tels que pilotage, quaiage, grues etc.

2°. On adoptera de part et d'autre comme base fixe pour la perception des droits de navigation et de la taxe de compensation, le rapport suivant entre le last Prussien et le tonneau Français, savoir:

1 last = $1_{{,}50}$ tonneau,
1 tonneau = $0_{{,}60}$ last.

3°. Tant que la législation actuelle du Hanovre et de l'Oldenbourg sur les naufrages restera en vigueur, l'autorité locale compétente continuera dans ces deux pays d'administrer, avec le concours des consuls ou agents consulaires de France, le sauvetage des navires français naufragés ou échoués.

E. Relativement à la convention littéraire.

1°. D'après le principe général consacré par les art. 3 et 6 les auteurs et éditeurs de l'un des deux pays, ou leurs ayants droits seront absolument et réciproquement dispensés de l'obligation de faire dans l'autre pays le dépôt légal d'un ou de plusieurs exemplaires des œuvres publiées par eux.

2°. Les auteurs ou éditeurs de livres composés de plusieurs volumes, publiés par parties ou livraisons, seront tenus de re-

produire, dans la première livraison de chaque volume, la déclaration qu'ils entendent se réserver leur droit de traduction.

3°. Les ouvrages auxquels s'applique l'art. 7 seront librement admis dans les deux pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

Le présent Protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur les trois traités auxquels il se rapporte, a été dressé en double expédition à Berlin le 14 décembre 1864.

Bismarck-Schœnhausen. *Benedetti.*
Pommer-Esche. *de Clercq.*
Philipsborn.
Delbrück.

45.

Traité de commerce entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la Belgique d'autre part; signé à Berlin, le 22 mai 1865.)*

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Prusse agissant tant en Son nom et pour les autres Pays et parties de Pays souverains compris dans Son système de douanes et d'impôts, savoir: Le Grand-Duché de Luxembourg, les enclaves du Grand-Duché de Meklenbourg, Rossow, Netzeband et Schœnberg, la Principauté de Birkenfeld du Grand-Duché d'Oldenbourg, le Duché d'Anhalt, les Principautés de Waldeck et de Pyrmont, la Principauté de Lippe et le Grand-Bailliage de Meisenheim du Landgraviat de Hesse, qu'au nom des autres Membres de l'Association de douanes et de commerce Allemande (Zollverein), savoir: la Couronne de Bavière, la Couronne de Saxe, la Couronne de

*) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 29 juin 1865.

Hanovre, tant pour Elle, que pour la Principauté de Schaumbourg-Lippe, et la Couronne de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Électorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse tant pour Lui que pour le Bailliage de Hombourg du Landgraviat de Hesse, les États formant l'association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir: le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Coburg et Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée, et de Reuss, ligne cadette, le Duché de Brunswick, le Duché d'Oldenbourg, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort d'une part,

et

Sa Majesté le Roi des Belges d'autre part,

voulant régler d'une manière définitive et complète les relations commerciales entre les États du Zollverein et la Belgique, ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

M. Otto Édouard Léopold de Bismarck-Schœnhausen, Son Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères,

M. Jean Frédéric de Pommer-Esche, Son Conseiller intime actuel,

M. Alexandre Maximilien Philipsborn, Son directeur au Ministère des affaires étrangères,

et

M. Martin Frédéric Rodolphe Delbrück, Son directeur au Ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics;

et

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Baron Jean Baptiste Nothomb, Son Ministre d'État, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les sujets des États du Zollverein en Belgique et les Belges dans les États du Zollverein, soit qu'ils s'y établissent soit qu'ils y résident temporairement,

y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et des industries, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les sujets de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

Art. 2. Les produits du sol et de l'industrie de la Belgique qui seront importés dans le Zollverein, et les produits du sol et de l'industrie des États du Zollverein qui seront importés en Belgique, destinés, soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis au même traitement et nommément ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

Si les sels marins français raffinés en Belgique venaient à obtenir une réduction de plus de 7 pour cent sur le droit d'accise, il est convenu que le sel du Zollverein raffiné en Belgique jouira, à l'instant même, d'une réduction de l'accise qui ne pourra être inférieure à plus de 7 pour cent à la réfaction accordée aux sels marins français.

Art. 3. A l'exportation vers la Belgique il ne sera perçu dans le Zollverein et à l'exportation vers le Zollverein il ne sera perçu en Belgique d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Art. 4. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer, les armes de guerre et le sel.

Art. 5. Toute faveur, toute immunité, toute réduction du tarif des droits d'entrée et de sortie que l'une des Hautes Parties contractantes accordera à une tierce Puissance, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

De plus aucune des Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation ou d'exportation qui ne serait pas appliquée en même temps à toutes les autres nations.

La disposition qui précède sur les prohibitions à la sortie ne déroge point aux obligations que les actes de la Confédération germanique imposent aux États alle-

mands qui composent le Zollverein. S'il. intervenait de ce chef des prohibitions, le Gouvernement belge pourrait prohiber la sortie des mêmes objets.

Art. 6. La Belgique accède à la convention conclue le 2 août 1862 entre le Zollverein et la France relativement au service international des chemins de fer dans ses rapports avec la douane.

Si l'une des Parties contractantes convenait avec un tiers État de facilités plus grandes que celles qui sont stipulées dans cet arrangement, ces facilités s'appliqueraient moyennant réciprocité aux relations avec l'autre Partie.

Art. 7. A l'entrée en Belgique, l'importateur aura la faculté de payer, au lieu des droits ad valorem,

1°. pour les tissus de laine pure ou mélangée de fabrication du Zollverein autres que les châles et écharpes de cachemire des Indes, le droit de frs. 260 par 100 kilogrammes;

2°. pour les tissus de soie et coton, coton dominant, de même fabrication, le droit de frs. 300 par 100 kilogrammes.

L'importateur devra faire connaître son option pour les droits spécifiques au moment même de la déclaration en douane.

Les marchandises énumérées ci-après, originaires du Zollverein, seront tarifées comme il suit à leur entrée en Belgique, savoir:

	1865.	1 Juillet 1866.
Charbons de terre par 1000 kilo	0,50 frs.	libres.
Fer et acier ouvrés par 100 kilo	5,00 „	4,00 frs.
Huiles de graines	libres.	
Or et argent battus	libres.	
Papiers autres que papiers à meubler par 100 kilo . .	4 frs.	
Produits chimiques non dénommés	libres.	
Bonneterie, passementerie et rubanerie de coton et de lin par 100 frs.	10 frs.	

Art. 8. A l'entrée dans le Zollverein, les objets d'origine belge ci-après énumérés seront admis, comme il suit, savoir:

Houilles, cokes et briquettes de charbon	libres.
Allumettes chimiques	libres.
Farine, grains perlés et mondés, orge mondé, gruaux, drèche	libres.
Fil de lin ou de chanvre, simple écru, filé à la main	libre.
Verre blanc pressé, poli, dépoli, taillé, moulé par quintal	2 Thlr. 20 Sgr.
Verre de couleur, peint ou doré, sans distinction de forme; ouvrages en verre en combinaison avec d'autres matières (à l'exception de métaux précieux, de métaux finement dorés ou argentés, d'écaille, de perles fines, de corail ou pierres fines) par quintal	4 „ — „
Peaux de Bruxelles et de Danemarc apprêtées pour la ganterie, cordouan, maroquin et toutes espèces de peaux teintes et vernies par quintal	6 „ 20 „

Art. 9. Le présent traité entrera en vigueur au premier juillet 1865 et le restera jusqu'au 30 juin 1875.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 22 mai 1865.

Bismarck-Schoenhausen. *Nothomb.*
Pommer-Esche.
Philipsborn.
Delbrück.

46.

Traité de commerce entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la Grande-Bretagne d'autre part; signé à Berlin, le 30 mai 1865.)*

Texte anglais.

His Majesty The King of Prussia, in His own Name, and representing the sovereign States and territories united to the Prussian system of Customs and Contributions, that is to say: the Grand-Duchy of Luxemburg, the enclaves of the Grand-Duchy of Mecklenburg-Schwerin, Rossow, Netzeband and Schœnberg, the Principality of Birkenfeld belonging to the Grand-Duchy of Oldenburg, the Duchy of Anhalt, the Principalities of Waldeck and Pyrmont, the Principality of Lippe and the Grand-Bailiwick of Meisenheim belonging to the Landgraviate of Hesse, as well as in the name of the other Members of the German Association of Customs and Commerce, that is to say: the Crown of Bavaria, the Crown of Saxony, the Crown of Hanover, as well for itself as for the Principality of Schaumburg-Lippe, and the Crown of Wurtemberg, the Grand-Duchy of Baden, the Electorate of Hesse, the Grand-Duchy of Hesse, as well for itself as for the Bailiwick of Homburg belonging to the Landgraviate of Hesse, the States forming the Customs- and Commercial-Union of Thuringia, viz.: the Grand-Duchy of Saxony, the Duchies of Saxe-Meiningen, of Saxe-Altenburg, of Saxe-Coburg-Gotha, the Principalities of Schwarzburg-Rudolstadt and of Schwarzburg-Sondershausen, of the elder branch of Reuss and of the younger branch of Reuss, the Duchy of Brunswick, the Duchy of Oldenburg, the Duchy of Nassau and the Free-Town of Frankfort, on the one part,

and

Her Majesty The Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, on the other part,

being equally animated by the desire of regulating

---

*) En allemand et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 30 juin 1865.

and extending the commercial relations between the Zollverein and the United Kingdom of Great Britain and Ireland and its Dependencies, have resolved to conclude a Treaty for that purpose, and have named as Their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty The King of Prussia:

M. Otto Eduard Leopold von Bismarck-Schœnhausen, President of His Ministry of State and Minister of foreign affairs,

M. Johann Friedrich von Pommer-Esche, His actual Privy Councillor,

M. Alexander Maximilian Philipsborn, Director in His Ministry of foreign affairs,

and

M. Martin Friedrich Rudolph Delbrück, Director in His Ministry for commerce, trade, and public works;

and

Her Majesty The Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland:

The Right Honorable Francis Baron Napier of Merchiston, a Peer of Scotland, a baronet of Nova Scotia, a Member of Her Britannic Majesty's Privy Council, Her Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty The King of Prussia etc.,

and

John Ward Esquire, Her Majesty's Chargé d'affaires and Consul-general to the Hanse-Towns and Consul-general in Hanover, Oldenburg etc.

who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. 1. The subjects of the States of the Zollverein who dwell either temporarily or permanently in the dominions or possessions of Her Britannic Majesty, and the subjects of Her Britannic Majesty who dwell either temporarily or permanently in the States of the Zollverein, shall enjoy therein, in respect to the exercise of commerce and trades, the same rights as, and be subjected to no higher or other taxes than, the subjects of any third country the most favoured in those respects.

Art. 2. The produce and manufactures of the dominions and possessions of Her Britannic Majesty which may be imported into the Zollverein, and the produce and manufactures of the States of the Zollverein which may be imported into the United Kingdom of Great Britain and Ireland, whether intended for consumption, warehousing, re-exportation, or transit, shall therein be treated in the same manner as, and in particular shall be subject to no higher or other duties than, the produce and manufactures of any third country the most favoured in those respects.

Art. 3. No other or higher duties shall be levied in the Zollverein on the exportation of any goods to the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, nor in the dominions and possessions of Her Britannic Majesty on the exportation of any goods to the Zollverein, than are or may be levied on the exportation of the like goods to any third country the most favoured in that respect.

Art. 4. The transit of goods to and from the United Kingdom of Great Britain and Ireland shall be free from all transit-duties in the Zollverein, and the transit of goods to and from the Zollverein shall be free from all transit-duties in the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

Art. 5. Any favour, privilege, or reduction, in the Tariff of duties of importation or exportation, which either of the Contracting Parties may concede to any third Power, shall be extended immediately and unconditionally to the other.

No prohibition of importation or exportation shall be established by either of them against the other, which shall not at the same time be applicable to all other Nations.

The Contracting Parties engage not to prohibit the exportation of coal, and to levy no duty upon such exportation.

The preceding provisions respecting the prohibition of exportation shall not invalidate the obligations which the constitution of the Germanic Confederation imposes on the German States which compose the Zollverein.

Art. 6. With regard to the marks or labels of goods, or of their packages, and also with regard to patterns and marks of manufacture and trade, the subjects of

the States of the Zollverein shall enjoy in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the subjects of Her Britannic Majesty shall enjoy in the States of the Zollverein, the same protection as native subjects.

Art. 7. The stipulations of the preceding Art. 1 to 6 shall also be applied to the Colonies and Foreign Possessions of Her Britannic Majesty. In those Colonies and Possessions the produce of the States of the Zollverein shall not be subject to any higher or other importduties, than the produce of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of any other country, of the like kind; nor shall the exportation from those Colonies or Possessions to the Zollverein be subject to any higher or other duties, than the exportation to the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

Art. 8. The present Treaty shall come into force on the 1st of July 1865, and shall remain in force until the 30th of June 1877. In case neither of the Contracting Parties shall, twelve months before the last-mentioned day, have given notice to the other of the intention to terminate the operation of the Treaty, then the same shall continue in force until the expiration of one year from the day upon which either of the Contracting Parties shall have given notice to the other to terminate the same.

Art. 9. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Berlin in three weeks, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Berlin the thirtieth day of May in the year of Our Lord one thousand eight hundred and sixty five.

Bismarck-Schoenhausen. *Napier.*
Pommer-Esche. *John Ward.*
Philipsborn.
Delbrück.

47.

Déclaration concernant l'accession des Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz, du Duché de Lauenbourg et de la Ville libre hanséatique de Lubeck au Traité de commerce conclu, le 30 mai 1865, entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et la Grande-Bretagne d'autre part); signée à Berlin, le 9 janvier 1869.**)*

Texte anglais.

The Presidency of the German Customs and commercial Union having informed the Government of Her Britannic Majesty that the Grand-Duchies of Meklenburg-Schwerin and Meklenburg-Strelitz, the Duchy of Lauenburg and the Free and Hanseatic City of Lübeck have acceded to the German Customs and commercial Union, and have notified their wish to become Parties to the arrangements established by the Treaty of Commerce of May 30th 1865 between the Zollverein and Great Britain, and the Government of Her Britannic Majesty having notified their assent to this wish, the Undersigned, being duly authorized to that effect, have accordingly agreed that the stipulations of the Treaty of Commerce of May 30th 1865 between the Zollverein and Great Britain shall also be applicable henceforth to the Grand-Duchies of Meklenburg-Schwerin and Meklenburg-Strelitz, the Duchy of Lauenburg and to the Free and Hanseatic City of Lübeck.

In Witness thereof the Undersigned have signed the present Declaration and have affixed thereto the seal of their Arms.

Done at Berlin, the 9th January 1869.

Delbrück.
Augustus Loftus.

---

*) Voir le No. 46.
**) En allemand et en anglais.

48.

Traité de commerce entre la Prusse et les autres États du Zollverein allemand d'une part et l'Italie d'autre part; signé à Berlin, le 31 décembre 1865.)*

Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté le Roi de Bavière, Sa Majesté le Roi de Saxe et son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade agissant tant en Leur nom et respectivement pour les autres Pays et parties de Pays souverains compris dans le système de douanes et d'impôts de Prusse, savoir: le Grand-Duché de Luxembourg, les enclaves du Grand-Duché de Meklenbourg, Rossow, Netzeband et Schœnberg, la Principauté de Birkenfeld du Grand-Duché d'Oldenbourg, le Duché d'Anhalt, les Principautés de Waldeck et de Pyrmont, la Principauté de Lippe et le Grand-Bailliage de Meisenheim du Landgraviat de Hesse, qu'au nom des autres Membres de l'association de douanes et de commerce Allemande (Zollverein), savoir: la Couronne de Hanovre tant pour Elle que pour la Principauté de Schaumbourg-Lippe, et la Couronne de Wurtemberg, l'Électorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse tant pour Lui que pour le Bailliage de Hombourg du Landgraviat de Hesse, les États formant l'association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir: le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Coburg et Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Roudolstadt et de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée, et de Reuss, ligne cadette, le Duché de Brunswick, le Duché d'Oldenbourg, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort, d'une part

et

Sa Majesté le Roi d'Italie d'autre part,

voulant régler les relations commerciales entre les États du Zollverein et l'Italie, ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 12 mars 1866.

Sa Majesté le Roi de Prusse:

M. Otto Édouard Léopold Comte de Bismarck-Schoenhausen, Son Président du conseil et Ministre des affaires étrangères,

Sa Majesté le Roi de Bavière:

M. Louis Maximilien Évariste Comte de Montgelas, Son Chambellan, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse,

Sa Majesté le Roi de Saxe:

M. Charles Adolphe Comte de Hohenthal, Son Conseiller privé actuel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse,

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade:

M. Jean Baron de Türckheim, Son Chambellan, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse,

et

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Jules Camille Comte de Barral de Monteauvrard, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Art. 1er. Les sujets des États du Zollverein en Italie et les sujets de Sa Majesté le Roi d'Italie dans les États du Zollverein, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et des industries, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les sujets de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

Art. 2. Les produits du sol et de l'industrie de l'Italie qui seront importés dans le Zollverein, et les produits du sol et de l'industrie des États du Zollverein qui seront importés en Italie, destinés, soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis au même traitement et nommément ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que

les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

Art. 3. A l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu dans le Zollverein et à l'exportation vers le Zollverein il ne sera perçu en Italie d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Art. 4. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit.

Art. 5. Toute faveur, toute immunité, toute réduction du tarif des droits d'entrée et de sortie que l'une des Hautes Parties contractantes accordera à une tierce Puissance, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

De plus aucune des Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation ou d'exportation qui ne serait pas appliquée en même temps à toutes les autres nations.

La disposition qui précède sur les prohibitions à la sortie ne déroge point aux obligations que les actes de la Confédération Germanique imposent aux États Allemands qui composent le Zollverein.

Art. 6. En ce qui concerne les marques ou étiquettes de marchandises ou de leurs emballages, les dessins et marques de fabrique ou de commerce, les sujets de chacun des États contractants jouiront respectivement dans l'autre de la même protection que les nationaux.

Art. 7. Le présent traité entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications. Toutefois la disposition de l'article 6 ne sera exécutoire que quatre mois après ce terme.

Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1875. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 8. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 31 décembre 1865.

Bismarck-Schœnhausen. *C. de Barral.*
Montgelas.
Hohenthal.
Türckheim.

49.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et la République de Libéria, suivi d'un protocole; signé à Hambourg, le 31 octobre 1867.)*

Texte anglais.

His Majesty the King of Prussia in the name of the Northgerman Confederacy, on the one part,

and

the President of the Republic of Liberia, on the other part,

being desirous of increasing the intercourse of Commerce and Navigation between the Northgerman Confederacy and the Republic of Liberia, have agreed upon concluding a Treaty for the purpose, and appointed as their Plenipotentiaries to wit:

His Majesty the King of Prussia

the sieur Charles Albert de Kamptz, His Ma-

---

*) Le Traité est rédigé en allemand et en anglais, le protocole en allemand. Les ratifications ont été échangées à Hambourg, le 23 avril 1868. Ont accédé à ce Traité par des déclarations échangées à Hambourg: le Grand-Duché de Bade le 24 avril 1868, le Wurtemberg le 11 août 1868, le Grand-Duché de Hesse le 29 décembre 1868, et la Bavière le 18 février 1869.

jesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Courts of Mecklenburg-Schwerin and Mecklenburg-Strelitz and the free Hanseatic Cities, knight of the order of the red Eagle second Class, etc.,

the President of the Republic of Liberia

C. Gœdelt, Esquire, Consul of the Republic of Liberia at Hamburg,

who, after having communicated to eachother their respective full-powers found to be in due and proper form, have agreed upon the following articles:

Art. 1. There shall be perpetual peace and friendship between the Republic of Liberia and the Northgerman Confederacy, their subjects and citizens.

Art. 2. There shall be reciprocal freedom of intercourse between the Republic of Liberia and the Northgerman Confederacy. The subjects of the Republic of Liberia shall be permitted to reside and carry on trade in all parts of the Northgerman Confederacy, where other foreigners now are or in future may be admitted. They shall enjoy full protection for their persons and their property. They shall be allowed to buy from and to sell to whomsoever they like under the same conditions as the natives without limitation or restriction by reason of monopolies, contracts or any other exclusive privilege of purchase or sale, and shall moreover enjoy all rights and privileges which now are or in future may be granted to any other foreigners, citizens or subjects of the most favored nation. In consideration whereof, the citizens of the Northgerman Confederacy shall enjoy equal privileges in the Republic of Liberia.

Art. 3. No other or higher tonnage, import or other dues or taxes, shall be levied in the States of the Northgerman Confederacy on Liberian vessels or on merchandise imported or exported in Liberian vessels than those which now are or in future may be levied upon national vessels or on merchandise of like nature imported or exported in national vessels, and in like manner, no other or higher tonnage, import or other tolls, or dues, shall be levied in the Republic of Liberia on vessels of the Northgerman Confederacy or on merchandise imported or exported in such vessels, but those which now are

or in future may be levied upon national vessels, or on merchandise of like nature imported or exported in the same.

Art. 4. Wares or merchandise which shall be exported from the Republic of Liberia in any bottom whatever, or which shall be imported in Liberian vessels from any country whatever, shall not be prohibited by the Northgerman Confederacy nor encumbered with higher duties than those wares or merchandise of the same kind arriving from any other foreign country or in any other vessels whatsoever.

All and any produce emanating from the States of the Northgerman Confederacy shall be exported from the ports of the Northgerman Confederacy by Liberian citizens and Liberian vessels on conditions as favorable as enjoyed by the subjects of any other foreign state.

And in like manner, wares and merchandise, which shall be exported from the States of the Northgerman Confederacy in any vessel whatsoever, or which shall be imported in vessels of the Northgerman Confederacy from any country whatsoever, shall not be prohibited by the Republic of Liberia, nor encumbered by higher duties than those wares or merchandise of the same kind arriving from any other foreign country or in any vessel whatsoever; and all produces of the Republic of Liberia shall be exported thence by subjects of the Northgerman Confederacy, on conditions as favorable as those on which they may be exported by the subjects and vessels of any other foreign state.

Art. 5. The protection of the Governments of the States of the German Confederacy shall be granted to all Liberian ships, their commanders and crews. If any such ship be wrecked upon the coast of the Northgerman Confederacy, the local authorities shall afford them aid and protection against pillage, and care that all objects saved from the wreck shall be returned to their lawful owners. In like manner, the protection of the Government of the Republic shall be granted to all German ships, their commanders and crews, and if any such ship be wrecked on the coasts of the Republic of Liberia, the local authorieties shall afford them aid and protection against pillage, and care that all objects saved from the wreck be returned to the lawful owners.

The amount of the salvage charges shall, in case of contention, be settled by arbitrators chosen by the two parties.

Art. 6. It being the intention of the two contracting parties to bind themselves by the present convention, to treat each other on the basis of the most favored nation, it is hereby agreed between them, that every favor, every preference or every immunity which either of the contracting parties may presently or at any future time grant to the subjects or citizens of any other state in matters of commerce or navigation, will be extended to the subjects of the other contracting party gratuitously, if the concession in favor of such other state should have taken place gratuitously, or at a consideration of an indemnification as nearly as possible equal to the value, in case the favor shall have been conditional.

Art. 7. Each of the contracting parties shall be at liberty to appoint Consuls within the territory of the other for the protection of commerce, but no Consul shall exercise official duties until he has been approved of and admitted in the usual form by the Government to which he is accredited.

Art. 8. The present Treaty shall be in force for the term of twelve years, to commence on the 1st of July 1868, and then continue in force for more twelve months, after either of the contracting parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same, each of the contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other at the end of said term of twelve years, or at any later period. And it is hereby agreed between them, that at the expiration of the twelve months, after receipt of such notice, the present Treaty and all its conditions will totally cease and stand void.

Art. 9. The right of joining the present Treaty is reserved to any state, which is now or shall in future be a member to the Germanic Union of Customs.

Any accession to the present Treaty shall be obtained by reciprocal declaration between such acceding states and the Republic of Liberia.

Art. 10. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications be exchanged at Hamburg as soon as possible, not later than within twelve months from this day's date.

In witness whereof the Plenipotentiaries have signed and sealed this Treaty.

Done at Hamburg this thirty first day of October in the year of our Lord 1867.

C. Gædelt. *v. Kamptz.*

Protokoll.

Verhandelt Hamburg, den 31. Oktober 1867.

Vor der Unterzeichnung des zwischen dem Norddeutschen Bunde und der Republik Liberia unterhandelten Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrages durch die beiderseitigen Bevollmächtigten gab der Bevollmächtigte der Republik Liberia folgende Erklärung mit dem Antrage ab, dass dieselbe durch ein besonderes, von beiden Bevollmächtigten zu unterzeichnendes Protokoll constatirt werden möge.

In mehreren Verträgen, welche die Republik Liberia mit fremden Mächten geschlossen habe, sei auf Verlangen des Präsidenten derselben ein Artikel des Inhalts aufgenommen worden,

> »es sei klar und gegenseitig von den vertragschliessenden Theilen verstanden, dass kein Artikel, keine Bestimmung, noch irgend ein Theil dieses Vertrages so auszulegen, zu deuten oder zu verstehen sei, dass die respectiven Regierungen der vertragschliessenden Theile verhindert sein sollen, wenn die Eine oder Andere für gut befindet, solches zu thun, durch Gesetzbestimmungen Schiffe, sowie die Aus- und Einfuhr der Bürger des anderen Theiles auf besonders errichtete Hafenplätze zu beschränken.«

Da die in dem Vorstehenden ausgedrückte Befugniss ihrem Sinne nach schon in dem Art. 2 des Vertrages enthalten sei, insofern derselbe bestimme, dass den Angehörigen der Staaten des Norddeutschen Bundes gestattet sein solle, sich in allen Theilen der Republik Liberia, wo jetzt andere Ausländer zugelassen werden, aufzuhalten u. s. w., so wolle er auf Aufnahme eines solchen besonderen Zusatzes in dem Vertrage selbst nicht weiter dringen und sich mit der blossen Erwähnung des Gegenstandes in dem gegenwärtigen Protokolle begnügen. Zur näheren Beleuchtung der von der Regierung der Republik erlassenen, den Handel und namentlich den Küstenhandel betreffenden gesetzlichen Bestimmungen glaube er, nur noch folgende Bemerkungen anschliessen zu sollen.

Um in früheren Zeiten häufig vorgekommenen Störungen der Ruhe und des Handels durch die eingeborenen wilden Stämme vorzubeugen, seien an den Küsten des Landes Hafenplätze festgestellt worden, welche sich besonders zum Haupthandel eigneten und wo sich Zollhäuser befänden; dagegen seien die kleinen Zwischenplätze nur kleinen Liberianischen Fahrzeugen zugängig, die sich ausschliesslich mit dem Küstenhandel befassten. Grösseren

Liberianischen Schiffen, die nach fremden Welttheilen fahren, sei ebenso wenig der Verkehr in anderen Plätzen, als in den gesetzlich bestimmten Hafenplätzen, gestattet. Dabei habe nicht die Absicht vorgewaltet, den Verkehr zu beschränken, sondern die Fremden vor Willkür der Eingeborenen zu schützen.

Ausserdem habe er noch zum Artikel des 5. Vertrages die Bemerkung zu machen, dass die Regierung der Republik Liberia nur Ein Kriegsschiff besitze und dasselbe nicht zugleich an verschiedenen Orten verwenden könne, um den in diesem Artikel zugesagten Schutz zu leisten, weshalb er die Einschaltung der Worte:

»welcher in ihrer Macht liegt«

hinter dem Worte »Schutz« gern gesehen haben würde; er erkenne jedoch an, dass diese Auslegung sich von selbst verstehe, und erkläre sich mit der Erwähnung des Sachverhältnisses in dem gegenwärtigen Protokolle zufrieden.

Da ein Weiteres von keiner Seite zu bemerken war, so ist die Verhandlung geschlossen, von beiden Theilen unterschrieben und untersiegelt worden.

v. Kamptz. *C. Gœdelt.*

50.

*Traité de commerce entre la Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, des autres États du Zollverein allemand et du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et l'Autriche et la Principauté de Liechtenstein d'autre part, suivi de deux tarifs, d'un cartel douanier et de deux protocoles; signé à Berlin, le 9 mars 1868.**)

Seine Majestät der König von Preussen, im Namen des Norddeutschen Bundes und der zu diesem Bunde nicht gehörenden Mitglieder des Deutschen Zoll- und Handelsvereins, nämlich: der Krone Bayern, der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden und des Grossherzogthums Hessen, für dessen südlich des Main belegenen Theile, sowie in Vertretung des Ihrem Zoll-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 30 mai 1868.

und Steuersysteme angeschlossenen Grossherzogthums Luxemburg, einerseits

und

Seine Kaiserlich Königliche Apostolische Majestät, zugleich in Vertretung des souverainen Fürstenthums Liechtenstein, andererseits,

von dem Wunsche geleitet, den Handel und Verkehr zwischen den beiderseitigen Gebieten durch ausgedehnte Zollbefreiungen und Zollermässigungen, durch vereinfachte und gleichförmige Zollbehandlung und durch erleichterte Benutzung aller Verkehrs-Anstalten in umfassender Weise zu fördern, und in der Absicht, Ihre Zolleinnahmen zu sichern, haben über die Abänderung und Erweiterung des Handels- und Zoll-Vertrages vom 11. April 1865 Unterhandlungen eröffnen lassen und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

den Kanzler des Norddeutschen Bundes, Allerhöchstihren Präsidenten des Staatsministeriums und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Otto Eduard Leopold Grafen v. Bismarck-Schönhausen,

den Präsidenten des Bundeskanzler-Amtes, Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rath, Martin Friedrich Rudolph Delbrück,

Allerhöchstihren Ministerial-Director Alexander Max von Philipsborn,

ferner den von Seiner Majestät dem Könige von Bayern bezeichneten Königlich Bayerischen Staatsrath Wilhelm von Weber und Königlich Bayerischen Ober-Zoll-Assessor Max Joseph Eggensberger,

und den von Seiner Majestät dem Könige von Sachsen bezeichneten Königlich Sächsischen Geheimen Finanzrath Julius Hans von Thümmel;

und

Seine Kaiserlich Königliche Apostolische Majestät:

Allerhöchstihren Wirklichen Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Felix Grafen von Wimpffen

und

Allerhöchstihren Sections-Chef Sisinio von Pretis-Cagnodo,

welche, nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger

Anerkennung ihrer Vollmachten, den folgenden Handels- und Zollvertrag vereinbart und abgeschlossen haben.

Art. 1. Die vertragenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Landen durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen hiervon dürfen nur stattfinden:

a) bei Tabak, Salz und Schiesspulver;

b) aus Gesundheits-Polizei-Rücksichten;

c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Art. 2. Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Eingangs- und Ausgangs-Abgaben, sowie hinsichtlich der Durchfuhr dürfen von keinem der beiden vertragenden Theile dritte Staaten günstiger als der andere vertragende Theil behandelt werden. Jede dritten Staaten in diesen Beziehungen eingeräumte Begünstigung ist daher ohne Gegenleistung dem anderen vertragenden Theile gleichzeitig einzuräumen.

Ausgenommen hiervon sind nur diejenigen Begünstigungen, welche die mit einem der vertragenden Theile jetzt oder künftig zollvereinten Staaten geniessen, sowie solche Begünstigungen, welche anderen Staaten durch bestehende Verträge zugestanden sind und ausdrücklich von der Anwendung obiger Bestimmung ausgeschlossen werden. Diese Begünstigungen können denselben Staaten für die nämlichen Gegenstände in nicht höherem Maasse auch nach Ablauf dieser Verträge zugestanden werden.

Art. 3. Die vertragenden Theile wollen gegenseitige Verkehrs-Erleichterungen auf Grundlage des freien Eingangs roher Natur-Erzeugnisse und des gegen ermässigte Zollsätze zu gestattenden Eingangs gewerblicher Erzeugnisse ihrer Länder eintreten lassen.

Demgemäss sind sie übereingekommen, dass bei der Einfuhr aus dem freien Verkehr im Gebiete des einen in das Gebiet des andern Theils in den Staaten der Oesterreichischen Monarchie von den in der Anlage A. und im Zollvereine von den in der Anlage B. bezeichneten Waaren keine, beziehungsweise keine höheren als die in diesen Anlagen bestimmten Eingangs-Abgaben erhoben werden sollen.

Sollte einer der vertragenden Theile es nöthig finden, auf einen in diesen Anlagen verzeichneten Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrication eine neue

innere Steuer oder einen Zuschlag zu der inneren Steuer zu legen, so soll der gleichartige ausländische Gegenstand sofort mit einer gleichen oder entsprechenden Abgabe bei der Einfuhr belegt werden können.

Art. 4. 1. Die aus dem Gebiete des einen vertragenden Theils in das Gebiet des andern übergehenden Waaren sollen beiderseits von allen Ausgangs-Abgaben frei sein.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind nur die nachstehend aufgeführten Waaren, von denen die unten verzeichneten Ausgangs-Abgaben erhoben werden dürfen, nämlich:

im Zollverein:

von Lumpen und andern Abfällen zur Papier-Fabrication und zwar:

a) nicht von reiner Seide, auch zu Halbzeug vermahlen, Maculatur und Papierspänen $1^2/_3$ Thaler (2 Fl. 55 Xr. südd. W.) vom Zoll-Zentner,

b) altem Tauwerk, alten Fischernetzen und Stricken, getheert oder nicht getheert, $^1/_3$ Thaler (35 Xr. südd. W.) vom Zoll-Zentner,

in den Staaten Seiner Kaiserlich Königlichen Apostolischen Majestät:

a) von den unter Pos. 6 a) Nr. 1 der Anlage A. genannten Fellen und Häuten 2 Fl. 50 Xr. Oe. W. vom Zoll-Zentner,

b) von den unter Pos. 49 b) der Anlage A. genannten Lumpen (Hadern) und anderen Abfällen zur Papier-Fabrication 2 Fl. Oe. W. vom Zoll-Zentner.

2. In jedem der vertragenden Staaten sollen die bei der Ausfuhr gewisser Erzeugnisse bewilligten Ausfuhr-Vergütungen nur die Zölle oder inneren Steuern ersetzen, welche von den gedachten Erzeugnissen oder von den Stoffen, aus denen sie verfertigt worden, erhoben sind. Eine darüber hinausgehende Ausfuhr-Prämie sollen sie nicht enthalten.

Ueber Aenderungen des Betrages dieser Vergütungen oder des Verhältnisses derselben zu dem Zolle oder zu den innern Steuern wird gegenseitige Mittheilung erfolgen.

Art. 5. Von Waaren, welche durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus- oder nach dem Gebiete des

andern Theiles durchgeführt werden, dürfen Durchgangsabgaben nicht erhoben werden.

Diese Verabredung findet sowohl auf die nach erfolgter Umladung oder Lagerung, als auf die unmittelbar durchgeführten Waaren Anwendung.

Art. 6. Zur weiteren Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangs-Abgaben zugestanden:

a) für Waaren (mit Ausnahme von Verzehrungs-Gegenständen), welche aus dem freien Verkehr im Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des andern auf Märkte oder Messen gebracht oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- und Marktverkehr versendet, in dem Gebiete des andern Theils aber nicht in den freien Verkehr gesetzt, sondern unter Controle der Zollbehörde in öffentlichen Niederlagen (Packhöfen, Hallämtern u. s. w.) gelagert, sowie für Muster, welche von Handelsreisenden eingebracht werden, alle diese Gegenstände, wenn sie binnen einer im Voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden;

b) für Vieh, welches auf Märkte in das Gebiet des andern vertragenden Theils gebracht und unverkauft von dort zurückgeführt wird;

c) für Glocken und Lettern zum Umgiessen, Stroh zum Flechten, Wachs zum Bleichen, Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmeln);

d) für Gewebe und Garne zum Waschen, Bleichen, Färben, Walken, Appretiren, Bedrucken und Sticken, Garne zum Stricken, Gespinnste (einschliesslich der erforderlichen Zuthaten) zur Herstellung von Spitzen und Posamentierwaaren, Häute und Felle zur Leder- und Pelzwerkbereitung, Garne in gescheerten (auch geschlichteten) Ketten nebst dem erforderlichen Schussgarn zur Herstellung von Geweben, sowie für Gegenstände zum Lackiren, Poliren und Bemalen;

e) für sonstige zur Reparatur, Bearbeitung oder Veredelung bestimmte, in das Gebiet des andern vertragenden Theils gebrachte und nach Erreichung jenes Zweckes, unter Beobachtung der deshalb getroffenen besonderen Vorschriften, zurückgeführte Gegenstände, wenn die wesentliche Beschaffen-

beit und die Benennung derselben unverändert bleibt,

und zwar in dem Falle unter c) unter Festhaltung der Gewichtsmenge, in den Fällen unter a), b), d) und e), sofern die Identität der aus- und wiedereingeführten Gegenstände ausser Zweifel ist.

Art. 7. Hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung von Waaren, die dem Begleitscheinverfahren unterliegen, wird eine Verkehrserleichterung dadurch gegenseitig gewährt, dass beim unmittelbaren Uebergange solcher Waaren aus dem Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des andern die Verschluss-Abnahme, die Anlage eines anderweiten Verschlusses und die Auspackung der Waaren unterbleibt, sofern den dieserhalb vereinbarten Erfordernissen genügt ist. Ueberhaupt soll die Abfertigung möglichst beschleunigt werden.

Art. 8. Die vertragenden Theile werden auch ferner darauf bedacht sein, ihre gegenüberliegenden Grenzzollämter, wo es die Verhältnisse gestatten, je an einen Ort zu verlegen, so dass die Amtshandlungen bei dem Uebertritte der Waaren aus éinem Zollgebiet in das andere gleichzeitig stattfinden können.

Art. 9. Innere Abgaben, welche in dem einen der vertragenden Theile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen und Corporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauch eines Erzeugnisses ruhen, dürfen Erzeugnisse des andern Theils unter keinem Vorwand höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnamigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Art. 10. Die vertragenden Theile verpflichten sich, auch ferner zur Verhütung und Bestrafung des Schleichhandels nach oder aus ihren Gebieten durch angemessene Mittel mitzuwirken und die zu diesem Zweck erlassenen Strafgesetze aufrecht zu erhalten, die Rechtshülfe zu gewähren, den Aufsichtsbeamten des andern Staates die Verfolgung der Contravenienten in ihr Gebiet zu gestatten und denselben durch Steuer-, Zoll- und Polizeibeamte, sowie durch die Ortsvorstände alle erforderliche Auskunft und Beihülfe zu Theil werden zu lassen.

Das nach Maassgabe dieser allgemeinen Bestimmungen abgeschlossene Zollcartel enthält die Anlage C.

Für Grenzgewässer und für solche Grenzstrecken, wo die Gebiete der vertragenden Theile mit fremden Staaten

zusammentreffen, werden die zur gegenseitigen Unterstützung beim Ueberwachungsdienste verabredeten Maassregeln aufrecht erhalten.

Art. 11. Stapel- und Umschlagsrechte sind in dem Gebiete der vertragenden Theile unzulässig, und es darf, vorbehaltlich schifffahrts- und gesundheitspolizeilicher, sowie der zur Sicherung der Abgaben erforderlichen Vorschriften, kein Waarenführer gezwungen werden, an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus-, ein- oder umzuladen.

Art. 12. Die vertragenden Theile werden die Seeschiffe des anderen Theiles und deren Ladungen unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben wie die eigenen Seeschiffe zulassen. Dies gilt auch für die Küstenschifffahrt.

Die Staatsangehörigkeit der Schiffe jedes der vertragenden Staaten ist nach der Gesetzgebung ihrer Heimath zu beurtheilen.

Zur Nachweisung über die Ladungsfähigkeit der Schiffe des einen Staates sollen die nach der Gesetzgebung ihrer Heimath gültigen Messbriefe, vorbehaltlich der Reduction der Schiffsmaasse, bei Feststellung von Schifffahrts- und Hafen-Abgaben im andern Staate genügen.

Art. 13. Von Schiffen des einen der vertragenden Theile, welche in Unglücks- oder Nothfällen in die Seehäfen des andern einlaufen, sollen, wenn nicht der Aufenthalt unnöthig verlängert oder zum Handelsverkehre benutzt wird, Schifffahrts- oder Hafen-Abgaben nicht erhoben werden.

Von Havarie- und Strandgütern, welche in das Schiff eines der vertragenden Theile verladen waren, soll von dem andern, unter Vorbehalt des etwaigen Bergelohns, eine Abgabe nur dann erhoben werden, wenn dieselben in den Verbrauch übergehen.

Art. 14. Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der vertragenden Theile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des eigenen Staates.

Art. 15. Die Benutzung der Chausseen und sonstigen Strassen, Canäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brücken-

öffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lootsenwesens, der Krahne- und Waageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern und dergleichen mehr, insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel, ob dieselben vom Staate oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des andern vertragenden Theils unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren, wie den Angehörigen des eigenen Staates, gestattet werden.

Gebühren dürfen, vorbehaltlich der beim Seebeleuchtungs- und Seelootsenwesen zulässigen abweichenden Bestimmungen, nur bei wirklicher Benutzung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

Dieselben dürfen die Unterhaltungskosten sammt den landesüblichen Zinsen des Anlagecapitals nicht übersteigen.

Wegegelder für beladenes Fuhrwerk sollen auf Strassen, welche unmittelbar oder mittelbar zur Verbindung der vertragenden Theile unter sich oder mit dem Auslande dienen, da, wo dieselben den Satz von einem Silbergroschen (5 Xr. Oe. W.) für ein Zugthier und eine geographische Meile erreichen oder übersteigen, höchstens zu den jetzt geltenden Beträgen und da, wo sie jenen Satz nicht erreichen, höchstens zu diesem letzteren erhoben werden. Wegegelder für einen die Landesgrenze überschreitenden Verkehr dürfen auf den erwähnten Strassen nach Verhältniss der Streckenlängen nicht höher sein, als für den auf das eigene Staatsgebiet beschränkten Verkehr.

Für Eisenbahnen gelten nicht diese, sondern die in den Artikeln 16 und 17 enthaltenen Bestimmungen.

Art. 16. Auf Eisenbahnen sollen in Beziehung auf Zeit, Art und Preise der Beförderungen die Angehörigen des andern Theils und deren Güter nicht ungünstiger als die eigenen Angehörigen und deren Güter behandelt werden.

Für Durchfuhren nach oder aus dem Gebiete des andern Theils soll kein Staat höhere als diejenigen Eisenbahnfrachtsätze erheben lassen, welchen auf derselben Eisenbahn die in dem eigenen Gebiete auf- oder abgeladenen Güter verhältnissmässig unterliegen.

Art. 17. Die vertragenden Theile werden dahin wirken,

dass die Waarenbeförderung auf den Eisenbahnen in ihren Gebieten durch Herstellung unmittelbarer Schienenverbindungen zwischen den an einem Orte zusammentreffenden Bahnen und durch Ueberführung der Transportmittel von einer Bahn auf die andere möglichst erleichtert werde.

Sie werden ferner, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienenverbindungen vorhanden sind und ein Uebergang der Transportmittel stattfindet, Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Wagen eingehen und in denselben Wagen nach einem Orte im Innern befördert werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes Zoll- oder Steueramt befindet, von der Declaration, Abladung und Revision an der Grenze, sowie vom Colloverschluss frei lassen, insofern jene Waaren durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Eingang angemeldet sind.

Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus- oder nach dem Gebiete des andern ohne Umladung durchgeführt werden, sollen von der Declaration, Abladung und Revision, sowie vom Colloverschluss sowohl im Innern als an den Grenzen frei bleiben, insofern dieselben durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgang angemeldet sind.

Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass die betheiligten Eisenbahnverwaltungen für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschlusse am Abfertigungsamt im Innern oder am Ausgangsamte verpflichtet seien.

Insoweit von einem der vertragenden Theile mit dritten Staaten in Betreff der Zollabfertigung weitergehende, als die hier aufgeführten Erleichterungen, vereinbart worden sind, finden diese Erleichterungen auch bei dem Verkehr mit dem anderen Theil, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit, Anwendung.

Art. 18. Die Angehörigen der vertragenden Theile sollen gegenseitig in Bezug auf den Antritt, den Betrieb und die Abgaben von Handel und Gewerbe den Inländern völlig gleichgestellt sein. Auf das Apothekergewerbe und den Gewerbebetrieb im Umherziehen findet diese Bestimmung keine Anwendung. Beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatz eigener Erzeugnisse oder Fabricate sollen jedoch die

Angehörigen des anderen Theiles ebenso wie die eigenen Angehörigen behandelt werden.

Kaufleute, Fabricanten und andere Gewerbetreibende, welche sich darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Abgaben für das von ihnen betriebene Geschäft entrichten, sollen, wenn sie persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende Ankäufe machen oder Bestellungen, nur unter Mitführung von Mustern, suchen, in dem Gebiete des andern vertragenden Theils keine weitere Abgabe hiefür zu entrichten verpflichtet sein.

Die Angehörigen des einen der vertragenden Theile, welche das Frachtfuhrgewerbe, die See- oder Flussschifffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staaten betreiben, sollen für diesen Gewerbebetrieb in dem Gebiete des andern Theils einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Art. 19. In Betreff der Bezeichnung oder Etikettirung der Waaren oder deren Verpackung sollen die Unterthanen eines jeden der vertragenden Theile in dem andern denselben Schutz wie die Inländer geniessen.

Art. 20. Die vertragenden Theile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Consuln in allen denjenigen Häfen und Handelsplätzen des andern Theiles zu ernennen, in denen Consuln irgend eines dritten Staates zugelassen werden.

Diese Consuln des einen der vertragenden Theile sollen, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit, im Gebiete des andern Theiles dieselben Vorrechte, Befugnisse und Befreiungen geniessen, deren sich diejenigen irgend eines dritten Staates erfreuen oder erfreuen werden.

Art. 21. Jeder der vertragenden Theile wird seine Consuln im Auslande verpflichten, den Angehörigen des andern Theils, sofern letzterer an dem betreffenden Platze durch einen Consul nicht vertreten ist, Schutz und Beistand in derselben Art und gegen nicht höhere Gebühren wie den eigenen Angehörigen zu gewähren.

Art. 22. Die vertragenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, an ihre Zollstellen Beamte zu dem Zwecke zu senden, um von der Geschäftsbehandlung derselben in Beziehung auf das Zollwesen und die Grenzbewachung Kenntniss zu erlangen, wozu diesen Beamten alle Gelegenheit bereitwillig zu gewähren ist.

Ueber die Rechnungsführung und Statistik in beiden Zollgebieten wollen die vertragenden Staaten sich gegenseitig alle gewünschten Aufklärungen ertheilen.

Art. 23. In denjenigen einzelnen Landestheilen der vertragenden Theile, welche von deren Zollgebiet ausgeschlossen sind, finden, so lange deren Ausschluss dauert, die Verabredungen in den Artikeln 1 bis 9 des gegenwärtigen Vertrages keine Anwendung.

Art. 24. Der gegenwärtige Vertrag soll vom 1. Juni 1868 ab in Kraft und an die Stelle des Handels- und Zollvertrages vom 11. April 1865 treten. Er soll bis zum 31. Dezember 1877 in Kraft bleiben. Im Falle keiner der vertragenden Theile zwölf Monate vor diesem Tage seine Absicht, die Wirkungen des Vertrages aufhören zu lassen, kundgegeben haben sollte, bleibt derselbe in Geltung bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage ab, an welchem der eine oder der andere der vertragenden Theile denselben gekündigt hat. Die vertragenden Theile behalten sich die Befugniss vor, nach gemeinsamer Verständigung in diesen Vertrag und in die demselben beigefügten Tarife jederlei Abänderungen aufzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundlagen derselben nicht in Widerspruch stehen und deren Nützlichkeit durch die Erfahrung dargethan werden möchte.

Art. 25. Gegenwärtiger Vertrag soll ratificirt und es sollen die Ratifications-Urkunden binnen acht Wochen in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen Berlin, den 9. März 1868.

v. Bismarck. *Wimpffen.*
Delbrück. *Pretis.*
v. Philipsborn.
Weber.
Eggensberger.
v. Thümmel.

Anlage A.

Zollsätze

für die Einfuhr aus dem Zollverein nach Oesterreich.

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Zollbetrag Fl.	Zollbetrag Kr.
	I. Landwirthschaftliche Erzeugnisse.			
1	Getreide, Hülsenfrüchte, Mehl und Mahlprodukte:			
	a) Weizen, Spelz (Dinkel), Halbgetreide, Heidekorn oder Buchweizen, Hirse, Mais (Türkischer Weizen, Kukurutz), Roggen, Bohnen, Erbsen, Linsen, Wicken, Zuckererbsen (Zizern), Gerste und Malz, dann Hafer	1 Ztr.	frei	—
	b) Mehl und Mahlprodukte (gerollte, geschrotene und geschälte Körner, Graupen, Grütze, Gries)	„	frei	—
	c) Stärkegummi (Dextrin, Leogomme) . .	„	frei	—
2	Gemüse, Obst und andere Garten- und Feldfrüchte:			
	a) Gartengewächse, frische, d. i. Gemüse und Krautarten, Kartoffeln und Rüben, essbare Wurzeln, Pilze, Schwämme, einschliesslich der Trüffeln, Knoblauch, Schnittlauch, Porri, Zwiebeln, auch Blumen- und Meerzwiebeln. Obst, frisches, als: Aepfel, Ananas, Aprikosen, Birnen, Johannisbeeren, Kirschen, Kürbisse, Melonen, Mirabellen, Mispeln, Hasel- und Welsche Nüsse, frische, grüne, unausgeschälte, Pfirsiche und Pflaumen, Quitten, Schlehen, Stachelbeeren, dann Waldbeeren aller Art, z. B. Berberitz-, Brom-, Erd- und Heidelbeeren. Bast, roher, Binsen, Schilfe, Rohre (Dach- und Weberrohr, auch gespalten, geschnitten und gespitzt zu Weberkämmen), Schachtelhalm, Flechten, Moose, Feuerschwamm, roher, Holzzunder (d. i. vermodertes Holz von Buchen, Fichten etc.). Bäume, Sträuche, Reben, Schösslinge, Setzlinge, Stauden zum Verpflanzen, ingleichen lebende Gewächse in Töpfen oder Kübeln, frische Blumen, Blätter (auch Maulbeerblätter) und Knospen.			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	Gras, Grassamen, Heu, Häckerling, Stroh, auch Strohabschnitte und Strohähren (natürliche zu Putzarbeiten). Futterkräuter, Heidekraut und Heidekrautwurzeln, Stengel und Blätter der Heidelbeeren. Getreide in Garben, Hülsenfrüchte im Kraut, Maisstroh, d. i. Maiskolben (leere), Stengel und Blätter der Maispflanze, Mohnsamenkapseln, leere, Kardendisteln, Streulaub, Nadeln und Zapfen von Nadelhölzern. Asphodillknollen (Goldwurzeln), sowohl frisch als trocken, Kalmus, frischer, Krappwurzeln, frische, Cichorien, frische, getrocknete und gedörrte, Bucheckern (Buchkerne), Erdnüsse, Flohsamen, Rosskastanien, Wachholderbeeren. Oelsaat, als: Raps-, Hanf-, Lein- und Mohnsamen, gelber Raps oder Lein- und Vogeldotter, Sesam, der Samen des Ricinus (semen catapuciae majoris), der Mad- und Sonnenblumensamen, dann die Kerne der Marillen (Aprikosen), Pfirsiche und Pflaumen	1 Ztr.	frei	—
	b) 1. Kleesaat und Sämereien, d. i. Samen zum Garten- und Feldbaue (beispielsweise gehören hierher Angelika-, Dill-, Gichtrosen- [Päonien-], Kohl- und Runkelrübensamen, Moorhirse, Gurken-, Kürbis-, Quitten- und Melonenkerne, Tabaksamen), 2. Samen von Waldbäumen, dann Runkelrüben, getrocknete	,,	frei	—
	c) Gartengewächse, zubereitete, d. i. Gemüse- und Krautarten, Kartoffeln und Rüben, essbare Wurzeln, Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln), getrocknet oder comprimirt, gedörrt, zerschnitten oder sonst zerkleinert, gesalzen, in Essig eingelegt, in Fässern. Obst, zubereitet, d. i. getrocknet, gedörrt, zerschnitten oder auf andere Weise zerkleinert, ohne Zucker gekochte Obstmusse, ingleichen Nüsse, als: Welsche und Haselnüsse, trockene oder ausgeschälte	,,	frei	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Zollbetrag Kr.
	d) Senfsaat, Senfpulver oder gemahlener Senf (nicht in Blasen, Flaschen oder Krügen verpackt), Anis, Koriander, Fenchel und Kümmel	1 Ztr.	frei	—
	e) Kastanien (Maronen)	„	—	75
	f) Cichorien, gebrannte oder gemahlene .	„	1	—
	g) Hopfen	„	2	50
	h) Süssholzsaft	„	2	—
	II. Thiere und thierische Produkte.			
3	Fische, Schal- und andere Wasserthiere:			
	a) Fische, frische, sowohl lebend als geschlachtet, dann Fluss- und Bachkrebse, frische, Schnecken, Biber, Ottern, Frösche	„	frei	—
	b) Fische (mit Ausnahme der Heringe, Cospettoni, Saracche, Skoranze und Stockfische), gesalzen, getrocknet, geräuchert, in Meerwasser eingelegt (marinirt) . .	„	1	50
4	Schlacht- und Zugvieh:			
	a) Ochsen und Stiere	1 Stück	2	—
	b) Kühe	„	1	50
	c) Jungvieh	„	—	75
	d) Hammel	„	—	25
	e) Kälber, Schafvieh (mit Ausnahme der Hammel) und Ziegenvieh	„	frei	—
	f) Schweine (einschliesslich der Spanferkel von mehr als 20 Zollpfund)	„	1	—
	g) Spanferkel, nicht mehr als 20 Zollpfund im Gewichte	„	—	15
	Anmerk. zu der Nr. 4 a. bis g. Schlachtvieh im getödteten Zustande, selbst noch mit der Haut und den Eingeweiden versehen, ist wie Fleisch zu behandeln.			
	h) Pferde und Füllen	„	frei	—
5	Bienenstöcke mit lebenden Bienen, Geflügel aller Art, Wildpret, kleines (Hasen und Kaninchen), Wildpret, grosses, lebendes	1 Ztr.	frei	—
6	Thierische Produkte:			
	a) 1. Felle und Häute, folgende: Rinds- (d. i. Bison-, Büffel-, Kalbs-, Kuh-, Ochsen-, Stier- und Terzen-), Pferde- (auch Füllen-, Maulesel- und Maulthier-), Esel-, Kameel-, Hunds-, Dachs-, Schwein-, Gems-, Hirsch-, Reh-, Elennthier-, Rennthier-, Flusspferd- und			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	Rhinocerosbäute, dann gemeine Schaf- (auch Schöps-, Sterbling-, Lamm-), gemeine Ziegen- (auch Bock- und Kitzen-), Hasen- und Kaninchenfelle und Fischhäute, roh,			
	2. Felle und Häute, nicht besonders benannte, roh	1 Ztr.	frei	—
	b) Haare aller Art, roh und zubereitet, d. i. gehechelt, gesotten, gefärbt oder gebeizt, auch in Lockenform gelegt, Borsten, Bettfedern, Federkiele, roh und zugerichtet (Schreibfedern), und unzubereitete Schmuckfedern	„	frei	—
	c) Eier aller Art, Milch (auch geronnene, Rahm und Topfen)	„	frei	—
	d) Frische, gesalzene oder getrocknete Blasen und Därme, Goldschlägerhäutchen, dann Darmseile, d. i. Stricke aus groben Därmen (zum Gebrauche bei Drehbänken, Schleifrädern u. dgl.); Honig	„	—	75
	e) Fleisch, zubereitetes, d. i. gesalzenes, geräuchertes; Speck; Fleischextrakt .	„	1	50
	f) Butter, frische, gesalzene und eingeschmolzene	„	2	—
	g) Wachs (gelbes und weisses)	„	2	50
	h) Käse	„	2	20
	III. Fette, Oele, fette, Getränke und Speisen.			
7	Fette:			
	a) Unschlitt	„	frei	—
	b) Stearin, Stearinsäure, Paraffin	„	1	50
8	Oele, fette, mit Ausnahme des Baum-, Palm- und Kokosnussöls, sowie der parfümirten Oele, in Fässern oder Schläuchen und Blasen	„	—	75
9	Bier:			
	a) in Fässern	„	1	50
	b) in Flaschen und Krügen (auch Plutzern)	„	5	—
	Anmerk. Für Rechnung des Staates wird eine innere Abgabe von dem verzollten Biere nur bei der Einfuhr in die geschlossenen Städte erhoben werden.			
10	Wein (auch Obstwein, Wein- und Obstmost)	„	4	—
11	Esswaaren:			
	a) Brot, gemeines, d. i. sowohl schwarzes als weisses, wie auch Schiffszwieback .	„	frei	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Zoll-betrag Fl.	Kr.
	b) Teigwerk (d. i. Nudeln und gleichartige nicht gebackene Erzeugnisse aus Mehl), Sago, auch Sago-Surrogate	1 Ztr.	frei	—
	c) Senfpulver (in Blasen, Flaschen, Krügen), Senf, zubereiteter; Aale in Oel eingelegt (in Fässern)	„	7	50
	d) Confitüren, Zuckerwerk, Kuchenwerk; alle in Flaschen, Büchsen (hölzerne Schachteln ausgenommen) und dergleichen eingemachte, eingedämpfte oder auch eingesalzene, dann alle in Zucker, Honig, Oel oder sonst eingelegte Früchte, Gewürze, Gemüse und andere Consumtibilien (Pilze, Trüffeln, Geflügel, Seethiere u. dgl.); ferner Pasteten, Tafelbouillons, Gelées (Sülzen), Saucen und andere ähnliche Gegenstände des feineren Tafelgenusses, Chocolade, Chocoladen-Surrogate und -Fabricate, dann Cacaomasse und Cacao, gemahlen	„	10	—
	Anmerk. Wenn Esswaaren in Umschliessungen eingehen, die einem höheren Zolle unterliegen, als die Esswaare selbst, so sind dieselben nach dem Zollsatze für die Umschliessungen zu verzollen.			
	IV. Brenn-, Bau- und Werkstoffe.			
12	Holz, Kohlen und Torf:			
	a) Brennholz (d. i. alles nicht vorgearbeitete gemeine Holz in unbehauenen Stämmen und Blöcken, Scheiten und Prügeln, die nicht länger als 42 Wiener Zoll sind), auch Holzborke, Busch, Faschinen, Flechtweiden und Reisig	100 Wr. Kubikfuss.	frei	
	b) Werkholz, gemeines (europäisches), roh, d. i. nicht vorgearbeitet, also in unbehauenen Stämmen, länger als 42 Wiener Zoll, oder in Bandstöcken, Stangen, Pfahlholz u. s. w., und zugerichtet, d. i. Sägewaaren, Fassholz (Dauben) und alles andere roh vorgearbeitete Werkholz, mit Ausnahme der Fourniere	„	frei	—
	c) Werkholz, aussereuropäisches, in Blöcken, Brettern und Pfosten	1 Ztr.	frei	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Zoll-betrag Fl.	Kr.
	d) Holzkohlen, Torf, Torfkohlen, Braun- und Steinkohlen	1 Ztr.	frei	—
13	Drechsler- und Schnitzstoffe: Bernstein (Bernsteinmasse), Gagat (schwarzer Bernstein), Hörner, Hornscheiben, Hornspitzen, Knochen, Klauen, Füsse und Hufe, Schildpatt, Meerschaum, Wallfischbarten (Fischbein, rohes), Stuhlrohr, ungespalten, ungebeizt, Stöcke und Röhre, edlere (d. i. alle mit Ausnahme des Schilf- und Stuhlrohrs), Kokos- und Coquillasnüsse und Kokosnussschalen, Areka- und Steinnüsse; Elfenbein und andere Thierzähne, Perlmutter und andere Muschelschalen, roh oder blos geschnitten, in Platten und Blöcken .	„	frei	—
14	Mineralien:			
	a) Steine, rohe, d. i. behauen und unbehauen, auch in Platten, doch nicht geschliffen und nicht polirt (z. B. Bruch-, Kalk-, Schiefer- und Mauersteine, Mühlsteine [ohne und mit eisernen Reifen oder Metallhülsen], Schleif- und Wetzsteine aller Art, Probirsteine, Feuersteine [Flintensteine], Tuffstein, rohe Granit- und Marmorblöcke u. dgl.), Lithographirsteine (sogenannte Kellheimer Platten), auch mit Zeichnungen oder Schrift, Dach- u. Mauerziegeln, Schlacken, Sand (auch farbiger Streusand, mit Ausnahme der Schmalte), Kalk und Gyps, gebrannt und ungebrannt, Mörtel, Amiant und Asbest. Erze, z. B. Blei-, Eisen-, Kupfer-, Zink- und Zinnerze, Gold- und Silberstufen, Kobalt- und Nickelerze. Puzzuolan- und Santorinerde (auch Cement und Trass), Mergel, Lehm, gemeiner Ziegel- und Töpferthon, Trippel-, Talk- und Walkererde, Bolus (auch Siegelerde), Malteser Erde (weisser Bolus), Blutstein, Braunstein, Farberde, gelbe, grüne, rothe, Graphit (Wasserblei, Reissblei), Kolkothar, Ocker, Bimsstein und Schmirgel, Fluss- und Schwerspath, Satinober, Umbra, weisse Pfeifen und andere Erden zur Erzeugung von Steingut oder Porzellan, alle diese Gegenstände auch			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Zollbetrag Kr.
	gemahlen und geschlemmt, Kreide, weisse und schwarze, roh, ungeschnitten und geschlemmt, Garten- und Moorerde .	1 Ztr.	frei	—
	Anmerk. Steinmetzarbeiten, gemeine, z. B. Thür- und Fensterstöcke, Säulen und Säulenbestandtheile, Rinnen, Röhren, Tröge u. dergl., ungeschliffen, mit Ausnahme jener aus Alabaster und Marmor, werden den behauenen Steinen beigezählt			
	b) Schiefertafeln (auch in Holzrahmen der Nr. 37 a. und c.), Schiefergriffel (nicht bemalt oder angestrichen oder mit anderen Materialien in Verbindung), Schieferpapier und Tafeln daraus, ohne Verbindung mit anderen Materialien, Kreide und Rothstein, geschnitten, Bimsstein, geformt, Bimsstein-, Glas-, Sand- und Schmirgelpapier, Bimsstein- und Schmirgeltuch	„	—	75
	V. Arzenei-, Parfümerie-, Farb-, Gerb-, und chemische Hülfsstoffe.			
15	Oele, ätherische:			
	a) Bernstein-, Hirschhorn-, Kautschuk-, Lorbeer-, Rosmarin- und Wachholderöl .	„	3	—
	b) Oele, ätherische, d. i. alle mit Ausnahme der vorstehend unter a. und der unter Nr. 17 genannten ätherischen Oele, dann parfümirte Essige, Fette und Oele . .	„	5	—
	Anmerk. Wenn die unter a. und b. genannten Essige, Fette und Oele in Behältnissen mit Etiquetten, Gebrauchsanweisungen u. dergl. vorkommen, durch welche sie sich als Parfümeriewaaren darstellen, so sind sie als Parfümeriewaaren zu behandeln.			
16	Farbwurzeln, gemeine, gemahlen und ungemahlen, als: echte und falsche Alkanna, Curcumä, Krapp, dann Waid, Wau, Saflor, Färbeginster, Kermeskörner.			
	Berberitzenholz und -Wurzeln, Gelbholz (Fustik), weisse Seeblumenwurzeln, Quercitron,			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	Gerberlohe und Gerberrinde (d. i. von Birken, Eichen, Fichten, Tannen, Rosskastanien, Ulmen, Weiden, Erlen), Sumach, Eicheln und Eichelhülsen (Vallonea), Knoppern (Eckerdoppern), auch Knoppernmehl, Galläpfel	1 Ztr.	frei	—
17	Harz, Theer- und Mineralöle, auch Pflanzensäfte:			
	a) Harz, gemeines (als: weisses, gelbes und schwarzes von Nadelhölzern), Theer (auch Steinkohlentheer und Daggert), Colophonium, Asphalt und andere Erdharze, Bergpech, Bergtheer, Limonien- (Citronen-) Saft	„	frei	—
	b) Terpentin und Terpentinöl (auch Pech- und Theeröl)	„	frei	—
	c) Steinkohlentheeröl (auch Benzin) . . .	„	—	75
18	Chemische Hülfsstoffe:			
	a) Schwefel (in Stücken und Stangen, auch gemahlen, und Schwefelblüthe), Salpeter, roh, Ofenbruch, zinkischer (Tutia alexandrina), Pottasche (auch alle andere unausgelaugte Holzasche und unreines kohlensaures Kali), Weinstein, roh, raffinirt und crystallisirt, auch Weinhefe, getrocknet, citronensaurer und weinsteinsaurer Kalk, Eisenvitriol, Eisenrostwasser (Eisenbeize), Eisenmoor und Eisensafran, Arsenik und arsenige Säure, Arsenikschwefel (Operment, Realgar), Mineralwässer, natürliche und künstliche, einschliesslich der Flaschen und Krüge, Spiessglanz und Spiessglanzkönig, Zaffer, Schmalte, Streuglas	„	frei	—
	b) Schwefelsäure, Salzsäure, Salpetersäure (Scheidewasser), Königswasser	„	—	25
	c) Soda (d. i. einfach kohlensaures Natron), Digestivsalz (salzsaures Kali), Seifensieder-Unterlauge, Kali und Natron, ein- oder zweifach schwefelsaures	„	—	40
	d) Alaun, Bleiglätte (Silber- und Goldglätte), Salpeter, raffinirt, d. i. crystallisirt oder in Tafeln, Admonter- (gemischter Eisen- und Kupfer-), Kupfer- und Zinkvitriol, Wasserglas.			
	Ammoniaksalze (d. i. Salmiak, kohlensaures und schwefelsaures Ammoniak),			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Zollbetrag Kr.
	Hirschhorn- und Salmiakgeist, Verbindungen von Holzessig mit Eisen, Blei oder Kalk (holzessigsaures Eisen u. s. w.). Mineralkermes, Lakmus	1 Ztr.	—	75
	e) Blei- und Zinkweiss (Zinkoxyd), Bleizucker, Chlorkalk, blau- und chromsaures Kali, chromsaures Bleioxyd, Grünspan, Massicot, Mennig, doppeltkohlensaures Natron (Soda bicarbonata), Orseille und Persio, Eichenholz-, Galläpfel- und Knoppern-Extrakt, Schüttgelb und Weinsteinsäure	„	1	50
	f) Aetznatron, Oxalsäure, oxalsaures Kali .	„	2	—
	VI. Metalle, roh und als Halbfabricate.			
19	**Eisen:**			
	a) Eisen, rohes, auch altes, gebrochenes Eisen, Eisenabfälle (Eisenfeile, Hammerschlag)	„	—	25
	b) 1. Eisen, gefrischtes (d. i. geschmiedetes und gewalztes), in Stäben, nicht façonnirtes, auch Luppeneisen;			
	2. Eisenbahnschienen, roh vorgeschmiedete Maschinen- und Wagenbestandtheile (Achsen u. dergl.), sofern dergleichen Bestandtheile einzeln 50 Pfd. und darüber wiegen, dann schmiedeeiserne Röhren;			
	3. Stahl (d. i. Roh- und Cement-, Guss- und raffinirter Stahl), nicht façonnirt	„	1	25
	Anmerk. Roher Stahl in Blöcken oder Gussstücken	„	—	75
	c) Eisen und Stahl in Stäben, façonnirt (d. i. in einer für den Gebrauch vorgerichteten Form), Eck- und Winkeleisen, Radkranzeisen (Tyres), Pflugschareisen, Anker, Anker- und Schiffsketten	„	1	75
	d) Eisenblech, schwarzes, auch dressirtes, Stahlblech, rohes, Eisen- und Stahlplatten, rohe (unpolirte), Eisen- und Stahldraht, unpolirt	„	2	—
	e) Eisenblech und Eisenplatten, polirt, gefirnisst, verkupfert, verzinnt (Weissblech), verzinkt oder mit Blei überzogen, Stahlblech und Stahlplatten, polirt, Eisendraht, polirt, verkupfert, verzinkt, ver-			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung	Zollbetrag Fl.	Kr.
	zinnt oder mit Blei überzogen, Stahldraht, polirt, auch Stahlsaiten . . .	1 Ztr.	4	—
	f) Eisenguss, grober, wie Kessel, Oefen, Platten, Räder, Röhren, Roste u. dgl. .	„	—	60
20	Metalle, unedle (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene):			
	a) Blei, rohes (in Blöcken, Mulden etc., auch alt, gebrochen und in Abfällen, Hartblei, Schriftgiessermetall), dann Bleiasche	„	—	75
	b) Blei, gegossenes (als: Kessel, Röhren, Platten, Kugeln, Schrote u. dgl.), auch gerolltes und gezogenes Blei (Bleidraht), Buchdruckerlettern, Stereotypplatten .	„	2	50
	c) Kupfer, Messing, Nickel (auch Nickelschwamm), Packfong, Tomback, Zinn, Zink und andere nicht besonders benannte unedle Metalle und Metallgemische, mit Ausnahme von Blei und Eisen, roh (in Blöcken, Rosetten, Scheiben, Spleissen, Stangen und Klumpen, auch alt, gebrochen und in Abfällen), Kupfer- und Zinnasche, Kobalt- und Nickelspeise, Quecksilber	„	frei	—
	d) Zink in Stangen, Platten und Blechen .	„	—	75
	e) Zink in Drähten und Röhren, dann Zinkguss, roher, d. i. nicht weiter bearbeitet, auch in Verbindung mit Holzarbeiten der Nr. 37 a. und b. und Stangen oder Platten von Eisen	„	1	50
	f) Zinn, gezogen, gestreckt (d. i. in Stangen, Platten, Blechen, Drähten), dann Röhren, und Zinnguss, roher, d. i. nicht weiter bearbeitet, auch in Verbindung mit Holzarbeiten der Nr. 37 a. und b. und Stangen oder Platten von Eisen	„	2	—
	g) Kupfer, Messing, Nickel, Packfong, Tomback und andere nicht besonders benannte unedle Metalle und Metallgemische, gezogen, gestreckt (d. i. in Stangen, Tafeln, Platten, Blechen, Drähten [mit Ausnahme der Messingsaiten]), und in groben Gussstücken (d. i. in Glocken und Röhren, das Stück im Gewichte von mehr als 10 Pfd., und in anderen Gegenständen, das Stück im Gewichte von mehr als 25 Pfd.) . . .	„	3	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	VII. Webe- und Wirkstoffe und Garne.			
21	Flachs, auch Flachsbaumwolle (d. i. chemisch präparirter Flachs), Hanf, Jute und andere vegetabilische Spinnstoffe, roh, geröstet, gebrochen oder gehechelt, auch in Abfällen (Werg, Heede), dann Waldwolle und Seegras	1 Ztr.	frei	—
22	Schafwolle, roh und gekämmt, gefärbt, gebleicht, gemahlen und in Abfällen . . .	„	frei	—
23	Seide:			
	a) 1. Seide, abgehaspelt (unfilirt, Grezze) oder gesponnen (filirt),			
	2. Floretseide (Seidenabfälle), gesponnen, beide (Ziffer 1 und 2) ungefärbt und ohne Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	„	frei	—
	b) 1. Seide, weiss gemacht oder gefärbt, oder in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien, und			
	2. Floretseide, gefärbt oder in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	„	6	—
24	Baumwollgarne (ungemischt oder gemischt mit Leinen oder Wolle):			
	a) Roh, d. i. nicht gebleicht, nicht gefärbt und nicht drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	„	4	—
	b) Gebleicht oder gefärbt (jedoch nicht drei- oder mehrdrähtig gezwirnt), dann ungewebte Dochte, ohne oder mit Wachsüberzug	„	6	—
	c) Gezwirnt, d. i. drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	„	9	—
25	Leinengarne, d. i. Garne aus Flachs, Hanf, Werg oder anderen vegetabilischen Spinnstoffen, mit Ausnahme der Baumwolle:			
	a) Handgespinnst, roh, d. i. weder gebleicht, noch gefärbt oder gezwirnt	„	frei	—
	b) Maschinengespinnst, roh, d. i. weder gebleicht, noch gefärbt oder gezwirnt .	„	—	75
	c) Gebleicht (auch blos abgekocht), geäschert (gebükt) oder gefärbt (jedoch nicht gezwirnt)	„	2	50
	d) Gezwirnt	„	6	—
26	Wollengarne (d. i. Garne aus Wolle oder anderen Thierhaaren):			
	a) 1. Streichgarn,			
	2. Kammgarn, hartes (Weftgarn),			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Zollbetrag Kr.
	beide (Ziffer 1 und 2) roh, d. i. weder gefärbt, noch drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	1 Ztr.	—	75
	b) Kammgarn, weiches, roh, d. i. weder gefärbt, noch drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	„	4	—
	c) Wollengarn, gefärbt oder drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	„	6	—
	VIII. Webe- und Wirkwaaren, Kleidungen und Putzwaaren.			
27	Baumwollwaaren, d. i. Webe- und Wirkwaaren aus Baumwolle oder aus Baumwolle und Leinen, auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase, jedoch ohne Beimischung von Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren:			
	a) Dochte, gewebte, Gitter (Marly), Gurten, Netze, d. i. Fisch-, Pferde-, Vogel- und ähnliche grobe Netze, auch gestreifte Futternetze	„	15	—
	b) 1. Glatte (nicht gemusterte), rohe (d. i. aus rohem Garn verfertigte) dichte Webewaaren, auch croisirt, geköpert, gerauht oder appretirt, gebleicht, gefärbt; 2. gemusterte, rohe, dichte Webewaaren. Alle diese unter 1 und 2 genannten Webewaaren mit Ausnahme der roth gefärbten (Rougewaaren) und der unter c. begriffenen Waaren . . .	„	20	—
	c) 1. Gemusterte dichte Webewaaren, gebleicht, gefärbt; 2. alle mehrfarbigen und alle roth gefärbten glatten, dichten Webewaaren; 3. alle Sammete und sammetartigen Gewebe (mit aufgeschnittenem oder nicht aufgeschnittenem Flor); 4. Band-, Knopfmacher-, Posamentier- und Strumpfwaaren, dann Möbelnetze und bobinetartige Vorhängstoffe; 5. alle bedruckten Waaren. Alle diese unter Ziffer 1, 2, 3, 4 und 5 genannten Waaren, insoweit sie nicht unter d. und e. begriffen sind . . .	„	40	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	d) Alle undichte Webewaaren, mit Ausnahme der unter e. genannten	1 Ztr.	60	—
	e) Tülle (Englischer Façon, Bobbinets, Petinets, mit Ausnahme der unter c. Ziffer 4 genannten Vorhängstoffe), Spitzen, gestickte Webewaaren und alle Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	„	100	—
	vom 1. Januar 1870 an .	„	80	—
28	Leinenwaaren, d. i. Webe-, Wirk- und Seilerwaaren aus Flachs, Hanf, Werg, Manillahanf (Aloëfasern), Neuseeländer Flachs, Bast, See- und Chinesischem Grase, Jute, Waldwolle und anderen vegetabilischen Fasern, mit Ausnahme der Baumwolle, ferner aus Asbest, auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase, jedoch ohne Beimischung von Seide, Wolle und anderen Thierhaaren:			
	a) Seilerwaaren, als: ungebleichte oder gebleichte Seile, Taue, Stricke, Gurten, Tragbänder, Schläuche, rohe Bindfäden (Spagat) und Netze, alle diese Waaren auch getheert, geleimt oder gefirnisst; dann Eimer (Feuerlöscheimer) aus geflochtenem oder gedrehtem Hanf; ferner graue Packleinwand	„	—	75
	Anmerk. 1. Unter grauer Packleinwand wird ein glattes, grobes, ungebleichtes, auch einfach geköpertes Gewebe ohne Muster verstanden, welches nicht über 30 Kettenfäden auf einen Wiener Currentzoll enthält.			
	„ 2. Nicht unter a. und b. genannte oder aus anderen Webe- und Wirkmaterialien verfertigte Seilerwaaren werden als Posamentierwaaren behandelt.			
	b) 1. Leinwand, mit Ausnahme der unter d. und e. genannten, und Zwillich und Drillich, alle diese Gegenstände roh, ungebleicht und ungemustert, dann Feuerlöscheimer aus ungebleichtem Segeltuch, Bindfäden (Spagat) und Netze (Fisch-, Pferde-, Vogel-			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	und ähnliche grobe Netze), gebleicht, gefärbt;			
	2. Decken (Fuss- und Wagendecken, Laufteppiche), auch gefärbt, gemustert	1 Ztr.	6	—
	Anmerk. Die unter 1 und 2 begriffenen Waaren aus Jute	„	3	—
	c) Alle dichten Leinenwaaren, mit Ausnahme der unter anderen Nummern genannten	„	20	—
	Anmerk. Leinwand bis zu 50 Kettenfäden auf den Wiener Currentzoll	„	10	—
	d) Leinwand, von der mehr als 100 Kettenfäden auf den Wiener Currentzoll gehen, dann Posamentier-, Knopfmacher-, Band- und Strumpfwaaren	„	40	—
	e) Battiste, dann Gaze, Linon und andere undichte Webewaaren, mit Ausnahme der unter f. genannten	„	60	—
	f) Spitzen, Kanten, gestickte Webewaaren und Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase . . .	„	70	—
29	Wollenwaaren, d. i. alle Webe- und Wirkwaaren aus Wolle oder anderen Thierhaaren, auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase, und anderen nicht seidenen Webe- und Wirkmaterialien:			
	a) Kotzen, Halinatuch, Matrosentuch (Sigona), Loden, Oeltücher, Presstücher (Filtrirtücher), Siebböden und Geflechte aus Pferdehaaren, ohne Verbindung mit anderen Materialien, Hutabschnitte, Tuchenden, Fussteppiche aus Hunds-, Kälber- und Rindshaaren, getheerte Filze, Gitter und geknüpfte Netze, beide ungefärbt, gefilzte Sohlen zum Einlegen in Stiefel und Schuhe, dann Gurten	„	5	—
	b) Gewalkte, nicht bedruckte und nicht sammetartige Webewaaren, nicht bedruckte Filzwaaren und Fussteppiche, mit Ausnahme der unter a. genannten .	„	20	—
	c) Alle sammetartige, alle ungewalkte dichte und alle bedruckte Wollenwaaren (mit Ausnahme der unter d. und e. genannten), dann Posamentier-, Knopfmacher- und Strumpfwaaren	„	40	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	d) Alle undichte Webewaaren (mit Ausnahme der unter e. genannten), dann Shawls und Shawltücher	1 Ztr.	60	—
	e) Spitzen (auch Spitzentücher), gestickte Webewaaren und alle Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	„	70	—
30	Seidenwaaren, d. i. Webe- und Wirkwaaren aus Seide allein oder in Verbindung mit anderen Webe- und Wirkmaterialien:			
	a) 1. Halbseidenwaaren, d. i. Webewaaren, bei denen die Kette oder der Eintrag einzeln oder zusammen genommen, dann Strumpfwaaren, bei denen der Wirkfaden zum grösseren Theile aus Seide oder Floretseide besteht;			
	2. Shawls aus Seide und Wolle, Sammete, Velpel, Plüsche, Barrèges, Mousselins, Gaze und andere undichte Gewebe;			
	3. Band-, Posamentier- und Knopfmacherwaaren, insofern die unter 1, 2 und 3 genannten Waaren nicht unter d. begriffen sind	„	60	—
	b) 1. Waaren aus Seide oder Floretseide allein;			
	2. Blonden, Spitzen (Spitzentücher), sowie alle gestickten Webewaaren, dann			
	3. Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase . .	„	120	—
	vom 1. Januar 1872 an .	„	80	—
	Anmerk. Webewaaren, in welchen Seide nur zur Herstellung eines Musters oder als Verzierung vorkommt, werden nicht unter die Ganz- oder Halbseidenwaaren gerechnet.			
31	Wachstuch, Wachsmousselin, Wachstafft und Gewebe in Verbindung mit Gummifäden oder mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen u. s. w.:			
	a) 1. Wachstuch, grobes, d. i. Wachspackleinwand, unbedruckte, und Asphaltleinwand;			
	2. Schläuche aus Hanf, mit Kautschuk oder Guttapercha ausgegossen oder überzogen, Maschinen-Treibriemen			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	und Wagendecken aus grober Leinwand, mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen oder getränkt .	1 Ztr.	1	—
	b) Wachstuch, feines, d. i. alles andere, auch Malertuch und Ledertuch . . .	„	5	—
	c) Wachsmousselin und Wachstafft . . .	„	10	—
	d) 1. Gewebe aus Gummifäden in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien; 2. Gewebe mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen oder getränkt oder durch Zwischenlagen aus jenen Harzen verbunden	„	22	50
	Anmerk. Die unter 2 genannten Gewebe zu Krempelbelegen und zum Maschinenbetrieb . .	„	4	50
32	Kleidungen und Putzwaaren, d. i. Bekleidungs- und Putzgegenstände aus Webe- und Wirkwaaren allein oder in Verbindung mit anderen Stoffen:			
	a) Aus Baumwoll-, Leinen- oder Wollenwaaren der Nummern 27 b., 28 c. und 29 b. oder aus Geweben der Nummer 31 d. verfertigte, auch in Verbindung mit geringer belegten Webe- und Wirkwaaren	„	25	—
	Anmerk. Kleidungen und Putzwaaren, die lediglich aus Stoffen bestehen, welche mit weniger als 20 Fl. belegt sind, sind wie der höchstbelegte dieser Stoffe zu verzollen.			
	b) Aus Baumwoll-, Leinen- oder Wollenwaaren der Nummern 27 c., 28 d. und 29 c. verfertigte, auch in Verbindung mit geringer belegten Webe- und Wirkwaaren, dann Filzhüte	„	45	—
	c) Aus Baumwoll-, Leinen- oder Wollenwaaren der Nummern 27 d., 28 e. und f., 29 d. und e. oder aus Halbseidenwaaren (Nummer 30 a.) verfertigte, auch in Verbindung mit geringer belegten Webe- und Wirkwaaren	„	65	—
	d) Aus den unter 27 e. begriffenen Baumwollwaaren oder aus Seidenwaaren der Nummer 30 b. verfertigte, auch in Verbindung mit geringer belegten			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	Webe- und Wirkwaaren, dann künstliche Blumen	1 Ztr.	125	—
	vom 1. Januar 1872 an .	„	85	—
	IX. Waaren aus Borsten, Bast, Binsen, Kokosnussfasern, Gras, Schilf, Span, Stuhlrohr und Stroh, sowie Papier, Leder, Papier-, Leder-, Gummi- und Kürschnerwaaren.			
33	Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren:			
	a) Waaren aus Borsten und anderen animalischen und vegetabilischen Stoffen, mit Ausnahme jener aus Haaren und der unter 34 a. genannten Bürsten und Besen; Abstauber aus ungefärbten Federn; alle diese Gegenstände auch in Verbindung mit Holz und Eisen, jedoch weder gebeizt, lackirt, gefirnisst, gefärbt, noch polirt; ferner dergleichen fertige hölzerne Siebe mit Böden von Holzgeflecht oder Eisendraht, auch Holzsiebböden . . .	„	1	—
	b) 1. Haarpinsel, Abstauber aus gefärbten Federn, Frottir- und Pferdebürsten in Verbindung mit Webestoffen; 2. andere als die unter a. genannten, auch in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen . .	„	7	50
	vom 1. Januar 1869 an .	„	6	—
34	Bast-, Binsen-, Kokosnussfaser-, Gras-, Schilf-, Span-. Stuhlrohr- und Strohwaaren:			
	a) Fussdecken und Matten (Wagendecken u. dergl.) von Bast, Binsen, Kokosnussfasern, Gras, auch Seegras, Schilf und Stroh, ungefärbt, auch Bürsten und Besen aus Binsen, Gras, Schilf, Heidekrautwurzeln oder Reisstroh, auch in Verbindung mit Holz ohne Lack und Politur, dann Stuhlrohr, roh, gespalten . . .	„	—	25
	b) Hüte aus Holzspan ohne Garnitur, Strohbänder (bandartige Strohgeflechte aller Art) ohne Verbindung mit anderen Materialien	„	1	—
	c) Fussdecken und Matten (Wagendecken u. dergl.) von Bast, Binsen, Kokosnussfasern, Gras, auch Seegras, Schilf und Stroh, gefärbt	„	1	50

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	d) Stuhlrohr, gespaltenes, gebeizt oder gefärbt	1 Ztr.	2	50
	e) Geflechte, nicht unter anderen Nummern genannte, ohne Verbindung mit anderen Materialien	"	6	—
	f) Geflechte mit seidenen oder anderen Gespinnsten oder mit Rosshaaren durchzogen oder durchwirkt (Sparterie), auch in Verbindung mit anderen Materialien	"	25	—
	g) 1. Hüte und Kappen aus Stroh, Rohr, Bast, Binsen, Fischbein und Palmblättern, ohne Garnitur	1 Stück	—	10
	2. Hüte und Kappen aus den vorgenannten Stoffen oder aus Holzspan, mit Garnitur	"	—	20
85	Papier und Papierwaaren:			
	a) Schrenz-, graues Lösch- und rauhes Packpapier (auch gefärbt, lackirt, mit Graphit, Asphalt, Theer überzogen), dann Pappendeckel (auch Steinpappe), Pressspäne und Theerpappe (Asphaltfilz), Patentholz oder Fasermasse	1 Ztr.	frei	—
	b) 1. Papier, ungeleimtes ordinaires (grobes graues. halbweisses und gefärbtes) und alles ungeleimte Druckpapier;			
	2. Formerarbeit aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, auch in Verbindung mit Holz und Eisen, weder angestrichen noch lackirt	"	1	—
	c) Papier, geleimtes buntes (mit Ausnahme des unter d. genannten), lithographirtes, bedrucktes oder liniirtes, zu Devisen, Etiketten, Frachtbriefen, Rechnungen, vorgerichtetes, Calquir-, Gicht-, auch Oel- und Wachs-, Guttapercha-, Kreidepapier, dann Malerpappe und alles nicht unter b. genannte ungeleimte Papier . . .	"	1	50
	d) Gold- und Silberpapier und Papier mit Gold- oder Silbermustern (echt oder unecht, auch bronzirt), gepresstes oder durchgeschlagenes Papier, ingleichen Streifen von diesen Papiergattungen .	"	6	—
	e) Waaren aus Papier und Pappe (mit Ausnahme der Spielkarten), aus Papiermasse, Patentholz oder Holzfassermasse, Formerarbeiten aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, soweit sie nicht unter			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	b. begriffen sind, Waaren aus den vorgenannten Stoffen in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; dann Papier mit aufgeklebter Leinwand (auch mit Baumwollenleinwand) und daraus verfertigte Briefcouverte . . .	1 Ztr.	7	50
	vom 1. Januar 1869 an .	"	6	—
	f) Papiertapeten in Rollen	"	4	—
	vom 1. Januar 1870 an .	"	3	—
36	Leder, Leder-, Gummi- und Kürschnerwaaren:			
	a) Schaf- und Ziegenfelle, halbgar oder bereits gegerbt, aber noch nicht gefärbt oder weiter zugerichtet	"	—	75
	b) Leder, gemeines, d. i. nicht unter d. genanntes, auch derlei Stiefelschäfte .	"	3	—
	c) Künstliches Kratzenleder aus narblosem Abfallleder und aus einer zur Befestigung desselben dienenden Schicht von Leinen- oder Baumwollgeweben	"	4	50
	d) Leder, feines, d. i. Handschuhleder, auch Korduan, Marokin, Saffian, gefärbtes (mit Ausnahme des blos geschwärzten und und der Juchten), lackirtes, vergoldetes, versilbertes, ferner gefärbtes Pergament	"	7	50
	e) Waaren aus lohgarem, lohrothem oder blos geschwärztem Leder oder aus unlackirtem, ungefärbtem, unbedrucktem Kautschuk oder Guttapercha, Schuhmacher-, Sattler- und Täschnerwaaren aus behaarten Fellen, grobem unbedruckten Wachstuch, grauer Packleinwand, Segeltuch, rohem Zwillich oder Drillich, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe von Filz oder Tuchecken in Verbindung mit Leder, Ledertuch oder Kautschuk; Gummifäden, übersponnene	"	6	—
	f) Waaren aus Korduan, Saffian, Marokin, Brüsseler und Dänischem Leder, von sämisch- und weissgarem Leder, von gefärbtem oder lackirtem Leder und Pergament, von lackirtem, gefärbtem oder bedrucktem Kautschuk oder Guttapercha, ferner Schuhmacher-, Sattler- und Täsch-			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Zollbetrag Kr.
	nerwaaren von Ledertuch, Wachstuch (mit Ausnahme des groben unbedruckten), von Wachsmousselin oder Wachstafft, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe, ganz oder theilweise aus Leder, Ledertuch oder Kautschuk, mit Ausnahme der unter e. begriffenen . .	1 Ztr.	10	50
	g) Handschuhe (auch blos zugeschnitten oder in Verbindung mit Webe- und Wirkwaaren)	"	20	—
	h) Pelzwerk, d. i. alle auf der einen Seite halb oder ganz bearbeitete, auf der anderen Seite aber behaarte, nicht weiter verarbeitete Felle und Häute	"	1	—
	i) Kürschnerwaaren, rohe (d. i. alle Arbeiten aus Pelzwerk, ohne Verbindung mit anderen Bestandtheilen, z. B. ungefütterte Decken, Pelzfutter, Pelzbesätze und Talupen; weiss gemachte und gefärbte, nicht gefütterte Angora- und Schaffelle), dann fertige, nicht überzogene Schafpelze und derlei Mützen	"	4	50
	k) Kürschnerwaaren, fertige, d. i. alle nicht besonders benannte, z. B. überzogene Pelze, Muffe, Mützen, Handschuhe, gefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze	"	50	—
7	Anmerk. Kleider, die nicht ganz mit Pelz überzogen oder gefüttert sind, werden nicht als Kürschnerwaaren, sondern als Kleidungen behandelt.			
	X. Bein- und Holz-, Glas-, Stein- und Thonwaaren.			
8	Bein- und Holzwaaren, d. i. alle Arbeiten aus Bein, Holz oder anderen animalischen und vegetabilischen Schnitzstoffen mit Ausnahme von Korallen und Schildpatt:			
	a) Grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler- und Tischlerwaaren aus Holz, auch blos gehobelte Holzwaaren und Wagnerarbeiten, dann grobe Maschinen (auch Drehbänke, Mangen, Mühlen, Pressen, Spinnräder und Webestühle),			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr
	grobe Korbflechterwaaren (z. B. Pack-, Trag-, Wagen- und Waschkörbe, Fischreussen u. dergl.), Besen aus Reisig, Acker-, Garten- und Küchengeräthe. Beispielsweise gehören hierher: Kisten, Tröge, Mulden, Handschlitten, Schubkarren, ausgearbeitete Achsen und Deichseln, Felgen, Naben, Speichen, Räder, Stühle, Bänke, Tische, Bienenstöcke und -Körbe, Holzschuhe, Radschuhe, Stiefelknechte, Stiefelhölzer, Schuhmacherleisten, Reifen und Zargen, Rinnen und Röhren, Stöcke (auch Peitschenstöcke und Weichselröhre), Schachteln, Barren, Joche, Kumpfe, Leiter- und Wiesbäume, Leitern, Kochlöffel, Schneidebreter, Teller, Keulen, Schlägel, Rechen, Ruder, Schaufeln, Nägel, Stifte, Hühnersteigen, Kleider- und Haubenstöcke, Hutformen, gerundete Hölzer zu Stielen, Deckel, Resonanzböden, ungetunkte Zündhölzchen, Fidibus, Zahnstocher, roh vorgearbeitete Hefte und Klaviatur-, sowie Tabakspfeifen-Hölzer, Spielzeug, grobes, blos gehobeltes oder geschnitztes; alle diese Waaren nicht gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, noch in Verbindung mit anderen Stoffen	1 Ztr.	frei	—
	b) Fourniere und Parquetten, uneingelegte, Kork-Platten, -Scheiben, -Stöpseln und -Sohlen	„	—	75
	c) Hölzernes Hausgeräthe (Möbel), eingelegte Parquetten, sowie alle unter a. und b. begriffene Waaren aus Holz in Verbindung mit Bast-, Binsen-, Schilf-, Stuhlrohr-, Stroh- und Korbgeflechten, Eisen (mit Ausnahme des polirten Stahles), Messing, Glas oder gemeinem Leder, auch (mit oder ohne diese Verbindungen) gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, ferner Fischbein, gerissenes . .	„	1	50
	d) Feine Drechsler- und Schnitzwaaren, hölzerne Hängeuhren und Uhrkästen, Boulearbeiten, Holzbronze, echt vergoldete oder versilberte Holzwaaren, Fourniere, eingelegte oder auf einer Seite mit Papier oder Webewaaren belegt oder gepresst;			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	feine Korbflechterwaaren; Blei- und Farbstifte, in Rohr oder Holz gefasst; Spielzeug, mit Ausnahme des unter a. genannten; Beinarbeiten, nicht besonders benannte; alle nicht unter a., b. und c. begriffenen Waaren aus Holz, dann jene aus anderen vegetabilischen Schnitzstoffen, z. B. aus Areka-, Kokos- und Steinnüssen; Alle vorgenannten Gegenstände auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	1 Ztr.	7	50
	vom 1. Januar 1869 an .	"	6	—
	e) Gepolsterte Möbel (mit oder ohne Ueberzug)	"	6	—
38	Glas- und Glaswaaren:			
	a) Grünes, schwarzes und gelbes Hohlglas (Glasgeschirr) in seiner natürlichen Farbe, weder gepresst, geschliffen, noch abgerieben	"	frei	—
	b) Spiegelglas, rohes ungeschliffenes, Glasmasse, sowie Glasröhren, Glasstängelchen und Glasplättchen, ohne Unterschied der Farbe (wie solche zur Perlenbereitung, Kunstglasbläserei und Knopffabrication gebraucht werden), auch Email- und Glasurmasse	"	—	75
	c) Weisses Hohlglas, ungemustert, ungeschliffen, unabgerieben, ungepresst oder nur mit abgeschliffenen oder eingeriebenen Stöpseln, Böden oder Rändern, ferner Fenster- und Tafelglas in seiner natürlichen Farbe (grün, halb- und ganzweiss); Glasbehänge zu Kronleuchtern, Glasknöpfe, Glaskorallen, Glasperlen, Glasschmelz, Glastropfen, auch gefärbt	"	1	—
	d) Gepresstes, geschliffenes, abgeriebenes, geschnittenes, gemustertes, massives, weisses Glas	"	4	—
	e) Glas, farbiges, bemaltes, vergoldetes, mit Pasten (Kameen) eingelegtes, Glasflüsse, unechte Steine ohne Fassung, dann Spiegelglas, geschliffenes, unbelegtes oder belegtes, und Spiegelglas, ungeschliffenes, belegtes	"	6	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	f) Spiegel, eingerahmte, und alle Glas- und Emailwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen . . .	1 Ztr.	7	50
	vom 1. Januar 1869 an .	"	6	—
39	Steinwaaren, d. i. Bildhauer-, Former-, Modelleur-, Steinmetz- und Schmuckarbeiten aus Steinen und nicht gebrannten Erden, Cementen oder Steingemengen, mit Ausnahme jener aus Bernstein und Gagat:			
	a) Statuen aus Steinen (mit Ausnahme jener aus Edel- und Halbedelsteinen), in Stücken schwerer als 10 Pfund, ohne Verbindung mit anderen Stoffen, als mit ungebeiztem, ungefärbtem, unpolirtem und unlackirtem Holze oder Stangen und Platten aus unedlen Metallen, die weder versilbert noch vergoldet sind, dann Schusser (Klicker) aus Marmor u. dergl.	"	frei	—
	b) Andere Arbeiten aus Steinen (mit Ausnahme jener aus Edel- und Halbedelsteinen), in Stücken schwerer als 10 Pfd., ohne Verbindung mit anderen Stoffen, als mit ungebeiztem, ungefärbtem, unpolirtem und unlackirtem Holze oder Stangen und Platten aus unedlen Metallen, die weder versilbert noch vergoldet sind; Waaren aus Serpentinstein, Abgüsse in Gyps oder Schwefel von Münzen, geschnittenen Steinen u. dergl.	"	—	75
	c) Steine, echte (d. i. Edel- und Halbedelsteine) und Korallen (echte und unechte), bearbeitet (d. i. geschliffen, geschnitten oder in anderer Weise bearbeitet), dann echte Perlen, alle diese Waaren ungefasst	"	12	—
	d) Steinwaaren, alle andere, Meerschaumwaaren, sowie auch Steinwaaren (mit Ausnahme der gefassten Edel- und Halbedelsteine), in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen . . .	"	7	50
	vom 1. Januar 1869 an .	"	6	—
40	Thonwaaren, d. i. Porzellan, Steingut und andere Arbeiten aus gebrannten Erden:			
	a) Gewöhnliches, aus gemeiner Thonerde verfertigtes Töpfergeschirr, mit oder			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Zoll-betrag Fl.	Kr.
	ohne Glasur, auch dergleichen Ofenkacheln, schwarzes oder Graphitgeschirr, Fliesen und ähnliche Waaren aus Thon zu baulichen Zwecken, Schmelztiegel, irdene Pfeifen, einfarbig, unbemalt, Thonröhren	1 Ztr.	frei	—
	b) 1. Steingut, ein- oder mehrfarbiges, bemaltes, bedrucktes, jedoch weder mit vergoldeten noch versilberten Randstreifen versehenes; dann die unter a. begriffenen Thonwaaren in Verbindung mit nicht gefärbtem, gebeiztem, gefirnisstem, polirtem Holze oder Eisen, wie auch die unter a. gehörigen Krüge mit Deckeln und Beschlägen von Zinn;			
	2. Porzellan, weisses, auch mit farbigen, weder vergoldeten noch versilberten Randstreifen versehen	"	2	50
	c) Steingut, vergoldetes, versilbertes . .	"	4	50
	d) Porzellan, farbiges, bemaltes, bedrucktes, vergoldetes oder versilbertes; dann Thonwaaren aller Art, in Verbindung mit anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter b. begriffen sind und nicht unter die kurzen Waaren fallen	"	7	50
	vom 1. Januar 1869 an .	"	6	—
	XI. Metallwaaren, Wagen, Instrumente, Maschinen und Kurzwaaren.			
41	Eisenwaaren, d. i. alle Waaren aus Eisen und Stahl, soweit sie nicht unter den Nummern 19 b., c., d. und e. und 45 aufgeführt erscheinen oder unter die kurzen Waaren fallen.			
	a) Gemeinste:			
	1. Eisenguss, grober, soweit er nicht unter Nr. 19 f. begriffen ist.			
	2. Andere grobe Eisenwaaren, als: Ambose, Bratspiesse, Brecheisen, Dreifüsse, Eggen, Fallen und Fangeisen, Feuerhunde und Feuerzangen, Dung-, Heu- und Ofengabeln, Harken, Hauen (auch Krampen), Haspeln und Winden, Hecheln, Hemmschuhe, Hufeisen, Klammern (auch Mauerschliessen),			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Zoll-betrag Fl.	Kr.
	Kellen, Kesseln, Ketten (mit Ausnahme der Anker- und Schiffsketten), nicht emaillirtes Kochgeschirr, Nagelschmiedearbeiten (mit Ausnahme der Drahtstifte), Oefen, Pfannen, Pflüge, Plätteisen, grobe Ringe, Roste, Schaufeln, Schlägel, Schmied- und Schlosserwerkzeuge (mit Ausnahme der Schneidewerkzeuge), Schraubenbolzen und -Muttern, Schürhaken, Stössel, grobe Waagebalken, Wagenfedern, Wagen-, Thür- und Truhenbeschläge, Wurfgitter und grobe Drahtgeflechte bis zu 10 Drähten auf den Wiener Currentzoll; dann Sensen, Sicheln, Futterklingen (Strohmesser).			
	Alle diese (Ziffer 1 und 2) genannten Waaren, rauh oder nur zum geringeren Theile abgeschliffen oder angestrichen, auch in Verbindung mit Holz . .	1 Ztr.	2	—
	b) Schrauben und Drahtstifte	„	3	50
	c) Gemeine:			
	1. Alle Eisen- und Stahlwaaren, auch vollständig abgeschliffen, verkupfert, verzinnt, gefirnisst, jedoch weder polirt, lackirt, noch emaillirt, sofern sie nicht unter a., b., d. und e. genannt sind;			
	2. Aexte (Hacken), Sägen, Stemmeisen, Hobel, Tuchmacher-, Baum-, Schaf- und grobe Schneiderscheeren, grobe Messer zum Handwerksgebrauche, Bohrer, Müllerbillen, Feilen, Raspeln;			
	3. Drahtseile, Kratzbürsten, Siebböden, Thurmuhren und emaillirtes Kochgeschirr.			
	Alle diese (Ziffer 1, 2 und 3) aufgeführten Waaren, auch in Verbindung mit Holz	„	4	—
	d) Feine:			
	1. Herren- und Frauenschmuck, Nippes- und Toilettegegenstände, mit Ausnahme der unecht vergoldeten oder versilberten.			
	2. Drahtgeflechte und Drahtwaaren, mit Ausnahme der unter a., b. und c. genannten, Fischangeln, Schnürstifte,			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	Hafteln, Nadeln (mit Ausnahme der Nähnadeln), Schnallen aus Draht u. dgl.; ferner Draht mit Papier überzogen.			
	3. Maultrommeln, Fingerhüte, Hülsen und Stiele zu Schreibfedern, Stahlperlen, Weberkämme, Weberzähne, dann Kratzen aller Art.			
	4. Waffen, mit Ausnahme der Schusswaffen, und Waffenbestandtheile aller Art.			
	5. Alle polirten, lackirten und emaillirten Gegenstände, mit Ausnahme der unter c. und e. genannten.			
	6. Möbel, gepolsterte (mit oder ohne Ueberzug), und alle Eisenwaaren, mit Ausnahme der unter e. genannten, in Verbindung mit anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter die kurzen Waaren fallen . .	1 Ztr.	7	50
	vom 1. Januar 1869 an .	"	6	—
	e) Nähnadeln, Schreibfedern, Uhrfournituren und Uhrwerke, Gewehre (Schusswaffen) aller Art	"	15	—
42	Metallwaaren, d. i. Arbeiten aus nicht besonders benannten unedlen Metallen und Metallgemischen, mit Ausnahme der unter Nummer 20 b., e., f. und g. aufgeführten, dann des vernirten (unecht vergoldeten oder versilberten) Herren- und Frauenschmuckes, der Nippes- und Toilettegegenstände und aller echt vergoldeten oder versilberten oder mit Gold oder Silber belegten Waaren. Ausnahmsweise gehören hierher die plattirten (versilberten) Drähte, Bleche, Tafeln und Platten aus Kupfer und Messing.			
	a) Zinnwaaren, grobe, als: Schüsseln, Teller, Kessel und andere Gefässe, nicht lackirt und ohne Verbindung mit anderen Materialien	"	2	50
	b) Metallwaaren, gemeine, d. i. Walzen, Kessel, Schüsseln, Teller, Töpfe und sonstiges Kochgeschirr, mit Ausnahme der unter a. genannten; gelochte Bleche und Platten, dann Messingsaiten . . .	"	4	—
	c) Metallwaaren, feine, d. i.			
	1. Kupferschmied-, Gelbgiesser- und			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Zoll-betrag Fl.	Kr.
	Messingblechwaaren (d. i. Blasen, Bügeleisen, Eimer, Gewichte, Gewinde, Hähne, Mörser, Riegel, Röhren, Stössel, Waagschalen, nicht polirt, gefirnisst oder lackirt, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen);			
	2. geriebenes Metall (Bronzepulver), Metalltücher;			
	3. Rauschgold und Rauschsilber, Metallfolien, unechte leonische Drähte, unechtes Blattgold und Blattsilber;			
	4. plattirte (versilberte) Drähte, Bleche, Tafeln u. Platten aus Kupfer u. Messing;			
	5. alle nicht unter a., b. und d. genannten, dann alle Metallwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	1 Ztr.	7	50
	vom 1. Januar 1869 an .	"	6	—
	d) Schreibfedern, Uhrfournituren und Uhrwerke	"	15	—
43	Wagen:			
	a) Eisenbahnwagen	v.Werth	10 %.	
	b) Andere Wagen mit Leder- oder Polsterarbeit	1 Stück	75	—
44	Instrumente, ohne Rücksicht auf die Materialien, aus welchen sie gefertigt sind:			
	a) astronomische, chirurgische, mathematische, optische (mit Ausnahme der gefassten Augengläser und Operngucker), physikalische und für Laboratorien auch chemische	1 Ztr.	frei	—
	b) musikalische	"	3	—
45	Maschinen und Maschinenbestandtheile aus unedlen, nicht vergoldeten oder versilberten Metallen, allein oder in Verbindung mit Nebenbestandtheilen aus anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter die kurzen Waaren fallen, je nachdem der dem Gewichte nach überwiegende Bestandtheil besteht:			
	a) aus Gusseisen	"	1	33
	b) aus Schmiedeeisen oder Stahl . . .	"	2	—
	c) aus anderen unedlen Metallen	"	4	—
	Anmerk. Unter Maschinen sind auch Lokomotiven, Tender und Dampfkessel begriffen.			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Zoll-betrag Fl.	Kr.
46	Kurze Waaren, d. i. alle Waaren aus Gold, Silber und anderen edlen Metallen, Edelsteinen, echten und unechten Perlen und Korallen, Bernstein, Gagat, Schildpatt, Menschenhaaren, bossirtem Wachse, unedlen Metallen, die echt vergoldet, versilbert oder mit Gold oder Silber belegt sind, mit Ausnahme der plattirten Drähte, Bleche und Platten aus Kupfer und Messing, Verbindungen aus diesen Stoffen untereinander und mit anderen Materialien (insoweit sie nicht zu den Kleidungen und Putzwaaren gehören) und ähnliche dieser Nummer ausdrücklich eingereihte Waaren:			
	a) 1. Waaren ganz oder theilweise aus edlen Metallen, echten und unechten Perlen, echten und unechten Korallen, gefassten Edelsteinen;			
	2. Taschenuhren, echtes Blattgold und Blattsilber;			
	3. Echte Gold- und Silbergespinnste, sowie Arbeiten aus denselben oder aus echt vergoldeten oder versilberten leonischen Gespinnsten (Tressenwaaren);			
	4. Herren- und Frauenschmuck, Nippes- und Toilette-Gegenstände aus unedlen Metallen, echt vergoldet oder versilbert oder mit Gold oder Silber belegt;			
	5. zubereitete Schmuckfedern, sowie Arbeiten aus denselben oder aus Menschenhaaren.			
	Alle diese (Ziffer 4 und 5) genannten Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien.			
	6. Verbindungen der Seiden-, höchst belegten Baumwoll-, Leinen- und Wollenwaaren mit was immer für Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter die Kleidungen und Putzwaaren gehören	1 Ztr.	75	—
	b) 1. Waaren aus unedlen Metallen (mit Ausnahme der unter a. Ziffer 4 enthaltenen Gegenstände, dann der Metallperlen und der unter Nr. 42 c. ausnahmsweise eingereihten Drähte,			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Zollbetrag Kr.
	Bleche und Platten), echt vergoldet, versilbert oder mit Gold oder Silber belegt;			
	2. Waaren aus gefassten Halbedelsteinen, Schildpatt, Bernstein, Gagat.			
	Alle diese (Ziffer 1 und 2) angeführten Waaren auch in Verbindung mit anderen Stoffen, insoweit diese Verbindungen nicht unter a. begriffen sind.			
	3. Unechte Perlen, künstliche Zähne aller Art, Stickereien auf anderen Stoffen, als Webe- und Wirkwaaren	1 Ztr.	50	—
	Anmerk. Die unter b. Ziffer 1 aufgeführten Waaren vom 1. Januar 1872 an	"	25	—
	c) 1. Feine Galanterie- und Quincaillerie-waaren (Herren- und Frauenschmuck, Nippes- und Toilette-Gegenstände) aus unedlen Metallen, jedoch fein gearbeitet und entweder vernirt (unecht vergoldet oder versilbert), oder in Verbindung mit Alabaster, Elfenbein, Email, nachgeahmten Edelsteinen (Glasflüssen), Lava, Perlmutter oder auch mit Schnitzarbeiten, Pasten, Kameen, Ornamenten in Metallguss u. s. w.;			
	2. Arbeiten aus unechten leonischen Gespinnsten und Drähten (Tressenwaaren);			
	3. Waaren aus bossirtem Wachse.			
	Alle diese (Ziffer 1 und 3) genannten Waaren auch in Verbindung mit anderen Stoffen, insoweit diese Verbindungen nicht unter a. oder b. begriffen sind.			
	4. Metallperlen, echt vergoldet, versilbert oder mit Gold oder Silber belegt;			
	5. Wand- und Stutzuhren (mit Ausnahme jener in goldenen oder silbernen Gehäusen und der hölzernen Hängeuhren);			
	6. Operngucker und gefasste Augengläser (nicht mit Gestellen ganz oder theilweise aus edlen Metallen), Darm-			

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung	Zoll-betrag Fl.	Kr.
	saiten, auch mit Seide übersponnen, Arbeiten aus Goldschlägerhäutchen; 7. Verbindungen der Webe- und Wirkwaaren mit anderen Materialien, insoweit sie nicht unter a. oder b. oder unter die Kleidungen und Putzwaaren gehören	1 Ztr.	25	—
	d) 1. Unechte leonische Gespinnste; 2. Arm- und Halsbänder aus Bein, Holz, Leder, Gummi, Glas, Papier, Stroh, Thon, unedlen (nicht echt oder unecht vergoldeten, versilberten oder mit Gold oder Silber belegten) Metallen, auf Schnüre gefasst; 3. Wagen für Kinder mit Polster- und Lederarbeit, insofern deren Gewicht 50 Zollpfunde nicht überschreitet; 4. Kinderspielwaaren in Verbindung mit Webe- und Wirkwaaren, echt vergoldeten oder versilberten unedlen Metallen, und ähnlichen, zwar höher als mit 15 Fl. belegten, aber nicht zu den höchst belegten kurzen Waaren gehörigen Gegenständen	„	15	—
	XII. Chemische Produkte, Farbwaaren, literarische und Kunstgegenstände.			
47	Chemische Produkte und Farbwaaren:			
	a) Seife:			
	1. Grüne, schwarze und andere Schmierseife; gemeine feste Seife	„	1	25
	2. Feine Seife in Tafeln, Kugeln, Büchsen, Töpfen	„	8	—
	3. Parfümirte Seife	„	5	—
	Anmerk. Wenn die Umhüllungen, in welchen die Waare eingeht, höher belegt sind, als diese letztere, so wird dieser höhere Satz erhoben.			
	b) Zündwaaren, gemeine, als: Schwefelfäden, Schwefelhölzchen, Reibhölzchen, Reibfidibus und Zündfläschchen, Zündhölzchen, Lunten (auch Pech-, Zünd- oder Sprengschnüre), Feuerschwamm (künstlicher) und Zunder (natürlicher und künstlicher), auch Zunderpapier .	„	frei	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Zollbetrag Kr.
	c) Leim (Fisch- [Hausenblasen], Horn-, Leder- und Mundleim), Kraftmehl-Produkte (Haarpuder, Stärke, Kleister, Pappe), Tapioka und Arrowroot, Albumin und Gelatin (thierische Gallerte), Schwärzen (Russ- und Kohlenschwarz aller Art [mit Ausnahme der Knochenkohle], wie auch Kohlenpulver, Buchdrucker- und Frankfurterschwärze), Schuhwichse und Wagenschmiere, Pechfackeln	1 Ztr.	—	75
	d) Tusche, Reisskohlen, Farbstifte, nicht in Rohr oder Holz gefasst; alle Farben in Bläschen, Kapseln, Muscheln, Pasten und Kästchen; Parfümeriewaaren und Schminken, mit Ausnahme der weissen; Zündhütchen, gefüllte	„	12	—
	Anmerk. Kommen diese Gegenstände in Umschliessungen vor, welche ihrer Beschaffenheit nach zu den kurzen Waaren gehören, so unterliegen sie dem Zolle der Umschliessung.			
	e) Feuerwerkskörper, Hefe, künstliche (einschliesslich der Pressehefe), Fabrikate aus Gallerten, Räucherkerzchen, Siegellack, Aetzkali und Aetzstein, Chorkalilauge (Eau de Javelle), Phosphor, Phosphorsäure, Chloroform, Schwefeläther, Quecksilberpräparate (auch Zinnober); Chlormagnesium, schwefelsaure und kohlensaure Magnesia, Karbolsäure (Kreosot); Tinten und Tintenpulver	„	5	—
48	Literarische und Kunstgegenstände:			
	a) Bücher, Karten (wissenschaftliche), Musikalien, Papier, beschriebenes (Akten und Manuskripte)	„	frei	—
	b) Bilder auf Papier, d. i. Kupfer- und Stahlstiche, Steindrücke, Holzschnitte, Photographien u. dergl.	„	frei	—
	c) Gemälde, d. i. Gemälde auf Holz und unedlen Metallen, nicht lackirt, auf Leinwand und Stein, dann auch Originalbilder und Zeichnungen auf Papier (nicht durch den Druck oder Stich oder auf chemischem Wege vervielfältigte) und Bilddruck-Platten aus unedlen Metallen oder Holz	„	frei	—,

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Zollbetrag Fl.	Kr.
	XIII. Abfälle.			
49	Abfälle:			
	a) Kleien, Spreu, Oelkuchen, Oelkuchenmehl und andere Rückstände von ausgesottenen oder ausgepressten Früchten und Samen; Lohziegel (Lohkuchen, ausgelaugte Lohe), Blut, flüssiges und eingetrocknetes, Flechsen und Sehnen, Dünger, thierischer (auch Poudrette), ausgelaugte Pflanzenasche, Torf-, Steinkohlen- und Braunkohlenasche, Kalkäscher, Knochenschaum (oder Zuckererde), Abfälle von der Wachsbereitung (Bienenerde, Bienenkeule, Bienenrob), Glasgalle, Glasschaum, Hobel- und Sägespäne, Hefe, natürliche (d. i. flüssige Bier- und Weinhefe), Blei-, Kupfer- und Zinnkrätze, Gold- und Silberkrätze (Münzkrätze), Scherben von Glas- und Thonwaaren, Kehricht, Schlamm, Schlämpe, Spülicht, Treber, Trester, Malzkeime, Weinbeerenstiele (Kämme), Charpie (gezupfte Leinwand)	1 Ztr.	frei	—
	b) Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrication, d. i. leinene, baumwollene, seidene und wollene Lumpen, auch macerirte (Halbzeug, feste oder flüssige Papiermasse), Papierabschnitzel (Papierspäne), Makulatur (beschriebene und bedruckte), alte Netze, altes Tauwerk und alte Stricke	„	frei	—
	c) Knochen, Klauen, Füsse, Hörner, geraspelt, zerkleinert oder gebrannt (Knochenmehl, Knochenkohle [Spodium]), Hautabschnitzel (Leimleder), Lederabschnitzel; alte zerrissene Lederstücke .	„	frei	—

Anlage B.

Zollsätze

für die Einfuhr aus Oesterreich nach dem Zollverein.

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
1	**Abfälle:**					
	a) Abfälle von der Eisenfabrication (Hammerschlag, Eisenfeilspäne); von Glashütten, auch Scherben von Glas- und Thonwaaren; von der Wachsbereitung; von Seifensiedereien die Unterlauge; von Gerbereien das Leimleder, auch abgenutzte alte Lederstücke und sonstige, lediglich zur Leimfabrication geeignete Lederabfälle	—	frei	—	frei	—
	b) Blut von geschlachtetem Vieh, flüssiges und eingetrocknetes; Thierflechsen; Treber und Trester; Branntweinspülig; Spreu; Kleie; Torf-, Braunkohlen- und Steinkohlen-Asche; Dünger, thierischer, auch getrocknet (Poudrette), ausgelaugte Asche, Kalkäscher, Knochenschaum oder Zuckererde	—	frei	—	frei	—
	c) Lumpen aller Art; ungebleichtes oder gebleichtes Halbzeug aus Lumpen oder anderen Materialien, für die Papierfabrication; Papierspäne; Makulatur, beschriebene und bedruckte; alte Fischernetze, altes Tauwerk und alte Stricke; gezupfte Charpie .	—	frei	—	frei	—
	d) Münzgekrätz (Silbergekrätz, Goldschmiedegekrätz, Kapellasche); Zinngekrätz	—	frei	—	frei	—
2	**Baumwollengarn und Baumwollenwaaren:**					
	a) Baumwollengarn, ungemischt oder nur gemischt mit Leinen, Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren:					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	1. Ein- und zweidrähtiges:					
	α) rohes	1 Ztr.	2	—	8	30
	β) gebleichtes oder gefärbtes	„	4	—	7	—
	2. Drei- und mehrdrähtiges, roh, gebleicht oder gefärbt; Dochte, ungewebte	„	6	—	10	30
	b) Waaren aus Baumwolle, allein oder nur in Verbindung mit Leinen oder Metallfäden:					
	1. Rohe (aus rohem Garn verfertigte) und gebleichte dichte Gewebe, auch appretirt, mit Ausschluss der sammetartigen Gewebe	„	10	—	17	30
	2. Alle nicht unter Nr. 1 und 4 begriffene dichte Gewebe; rohe (aus rohem Garn verfertigte) undichte Gewebe; Strumpfwaaren; Posamentier- und Knopfmacherwaaren; auch Gespinnste in Verbindung mit Metallfäden . .	„	16	—	28	—
	3. Gebleichte undichte Gewebe, auch appretirt	„	26	20	46	40
	4. Alle undichte Gewebe, soweit sie nicht unter Nummer 2 und 3 begriffen sind; Spitzen und alle Stickereien . . .	„	30	—	52	30
3	**Blei und Bleiwaaren, auch mit Spiessglanz legirt:**					
	a) 1. Rohes Blei in Blöcken, Mulden, etc., altes Bruchblei, Bleiasche	—	frei	—	frei	—
	2. Blei-, Silber- und Goldglätte; Mennige	1 Ztr.	—	7½	—	26¼
	b) Gewalztes Blei; Buchdruckerschriften, Stereotypplatten . . .	„	—	15	—	52½
	c) Grobe Bleiwaaren, als: Kessel, Röhren, Schrot, Draht etc., auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack .	„	1	—	1	45
	d) Feine, auch lackirte Bleiwaaren; ingleichen Bleiwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen . . .	„	4	—	7	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
4	**Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren:**					
	a) Grobe, in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack; auch dergleichen Abstauber aus ungefärbten Federn	1 Ztr.	—	20	1	10
	b) Feine in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	4	—	7	—
5	**Droguerie-, Apotheker- und Farbewaaren:**					
	a) Aetherische Oele; Aetzkali und Aetzstein; Chlorkalilauge (Eau de Javelle); Chloroform; Karlsbader Salz; Phosphor und Phosphorsäure; Tinte und Tintenpulver; Tusche, Farben- und Tuschkasten; Mundlack (Oblaten); Schwefeläther; Siegellack; Quecksilberpräparate (auch Zinnober) . .	„	8	10	5	50
	b) Aetznatron; Bleiweiss; Bleizucker; chromsaures Bleioxyd; chromsaures Kali; gelbes blausaures Kali; Grünspan, raffinirter; Orseille und Persio; Zinkoxyd (Zinkweiss)	„	1	—	1	45
	c) Soda, kalzinirte; doppeltkohlensaures Natron	„	—	20	1	10
	d) Albumin; arsenige Säure; Citronensaft; citronensaurer und weinsteinsaurer Kalk; Eichenholz-, Gallapfel- und Knoppern-Extrakt; Eisenbeizen; Eisenmohr; Eisensaffran; Eisenvitriol (grüner); Knochenkohle; Knochenmehl; Lakmus; Mineralwasser, künstliches und natürliches, einschliesslich der Flaschen und Krüge; Pott- (Waid-) Asche; Salpeter, roh und gereinigt; Salpetersäure; Schüttgelb; Schwefel (auch Schwefelblüthe); Schwefelarsenik; Schwefelsäure; schwefelsaures und salzsaures Kali; Smalte; Streuglas;					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	Weinhefe, trockene und teigartige; Weinstein und Weinsteinsäure; Zündwaaren, nämlich: Schwefelfäden, Schwefelhölzchen, Reibhölzchen, Reibfidibus und Zündfläschchen, Zündhölzchen, Lunten (auch Pech-, Zünd- oder Sprengschnüre), Feuerschwamm (künstlicher) und Zunder (natürlicher und künstlicher), auch Zunderpapier; Farbwurzeln, gemeine, gemahlen und ungemahlen, als: echte und falsche Alkanna, Curcumä, Krapp, dann Waid, Wau, Saflor, Färbeginster, Kermeskörner; Berberitzenholz und -Wurzeln, Gelbholz (Fustik), weisse Seeblumenwurzeln, Quercitron, Sumach, Eicheln und Eichelhülsen (Vallonea), Knoppern (Eckerdoppern), auch Knoppermehl, Galläpfel	1 Ztr.	frei	—	frei	—
	e) Chlorkalk; Grünspan, roher (in Broten oder Kugeln); Leim und Gelatine; Glycerin (Oelsüss); Kermes, mineralischer; Kupfervitriol, gemischter Kupfer- und Eisenvitriol; Zinkvitriol; Russ; Schuhwichse; Schwärze; Wagenschmiere; Feuerwerk und Pechfackeln; Alaun; kohlensaures und schwefelsaures Ammoniak; Salmiak; Hirschhorn- und Salmiakgeist; Wasserglas .	"	—	15	—	52½
	f) Chlormagnesium, schwefelsaure und kohlensaure Magnesia, Rosmarin- und Wachholderöl . . .	"	2	—	3	30
	g) Gemahlene Kreide; schwefelsaures Natron (Glaubersalz)	"	—	5	—	17½
	h) Lakritzensaft; Oxalsäure und oxalsaures Kali	"	1	10	2	20
	i) Salzsäure	"	—	2½	—	8¾
	k) Soda, rohe, natürliche oder künstliche; krystallisirte Soda . . .	"	—	7½	—	26¼
6	**Eisen und Stahl, Eisen- und Stahlwaaren:**					
	a) Roheisen aller Art, altes Brucheisen	"	—	5	—	17½

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	b) Geschmiedetes und gewalztes Eisen in Stäben (mit Ausnahme des façonnirten); Luppeneisen; Eisenbahnschienen, Roh- und Cementstahl; Guss- und raffinirter Stahl; Eisen, welches zu groben Bestandtheilen von Maschinen und Wagen (Kurbeln, Achsen u. dgl.) roh vorgeschmiedet ist, insofern dergleichen Bestandtheile einzeln 50 Pfund und darüber wiegen .	1 Ztr.	—	25	1	27½
	Anmerk. Luppeneisen, noch Schlacken enthaltend, in Masseln oder Prismen; ferner roher Stahl in Blöcken oder Gussstücken	"	—	15	—	52½
	c) Façonnirtes Eisen in Stäben; Radglanzeisen zu Eisenbahnwagen; Pflugscharen-Eisen; schwarzes Eisenblech; rohes Stahlblech; rohe (unpolirte) Eisen- und Stahlplatten; Anker, sowie Anker- und Schiffsketten; Eisen- und Stahldraht, auch Stahlsaiten	"	1	5	2	2½
	d) Gefirnisstes Eisenblech; polirtes Stahlblech; polirte Eisen- und Stahlplatten	"	1	22½	3	3¾
	e) Weissblech; gewalzte und gezogene schmiedeeiserne Röhren .	"	2	15	4	22½
	f) Eisen und Stahlwaaren:					
	1. Ganz grobe Gusswaaren in Oefen, Platten, Gittern etc. .	"	—	12	—	42
	2. Grobe, die aus geschmiedetem Eisen oder Eisenguss, aus Eisen und Stahl, Eisenblech, Stahl- und Eisendraht, auch in Verbindung mit Holz gefertigt, jedoch nicht polirt sind, und zwar:					
	a) Ambose, Bratspiesse, Brecheisen, Drahtgewebe, Dreifüsse, Eggen, Fallen und Fangeisen, Dung-, Heu- und Ofengabeln, Harken, Hemmschuhe,					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	Hufeisen, Klammern, Kellen, Kessel, Ketten (mit Ausschluss der Anker- und Schiffsketten), Kochgeschirre, Nägel, Drahtstifte, Gussstifte und Holzschrauben, Pfannen, Pflugscharen, Plätteisen, grobe Ringe, Roste, Schaufeln, gepresste oder gegossene rohe Schlüssel, Schmiedehämmer, Schraubenbolzen und -Muttern, Schürhaken, grosse Waagebalken, Wagen-, Thür- und Truhenbeschläge, Wagenfedern und gleichartige Gegenstände, alle diese Waaren weder vollständig abgeschliffen, noch gefirnisst, verkupfert oder verzinnt; ferner Futterklingen (Strohmesser), Sensen und Sicheln	1 Ztr.	1	10	2	20
	β) Andere, auch vollständig abgeschliffene, gefirnisste, verkupferte oder verzinnte, als: Aexte, Degenklingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Hobeleisen, Kaffeetrommeln u. -Mühlen, Schlösser, Schraubstöcke, grobe Messer zum Handwerksgebrauch, Stemmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Tuchmacher- und Schneiderscheeren, Zangen u. dgl. m.	„	2	20	4	40
	3. Feine:					
	α) Aus feinem Eisenguss, polirtem Eisen oder Stahl oder aus Eisen oder Stahl in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen,					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	als: Gusswaaren (feine), lackirte Eisenwaaren, Messer, metallene Stricknadeln, metallene Häkelnadeln, Scheeren, Schwertfeger-Arbeit etc., jedoch mit Ausnahme der nachstehend unter β. genannten	1 Ztr.	4	—	7	—
	β) Nähnadeln; Schreibfedern aus Stahl und anderen unedlen Metallen; Uhrfournituren und Uhrwerke aus unedlen Metallen; Gewehre aller Art	„	10	—	17	30
7	**Erden und Erze:** Erden und rohe mineralische Stoffe, als: Kalk und Gyps, gebrannt und ungebrannt; Mörtel, Amianth und Asbest; Erze, z. B. Blei-, Eisen-, Kupfer-, Zink- und Zinn-Erze, Gold- und Silberstufen, Kobalt- und Nickel-Erze; Puzzuolan- u. Santorinerde (auch Cement und Trass), Mergel, Lehm, gemeiner Ziegel- und Töpferthon, Trippel, Talk- und Walkererde (alle diese Erden auch gemahlen und geschlemmt), Garten- und Moorerde; Sand und Schlacken; Bolus (auch Siegelerde), Maltheser Erde (weisser Bolus), Blutstein, Bimsstein und Schmirgel, Fluss- und Schwerspath, auch gemahlen und geschlemmt; Bimsstein, geformt; Braunstein, Ofenbruch, zinkischer (Tutia alexandrina); Farberde, gelbe, grüne, rothe; Graphit (Wasserblei, Reissblei); Kreide, rohe (ungeschnittene), weisse und schwarze; Kolkothar, Ocker; Satinober, Umbra; weisse Pfeifen- und andere Erden zur Erzeugung von Steingut und Porzellan; Lithographirsteine	—	frei	—	frei	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
8	**Flachs und andere vegetabilische Spinnstoffe, mit Ausnahme der Baumwolle**, roh, geröstet, gebrochen oder gehechelt, auch Abfälle, ingleichen Waldwolle . . .	—	frei	—	frei	—
9	**Getreide und andere Erzeugnisse des Landbaues:**					
	a) Getreide, auch gemalzt, und Hülsenfrüchte	—	frei	—	frei	—
	b) Sämereien und Beeren:					
	1. Anis, Koriander, Fenchel und Kümmel	—	frei	—	frei	—
	2. Alle übrigen Sämereien, einschliesslich der Oelsämereien; frische Beeren, ingleichen Wachholderbeeren aller Art; Erdnüsse	—	frei	—	frei	—
	c) Garten- u. Futtergewächse, frische; Blumenzwiebeln; Meerzwiebeln; Kartoffeln; Rüben; Wurzeln, frische; Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln); Obst, frisches; lebende Gewächse, auch in Töpfen oder Kübeln; Heu; Stroh; Getreide in Garben; Hülsenfrüchte im Kraut; Gras; Seegras; Karden (Weberdisteln); Bäume, Sträucher, Reben, Schösslinge, Setzlinge, Stauden zum Verpflanzen; Rosskastanien; Maulbeerblätter; Feuerschwamm, roher; Holzzunder; Heidekraut; Heidekrautwurzeln; Kalmus, frischer; Flechten und Moose; Schachtelhalm; Binsen, Schilfe und Rohre (Dach- und Weberrohre), gespalten, geschnitten oder zugespitzt; Bast, roher; Streulaub u. Häckerling (Häcksel); Nadeln und Zapfen von Nadelhölzern	—	frei	—	frei	—
	d) Hopfen	1 Ztr.	1	20	2	55
10	**Glas und Glaswaaren:**					
	a) Grünes, schwarzes und gelbes Hohlglas (Glasgeschirr) in seiner natürlichen Farbe, weder gepresst, geschliffen noch abgerieben . .	—	frei	—	frei	—
	b) Weisses Hohlglas, ungemustertes,					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	ungeschliffenes oder nur mit abgeschliffenen Stöpseln, Böden oder Rändern; Fenster- und Tafelglas in seiner natürlichen Farbe (grün, halb und ganz weiss); Glasbehänge zu Kronleuchtern, Glasknöpfe, Glaskorallen, Glasperlen, Glasschmelz, Glastropfen, auch gefärbt	1 Ztr.	—	20	1	10
	c) Gepresstes, geschliffenes, abgeriebenes, geschnittenes, gemustertes, massives weisses Glas	„	2	20	4	40
	d) Spiegelglas:					
	1. Rohes, ungeschliffenes . .	„	—	15	—	52½
	2. Geschliffenes, belegt oder unbelegt	„	4	—	7	—
	e) Farbiges, bemaltes oder vergoldetes Glas, ohne Unterschied der Form; Glaswaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	4	—	7	—
	Anmerk. Glasmasse, sowie Glasröhren, Glasstängelchen u. Glasplättchen ohne Unterschied der Farbe, wie sie zur Perlenbereitung, Kunstglasbläserei und Knopffabrication gebraucht werden; Glasurmasse	„	—	15	—	52½
11	**Haare** von Thieren, mit Ausnahme der Wolle; Menschenhaare; Federn und Borsten:					
	a) Haare, einschliesslich d. Menschenhaare, roh, gehechelt, gesotten, gefärbt, auch in Lockenform gelegt; Bettfedern und unzubereitete Schmuckfedern; Schreibfedern (Federspulen), rohe und gezogene; Borsten	—	frei	—	frei	—
	b) Haare, gesponnen; Federn, auch gefärbte, soweit sie nicht vorstehend unter a. begriffen sind oder zu den Kleidern oder Putzwaaren gehören	1 Ztr.	—	15	—	52½
12	**Häute und Felle:**					
	a) Rohe (grüne, gesalzene, trockene)					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	zur Lederbereitung; rohe behaarte Schaf-, Lamm- und Ziegenfelle; rohe Hasen- und Kaninchenfelle .	—	frei	—	frei	—
	b) Felle zur Pelzwerk- (Rauchwaaren-) Bereitung	1 Ztr.	—	20	1	10
13	**Holz und andere vegetabilische und animalische Schnitzstoffe, sowie Waaren daraus, mit Ausnahme der Waaren von Schildpatt:**					
	a) Brennholz, auch Reisig; Holzkohlen; Holzborke oder Gerberlohe; Lohkuchen (ausgelaugte Lohe als Brennmaterial)	—	frei	—	frei	—
	b) Bau- und Nutzholz aller Art, auch gesägt oder auf andere Weise vorgearbeitet; ingleichen andere vegetabilische und animalische Drechsler- und Schnitzstoffe:					
	1. Bernstein (Bernsteinmasse), Gagat (schwarzer Bernstein); Hobel- u. Sägespäne; Hörner, Hornspitzen, Hornscheiben u. Hornspäne; Knochen, ganz oder in Stücken, Klauen, Füsse und Hufe; Schildpatt, Meerschaum, Wallfischbarten (Fischbein, rohes); Stuhlrohr, ungespalten, ungebeizt; Stöcke und Röhre, mit Ausnahme des Schilf- und Stuhlrohrs; Kokos- und Coquillasnüsse u. Kokosnuss-Schalen; Areka- und Steinnüsse	—	frei	—	frei	—
	2. Elfenbein und andere Thierzähne; Perlmutter und andere Muschelschalen, roh oder blos geschnitten, in Platten und Blöcken	—	frei	—	frei	—
	c) Grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler- und Tischlerarbeiten aus Holz, auch blos gehobelte Holzwaaren und Wagner-Arbeiten; grobe, ungefärbte hölzerne Maschinen (auch Drehbänke, Mangeln, Mühlen, Pressen, Spinnräder und Webestühle), auch uneingelegte					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	Parquetten, rohe ungefärbte; grobe Böttcherwaaren mit eisernen Reifen, gebrauchte; Besen von Reisig; grobe Korbflechterwaaren . . .	—	frei	—	frei	—
	d) Holz in geschnittenen Fournieren; Korkplatten, Korkscheiben, Korksohlen, Korkstöpsel; Stuhlrohr, gebeiztes, gefärbtes oder gespaltenes	1 Ztr.	—	15	—	52½
	e) Hölzerne Hausgeräthe (Möbel), eingelegte Parquetten und andere Tischler-, Drechsler- und Böttcherwaaren, sowie Wagner-Arbeiten, welche gefärbt, gebeizt, lackirt, polirt oder auch in einzelnen Theilen in Verbindung mit Eisen, Messing, lohgarem Leder oder Glas verarbeitet sind; Möbel in Verbindung mit Bast-, Binsen-, Schilf-, Stuhlrohr-, Stroh- und Korbgeflechten; auch gerissenes Fischbein	„	1	—	1	45
	f) Feine Holzwaaren (mit ausgelegter oder Schnitz-Arbeit), feine Korbflechterwaaren, sowie überhaupt alle unter c., d. und e. nicht begriffenen Waaren aus vegetabilischen oder animalischen Schnitzstoffen, mit Ausnahme von Schildpatt, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Holzbronze; Bleistifte, Rothstifte und ähnliche .	„	4	—	7	—
	g) Gepolsterte Möbel (mit oder ohne Ueberzug) aller Art	„	3	10	5	50
14	**Instrumente, Maschinen und Wagen:**					
	a) Instrumente, ohne Rücksicht auf die Materialien, aus welchen sie gefertigt sind:					
	1. Musikalische	„	2	—	3	30
	2. Astronomische, chirurgische, optische (mit Ausnahme der gefassten Augengläser und Operngucker), mathematische, chemische (für Laboratorien), physikalische	—	frei	—	frei	—

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	b) **Maschinen:**					
	1. Lokomotiven, Tender und Dampfkessel	1 Ztr.	1	15	2	37½
	2. Andere, und zwar, je nachdem der dem Gewichte nach überwiegende Bestandtheil besteht:					
	α) aus Gusseisen	„	—	15	—	52½
	β) aus Schmiedeeisen oder Stahl	„	—	25	1	27½
	γ) aus anderen unedlen Metallen	„	1	10	2	20
	c) Wagen:					
	1. Eisenbahnwagen	vom Werthe 10 Prozent.				
	2. andere Wagen mit Leder- oder Polsterarbeit	1 Stück	50	—	87	30
15	**Kautschuk- und Guttapercha-Waaren:**					
	a) Schuhmacher-, Sattler-, Riemer- und Täschnerwaaren, sowie andere Waaren aus unlackirtem, ungefärbtem, unbedrucktem Kautschuk, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe von Filz oder Tuchecken in Verbindung mit Kautschuk; übersponnene Kautschukfäden . . .	1 Ztr.	4	—	7	—
	b) Waaren aus lackirtem, gefärbtem oder bedrucktem Kautschuk, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe, ganz oder theilweise aus Kautschuk, mit Ausnahme der unter a. genannten	„	7	—	12	15
	c) Gewebe aller Art mit Kautschuk überzogen oder getränkt, sowie Gewebe aus Kautschukfäden in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	„	15	—	26	15
	Anmerk. Waaren aus Guttapercha werden wie Waaren aus Kautschuk behandelt.					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
16	**Kleider und Leibwäsche, fertige, auch Putzwaaren:**					
	a) Von Seide oder Floretseide, auch in Verbindung mit Metallfäden .	1 Ztr.	40	—	70	—
	b) Andere, soweit sie nicht nachstehend unter c. und d. genannt sind; Herrenhüte von Seide, unstaffirt, staffirt oder garnirt; künstliche Blumen; zugerichtete Schmuckfedern	„	30	—	52	30
	c) Von Geweben mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen oder getränkt, sowie aus Gummifäden in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien; Herrenhüte von Filz aus Wolle oder anderen Thierhaaren, unstaffirt, staffirt oder garnirt	„	15	—	26	15
	d) Leinene Leibwäsche	„	10	—	17	30
17	**Kupfer und andere nicht besonders genannte unedle Metalle und Legirungen aus unedlen Metallen, sowie Waaren daraus:**					
	a) In rohem Zustande oder als alter Bruch	—	frei	—	frei	—
	b) Geschmiedet oder gewalzt in Stangen oder Blechen, auch Draht	1 Ztr.	1	22½	3	3¾
	c) In Blechen und Draht, plattirt .	„	4	—	7	—
	d) Waaren, und zwar:					
	1. Drahtgewebe	„	3	—	5	15
	2. Kupferschmiede- und Gelbgiesser-Waaren, als: Blasen, Bügeleisen, Eimer, Gewichte, Gewinde, Haken, Hähne, Kellen, Lampen, Leuchter, Lichtputzen, Mörser, Riegel, Röhren, Schlösser, Schraubenbolzen u. -Muttern, Schüsseln, Thür-, Fenster-, Truhen- und Wagenbeschläge, Waageschalen und ähnliche grobe Waaren, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack	„	2	20	4	40
	3. Andere Waaren, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	nicht unter die kurzen Waaren fallen; auch Zünd- oder Kupferhütchen, mit oder ohne Füllung	1 Ztr.	4	—	7	—
18	**Kurze Waaren, Quincaillerien etc.:**					
	a) Waaren, ganz oder theilweise aus edlen Metallen, echten Perlen, Korallen oder Edelsteinen gefertigt; Taschenuhren; echtes Blattgold und Blattsilber	„	50	—	87	30
	b) Waaren, ganz oder theilweise aus Schildpatt, aus unedlen, echt vergoldeten oder versilberten oder mit Gold oder Silber belegten Metallen gefertigt; Stutz- und Wanduhren, letztere mit Ausnahme der hölzernen Hängeuhren; unechtes Blattgold und Blattsilber; feine Galanterie- und Quincaillerie-Waaren (Herren- und Frauenschmuck, Toiletten- und sogenannte Nippestischsachen u. s. w.), ganz oder theilweise aus Aluminium; ferner dergleichen Waaren aus anderen unedlen Metallen, jedoch fein gearbeitet und entweder mehr oder weniger vergoldet oder versilbert oder auch vernirt, oder in Verbindung mit Alabaster, Elfenbein, Email, Halbedelsteinen und nachgeahmten Edelsteinen, Lava, Perlmutter oder auch mit Schnitzarbeiten, Pasten, Kameen, Ornamenten in Metallguss u. dgl.; Brillen und Operngucker; Fächer; feine bossirte Wachswaaren; Perrückenmacherarbeit; Regen- u. Sonnenschirme; Wachsperlen; ingleichen Waaren aus Gespinnsten von Baumwolle, Leinen, Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren, welche mit animalischen oder vegetabilischen Schnitzstoffen, unedlen Metallen, Glas, Kautschuk, Guttapercha, Leder, Ledertuch (leather cloth),					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	Papier, Pappe, Stroh oder Thonwaaren verbunden und nicht besonders tarifirt sind, z. B. Knöpfe auf Holzformen u. dergl. . . .	1 Ztr.	15	—	26	15
19	**Leder und Lederwaaren:**					
	a) Leder aller Art, mit Ausnahme des nachstehend unter b. genannten; Pergament; Stiefelschäfte .	"	2	—	3	30
	b) Brüsseler und Dänisches Handschuhleder; auch Korduan, Maroquin, Saffian und alles gefärbte und lackirte Leder	"	5	—	8	45
	Anmerk. zu b. Halbgare, sowie bereits gegerbte, noch nicht gefärbte oder weiter zugerichtete Ziegen- u. Schaffelle	"	—	15	—	52½
	c) Waaren aus lohgarem, lohrothem oder blos geschwärztem Leder; Schuhmacher-, Sattler- u. Täschnerwaaren aus behaarten Fellen, grobem unbedrucktem Wachstuch, grauer Packleinwand, Segeltuch, rohem Zwillich oder Drillich, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe von Filz oder Tuchecken in Verbindung mit Leder oder Ledertuch . .	"	4	—	7	—
	d) Waaren von Korduan, Saffian, Maroquin, Brüsseler u. Dänischem Leder, von sämisch- und weissgarem Leder, von gefärbtem oder lackirtem Leder und Pergament; ferner Schuhmacher-, Sattler- und Täschnerwaaren von Ledertuch, Wachstuch (mit Ausnahme des groben unbedruckten), von Wachsmousselin oder Wachstafft, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhe, ganz oder					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	theilweise aus Leder, mit Ausnahme der unter c. begriffenen .	1 Ztr.	7	—	12	15
	e) Handschuhe	„	18	10	23	20
20	**Leinengarn, Leinwand und andere Leinenwaaren**, d. i. Garn und Webe- oder Wirkwaaren aus Flachs oder anderen vegetabilischen Spinnstoffen, mit Ausnahme der Baumwolle:					
	a) Rohes Garn:					
	1. Maschinengespinnst . . .	„	—	15	—	52½
	2. Handgespinnst	—	frei	—	frei	—
	b) Gebleichtes, desgleichen blos abgekochtes oder gebüktes (geäschertes) Garn, ferner gefärbtes Garn	1 Ztr.	1	20	2	55
	c) Zwirn, roh, gebleicht oder gefärbt	„	4	—	7	—
	d) Seilerwaaren, ungebleichte, auch dergleichen getheerte, geleimte gefirnisste; gebleichte Seile, Taue, Stricke, Gurten, Tragbänder und Schläuche; Feuerlöscheimer aus geflochtenem u. gedrehtem Hanfe, ungebleichte; Decken aus losen Fasern	„	—	15	—	52½
	e) Graue Packleinwand	„	—	20	1	10
	Anmerk. Unter Packleinwand wird ein ungebleichtes, grobes, glattes, auch einfach geköpertes Gewebe (ohne Muster) verstanden, welches nicht über 30 Fäden in der Kette auf einen Preussischen Zoll enthält.					
	f) Rohe Leinwand, roher Zwillich und Drillich; Seilerwaaren, gebleichte und gefärbte, soweit sie nicht unter d. begriffen sind .	„	4	—	7	—
	g) Gebleichte, gefärbte, bedruckte oder in anderer Art zugerichtete, auch aus gebleichtem Garn gewebte Leinwand; gebleichter oder in anderer Art zugerichteter Zwillich und Drillich; rohes und gebleichtes, auch verarbeitetes Tisch-, Bett- und Handtücher-					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sgr.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	zeug; leinene Kittel; Battist und Linon	1 Ztr.	10	—	17	30
	h) Bänder, Borten, Fransen, Gaze, gewebte Kanten, Knopfmacher-, Posamentier- und Strumpfwaaren, Gespinnste und andere Waaren in Verbindung mit Metallfäden . .	„	20	—	35	—
	i) Zwirnspitzen	„	40	—	70	—
21	**Literarische und Kunst-Gegenstände:**					
	a) Papier, beschriebenes (Akten und Manuskripte); Bücher, Kupferstiche, Stiche anderer Art, sowie Holzschnitte; Lithographien und Photographien; geographische und Seekarten; Musikalien	—	frei	—	frei	—
	b) Gestochene Metallplatten, geschnittene Holzstöcke, sowie lithographische Steine mit Zeichnungen, Stichen oder Schrift, alle diese Gegenstände zum Gebrauch für den Druck auf Papier . .	—	frei	—	frei	—
	c) Gemälde u. Zeichnungen; Statuen von Marmor und anderen Steinarten	—	frei	—	frei	—
22	**Mehl, Mahlprodukte und andere Verzehrungsgegenstände:**					
	a) Mühlenfabrikate aus Getreide und Hülsenfrüchten, nämlich: geschrotene oder geschälte Körner, Graupe, Gries, Grütze, Mehl; Backwerk, gewöhnliches (Bäckerwaare); Stärkegummi (Dextrin, Leogomme) . .	—	frei	—	frei	—
	b) Nudeln und gleichartige nicht gebackene Erzeugnisse aus Mehl; ferner Sago und Sagosurrogate .					
	c) Kraftmehl, Stärke, Haarpuder, Tapioka und Arrowroot . . .	1 Ztr.	—	15	—	52½
	d) Gartengewächse, zubereitete, d. i. Gemüse und Krautarten, Kartoffeln und Rüben, essbare Wurzeln, Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln), getrocknet oder comprimirt, gedörrt, zerschnitten oder sonst					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	zerkleinert, gesalzen, in Essig eingelegt, in Fässern; Cichorien, getrocknet oder gedörrt; Obst, nämlich: Aepfel, Aprikosen, Birnen, Johannisbeeren, Kirschen, Melonen, Mirabellen, Mispeln, Pfirsiche, Pflaumen, Quitten, Schlehen, Stachelbeeren, getrocknet, gedörrt, zerschnitten oder auf andere Weise zerkleinert, ohne Zucker gekochte Obstmusse, ingleichen Nüsse, als Welsche und Hasel-Nüsse, trockene oder ausgeschälte; Senfsaat, Senfpulver oder gemahlener Senf (nicht in Blasen, Flaschen oder Krügen verpackt)	—	frei	—	frei	—
e)	Kastanien (Maronen)	1 Ztr.	—	15	—	52½
f)	Butter, frische, gesalzen und eingeschmolzen	„	1	10	2	20
g)	Käse	„	1	20	2	55
h)	1. Fleisch, gesalzenes, geräuchertes, auch Speck; Fleischextrakt; 2. Fische (mit Ausnahme der Heringe), gesalzen, getrocknet, geräuchert, in Meerwasser eingelegt (marinirt), in Fässern, Töpfen u. dgl.	„	—	15	—	52½
i)	Confitüren, Zuckerwerk, Kuchenwerk aller Art; Oliven; Pasteten; Tafel-Bouillon, Saucen und andere ähnliche Gegenstände des feineren Tafelgenusses; Kakaomasse, gemahlener Kakao, Chokolade und Chokoladen-Surrogate; ferner künstliche Hefe	„	7	—	12	15
k)	Früchte, Gewürze, Gemüse und andere Consumtibilien (Pilze, Trüffeln, Geflügel, Seethiere u. dgl.), mit Zucker, Essig, Oel eingemacht, eingedämpft oder auch eingesalzen, in Flaschen, Krügen, Büchsen; zubereitete Fische; Senfpulver oder gemahlener Senf in Blasen, Flaschen, Krügen; Senf, zubereiteter	„	5	—	8	45
l)	Honig	„	—	10	—	35

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	m) Bier in Fässern und Flaschen .	1 Ztr.	—	20	1	10
	n) Wein und Most, auch Cider in Fässern und Flaschen	„	2	20	4	40
23	**Oel und Fette:**					
	a) Fettes Oel in Fässern mit Ausnahme des Baumöls, des Palmöls (Palmbutter), des Kokosnussöls (Kokosbutter) und der parfümirten Oele	„	—	15	—	52½
	b) Fette:					
	1. Paraffin	„	—	15	—	52½
	2. Unschlitt	—	frei	—	frei	—
	c) Stearin, einschliesslich Stearinsäure	1 Ztr.	1	—	1	45
	d) Rückstände, feste, von der Fabrikation fetter Oele, auch gemahlen	—	frei	—	frei	—
24	**Papier und Pappwaaren:**					
	a) Graues Lösch- und Packpapier, Pappdeckel, Pressspäne, künstliches Pergament; Papier zum Schleifen oder Poliren (auch Bimsstein- u. Schmirgeltuch); Schieferpapier	—	frei	—	frei	—
	b) Ungeleimtes ordinaires (grobes graues, halbweisses und gefärbtes) Papier, alles ungeleimte Druckpapier; Formerarbeit aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, jedoch weder angestrichen noch lackirt . . .	1 Ztr.	—	20	1	10
	c) Alles andere, soweit es nicht unter d. genannt ist, auch lithographirtes, bedrucktes oder liniirtes, zu Rechnungen, Etiketten, Frachtbriefen, Devisen etc. vorgerichtetes Papier; Malerpappe	„	1	—	1	45
	d) Gold- und Silberpapier; Papier mit Gold- oder Silbermuster; durchgeschlagenes Papier; ingleichen Streifen von diesen Papiergattungen; Papiertapeten; Waaren aus Papier, Pappe oder Pappmasse (mit Ausnahme der Spielkarten); Formerarbeit aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	Stoffen, soweit sie nicht unter b. begriffen ist	1 Ztr.	1	10	2	20
	e) Waaren aus den vorgenannten Stoffen in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	"	4	—	7	—
25	**Parfümerien und Seife:**					
	a) Grüne, schwarze und andere Schmierseife	"	—	25	1	27½
	b) Gemeine feste Seife	"	—	25	1	27½
	c) Feine in Täfelchen, Kugeln, Büchsen, Krügen, Töpfen . . .	"	2	—	3	30
	d) Parfümerien aller Art	"	3	—	5	50
	Anmerk. Wenn die inneren Umschliessungen, in welchen die Waare eingeht, für sich höher belegt sind, als die letztere, so wird dieser höhere Satz erhoben.					
26	**Pelzwerk** (Kürschnerarbeiten):					
	a) Ueberzogene Pelze, Mützen, Handschuhe, gefütterte Decken, Pelzfutter und -Besätze u. dgl. . .	"	22	—	38	30
	b) Fertige, nicht überzogene Schafpelze, desgleichen weissgemachte und gefärbte, nicht gefütterte Angora- oder Schaffelle, ungefütterte Decken, Pelz-Futter und -Besätze	"	3	—	5	15
27	**Seide und Seidenwaaren:**					
	a) Seide, abgehaspelt (Grezze) oder gesponnen; Floretseide, gekämmt, gesponnen oder gezwirnt, alle diese Seide nicht gefärbt; auch Abfälle von gefärbter Seide . .	—	frei	—	frei	—
	b) Seide und Floretseide gefärbt .	1 Ztr.	4	—	7	—
	c) Waaren aus Seide oder Floretseide, auch in Verbindung mit Metallfäden	"	40	—	70	—
	d) Waaren aus Seide oder Floretseide in Verbindung mit Baumwolle, Leinen oder Wolle . . .	"	30	—	52	30

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
28	**Steine und Steinwaaren:**					
	a) Steine, rohe oder blos behauene; Flintensteine, Mühlsteine, auch mit eisernen Reifen oder Metallhülsen; Schleif- und Wetzsteine aller Art, auch Probirsteine; grobe Steinmetzarbeiten, z. B. Thür- und Fensterstöcke, Säulen und Säulenbestandtheile, Rinnen, Röhren und Tröge u. dergl., ungeschliffen, mit Ausnahme der Arbeiten aus Alabaster und Marmor; Schusser (Klicker) aus Marmor u. dergl. .	—	frei	—	frei	—
	b) Edelsteine aller Art, geschliffen, Perlen und Korallen ohne Fassung; Waaren aus Serpentinstein, Gyps und Schwefel; Schiefertafeln in lackirten oder polirten Holzrahmen	1 Ztr.	—	15	—	52½
	c) Waaren aus Halbedelsteinen, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen .	"	8	—	14	—
	d) Waaren aus allen anderen Steinen, mit Ausnahme der Statuen:					
	1. Ausser Verbindung mit anderen Materialien oder nur in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack	"	—	5	—	17½
	2. In Verbindung mit anderen Materialien, auch Meerschaumwaaren, alle diese Waaren, soweit sie nicht unter die kurzen Waaren fallen .	"	4	—	7	—
29	**Steinkohlen, Braunkohlen, Torf, Torfkohlen**	—	frei	—	frei	—
30	**Stroh-, Rohr- und Bastwaaren:**					
	a) Bürsten und Besen aus Binsen, Gras, Schilf, Heidekrautwurzeln oder Reisstroh, auch in Verbindung mit Holz ohne Politur und Lack, ordinaire Matten und Fussdecken von Bast, Stroh, Gras, Seegras, Binsen und Schilf, ungefärbt	1 Ztr.	—	5	—	17½
	b) Vorgenannte Matten und Fussdecken gefärbt	"	1	—	1	45

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	c) Hüte aus Holzspan ohne Garnitur; Strohbänder aller Art	1 Ztr.	—	20	1	10
	d) Stroh- und Bastgeflechte, mit Ausnahme der Strohbänder; Decken von ungespaltenem Stroh . . .	"	4	—	7	—
	e) Hüte aus Stroh, Rohr, Bast, Binsen, Fischbein und Palmblättern, ohne Garnitur	1 Stück	—	2	—	7
	f) Hüte aus den vorgenannten Materialien oder aus Holzspan, mit Garnitur	"	—	4	—	14
31	**Theer**; Pech; Harze aller Art; Asphalt (Bergtheer); Theeröle, roh und gereinigt, auch Benzin und Karbolsäure (Kreosot); Harzöl; Terpentin; Terpentinöl	—	frei	—	frei	—
32	**Thiere und thierische Produkte:**					
	a) Geflügel aller Art; Wildpret, kleines (Hasen und Kaninchen); alles lebende Wild; Fische, frische, und Flusskrebse; Biber, Frösche, Ottern, Schnecken	—	frei	—	frei	—
	b) Eier aller Art und Milch . . .	—	frei	—	frei	—
	c) Bienenstöcke mit lebenden Bienen	—	frei	—	frei	—
	d) Blasen und Därme, thierische; Darmseile und Darmsaiten; Luftballons aus Blasen oder Därmen; Goldschlägerhäutchen; Wachs, weisses und gelbes	1 Ztr.	—	15	—	52½
33	**Thonwaaren:**					
	a) Mauer- und Dachziegel, Fliesen und ähnliche Waaren aus Thon zu baulichen Zwecken; Thonröhren; Schmelztiegel; gemeine Ofenkacheln; irdene Pfeifen; gemeines Töpfergeschirr	—	frei	—	frei	—
	b) Andere Thonwaaren, mit Ausnahme von Porzellan:					
	1. Einfarbige oder weisse . .	1 Ztr.	1	20	2	55
	2. Bemalte, bedruckte, vergoldete oder versilberte . . .	"	2	—	3	30
	c) Porzellan, weisses, auch mit farbigen, weder vergoldeten noch versilberten Randstreifen . . .	"	1	20	2	55
	d) Porzellan, farbiges, bemaltes oder vergoldetes, ingleichen Thonwaaren aller Art in Verbindung					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maassstab d. Verzollung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss. Rthlr.	Sg.	nach dem 52½-Gulden-Fuss. Fl.	Kr.
	mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	1 Ztr.	4	—	7	—
34	**Vieh:**					
	a) Pferde und Füllen	—	frei	—	frei	—
	b) Rindvieh:					
	1. Ochsen und Zuchtstiere . .	1 Stück	1	10	2	20
	2. Kühe	„	1	—	1	45
	3. Jungvieh	„	—	15	—	52½
	4. Kälber	—	frei	—	frei	—
	c) Schweine:					
	1. Gemästete und magere . .	1 Stück	—	20	1	10
	2. Spanferkel	„	—	3	—	10½
	d) Hammel	„	—	5	—	17½
	e) Anderes Schafvieh und Ziegen .	—	frei	—	frei	.
	Anmerk. zu b. bis e. Schlachtvieh in getödtetem Zustande, selbst noch mit der Haut und den Eingeweiden versehen, ist wie Fleisch zu behandeln.					
35	**Wachstuch, Wachsmusselin, Wachstafft:**					
	a) Grobes unbedrucktes Wachstuch (Packtuch)	1 Ztr.	—	20	1	10
	b) Alles andere	„	2	—	3	30
36	**Wolle, sowie Waaren daraus:**					
	a) Wolle, rohe, gekämmte, gefärbte, gemahlene, auch in Abfällen . .	—	frei	—	frei	—
	b) Garn, auch mit Leinen oder Seide gemischt:					
	1. Einfaches, ungefärbt oder gefärbt; doublirtes ungefärbt	1 Ztr.	—	15	—	52½
	2. Doublirtes gefärbt; drei-oder mehrfach gezwirntes, ungefärbt oder gefärbt	„	4	—	7	—
	c) Waaren aus Wolle allein oder in Verbindung mit Baumwolle, Leinen oder Metallfäden:					
	1. Stickereien, Spitzen und Tülle	„	30	—	52	30
	2. Bedruckte Waaren aller Art	„	25	—	43	45
	3. Unbedruckte ungewalkte Waaren; Posamentier- und Knopfmacher-Waaren, auch Gespinnste in Verbindung mit Metallfäden	„	20	—	35	—
	4. Unbedruckte gewalkte Tuch-,					

No.	Benennung der Gegenstände.	Maass-stab d. Verzol-lung.	Abgabensätze nach dem 30-Thlr.-Fuss.		nach dem 52½-Gulden-Fuss.	
			Rthlr.	Sg.	Fl.	Kr.
	Zeug- und Filz-Waaren; Strumpfwaaren; Fussteppiche	1 Ztr.	10	—	17	30
	5. Tuchleisten	—	frei	—	frei	—
	Anmerk. Unter Wolle und Wollwaaren sind überall in dieser Anlage auch Ziegen-, Hasen-, Kaninchen- und Biberhaare und Waaren daraus begriffen.					
37	**Zink und Zinkwaaren:**					
	a) Rohes Zink; altes Bruchzink . .	—	frei	—	frei	—
	b) Zinkbleche	1 Ztr.	—	15	—	52½
	c) Grobe Zinkwaaren, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack; Draht .	"	1	—	1	45
	d) Feine, auch lackirte Zinkwaaren; ingleichen Zinkwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen . . .	"	4	—	7	—
38	**Zinn und Zinnwaaren, auch mit Spiessglanz legirt:**					
	a) Zinn in Blöcken, Stangen u. s. w.; altes Bruchzinn	—	frei	—	frei	—
	b) Zinn, gewalztes	1 Ztr.	—	15	—	52½
	c) Grobe Zinnwaaren, als: Draht, Röhren, Schüsseln, Teller, Kessel und andere Gefässe, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack . . .	"	1	—	1	45
	d) Feine, auch lackirte Zinnwaaren, ingleichen Zinnwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen . . .	"	4	—	7	—

v. Bismarck.
Delbrück.
v. Philipsborn.
Weber.
Eggensberger.
v. Thümmel.

Wimpffen.
Pretis.

Anlage C.

Zollcartel.

§ 1. Jeder der vertragenden Theile verpflichtet sich, zur Verhinderung, Entdeckung und Bestrafung von Uebertretungen (§§ 13 und 14) der Zollgesetze des anderen Staates nach Maassgabe der folgenden Bestimmungen mitzuwirken.

§ 2. Jeder der vertragenden Theile wird seinen Angestellten, welche zur Verhinderung oder zur Anzeige von Uebertretungen seiner eigenen Zollgesetze angewiesen sind, die Verpflichtung auflegen, sobald ihnen bekannt wird, dass eine Uebertretung derartiger Gesetze des andern Theils unternommen werden soll oder stattgefunden hat, dieselbe im ersteren Falle durch alle ihnen gesetzlich zustehenden Mittel thunlichst zu verhindern und in beiden Fällen der inländischen Zoll- oder Steuer-Behörde (im Zollverein: Haupt-Zollämter oder Haupt-Steuerämter, in Oesterreich: Haupt-Zollämter oder Finanzwach-Commissäre) schleunigst anzuzeigen.

§ 3. Die Zoll- oder Steuerbehörden des einen Theils sollen über die zu ihrer Kenntniss gelangenden Uebertretungen von Zollgesetzen des andern Theils den im § 2 bezeichneten Zoll- oder Steuerbehörden des letzteren sofort Mittheilung machen und denselben dabei über die einschlagenden Thatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, jede sachdienliche Auskunft ertheilen.

§ 4. Die Erhebungsämter der vertragenden Theile sollen den dazu von dem andern Staate ermächtigten oberen Zoll- oder Steuerbeamten desselben die Einsicht der Register oder Register-Abtheilungen, welche den Waarenverkehr aus und nach dem letzteren und an der Grenze desselben nachweisen, nebst Belegen auf Begehren jederzeit an der Amtsstelle gestatten.

§ 5. Die Zoll- und Steuerbeamten an der Grenze zwischen beiden vertragenden Theilen sollen angewiesen werden, sich zur Verhütung und Entdeckung des Schleichhandels nach beiden Seiten hin bereitwilligst zu unterstützen und nicht allein zu jenem Zweck ihre Wahrnehmungen sich gegenseitig binnen der kürzesten Frist mitzutheilen, sondern auch ein freundnachbarliches Vernehmen zu unterhalten und zur Verständigung über zweckmässiges Zusammenwirken von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen sich mit einander zu berathen.

Bei jeder der einander gegenüberliegenden Aufsichtsstationen soll ein Register geführt werden, in welches die erwähnten Mittheilungen einzutragen sind.

§ 6. Den Zoll- und Steuerbeamten der vertragenden Theile soll gestattet sein, bei Verfolgung eines Schleichhändlers oder der Gegenstände oder Spuren einer Uebertretung der Zollgesetze ihres Staates sich in das Gebiet des andern Staates zu dem Zwecke zu begeben, um bei den dortigen Ortsvorständen oder Behörden die zur Ermittelung des Thatbestandes und des Thäters und die zur Sicherung des Beweises erforderlichen Maassregeln, das Sammeln aller Beweismittel bezüglich der vollbrachten oder versuchten Zollumgehung, sowie den Umständen nach die einst-

weilige Beschlagnahme der Waaren und die Festhaltung der Thäter zu beantragen.

Anträgen dieser Art sollen die Ortsvorstände und Behörden jedes der vertragenden Theile in derselben Weise genügen, wie ihnen dies bei vermutheten oder entdeckten Uebertretungen der Zollgesetze des eigenen Staates zusteht und obliegt. Auch können die Zoll- und Steuerbeamten des einen Theils durch Requisition ihrer vorgesetzten Behörde von Seiten der zuständigen Behörde des andern Theils aufgefordert werden, entweder vor letzterer selbst oder vor der competenten Behörde ihres eigenen Landes die auf die Zollumgehung bezüglichen Umstände auszusagen.

§ 7. Keiner der vertragenden Theile wird in seinem Gebiete Vereinigungen zum Zwecke des Schleichhandels nach dem Gebiete des andern Theils dulden, oder Verträgen zur Sicherung gegen die möglichen Nachtheile schleichhändlerischer Unternehmungen Gültigkeit zugestehen.

§ 8. Jeder der vertragenden Theile ist verpflichtet, zu verhindern, dass Vorräthe von Waaren, welche als zum Schleichhandel nach dem Gebiete des andern Theils bestimmt anzusehen sind, in der Nähe der Grenze des letzteren angehäuft oder ohne genügende Sicherung gegen den zu besorgenden Missbrauch niedergelegt werden.

Innerhalb des Grenzbezirks sollen Niederlagen fremder unverzollter Waaren nur an solchen Orten, wo sich ein Zollamt befindet, gestattet und in diesem Falle unter Verschluss und Controle der Zollbehörde gestellt werden. Sollte in einzelnen Fällen der amtliche Verschluss nicht anwendbar sein, so sollen statt desselben anderweite möglichst sichernde Controle-Maassregeln angeordnet werden. Vorräthe von fremden verzollten und von inländischen Waaren innerhalb des Grenzbezirks sollen das Bedürfniss des erlaubten, d. h. nach dem örtlichen Verbrauche im eigenen Lande bemessenen, Verkehrs nicht überschreiten. Entsteht Verdacht, dass sich Vorräthe von Waaren der letztgedachten Art über das bezeichnete Bedürfniss und zum Zweck des Schleichhandels gebildet hätten, so sollen dergleichen Niederlagen, insoweit es gesetzlich zulässig ist, unter spezielle, zur Verhinderung des Schleichhandels geeignete Controle der Zollbehörde gestellt werden.

§ 9. Jeder der vertragenden Theile ist verpflichtet:

a) Waaren, deren Ein- oder Durchfuhr in dem andern Staate verboten ist, nach demselben nur beim Nachweise dortiger besonderer Erlaubniss zoll- oder steueramtlich abzufertigen;

b) Waaren, welche in dem andern Staate eingangsabgabenpflichtig und dahin bestimmt sind, nach demselben
   1. nur in der Richtung nach einem dortigen mit ausreichenden Befugnissen versehenen Eingangsamte,
   2. von den Ausgangsämtern oder Legitimationsstellen nur zu solchen Tageszeiten, dass sie jenseits der Grenze zu dort erlaubter Zeit eintreffen können, und
   3. unter Verhinderung jedes vermeidlichen Aufenthaltes

zwischen dem Ausgangsamte oder der Legitimationsstelle und der Grenze

zoll- oder steueramtlich abzufertigen, oder mit Ausweisen zu versehen.

§ 10. Auch wird jeder der beiden Staaten die Erledigung der für die Wiederausfuhr unverabgabter Waaren ihm geleisteten Sicherheiten, sowie die für Ausfuhren gebührenden Abgabenerlasse oder Erstattungen erst dann eintreten lassen, wenn ihm durch eine vom Eingangsamt auszustellende Bescheinigung nachgewiesen wird, dass die nach dem vorbezeichneten Nachbarlande ausgeführte Waare in dem letzteren angemeldet worden ist.

§ 11. Vor Ausführung der im § 9 unter b. und im § 10 enthaltenen Bestimmungen werden die vertragenden Theile über die erforderliche Anzahl und die Befugnisse der zum Waarenübergange an der gemeinschaftlichen Grenze bestimmten Anmelde- und Erhebungsstellen, über die denselben, soweit sie zu einander unmittelbar in Beziehung stehen, übereinstimmend vorzuschreibenden Abfertigungsstunden und über, nach Bedürfniss anzuordnende amtliche Begleitungen der ausgeführten Waaren bis zur jenseitigen Anmeldestelle, sowie über besondere Maassregeln für den Eisenbahnverkehr sich bereitwilligst verständigen.

§ 12. Jeder der vertragenden Theile hat die in den §§ 13 und 14 erwähnten Uebertretungen der Zollgesetze des andern Theils nicht allein seinen Angehörigen, sondern auch allen denjenigen, welche in seinem Gebiet einen vorübergehenden Wohnsitz haben oder auch nur augenblicklich sich befinden, unter Androhung der zu jenen Paragraphen bezeichneten Strafen zu verbieten. Beide vertragende Theile verpflichten sich wechselseitig, die dem andern vertragenden Theile angehörigen Unterthanen, welche den Verdacht des Schleichhandels wider sich erregt haben, innerhalb ihrer Gebiete überwachen zu lassen.

§ 13. Uebertretungen von Ein-, Aus- und Durchfuhrverboten des anderen Theils und Zoll- oder Steuerdefraudationen, d. h. solche Handlungen oder gesetzwidrige Unterlassungen, durch welche dem letzteren eine ihm gesetzlich gebührende Ein- oder Ausgangs-Abgabe entzogen wird oder bei unentdecktem Gelingen entzogen werden würde, sind von jedem der vertragenden Theile nach seiner Wahl entweder mit Confiscation des Gegenstandes der Uebertretung, eventuell Erlegung des vollen Werthes und daneben mit angemessener Geldstrafe oder mit denselben Geld- oder Vermögensstrafen zu bedrohen, welchen gleichartige oder ähnliche Uebertretungen seiner eigenen Abgabengesetze unterliegen.

Im letzteren Falle ist der Strafbetrag, soweit derselbe gesetzlich nach dem entzogenen Abgabenbetrage sich richtet, nach dem Tarife des Staates zu bemessen, dessen Abgabengesetz übertreten worden ist.

§ 14. Für solche Uebertretungen der Zollgesetze des anderen Staates, durch welche erweislich ein Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbot nicht verletzt oder eine Abgabe widerrechtlich nicht entzogen werden konnte oder sollte, sind genügende, in bestimmten Grenzen vom strafrichterlichen Ermessen abhängige Geldstrafen anzudrohen.

§ 15. Freiheits- oder Arbeitsstrafen (vorbehaltlich der nach seinen eigenen Abgabengesetzen eintretenden Abbüssung unvollstreckbarer Geldstrafen durch Haft oder Arbeit), sowie Ehrenstrafen, die Entziehung von Gewerbsberechtigungen oder, als Strafschärfung, die Bekanntmachung erfolgter Verurtheilungen anzudrohen, ist auf Grund dieses Cartels keiner der vertragenden Theile verpflichtet.

§ 16. Dagegen darf durch die nach den §§ 12—15 zu erlassenden Strafbestimmungen die gesetzmässige Bestrafung der bei Verletzung der Zollgesetze des andern Staates etwa vorkommenden sonstigen Uebertretungen, Vergehen und Verbrechen, als: Beleidigungen, rechtswidrige Widersetzlichkeit, Drohungen oder Gewaltthätigkeiten, Fälschungen, Bestechungen oder Erpressungen u. dgl., nicht ausgeschlossen oder beschränkt werden.

§ 17. Uebertretungen der Zollgesetze des andern Theils hat, auf Antrag einer zuständigen Behörde desselben, jeder der vertragenden Theile von denselben Gerichten und in denselben Formen, wie Uebertretungen seiner eigenen derartigen Gesetze, untersuchen und gesetzmässig bestrafen zu lassen:

1. wenn der Angeschuldigte entweder ein Angehöriger des Staates ist, welcher ihn zur Untersuchung und Strafe ziehen soll, oder
2. wenn jener nicht allein zur Zeit der Uebertretung in dem Gebiete dieses Staates einen, wenn auch nur vorübergehenden, Wohnsitz hatte oder die Uebertretung von diesem Gebiete aus beging, sondern auch bei oder nach dem Eingange des Antrags auf Untersuchung sich in demselben Staate betreffen lässt,

in dem unter 2 erwähnten Falle jedoch nur dann, wenn der Angeschuldigte nicht Angehöriger des Staates ist, dessen Gesetze Gegenstand der angeschuldigten Uebertretung sind.

§ 18. Zu den im § 17 bezeichneten Untersuchungen sollen das Gericht, von dessen Bezirke aus die Uebertretung begangen ist, und das Gericht, in dessen Bezirke der Angeschuldigte seinen Wohnsitz oder, als Ausländer, seinen einstweiligen Aufenthalt hat, insofern zuständig sein, als nicht wegen derselben Uebertretung gegen denselben Angeschuldigten ein Verfahren bei einem andern Gericht anhängig oder durch schliessliche Entscheidung beendigt ist.

§ 19. Bei den im § 17 bezeichneten Untersuchungen soll den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des andern Theils dieselbe Beweiskraft beigelegt werden, welche den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des eigenen Staates in Fällen gleicher Art beigelegt ist.

§ 20. Die Kosten eines nach Maassgabe des § 17 eingeleiteten Strafverfahrens und der Strafvollstreckung sind nach denselben Grundsätzen zu bestimmen und aufzulegen, welche für Strafverfahren wegen gleichartiger Uebertretungen der Gesetze des eigenen Staates gelten.

Für die einstweilige Bestreitung derselben hat der Staat zu sorgen, in welchem die Untersuchung geführt wird.

Diejenigen Kosten des Verfahrens und der Strafvollstreckung, welche, wenn ersteres wegen Uebertretung der eigenen Abgaben-

gesetze stattgefunden hätte, von jenem Staate schliesslich zu tragen sein würden, hat, insoweit sie nicht vom Angeschuldigten eingezogen oder durch eingegangene Strafbeträge (§ 21) gedeckt werden können, der Staat zu erstatten, dessen Behörde die Untersuchung beantragte.

§ 21. Die Geldbeträge, welche in Folge eines nach Maassgabe des § 17 eingeleiteten Strafverfahrens von dem Angeschuldigten oder für verkaufte Gegenstände der Uebertretung eingehen, sind dergestalt zu verwenden, dass davon zunächst die rückständigen Gerichtskosten, sodann die dem andern Staate entzogenen Abgaben und zuletzt die Strafen berichtigt werden.

Ueber die letzteren hat der Staat zu verfügen, in welchem das Verfahren stattfand.

§ 22. Eine nach Maassgabe des § 17 eingeleitete Untersuchung ist, so lange ein rechtskräftiges Enderkenntniss noch nicht erfolgte, auf Antrag der Behörde desjenigen Staates, welcher dieselbe veranlasst hatte, sofort einzustellen.

§ 23. Das Recht zum Erlasse und zur Milderung der Strafen, zu welchen der Angeschuldigte in Folge eines nach Maassgabe des § 17 eingeleiteten Verfahrens verurtheilt wurde oder sich freiwillig erboten hat, steht dem Staate zu, bei dessen Gerichte die Verurtheilung oder Erbietung erfolgte.

Es soll jedoch vor derartigen Straferlassen oder Strafmilderungen der zuständigen Behörde des Staates, dessen Gesetze übertreten waren, Gelegenheit gegeben werden, sich darüber zu äussern.

§ 24. Die Gerichte jedes der vertragenden Theile sollen in Beziehung auf jedes in dem andern Staate wegen Uebertretung der Zollgesetze dieses Staates oder in Gemässheit des § 17 eingeleitete Strafverfahren verpflichtet sein, auf Ersuchen des zuständigen Gerichtes

1. Zeugen und Sachverständige, welche sich in ihrem Gerichtsbezirk aufhalten, auf Erfordern eidlich zu vernehmen und erstere zur Ablegung des Zeugnisses, soweit dasselbe nicht nach den Landesgesetzen verweigert werden darf, z. B. die eigene Mitschuld der Zeugen betrifft, oder sich auf Umstände erstrecken soll, welche mit der Anschuldigung nicht in naher Verbindung stehen, nöthigenfalls anzuhalten;
2. amtliche Besichtigungen vorzunehmen und den Befund zu beglaubigen;
3. Angeschuldigten, welche sich im Bezirke des ersuchten Gerichts aufhalten, ohne dem Staatsverbande des letzteren anzugehören, Vorladungen und Erkenntnisse behändigen zu lassen;
4. Uebertreter und deren bewegliche Güter, welche im Bezirke des ersuchten Gerichts angetroffen werden, anzuhalten und auszuliefern, insofern nicht jene Uebertreter dem Staatsverbande des ersuchten Gerichts oder einem solchen dritten Staate angehören, welcher durch Verträge verpflichtet ist, die fragliche Uebertretung seinerseits gehörig untersuchen und bestrafen zu lassen.

§ 25. Es sind in diesem Cartel unter »Zollgesetzen« auch

die Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote und unter »Gerichten« die in jedem der vertragenden Theile zur Untersuchung und Bestrafung von Uebertretungen der eigenen derartigen Gesetze bestellten Behörden verstanden.

§ 26. Durch die vorstehenden Bestimmungen werden weitergehende Zugeständnisse zwischen den vertragenden Staaten zum Zwecke der Unterdrückung des Schleichhandels nicht aufgehoben oder geändert.

Schluss-Protokoll.

Verhandelt Berlin, den 9. März 1868.

Die Unterzeichneten traten heute zusammen, um den unter ihnen vereinbarten Handels- und Zollvertrag nach nochmaliger Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Bemerkungen, Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt wurden.

1. Zu Artikel 2 des Vertrages.

Von Seiten Oesterreichs werden folgende, durch den mit dem Königreich Italien am 23. April 1867 abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrag als fortbestehend anerkannte Begünstigungen noch fortan vorbehalten:

a) der Zoll von 1 Gulden $89^1/_2$ Xr. für den Zollzentner Neapolitaner und Sizilianer Weine, welche zur See und gegen Nachweis des Ursprunges in den Schiffspapieren eingeführt werden;

b) der Zoll von 1 Gulden $22^1/_2$ Xr. für den Zollzentner gemeiner Weine aus Piemont;

c) die Zollfreiheit für

Kastanien	bis zur Menge von	20 Pfd.,
frisches Fleisch . . .	„ „ „ „	8 „
Käse und frische Butter	„ „ „ „	4 „

Die Begünstigungen unter b. und c. beziehen sich nur auf die Einfuhr über die Oesterreichisch-Italienische Grenze.

Von anderer Seite waren Vorbehalte nicht zu machen.

2. Zu Artikel 2 des Vertrages.

Die Bevollmächtigten Seiner Kaiserlich Königlichen Apostolischen Majestät bemerkten: die in den beiderseitigen allgemeinen Zolltarifen vorgesehenen, auf Staatsverträgen nicht beruhenden Verkehrserleichterungen für gewisse Grenzstrecken oder für die Bewohner einzelner Gebietstheile seien bisher als dritten Staaten eingeräumte Begünstigungen, welche nach Art. 2 der eine der vertragenden Theile dem anderen zu gewähren hätte, nicht angesehen worden. Dieser Auffassung entsprechend, glauben sie voraussetzen zu dürfen, dass, falls es die Verhältnisse erforderlich machen sollten, die bestehenden Verkehrserleichte-

rungen dieser Art aufrecht zu erhalten, oder künftig anderweite ähnliche Erleichterungen des Verkehrs mit Lebensbedürfnissen der Grenzbewohner für gewisse kurze Grenzstrecken zuzulassen, ein Anspruch wegen Ausdehnung derselben auf den Zollverein nicht werde erhoben werden.

Die Bevollmächtigten des Norddeutschen Bundes und des Zollvereins erkannten diese Voraussetzung mit dem Vorbehalt der Gegenseitigkeit als zutreffend an.

3. Zu Artikel 3 des Vertrages.

Die Oesterreichischen Bevollmächtigten erklärten, dass Oesterreich die Zollbefreiungen und Zollermässigungen, welche es für die in der Anlage A. unter Nr. 1 a. und b., Nr. 2 b. 1 und c., Nr. 4 a., b., c., d., e., f., g. und h., Nr. 11 a. und b., Nr. 17 b., Nr. 34 c., Nr. 38 a. und Nr. 40 a. genannten Gegenstände dem Zollverein zugestanden habe, lediglich als Begünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs mit demselben betrachte und deshalb die zollfreie, beziehungsweise begünstigte Zulassung dieser Gegenstände auch in Zukunft von deren unmittelbarem Uebergange aus dem Zollvereinsgebiete abhängig machen müsse.

Es fand sich gegen diesen Vorbehalt nichts zu erinnern.

Man war darüber einverstanden, dass dem unmittelbaren Uebergange aus dem Zollvereinsgebiete, unter den zu Nr. 6 des gegenwärtigen Protokolls bezeichneten Voraussetzungen, der Uebergang über den Bodensee gleichzuachten ist.

4. Zu Artikel 3 des Vertrages und zu den Anlagen A. und B.

1. Man war darüber einverstanden, dass Verzollungsstempel oder andere Bezeichnungen der Waaren zum Beweise der Verzollung derselben auf die in den Anlagen A. und B. aufgeführten Waaren in keinem der beiden Zollgebiete zur Anwendung kommen dürfen. Die etwaige Anordnung derartiger Controlen in besonderen Fällen innerhalb des Grenzbezirkes wird hierdurch nicht ausgeschlossen.

2. Bei der Zollabfertigung der nach dem Werthe zu verzollenden Waaren wird von beiden Seiten das in den Art. 14 bis 18 des Handelsvertrages zwischen dem Zollverein und Frankreich vom 2. August 1862 bezeichnete Verfahren in Anwendung gebracht werden.

5. Zu Artikel 6 des Vertrages.

Die gegenwärtig bestehenden Verabredungen über die Bedingungen und Förmlichkeiten, unter denen die im Art. 6 unter a. bis e. gedachten Verkehrserleichterungen eintreten, bleiben auch ferner aufrecht erhalten. Es werden dabei, wie bisher, so auch künftig die nachstehenden Gesichtspunkte leitend sein.

1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

2. Die Abfertigung der ausgeführten und wieder eingeführten, beziehungsweise eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände muss bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

   Ausgenommen von dieser Bestimmung sind die im Art. 6 lit. d. erwähnten Gegenstände, welche zur Bearbeitung oder Veredelung aus dem Gebiete des einen Theils in das Gebiet des anderen ausgeführt sind. Die zollfreie Wiedereinlassung derselben kann bei einer jeden mit ausreichenden Amtsbefugnissen versehenen Zollstelle des Gebiets der Versendung in Anspruch genommen werden. Ebenso findet die gegenseitige Zollbefreiung für Muster, welche von Handlungsreisenden eingebracht werden, auch dann Anwendung, wenn dieselben bei einem anderen Amte, als demjenigen, über welches die Ausfuhr, beziehungsweise Einfuhr erfolgte, zur Wiedereingangs-, beziehungsweise Wiederausgangs-Abfertigung gestellt werden.
3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn die Fristen unbeachtet bleiben.
4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen.
5. Gewichts-Differenzen, welche durch Reparaturen, durch die Bearbeitung oder Veredelung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden und geringere Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.
6. Es wird beiderseits für eine möglichst erleichterte Zollabfertigung Sorge getragen werden.

Uebrigens war man darüber einverstanden, dass durch die Verabredungen im Art. 6 eine Beschränkung in den nach den beiderseitigen Zollgesetzen und Verwaltungsvorschriften, sowie nach früheren Uebereinkünften bestehenden Erleichterungen im gegenseitigen Grenzverkehr nicht beabsichtigt sei, dass also die vorliegenden Vertragsbestimmungen und die zur Ausführung derselben zu treffenden besonderen Verabredungen auf den gegenseitigen Grenzverkehr nur insoweit Anwendung zu finden haben, als sie weitergehende Verkehrserleichterungen herbeiführen. Demgemäss werden die über die Erleichterung des Grenzverkehrs mit leinenen Garnen und roher ungebleichter Leinwand und über anderweite Erleichterungen in dem nachbarlichen Grenzverkehr zwischen den vertragenden Staaten bestehenden Uebereinkünfte während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages nicht gekündigt werden. Die zwischen ihnen wegen Ausführung jener Uebereinkünfte getroffenen Verabredungen bleiben gleichfalls in Wirksamkeit.

6. Zu Artikel 6 und 7 des Vertrages.

Die in den Art. 6 und 7 verabredeten Verkehrserleichterungen

finden unter den in der Uebereinkunft zwischen Oesterreich, Bayern, Württemberg und Baden vom 20. Februar 1854 festgesetzten Controlen auch auf den Verkehr über den Bodensee Anwendung.

7. Zu Artikel 7 des Vertrages.

1. Die im Art. 7 bezeichnete Erleichterung ist durch nachstehende Umstände bedingt:

a) Die Waaren müssen beim Eingangsamte zur Weitersendung mit einem Begleitschein Nr. I. (nicht zur schliesslichen Abfertigung) angemeldet werden und von einer amtlichen Bezettelung begleitet sein, welche ergiebt, dass und wie sie am Versendungsort unter amtlichen Verschluss gesetzt worden sind.

b) Dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sichernd befunden werden.

c) Die Declaration muss vorschriftsmässig und dergestalt erfolgen, dass wegen mangelhafter Anmeldung die spezielle Revision nicht erforderlich wird, und es darf zum Verdacht eines beabsichtigten Unterschleifes überhaupt keine Veranlassung vorliegen.

Lässt sich ohne Abladung der Waaren die vollständige Ueberzeugung gewinnen, dass der in dem anderen Staate angelegte Verschluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und Verwiegung der Waaren unterbleiben.

2. Soweit an einzelnen Orten im Gebiete des Zollvereins ein Bedürfniss sich geltend macht, soll auf besonderes Ansuchen auch Waarenführern die Benutzung der öffentlichen Niederlage gestattet werden. Die gleiche Begünstigung wird Oesterreichischer Seits zugestanden.

8. Zu Artikel 8 des Vertrages.

1. Die bestehenden Zusammenlegungen von gegenüberliegenden Grenzzollämtern bleiben aufrecht. Doch steht jedem der betheiligten Staaten frei. eine solche Zusammenlegung gegen vorherige sechsmonatliche Kündigung zurückzuziehen.

Neue Zusammenlegungen bleiben der Verständigung zwischen Oesterreich und den betheiligten Zollvereinsstaaten vorbehalten.

2. Zur weiteren Erleichterung des Verkehrs wird auch ferner auf thunlichste Uebereinstimmung in den Abfertigungsbefugnissen der gegenüberliegenden Grenzzollämter Bedacht genommen werden.

3. Hinsichtlich der Stellung und der Amtsbefugnisse der auf das Gebiet des anderen Theiles verlegten Grenzzollämter hat man sich über folgende Grundsätze geeinigt:

a) Ein auf das jenseitige Gebiet verlegtes, früher auf dem Gebiete des Staates, welchem es angehört, aufgestellt gewesenes Zollamt behält den Namen des früheren Standortes, welchem jedoch sein neuer Standort beigefügt wird. Die auf jenseitigem Gebiete neu errichteten Aemter erhalten den Namen ihres Standorts.

b) Die Schlagbäume erhalten die Landesfarben des Territoriums, auf welchem sie stehen; das Amtsschild wird

mit den Farben und Wappen des Landes, welchem das Amt angehört, versehen.

c) Die Aufrechthaltung der Hausordnung liegt dem Vorsteher des Territorialamtes ob.

d) Die Regierung des Territorialstaates hat dafür zu sorgen, dass die auf ihr Gebiet übersetzten Beamten in Betreibung ihrer zollamtlichen Geschäfte nicht gestört werden, und dass namentlich die Sicherheit ihrer Dienstpapiere und Gelder keinem Anstand unterliege.

e) Die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten und Angestellten, welche sich aus irgend einer im Vertrage vorgesehenen Veranlassung in der vorschriftsmässigen Dienstuniform in den gegenüberliegenden Staat begeben, sind dort von dem für Rechnung des Staates zu erhebenden Wege-, Brücken- und Fährgelde, ebenso wie die eigenen Beamten und Angestellten, befreit. Dagegen haben sie die Befreiung von dergleichen Communicationsabgaben, deren Erhebung Gesellschaften, Corporationen, Gemeinden oder einzelnen Privatpersonen zusteht, nur insoweit zu beanspruchen, als sie nach dem bestehenden Tarif begründet erscheint.

f) Es wird ausdrücklich anerkannt, dass durch die Zusammenlegung der gegenüberliegenden Zollämter wohl eine thunliche Gleichzeitigkeit der beiderseitigen Amtshandlungen, keineswegs aber eine Abfertigungsgemeinschaft beabsichtigt sei, dass demnach jedes der beiden Aemter nur die ihm als Ein- oder Ausgangsamt seines Staates obliegenden Funktionen zu vollziehen, an den gleichen Funktionen des anderen Amtes sich aber nicht zu betheiligen habe.

g) Die gegenwärtig bestehenden Verabredungen:

zur Regelung der Verhältnisse der Beamten und Angestellten der auf das Gebiet des Nachbarstaates verlegten Zollämter,

über die Unterbringung der auf das Gebiet des einen Staates verlegten Aemter des anderen Staates und die hierfür anzurechnenden Miethszinse,

über die Kosten der Reinigung und Heizung der zusammengelegten Aemter,

über die Errichtung, Erhaltung, Beleuchtung, das Schliessen und Oeffnen der Schlagbäume bei den zusammengelegten Aemtern,

über die Portofreiheit für Briefe und Fahrpostsendungen beim amtlichen Verkehr dieser Aemter mit ihren vorgesetzten Behörden oder mit anderen Zollämtern ihres Staates,

über die Rechte und Pflichten der Beamten der auf das Gebiet des Nachbarstaates verlegten Zollämter, denen Wohnungen in einem Staatsgebäude des letzteren eingeräumt worden,

über die Zollabfertigungen an Sonn- und Feiertagen, endlich

über die gegenseitige Zollbefreiung für fertige Beamten-Uniform- und Armaturstücke,
werden hierdurch aufrecht erhalten.

Ferner wird unter den bisherigen Bedingungen die am 6. Mai 1857 Oesterreichischer Seits erlassene Grenzpassanten-Dienstinstruction für die auf das Gebiet des Zollvereins verlegten Oesterreichischen Zollämter in Kraft bleiben.

9. Zu Artikel 10 des Vertrages und zum Zollcartel.

1. Zu § 5 des Zollcartels.

Es wird zwar als unbedenklich anerkannt, dass die Grenzaufseher (Finanz-Wachmannschaften) zur Verhütung und Entdeckung des Schleichhandels sich gegenseitig unterstützen und ihre darauf bezüglichen Wahrnehmungen einander unmittelbar mittheilen. Man war jedoch darüber einverstanden, dass die zur Verständigung über zweckmässiges Zusammenwirken von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen vorzunehmenden Berathungen zunächst nur unter den beiderseitigen oberen Zoll- und Steuerbeamten stattzufinden haben.

2. Zu § 6 des Zollcartels.

Es wird anerkannt, dass die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten, wenn dieselben bei Verfolgung eines Schleichhändlers oder der Gegenstände oder Spuren einer Uebertretung der Zollgesetze ihres Staates in das Gebiet des andern Staates sich begeben, sich lediglich darauf zu beschränken haben, bei den dortigen Ortsvorständen oder Behörden die zur Ermittelung des Thatbestandes und des Thäters und die zur Sicherung des Beweises erforderlichen Maassregeln, das Sammeln aller Beweismittel bezüglich der vollbrachten oder versuchten Zollumgehung, sowie den Umständen nach die einstweilige Beschlagnahme der Waaren und die Festhaltung der Thäter zu beantragen, dass die genannten Beamten dagegen auf fremdem Gebiete weder die Person des Thäters noch die Gegenstände der Uebertretung anhalten, noch auch von ihren Waffen Gebrauch machen dürfen. Sollten aber die Beamten bei der Verfolgung durch thätliche Angriffe auf ihre Person in die Nothwendigkeit versetzt werden, zu ihrer Selbstvertheidigung auf fremdem Territorium von ihren Waffen Gebrauch zu machen, so haben in jedem einzelnen Falle die Behörden des Landes, in welchem dieser Fall vorgekommen, nach den daselbst geltenden Gesetzen darüber zu entscheiden, ob dieser Gebrauch überhaupt oder in dem stattgehabten Umfange zur Abwehr der thätlichen Angriffe erforderlich gewesen ist.

3. Zu §§ 6 und 11 des Zollcartels.

Die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten können, wenn sie sich zu den in den §§ 6 und 11 des Zollcartels bezeichneten Zwecken in das Gebiet des anderen Theiles begeben, dabei ebenso bewaffnet sein, wie es für die Ausübung des Dienstes im eigenen Lande vorgeschrieben ist.

4. Zu § 8 des Zollcartels.

Nach den bestehenden Bestimmungen dürfen im gegenüberliegenden Grenzbezirke beider Zollgebiete fremde unverzollte Waaren nur an Orten, wo sich Zollämter befinden, und dort nur in zollamtlichen Niederlagen oder doch unter einer, gegen missbräuchliche Verwendung hinreichend sichernden, Controle niedergelegt werden.

Man war darüber einverstanden, dass es, so lange diese Bestimmungen in Kraft sind, zur Ausführung der im § 8 enthaltenen Verabredungen genüge, wenn die beiderseitigen Zollbehörden angewiesen werden, Niederlagen der gedachten Art, sowie Vorräthe von fremden verzollten und von inländischen Waaren innerhalb des Grenzbezirks mit gehöriger Berücksichtigung auch der Zollinteressen des anderen Theils in der gesetzlich zulässigen Weise zu controliren.

5. Zu § 11 des Zollcartels.

Die Verständigung über die im § 11 erwähnten Punkte bleibt der Verhandlung zwischen Oesterreich und den angrenzenden Staaten des Zollvereins vorbehalten.

6. Zu § 21 des Zollcartels.

Neben der Strafe sind auch die vom Uebertreter umgangenen Gefälle einzuziehen.

7. Zu § 22 des Zollcartels.

Die Bestimmung im Alinea 3 des § 20 wegen Tragung der Kosten findet auch in dem hier vorgesehenen Falle einer Einstellung der Untersuchung Anwendung.

10. Zu Artikel 12 des Vertrages.

1. Man war darüber einverstanden, dass der Art. 12 sich nicht auf Kriegsschiffe bezieht.

2. Die verabredete Gleichstellung der Seeschiffe und deren Ladungen in den beiderseitigen Seehäfen erstreckt sich nicht:

a) auf Prämien, welche für neuerbaute Seeschiffe ertheilt werden oder ertheilt werden möchten, sofern dieselben nicht in der Befreiung von Hafen- oder Zollgebühren oder in der Ermässigung solcher Gebühren bestehen;
b) auf die Privilegien für sogenannte Yachtklubs, welche dritten Staaten angehören;
c) auf die Privilegien, welche in Oesterreich vertragsmässig den Türkischen Unterthanen vor den eigenen zustehen.

11. Zu Artikel 17 des Vertrages.

1. Die im Art. 17 enthaltenen Bestimmungen erstrecken sich auch auf den Fall, wo eine Umladung durch Verschiedenheit der Bahngeleise nöthig wird. Obgleich dieselben auf sonstige Umladungen von Eisenbahn-Transporten nicht ausgedehnt werden

konnten, so wird doch anerkannt, dass, wo durch sehr grosse Entfernung der Auf- und Abladungsorte eine Umladung nöthig wird, die Ausdehnung jener Begünstigungen auf Fälle, wo eine gehörig beaufsichtigte Umladung stattfindet, nicht auszuschliessen sei.

2. Postsendungen, welche auf Eisenbahnen durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus oder nach dem Gebiete des anderen durchgeführt werden, sollen, wenn ihre Beförderung in gehörig verschliessbaren Behältnissen erfolgt und die Zahl, der Inhalt und das Rohgewicht der Poststücke aus den der Zollbehörde zugänglichen Postpapieren ersichtlich sind, von der Declaration und Revision sowohl im Innern als an der Grenze, sowie von dem zollamtlichen Verschluss der einzelnen Poststücke auch in dem Fall frei bleiben, wenn sie zum Zwecke des Ueberganges von einer Eisenbahn auf eine andere umgeladen werden.

Die Angabe des Inhalts der Poststücke darf hinsichtlich der mit der Ueberlandspost beförderten Gegenstände unterbleiben.

3. Man ist darüber einverstanden, dass durch die im dritten Alinea des Art. 17 und die vorstehend unter 2 vereinbarte Befreiung der auf Eisenbahnen transitirenden Güter und Postsendungen von der zollamtlichen Revision die Ausführung einer solchen Revision nicht ausgeschlossen sein soll, wenn Anzeigen oder begründete Vermuthungen einer beabsichtigten Zollübertretung vorliegen.

12. Zu Artikel 17 des Vertrages.

Man war darüber einverstanden, dass, wo auf einzelnen den Zollverein mit Oesterreich verbindenden Eisenbahnen weitere als die im Art. 17 und vorstehend unter Nr. 11 Ziffer 1 und 2 verabredeten Erleichterungen im Sinne der Bestimmungen dieses Vertrages zulässig erscheinen, die Verständigung über die dazu erforderlichen Einrichtungen zwischen Oesterreich und dem betheiligten Zollvereinsstaate erfolgen könne, soweit jene Erleichterungen mit den im Zollvereine bestehenden Verabredungen vereinbar sind.

13. Zu Artikel 18 des Vertrages.

1. Die Verabredung im ersten Alinea des Art. 18 über die Gleichstellung der beiderseitigen Angehörigen in Bezug auf den Antritt und den Betrieb von Handel und Gewerbe soll in denjenigen Deutschen Staaten, deren Gesetzgebung in diesen Beziehungen zwischen Inländern und Ausländern unterscheidet, erst vom 1. Januar 1869 ab in Wirksamkeit treten.

2. Was den Mess- und Marktverkehr anlangt, so sind, nach dem ersten Alinea des Artikels, die Angehörigen des anderen vertragenden Theils sowohl hinsichtlich des Rechts zum Beziehen der Messen und Märkte, als auch hinsichtlich der von dem Mess- und Marktverkehr zu entrichtenden Abgaben den eigenen Angehörigen völlig gleichgestellt. Ueber die Form der Legitimation, welche von den Angehörigen des anderen Theils, die dieser Begünstigung theilhaftig werden wollen, beizubringen ist, hat man

sich nach Inhalt der Anlage A. verständigt. Zur Austellung dieser Legitimation sollen die nachstehend unter 3. genannten Behörden befugt sein.

3. Diejenigen Gewerbetreibenden, welche in dem Gebiete des anderen vertragenden Theils Waarenankäufe machen oder Waarenbestellungen suchen wollen, sollen hierzu abgabenfrei auf Grund von Gewerbe-Legitimationskarten zugelassen werden, welche von den Behörden des Heimathlandes ausgefertigt sind.

Die Ausfertigung dieser Karten soll nach dem unter B. anliegenden Muster erfolgen.

Sie geschieht durch diejenigen Behörden, denen die Ertheilung von Passkarten nach den gegenwärtig bestehenden Uebereinkünften übertragen ist. Jedem vertragenden Staate bleibt vorbehalten, nach Befinden eine mässige Gebühr für die Ausfertigung zu erheben.

Zur Vermeidung von Verwechselungen und Verfälschungen sollen die für alle Zollvereinsstaaten und Oesterreich gleichmässig herzustellenden Karten nach Format und Farbe von den Passkarten sich unterscheiden, in jedem Jahre eine verschiedene Farbe tragen, in einem Format hergestellt werden, welches die bequeme Mitführung in der Tasche möglich macht, und in der Ueberschrift in gleicher Weise, wie die Passkarten, mit einem Stempel versehen werden, welcher das Wappen und den Namen des Staates, in welchem die Ausfertigung erfolgte, ersichtlich macht.

Jedem Gewerbetreibenden, welchem eine Gewerbe-Legitimationskarte ertheilt wird, soll von der betreffenden Behörde eine Zusammenstellung derjenigen Vorschriften ausgehändigt werden, welche von den betheiligten Gewerbetreibenden, ausser den in Bezug auf den Ankauf und Verkauf einzelner Waarenartikel etwa bestehenden Beschränkungen, in dem Gebiete des anderen vertragenden Theils zu beachten sind.

Die betreffenden Gewerbetreibenden oder die in ihrem Dienste stehenden Reisenden dürfen keine Waaren zum Verkauf mit sich führen, jedoch ist denjenigen von ihnen, welche Waarenankäufe machen, gestattet, die aufgekauften Waaren nach dem Bestimmungsorte mitzunehmen. Sie dürfen nur im Umherreisen Bestellungen suchen oder Ankäufe machen; der ständige Betrieb dieser Geschäfte an einem Orte ausserhalb ihres Wohnortes unterliegt lediglich den in dem ersteren geltenden Gesetzen.

14. Zu Artikel 20 und 21 des Vertrages.

Unter Consuln sind alle mit Consulargeschäften Beauftragte verstanden.

Jeder der vertragenden Theile, dessen Angehörigen der Consul des anderen Theiles nach Maassgabe des Art. 21 Schutz und Beistand gewährt hat, ist verpflichtet, die dadurch erwachsenen Auslagen und Kosten nach denselben Grundsätzen zu erstatten, wie dies von dem Staate, welcher den Consul bestellt hat, rücksichtlich seiner eigenen Angehörigen geschehen würde.

15. Zu Artikel 23 des Vertrages.

Ungeachtet der Bestimmung im Art. 23 des Vertrages sollen die aus Zollausschlüssen des einen vertragenden Theiles in das Zollgebiet des anderen eingehenden Waaren in dem letzteren keinen höheren Zöllen unterliegen, als wenn sie aus dem Zollgebiete des ersteren eingeführt würden.

16. Zu Artikel 25 des Vertrages.

Die Bevollmächtigten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll zugleich mit dem Vertrage den Hohen vertragenden Theilen vorgelegt werden soll, und dass im Falle der Ratification des letzteren auch die in ersterem enthaltenen Erklärungen und Verabredungen ohne weitere förmliche Ratification derselben als genehmigt angesehen werden sollen.

Es wurde hierauf der Vertrag in zwei Exemplaren unterzeichnet und untersiegelt und das gegenwärtige Protokoll gleichfalls in doppelter Ausfertigung vollzogen.

Geschehen wie oben.

v. Bismarck. *Wimpffen.*
Delbrück. *Pretis.*
v. Philipsborn.
Weber.
Eggensberger.
v. Thümmel.

Vollzugs-Protokoll.

Berlin, den 9. März 1868.

Die Verhandlungen, welche dem Abschlusse des Handels- und Zollvertrags vom heutigen Tage vorausgegangen sind, haben sich zugleich mit auf die, zur Ausführung dieses Vertrags erforderlichen Vereinbarungen und Vollzugsvorschriften erstreckt. Zur Feststellung derselben sind die unterzeichneten Bevollmächtigten zusammengetreten und haben über das Ergebniss ihrer Berathungen das Nachstehende zu Protokoll gebracht.

§ 1. Die Verabredungen und Erläuterungen, welche in dem Protokolle der Commission zur Vollziehung des zwischen dem Zollverein und Oesterreich am 11. April 1865 abgeschlossenen Handels- und Zollvertrags, d. d. Wien den 12. November 1865, niedergelegt sind, bleiben, insoweit sie sich nicht durch die Aenderungen erledigt haben, welche der Zoll- und Handelsvertrag vom 11. April 1865 durch den an dessen Stelle getretenen Zoll- und Handelsvertrag vom heutigen Tage erfahren hat, auch ferner massgebend und in Kraft.

§ 2. Ebenso werden die Erklärungen wiederholt, welche in den Noten, d. d. Berlin den 11. April 1865, in Bezug auf den Vertrag von demselben Tage unter Ziffer 3 abgegeben worden sind, sowie die Vorschriften und Abreden aufrecht er-

halten, welche in der Anlage dieser Noten unter B. und zwar in Ziffer III. zu Art 6 des Vertrags und Nr. 7 des Schlussprotokolls von demselben Tage wegen des Grenzverkehrs mit Leinengarn und Leinenwaaren, ferner in Ziffer V. zu Art. 5 des Vertrags und Nr. 9 des Schlussprotokolls wegen des Verhaltens zu den Beamten und Angestellten der Wachanstalt des Nachbarstaates, und endlich in Ziffer VI. zu Art. 10 des Vertrags und zu dem Zollcartel, und zwar unter 1, 2, 5 und 6 zu näherer Erläuterung und Ausführung der Bestimmungen in §§ 4, 9, 14 und 21 des Zollcartels getroffen worden sind.

§ 3. Behufs der Anwendung des Vertrags-Artikels 8 bleibt es jedem der vertragenden Theile freigestellt, anzuordnen, dass in den Erklärungen (Declarationen) über Waaren, welche beim Uebertritt aus dem freien Verkehr des anderen Theils eine Begünstigung gegen die im allgemeinen Tarif enthaltenen Zollsätze geniessen, der Umstand, dass sie aus dem freien Verkehr des anderen Theils eingehen, ausdrücklich angegeben wird.

Gehen solche Waaren mit Begleitschein auf Aemter im Innern weiter, so ist in dem Begleitschein und beziehungsweise Niederlagregister vorzumerken, dass die Waaren aus dem freien Verkehr des anderen Theils stammen.

§ 4. 1. Von Seiten Oesterreichs wurde erklärt, dass das auf beiden Seiten oder auch nur auf einer Seite rauhe Strohpapier, insofern es sich seiner Beschaffenheit nach als Packpapier darstelle, beim Eingange nach Oesterreich wie bisher, so auch ferner wie »Papier, gemeinstes« nach Nr. 35 a. des Tarifs A. werde behandelt werden.

Im Zollverein wird derartiges Strohpapier bei dem Eingange ebenfalls der Behandlung wie graues Packpapier nach Nr. 24 a. des Tarifs B. unterworfen werden.

2. Von Seiten Oesterreichs wurde darauf hingewiesen, dass »schwarzes auch dressirtes Eisenblech« (d. i. geplättetes, jedoch nicht polirtes, wie solches zu Herstellung von Weissblech verwendet zu werden pflegt) bei dem Eingang nach Oesterreich nach Nr. 19 d. des Tarifs A. behandelt werden soll.

Von Seiten des Zollvereins wurde bemerkt, dass bei dem Eingange nach dem Zollvereine »schwarzes Eisenblech« ohne Unterschied, sofern solches nicht polirt ist, der Nr. 6 c. des Tarifs B. unterfalle.

3. Die Bevollmächtigten waren allerseits darüber einverstanden, dass beim Eingange sowohl in Oesterreich als im Zollvereine

»Kreuzungsstücke von Eisenbahngeleisen (sogenannte Herzstücke) von Gusseisen«, wie »Eisenguss, grober« (Nr. 19 f. des Tarifs A.) beziehungsweise wie »ganz grobe Gusswaaren« (Nr. 6 f. 1 des Tarifs B.),

»Fächer aus Holz, welche durchgeschlagen oder mit Schnitzwerk, durchbrochener oder ausgelegter Arbeit oder mit Malerei oder Bildwerken versehen sind«, vorausgesetzt dass sie nicht in Folge ihrer Verbindungen mit andern Materialien unter die

»kurzen Waaren« fallen, wie »feine Drechsler- und Schnitzwaaren nach Nr. 37 d. des Tarifs A., beziehungsweise wie »feine Holzwaaren« nach Nr. 13 f. des Tarifs B.,

»Waldwollwatte« wie »Leinengarn, rohes« (Nr. 25 b. des Tarifs A. und Nr. 20 a. 1 des Tarifs B.), endlich

»weisses Hohlglas zu Lampenbedeckungen« (Lampenkugeln, Lampenschirme, Lampenschaalen), welches durch Abreiben oder Aetzen der inneren Fläche undurchsichtig gearbeitet, jedoch mit Verzierungen nicht versehen ist«, wie »weisses Hohlglas, ungemustert etc.« (Nr. 38 c. des Tarifs A. und Nr. 10 b. des Tarifs B.) behandelt werden soll.

4. Von Seiten des Zollvereins wurde die Zusicherung ertheilt, dass von dem Zeitpunkte ab, mit welchem der Vertrag vom heutigen Tage in Kraft tritt, bei dem Eingange in den Zollverein

»Lorbeeröl« und »Hirschhornöl« wie »fettes Oel« (Nr. 23 a. des Tarifs B.), »Bernsteinöl« wie »Leinölfirniss« (Nr. 5 a. Anm. 4 des allgemeinen Zollvereins-Tarifs) und »Kautschuköl« wie »Theeröl« (Nr. 31 des Tarifs B.) behandelt werden soll.

§ 5. In beiden Zollgebieten sind die Zollsätze für unbedruckte dichte Wollenwaaren davon abhängig, ob diese Waaren gewalkt sind oder nicht. Die hiernach erforderliche Unterscheidung zwischen gewalkten und ungewalkten Wollenwaaren hat wiederholt zu Meinungsverschiedenheiten Anlass gegeben und man hat es deshalb für angemessen erachtet, solchen Meinungsverschiedenheiten durch bestimmte und übereinstimmende Bezeichnung der Merkmale zur Unterscheidung zwischen diesen Waaren vorzubeugen.

Von Seiten des Zollvereins wurde zu diesem Zwecke den Oesterreichischen Bevollmächtigten die von dem Königlich Preussischen Finanzministerium unter dem 25. Juni 1866 erlassene, unter dem 19. März 1867 erläuterte und gleichmässig in den übrigen Vereinsstaaten ergangene Verfügung mitgetheilt, durch welche jene Merkmale festgestellt werden, und daran der Antrag geknüpft, dass eine gleiche Anweisung an die Kaiserlich Oesterreichischen Behörden erlassen werde.

Die Oesterreichischen Bevollmächtigten konnten den Erlass einer solchen Anweisung zusagen.

§ 6. Nach § 6. 13 des Zollcartels sollen Uebertretungen von Ein-, Aus- und Durchfuhrverboten des anderen Theils mindestens mit denselben Strafen bedroht werden, welchen gleichartige oder ähnliche Uebertretungen der eigenen Abgabengesetze unterliegen. Man war darüber einverstanden, dass in jenen Staaten, in welchen die Uebertretungen der aus polizeilichen Rücksichten ergangenen Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote nicht als eine Verletzung der Abgabengesetze erachtet werden, auch nicht die zum Schutze der letzteren angedrohten Strafen, sondern jene des einschlägigen Strafgesetzes Anwendung finden können, unbeschadet der Verfolgung nach dem Zollstrafgesetze, falls zugleich eine Zollübertretung vorliegt.

§ 7. 1. In Beziehung auf die Bestimmung im Alinea 1 des

Art. 22 des Vertrags vom heutigen Tage war man zunächst darüber einverstanden, dass, wenn man auch Beamte, welche nach vorheriger Verständigung Oesterreich an Zollverwaltungsstellen der Zollvereinsstaaten und diese an Zollverwaltungsstellen Oesterreichs zur Kenntnissnahme von deren Geschäftsbehandlung bezüglich des Zollwesens und der Grenzbewachung absenden möchten, beiderseits mit aller Rücksicht aufnehmen und ihnen Gelegenheit zur Erfüllung ihres Auftrags bereitwillig gewähren werde, doch unter den Zollstellen, an welche Beamte zu dem gedachten Zwecke zu senden, die vertragenden Theile sich gegenseitig das Recht zugestanden haben, die Zolldirectiv-Behörden — in Oesterreich: die Finanz-Landesdirectionen; im Zollverein: die Zolldirectionen — nicht mitbegriffen, sondern darunter nur die Bezirksbehörden — in Oesterreich: die Finanz-Bezirksdirectionen, Finanz-Inspectoren; im Zollverein: die Hauptämter — mit den ihnen untergeordneten Local-Zollbehörden verstanden sind.

Ebenso war man darüber einverstanden, dass zwar jeder Regierung die Auswahl der Zollstellen des anderen Zollgebietes, an welche sie Beamte zu dem vertragsmässig bezeichneten Zwecke senden will, überlassen bleibe, dass es aber erforderlich sei, die betheiligte Regierung jedes Mal vorher von der Person des zu entsendenden Beamten und von den Zollstellen zu benachrichtigen, an welche derselbe gesendet werden soll.

2. Bezüglich der Verabredung im Alinea 2 des Art. 22 verständigte man sich dahin, dass alle statistischen Nachweise, welche bei dem Ausschusse des Bundesrathes des Zollvereins für das Rechnungswesen aufgestellt und durch den Druck vervielfältigt werden, durch den Vorsitzenden des Bundesrathes und die ausserdem in den einzelnen Zollvereinsstaaten aufgestellten und durch den Druck vervielfältigten statistischen Nachweise durch die betreffenden Regierungen unmittelbar der österreichischen Regierung mitgetheilt werden, und dass letztere ihre durch den Druck vervielfältigten statistischen Nachweise dem Bundesrathe des Zollvereins und sämmtlichen betheiligten Regierungen zusenden wird.

Eine gleiche gegenseitige Mittheilung wird hinsichtlich der über die Register- und Rechnungsführung bei den beiderseitigen Zollstellen, sowie hinsichtlich der über die Zollverwaltung und in Bezug auf den Vertrag vom heutigen Tage erlassenen Regulative und allgemeinen Verfügungen erfolgen, soweit dieselben in Oesterreich, beziehungsweise in den einzelnen Zollvereinsstaaten durch besondere Verordnungsblätter publizirt worden sind.

3. Es steht jeder Zollvereinsregierung das Recht zu, zu den im Art. 22 bezeichneten Zwecken Beamte an Oesterreichische Zollstellen zu senden.

§ 8. Die vom beiderseitigen Zollgebiete ausgeschlossenen Landestheile sind:

I. in den Staaten der Oesterreichischen Monarchie:

1. die Handelsstadt Brody in Galizien,
2. die Freihäfen Triest, Fiume (mit dem Lazareth Martinschizza), Buccari, Porto-Ré, Zengg und Carlo-

pago, alle diese Seehäfen mit den dazu gehörigen zollfreien Umkreisen,

3. die Markgrafschaft Istrien mit den Quarnerischen Inseln,
4. das Königreich Dalmatien;

II. im Norddeutschen Bunde:

1. in Preussen:

   die Stadt Altona, ein Theil des Fleckens Wandsbeck und des Dorfes Marienthal, der Hafenort Geestemünde, das Fort Wilhelm in Bremerhafen, die Elbinseln Altenweder, Krusenbusch, Finkenweder, Blumensand, Kattwiek, Hohenschaar, Overhacken, Neuhof und Wilhelmsburg, die Vogtei Kirchenweder und die Dorfschaft Aumund;
2. in Oldenburg:

   der Hafenort Brake;
3. die freie Stadt Bremen und ihr Gebiet mit Ausnahme der holländischen Aussendeichsländereien und der am rechten Ufer der Wumme und dem linken Ufer der Ochum belegenen Gebietstheile;
4. die freie Stadt Hamburg und ihr Gebiet mit Ausnahme des Städtchens Bergedorf, der Dorfschaft Geesthacht und der Ortschaften Gross-Hansdorf, Schmalenbeck, Beimoor, Wohldorf, Ohlstedt, Volksdorf, Farmsen, Kupferdamm, Lehmbrook und Berne;

III. in Baden:

die Insel Reichenau, der Ort Büsingen, der Bittenharter-Hof, die Orte und Höfe Jestetten mit Flachshof und Reutehof, Lottstetten mit Balm, Dietenberg, Nack, Locherhof und Volkenbach, Dettighofen mit Häuserhof, Altenburg, Baltersweil, Barwangen und Albführenhof bei Weisweil.

Bei der Bezeichnung der vom Zollgebiete ausgeschlossenen Theile des Norddeutschen Bundes ist der nahe bevorstehende Zollanschluss der Grossherzogthümer Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz und der freien Stadt Lübeck mit ihrem Gebiete als bereits vollzogen vorausgesetzt worden.

Geschehen wie oben.

Delbrück. *Pretis.*
v. Philipsborn.
Weber.
Eggensberger.
v. Thümmel.

51.

Traité de commerce et de navigation entre la Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, des autres États du Zollverein allemand et du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et l'Espagne d'autre part, suivi d'un article additionnel; signé à Madrid, le 30 mars 1868.)*

Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord et des membres de l'Association de douanes et commerce Allemande, qui ne font pas partie de cette Confédération, savoir: la Couronne de Bavière, la Couronne de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade et le Grand-Duché de Hesse, pour ses parties situées au sud du Main, ainsi que pour le Grand-Duché de Luxembourg, compris dans son système de douane et d'impôts, d'une part, et Sa Majesté la Reine des Espagnes, d'autre part, animés d'un égal désir d'étendre de plus en plus le développement des relations commerciales et maritimes entre l'Allemagne et l'Espagne, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Baron Charles Auguste Ernest Constantine Henri Jules de Canitz et Dallwitz, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération de l'Allemagne du Nord près Sa Majesté Catholique etc.:

Sa Majesté la Reine des Espagnes:

Don' Lorenzo Arrazola, Grand Croix de l'Ordre Royal et distingué de Charles III, de l'Ordre Royal d'Isabelle la Catholique, des Ordres de la Conception de Villaviçosa et du Christ de Portugal, et de l'Ordre de Saint Grégoire le Grand des États Pontificaux, Sénateur du Royaume, ex-Président du Conseil des Ministres, ex-Ministre de la Justice, ex-Conseiller Royal, ex-Député aux Cortès et ex-Président de la Cour Suprême de

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 6 juin 1868.

Justice, Président de l'Académie Royale des Sciences morales et politiques, Vice-Président de l'Académie d'Archéologie du Prince Alphonse, Son Premier Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères etc.,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre tous les États des deux hautes Parties contractantes. Les sujets de chacune d'elles jouiront dans les territoires de l'autre des mêmes droits, privilèges, faveurs, immunités et exemptions dont jouissent actuellement ou jouiront à l'avenir, en matière de commerce et de navigation, les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 2. Les sujets de chacune des deux Parties contractantes auront réciproquement dans les États et possessions de l'autre Partie la même faculté que les nationaux d'entrer avec leurs navires et chargements dans tous les ports et les rivières qui sont ou seront ouvertes à la navigation de toutes les nations, de voyager, de séjourner, de faire le commerce en gros et en détail, de louer ou posséder des maisons, magasins et boutiques, d'effectuer des expéditions de marchandises ou de valeurs par voie de terre ou de mer, de les prendre en consignation, tant du pays que de l'étranger, le tout sans payer d'autres droits que ceux qui sont ou pourront être perçus sur les nationaux; ils pourront y faire des achats ou vendre directement ou par l'entremise d'un médiateur qu'ils choisiront eux-mêmes, fixer les pris des biens, effets, marchandises ou autres objets, tant importés qu'indigènes, soit qu'ils les vendent dans le pays même, soit qu'ils les exportent à l'étranger, en se conformant toutefois aux lois et réglements du pays; ils pourront y vaquer à leurs affaires, présenter des déclarations aux douanes, tant en leur propre nom qu'en se substituant une personne quelconque, selon qu'ils le jugeront convenable, et sans payer d'autre salaire que celui dont ils conviendront avec cette personne; enfin ils pourront faire valoir leurs droits devant les juges et tribunaux, les défendre et se servir pour cet effet d'avocats, de substituts ou d'agents choisis par eux-mêmes.

Art. 3. En ce qui concerne l'acquisition et la posses-

sion d'immeubles de toute espèce, ainsi que la disposition à l'égard do ces immeubles et le payement d'impôts, de taxes ou de droits pour ces dispositions, les sujets de chacune des Parties contractantes jouiront dans les territoires de l'autre des droits accordés aux nationaux.

Art. 4. Les sujets de chacune des deux Parties contractantes jouiront dans les territoires de l'autre, tant pour leur personne que par rapport à leur propriété, des mêmes droits (excepté les droits politiques) et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux, en observant toutefois les lois du pays. Ils ne pourront dans aucun cas être soumis à des taxes, charges et impôts autres ou plus élevés que ceux que les nationaux sont tenus de payer.

Art. 5. Les sujets de chacune des Parties contractantes seront exempts dans le territoire de l'autre Partie de tout service personnel dans l'armée, la marine, et la milice nationale, de toutes charges de guerre, emprunts forcés, réquisitions et contributions militaires de quelque espèce que ce soit. Leurs propriétés ne peuvent être séquestrées, ni leurs navires, cargaisons, marchandises ou effets être retenus pour un usage public quelconque, sans qu'il leur soit accordé préalablement un dédommagement à concerter entre les parties intéressées sur des bases justes et équitables.

Art. 6. En ce qui concerne la propriété des marques de fabrique, des marques ou étiquettes de marchandises et des dessins ou modèles industriels, les sujets de chacune de Parties contractantes jouiront dans les territoires de l'autre des mêmes droits que les nationaux.

Art. 7. Les navires de l'une des Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de l'autre, ou qui en sortiront, quelque soit le lieu de leur départ ou de leur destination, y seront traités sous tous les rapports sur le même pied que les navires nationaux. Tant à leur entrée que durant leur séjour et à leur sortie ils ne payeront d'autres ni de plus forts droits de fanaux, de tonnage, de pilotage, de port, de remorque, de quarantaine ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit de l'État, des fonctionnaires publics, des communes ou des corporations quelconques, que ceux dont y sont ou seront passibles les navires nationaux.

Art. 8. Seront considérés navires allemands ou

espagnols tous ceux qui seront reconnus navires des États confédérés d'après les lois fédérales ou navires espagnols d'après les lois espagnoles.

Art. 9. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou déchargement dans les ports, rades, havres et bassins et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux de l'une des Parties contractantes aucun privilège, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des deux Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 10. Les bâtiments de guerre des deux Parties contractantes seront traités dans les ports réciproques sur le même pied que ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 11. Les produits du sol et de l'industrie et les objets de toute espèce et nature importés par navires espagnols dans les ports allemands, et réciproquement les produits du sol et de l'industrie et les objets de toute espèce et nature importés par navires allemands dans les ports espagnols, ne paieront, quelque soit leur origine et le lieu d'où ils sont importés, d'autres ni de plus forts droits d'entrée, et ne seront soumis à d'autres charges ou formalités, que si l'importation des mêmes produits ou objets avait lieu sous pavillon de la nation la plus favorisée.

Les produits du sol et de l'industrie et les objets de toute espèce et nature qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports d'une des Parties contractantes par bâtiments d'une autre nation quelconque, pourront également en être exportés ou réexportés par bâtiments de l'autre des Parties contractantes sans payer d'autres ou de plus hauts droits et sans être soumis à d'autres charges ou formalités, que si l'exportation ou la réexportation des mêmes objets se faisait par bâtiments de la nation la plus favorisée.

Art. 12. Les marchandises importées par des navires appartenant à l'une ou à l'autre Partie contractante dans les ports espagnols ou allemands pourront y être mises en entrepôt ou être livrées au transit ou à la réexpor-

tation, le tout en conformité des lois générales qui existent sous ce rapport dans le pays respectif et sans être assujetties à des droits d'entrepôt, de magasinage, de vérification, de surveillance ou à des charges quelconques autres ou plus élevées que celles auxquelles sont soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Il est entendu toutefois que, si les marchandises sont déclarées pour la consommation, elles paieront les droits de douane selon le pavillon du navire par lequel elles ont été importées et d'après les réglements de douane existants.

Art. 13. Les marchandises de toute nature venant des territoires de l'une des Parties contractantes, ou y allant, seront exemptes dans les territoires de l'autre de tout droit de transit, sauf l'observation des lois qui y sont en vigueur.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 14. En tant et aussi longtemps que le cabotage est réservé par les lois d'une des Parties contractantes exclusivement aux bâtiments nationaux, il ne pourra être exercé par les bâtiments de l'autre Partie. Cependant les navires de chacune des Parties contractantes, entrant dans un des ports de l'autre, et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et réglements du pays respectif, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre pays, et la réexporter, sans être astreints à payer des droits autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus des bâtiments nationaux dans le même cas. Il est également entendu que ces mêmes navires pourront commencer leur chargement dans un port et le continuer dans un autre ou dans plusieurs ports du même pays, ou l'y accomplir sans être astreints à payer des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les bâtiments nationaux.

Art. 15. Les Parties contractantes conviennent que toute faveur ou tout privilège par rapport à l'importation, à l'exportation ou à la navigation que l'une d'Elles a accordé ou pourrait accorder par la suite à une tierce

Puissance, sera immédiatement et de plein droit étendu à l'autre. De plus aucune des Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation ou d'exportation qui ne serait pas appliquée en même temps à toutes les autres nations.

Art. 16. Avant que l'expédition des marchandises soumises aux droits ad valorem peut avoir lieu, les intéressés devront présenter à la douane de l'autre pays, soit les factures originales indiquant les prix qui serviront de base à l'estimation de la valeur, soit une déclaration écrite constatant la valeur des marchandises importées.

Si les employés de la douane jugent insuffisante la valeur indiquée, soit dans les factures, soit dans les déclarations, ou si la valeur ne leur est pas déclarée par écrit, ils notifieront aux intéressés par écrit leur estimation de la valeur. Alors, s'il y a accord entre les employés et les intéressés, on fixera les droits d'après les valeurs dont on sera convenu réciproquement; s'il n'y a pas eu accord, les droits seront fixés d'après les valeurs indiquées dans les factures ou dans les déclarations, à moins que les employés ne préfèrent retenir eux-mêmes la marchandise en payant le prix notifié par eux aux intéressés et augmenté dans la proportion fixée à cet effet pour les importateurs ou les produits de la nation la plus favorisée.

Dans ce cas les employés seront tenus d'effectuer le payement dans les quinze jours qui suivront la déclaration, de payer les droits d'après la valeur fixée par eux et refusée par les importateurs et de se charger de la perte ou du profit résultant de la vente de la marchandise.

Art. 17. Les provinces espagnoles d'outre-mer étant régies par des lois spéciales, ne sont pas comprises dans les stipulations qui précèdent. Cependant les Allemands y jouiront par rapport à leur commerce et leur navigation, aux droits de navigation et de douane, tant à l'entrée qu'à la sortie, et à l'expédition des navires et des marchandises, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions qui sont ou seront accordés à la nation la plus favorisée. Les produits Allemands n'y seront pas assujettis à d'autres droits, charges ni formalités que les produits de la nation la plus favorisée.

Art. 18. Le présent traité restera en vigueur jusqu'au

1er janvier de l'année 1878. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de la période sus-indiquée son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 19. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Madrid dans l'espace de trois mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Madrid le trentième jour de mars de l'an de grâce mil huit cent soixante-huit.

v. Canitz.
Lorenzo Arrazola.

Article additionnel.

Les Parties contractantes sont convenues qu'aussi longtemps que les marchandises circulant dans le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord resteront soumises, lors de leur passage par le Grand-Duché de Meklenbourg-Schwérin, à un droit de transit, les stipulations du 1er alinéa de l'article 13 du traité de ce jour ne seront pas appliquables à ce Grand-Duché.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article additionnel et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Madrid le 30 mars 1868.

v. Canitz.
Lorenzo Arrazola.

52.

Acte additionnel au Traité de commerce et de navigation conclu, le 30 mars 1868, entre la Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, des autres États du Zollverein allemand et du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et l'Espagne d'autre part); signé à Madrid, le 24 juin 1868.*

Vu les Décrets Royaux du 4 du mois courant par lesquels il est arrêté: 1° que les bâtiments de toutes les Nations, qui accorderont une parfaite réciprocité dans leurs territoires respectifs et dans leurs possessions d'outre-mer aux bâtiments de la marine espagnole provenant des Iles de Cuba, Porto-Rico et Philippines ainsi que la Peninsule et Iles adjacentes, seront assimilés aux bâtiments espagnols dans les dites Iles de Cuba, Porto-Rico et Philippines pour la perception des droits de navigation et de port et 2°: que l'on pourra appliquer aux Iles de Cuba, Porto-Rico et Philippines tout en se soumettant aux lois et réglements par lesquels les dites Provinces sont régies et administrées, le Traité de Commerce et de Navigation conclu entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et les Membres de l'Association de douanes et commerce allemande qui ne font pas parti de cette Confédération et l'Espagne, signé à Madrid le 30 mars dernier, et considérant que la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Association douanière et commerciale allemande acceptent ces concessions en s'engageant à accorder de leur part à l'Espagne une parfaite réciprocité dans leurs possessions continentales et dans celles d'outre-mer qu'elles puissent posséder à l'avenir, sous la condition fixée par le second des dits décrets de se soumettre aux lois et réglements par lesquels les susdites Provinces espagnoles d'outre-mer sont régies et administrées, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Espagnes s'engage à assimiler dans les Iles de Cuba, Porto-Rico et Philippines les bâtiments des États allemands compris dans le dit Traité de Commerce et de Navigation du 30 mars dernier aux bâtiments espagnols quant au paiement des droits de navigation et de port et à appliquer aux Iles mentionnées toutes les autres stipulations du dit Traité sous la condition y énoncée.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Acte qu'ils ont signé en double expédition et revêtu de leurs cachets.

Fait à Madrid le 24 juin 1868.

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
de la Confédération de l'Allemagne du Nord:
Canitz.

Le Premier Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères
de Sa Majesté Catholique:
Marquis de Roncali.

---

*) Voir le No. 51.

53.

Traité de commerce et de navigation entre la Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, des autres États du Zollverein allemand et du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et les États-Romains d'autre part; signé à Rome, le 8 mai 1868.)*

Texte allemand.

Im Namen der Heiligen Dreieinigkeit.

Seine Majestät Wilhelm, König von Preussen, Namens des Norddeutschen Bundes und der Mitglieder des Deutschen Zollvereins, welche diesem Bunde nicht angehören, nämlich der Krone Bayern, der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Grossherzogthums Hessen für seine südlich vom Main gelegenen Gebietstheile, sowie auch für das zu seinem Zoll- und Steuersystem gehörige Grossherzogthum Luxemburg, und Seine Heiligkeit der regierende Papst Pius der Neunte, von dem gleichen Wunsche beseelt, die Entwickelung der Handels- und Schifffahrtsbeziehungen zwischen Deutschland und dem Kirchenstaate mehr und mehr zu heben, haben beschlossen, zu diesem Zwecke einen Vertrag zu schliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich

Seine Majestät der König von Preussen:

Seinen Kammerherrn Harry von Arnim, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister des Norddeutschen Bundes beim heiligen Stuhle, Ritter des Rothen Adler-Ordens 2. Classe, Grosskreuz des Christus-Ordens von Portugal, des heiligen Michaels-Ordens von Bayern u. s. w.;

Seine Heiligkeit:

Seine Eminenz den Cardinal Giacomo Antonelli, Seinen Staats-Secretair u. s. w.,

welche Bevollmächtigte, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgetheilt und solche in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

---

*) En allemand et en italien. Les ratifications ont été échangées à Rome, le 1er juillet 1868.

Art. 1. Die Angehörigen des Norddeutschen Bundes und des Zollvereins im Kirchenstaate, sowie die Angehörigen des Kirchenstaates in den Ländern des Norddeutschen Bundes und Zollvereins, sie mögen sich dort niedergelassen haben oder sich dort nur zeitweise aufhalten, werden dort hinsichtlich der Ausübung des Handels und der Industrie dieselben Vorrechte geniessen und keinen höheren und nicht anderen Abgaben unterworfen werden, als die Angehörigen der in dieser Hinsicht am Meisten bevorzugten Nationen.

Art. 2. Die Boden- und Gewerbs-Erzeugnisse des Einen der Hohen vertragenden Theile, welche in die Ländergebiete des anderen eingeführt werden, sollen daselbst, sie mögen zum Verbrauch, zur Lagerung, zur Wiederausfuhr oder zur Durchfuhr bestimmt sein, der nämlichen Behandlung unterliegen und insbesondere keinen höheren oder anderen Abgaben unterworfen werden, als die Erzeugnisse der in dieser Hinsicht am Meisten begünstigten Nation.

Art. 3. Bei der Ausfuhr in die Ländergebiete des Einen der Hohen vertragenden Theile soll der andere weder höhere noch andere Abgaben erheben, als bei der Ausfuhr derselben Gegenstände in diejenigen Länder, welche in dieser Hinsicht am Meisten begünstigt sind.

Art. 4. Jede Begünstigung, jedes Vorrecht und jede Ermässigung in dem Tarife der Eingangs- und Ausgangs-Abgaben, welche Einer der Hohen vertragenden Theile einer dritten Macht gewähren möchte, wird gleichzeitig und bedingungslos dem anderen zu Theil werden.

Ferner wird keiner der Hohen vertragenden Theile ein Einfuhr- oder ein Ausfuhr-Verbot gegen den anderen in Kraft setzen. welches nicht gleichzeitig auf alle anderen Nationen Anwendung fände.

Art. 5. In Betreff der Bezeichnung oder Etikettirung der Waaren oder deren Verpackung, der Muster und der Fabrik- oder Handels-Zeichen sollen die Staats-Angehörigen der Hohen vertragenden Theile in den respectiven Staaten denselben Schutz wie die Inländer geniessen.

Art. 6. Die Handelsschifffahrt jedes der Hohen vertragenden Theile soll in den Gebieten des anderen Theiles in jeder Beziehung der einheimischen Handelsschifffahrt gleichgestellt werden.

Von dieser vollständigen Gleichstellung sind allein die Begünstigungen ausgenommen, welche dem einheimischen

Fischfange in dem einen oder anderen Lande gewährt sind oder gewährt werden möchten.

Art. 7. Die Staatsangehörigkeit der Schiffe soll beiderseitig nach den jedem Theile eigenthümlichen Gesetzen und Reglements, auf Grund der durch die zuständigen Behörden den Capitainen, Schiffspatronen und Schiffern ausgefertigten Papiere, anerkannt werden.

Art. 8. Die Hohen vertragenden Theile bewilligen sich gegenseitig das Recht, in den Häfen und Handelsplätzen des anderen Theiles Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten zu ernennen, mit dem Vorbehalt jedoch, dergleichen an solchen Orten nicht zuzulassen, welche sie allgemein davon ausnehmen wollen. Diese Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten, sowie deren Kanzler sollen, unter dem Beding der Reciprocität, dieselben Vorrechte, Befugnisse und Befreiungen geniessen, deren sich diejenigen der meist begünstigten Nationen erfreuen oder erfreuen werden; im Falle aber, dass sie Handel treiben wollen, sollen sie gehalten sein, sich denselben Gesetzen und Gebräuchen zu unterwerfen, welchen die eigenen Staatsangehörigen an demselben Orte in Bezug auf ihre Handelsgeschäfte unterworfen sind.

Art. 9. Die gedachten Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten eines jeden der Hohen vertragenden Theile, welche in den Staaten des anderen wohnen, sollen bei den Ortsbehörden jede Hülfe und jeden Beistand für die Ermittelung, Verhaftung und Festhaltung der Seeleute und anderer zur Mannschaft der Kriegs- oder Handelsschiffe ihrer beiderseitigen Länder gehörenden Personen finden, gleichviel, ob solche sich Verbrechen, Vergehen oder Uebertretungen am Bord der gedachten Schiffe haben zu Schulden kommen lassen, oder nicht.

Zu diesem Zwecke werden sie sich schriftlich an die Gerichte, Einzelrichter oder zuständige Beamten wenden, und durch Mittheilung der Schiffsregister, der Musterrolle oder anderer amtlicher Documente oder, im Falle das Schiff bereits abgereist ist, durch gehörig von ihnen beglaubigte Abschrift der genannten Papiere oder durch einen Auszug aus denselbigen den Beweis führen, dass die reclamirten Personen wirklich zu der Mannschaft gehört haben.

Auf den in solcher Weise begründeten Antrag soll ihnen die Auslieferung nicht versagt werden.

Die gedachten Deserteurs sollen, sobald sie verhaftet sind, zur Verfügung der Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln oder Consular-Agenten bleiben und können auf Antrag und auf Kosten der genannten Consularbeamten selbst in den Landesgefängnissen festgehalten und bewahrt werden. Diese Beamten werden sie, je nach Gelegenheit, am Bord des Schiffes, welchem sie angehören, wieder einstellen oder in ihr Land auf einem Schiffe desselben oder eines anderen Landes zurücksenden oder auf dem Landwege in die Heimath zurückbefördern.

Die Zurückbeförderung auf dem Landwege soll unter Bedeckung der bewaffneten Macht auf den Antrag und auf Kosten der genannten Consularbeamten erfolgen, welche sich zu diesem Zwecke an die zuständigen Behörden zu wenden haben.

Wenn innerhalb zweier Monate, von dem Tage der Verhaftung an gerechnet, die Deserteurs nicht am Bord des Schiffes, welchem sie angehören, wieder eingestellt, oder nicht auf dem Land- oder Seewege in ihre Heimath zurückbefördert sind, desgleichen, wenn die Kosten ihrer Haft nicht regelmässig von dem Theile, auf dessen Antrag die Verhaftung geschehen ist, entrichtet werden, so sollen die gedachten Deserteurs in Freiheit gesetzt werden, ohne dass sie wegen derselben Ursache wieder verhaftet werden können.

Wenn aber der Deserteur ausserdem irgend ein Verbrechen oder Vergehen am Lande begangen haben sollte, so soll seine Auslieferung von der Ortsbehörde bis dahin hinausgeschoben werden können, dass die zuständige Gerichtsbehörde ihr Urtheil über die That gefällt hat und das Urtheil vollständig in Ausführung gebracht ist.

Man ist gleichmässig übereingekommen, dass die Seeleute oder andere zur Schiffsmannschaft gehörende Personen, wenn sie Angehörige des eigenen Landes sind, in allen Fällen von den Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels ausgenommen sein sollen.

Art. 10. Im Falle des Scheiterns oder des Schiffbruchs eines Schiffes eines der Hohen vertragenden Theile an den Küsten des anderen Theiles sollen Schiff und Ladung dieselben Begünstigungen und Befreiungen geniessen, welche die Gesetzgebung jedes der betreffenden Staaten den Schiffen des eigenen Landes in gleicher Lage

bewilligt. Es soll jede Hülfe und jeder Beistand dem Capitain und der Schiffsmannschaft geleistet werden, sowohl für ihre Person, wie für das Schiff und dessen Ladung. Die auf die Rettung bezüglichen Maassregeln sollen den Landesgesetzen gemäss getroffen werden. Es soll jedoch den Consuln und Consular-Agenten gestattet sein, im Falle Schiffe, welche an der Küste gescheitert sind oder Schiffbruch gelitten haben, reparirt oder verproviantirt oder verkauft werden, die hierauf bezüglichen Geschäfte zu überwachen.

Alles, was von dem Schiffe oder dessen Ladung gerettet worden ist, oder der für diese Gegenstände erzielte Kaufpreis soll den Eigenthümern oder deren Bevollmächtigten zurückerstattet und sollen für die Rettung keine höheren Kosten bezahlt werden, als von den Nationalschiffen in gleicher Lage bezahlt werden müssten.

Ueberdies ist verabredet, dass die geborgenen Waaren keiner Zollabgabe unterliegen sollen, es sei denn, dass sie in den inneren Verbrauch übergehen.

Art. 11. Die Hohen vertragenden Theile werden in Betreff der Schifffahrt kein Vorrecht, keine Begünstigung oder Befreiung irgend einem anderen Staate zugestehen, welche nicht auch und gleichzeitig auf ihre beiderseitigen Staatsangehörigen ausgedehnt würden.

Art. 12. Der gegenwärtige Vertrag bleibt in Kraft bis zum 31. December 1877. Im Falle keiner der Hohen vertragenden Theile zwölf Monate vor dieser Zeit seine Absicht, die Wirkungen des Vertrages aufhören zu lassen, kundgegeben haben sollte, so bleibt derselbe in Geltung bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage ab, an welchem der eine oder der andere der Hohen vertragenden Theile denselben gekündigt hat.

Art. 13. Der gegenwärtige Vertrag soll 14 Tage nach dem Austausche der Ratifications-Urkunden in Kraft treten.

Die Ratifications-Urkunden sollen in Rom und zwar so bald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben ihn die beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidrückung ihrer Siegel unterzeichnet.

Geschehen zu Rom in doppelter Urschrift am 8. Mai 1868.

Arnim.
G. Ed. Antonelli.

54.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, des autres États du Zollverein allemand et du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et le Japon d'autre part, suivi de règlements commerciaux; signé à Jokohama, le 20 février 1869.)*

Texte allemand.

Seine Majestät der König von Preussen im Namen des Norddeutschen Bundes und der zu diesem Bunde nicht gehörenden Mitglieder des Deutschen Zoll- und Handelsvereins, nämlich: der Krone Bayern, der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden und des Grossherzogthums Hessen für dessen südlich des Main belegenen Theile, sowie in Vertretung des Ihrem Zoll- und Steuersysteme angeschlossenen Grossherzogthums Luxemburg, einerseits,

und

Seine Majestät der Tenno von Japan andererseits, von dem Wunsche geleitet, die Entwickelung der Handels- und Schifffahrtsbeziehungen zwischen Deutschland und Japan zu fördern, haben beschlossen, einen Vertrag abzuschliessen und zu diesem Zweck zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

den Geschäftsträger des Norddeutschen Bundes in Japan, Max August Scipio von Brandt;

Seine Majestät der Tenno von Japan:

Higashi Kuze Chujo, Gidjo und Chijo des auswärtigen Amtes, von der ersten Beamtenclasse,

Terashima Tozo, Chiji des Bezirks Kanagawa und Handji des auswärtigen Amtes, von der dritten Beamtenclasse,

Iseki Sayemon, Handji des auswärtigen Amtes, von der dritten Beamtenclasse,

---

*) En allemand et en langue japonaise. Les ratifications ont été échangées à Yédo, le 15 octobre 1869.

welche, nachdem sie ihre Vollmachten sich mitgetheilt und solche in guter und gehöriger Form befunden haben, über nachstehende Artikel übereingekommen sind.

Art. 1. Zwischen den Hohen contrahirenden Staaten, sowie zwischen den Unterthanen derselben, soll ewiger Friede und beständige Freundschaft bestehen.

Art. 2. Seine Majestät der König von Preussen soll das Recht haben, einen diplomatischen Agenten in Japan zu ernennen, dem gestattet sein soll, auch die Vertretung der anderen contrahirenden Deutschen Staaten zu übernehmen.

Die contrahirenden Deutschen Staaten sollen das Recht haben, einen General-Consul und für jeden offenen Hafen oder jede dergleichen Stadt in Japan einen Consul, Vice-Consul oder Consular-Agenten zu ernennen. Diese Beamten sollen dieselben Privilegien und Vorrechte geniessen, wie die Consular-Beamten der meistbegünstigten Nation.

Sowohl der von Seiner Majestät dem Könige von Preussen ernannte diplomatische Agent, als auch der General-Consul sollen das Recht haben, frei und unbehindert in allen Theilen des Kaiserreichs Japan umherzureisen.

Ebenso sollen die mit der Berechtigung zur Ausübung der Jurisdiction versehenen Deutschen Consular-Beamten das Recht haben, sich, im Falle ein Deutsches Schiff im Bereiche ihres Jurisdictionsbezirkes Schiffbruch leidet, oder innerhalb desselben ein Angriff auf das Leben oder das Eigenthum eines Deutschen stattfindet, zur Aufnahme des Thatbestandes an Ort und Stelle zu begeben. Doch sollen die Deutschen Consular-Beamten in jedem solchen Falle den Japanischen Localbehörden eine schriftliche Mittheilung über den Zweck und das Ziel ihrer Reise machen und dieselbe nur in Begleitung eines von den Japanischen Behörden zu bezeichnenden höheren Beamten antreten.

Seine Majestät der Tenno von Japan kann einen diplomatischen Agenten beim Hofe von Berlin und Consular-Beamte für diejenigen Deutschen Häfen und Handelsplätze ernennen, in denen Consular-Beamte irgend eines dritten Staates zugelassen werden.

Der diplomatische Agent und die Consular-Beamten Japans sollen unter der Bedingung der Gegenseitigkeit im Gebiete der contrahirenden Deutschen Staaten dieselben

Vorrechte, Befugnisse und Befreiungen geniessen, deren sich diejenigen irgend eines dritten Staates erfreuen oder erfreuen werden.

Art. 3. Die Städte und Häfen von Hakodade, Hiogo, Kanagawa, Nagasaki, Niegata mit Ebisuminato auf der Insel Sado und Osaka, sowie die Stadt Yedo sollen von dem Tage an, an welchem dieser Vertrag in Kraft tritt, für die Unterthanen und den Handel der contrahirenden Deutschen Staaten eröffnet sein.

In den vorgedachten Städten und Häfen sollen Deutsche Unterthanen dauernd wohnen können; sie sollen das Recht haben, daselbst Grundstücke zu miethen und Häuser zu kaufen, und sie sollen Wohnungen und Magazine daselbst erbauen dürfen.

Der Platz, welchen Deutsche Unterthanen bewohnen und auf welchen sie ihre Gebäude errichten sollen, wird von den Deutschen Consularbeamten im Einverständniss mit den competenten Japanischen Ortsbehörden angewiesen werden; auf gleiche Art sollen die Hafenordnungen festgesetzt werden. Können sich der Deutsche Consular-Beamte und die Japanischen Behörden in diesen Beziehungen nicht einigen, so soll die Frage dem diplomatischen Agenten und der Japanischen Regierung unterbreitet werden.

Um die Orte, wo Deutsche Unterthanen sich niederlassen werden, soll von den Japanern weder Mauer noch Zaun, oder Gitter, noch irgend ein anderer Abschluss errichtet werden, welcher den freien Ein- und Ausgang dieser Orte beschränken könnte.

Den Deutschen Unterthanen soll es gestattet sein, sich innerhalb folgender Grenzen frei zu bewegen:

von Hakodade und Niegata in jeder Richtung bis zu einer Entfernung von 10 Ri;

von Ebisuminato auf der ganzen Insel Sado;

von Kanagawa bis zum Flusse Logo, welcher sich zwischen Kawasaki und Sinagawa in den Meerbusen von Yedo ergiesst, und in jeder anderen Richtung bis zu einer Entfernung von 10 Ri;

von Nagasaki aus überall in dem benachbarten Kaiserlichen Gebiete;

von Hiogo in der Richtung auf Kioto bis zu einer Entfernung von 10 Ri von dieser Stadt und in jeder anderen Richtung bis zu einer Entfernung von 10 Ri von Hiogo;

von Osaka, im Süden von der Mündung des Yamatogawa bis nach Funabashimura und von dort innerhalb einer von diesem Platze über Kiokojimura nach Sada gezogenen Linie; die Stadt Sakai liegt ausserhalb dieser Grenzen, der Besuch derselben ist jedoch Deutschen Unterthanen gestattet;

von Yedo innerhalb folgender Grenzen: von der Mündung des Shintonegawa bis Kanamachi und längs der Strasse nach Mito bis Senji, von dort den Sumidagawa aufwärts bis Furugano Kamigo und über Omuro, Takakura, Koyata, Ogiwara, Miyadera, Mitsugi, Tanaka, nach der Fähre von Hino am Rokugogawa.

Die Entfernungen von 10 Ri sollen zu Lande gemessen werden, vom Saibansho oder Rathhause jedes der vorgenannten Häfen aus.

Ein Ri kommt gleich:

12,456 Fuss Preussisch,
4,275 Yards Englisch,
3,910 Meter Französisch.

Deutsche Unterthanen, welche diese Grenzen überschreiten, sollen einer Geldstrafe von 100 M. Doll. und im Wiederholungsfalle einer solchen von 250 M. Doll. unterliegen.

Art. 4. Die in Japan sich aufhaltenden Deutschen sollen das Recht freier Religionsübung haben. Zu diesem Behufe werden sie auf dem zu ihrer Niederlassung bestimmten Terrain Gebäude zur Ausübung ihrer Religionsgebräuche errichten können.

Art. 5. Alle Streitigkeiten, welche sich in Bezug auf Person oder Eigenthum zwischen in Japan sich aufhaltenden Deutschen erheben sollten, werden der Entscheidung der Deutschen Behörde unterworfen werden.

Desgleichen werden sich die Japanischen Behörden in keine Streitigkeiten mischen, welche zwischen Unterthanen eines der contrahirenden Deutschen Staaten und Angehörigen einer anderen Vertragsmacht etwa entstehen sollten.

Hat ein Deutscher eine Klage oder Beschwerde gegen einen Japaner, so entscheidet die Japanische Behörde.

Hat dagegen ein Japaner eine Klage oder Beschwerde gegen einen Deutschen, so entscheidet die Deutsche Behörde.

Wenn ein Japaner nicht bezahlen sollte, was er einem Deutschen schuldig ist, oder wenn er sich betrügerischer Weise verborgen halten sollte, so werden die competenten Japanischen Behörden Alles, was in ihrer Macht steht. thun, um ihn vor Gericht zu ziehen und die Bezahlung der Schuld von ihm zu erlangen. Und wenn ein Deutscher sich betrügerischer Weise verbergen und seine Schulden an Japaner nicht bezahlen sollte, so werden die Deutschen Behörden Alles, was in ihrer Macht steht, thun, um den Schuldigen vor Gericht zu ziehen und zur Bezahlung der Schuld anzuhalten.

Weder die Deutschen noch die Japanischen Behörden sollen für die Bezahlung von Schulden verantwortlich sein, welche von Deutschen oder Japanischen Unterthanen contrahirt worden sind.

Art. 6. Deutsche Unterthanen, welche ein Verbrechen gegen Japanische Unterthanen oder gegen Angehörige einer anderen Nation begehen sollten, sollen vor den Deutschen Consular-Beamten geführt und nach Deutschen Gesetzen bestraft werden.

Japanische Unterthanen, welche sich einer verbrecherischen Handlung gegen Deutsche Unterthanen schuldig machen, sollen vor die Japanischen Behörden geführt und nach Japanischen Gesetzen bestraft werden.

Art. 7. Alle Ansprüche auf Geldstrafen oder Confiscationen für Zuwiderhandlungen gegen diesen Vertrag oder gegen das beigefügte Handels-Regulativ sollen bei den Deutschen Consular-Behörden zur Entscheidung gebracht werden. Die Geldstrafen oder Confiscationen, welche von diesen letzteren ausgesprochen werden, sollen der Japanischen Regierung zufallen. Güter, die mit Beschlag belegt werden, sollen von den Japanischen Behörden und den Deutschen Consular-Behörden versiegelt und bis zur Entscheidung durch den Deutschen Consul in den Speichern des Zollhauses deponirt werden.

Fällt die Entscheidung des Consuls zu Gunsten des Eigenthümers oder Consignatairs der Güter aus, so sollen dieselben sofort dem Consul zur weiteren Verfügung ausgehändigt werden; doch sollen, falls die Japanische Regierung gegen diese Entscheidung des Consuls Berufung an die höhere Instanz einzulegen wünscht, der Eigenthümer oder Consignatair der Güter gehalten sein, den Werth derselben bis zur endgültigen Entscheidung der Angelegenheit auf dem Deutschen Consulate zu deponiren.

Sind die mit Beschlag belegten Güter leicht verderblicher Natur, so sollen dieselben gegen Deponirung des Werthes auf dem Deutschen Consulate dem Eigenthümer oder Consignatair ausgehändigt werden.

Art. 8. In allen dem Handel geöffneten oder zu öffnenden Häfen Japans soll es Deutschen Unterthanen freistehen, aus dem Gebiete Deutschlands oder aus fremden Häfen alle Arten von Waaren, die nicht Contrebande sind, einzuführen und zu verkaufen, sowie zu kaufen und nach Deutschen oder fremden Häfen auszuführen. Sie sollen nur die Zölle bezahlen, welche in dem dem gegenwärtigen Vertrage beigefügten Tarif verzeichnet sind, und frei von allen sonstigen Abgaben sein.

Deutsche Unterthanen sollen alle Arten von Artikeln von den Japanern kaufen und an dieselben verkaufen dürfen, und zwar ohne Dazwischenkunft eines Japanischen Beamten, weder beim Kaufe noch beim Verkaufe, noch bei der Bezahlung oder Empfangnahme des Kaufpreises.

Ebenso soll es den Deutschen Unterthanen freistehen, alle Arten Japanischer Produkte, welche sie in einem der geöffneten Häfen Japans gekauft haben, nach einem anderen geöffneten Japanischen Hafen zu verschiffen, ohne dafür irgend welchen Zoll zu entrichten.

Allen Japanern soll es erlaubt sein, alle Arten von Artikeln von Deutschen Unterthanen, sei es in Deutschland oder in den geöffneten Häfen, ohne Dazwischenkunft eines Japanischen Beamten zu kaufen und was sie gekauft haben, entweder zu behalten und zu benutzen oder wieder zu verkaufen. In ihrem Handelsverkehr mit Deutschen Unterthanen werden die Japaner nicht mit höheren Abgaben belegt werden, als denjenigen, welche sie für ihre Geschäfte untereinander entrichten.

Ebenso dürfen die Japanischen Fürsten oder Leute in Diensten derselben sich unter den allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen nach Deutschland, sowie nach den offenen Häfen Japans begeben, und dort mit den Deutschen frei und ohne Dazwischenkunft Japanischer Beamten Handel treiben, vorausgesetzt, dass sie sich nach den bestehenden Polizeivorschriften richten und die festgesetzten Abgaben entrichten.

Ebenso soll es allen Japanern erlaubt sein, Waaren Japanischen oder fremden Ursprungs nach, von oder zwischen den geöffneten Häfen in Japan, oder von oder

nach fremden Häfen in Japanern oder Deutschen Unterthanen angehörigen Schiffen zu verschiffen.

Art. 9. Die Japanische Regierung wird es nicht verhindern, dass Deutsche, welche sich in Japan aufhalten, Japaner als Dolmetscher, Lehrer, Diener u. s. w. in Dienst nehmen und sie zu allen Beschäftigungen verwenden, welche die Gesetze nicht verbieten; doch bleiben solche Japaner selbstverständlich, im Falle sie ein Verbrechen begehen sollten, den Japanischen Gesetzen unterworfen.

Japanern soll es ferner freistehen, in jeder Eigenschaft an Bord Deutscher Schiffe Dienste zu nehmen.

Japaner in Diensten von Deutschen sollen auf ein dahin gerichtetes Gesuch bei den Ortsbehörden die Erlaubniss erhalten, ihre Herren ins Ausland zu begleiten.

Ebenso soll es allen Japanern, welche mit vorschriftsmässigen Pässen ihrer Behörden nach Maassgabe der Bekanntmachung der Japanischen Regierung vom 23. Mai 1866 versehen sind, erlaubt sein, sich Behufs ihrer Ausbildung oder in Handelszwecken nach Deutschland zu begeben.

Art. 10. Das dem gegenwärtigen Vertrage beigefügte Handels-Regulativ soll als ein integrirender Theil dieses Vertrages und deshalb als bindend für die Hohen contrahirenden Theile angesehen werden.

Der Deutsche diplomatische Agent in Japan soll das Recht haben, in Gemeinschaft und Uebereinstimmung mit denjenigen Beamten, welche von der Japanischen Regierung zu diesem Zwecke bezeichnet werden müssen, für alle dem Handel offenen Häfen diejenigen Reglements zu erlassen, welche erforderlich und geeignet sind, die Bestimmungen des beigefügten Handels-Regulativs in Ausführung zu bringen.

Art. 11. Die Japanische Regierung wird alle die dem Deutschen Handel offenen Häfen mit den Leuchtthürmen, Feuerschiffen, Tonnen und Seezeichen versehen, welche nöthig sind, um das Ein- und Auslaufen der Schiffe zu erleichtern und zu sichern.

Die Japanischen Behörden werden in jedem Hafen solche Maassregeln treffen, wie sie ihnen am geeignetsten erscheinen werden, um dem Schmuggel und der Contrebande vorzubeugen.

Art. 12. Wenn ein Deutsches Schiff bei einem offenen Hafen Japans anlangt, soll es ihm freistehen, einen Lootsen anzunehmen, der es in den Hafen führt. Ebenso soll

es, wenn es alle gesetzlichen Gebühren und Abgaben entrichtet hat und zur Abreise fertig ist, einen Lootsen annehmen können, um es aus dem Hafen hinauszuführen.

Art. 13. Deutsche Kaufleute sollen, wenn sie Waaren in einen offenen Hafen Japans eingeführt und die darauf haftenden Zölle entrichtet haben, berechtigt sein, von der Japanischen Zollbehörde ein Certificat über die geschehene Entrichtung dieser Zölle zu verlangen, und auf Grund dieses Certificates soll ihnen freistehen, dieselben Waaren wieder aus- und in einen anderen offenen Hafen Japans einzuführen, ohne dass sie nöthig hätten, irgend welche weiteren Zölle zu entrichten.

Die Japanische Regierung verpflichtet sich, in den geöffneten Häfen Lagerhäuser zu errichten, in denen eingeführte Güter auf den Antrag des Importeurs oder des Eigenthümers, ohne Zoll zu entrichten, lagern können.

Die Japanische Regierung ist für die Sicherheit dieser Güter verantwortlich, so lange dieselben sich unter ihrer Obhut befinden, und wird alle diejenigen Vorsichtsmaassregeln ergreifen, welche nöthig sind, um die gelagerten Güter gegen Feuersgefahr versicherungsfähig zu machen. Wenn der Importeur oder Eigenthümer die Güter aus dem Lagerhause zu empfangen wünscht, so muss er die durch den Tarif festgesetzten Zölle entrichten, sollte er sie dagegen wieder auszuführen wünschen, so soll er dies, ohne zur Bezahlung von Zoll verpflichtet zu sein, thun dürfen. Lagermiethe muss in jedem Falle bei Aushändigung der Güter entrichtet werden.

Der Betrag derselben, sowie die für die Verwaltung der Lagerhäuser nöthigen Bestimmungen, werden durch gemeinschaftliches Uebereinkommen der Hohen vertragenden Theile festgestellt werden.

Art. 14. Alle von Deutschen Unterthanen in einen offenen Hafen Japans eingeführten Waaren, von welchen die in diesem Vertrage festgesetzten Zölle entrichtet worden sind, sollen, mögen sie sich im Besitze von Deutschen oder Japanern befinden, von den Besitzern nach allen Theilen des Kaiserreichs versandt werden können, ohne dass davon irgend eine Abgabe oder ein Transitzoll, welchen Namen dieselben auch haben möchten, gezahlt zu werden braucht.

Alle Japanischen Produkte sollen von jedem Punkte des Landes aus von den Japanern nach den offenen Häfen gebracht werden können, ohne Abgaben oder Durch-

gangszöllen unterworfen zu sein, mit Ausnahme der Wegezölle, welche gleichmässig von allen Handeltreibenden zur Unterhaltung der Land- und Wasserstrassen erhoben werden.

Art. 15. Von dem Wunsche geleitet, die dem freien Umlaufe fremden Geldes in Japan entgegenstehenden Hindernisse zu beseitigen, wird die Japanische Regierung unverzüglich in der Anfertigung der Landesmünzen die nöthigen Veränderungen und Verbesserungen eintreten lassen. Demnächst werden die Japanische Hauptmünzanstalt, sowie die in jedem der offenen Häfen des Reiches zu errichtenden Spezialbureaus von Fremden und Japanern ohne Unterschied des Standes fremde Münzen jeder Art, sowie Gold- und Silberbarren annehmen, um sie gegen Japanische Münzen von gleichem Gewichte und Feingehalte umzuwechseln, vorbehaltlich einer bestimmten Umschmelzungsgebühr, deren Betrag durch gemeinschaftliches Uebereinkommen der Hohen contrahirenden Theile festgesetzt werden wird.

Deutsche und Japaner können sich bei Zahlungen, die sie sich gegenseitig zu machen haben, nach Belieben fremder oder Japanischer Münzen bedienen.

Münzen aller Art, mit Ausnahme von Japanischen Kupfermünzen, und fremdes ungemünztes Gold und Silber können aus Japan ausgeführt werden.

Art. 16. Wenn die Japanischen Zollbeamten mit dem Werthe, welcher von Kaufleuten für einige ihrer Waaren angegeben werden sollte, nicht einverstanden sind, so soll es denselben freistehen, diese Waaren selbst zu taxiren und sich zu erbieten, sie zu dem von ihnen festgesetzten Taxwerthe zu kaufen.

Sollte der Eigenthümer sich weigern, auf dies Anerbieten einzugehen, so soll er den Zoll von dem Werthe zahlen, wie die Japanischen Zollbeamten ihn taxirt haben. Im Falle der Annahme des Anerbietens aber soll ihm der offerirte Werth sofort und ohne Abzug von Rabatt oder Disconto gezahlt werden.

Art. 17. Wenn ein Deutsches Schiff Schiffbruch leidet oder an den Küsten des Kaiserreichs Japan strandet, oder wenn es gezwungen sein sollte, Zuflucht in einem Japanischen Hafen zu suchen, so sollen die competenten Japanischen Behörden, sobald sie davon hören, dem Schiffe allen möglichen Beistand leisten. Die Personen an Bord desselben sollen wohlwollend behandelt, und

wenn nöthig, mit Mitteln versehen werden, um sich nach dem Sitze des nächsten Deutschen Consulats zu begeben.

Art. 18. Provisionen aller Art für Deutsche Kriegsschiffe sollen in den geöffneten Häfen Japans ausgeschifft und in Magazine unter Bewachung Deutscher Beamten niedergelegt werden können, ohne dass Zölle dafür entrichtet zu werden brauchen. Wenn solche Provisionen aber an Japaner oder Fremde verkauft werden, so sollen die Erwerber an die Japanischen Behörden den Zoll entrichten, der auf dieselben anwendbar ist.

Art. 19. Es wird ausdrücklich festgesetzt, dass die Regierungen der Deutschen contrahirenden Staaten und ihre Unterthanen von dem Tage an, an welchem der gegenwärtige Vertrag in Kraft tritt, ohne Weiteres alle Rechte, Freiheiten und Vortheile geniessen sollen, welche von Seiner Majestät dem Tenno von Japon an die Regierung und Unterthanen irgend eines anderen Staates gewährt worden sind oder in Zukunft gewährt werden sollten.

Art. 20. Man ist übereingekommen, dass die Hohen contrahirenden Theile vom 1. Juli 1872 an die Revision dieses Vertrages sollen beantragen können, um solche Aenderungen oder Verbesserungen daran vorzunehmen, welche die Erfahrung als nothwendig herausgestellt haben sollte. Ein solcher Antrag muss jedoch mindestens ein Jahr zuvor angekündigt werden.

Sollte Seine Majestät der Tenno von Japan indessen vor diesem Zeitpunkte eine Revision aller Verträge wünschen und hierzu die Zustimmung aller übrigen Vertragsmächte erlangen, so werden auch die contrahirenden Deutschen Staaten, auf den Wunsch der Japanischen Regierung, sich an daranf bezüglichen Verhandlungen betheiligen.

Art. 21. Alle amtlichen Mittheilungen des Deutschen diplomatischen Agenten oder der Consular-Beamten an die Japanischen Behörden werden in Deutscher Sprache geschrieben werden. Um jedoch die Geschäftsführung möglichst zu erleichtern, sollen diese Mittheilungen während dreier Jahre von dem Zeitpunkte an, wo dieser Vertrag in Wirksamkeit treten wird, von einer Uebersetzung ins Holländische oder Japanische begleitet sein.

Art. 22. Der gegenwärtige Vertrag ist vierfach in Deutscher und Japanischer Sprache ausgefertigt, und haben alle diese Ausfertigungen denselben Sinn und dieselbe Bedeutung.

Art. 23. Der gegenwärtige Vertrag soll von Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Majestät dem Tenno von Japan unter Namensunterfertigung und Siegel ratificirt werden, und sollen die Ratificationen innerhalb achtzehn Monaten ausgewechselt werden.

Dieser Vertrag tritt mit dem Tage der Unterzeichnung in Wirksamkeit.

Dessen zu Urkund haben die respectiven Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Jokohama den zwanzigsten Februar im Jahre unseres Herrn Ein Tausend acht Hundert und neun und sechszig oder am zehnten Tage des ersten Monats des zweiten Jahres Meidji (Tschi no to mi) der Japanischen Zeitrechnung.

M. v. Brandt. *Higashi Kuze Chujo.*
Terashima Tozo.
Iseki Sayemon.

Bestimmungen,

unter welchen der Handel Deutschlands in Japan getrieben werden soll.

Bestimmung 1.

Innerhalb 48 Stunden (Sonntage ausgenommen) nach der Ankunft eines Deutschen Schiffes in einem Japanischen Hafen soll der Capitain oder Commandant den Japanischen Zollbehörden einen Empfangsschein des Deutschen Consuls vorzeigen, aus welchem hervorgeht, dass er alle Schiffspapiere, Connoissemente u. s. w. auf dem Deutschen Consulate niedergelegt hat, und er soll dann sein Schiff einclariren durch Uebergabe eines Schreibens, welches den Namen des Schiffes angiebt und den des Hafens, von dem es kommt, seinen Tonnengehalt, den Namen seines Capitains oder Commandanten, die Namen der Passagiere (wenn es deren giebt) und die Zahl der Schiffsmannschaft. Dieses Schreiben muss vom Capitain oder Commandanten als eine wahrhafte Angabe bescheinigt und unterzeichnet werden; zu gleicher Zeit soll er ein schriftliches Manifest seiner Ladung niederlegen, welches die Zeichen und Nummern der Frachtstücke und ihren Inhalt angiebt, so wie sie in seinem Connoissemente bezeichnet sind, nebst den Namen der Person oder Personen, an welche sie consignirt sind; eine Liste der Schiffsvorräthe soll dem Manifeste hinzugefügt werden. Der Capitain oder Commandant soll das Manifest als eine zuverlässige Angabe der ganzen Ladung und

aller Vorräthe an Bord bescheinigen und dies mit seinem Namen unterzeichnen.

Wird irgend ein Irrthum im Manifest entdeckt, so darf derselbe innerhalb 24 Stunden (Sonntage ausgenommen) ohne Zahlung einer Gebühr berichtigt werden, aber für jede Aenderung oder spätere Eintragung in das Manifest nach jenem Zeitraume soll eine Gebühr von 15 Dollars bezahlt werden.

Für alle in das Manifest nicht eingetragenen Güter soll neben dem Zolle eine Strafe entrichtet werden, deren Betrag dem von diesen Gütern zu entrichtenden Zolle gleichkommt.

Jeder Capitain oder Commandant, der es versäumen sollte, sein Schiff bei dem Japanischen Zollamte binnen der durch diese Bestimmung festgesetzten Zeit einzuclariren, soll eine Busse von 60 Dollars für jeden Tag entrichten, an welchem er die Einclarirung seines Schiffes versäumt.

Bestimmung 2.

Die Japanische Regierung soll das Recht haben, Zollbeamte an Bord eines jeden Schiffes in ihren Häfen zu setzen, Kriegsschiffe ausgenommen; die Zollbeamten sollen mit Höflichkeit behandelt werden und ein geziemendes Unterkommen erhalten, wie es das Schiff bietet.

Keine Güter sollen von einem Schiffe zwischen Sonnenuntergang und Sonnenaufgang abgeladen werden, ausser auf besondere Erlaubniss der Zollbehörden; und es dürfen die Luken und alle übrigen Eingänge zu dem Theile des Schiffes, wo die Ladung verstaut ist, von Japanischen Beamten zwischen Sonnenuntergang und Sonnenaufgang durch Siegel, Schlösser oder anderen Verschluss gesichert werden; und wenn irgend Jemand ohne gehörige Erlaubniss einen so gesicherten Eingang eröffnen oder irgend ein Siegel, Schloss oder sonstigen von den Japanischen Zollbeamten angelegten Verschluss erbrechen oder abnehmen sollte, so soll Jeder, der sich so vergeht, für jede Uebertretung eine Busse von 60 Dollars zahlen.

Güter, die von einem Schiffe, sei es gelöscht, sei es zu löschen versucht worden, ohne dass sie beim Japanischen Zollamte, wie nachfolgend bestimmt, gehörig angegeben sind, sollen der Beschlagnahme und Confiscation unterliegen.

Waarencollis, welche mit der Absicht verpackt sind, die Zolleinnahme von Japan zu benachtheiligen, indem sie Artikel von Werth verbergen, welche in der Factura nicht aufgeführt sind, sollen der Confiscation verfallen sein.

Sollte ein Deutsches Schiff in irgend einen der nicht geöffneten Häfen von Japan Güter einschmuggeln oder einzuschmuggeln versuchen, so verfallen alle solche Güter an die Japanische Regierung, und das Schiff soll für jedes derartige Vergehen eine Busse von 1000 Dollars zahlen.

Fahrzeuge, welche der Ausbesserung bedürftig sind, dürfen zu diesem Zwecke ihre Ladung landen, ohne Zoll zu bezahlen; alle so gelandeten Güter sollen in Verwahrung der Japanischen Behörden bleiben, und alle gerechten Forderungen für Aufbewahrung, Arbeit und Aufsicht sollen dafür bezahlt werden. Wird

indessen ein Theil solcher Ladung verkauft, so sollen für diesen Theil die regelmässigen Zölle entrichtet werden.

Waaren können auf ein anderes Schiff im nämlichen Hafen umgeladen werden, ohne Zoll zu zahlen. aber das Umladen muss stets unter Aufsicht von Japanischen Beamten vor sich gehen, und nachdem der Zollbehörde hinlänglicher Beweis von der Unverfänglichkeit der Operation gegeben ist, sowie auch mit einem zu dem Zwecke von dieser Behörde ausgestellten Erlaubnissscheine. Für jede Uebertretung dieser Bestimmung soll eine Busse von 60 Dollars bezahlt werden.

Da die Einfuhr des Opiums verboten ist, so darf, falls ein Deutsches Schiff in Handelszwecken nach Japan kommt, und ein Gewicht von mehr als drei Katties Opium an Bord hat, der Ueberschuss von den Japanischen Behörden mit Beschlag belegt und vernichtet werden; und jede Person oder alle Personen, die Opium einschmuggeln oder einzuschmuggeln versuchen, sollen in eine Busse von 15 Dollars verfallen sein für jedes Kattie Opium, welches sie einschmuggeln oder einzuschmuggeln versuchen.

Bestimmung 3.

Der Eigenthümer oder Consignatair von Gütern, welcher sie zu landen wünscht, soll eine Declaration derselben bei dem Japanischen Zollamte eingeben. Die Declaration soll schriftlich sein und angeben: den Namen der Person, welche die Declaration macht, den Namen des Schiffes, auf welchem die Waaren eingeführt wurden, die Zeichen, Nummern, Collis und deren Inhalt mit dem Werthe jedes Collis besonders in einem Betrage ausgeworfen, und am Ende der Declaration soll der Gesammtwerth aller in der Declaration verzeichneten Güter angegeben werden. Auf jeder Declaration soll der Eigenthümer oder Consignatair schriftlich versichern, dass die so überreichte Declaration den wirklichen Preis der Güter angiebt, und dass nichts zum Nachtheile der Japanischen Zölle verheimlicht worden ist, und unter solches Certificat soll der Eigenthümer oder Consignatair seine Namensunterschrift setzen.

Die Originalfactur oder Facturen der so declarirten Güter sollen den Zollbehörden vorgelegt werden und in deren Besitz verbleiben, bis sie die declarirten Güter untersucht haben.

Die Japanischen Beamten dürfen einige oder alle so declarirten Collis untersuchen und zu diesem Zwecke auf das Zollamt bringen, es muss aber solche Untersuchung ohne Kosten für den Einführenden und ohne Beschädigung der Waaren vor sich gehen, und nach geschehener Untersuchung sollen die Japaner die Güter in ihrem vorigen Zustande in die Collis wieder hineinthun (soweit dies ausführbar ist), und die Untersuchung soll ohne ungerechtfertigten Verzug vor sich gehen.

Wenn ein Eigenthümer oder Importeur entdeckt, dass seine Güter auf der Herreise Schaden gelitten haben, ehe sie ihm überliefert worden sind, kann er die Zollbehörden von solcher Beschädigung unterrichten, und er kann die beschädigten Güter von zwei oder mehreren competenten und unparteiischen Personen schätzen lassen; diese sollen nach gehöriger Untersuchung eine

Bescheinigung ausstellen, welche den Schadenbetrag von jedem einzelnen Colli procentweise angiebt, indem sie dasselbe nach Marke und Nummer beschreibt, welches Certificat von den Taxatoren in Gegenwart der Zollbehörden unterschrieben werden soll; nur der Importeur kann das Certificat seiner Declaration beifügen und einen entsprechenden Abzug machen.

Dies soll jedoch die Zollbehörden nicht verhindern, die Güter in der Weise zu schätzen, die im Art. 16 des Vertrages, dem diese Bestimmungen angehängt sind, vorgesehen ist.

Nach Entrichtung der Zölle soll der Eigenthümer einen Erlaubnissschein erhalten, welcher die Uebergabe der Güter an ihn gestattet, mögen dieselben sich auf dem Zollamte oder an Bord des Schiffes befinden.

Alle zur Ausfuhr bestimmten Güter sollen, bevor sie an Bord gebracht werden, auf dem Japanischen Zollamte declarirt werden; die Declaration soll schriftlich sein und den Namen des Schiffes, worin die Güter ausgeführt werden sollen, mit den Zeichen und Nummern der Collis und die Menge, die Beschaffenheit und den Werth ihres Inhalts angeben. Der Exporteur muss schriftlich bescheinigen, dass seine Declaration eine wahre Angabe aller darin erwähnten Güter ist, und soll dies mit seinem Namen unterzeichnen.

Güter, die zum Zwecke der Ausfuhr an Bord gebracht werden, ehe sie auf dem Zollamte angegeben sind, sowie alle Collis, welche verbotene Gegenstände enthalten, sollen der Japanischen Regierung verfallen sein.

Provisionen zum Gebrauche der Schiffe, ihrer Mannschaften und Passagiere, sowie Kleidung u. s. w. von Passagieren brauchen nicht beim Zollamte angegeben zu werden.

Bei Gütern Japanischen Ursprungs, welche ein Deutscher Kaufmann von einem geöffneten Hafen nach einem anderen zu verschiffen wünscht, soll derselbe auf dem Zollamte den Betrag des Zolles deponiren, der zu entrichten sein würde, wenn die Güter zur Ausfuhr nach dem Auslande bestimmt wären. Dieser Betrag soll dem Kaufmann Seitens der Japanischen Behörden sofort und ohne Einwendungen zurückgezahlt werden, wenn derselbe innerhalb sechs Monate eine Bescheinigung des Zollamtes des Bestimmungsortes beibringt, durch welche nachgewiesen wird, dass die betreffenden Güter dort gelandet worden sind.

Bei Gütern, deren Export nach fremden Häfen überhaupt verboten ist, muss der Exporteur auf dem Zollamte eine schriftliche Erklärung niederlegen, durch welche er sich verpflichtet, den Gesammtwerth der Güter an die Japanischen Behörden zu bezahlen, falls die erwähnte Bescheinigung nicht in der vorgeschriebenen Zeit beigebracht wird.

Sollte ein von einem geöffneten Hafen nach dem anderen bestimmtes Schiff auf der Reise verloren gehen, so soll der Beweis dafür an die Stelle der Bescheinigung des Zollamtes treten, und soll zur Beibringung dieses Beweises dem Kaufmann eine Frist von einem Jahre gewährt werden.

Halten die Japanischen Zollbeamten ein Colli für verdächtig, so können sie dasselbe in Beschlag nehmen, müssen aber dem Deutschen Consular-Beamten davon Anzeige machen.

Die Güter, welche nach dem Ausspruche der Deutschen Consular-Beamten der Confiscation verfallen sind, sollen alsbald den Japanischen Behörden ausgeliefert werden, und der Betrag der Geldstrafen, welche die Deutschen Consular-Beamten erkannt haben, soll durch dieselben schleunigst eingezogen und an die Japanischen Behörden gezahlt werden.

Bestimmung 4.

Schiffe, die auszuclariren wünschen, müssen 24 Stunden zuvor beim Zollamte Anzeige machen, und nach dem Ablaufe dieser Zeit sollen sie zur Ausclarirung berechtigt sein. Wird ihnen solche verweigert, so haben die Zoll-Beamten sofort dem Capitain oder Consignatair des Schiffes die Gründe anzugeben, weshalb sie die Ausclarirung verweigern, und die nämliche Anzeige haben sie auch an den Deutschen Consul zu machen, der dem Capitain des Schiffes die deponirten Schiffspapiere nicht aushändigen wird, bevor derselbe nicht die Quittung des Zollamtes über die Zahlung aller Gebühren beigebracht hat.

Deutsche Kriegsschiffe brauchen beim Zollamte weder ein- noch auszuclariren, noch sollen sie von Japanischen Zoll- oder Polizei-Beamten besucht werden.

Dampfschiffe, welche die Deutsche Briefpost mit sich führen, dürfen am nämlichen Tage ein- und ausclariren und sollen kein Manifest zu machen brauchen, ausser für solche Passagiere und Güter, die in Japan abgesetzt werden sollen. Solche Dampfer sollen jedoch in allen Fällen bei dem Zollamte aus- und einclariren.

Wallfischfahrer, welche zur Verproviantirung einlaufen, sowie in Noth befindliche Schiffe sollen nicht nöthig haben, ein Manifest ihrer Ladung zu machen; wenn sie aber nachträglich Handel zu treiben wünschen, sollen sie dann ein Manifest niederlegen, wie es die Bestimmung 1 vorschreibt.

Wo nur immer in diesen Bestimmungen oder im Vertrage, dem sie angehängt sind, das Wort »Schiff« vorkommt, soll ihm die Bedeutung beigelegt werden von Schiff, Bark, Brigg, Schooner, Schaluppe oder Dampfer.

Bestimmung 5.

Jemand, der mit der Absicht, die Japanischen Staatseinkünfte zu beeinträchtigen, eine falsche Bescheinigung oder Declaration unterzeichnet, hat für jedes Vergehen eine Busse von (125) Einhundert fünf und zwanzig Dollars zu bezahlen.

Bestimmung 6.

Keine Tonnengelder sollen in den Japanischen Häfen von Deutschen Schiffen erhoben werden, aber die folgenden Gebühren sollen an die Japanischen Zollbehörden bezahlt werden:

für das Einclariren eines Schiffes 15 Dollars,
„ „ Ausclariren „ „ 7 „

Für Erlaubnissscheine zum Löschen oder Verschiffen von Gütern, wo dieselben in diesen Bestimmungen erwähnt sind, soll keine Gebühr entrichtet werden, für jedes andere Document, als Gesundheitspass u. s. w. $1^1/_2$ Dollars.

Bestimmung 7.

Von allen in Japan gelandeten Gütern sollen an die Japanische Regierung Zölle entrichtet werden nach folgendem Tarife:

Erste Abtheilung.

Feste Abgaben.

Nummer des Japanischen Textes.	Benennung der Waaren.	Einheit für die Verzollung.	Bus.	Cts.
1	Alaun	100 Catties	—	15
2	Arekanüsse	»	—	45
10	Baumwolle	»	1	25
	Baumwollengewebe:			
11	Shirting, grau, weiss, weissgetupft oder gemustert, Zwillich, einfach und satinirt, weisse Brokatelle, T.-Cloths, Battist, Musselin, Jaconet, Bahia, Piquet und Katonette; dieselben Stoffe auch gefärbt und gedruckt und Indienne zu Möbeln:			
	a) nicht über 34 Zoll breit .	10 Yards	—	$7^1/_2$
	b) » » 40 » » .	»	—	$8^3/_4$
	c) » » 46 » » .	»	—	10
	d) mehr als 46 » » .	»	—	$11^1/_4$
12	Taffachelas bis 31 Zoll breit liegend	»	—	$17^1/_2$
	Taffachelas von 31 bis 43 Zoll breit liegend	»	—	25
13	Parchente, wie Baumwollensammet, geköperte Velverette, baumwollene Satin und Halbsatin und Baumwollendamast, nicht über 40 Zoll breit liegend	»	—	20
14	Gingham, nicht über 31 Zoll breit	»	—	6
	» » » 43 » »	»	—	9
15	Taschentücher	d. Dutzend	—	5
16	Unterjacken und Unterbeinkleider	»	—	25
17	Tischdecken	das Stück	—	6
18	Baumwollenzwirn, gefärbt oder ungefärbt	100 Catties	7	50

Nummer des Japanischen Textes.	Benennung der Waaren.	Einheit für die Verzollung.	Bus.	Cts.
19	Baumwollengarn	100 Catties	5	—
27	Benzoe, Harz und Oel . . .	»	2	40
20	Catechu (terra japonica aus der Frucht der areca catechu oder dem Holze der mimosa catechu gewonnen)	»	—	75
59	Chinin	1 Cattie	1	50
6	Cigarren	»	—	25
8	Cochenille	100 Catties	21	—
28	Drachenblut, Myrrhen und gewöhnlicher Weihrauch . .	»	1	80
36	Elfenbein, Elephantenzähne jeder Art	»	15	—
37	Farbe, z. B. roth, weiss, gelb (Zinnoberroth, Bleiweiss, Bleigelb) und Maleröl	»	1	50
21	Federn vom Eisvogel, Pfau und anderen Vögeln	100 Stück	1	50
25	Fensterglas	die Kiste v. 100 □ Fuss	—	60
62	Fische, gesalzene	100 Catties	—	75
22	Flintensteine	»	—	45
23	Gambirextract	»	—	45
7	Gewürznelken und Mutternelken	»	1	—
24	Gummigutti	»	3	75
29	Gyps	»	—	8
67	Haifischhäute	100 Stück	7	50
30	Häute, Büffel- und Kuh- . . .	100 Catties	1	20
31	Hörner von Büffel und Hirsch .	»	1	5
32	» » Rhinozeros . . .	»	3	50
34	Indigo, flüssig	»	—	75
35	» fest	»	3	75
4	Kerzen	»	2	25
3	Knöpfe von Metall	1 Gross	—	22
38	Leder	100 Catties	2	—
39	Leinwand jeder Art	10 Yards	—	20
40	Mangelrinde	100 Catties	—	15
41	Matten für Fussböden . . .	die Rolle v. 40 Yards	—	75
	Metalle:			
42	Kupfer und Messing, in Platten, Blechen, runden Stäben und Nägeln	100 Catties	3	50
43	Münz- und Gelbmetall, gewalzt und in Nägeln	»	2	50

Nummer des Japanischen Textes.	Benennung der Waaren.	Einheit für die Verzollung.	Bus.	Cts.
44	Eisen, bearbeitet, z. B. runde und flache Stäbe, Nägel u. s w.	100 Catties	—	30
45	Eisen in Gänsen	»	—	15
46	Ballasteisen in Blöcken . . .	»	—	6
47	Eisendraht	»	—	80
48	Blei in Blöcken	»	—	80
49	Blei in Blechen	»	1	—
50	Zink und Antimon	»	—	60
51	Stahl	»	—	60
52	Zinn	»	3	—
53	Weissblech	die Kiste v. nicht mehr als 90 Catt. Gewicht	—	70
66	Narval- und Seeeinhornzähne .	1 Cattie	1	—
56	Pfeffer, schwarzer und weisser .	100 Catties	1	—
57	Cutschuk	»	2	25
58	Quecksilber	»	6	—
61	Rhabarber	»	1	—
60	Rotang	»	—	45
63	Sandelholz	»	1	25
64	Sapanholz	»	—	40
5	Segeltuch von Hanf und Baumwolle	10 Yards	—	25
69	Seife in Stücken	100 Catties	—	50
70	Stocklack	»	1	75
74	Taback	»	1	80
78	» Schnupf-	1 Cattie	—	30
9	Tauwerk und Seile	100 Catties	1	25
33	Thierhufe	»	—	30
26	Tischlerleim	»	—	60
54	Wachsleinwand zu Teppichen .	10 Yards	—	30
55	» » Möbeln . .	»	—	15
65	Wallrosszähne	100 Catties	7	50
	Wollenwaaren:			
76	Tuche, breit, mittelbreit und schmal			
	Tuche, nicht über 34 Zoll breit	10 Yards	—	60
	» » » 55 » »	»	1	—
	» über 55 Zoll breit . .	»	1	25
77	Spanish Stripes	»	—	75
78	Casimir, Flanells, Longells und Sarsche	»	—	45
79	Flaggentuch	»	—	15
80	Camelot, Holländischer . . .	»	—	75

Nummer des Japanischen Textes.	Benennung der Waaren.	Einheit für die Verzollung.	Bus.	Cts.
81	Camelot, Englischer	10 Yards	—	40
82	Lasting, Crepp, Lasting, gezwirnter Wollencrepp, Merino und andere nicht besonders genannte Wollenzeuge, nicht über 34 Zoll breit	»	—	30
	über 34 Zoll breit . . .	»	—	45
83	Halbwollene Stoffe, wie imitirter Camelot oder Lasting, Orleans (einfach und gemustert), Alpacca, Barateas, Damast, drap d'Italie, Taffachelas, Kasselschnur, Cassandra, verschiedene Wollenfabricate, Camelotschnur und alle anderen halbwollenen Gewebe, nicht über 34 Zoll breit	»	—	30
	über 34 Zoll breit . . .	»	—	45
84	Decken und Pferdedecken . .	10 Catties	—	50
85	Reisedecken, Plaids und wollene Shawls	das Stück	—	50
86	Wollene Tischdecken, gemustert	das Stück	—	75
87	Unterjacken und Unterkleider, wollene	ein Dutzend	—	85 *)
88	Unterjacken und Unterkleider, halbwollene	»	—	50
89	Wollengarn, einfach und gefärbt	100 Catties	10	—
75	Zinnober	»	9	—
71	Zucker, brauner und schwarzer	»	—	40
73	» Candis- und Hut- . .	»	1	—
72	» weisser	»	—	75

Zweite Abtheilung.

Zollfreie Waaren.

Anker und Ankerketten.
Blei zu Theekisten.
Bücher, gedruckte.
Gepäck von Reisenden.
Getreide: Reis, gereinigt und ungereinigt, Weizen, Gerste, Roggen, Erbsen, Bohnen, Hirse und Mais.

---

*) Réduit à 80 cts. à partir du 1er janvier 1870.

Gold und Silber, gemünzt und ungemünzt.
Kleidungsstücke.
Löthmetall.
Matten zur Verpackung.
Mehl (gewöhnliches und feines) von allen vorgenannten Getreidearten.
Oelkuchen.
Pfannen und Körbe zur Theerfeuerung.
Salpeter.
Salz.
Salzfleisch in Fässern.
Steinkohlen.
Theer und Pech.
Thiere aller Art, welche zur Nahrung des Menschen oder zum Transport verwendet werden.

Dritte Abtheilung.

Verbotene Waaren.

Opium.

Vierte Abtheilung.

Waaren, welche einer Eingangsabgabe von 5 Procent ad valorem unterliegen.

Bauholz.
Droguen und Arzneimittel, wie z. B. Ginseng etc.
Färbestoffe.
Gemälde und Stiche.
Gewebe jeder Art aus Seide, dann aus Seide zur Hälfte mit Baumwolle oder Wolle gemischt, wie Sammet, Damast-Brokat etc.
Glas- und Krystallwaaren.
Gold- und Silberborten, ächt und unächt.
Harze und Gewürze, die nicht im Tarife bezeichnet sind.
Häute und Pelzwerk.
Instrumente, optische und chirurgische und andere wissenschaftliche Instrumente.
Korallen.
Lampen, Maschinen und Geräthe von Eisen und Stahl.
Messerschmiedewaaren.
Möbel, neue und gebrauchte.
Parfümerien und parfümerirte Seifen.
Pariser Artikel.
Plattirte Waaren.
Porzellan und Fayence, Europäisches.
Schmucksachen, ächte.
Spiegel.
Stiefel und Schuhe.
Uhren (Wand- und Taschen-) und Spieldosen.
Waffen- und Kriegsmunition.

Weine, geistige Getränke und Lebensmittel jeder Art.
Alle anderen hier nicht besonders benannten Artikel.

Jedem Japaner soll es erlaubt sein, in den geöffneten Häfen oder im Auslande Schiffe jeder Art, Segel- sowie Dampfschiffe, zur Beförderung von Waaren oder Reisenden anzukaufen, mit Ausnahme von Kriegsschiffen, zu deren Ankaufe es der Genehmigung der Regierung bedarf.

Alle Deutschen Schiffe, welche von Japanern gekauft werden, sollen als Japanische registrirt werden gegen Zahlung einer Gebühr von drei Bus per Tonne für Dampfschiffe und einem Bu per Tonne für Segelschiffe. Der Tonnengehalt jedes Schiffes soll durch die Deutschen Schiffspapiere festgestellt werden, welche den Japanischen Behörden auf Verlangen durch den Consul, welcher dieselben zu beglaubigen hat, übermittelt werden.

Kriegsmunition darf nur an die Japanische Regierung und an Fremde verkauft werden.

Bestimmung 8.

Von allen Japanischen Gütern, welche als Ladung ausgeführt werden, sollen an die Japanische Regierung Zölle entrichtet werden nach folgendem Tarife:

Erste Abtheilung.

Feste Abgaben.

Nummer des Japanischen Textes.	Benennung der Waaren.	Einheit für die Verzollung.	Bus.	Cts.
1	Awabi, getrocknet	100 Catties	3	—
2	» Muscheln	»	—	8
8	Baumwolle	»	2	25
20	Blei	»	—	90
4	Buckrio (Chinesische Wurzel) .	»	—	75
5	Cassia	»	—	30
6	Cassiaknospen	»	2	25
18	Eisen, Japanisches	»	—	60
26	Erbsen, Bohnen und Hülsenfrüchte aller Art	»	—	30
10	Fische, getrocknet und gesalzen, Lachs und Kabliau	»	—	75
11	Fische, Tinten-, getrocknet . .	»	1	5
22	Fischthran	»	—	30
12	Galläpfel	»	—	90
13	Ghinang oder Ichio	»	—	45
35	Haifischflossen	»	1	80
14	Hanf	»	2	—
19	Hausenblase	»	2	25
16	Hirschgeweihe, alte	»	—	90

Nummer des Japanischen Textes.	Benennung der Waaren.	Einheit für die Verzollung.	Bus.	Cts.
	Holz:			
	Bauholz, von Hakodade exportirt, bearbeitet und nicht bearbeitet;			
54	Weiches Holz jeder Art, wie Hinoki (Tanne), Matsu (Fichte), Todo (Kiefer), Sugi (Ceder) u. s. w.	100 Kokus	6	—
55	Hartes Holz jeder Art, wie: Nara (Eiche), Tamo (Rüster), Sen (Esche), Bunno (Buche), Itaya (Ahorn), Kuri (Kastanie), Ha (Erle), Kaba (Birke), Katsura, Ho, S'korro, Jasse, Kiaki, Kashi, Issu, Kusonoki, Kuragaki etc.	»	7	60
15	Honig	100 Catties	1	5
17	Irico (beche de mer, becho de mar, Holothurien)	»	3	—
3	Kampfer	»	1	80
28	Kartoffeln	»	—	15
36	Krebse und Garnelen, getrocknet und gesalzen	»	1	80
23	Leinöl	»	1	5
29	Lumpen	»	—	15
51	Nudeln	»	—	45
9	Palmbast	»	—	45
27	Päonienrinde (Botampi) . . .	»	8	75
24	Papier, Schreib-	»	3	—
25	» ordinair	»	1	—
21	Pilze, essbare Schwämme jeder Art	»	5	—
33	Rüps	»	—	60
30	Saki oder Japanischer Wein und Branntwein	»	—	90
46	Schwefel	»	—	30
31	Seegras (Algentang) ungeschnitten	»	—	30
32	Seegras (Algentang) geschnitten	»	—	60
	Seide:			
37	Rohseide und Organsin . . .	»	75	—
38	Tamaseide oder Doupions . .	»	20	—
39	Noschi oder Skinseide . . .	»	7	50
40	Flockseide, bourre de soie . .	»	20	—
41	Kokons, durchlöchert (cocons percés)	»	7	—

Nummer des Japanischen Textes.	Benennung der Waaren.	Einheit für die Verzollung.	Bus.	Cts.
42	Kokons, nicht durchlöchert (cocons non percés)	100 Catties	12	—
43	Seiden- und Kokon-Abfall . .	»	2	25
44	Seidenwurm-Eier	1 Karte	—	7½
34	Sesamsamen	100 Catties	—	90
45	Soya	»	—	45
7	Steinkohlen	»	—	4
49	Taback in Blättern	»	—	75
50	Taback, geschnitten oder sonst bearbeitet	»	1	50
47	Thee	»	3	50
48	» sogenannter Banscha, wenn von Nagasaki exportirt . .	»	—	75
53	Wachs, Bienen-	»	2	50
52	» vegetabilisches . . .	»	1	50

Zweite Abtheilung.

Zollfreie Waaren.

Gold und Silber, gemünztes. Ungemünztes in Japan producirtes Gold und Silber wird nur von der Japanischen Regierung im Wege der Auction verkauft.

Dritte Abtheilung.

Verbotene Waaren.

Reis, gereinigt und ungereinigt.
Reis-, Roggen-, Weizenmehl.
Roggen und Weizen.
Salpeter.

Vierte Abtheilung.

Waaren, welche einer Ausgangs-Abgabe von 5 Procent ad valorem unterliegen.

Bambuswaaren.
Bauholz, ausser das von Hakodade exportirte.
Ginseng-Wurzeln und im Tarife nicht besonders benannte Arzneimittel.
Hirschgeweihe, neue oder weiche.
Holzkohle.
Kupfer, unbearbeitet und bearbeitet.
Matten, grobe und feine.
Seidenstoffe zu Kleidungsstücken und gestickte Seidenzeuge.
Alle anderen im Tarife nicht besonders benannten Waaren.

Deutsche Unterthanen, welche in Japan wohnen, und die Mannschaften und Passagiere Deutscher Schiffe sind berechtigt, die im Ausfuhrtarif als verboten benannten Getreide- und Mehlsorten zu kaufen, soweit sie zu ihrem persönlichen Gebrauche erforderlich sind, doch muss der allgemein gebräuchliche Erlaubnissschein vom Zollamte eingeholt werden, bevor die vorerwähnten Getreide- und Mehlsorten an Bord eines Deutschen Schiffes gebracht werden können.

Dem Transport der als verboten aufgeführten Getreide- und Mehlsorten Japanischen Ursprungs zwischen den geöffneten Häfen wird die Japanische Regierung keine Hindernisse in den Weg legen. Sollten besondere Umstände es jedoch wünschenswerth machen, dass der Transport dieser Gegenstände von einem der geöffneten Häfen aus für eine Zeitlang gänzlich, Japanern sowohl als Fremden, untersagt werde, so wird die Japanische Regierung von ihrer Absicht, ein solches Verbot zu erlassen, den fremden Behörden zwei Monate vorher Mittheilung machen und zugleich dafür Sorge tragen, dass ein solches Verbot nicht länger aufrecht erhalten werde, als es die Verhältnisse unumgänglich nöthig machen.

Das in den Tarifen erwähnte Cattie wiegt 604 Gramme 53 Centigramme oder $1^1/_3$ Pfund Englisch.

Das Yard ist das Englische Maass von 3 Fuss Englisch oder 914 Millimetern (oder Striche).

Der Englische Fuss von $30_{,47}$ Millimetern ist $^1/_8$ Zoll länger als das Kaneschaku der Japaner.

Das Koku ist gleich 10 Cubikfuss Englisch oder 120 Fuss Amerikanischen Holzmaasses bei einer Dicke von 1 Zoll.

Der Bu oder Itzibu ist eine Silbermünze von nicht weniger als 8 Grammen und 67 Centigrammen (134 Gran Englischen Münzgewichts) Gewicht und einem Gehalte von $^9/_{10}$ fein Silber und $^1/_{10}$ Zusatz. Der Cent ist der hundertste Theil des Bu.

Bestimmung 9.

Um die Missbräuche und Hindernisse zu beseitigen, über welche bisher in den geöffneten Häfen, bei der Zollabfertigung, beim Laden und Löschen der Waaren, bei dem Miethen von Booten, Lastträgern und Dienstleuten u. s. w. Klage geführt worden ist, sind die Hohen vertragenden Theile dahin übereingekommen, dass in jedem Hafen die Localbehörden in Uebereinstimmung mit den fremden Consuln diejenigen Maassregeln verabreden und in Ausführung bringen sollen, welche geeignet sind, Abhülfe gegen diese Klagen zu gewähren und dem Handels- und Privatverkehre zwischen Fremden und Japanern die wünschenswerthe Leichtigkeit und Sicherheit zu verleihen.

Ebenso wird die Japanische Regierung dafür Sorge tragen, dass in jedem der geöffneten Häfen an den Lösch- und Ladeplätzen ein oder mehrere offene Güterschuppen errichtet werden, in denen die Waaren unmittelbar vor dem Laden oder nach dem Löschen untergebracht werden können.

Bestimmung 10.

Fünf Jahre, nachdem dieser Vertrag in Kraft getreten ist,

sollen die Ein- und Ausfuhrzölle einer Revision unterworfen werden, Falls einer der Hohen contrahirenden Theile solches wünscht. Sollte aber vor Ablauf dieses Zeitraumes die Japanische Regierung mit der Regierung einer anderen Nation zu einer solchen Revision schreiten, so werden auch die contrahirenden Deutschen Staaten auf Wunsch der Japanischen Regierung daran Theil nehmen.

M. v. Brandt. *Higashi Kuze Chujo.*
Terashima Tozo.
Iseki Sayemon.

55.

Traité de commerce entre la Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, des autres États du Zollverein allemand et du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et la Suisse d'autre part, suivi de deux annexes et d'un protocole final; signé à Berlin, le 13 mai 1869.)*

Seine Majestät der König von Preussen, im Namen des Norddeutschen Bundes und der zu diesem Bunde nicht gehörenden Mitglieder des Deutschen Zoll- und Handelsvereins, nämlich: der Krone Bayern, der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden und des Grossherzogthums Hessen für dessen südlich des Main belegene Theile, sowie in Vertretung des Ihrem Zoll- und Steuersysteme angeschlossenen Grossherzogthums Luxemburg, einerseits,

und

der Bundesrath der Schweizerischen Eidgenossenschaft, andererseits,

von dem Wunsche geleitet, die Handelsverbindungen zwischen den Angehörigen beider Theile zu verbessern und zu erweitern, haben zu diesem Ende Unterhandlungen eröffnen lassen und dieserhalb zu Bevollmächtigten ernannt:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 7 août 1869.

Seine Majestät der König von Preussen:
Allerhöchstihren Geheimen Ober-Finanzrath Friedrich Leopold Henning,
Allerhöchstihren Geheimen Ober-Regierungsrath Carl Joseph Benjamin Herzog;
der Bundesrath der Schweizerischen Eidgenossenschaft:
Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, eidgenössischen Obersten, Bernhard Hammer,

welche, nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, den folgenden Handels- und Zollvertrag vereinbart und abgeschlossen haben.

Art. 1. Die beiden vertragenden Theile geben sich die Zusicherung, in Beziehung auf Eingangs- und Ausgangsabgaben sich wechselseitig auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation zu behandeln.

Jeder der beiden Theile verpflichtet sich demgemäss, jede Begünstigung, jedes Vorrecht und jede Ermässigung, welche er in den gedachten Beziehungen einer dritten Macht bereits zugestanden hat, oder in der Folge zugestehen möchte, gleichmässig auch dem anderen vertragenden Theile gegenüber ohne irgend welche Gegenleistung in Kraft treten zu lassen.

Die vertragenden Theile machen sich ferner verbindlich, gegen einander kein Einfuhrverbot und kein Ausfuhrverbot in Kraft zu setzen, welches nicht zu gleicher Zeit auf die anderen Nationen Anwendung fände.

Die vertragenden Theile werden jedoch während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages die Ausfuhr von Getreide, Schlachtvieh und Brennmaterialien gegenseitig nicht verbieten.

Art. 2. Hinsichtlich der in der Anlage A. verzeichneten Gegenstände ist man übereingekommen, dass sie bei dem Uebergange vom Gebiete des einen Theiles nach dem Gebiete des anderen Theiles gegenseitig gänzliche Zollfreiheit geniessen sollen.

Art. 3. Die aus einem der beiden Gebiete eingehenden oder nach demselben ausgehenden Waaren aller Art sollen gegenseitig in dem anderen Gebiete von jeder Durchgangsabgabe befreit sein.

In Beziehung auf die Durchfuhr sichern sich die vertragenden Theile in jeder Hinsicht die Behandlung der meistbegünstigten Nation zu.

Art. 4. Zur Erleichterung im gegenseitigen Verkehr

sind unter den vertragenden Theilen diejenigen besonderen Bestimmungen vereinbart worden, welche sich in der Anlage B. dem gegenwärtigen Vertrage angeschlossen finden.

Art. 5. Zu gleichem Zwecke wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben zugestanden:

1) für Waaren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche aus dem freien Verkehr im Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des anderen
   auf Märkte oder Messen, oder
   auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- und Marktverkehr oder als Muster
   eingebracht werden; alle diese Gegenstände, wenn sie binnen einer im Voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden;
2) Vieh, welches aus dem einen Gebiet auf Märkte des anderen gebracht und unverkauft von dort zurückgeführt wird;
3) leere Fässer, Säcke u. s. w., welche entweder zum Einkauf von Oel, Getreide u. dergl. von dem einen Gebiet in das andere mit der Bestimmung des Wiederausgangs eingebracht werden, oder nachdem Oel, Getreide u. dergl. darin ausgeführt worden, zurückkommen;
4) Vieh, welches zur Fütterung oder auf Weiden aus dem einen Gebiet in das andere gebracht und von der Fütterung oder nach der Weidezeit in das erstere zurückgeführt wird;
5) Glocken und Lettern zum Umgiessen,
   Stroh zum Flechten,
   Wachs zum Bleichen,
   Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmeln);
6) Gewebe und Garne zum Waschen, Bleichen, Färben, Walken, Appretiren, Bedrucken und Sticken, Garne zum Stricken,
   Gespinnste (einschliesslich der erforderlichen Zuthaten) zur Herstellung von Spitzen und Posamentierwaaren,
   Häute und Felle zur Leder- und Pelzwerkbereitung,
   Garne in gescheerten (auch geschlichteten) Ketten nebst dem erforderlichen Schussgarn zur Herstellung von Geweben, sowie

Gegenstände zum Lackiren, Poliren und Bemalen;

7) sonstige, zur Ausbesserung, Bearbeitung oder Veredelung bestimmte, in das andere Gebiet gebrachte und nach Erreichung jenes Zweckes, unter Beobachtung der deshalb getroffenen besonderen Vorschriften, zurückgeführte Gegenstände, wenn die wesentliche Beschaffenheit und die Benennung derselben unverändert bleibt;

und zwar in den Fällen unter 5. unter Festhaltung der Gewichtsmenge, in den übrigen Fällen. sofern die Identität der aus- und wieder eingeführten Gegenstände ausser Zweifel ist.

Art. 6. Zur Förderung der gegenseitigen Handelsbeziehungen werden die vertragenden Theile die Zollabfertigung im wechselseitigen Verkehr so weit erleichtern, als sich dies mit der Zollsicherheit verträgt.

Art. 7. Innere Abgaben, welche in dem Gebiete des einen der vertragenden Theile, sei es für Rechnung des Staates (der Kantone), oder für Rechnung von Communen und Corporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauch eines Erzeugnisses ruhen, dürfen Erzeugnisse des anderen Theiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnamigen Erzeugnisse des eigenen Landes, mit Vorbehalt der Bestimmungen des nachfolgenden Artikels.

Art. 8. Der im vorstehenden Art. 7 ausgesprochene Grundsatz findet keine Anwendung auf die in einzelnen Kantonen der Schweiz von Getränken erhobenen (inneren) Verbrauchssteuern. Indessen verpflichtet sich die Schweizerische Eidgenossenschaft dahin, dass derartige Abgaben für Deutsche Getränke während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages weder neu eingeführt, noch bestehende über ihren dermaligen Ansatz erhöht, und dass, Falls der eine oder andere Kanton die bezüglichen Steuern für Schweizerische Getränke herabsetzen würde, diese Ermässigung in gleichem Verhältnisse auch auf die Deutschen Getränke angewendet werden soll.

Für Deutsche Weine, welche in Fässern (auch Doppelfässern) nach der Schweiz eingehen, soll, welches auch der Preis oder die Qualität derselben sei, die Steuer jedenfalls den geringsten Betrag derjenigen Ansätze nicht übersteigen, welche für ausländische, in einfachen Fässern

eingeführte Weine in den betreffenden Kantonen gegenwärtig erhoben werden.

Art. 9. Kaufleute, Fabricanten und andere Gewerbetreibende, welche sich darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, zum Gewerbebetriebe berechtigt sind, sollen, wenn sie persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende Ankäufe machen, oder Bestellungen, auch unter Mitführung von Mustern, suchen, in dem Gebiete des anderen vertragenden Theiles keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein.

Art. 10. In Betreff der an Waaren oder deren Verpackung angebrachten Bezeichnung oder Etikettirung sollen die Angehörigen des einen Theiles in dem Gebiete des anderen Theiles denselben Schutz wie die Angehörigen der am meisten begünstigten Nation geniessen.

Art. 11. Der gegenwärtige Vertrag soll vom 1. September 1869 an in Kraft treten und bis zum 31. Dezember 1877 in Kraft bleiben. Im Falle keiner der vertragenden Theile zwölf Monate vor diesem Tage seine Absicht, die Wirkungen des Vertrages aufhören zu lassen, kundgegeben haben sollte, bleibt derselbe in Geltung bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage ab, an welchem der eine oder der andere der vertragenden Theile denselben gekündigt hat. Die vertragenden Theile behalten sich die Befugniss vor, nach gemeinsamer Verständigung in diesen Vertrag jederlei Abänderungen aufzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundlagen desselben nicht im Widerspruch stehen und deren Nützlichkeit durch die Erfahrung dargethan werden wird.

Art. 12. Gegenwärtiger Vertrag soll ratificirt und es sollen die Ratifications-Urkunden bis spätestens am 15. August 1869 in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen Berlin, den 13. Mai 1869.

Henning. *B. Hammer*, Oberst.
Herzog.

Anlage A.

Von Eingangs- und Ausgangsabgaben bleiben bei dem Uebergange von dem Gebiete des einen Theiles nach dem Gebiete des anderen Theiles gegenseitig gänzlich befreit:

1) Garten- und Futtergewächse, frische;
Kartoffeln;
Wurzeln, frische;
Obst, frisches, darunter auch Beeren und Weintrauben;
lebende Gewächse, jedoch nicht in Töpfen oder Kübeln;
Heu, Laub, Schilf, Stroh;
Erden und rohe mineralische Stoffe, auch gebrannt, geschlemmt oder gemahlen, soweit diese Gegenstände nicht mit einem Zollsatze namentlich betroffen sind;
Steine, rohe;
edle Metalle, gemünzt, in Barren und Bruch, mit Ausschluss der fremden silberhaltigen Scheidemünze;
Münzgekräz;
Abfälle von der Eisenfabrication (Hammerschlag, Eisenfeilspäne), von Glashütten, auch Scherben von Glas und Thonwaaren, von der Wachsbereitung, von Salzsiedereien die Mutterlauge, von Seifensiedereien die Unterlauge;
Blut von geschlachtetem Vieh, flüssiges und eingetrocknetes;
Hornspäne, Klauen, Knochen, Knochenmehl;
Thierflechsen;
Leimleder, auch abgenutzte alte Lederstücke und sonstige, lediglich zur Leimfabrication geeignete Lederabfälle;
Branntweinspülig;
Treber;
Weinhefe, trockene oder teigartige;
Oelkuchen;
Kleie;
Spreu;
Holzasche;
Steinkohlenasche;
Dünger, thierischer und andere, jedoch nicht auf chemischem Wege zubereitete Düngungsmittel, als ausgelaugte Asche, Kalkäscher, Knochenschaum, Zuckererde u. dgl.;

2) Kunstsachen, welche zu Kunstausstellungen oder für öffentliche Kunstinstitute und Sammlungen eingehen;

3) Musterkarten und Muster in Abschnitten oder Proben, welche nur zum Gebrauche als solche geeignet sind;

4) gebrauchte Hausgeräthe und Effecten, getragene Kleidungsstücke und Wäsche, gebrauchte Fabrikgeräthschaften und gebrauchtes Handwerkszeug von Anziehenden zur eigenen Benutzung;

auch, auf eingeholte Erlaubniss, neue Kleidungsstücke, Wäsche und Effecten, insofern sie Ausstattungsgegenstände von Angehörigen der Staaten des einen Theils sind, welche sich aus Veranlassung ihrer Verheirathung in dem Gebiete des anderen Theils niederlassen;

5) gebrauchte Hausgeräthe und Effecten, getragene Kleidungsstücke und Wäsche, welche erweislich als Erbschaftsgut eingehen, auf eingeholte Erlaubniss;

6) Kleidungsstücke, Wäsche und anderes Hausgeräthe, welches Reisende, Fuhrleute und Schiffer zu ihrem Gebrauche, auch Handwerkszeug, welches reisende Handwerker, sowie

Geräthe und Instrumente, welche reisende Künstler zur Ausübung ihres Berufes mit sich führen, ingleichen getragene Kleidungsstücke und Wäsche, sowie andere Gegenstände der bezeichneten Art, welche den genannten Personen vorausgehen oder nachfolgen;

Verzehrungsgegenstände zum Reiseverbrauche;

7) Wagen und Wasserfahrzeuge, welche bei dem Eingange über die Grenze zum Personen- oder Waarentransport dienen und nur deshalb eingehen; die Wasserfahrzeuge mit Einschluss der darauf befindlichen gebrauchten Inventarienstücke, insofern die Schiffe Ausländern gehören, oder insofern inländische Schiffe die nämlichen oder gleichartige Inventarienstücke einführen, als sie bei dem Ausgange am Bord hatten;

Wagen der Reisenden auf eingeholte Erlaubniss, auch in dem Falle, wenn sie zur Zeit der Einfuhr nicht als Transportmittel ihrer Besitzer dienen, sofern sie nur erweislich schon seither im Gebrauche derselben sich befunden haben und zu deren weiterem Gebrauche bestimmt sind;

ferner, unter Vorbehalt schützender Maassregeln gegen Missbrauch, Pferde und andere Thiere, wenn aus dem Gebrauche, der von ihnen bei dem Eingange gemacht wird, überzeugend hervorgeht, dass sie als Zug- oder Lastthiere zu dem Angespann eines Reise- und Frachtwagens gehören oder die Pferde von Reisenden zu ihrem Fortkommen geritten werden müssen.

Anlage B.

Bestimmungen

über die Behandlung des grenznachbarlichen Verkehrs.

§ 1. Um die Bewirthschaftung der an der Grenze liegenden Güter und Wälder zu erleichtern, werden von allen Eingangs- und Ausgangsabgaben befreit:

Getreide in Garben oder in Aehren,
die Roherzeugnisse der Wälder, Holz, Kohlen und Pottasche,
Sämereien,
Stangen,
Rebstecken,
Thiere und Werkzeuge jeder Art,

die zur Bewirthschaftung der innerhalb eines Umkreises von zwei Stunden auf beiden Seiten der Grenze gelegenen Güter dienen, vorbehaltlich der in beiden Ländern zur Verhütung von Defraudationen allfällig bestehenden Controlen.

Von allen Eingangs- und Ausgangsabgaben werden ferner befreit sämmtliche Erzeugnisse des Ackerbaues und der Viehzucht eines einzelnen von der Zollgrenze zwischen beiden Gebieten durchschnittenen Landgutes, bei der Beförderung zu den Wohn-

und Wirthschaftsgebäuden aus den durch die Zollgrenze davon getrennten Theilen.

§ 2. Von Eingangs- und Ausgangsabgaben bleiben befreit:

1) Vieh, welches zur Arbeit aus dem einen Gebiet in das andere vorübergehend gebracht wird und von der Arbeit aus letzterem in das erstere zurückkommt; desgleichen landwirthschaftliche Maschinen und Geräthe, welche zur vorübergehenden Benutzung aus dem einen in das andere Gebiet gebracht und nach erfolgter Benutzung wieder in das erstere zurückgeführt werden;
2) Holz, Lohe (Rinde), Getreide, Oelsamen, Hanf und andere dergleichen landwirthschaftliche Gegenstände, welche zum Schneiden, Stampfen, Mahlen, Reiben u. s. w. aus dem einen Gebiet in das andere gebracht und geschnitten, gestampft, gemahlen, gerieben u. s. w. in das erstere Gebiet zurückgebracht werden;
3) Waaren oder Gegenstände, welche im gewöhnlichen kleinen Grenzverkehr entweder zur Veredelung, namentlich zum Bedrucken, Bleichen, Färben, Gerben, Spinnen, Weben u. s. w. oder zur handwerksmässigen Verarbeitung oder Ausbesserung aus dem einen Gebiet in das andere aus- und nachher veredelt, verarbeitet oder ausgebessert wieder eingehen;
4) die selbstverfertigten Erzeugnisse der Handwerker, welche von diesen aus dem einen Gebiete auf die benachbarten Märkte des anderen gebracht werden und als unverkauft zurückkommen, mit Ausschluss von Gegenständen der Verzehrung.

§ 3. Zum Schutze gegen Missbrauch werden in den Fällen des vorhergehenden § 2 die erforderlichen Controlmaassregeln beiderseitig zur Anwendung kommen. Doch ist dabei verstanden, dass dieselben auf das geringste, mit dem bezeichneten Zwecke vereinbarte Maass beschränkt, und dass jedenfalls nicht mehr gefordert werden soll, als dass

1) die fraglichen Gegenstände bei der Einfuhr, beziehungsweise Ausfuhr an einer Grenzzollstelle Behufs vormerklicher Behandlung nach Gattung und Menge angemeldet, zur Festhaltung der Identität, wo es angeht, bezeichnet und nachher bei der Wiederausfuhr, beziehungsweise Wiedereinfuhr der nämlichen Zollstelle wieder vorgeführt werden;

   und dass

2) die Wiederausfuhr, beziehungsweise Wiedereinfuhr, innerhalb einer bestimmten, von der Grenzzollstelle angesetzten Frist stattfinde.

Zur Forderung einer Caution sind die Grenzzollstellen berechtigt; doch soll dieselbe den einfachen Zollbetrag nicht übersteigen.

Ueber die nähere Ausführung in Betreff dieser Controlmaassregeln soll, soweit nöthig, später eine Uebereinkunft abgeschlossen werden.

Schluss-Protokoll.

Verhandelt Berlin, den 13. Mai 1869.

Die Unterzeichneten traten zusammen, um den unter ihnen heute vereinbarten Handels- und Zollvertrag nach nochmaliger gemeinschaftlicher Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Erklärungen, Verabredungen und erläuternde Bemerkungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt wurden.

I. Zu Artikel 1 des Vertrages.

Es soll in keiner Weise dem Recht jedes der vertragenden Theile vorgegriffen sein, in Zukunft Staaten oder Theile von Staaten, welche gegenwärtig seinem Zollverbande fremd sind, in denselben aufzunehmen, und fortan als Inland zu behandeln, ohne dass hierdurch mit Rücksicht auf den allgemeinen Grundsatz des Vertragsartikels 1 eine weitere Begünstigung für den anderen Theil erwächst.

Die Bestimmungen im Art. 1 Absatz 3 schliessen die Befugniss nicht aus, zeitweise Einfuhrverbote aus gesundheitspolizeilichen Rücksichten gegenseitig zu erlassen.

II. Zu Artikel 2 des Vertrages, beziehungsweise Anlage A. Nr. 4.

Man ist einverstanden, dass die in der Anlage A. Nr. 4 vereinbarte gegenseitige Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben auch für solche in allen ihren Theilen gebrauchte Maschinen gelten soll, welche von bereits Niedergelassenen aus ihren Stamm- oder Filial-Etablissements in dem einen Gebiete zur eigenen Benutzung in ihren Filial- oder Stamm-Etablissements in dem anderen Gebiete aus- und eingeführt werden.

Die Bewilligung der Zollfreiheit für die gedachten Maschinen kann jedoch in jedem einzelnen Falle nur durch die Directivbehörde erfolgen.

III. Zu Artikel 3 des Vertrages.

Durch die Bestimmung des Art. 3 soll dem Rechte jedes der vertragenden Theile nicht vorgegriffen sein, allfälligen Missbräuchen durch angemessene Schutzmaassregeln (Verbleiung, Control- oder Begleitscheine) vorzubeugen.

IV. Zu Artikel 4 des Vertrages, beziehungsweise Anlage B.

Wo die Gebiete der vertragenden Theile durch Gewässer getrennt sind, welche beiderseitig als Ausland betrachtet werden, ist die in Anlage B. § 1 erwähnte 2 Stunden breite Zone auf jeder Seite vom Ufer jenes Gewässers an landeinwärts zu berechnen, so dass die Ausdehnung des zwischenliegenden Gewässers dabei ausser Betracht fällt.

V. Zu Artikel 5 des Vertrages.

A. Die Begünstigung, wonach zollpflichtige Waaren, die zum ungewissen Verkauf oder als Muster eingebracht werden, von Eingangs- und Ausgangsabgaben befreit sind (Art. 5 Nr. 1), kann von der Erfüllung nachstehender besonderer Bedingungen abhängig gemacht werden:

1) Bei der Ausfuhr, beziehungsweise Einfuhr, ist der Betrag des auf den Waaren oder Mustern haftenden Ausgangs-, beziehungsweise Eingangszolls, zu ermitteln und bei dem abfertigenden Amte entweder baar niederzulegen, oder vollständig sicher zu stellen.
2) Zum Zweck der Festhaltung der Identität sind die einzelnen Waaren oder Musterstücke, soweit es angeht, durch aufgedruckte Stempel oder durch angehängte Siegel oder Bleie zu bezeichnen.
3) Das Abfertigungspapier, über welches die näheren Anordnungen von jedem der vertragenden Theile ergehen, soll enthalten:
   a) ein Verzeichniss der zur Ausfuhr bestimmten, beziehungsweise der eingebrachten Waaren oder Musterstücke, in welchem die Gattung der Waare und solche Merkmale sich angegeben finden, die zur Festhaltung der Identität geeignet sind;
   b) die Angabe des auf den Waaren oder Mustern haftenden Ausgangs- und Eingangszolls, sowie darüber, ob solcher niedergelegt oder sichergestellt worden ist;
   c) die Angabe über die Art der zollamtlichen Bezeichnung;
   d) die Bestimmung der Frist, nach deren Ablauf, soweit nicht vorher der Wiedereingang, beziehungsweise die Wiederausfuhr der Waaren oder Muster nach dem Auslande, oder deren Niederlegung in einem Packhofe (Niederlagshause) nachgewiesen wird, der niedergelegte Zoll verrechnet oder aus der bestellten Sicherheit eingezogen werden soll. Die Frist darf den Zeitraum eines Jahres nicht überschreiten.
4) Die Wiedereinfuhr, beziehungsweise die Wiederausfuhr, darf auch über ein anderes Amt als dasjenige, über welches die Ausfuhr, beziehungsweise die Einfuhr, bewirkt ist, erfolgen.
5) Werden vor Ablauf der gestellten Frist (3 d.) die Waaren oder Muster einem zur Ertheilung der Abfertigung befugten Amte zum Zweck der Wiedereinfuhr, beziehungsweise der Wiederausfuhr oder der Niederlegung in einem Packhofe (Niederlagshause) vorgeführt, so hat dieses Amt sich durch die vorzunehmende Prüfung davon zu überzeugen, ob ihm dieselben Gegenstände vorgeführt worden sind, welche bei der Ausgangs-, beziehungsweise Eingangsabfertigung, vorgelegen haben. Soweit in dieser Beziehung keine Bedenken entstehen, bescheinigt das Amt die Wiedereinfuhr, beziehungsweise die Wiederausfuhr oder Niederlegung und erstattet den früher niedergelegten Zoll oder

trifft wegen Freigabe der bestellten Sicherheit die erforderliche Einleitung.

B. Ueber die Controlmaassregeln, welche zum Schutz gegen Missbrauch in den übrigen Fällen des Art. 5 beiderseitig in Anwendung kommen sollen, wird Verständigung vorbehalten. Dieselben werden auf das geringste mit dem bezeichneten Zwecke vereinbarte Maass beschränkt und demgemäss im Wesentlichen innerhalb derjenigen Grenzen gehalten werden, welche durch die in Anlage B. zum Vertrage enthaltenen Bestimmungen über die Behandlung des grenznachbarlichen Verkehrs (§ 3) in Aussicht genommen worden sind; sodann sind dabei folgende Bestimmungen zu beachten:

1) Die Abfertigung der bezeichneten Gegenstände, für welche auf Grund des Art. 5 eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, kann auch bei Zollstellen im Innern stattfinden.
2) Gewichtsdifferenzen, welche durch Ausbesserungen, durch die Bearbeitung oder Veredelung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden und geringere Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.

C. Die zur Wahrung der Identität der aus- und wiedereingeführten, beziehungsweise der ein- und wiederausgeführten Gegenstände amtlich angelegten Erkennungszeichen (Stempel, Siegel, Plomben etc.) sollen gegenseitig geachtet werden, und zwar in dem Sinne, dass die von einer Zollbehörde des einen Gebiets angelegten Erkennungszeichen in dem anderen Gebiete zum Beweise der Identität ebenfalls dienen können, jedoch mit der Beschränkung, dass beiderseits den Zollbehörden das Recht zusteht, weitere Erkennungszeichen anzulegen.

D. In allen vorangeführten Fällen, mit Ausnahme derjenigen unter Art. 5 Nr. 6 und 7, sind im Zollverein alle Hauptzollämter und Nebenzollämter erster Classe, sowie andere besonders mit Ermächtigung hierzu versehene Zollstellen, in der Schweiz die Haupt- und Nebenzollstätten zuständig, die zollfreie Abfertigung, wenn die Voraussetzungen derselben zutreffen, von sich aus vorzunehmen.

Dagegen sind in den Fällen von Art. 5 Nr. 6 und 7 nur die von den Directivbehörden dazu bezeichneten Zollstellen zur Ertheilung der Abfertigung befugt.

VI. Zu den Artikeln 4 und 5 des Vertrages.

Die Abfertigungen in allen hierunter begriffenen Fällen werden durchaus gebührenfrei erfolgen.

VII. Zu Artikel 6 des Vertrages.

1) Man ist darüber einverstanden, dass im wechselseitigen Verkehr Ursprungszeugnisse über die Waaren nicht gefordert werden sollen.
2) Güter, welche von einem Zollamte auf ein anderes Amt desselben Gebietes unter Zollcontrole abgefertigt werden,

sollen, wenn auch bis zur Erreichung des endlichen Bestimmungsortes ein oder mehrere Male das Ausland berührt wird, einer weiteren Abfertigung an zwischenliegenden Aemtern desselben Gebietes nicht unterzogen werden.

Etwaige, dem Geleitpapier beizusetzende Bescheinigungen über erfolgten Aus- und Eintritt aus dem einen Gebiet in das andere sind jedoch nicht ausgeschlossen.

3) Die mit den gewöhnlichen kursmässigen Fahrten der allgemeinen Verkehrsanstalten, wie Eisenbahnen, Dampfschiffe, Posten u. s. w., anlangenden Waaren und Reise-Effecten sollen beiderseits jederzeit mit thunlichster Beschleunigung zollamtlich abgefertigt werden, und es soll für solche Abfertigungen, welche nicht in die gewöhnlichen Abfertigungsstunden fallen, keinenfalls irgend eine besondere Gebühr erhoben werden.

4) Die beiden vertragenden Theile geben sich gegenseitig die Zusicherung, bezüglich der Errichtung von Grenzzollstellen und der Bestimmung der Abfertigungsbefugnisse derselben, die durch wirkliche Verkehrsbedürfnisse veranlassten Wünsche thunlichst zu berücksichtigen.

5) Die beiden vertragenden Theile behalten sich vor, demnächst eine besondere Uebereinkunft über die Zollabfertigung des internationalen Verkehrs auf den Eisenbahnen abzuschliessen, und man ist einverstanden, dass dabei die Uebereinkunft zwischen den Staaten des Deutschen Zoll- und Handelsvereins und Frankreich, betreffend die Zollabfertigung des internationalen Verkehrs auf den Eisenbahnen, vom 2. August 1862 als Grundlage dienen soll.

VIII. Zu Artikel 8 des Vertrages.

Schweizerischer Seits wird dabei verstanden und erklärt, dass der im Art. 1 des Vertrages aufgestellte Grundsatz der wechselseitigen Behandlung auf dem Fusse der meist begünstigten Nation auch hinsichtlich der im Art. 8 bezeichneten Verbrauchsteuern Gültigkeit haben soll.

Unter dem »dermaligen Ansatz« der in einzelnen Schweizerischen Kantonen erhobenen inneren Verbrauchssteuern auf Getränke werden diejenigen Sätze verstanden, welche in dem als Anlage C. beigefügten Verzeichnisse aufgeführt sind.

IX. Zu Artikel 9 des Vertrages.

Diejenigen Gewerbtreibenden, welche in dem Gebiete des anderen vertragenden Theils Waarenankäufe machen oder Waarenbestellungen suchen wollen, sollen hierzu abgabenfrei auf Grund von Gewerbe-Legitimationskarten zugelassen werden, welche von den Behörden des Heimathslandes ausgefertigt sind.

Die Ausfertigung dieser Karten soll nach dem unter D. anliegenden Muster erfolgen.

Die vertragenden Theile werden sich gegenseitig Mittheilung darüber machen, welche Behörden zur Ertheilung von Gewerbe-Legitimationskarten befugt sein sollen.

X. Zu Artikel 10 des Vertrages.

Unter der Bezeichnung oder Etikettirung sind blosse Marken, einzelne Buchstaben oder sonstige figürliche Zeichen nicht zu verstehen. Zum mindesten muss der Name oder die Firma und der Wohnort oder Fabrikort des Fabrikinhabers, Produzenten oder Kaufmanns in der Bezeichnung oder Etikettirung enthalten sein. Geringe Abänderungen in der Wiedergabe des Namens oder des Ortes, welche nur durch Anwendung besonderer Aufmerksamkeit wahrgenommen werden können, schliessen die Strafbarkeit nicht aus.

Gegenwärtiges Protokoll soll ohne besondere Ratification, als durch den Austausch der Ratificationen des heutigen Vertrages, auf welchen es Bezug hat, von den betheiligten Regierungen genehmigt und bestätigt angesehen werden.

Geschehen wie oben.

Henning. *B. Hammer*, Oberst.
Herzog.

56.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, des autres États du Zollverein allemand et du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et les États-Unis de Mexique d'autre part, signé à Mexico le 28 août 1869; suivi d'un protocole additionnel en date du 26 novembre 1869 et d'un protocole en date du 26 août 1870.)*

Texte allemand.

Seine Majestät der König von Preussen im Namen des Norddeutschen Bundes und der zu diesem Bunde nicht gehörenden Mitglieder des Deutschen Zoll- und Handelsvereins, nämlich: der Krone von Bayern, der Krone von Württemberg, des Grossherzogthums Baden und des

---

*) En allemand et en espagnol. L'échange des ratifications a eu lieu à Mexico, le 26 août 1870.

Grossherzogthums Hessen für dessen südlich des Main belegenen Theile, sowie in Vertretung des Ihrem Zoll- und Steuersysteme angeschlossenen Grossherzogthums Luxemburg, einerseits, und die Vereinigten Staaten von Mexiko andererseits, von dem Wunsche geleitet, Ihre Beziehungen und Interessen gegenseitig zu fördern und zu befestigen, haben beschlossen, einen Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrag abzuschliessen.

Zu diesem Ende haben Sie zu Ihren beiderseitigen Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen:

Seinen Legationsrath Kurd von Schlözer, Geschäftsträger des Norddeutschen Bundes in Mexiko,

und

der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexiko:

den Minister der auswärtigen Angelegenheiten Sebastian Lerdo de Tejada,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer Vollmachten, sich über nachstehende Artikel geeinigt haben:

Art. 1. Es soll dauernde und unwandelbare Freundschaft bestehen zwischen dem Norddeutschen Bunde, sowie dem Zollvereine und deren Staatsangehörigen einerseits und den Vereinigten Staaten von Mexiko und ihren Bürgern andererseits.

Art. 2. Ebenso soll zwischen den contrahirenden Staaten gegenseitige Freiheit des Handels und der Schifffahrt stattfinden. Die Angehörigen eines Jeden derselben dürfen frei und ungehindert mit ihren Schiffen und Ladungen nach allen Plätzen, Häfen und Flüssen der Gebiete des Anderen fahren, wo es anderen Fremden einzulaufen gestattet ist oder in Zukunft gestattet werden wird, um daselbst sich aufzuhalten und niederzulassen, sowie zum Zwecke ihres Handels Häuser und sonstige Localitäten innezuhaben und zu miethen, wobei sie sich aber den Gesetzen und Vorschriften unterwerfen müssen, welche in den betreffenden Gebieten bestehen.

Die Kriegsschiffe beider Länder sollen die Befugniss haben, ohne Hinderniss und sicher in allen Häfen, Flüssen und Orten anzulegen, wo den Kriegsschiffen anderer Nationen das Anlaufen gegenwärtig gestattet ist oder künftig gestattet werden wird, jedoch mit Unterwerfung unter die Gesetze und Verordnungen der contrahirenden Staaten.

Das Recht des Einlaufens und Löschens der Schiffe

der beiden Länder, auf welches sich dieser Artikel bezieht, umfasst weder die Befugniss zum Küstenhandel (comercio de escala), noch zur Cabotage, welche allein den einheimischen Schiffen vorbehalten bleiben soll.

Art. 3. Es sollen den Schiffen jedes der contrahirenden Staaten in den Gebieten oder Häfen des Anderen bei ihrem Eingange, Ausgange und während ihres Aufenthalts nicht andere, noch höhere Abgaben oder Lasten für Tonnen-, Leucht-, Hafen-, Lootsen-, Quarantainegelder, Bergelohn bei Havarie oder Schiffbruch, noch andere allgemeine oder locale Lasten oder Gebühren auferlegt werden, als diejenigen, welche die Schiffe der meistbegünstigten Nationen zahlen oder in Zukunft zahlen werden.

In denjenigen Fällen, wo dieser oder andere Artikel des gegenwärtigen Vertrages zur Anwendung kommen, sollen unter der Bezeichnung Deutscher oder Mexikanischer Häfen diejenigen verstanden werden, welche von den betreffenden Regierungen für den Einfuhr- und Ausfuhrhandel bereits geöffnet sind oder in Zukunft geöffnet werden sollten.

Art. 4. Wenn im Laufe der Zeiten zwischen den contrahirenden Staaten eine regelmässige Dampfschiffsverbindung eingerichtet werden sollte, so werden die betreffenden Schiffe beim Einlaufen, Dispachiren und Auslaufen dieselben Erleichterungen geniessen, welche den Schiffen anderer Nationen, die sich in gleichem Falle und in ähnlichen Verhältnissen befinden, zugestanden sind oder ihnen in Zukunft eingeräumt werden sollten.

Art. 5. Alle Handelsgegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs, deren Einfuhr in Deutsche Häfen und deren Ausfuhr und Wiederausfuhr aus Deutschen Häfen in Schiffen einer anderen Nation, welche von irgend einem fremden Lande kommen, oder dahin ihre Bestimmung haben, gestattet ist, dürfen auch in Mexikanischen Schiffen eingeführt, ausgeführt und wieder ausgeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben als diejenigen zu entrichten, welche sie in den Schiffen irgend einer anderen Nation zahlen. Ebenso sollen auch alle Handelsgegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs, deren Einfuhr in Mexikanische Häfen und deren Ausfuhr und Wiederausfuhr aus Mexikanischen Häfen in Schiffen einer anderen Nation, welche von irgend einem fremden Lande kommen, oder dahin ihre Bestimmung haben, gestattet

ist, berechtigt sein, in Deutschen Schiffen eingeführt, ausgeführt oder wieder ausgeführt zu werden, ohne andere oder höhere Abgaben zu entrichten, als diejenigen, welche sie in den Schiffen irgend einer anderen Nation zahlen.

Art. 6. Die contrahirenden Staaten sind übereingekommen, gegenseitig als Schiffe des Einen oder des Anderen diejenigen zu betrachten und zu behandeln, welche als solche in ihrer respectiven Heimath zufolge der dort bestehenden oder künftig noch einzuführenden Gesetze und Bestimmungen anerkannt sind, und sollen solche Gesetze und Bestimmungen von einem Theile dem anderen zur gehörigen Zeit mitgetheilt werden. Dabei ist wohl zu bemerken, dass die Führer jener Schiffe ihre Nationalität durch Seebriefe nachzuweisen haben, welche letztere in der gebräuchlichen Form abgefasst und mit der Unterschrift der competenten heimathlichen Behörden versehen sein müssen.

Art. 7. Es sollen weder in den Gebieten des Norddeutschen Bundes und Zollvereins bei der Einfuhr, Wiederausfuhr und Durchfuhr der Erzeugnisse des Bodens und des Gewerbefleisses der Vereinigten Staaten von Mexiko, noch in dem Gebiete der Letzteren bei der Einfuhr, Wiederausfuhr und Durchfuhr der Erzeugnisse des Bodens und des Gewerbefleisses des Norddeutschen Bundes und Zollvereins andere oder höhere Abgaben entrichtet werden, als diejenigen, welche die gleichen Produkte irgend einer anderen Nation zahlen oder in Zukunft zahlen sollten. Ebenso sollen in keinem der contrahirenden Staaten bei der von dem Einen nach dem Andern stattfindenden Ausfuhr von Handelsgegenständen andere oder höhere Abgaben entrichtet werden, als diejenigen, welche jetzt oder künftig bei der Ausfuhr derselben Gegenstände nach irgend welchem fremden Lande zu zahlen sind. Auch soll in keinem der contrahirenden Staaten die Einfuhr, Ausfuhr, Wiederausfuhr und Durchfuhr von Erzeugnissen des Bodens und Gewerbefleisses der betreffenden Länder verboten werden, falls nicht ein solches Verbot sich auch auf den Handel mit allen anderen Nationen erstreckt.

Art. 8. In Allem, was sich auf die Hafenpolizei, Ladung und Löschung der Schiffe, auf die Sicherheit und Bewachung der Waaren und Effecten bezieht, sind die Angehörigen der contrahirenden Staaten gegenseitig den Gesetzen und Localverordnungen der betreffenden Gebiete unterworfen.

Art. 9. So oft sich die Angehörigen Eines der contrahirenden Staaten genöthigt sehen, in den Häfen, Buchten, Flüssen oder Gebieten des Anderen mit ihren Schiffen wegen schlechten Wetters oder Verfolgung durch Piraten oder Feinde Schutz zu suchen, sollen sie mit Freundschaft aufgenommen und behandelt werden, unter Berücksichtigung der Vorsichtsmaassregeln, welche zur Verhütung von Zollunterschleifen als geeignet Seitens der betreffenden Regierungen befunden sind. Es soll ihnen ferner jede Begünstigung und jeder Schutz zu Theil werden, um die erlittenen Schäden zu repariren, Lebensmittel einzunehmen und sich zur Weiterreise in den Stand zu setzen, ohne Hinderniss oder Belästigung irgend einer Art. In dem Gebiete jedes der contrahirenden Staaten soll es den Handelsschiffen des Anderen, deren Mannschaft durch Krankheit oder sonstige Ursachen vermindert worden, gestattet sein, die zu ihrer Weiterreise erforderlichen Seeleute, jedoch unter Beobachtung der in den Gesetzen und Verordnungen enthaltenen Bestimmungen und unter der Bedingung anzuwerben, dass die Verheuerung der Seeleute Seitens der Letzteren eine freiwillige sei.

Art. 10. Wenn das Schiff eines Angehörigen Eines der contrahirenden Staaten an den Küsten oder innerhalb des Gebietes des Anderen Schiffbruch, Strandung oder sonstige Havarie erleidet, so wird demselben gleiche Hülfe und gleicher Schutz bewilligt, wie solcher gewohnheitsmässig in dem Lande geleistet wird, wo die Havarie stattgefunden hat. Falls es erforderlich sein sollte, darf die Ladung unter Beobachtung derjenigen Vorsichtsmaassregeln, welche von den betreffenden Regierungen zur Verhütung von Zollunterschleif für angemessen erachtet sind, gelöscht werden, ohne dafür irgend eine Abgabe oder Contribution zu entrichten, es sei denn, dass die gelöschten Waaren oder Effecten in den Handel übergehen sollten.

Art. 11. Die Schiffe, Waaren und Effecten des Angehörigen Eines der contrahirenden Staaten, welche entweder innerhalb der Jurisdictionsgrenzen des Anderen oder auf hoher See von Piraten genommen und demnächst nach den Häfen, Buchten, Flüssen oder Gebieten des Anderen gebracht werden, sollen ihren Eigenthümern zurückgestellt werden, sobald die Letzteren ihr Eigenthumsrecht in gehöriger Form vor den competenten Ge-

richten nachgewiesen haben. Wohlverstanden jedoch muss die desfallsige Reclamation innerhalb eines Jahres, von der Zeit der Wegnahme der gedachten Schiffe oder Waaren an gerechnet, durch die Betheiligten selbst oder durch deren Bevollmächtigte oder durch die Agenten der betreffenden Regierungen vorgebracht werden.

Art. 12. Die Angehörigen Jedes der contrahirenden Staaten, welche in den Gebieten des Anderen wohnen oder sich dort vorübergehend aufhalten, sollen für ihre Person, für ihre Güter, ferner in der Ausübung ihrer Geschäfte und Gewerbe, wie auch für ihre Religion, denselben Schutz und dieselben Rechte geniessen, welche die Angehörigen jeder anderen Nation jetzt oder in Zukunft geniessen. Sie sollen freien und leichten Zutritt bei Gericht haben zur Verfolgung und Vertheidigung ihrer legitimen Gerechtsame und Interessen, und in Angelegenheiten der Rechtspflege sollen sie im Allgemeinen gleiche Rechte und Verpflichtungen wie die Angehörigen desjenigen Staates haben, in welchem sie sich aufhalten.

Art. 13. Die Angehörigen Jedes der contrahirenden Staaten sollen beiderseitig von jeglichem gezwungenen Militärdienste im Landheere oder in der Marine, in der Miliz oder in der Nationalgarde befreit sein. Sie sollen keinen anderen Auflagen, Contributionen und Abgaben unterworfen sein als denjenigen, welche die Angehörigen des Landes zahlen, in dem sie sich aufhalten. Ihre Schiffe, Schiffsmannschaften, Waaren und andere Güter und Effecten dürfen weder zum Zwecke einer militärischen Unternehmung, noch irgend welchen sonstigen öffentlichen Dienstes, welcher Art dieser auch sei, ohne entsprechende Entschädigung mit Beschlag belegt oder angehalten werden.

Art. 14. Was das Recht betrifft, über bewegliches Eigenthum durch Verkauf, Tausch, Schenkung, letztwillige Bestimmung oder irgend welche andere Art zu verfügen; ebenso was die Berechtigung anbetrifft, in die Erbschaft solchen beweglichen Eigenthums durch Testament oder ab intestato einzutreten, so haben die Angehörigen der contrahirenden Staaten dieselben Freiheiten, Rechte und Verpflichtungen, als ob sie Eingeborene wären und sind in keinem dieser Fälle grösseren Abgaben und Auflagen unterworfen, als denjenigen, welche jetzt oder in Zukunft die Eingeborenen des Landes zahlen, wo sie sich aufhalten.

Wenn durch den Tod einer Person, welche in dem Gebiete eines der contrahirenden Staaten Grundeigenthum besitzt, das Letztere nach den Landesgesetzen einem Angehörigen des anderen Staates zufallen, dieser aber in seiner Eigenschaft als Fremder dasselbe zu besitzen nicht fähig sein sollte, so wird ihm, von dem Termine an gerechnet, wo er gesetzlich darüber verfügen darf, eine Frist von einem Jahre eingeräumt, um die Grundstücke nach Gutdünken zu veräussern, wobei ihm erlaubt sein wird, den Erlös ohne Hinderniss und frei von allen Retentionsrechten Seitens der Regierung des betreffenden Staates aus dem Lande zu führen.

Art. 15. Für den Fall, dass Einer der contrahirenden Staaten sich im Kriege befände, während der Andere neutral verbliebe, werden folgende Grundsätze anerkannt und beobachtet werden: dass die neutrale Flagge Feindes Gut deckt, das heisst, dass die Waaren, welche Eigenthum des Angehörigen eines im Kriege befindlichen Landes und zwar nicht Kriegscontrebande sind, der Wegnahme und Confiscation nicht unterliegen sollen, sobald sie sich am Bord eines neutralen Schiffes befinden, und dass ebenso neutrales Gut, mit Ausnahme der Kriegscontrebande, von der Wegnahme und Confiscation frei sein soll, sobald es in dem Kauffahrteischiffe des feindlichen Landes verladen ist.

Unter Kriegscontrebande sind folgende Artikel zu verstehen:

1) Kanonen, Mörser, Haubitzen, Flinten, Büchsen, Karabiner, Pistolen, Degen, Säbel, Lanzen, Hellebarden, Granaten, Bomben, Kugeln, Pulver, Schwefel, Salpeter, Lunten, Zündhütchen und alle anderen Gegenstände, welche zum Kriegsgebrauch dienen können.
2) Helme, Kürasse und alle für den Militärgebrauch geeigneten Ausrüstungsgegenstände, Uniformen oder Kleidungsstücke.
3) Pferde mit ihren Geschirren und andere für den Gebrauch der Cavallerie geeigneten Gegenstände.
4) Im Allgemeinen alle Arten Waffen, Instrumente und Geräthschaften von Eisen, Stahl, Kupfer oder Bronze und alle übrigen für den Kriegsgebrauch zu Lande oder zu Wasser geeigneten Gegenstände.

Art. 16. Diejenigen Waaren, welche unter den als Kriegscontrebande bezeichneten Gegenständen nicht mit

einbegriffen sind, sollen zum freien Handelsbetriebe zugelassen werden, und es dürfen die Angehörigen eines jeden der contrahirenden Staaten dieselben sogar nach solchen Orten bringen und schicken, welche dem Anderen feindlich sind, nur allein nicht nach denjenigen Plätzen, welche zu Wasser oder zu Lande blokirt oder belagert sind. Und um in dieser Hinsicht jeden Zweifel zu beseitigen, wird erklärt, dass nur solche Punkte als blokirt oder belagert betrachtet werden sollen, welche durch eine kriegführende Macht, die den Neutralen den Eintritt zu verwehren im Stande ist, wirklich blokirt oder belagert sind.

Dessenungeachtet, und in Berücksichtigung der Ungewissheit, welche bei grossen Entfernungen leicht zu entstehen pflegt, ist man jedoch hinsichtlich der Handelsschiffe Eines oder des Anderen der contrahirenden Staaten, welche nach einem in Händen des Feindes befindlichen Platze gehen, ohne zu wissen, dass letzterer blokirt ist, dahin übereingekommen, dass solchen Schiffen zwar das Einlaufen dort verweigert werden soll, dass sie aber nicht angehalten und auch ihre Ladungen — vorausgesetzt, dass sie keine Kriegscontrebande führen — nicht confiscirt werden dürfen, es sei denn, dass man entweder ihnen nachweisen kann, dass sie während ihrer Fahrt sich vom Fortbestande der Blokade zu vergewissern Gelegenheit gehabt, oder dass sie, nachdem sie sicher von dem Blokadezustande unterrichtet waren, von Neuem, und zwar auf derselben Reise, in den Hafen einzulaufen versuchen sollten.

Art. 17. Für den Fall, dass ein Kriegsschiff oder bewaffnetes Fahrzeug Eines der contrahirenden Staaten, welcher sich im Kriege befindet, die Visitation eines Handelsschiffes des Anderen auf hohem Meere vornehmen will, so muss Ersteres ausserhalb Kanonenschussweite anhalten und die zum Visitiren bestimmten Personen in einem Boote absenden, welches nur die zu seiner Führung nöthige Mannschaft halten darf. Die Prüfung der Papiere geschieht nur am Bord des visitirten Schiffes und dürfen dieselben nicht mitgenommen, noch auch der Capitain, die Offiziere oder Mannschaft unter irgend welchem Vorwande genöthigt werden, sich an Bord des visitirenden Schiffes zu begeben. Die Befehlshaber der für Rechnung von Privatleuten bewaffneten Schiffe haften mit ihrer Person und ihrem Vermögen für jede Uebertretung dieser Regeln

und für jedes ungesetzmässige Vorgehen, zu welchem Ende dieselben vor Empfang ihrer Patente hinreichende Bürgschaft leisten müssen, um für Schaden, den sie herbeiführen könnten, aufzukommen.

Art. 18. Zur Beseitigung jedes Zweifels und zur Verhütung jedes Missbrauches bei Prüfung der auf das Schiffseigenthum von Angehörigen der contrahirenden Staaten bezüglichen Papiere sollen, im Falle, dass Einer derselben sich im Kriege befindet, die Schiffe der Angehörigen des Anderen Seebriefe oder Pässe führen, welche in üblicher Form von der Behörde ihres Heimathsortes ausgestellt sein und den Namen, Eigenthümer und Gehalt des Schiffes, sowie den Namen des Capitains oder Befehlshabers und sein Domicil angeben müssen. Wenn die Schiffe Ladung haben, sollen sie ebenfalls Certificate führen, welche in gleicher Weise ausgestellt sein und den Inhalt der Ladung, sowie den Ort ihrer Herkunft angeben müssen. Wegen etwaigen Mangels der genannten Erfordernisse oder wegen eines anderen, auf das Eigenthumsrecht oder die Beschaffenheit der Ladung bezüglichen Grundes darf aber ein Schiff nicht angehalten werden, wenn vor seiner Abfahrt an dem Abgangsorte der Ausbruch des Krieges noch nicht bekannt war.

Art. 19. In Prisensachen sollen nur die Gerichte desjenigen Staates entscheiden, wohin die Prisen gebracht sind, und wenn dieselben ein Urtheil fällen gegen irgend ein von einem Angehörigen des anderen Staates reclamirtes Schiff, Gut oder Eigenthum, so müssen in dem Urtheile die Entscheidungsgründe und Motive angegeben sein, auf welche es sich begründet, und es muss dem Führer des Schiffes oder dem Agenten der Interessenten, wenn sie es verlangen, eine beglaubigte Ausfertigung des Urtheils oder des ganzen Prozesses in Uebereinstimmung mit den Gebräuchen des Landes, gegen Entrichtung der gesetzlichen Gebühren, ohne Verzug mitgetheilt werden.

Art. 20. Falls zu irgend einer Zeit zwischen den contrahirenden Staaten unglücklicherweise ein offener Zwiespalt einträte, in Folge dessen die freundschaftlichen und Handelsbeziehungen unterbrochen würden, so sollen doch die Angehörigen Eines jeden der Staaten, welche sich in dem Gebiete des Anderen aufhalten, das Recht haben, dort zu bleiben und ihren Handel, Gewerbe oder Geschäfte fortzusetzen, so lange sie sich friedlich ver-

halten und sich dieser Vergünstigung durch keine Handlung unwürdig machen, welche nach Ansicht der höchsten Behörden den Interessen des Landes, in welchem sie sich befinden, zuwiderläuft; ihr Eigenthum und Gut, welcher Art es auch sei, soll weder mit Beschlag belegt, noch sequestrirt, noch zu anderen Auflagen und Steuern als das der Inländer herangezogen werden, desgleichen sollen Privatschuldforderungen, öffentliche Fonds oder Gesellschaftsactien nicht mit Beschlag belegt, sequestrirt oder confiscirt werden.

Art. 21. Die contrahirenden Staaten sind übereingekommen, den Gesandten, Ministern und öffentlichen Agenten gegenseitig dieselben Privilegien, Bevorzugungen und Vorrechte einzuräumen, welche diejenigen der meistbegünstigten Nationen geniessen oder in Zukunft geniessen sollten.

Art. 22. Ebenso sind sie übereingekommen, gegenseitig General-Consuln, Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten in denjenigen Häfen und Handelsplätzen, für welche sie ernannt sind, zuzulassen; dabei behalten sich die contrahirenden Staaten aber das Recht vor, dieselben von solchen Orten auszuschliessen, welche ein Jeder auszunehmen für wünschenswerth hält. Die General-Consuln, Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten müssen ihre Patente oder Bestallungen in gehöriger Form vorlegen und zunächst das Exequatur erlangen, um in Function treten und diejenigen Rechte, Vorzüge und Vergünstigungen geniessen zu können, die ihrer Stellung entsprechen und welche denjenigen gleich sein werden, welche der meistbegünstigten Nation eingeräumt sind.

Art. 23. Die Archive und amtlichen Papiere der Consuln werden als unverletzlich betrachtet, so dass die Behörden unter keinem Vorwande dieselben mit Beschlag belegen oder von ihrem Inhalte Kenntniss nehmen dürfen. Die genannten General-Consuln, Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten und ihre Kanzler, falls sie nicht Angehörige des Landes sind, in dem sie residiren, sollen von Verpflichtungen zum öffentlichen Dienste befreit und dagegen nur gebunden sein, für ihren Handels- und Industriebetrieb, ihre Gewerbe und Eigenthum dieselben Abgaben und Contributionen zu entrichten, welche die Eingeborenen des Landes, in welchem sie sich befinden, zu zahlen haben. In allem Uebrigen sind sie den Gesetzen der respectiven Staaten unterworfen.

Art. 24. Die General-Consuln, Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten können den Beistand der Localbehörden beanspruchen, um Deserteure von Kriegs- oder Handelsschiffen ihres Landes aufzusuchen, festzunehmen und in sicheren Gewahrsam zu bringen. Zu diesem Ende haben sie sich an die competenten Gerichte, Richter oder Beamten zu wenden, ihr Anliegen schriftlich zu formuliren und durch Vorlage der Schiffsregister, Musterrolle und anderer öffentlicher Documente nachzuweisen, dass die reclamirten Individuen zu der fraglichen Schiffsmannschaft gehören. Sobald das Gesuch gerechtfertigt ist, darf die Auslieferung nicht verweigert werden, es sei denn, dass sich der Beweis des Gegentheils herausstellen sollte. Nach Verhaftung der Deserteure werden dieselben dem Consul oder Consular-Agenten, welcher sie reclamirt hat, zur Verfügung gestellt und können auf dessen Kosten und Verlangen in den öffentlichen Gefängnissen gehalten werden, um denjenigen Schiffen, von welchen sie entwichen, oder anderen derselben Nation überliefert zu werden. Wenn sie aber nicht innerhalb zweier Monate, vom Verhaftungstage an gerechnet, überliefert sind, so werden sie in Freiheit gesetzt und können wegen derselben Sache nicht wieder arretirt werden. Falls sich der Deserteur in dem Lande, wo seine Reclamation erfolgt, ein Verbrechen oder ein Vergehen hat zu Schulden kommen lassen, so wird seine Auslieferung beanstandet, bis das Verfahren beendet und das Urtheil vollzogen ist.

Art. 25. Der gegenwärtige Vertrag bleibt in Kraft acht Jahre, welche vom Tage der Auswechselung der Ratificationen an gerechnet werden. Wenn jedoch keiner der contrahirenden Staaten dem Anderen zwölf Monate vor Ablauf dieser Frist mittelst offizieller Erklärung seine Absicht kund giebt, den Vertrag zu lösen, so soll letzterer bis nach Verlauf von zwölf Monaten nach Abgabe einer solchen Erklärung verbindlich bleiben.

Art. 26. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt und die Ratificationen sollen in der Hauptstadt Mexiko innerhalb eines Jahres oder womöglich früher ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben wir, die Bevollmächtigten, den gegenwärtigen Tractat unterschrieben und mit unseren Siegeln versehen.

So geschehen in der Hauptstadt Mexiko, in zwei Original-Ausfertigungen, am achtundzwanzigsten August Eintausend achthundert neunundsechszig.

Kurd v. Schlözer.
Sebastian Lerdo de Tejada.

Zusatz-Protokoll.

Die Endesunterschriebenen, der Bevollmächtigte Seiner Majestät des Königs von Preussen im Namen des Norddeutschen Bundes und der zu diesem Bunde nicht gehörigen Mitglieder des Zollvereins und der Bevollmächtigte der Vereinigten Staaten von Mexiko, ernannt, um einen Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrag abzuschliessen, welcher am 28. August d. J. unterzeichnet worden ist, haben über einige Seitens des Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Preussen vorgebrachte Erklärungen conferirt und sind übereingekommen, in Betreff einiger Artikel des gedachten Vertrages folgende Erklärungen abzugeben.

1) In den Artikeln 5, 7 und 12 versteht es sich, dass die Worte: — »irgend eine andere Nation« — so viel bedeuten, wie: — »die meistbegünstigte Nation«. —

2) In dem Artikel 5, welcher sich auf Handelsgegenstände bezieht und wo es zweimal heisst: »ohne andere oder höhere Abgaben als diejenigen zu entrichten, welche sie in den Schiffen irgend einer anderen Nation zahlen« — soll das Wort: »zahlen« in dem Sinne verstanden werden, dass dasselbe durch die Worte: — »zahlen oder in Zukunft zahlen werden« — als erklärt oder ersetzt zu betrachten ist.

3) In dem Artikel 22, wo gesagt ist, dass die Consuln — »Rechte, Vorzüge und Vergünstigungen geniessen, die ihrer Stellung entsprechen und die denjenigen gleich sein werden, welche denen der meistbegünstigten Nation eingeräumt sind« — soll das Wort: »eingeräumt sind« in dem Sinne verstanden werden, dass dasselbe durch die Worte: — »eingeräumt sind oder in Zukunft eingeräumt werden« — als erklärt oder ersetzt zu betrachten ist.

4) In demselben Artikel 22, wo gesagt ist, dass gegenseitig Consuln zugelassen werden — »die contrahirenden Staaten sich aber dabei das Recht vorbehalten, dieselben von solchen Orten auszuschliessen, welche Jeder auszunehmen für wünschenswerth hält« — sind folgende Worte als hinzugefügt zu betrachten: — »vorausgesetzt, dass diese Ausnahme sich auch auf die Consular-Agenten der anderen Nationen erstreckt«.

Das gegenwärtige Protokoll soll als integrirender Theil des Vertrages angesehen, wie dieser ratificirt und demselben zum Schlusse angehängt werden.

Zu Urkund dessen haben wir, dieselben Bevollmächtigten, welche den genannten Vertrag unterzeichneten, auch das gegenwärtige Protokoll unterzeichnet und mit unseren Siegeln versehen.

So geschehen in der Stadt Mexiko, in zwei Original-Ausfertigungen, am sechsundzwanzigsten November des Jahres Eintausend achthundert neunundsechszig.

Kurd von Schlözer.
Sebastian Lerdo de Tejada.

Protokoll vom 26. August 1870.

Nachdem die Unterzeichneten, der Geschäftsträger des Norddeutschen Bundes und der Minister der auswärtigen Angelegenheiten der Republik Mexiko, am heutigen Tage die Ratificationen des am 28. August 1869 zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen im Namen des Norddeutschen Bundes und Zollvereins einerseits und den Vereinigten Staaten Mexikos andererseits abgeschlossenen und unterzeichneten Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrages ausgewechselt, haben dieselben, auf Antrag des Vertreters des Norddeutschen Bundes, eine Besprechung über den Sinn und die Bedeutung zweier Punkte des gedachten Vertrages gehabt und sind übereingekommen, in dem gegenwärtigen Protokolle die von ihnen gemeinschaftlich festgestellte Bedeutung der beiden Punkte in folgender Weise aufzuzeichnen:

Erstens. Nach dem zweiten Artikel des Vertrages ist die Freiheit des Handels und der Schifffahrt zwischen den contrahirenden Staaten nicht so zu verstehen, dass sie Küstenhandel und Cabotage, welches Beides nur den nationalen Schiffen eingeräumt ist, gestattet. Die Unterzeichneten sind jedoch darüber einerlei Meinung, dass diese Ausnahme, welche in Folge des Vertrages besteht, es nicht ausschliesst, dass die Mexikanischen Schiffe nach verschiedenen Häfen der Staaten des Norddeutschen Bundes und Zollvereins Frachten bringen und in verschiedenen Häfen Frachten einnehmen können, in der Weise, wie die Gesetze jener Staaten es jetzt gestatten oder in Zukunft gestatten mögen; und ebenso ist es nicht ausgeschlossen, dass die Deutschen Schiffe nach zwei oder drei Häfen der Mexikanischen Staaten Frachten bringen und in verschiedenen Häfen Frachten einnehmen können, in der Weise, wie die Mexikanischen Gesetze es jetzt gestatten oder in Zukunft gestatten mögen.

Zweitens. Nach der Erklärung des Vertreters des Norddeutschen Bundes besteht zwischen dem Spanischen und Deutschen Texte des vierten Absatzes des fünfzehnten Artikels des Vertrages, welcher zuerst Spanisch abgefasst und dann in's Deutsche übersetzt ist, keine volle Uebereinstimmung. Die Unterzeichneten sind nun darin einerlei Meinung, dass der Spanische Text seinem Sinn und ganzen Wortlaute nach, wie er weiter unten im Spanischen Texte des gegenwärtigen Protokolls genau copirt ist, bestehen bleibt, und dass ebenso im Deutschen Texte desselben Protokolls eine Abschrift aufgenommen wird, wie sie nach der

Ansicht des Vertreters des Norddeutschen Bundes genau dem Spanischen Texte entspricht.

Der gedachte Absatz ist folgender:

4. Und im Allgemeinen alle Arten von Waffen und Instrumenten oder Geräthschaften von Eisen, Stahl, Kupfer oder Bronze und irgend welchem anderen Material, welche für den Kriegsgebrauch zu Lande oder zu Wasser geeignet sind.

Zu Urkund dessen haben wir Unterzeichnete das gegenwärtige Protokoll unterschrieben und mit unseren Siegeln versehen.

So geschehen in der Hauptstadt Mexiko, 26. August 1870.

K. v. Schlözer.
S. Lerdo de Tejada.

57.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, des autres États du Zollverein allemand et du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et la République de Salvador d'autre part; signé à Berlin, le 13 juin 1870.)*

Texte allemand.

Seine Majestät der König von Preussen, im Namen des Norddeutschen Bundes und der zu diesem Bunde nicht gehörenden Mitglieder des Deutschen Zoll- und Handelsvereins, nämlich: der Krone Bayern, der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden und des Grossherzogthums Hessen, für dessen südlich des Main belegenen Theile, sowie in Vertretung des Ihrem Zoll- und Steuersysteme angeschlossenen Grossherzogthums Luxemburg, einerseits und der Freistaat Salvador andererseits, von dem Wunsche geleitet, Ihre Beziehungen und Interessen gegenseitig zu fördern und zu befestigen, haben beschlossen, einen Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrag abzuschliessen.

---

*) En allemand et en espagnol. L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin.

Zu diesem Ende haben Sie zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen:

den Präsidenten des Bundeskanzler-Amtes, Allerhöchstihren Staatsminister, Martin Friedrich Rudolph Delbrück,

und

Seine Excellenz der Präsident des Freistaats Salvador:

den Dr. Raphael Zaldivar, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer Vollmachten, sich über nachstehende Artikel geeinigt haben:

Art. 1. Es soll Friede und immerwährende Freundschaft sein zwischen den Staaten des Norddeutschen Bundes und des Deutschen Zollvereins einerseits und dem Freistaate Salvador andererseits, sowie zwischen den beiderseitigen Angehörigen, ohne Unterschied der Personen und der Orte.

Art. 2. Es soll gegenseitig vollständige Freiheit des Handels bestehen zwischen allen Gebieten der deutschen Staaten und allen Gebieten des Freistaates Salvador.

Die Angehörigen der beiden hohen vertragenden Theile können frei und in voller Sicherheit mit ihren Schiffen und Ladungen in alle diejenigen Plätze, Häfen und Flüsse Salvadors und Deutschlands einlaufen, welche für die Schifffahrt und den Handel irgend einer anderen Nation oder eines anderen Staates jetzt geöffnet sind oder in Zukunft geöffnet sein werden.

Die Salvadorener in Deutschland und die Deutschen in Salvador werden in dieser Beziehung die nämliche Freiheit und Sicherheit geniessen, wie die eigenen Angehörigen. Bezüglich des Küstenhandels und der Cabotage werden sie behandelt werden, wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation.

Art. 3. Die Angehörigen eines jeden der beiden hohen vertragenden Theile können gegenseitig mit voller Freiheit jeden Theil der betreffenden Gebiete betreten, daselbst ihren Wohnsitz nehmen, reisen, Gross- und Kleinhandel treiben, Magazine und Läden, deren sie bedürfen möchten, miethen und inne haben, Waaren und edle Metalle verführen, Consignationen aus dem Inlande wie aus fremden Ländern annehmen, ohne dass sie in irgend einem Falle anderen allgemeinen oder localen Beiträgen, Auflagen oder Verpflichtungen, welcher Art

auch diese sein mögen, unterworfen werden können, als solchen, die den eigenen Angehörigen auferlegt sind oder auferlegt werden.

Es soll ihnen vollkommen freistehen, ihre Geschäfte selbst zu führen, bei den Zollbehörden ihre eigenen Declarationen einzureichen, oder sich hierbei nach Belieben von Anderen unterstützen oder vertreten zu lassen, sei es unter dem Namen von Bevollmächtigten, Factoren, Agenten, Consignataren, Dolmetschern u. s. w.; dasselbe gilt beim Kauf und Verkauf von Gütern, Effecten und Waaren, beim Laden, Löschen und Abfertigen ihrer Schiffe.

Sie sind ferner berechtigt, Aufträge auszuführen, welche ihnen von Landsleuten oder von Fremden oder Inländern anvertraut werden, sei es als Bevollmächtigte, Factoren, Agenten, Consignatare oder Dolmetscher u. s. w., und in keinem Falle unterliegen sie dafür anderen Beiträgen oder Auflagen als solchen, welchen die eigenen Angehörigen oder die Angehörigen der meistbegünstigten Nation unterworfen sind.

Gleiche Freiheit geniessen sie bei allen ihren Käufen und Verkäufen hinsichtlich der Feststellung des Preises jeder Art von Effecten, Waaren oder Gegenständen, mögen sie dieselben eingeführt oder für die Ausfuhr bestimmt haben.

Es versteht sich jedoch, dass sie in allen diesen Fällen sich nach den Gesetzen und Verordnungen des Landes zù richten haben.

Art. 4. Den Angehörigen des einen und des andern der vertragenden Theile soll in beiden Ländern der vollständigste und immerwährende Schutz ihrer Personen und ihres Eigenthums zu Theil werden. Sie werden freien Zutritt zu den Gerichtshöfen behufs Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte haben. Zu diesem Zwecke können sie unter allen Umständen Advocaten, Sachwalter und Agenten jeder Art verwenden, welche sie nach ihrem Ermessen dazu bestimmen.

Auch sollen sie die Befugniss haben, bei den Beschlüssen und Urtheilssprüchen der Gerichtshöfe in den Sachen, bei denen sie betheiligt sind, zugegen zu sein, sowie bei den Zeugenvernehmungen und Aussagen, welche stattfinden könnten bei Gelegenheit des Prozessverfahrens, so oft die Gesetze des betreffenden Landes die Oeffentlichkeit dieser Handlungen gestatten.

Endlich werden sie in dieser Beziehung die nämlichen Rechte und Vortheile geniessen, als die eigenen Angehörigen und denselben Bedingungen unterworfen sein, die den letzteren auferlegt sind.

Art. 5. Die Salvadorener in Deutschland und die Deutschen in Salvador sollen befreit sein sowohl von allen persönlichen Diensten im Heere und in der Marine, in der Landwehr, Bürgerwehr oder Miliz, als auch von der Verpflichtung, politische, administrative und richterliche Aemter und dergleichen dienstliche Verrichtungen zu übernehmen, sowie von allen ausserordentlichen Kriegscontributionen, gezwungenen Anleihen, militärischen Requisitionen oder Dienstleistungen, welcher Art sie auch sein mögen. Ueberdies können sie in allen Fällen rücksichtlich ihres beweglichen und unbeweglichen Vermögens keinen anderen Lasten, Abgaben und Auflagen unterworfen werden, als denen, welche von den eigenen Angehörigen oder von den Angehörigen der meistbegünstigten Nation verlangt werden.

Art. 6. Die Angehörigen des einen und des anderen Landes können gegenseitig weder einer Beschlagnahme unterworfen, noch mit ihren Schiffen, Ladungen, Waaren und Effecten zum Zwecke irgend welcher militärischen Expedition oder irgend welcher öffentlichen Verwendung zurückgehalten werden, ohne dass vorher durch die Betheiligten selbst, oder durch von ihnen ernannte Sachverständige eine Vergütung nach Landesgebrauch festgestellt worden ist, welche in jedem Falle hinreicht zur Deckung aller Nachtheile, Verluste, Verzögerungen und Schäden, welche durch den Dienst, dem sie unterworfen wurden, entstanden sind oder entstehen könnten.

Art. 7. Die Salvadorener, welche sich in Deutschland und die Deutschen, welche sich in Salvador aufhalten, geniessen die vollständigste Gewissensfreiheit und es werden die betreffenden Regierungen nicht zugeben, dass sie belästigt, beunruhigt oder gestört werden wegen ihres religiösen Glaubens oder wegen der Ausübung ihres Gottesdienstes, welchen sie in Privathäusern, Capellen oder sonstigen für gottesdienstliche Zwecke bestimmten Orten, unter Beobachtung der kirchlichen Schicklichkeit und angemessenen Achtung der Landesgesetze, Sitten und Gebräuche ausüben.

Auch sollen die Salvadorener und die Deutschen die Befugniss haben, ihre Landsleute, welche in Deutschland

und in Salvador mit Tode abgehen, an passenden und angemessenen Orten, welche sie selbst unter Vorwissen der Ortsobrigkeit dazu bestimmen und einrichten, oder an den von den Verwandten und Freunden des Verstorbenen gewählten Begräbnissorten zu bestatten und sollen die Begräbnissfeierlichkeiten in keiner Art gestört, noch die Gräber aus irgend welchem Grunde beschädigt oder zerstört werden.

Art. 8. Die Angehörigen eines jeden der vertragenden Theile sollen das Recht haben, in den betreffenden Gebieten des anderen jede Art beweglichen und unbeweglichen Vermögens zu erwerben und zu besitzen, dasselbe mit aller Freiheit auszubeuten und darüber nach ihrem Belieben durch Verkauf, Schenkung, Tausch, Testament oder auf irgend welche andere Weise zu verfügen. Desgleichen können die Angehörigen des einen Landes, welche Güter, die in dem anderen Lande liegen, erben, unbehindert in diejenigen Theile der gedachten Güter, die ihnen ab intestato oder durch Testament zufallen, succediren und darüber nach Belieben verfügen, vorbehaltlich der Bezahlung der Abgaben vom Verkauf, von der Erbschaft oder anderer Art, wie sie die Angehörigen des Landes in gleichen Fällen zu erlegen haben.

Die Ehe eines Salvadoreners soll in Deutschland und die Ehe eines Deutschen soll in Salvador für gültig angesehen werden, wenn diese Ehe geschlossen ist gemäss den Gesetzen seines Heimathlandes.

Von dem Vermögen, welches unter irgend einem Rechtstitel von einem Salvadorener in Deutschland oder von einem Deutschen in Salvador erworben ist und aus dem Lande geführt wird, darf weder in dem einen noch in dem anderen Lande die unter dem Namen jus detractus, gabella hereditaria, census emigrationis bekannte, noch irgend eine andere Abgabe erhoben werden, welcher die Angehörigen des Landes nicht unterworfen sind.

Art. 9. Wenn (was Gott verhüten wolle) der Friede zwischen den beiden hohen vertragenden Theilen gestört werden sollte, so wird von dem einen und von dem andern Theile ein Termin von wenigstens sechs Monaten den Handeltreibenden, welche an der Küste wohnen, und von einem Jahre denen, die sich im Innern des Landes niedergelassen haben, gewährt werden, damit sie ihre Geschäfte ordnen und über ihr Eigenthum verfügen können. Ausserdem wird ihnen ein Geleitsbrief ertheilt

werden, um sich in einem Hafen, den sie nach ihrer Wahl selbst bezeichnen werden, einzuschiffen, vorausgesetzt, dass derselbe vom Feinde weder besetzt, noch blokirt sei, noch ihre eigene Sicherheit oder die des Staates die Abreise über diesen Hafen verbietet, in welchem Falle dieselbe stattfinden wird, wie und wo es geschehen kann.

Alle anderen Angehörigen, welche einen festen und dauernden Wohnsitz in den betreffenden Staaten haben zum Zwecke der Ausübung eines Berufes oder eines Gewerbes, können ihren Wohnsitz beibehalten und den Betrieb ihres Berufes oder ihres Gewerbes fortsetzen, ohne auf irgend welche Art beunruhigt zu werden, und der volle Besitz ihrer Freiheit und ihrer Güter wird ihnen gelassen werden, so lange sie sich keiner Verletzung der Landesgesetze schuldig machen.*)

Art. 10. In keinem Falle eines Krieges oder eines Zerwürfnisses zwischen beiden Ländern werden das Eigenthum oder die Güter der betreffenden Staatsangehörigen, welcher Art sie auch seien, einer Beschlagnahme oder Sequestration oder anderen Lasten oder Auflagen unterworfen sein, als denjenigen, welche von den Angehörigen des eigenen Landes erhoben werden. Ebenso wenig dürfen die Beträge, welche Privatpersonen ihnen schulden, die Staatspapiere, Bankantheile oder Aktien, welche denselben gleich stehen, zum Schaden der gedachten Angehörigen mit Beschlag belegt, sequestrirt oder eingezogen werden.

Art. 11. Die salvadorener Kaufleute in Deutschland und die deutschen Kaufleute in Salvador werden bei ihrem Handel alle Rechte, Freiheiten und Zollbefreiungen geniessen, welche den Angehörigen der meistbegünstigten Nation gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden. In Folge dessen können in Deutschland auf die Erzeug-

*) Lors de l'échange des ratifications les Parties Contractantes sont convenues de l'interprétation suivante de l'article 9:

»Im unglücklichen Falle eines Krieges zwischen beiden hohen vertragenden Theilen sollen ohne Ausnahme sowohl die Kaufleute wie sämmtliche übrige Angehörige des einen, welche im Gebiete des andern ihren Wohnsitz haben, denselben beibehalten und ihre Geschäfte ungestört fortsetzen können, so lange sie sich keiner Verletzung der Landesgesetze schuldig machen«.

nisse des Bodens und des Gewerbfleisses von Salvador und in Salvador auf die Erzeugnisse des deutschen Bodens und Gewerbfleisses keine anderen oder höheren Eingangsabgaben gelegt werden, als diejenigen, denen die Erzeugnisse der meistbegünstigten Nation unterworfen sind oder unterliegen werden. Derselbe Grundsatz soll für die Ausfuhr gelten.

Kein Verbot und keine Beschränkung der Einfuhr oder Ausfuhr irgend eines Artikels soll in dem gegenseitigen Handel der beiden Länder Anwendung finden, wenn dieselben sich nicht gleichmässig auf alle anderen Nationen erstrecken und die Förmlichkeiten, welche zum Beweise des Ursprungs und der Herkunft der Waaren, die in das eine der beiden Länder eingeführt werden, beziehungsweise verlangt werden möchten, werden gemeinsam sein für alle anderen Nationen.

Art. 12. Die salvadorener Schiffe bei ihrem Einlaufen oder Auslaufen in Deutschland und die deutschen Schiffe, die in salvadorener Häfen ankommen oder aus solchen ausgehen, werden keinen anderen oder höheren Abgaben an Tonnen-, Leucht-, Hafen-, Lootsen-, Quarantaine- und anderen den Schiffskörper treffenden Gebühren unterworfen sein, als denjenigen, welchen beziehentlich die Schiffe des eigenen Landes unterworfen sind.

Die Tonnengelder und andere Abgaben, welche im Verhältniss der Tragfähigkeit der Schiffe erhoben werden, werden in Salvador von deutschen Schiffen nach Massgabe des deutschen Schiffsregisters berechnet und umgekehrt.

Art. 13. Gegenstände aller Art, welche in die Häfen des einen der beiden Länder unter der Flagge des anderen eingeführt werden, sollen, welches auch ihr Ursprung sein und aus welchem Lande auch die Einfuhr erfolgen möge, keine anderen oder höheren Eingangsabgaben entrichten und keinen anderen Lasten unterworfen sein, als wenn sie unter der Nationalflagge eingeführt würden.

Desgleichen sollen Gegenstände aller Art, welche aus einem der beiden Länder unter der Flagge des anderen, nach welchem Lande es auch sein möge, ausgeführt werden, keinen anderen Abgaben oder Förmlichkeiten unterworfen sein, als wenn sie unter der Nationalflagge ausgeführt würden.

Art. 14. Die salvadorener Schiffe in Deutschland und die deutschen Schiffe in Salvador können einen Theil

ihrer Ladung in dem ersten Ankunftshafen löschen und sich sodann mit dem Reste der Ladung nach anderen Häfen desselben Landes begeben, sei es, um das Entlöschen ihrer Ladung zu vollenden, oder um ihre Rückfracht zu vervollständigen, ohne in jedem Hafen andere oder höhere Abgaben zu entrichten, als diejenigen, welche unter ähnlichen Umständen die Schiffe des eigenen Landes zu entrichten haben.

Art. 15. Schiffe im Besitze von Angehörigen des einen der beiden hohen vertragenden Theile, welche an den Küsten des anderen Schiffbruch leiden oder stranden sollten oder welche in Folge von Seenoth oder erlittener Haverei in die Häfen des anderen Theiles einlaufen oder dessen Küsten berühren, sind keinerlei Schifffahrtsabgaben welcher Art oder welches Namens unterworfen, mit Ausnahme derjenigen, welchen in ähnlichen Umständen die Nationalschiffe unterliegen.

Dessenungeachtet ist es ihnen gestattet, auf andere Schiffe überzuladen oder ihre ganze Ladung oder einen Theil derselben am Lande und in Magazinen, um das Verderben der Waaren zu verhüten, unterzubringen, ohne dafür andere Gebühren zu entrichten als solche, welche sich auf den Schiffslohn, die Lagermiethe und den Gebrauch der Schiffswerften zum Zwecke der Unterbringung der Waaren und Ausbesserung des Schiffes beziehen. Ausserdem soll ihnen zu diesem Zwecke jede Erleichterung und Schutz gewährt werden, ebenso, wie um sich mit Lebensmitteln zu versehen und sich in den Stand zu bringen, ihre Reise ohne Hinderniss fortzusetzen.

Art. 16. Als salvadorener Schiffe werden in Deutschland und als deutsche Schiffe werden in Salvador alle diejenigen erachtet werden, welche unter der betreffenden Flagge fahren und mit solchen Schiffspapieren und Urkunden versehen sind, wie sie die Gesetze der beiden Länder erfordern, um die Nationalität der Handelsschiffe nachzuweisen.

Art. 17. Schiffe, Waaren und andere den betreffenden Staatsangehörigen eigenthümliche Gegenstände, welche innerhalb der Gerichtsbarkeit des einen der beiden vertragenden Theile, oder auf hoher See von Piraten geraubt und nach den Häfen, Flüssen, Rheden oder Buchten im Gebiete des anderen Theils gebracht oder daselbst angetroffen werden, sollen ihren Eigenthümern gegen Erstattung der Kosten der Wiedererlangung, wenn solche

entstanden und von den competenten Behörden zuvor festgestellt sind, zurückgegeben werden, sobald das Eigenthumsrecht vor diesen Behörden nachgewiesen sein wird, und auf eine Reclamation hin, welche innerhalb einer Frist von einem Jahre von den Betheiligten oder deren Bevollmächtigten, oder von den Vertretern der betreffenden Regierung angebracht werden muss.

Art. 18. Die Kriegsschiffe des einen der beiden vertragenden Theile können in alle Häfen des anderen, welche der meistbegünstigten Nation geöffnet sind, einlaufen, daselbst verweilen, Bedarf einnehmen und Ausbesserung vornehmen. Sie sind daselbst den nämlichen Vorschriften unterworfen und geniessen dieselben Vortheile, als die Kriegsschiffe der meistbegünstigten Nation.

Art. 19. Wenn der Fall eintreten sollte, dass der eine der beiden vertragenden Theile mit einer dritten Macht im Kriege sich befände, so darf der andere unter keinen Umständen seinen Angehörigen gestatten, Kaperbriefe zu nehmen oder anzunehmen, um gegen den ersteren feindlich zu verfahren oder den Handel und das Eigenthum seiner Angehörigen zu beunruhigen.

Art. 20. Die beiden hohen vertragenden Theile nehmen für ihre gegenseitigen Beziehungen nachstehende Grundsätze an:

1) die Kaperei ist und bleibt abgeschafft;
2) die neutrale Flagge deckt das feindliche Gut, mit Ausnahme der Kriegscontrebande;
3) neutrales Gut unter feindlicher Flagge, mit Ausnahme der Kriegscontrebande, darf nicht mit Beschlag belegt werden;
4) die Blokaden müssen, um rechtsverbindlich zu sein, wirksam sein, das heisst durch eine Streitmacht aufrecht erhalten werden, welche hinreicht, um den Zugang zur Küste des Feindes wirklich zu verhindern.

Ebenso kommen dieselben dahin überein, dass die Freiheit der Flagge diejenige der Personen sichert, und dass die Angehörigen einer feindlichen Macht, welche an Bord eines neutralen Schiffes angetroffen werden, nicht zu Gefangenen gemacht werden dürfen, ausgenommen, wenn sie dem Soldatenstande angehören und sich zur Zeit im Dienste des Feindes befinden.

Die beiden hohen vertragenden Theile werden jedoch

diese Grundsätze auf andere Mächte nur insoweit anwenden, als letztere dieselben gleichfalls anerkennen.

Art. 21. Für den Fall, dass der eine der vertragenden Theile sich im Kriege befände und seine Schiffe auf der See das Durchsuchungsrecht auszuüben haben sollten, ist man einverstanden, dass, wenn diese einem Schiffe des andern neutral gebliebenen Theils begegnen, sie ausser Kanonenschussweite sich halten sollen und lediglich ein Boot mit zwei Offizieren an Bord des neutralen Schiffes senden dürfen mit dem Auftrage, zur Prüfung der auf die Nationalität des letzteren und dessen Ladung bezüglichen Papiere zu schreiten.

Die Befehlshaber der Schiffe sind verantwortlich für jede Bedrückung oder gewaltthätige Handlung, welche sie bei dieser Gelegenheit begehen oder begehen lassen sollten.

Man ist gleichfalls einverstanden, dass in keinem Falle der neutrale Theil genöthigt werden könne, an Bord des durchsuchenden Schiffes zu gehen, weder um seine Papiere vorzuzeigen, noch zu irgend einem anderen Zwecke.

Die Durchsuchung wird nicht gestattet sein ausser an Bord von Schiffen, die ohne Geleit fahren. Wenn sie mit Geleit reisen, so genügt es, dass der Befehlshaber des letzteren mündlich und auf sein Ehrenwort versichert, dass die unter seinen Schutz und seine bewaffnete Bedeckung gestellten Schiffe dem Lande angehören, dessen Flagge sie führen, und dass er, wenn diese Schiffe nach einem feindlichen Hafen bestimmt sind, ferner erklärt, dass sie keine Kriegscontrebande an Bord haben.

Art. 22. Im Falle das eine der beiden Länder mit einer dritten Macht im Kriege sich befände, sollen die Angehörigen des anderen Landes ihren Handel und ihre Schifffahrt mit dieser Macht fortsetzen können, ausser mit solchen Städten oder Häfen, welche in Wirklichkeit belagert oder blokirt sind; diese Freiheit des Handels und der Schifffahrt darf sich jedoch in keinem Falle auf Gegenstände, welche als Kriegscontrebande gelten, erstrecken, nämlich auf Feuer- und blanke Waffen, Geschosse, Pulver, Salpeter, militärische Ausrüstungsgegenstände und Geräthschaften aller Art, welche für den Gebrauch im Kriege bestimmt sind.

In keinem Falle darf ein, einem Angehörigen des einen der beiden Länder gehöriges Handelsschiff, welches nach einem von der betreffenden Macht des andern

blokirten Hafen bestimmt ist, mit Beschlag belegt, weggenommen und condemnirt werden, wenn ihm nicht vorher durch ein Schiff des blokirenden Geschwaders oder Abtheilung von dem Bestehen der Blokade eine Anzeige oder Verständigung gemacht worden ist, und damit es nicht eine angebliche Unkenntniss der Thatsachen für sich anführen könne, sowie damit ein regelrecht benachrichtigtes Schiff in den Fall kommen könne, aufgebracht zu werden, wenn es sich während der Dauer der Blokade nochmals vor demselben Hafen zeigen sollte, so soll der Befehlshaber des Kriegsschiffes bei der ersten Begegnung sein Visa auf die Papiere des Schiffes setzen mit Angabe des Tages, des Ortes und der Höhe, wo der Besuch gemacht wurde und die vorerwähnte Benachrichtigung mit den erforderlichen Förmlichkeiten stattgefunden hat.

Art. 23. Jeder der beiden hohen vertragenden Theile kann in den Gebieten des andern zum Schutze des Handels Consuln ernennen; diese Agenten werden jedoch nicht eher in die Ausübung ihrer Verrichtung eintreten, noch der mit ihrem Amte verbundenen Rechte, Vorrechte und Freiheiten theilhaftig werden, bis sie das „Exequatur" der Territorial-Regierung erhalten haben, welche letztere sich vorbehält, die Aufenthaltsorte zu bestimmen, an denen sie Consuln zulassen will. Es versteht sich, dass in dieser Beziehung die Regierungen sich gegenseitig keine anderen Beschränkungen auferlegen werden, als diejenigen, die in ihrem Lande allen Nationen gemeinsam sind.

Art. 24. Die General-Consuln, Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten, sowie die ihrer Mission beigegebenen Consular-Eleven, Kanzler und Secretäre werden in beiden Ländern alle Vorrechte, Befreiungen und Freiheiten geniessen, welche an dem Orte ihres Aufenthaltes den Agenten desselben Ranges der meistbegünstigten Nation bewilligt werden möchten.

Die Berufs-Consuln (Consules missi) sollen, sofern sie Angehörige desjenigen vertragenden Theiles sind, welcher sie ernannt hat, von Militär-Einquartierung befreit sein, sowie von directen Personal-, Mobiliar- oder Luxussteuern, mögen solche vom Staate oder der Commune auferlegt sein. Sollten jedoch die genannten Beamten Kaufleute sein oder ein Gewerbe betreiben oder unbewegliches Eigenthum besitzen, so werden sie in Beziehung auf die

Lasten und Abgaben im Allgemeinen wie die Angehörigen ihres Landes angesehen.

Die Berufs-Consuln (Consules missi) sollen, sofern sie Angehörige desjenigen vertragenden Theiles sind, welcher sie ernannt hat, der persönlichen Immunität geniessen und nur wegen schwerer strafbarer Handlungen festgenommen oder verhaftet werden. Was die Consuln anlangt, welche Angehörige des Landes sind, in dem sie ihren Sitz haben oder welche Handel treiben, so versteht sich die persönliche Immunität nur von Schulden und anderen Verbindlichkeiten, welche nicht herrühren aus den Handelsgeschäften, die sie selbst oder durch ihre Untergebenen betreiben.

Die gedachten Agenten können über dem äusseren Eingange ihrer Wohnung ein Schild mit dem Wappen ihres Landes und der Inschrift: Consulat von . . . . . . anbringen und ebenso können sie an öffentlichen oder nationalen Festtagen die Flagge ihres Landes an dem Consulats-Gebäude aufziehen. Diese äusseren Abzeichen werden jedoch niemals angesehen werden als ein Recht gebend auf Gewährung des Asyls.

Im Falle des Todes, der Behinderung oder der Abwesenheit der General-Consuln, Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten werden die Consular-Eleven, Kanzler und Secretäre von Rechts wegen zur einstweiligen Besorgung der Consulats-Geschäfte zugelassen werden.

Art. 25. Die Archive und im Allgemeinen alle Papiere der betreffenden Consulats-Kanzleien sind unverletzlich und hönnen unter keinem Vorwande und in keinem Falle von Seiten der Landesbehörden weggenommen noch durchsucht werden.

Art. 26. Die betreffenden General-Consuln und Consuln haben die Befugniss, Vice-Consuln und Consular-Agenten in den verschiedenen Städten, Häfen oder Orten ihres Consular-Bezirks einzusetzen, wenn das Interesse des ihnen anvertrauten Amtes dies erheischt; es versteht sich jedoch mit dem Vorbehalte der Genehmigung und der Ertheilung des „Exequatur“ seitens der Regierung des Landes. Solche Agenten können sowohl aus der Zahl der beiderseitigen Angehörigen, als der fremden ernannt werden.

Art. 27. Die betreffenden General-Consuln, Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten können bei Todesfällen ihrer Landsleute, wenn solche ohne Hinterlassung

eines Testaments oder ohne Namhaftmachung von Testamentsvollstreckern verstorben sind:

1) von Amts wegen oder auf Antrag der betheiligten Parteien das bewegliche Vermögen und die Papiere des Verstorbenen untér Siegel legen, indem sie von der bevorstehenden Handlung der zuständigen Ortsbehörde Nachricht geben, welche derselben beiwohnen und, wenn sie es für passend hält, ihre Siegel mit den von dem Consul angelegten kreuzen darf, und von da an werden diese doppelten Siegel nur im beiderseitigen Einverständniss abgenommen werden;
2) ein Verzeichniss des Nachlasses aufnehmen, und zwar in Gegenwart der zuständigen Behörde, wenn diese glaubt, zugegen sein zu sollen;
3) zum Verkauf der zum Nachlass gehörigen beweglichen Gegenstände nach der Gewohnheit des Landes verschreiten, sobald dieselben mit der Zeit sich verschlechtern würden oder der Consul den Verkauf im Interesse der Erben des Verstorbenen für nützlich erachtet;
4) persönlich den Nachlass verwalten oder liquidiren, oder unter ihrer eigenen Verantwortlichkeit einen Bevollmächtigten ernennen für die Verwaltung und Liquidirung des Nachlasses, beides, ohne dass die Ortsbehörde ihrerseits bei diesen neuen Handlungen mitzuwirken haben soll.

Die gedachten Consuln sind jedoch verpflichtet, den Tod ihrer Landsleute in einer der Zeitungen anzukündigen, welche innerhalb ihres Distrikts erscheinen, und sie dürfen den Nachlass oder den Erlös für denselben den gesetzlichen Erben oder deren Bevollmächtigten nicht früher ausantworten, als bis allen Verbindlichkeiten, welche der Verstorbene im Lande eingegangen sein könnte, genüge geschehen oder ein Jahr seit dem Tage der Bekanntmachung des Todesfalles verflossen ist, ohne dass ein Anspruch an den Nachlass geltend gemacht wurde.

Wenn an dem Wohnorte des Verstorbenen kein Consul vorhanden ist, so sollen die zuständigen Behörden selbst diejenigen geeigneten Massregeln treffen, welche in gleichem Falle hinsichtlich des Vermögens der Angehörigen des Landes getroffen werden würden, doch haben sie dem nächsten Consul oder Consular-Agenten sobald als möglich von dem Todesfalle Nachricht zu geben.

Die General-Consuln, Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten werden als Vormünder der Waisen und Minderjährigen ihres Landes angesehen werden und auf Grund dessen können sie alle Sicherungsmassregeln ergreifen, welche deren persönliches Wohl und die Sorge für deren Vermögen erheischt; sie können letzteres verwalten und allen Obliegenheiten eines Vormundes sich unterziehen unter der Verantwortlichkeit, welche die Gesetze ihres Landes bestimmen.

Art. 28. Den betreffenden General-Consuln, Consuln und Vice-Consuln oder Consular-Agenten steht die ausschliessliche innere Polizei über die Handelsschiffe ihres Landes zu und die Ortsbehörden dürfen nicht auf denselben einschreiten, so lange nicht die ausgebrochenen Unordnungen eine Gestalt annehmen, welche die öffentliche Ruhe, sei es am Lande oder an Bord der Schiffe, stören würde.

In Allem aber, was die Hafenpolizei, das Laden und Ausladen der Schiffe, die Sicherheit der Waaren, Güter und Effecten betrifft, sind die Angehörigen der beiden Länder den Gesetzen und Einrichtungen des betreffenden Gebietes gegenseitig unterworfen.

Art. 29. Die betreffenden General-Consuln, Consuln und Vice-Consuln oder Consular-Agenten können solche Seeleute, die von Schiffen ihres Landes entwichen sind, verhaften und an Bord oder in ihre Heimath zurücksenden lassen. Zu diesem Zwecke haben sie sich schriftlich an die zuständige Ortsbehörde zu wenden und durch Vorlegung des Schiffsregisters oder der Musterrolle oder, wenn das Schiff schon abgegangen sein sollte, durch beglaubigte Abschrift dieser Urkunden nachzuweisen, dass die reclamirten Leute wirklich zur Schiffsmannschaft gehört haben. Auf einen in dieser Art begründeten Antrag darf die Auslieferung nicht verweigert werden; auch soll jede Hülfe und jeder Beistand zur Aufsuchung, Ergreifung und Verhaftung solcher Entwichenen gewährt und sollen dieselben auf den Antrag und auf Kosten der gedachten Agenten in die Gefängnisse abgeführt und daselbst in Gewahrsam gehalten werden, bis diese Agenten eine Gelegenheit zur Wiedereinlieferung oder Heimsendung finden. Wenn sich jedoch eine solche Gelegenheit innerhalb dreier Monate, vom Tage der Festnahme an gerechnet, nicht bietet, so werden die Verhafteten in Freiheit

gesetzt und können aus demselben Grunde nicht wieder verhaftet werden.

Die hohen vertragenden Theile sind darüber einverstanden, dass Seeleute und andere Personen der Schiffsmannschaft, welche Angehörige des Landes sind, in welchem die Entweichung stattfindet, von den Bestimmungen dieses Artikels ausgenommen sein sollen.

Art. 30. Sofern keine Verabredungen zwischen den Rhedern, Befrachtern und Versicherern entgegenstehen, werden die Havereien, welche Schiffe der beiden Länder auf hoher See oder auf der Fahrt nach den betreffenden Häfen erlitten haben, von den General-Consuln, Consuln und Vice-Consuln oder Consular-Agenten ihres Landes geregelt, es sei denn, dass Angehörige des Landes, in dem die gedachten Agenten ihren Sitz haben, an den Havereien betheiligt sind, in welchem Falle diese durch die Ortsbehörden geregelt werden sollen, dafern kein gütliches Abkommen zwischen den Parteien zu Stande kommt.

Art. 31. Wenn ein Regierungsschiff oder das Schiff eines Angehörigen eines der hohen vertragenden Theile an den Küsten des anderen Theils Schiffbruch leidet oder strandet, so sollen die Ortsbehörden den General-Consul, Consul, Vice-Consul oder Consular-Agenten des Bezirks oder in dessen Ermangelung, den dem Orte des Unfalls nächsten General-Consul, Consul, Vice-Consul oder Consular-Agenten davon benachrichtigen.

Alle Rettungsmassregeln bezüglich salvadorener, in den norddeutschen Territorialgewässern gescheiterter oder gestrandeter Schiffe sollen nach Massgabe der Landesgesetze erfolgen und umgekehrt sollen alle Rettungsmassregeln in Bezug auf deutsche, in den Territorialgewässern von Salvador gescheiterte oder gestrandete Schiffe in Gemässheit der Gesetze des Landes erfolgen.

Die Consular-Behörden haben in beiden Ländern nur einzuschreiten, um die auf die Ausbesserung und Neuverproviantirung oder, eintretenden Falles, auf den Verkauf des an der Küste gestrandeten oder beschädigten Schiffes bezüglichen Massregeln zu überwachen.

Die Intervention der Ortsbehörden soll in allen diesen Fällen keinerlei Kosten veranlassen, ausser denjenigen, welchen in ähnlichen Fällen die Nationalschiffe unterworfen sind, und ausser der Erstattung der durch die

Rettungsmassregeln und durch die Erhaltung der geborgenen Gegenstände veranlassten Ausgaben.

Die hohen vertragenden Theile sind ausserdem darüber einverstanden, dass die geborgenen Waaren der Entrichtung einer Zollabgabe nicht unterworfen werden sollen, es sei denn, dass sie zum innern Verbrauch zugelassen werden.

Art. 32. Im Falle, dass einer der vertragenden Theile der Meinung sein sollte, es sei eine der Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages zu seinem Nachtheile verletzt worden, soll er alsbald eine Auseinandersetzung der Thatsachen mit dem Verlangen der Abhülfe und mit den nöthigen Urkunden und Belegen zur Begründung seiner Beschwerde versehen, dem andern Theile zugehen lassen, und er darf zu keinem Acte der Wiedervergeltung die Ermächtigung ertheilen oder Feindseligkeiten begehen, so lange nicht die verlangte Genugthuung verweigert oder willkürlich verzögert wurde.

Art. 33. Der gegenwärtige Vertrag wird von dem Tage des Austausches der Ratificationen an bis zum 31. December 1877 Gültigkeit haben, und wenn weder der eine noch der andere der beiden Theile zwölf Monate vor Ablauf dieser Frist durch eine amtliche Erklärung seine Absicht ankündigt, die Wirksamkeit dieses Vertrages aufhören zu lassen, so wird derselbe für ein weiteres Jahr in Kraft bleiben und so fort bis zum Ablauf eines Jahres, nachdem die erwähnte amtliche Ankündigung stattgefunden haben wird.

Art. 34. Der gegenwärtige Vertrag, aus vier und dreissig Artikeln bestehend, soll ratificirt und es sollen die Ratificationen in Berlin ausgetauscht werden innerhalb einer Frist von zwölf Monaten, oder früher, wenn dies möglich ist.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und beziehentlich mit ihren Siegeln untersiegelt.

So geschehen in der Hauptstadt Berlin in zwei Originalen, am dreizehnten Juni achtzehnhundert und siebenzig.

Delbrück.
R. Zaldivar.

58.

Traité de commerce et de navigation entre l'Allemagne et le Portugal; signé à Lisbonne, le 2 mars 1872.)*

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne d'une part et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves d'autre part, animés d'un égal désir d'étendre de plus en plus le développement des relations commerciales et maritimes entre l'Allemagne et le Portugal, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne:

le Comte Gustave de Brandenburg, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de II. classe, de l'Ordre de la Couronne de II. classe, de l'Ordre de la maison de Hohenzollern, et de l'Ordre de St. Jean, Grand-Croix de l'Ordre militaire du Christ etc. etc. etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves:

le Comte de Casal Ribeiro, Pair du Royaume, Ministre d'État Honoraire, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en disponibilité, Grand-Croix de l'Ordre militaire du Christ, Grand-Croix de la Légion d'Honneur de France etc. etc. etc.,

lesquels, après s'être communiqués leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Il y aura entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets des deux Hautes Parties contractantes. Ils ne seront pas soumis à raison de leur commerce et de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux. Les privilèges, immunités et

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu le 26 juin 1872.

autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce et d'industrie, les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Les sujets de chacune des Parties contractantes seront exempts dans le territoire de l'autre Partie de tout service personnel dans l'armée, la marine et la milice nationale, de toutes charges de guerre, emprunts forcés, réquisitions et contributions militaires de quelque espèce que ce soit. Leurs propriétés ne pourront être séquestrées ni leurs navires, cargaisons, marchandises ou effets être retenus pour un usage public quelconque, sans qu'il leur soit accordé préalablement un dédommagement à concerter entre les parties intéressées sur des bases justes et équitables.

Art. 3. Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes, qui ont ou auront à toucher des héritages dans les territoires de l'autre ou qui en feront sortir leurs propriétés ou effets quelconques, ne paieront d'autres droits, charges ou impôts que ceux qui seront payés par les nationaux en pareille circonstance.

Art. 4. Les produits du sol et de l'industrie du Portugal et des colonies portugaises qui seront importés dans l'Allemagne et les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne qui seront importés en Portugal, destinés, soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis au même traitement et nommément ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

Toutefois il est fait réserve, au profit du Portugal, du droit de concéder au Brésil seulement des avantages particuliers qui ne pourront pas être réclamés par l'Allemagne comme une conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 5. Les marchandises de toute nature originaires de l'une des deux Parties et importées sur les territoires de l'autre Partie ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi ou de consommation perçus pour le compte de l'État ou des communes supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 6. A l'exportation vers le Portugal et ses colonies il ne sera perçu dans l'Allemagne et à l'exportation vers l'Allemagne il ne sera perçu en Portugal et ses colonies d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Art. 7. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit.

Art. 8. Toute faveur, toute immunité, toute réduction du tarif des droits d'entrée et de sortie que l'une des Hautes Parties contractantes accordera à une tierce Puissance, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre. Dans le cas où l'application du tarif conventionnel des droits d'entrée et de sortie en Portugal ou en Allemagne serait moins favorable que celle du tarif général l'application de ce dernier pourra être demandée par l'expéditeur.

De plus aucune des Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui ne serait pas appliquée en même temps à toutes les autres nations.

Art. 9. L'importateur devra présenter à la douane de l'autre pays un document constatant que les produits qu'il importe sont d'origine ou de manufacture nationale. Ce document consistera, soit dans une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit dans un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit dans un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite, et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

En ce qui concerne l'expédition douanière des objets taxés ad valorem les importateurs et les produits de l'un des deux pays seront traités dans l'autre sous tous les rapports comme les importateurs et les produits de la nation la plus favorisée.

Art. 10. En ce qui concerne les marques ou étiquettes de marchandises ou de leurs emballages, les dessins et les marques de fabrique ou de commerce, les sujets de chacun des États respectifs jouiront dans l'autre de la même protection que les nationaux.

Art. 11. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui

servent d'échantillons, et qui sont importés en Allemagne par des commis-voyageurs portugais, ou en Portugal par des commis-voyageurs appartenant à l'Allemagne, jouiront de part et d'autre, moyennant les formalités de douanes nécessaires, pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt, d'une restitution des droits qui devront être déposés à l'entrée. Ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes.

Art. 12. Les fabricants et les marchands portugais, ainsi que leurs commis-voyageurs, dûment patentés en Portugal dans l'une de ces qualités, voyageant en Allemagne, pourront, sans être assujettis à un impôt des patentes, y faire des achats pour les besoins de leur industrie, et recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises. Il y aura réciprocité en Portugal pour les fabricants, ou les marchands de l'Allemagne, et leurs commis-voyageurs. Les formalités requises pour l'obtention de cette franchise d'impôt seront réglées d'un commun accord.

Art. 13. Les navires portugais et leurs cargaisons seront traités en Allemagne et les navires allemands et leurs cargaisons seront traités en Portugal absolument sur le pied des navires nationaux et de leurs cargaisons, quelque soit le point de départ des navires ou leur destination, et quelque soit l'origine des cargaisons et leur destination.

Toutefois il est fait exception aux dispositions qui précèdent en ce qui concerne les avantages particuliers dont les produits de la pêche nationale sont, ou pourront être l'objet dans l'un ou dans l'autre pays.

Tout privilège et toute franchise accordé à cet égard à une tierce Puissance par une des Hautes Parties contractantes sera accordé à l'instant même, et sans condition, à l'autre.

Art. 14. La navigation de côte ou de cabotage n'est pas comprise dans les stipulations du présent traité.

Toutefois les bâtiments allemands en Portugal et les bâtiments portugais en Allemagne pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord et se rendre ensuite avec le reste de cette cargaison dans d'autres ports du même pays qui seront ouverts au commerce extérieur, soit pour y achever de débarquer

leur chargement, soit pour compléter leur chargement de retour.

Art. 15. Les marchandises importées dans les ports des deux Parties contractantes par des navires de l'une ou de l'autre d'elles pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation ou enfin être mises en entrepôt au gré du propriétaire ou de ses ayants-cause, le tout sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres charges de même nature plus forts que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 16. La nationalité des navires sera admise de part et autre d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen des documents délivrés aux capitaines par les autorités compétentes.

Art. 17. Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'avoir dans ses ports et places de commerce des consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents de commerce, tout en se réservant le droit d'excepter de cette concession tel endroit qu'elle jugera à propos.

Les dits agents consulaires, de quelque classe qu'ils soient, et dûment nommés par leurs gouvernements respectifs dès qu'ils auront obtenu l'exéquatur du gouvernement sur le territoire duquel ils doivent résider, y jouiront, tant pour leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions, des privilèges dont y jouissent les agents consulaires de la même catégorie de la nation la plus favorisée.

Art. 18. Les dits consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents de commerce seront autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement de déserteurs des navires de guerre, et des navires marchands de leur pays, et ils s'adresseront pour cet objet aux tribunaux, juges et officiers compétents, et réclameront par écrit ces déserteurs, en prouvant par la communication des registres des navires, ou des rôles d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que de tels individus ont fait partie des dits équipages, et cette réclamation ainsi justifiée, l'extradition sera accordée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition des dits consuls-généraux, consuls,

vice-consuls, ou agents de commerce, et pourront être enfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament pour être envoyés aux navires auxquels ils appartenaient, ou à d'autres de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de deux mois à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois que, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, son extradition pourra être retardée jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire, ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. 19. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes sur les côtes de l'autre ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des États respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Toutefois les consuls ou agents consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires échoués ou naufragés à la côte. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants-cause, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux, auxquels les nationaux seraient assujettis en pareils cas.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 20. Les dispositions du présent traité sont applicables sans aucune exception aux îles de Madère, de Porto Santo et de l'archipel des Açores. Elles s'appliqueront également au Grand-Duché de Luxembourg tant qu'il sera compris dans le système de douane et d'impôts allemand.

Art. 21. Les navires d'Allemagne et leurs cargaisons seront traités dans les colonies portugaises sous tous les

rapports sur le même pied que les navires et les cargaisons de la nation la plus favorisée.

Art. 22. Le présent traité aura exécution un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au 1er Juillet 1878. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'avait notifié à l'autre, une année avant l'expiration de ce terme, l'intention d'en faire cesser les effets, il continuerait à rester en vigueur pendant une année encore, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 23. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Lisbonne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs, l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Lisbonne, en double original, le deux Mars mil huit cent soixante et douze.

Comte *de Brandenburg.*
Comte *de Casal Ribeiro.*

59.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Allemagne et la Perse, signé à St. Pétersbourg le 11 juin 1873; suivi d'un Acte additionnel signé à Berlin, le 6 juin 1873.)*

Texte français.

Au nom de Dieu clément et miséricordieux!

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, d'une part, et Sa Majesté, dont le Soleil est l'étendard, le Sacré, l'Auguste et Grand Monarque, le Souverain absolu et l'Empereur des Empereurs de tous les États de Perse, d'autre part,

---

*) En français et en langue persane. Le Traité et l'Acte additionnel ont été ratifiés.

L'un et l'autre également et sincèrement désireux de resserrer les rapports d'amitié entre l'Empire d'Allemagne et l'Empire Persan, sont convenus de reviser les traités existants et de les remplacer par un nouveau traité d'amitié, de commerce et de navigation réciproquement avantageux et utile aux sujets des Hautes Puissances contractantes.

A cet effet ont nommé pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne:

Son Altesse Sérénissime, Monseigneur le Prince Henri VII Reuss, Lieutenant-Général et Son Aide de Camp Général, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire etc. etc. etc.,

et

Sa Majesté le Shahinshah de Perse:

Son Excellence Mirza Abdulrahim Khan saïd oul Moulk, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire etc. etc. etc.

Et les deux Plénipotentiaires s'étant réunis à St. Pétersbourg ayant échangé leurs pleins-pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Il y aura comme par le passé amitié sincère et bonne intelligence entre les États et les sujets des Hautes Parties contractantes.

Art. 2. Les Ambassadeurs, Ministres Plénipotentiaires ou autre Agents diplomatiques respectifs seront reçus et traités réciproquement, eux et tout le personnel de leurs missions, comme sont reçus dans les pays respectifs les Ambassadeurs, Ministres Plénipotentiaires ou autres Agents diplomatiques des nations les plus favorisées, et ils y jouiront, de tout point, des mêmes honneurs, prérogatives et immunités.

Art. 3. Pour la protection de leurs sujets et de leur commerce respectifs, et pour faciliter de bonnes et équitables relations entre leurs sujets, les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de nommer chacune trois Consuls dans les États respectifs.

Les Consuls d'Allemagne résideront à Téhéran, à Tauris et à Bender-Bouchir.

Les Consuls de Perse résideront en Allemagne partout où se trouvent des Consuls d'une Puissance étrangère.

Ces Consuls des Hautes Puissances contractantes jouiront réciproquement tant pour leur personne et l'exer-

cice de leurs fonctions que pour leurs maisons, les employés de leurs consulats et les personnes attachées à leur service, des mêmes honneurs et des mêmes privilèges dont jouissent et jouiront à l'avenir les Agents consulaires de la nation la plus favorisée.

En cas de désordres publics, il devra être accordé aux Consuls sur leur demande une sauvegarde chargée d'assurer l'inviolabilité du domicile consulaire.

Les Agents diplomatiques et Consuls d'Allemagne et réciproquement les Agents diplomatiques et Consuls de l'Empire Persan ne devront pas protéger, ni en secret ni publiquement, aucun sujet persan et réciproquement aucun sujet allemand qui ne serait pas employé effectivement par leurs Missions ou par les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires respectifs.

Il est bien entendu que si un des agents consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes s'engageait dans les affaires commerciales sur le territoire de l'autre Puissance, il serait soumis à cet égard aux mêmes lois et aux mêmes usages, auxquels sont soumis leurs nationaux faisant le même commerce.

Art. 4. Les sujets de chacune des Parties contractantes jouiront dans les territoires de l'autre des mêmes droits, privilèges, immunités et exemptions dont jouissent actuellement ou jouiront à l'avenir en matière de commerce et de navigation les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 5. Les sujets des deux Hautes Parties contractantes pourront parcourir en pleine liberté les territoires respectifs et les traverser pour se rendre dans les pays voisins, sans qu'ils en soient empêchés par les autorités locales qui, de leur côté, mettront la plus vive sollicitude à les préserver de tout désagrément, en veillant continuellement à leur sûreté personnnelle, en les traitant avec tous les égards possibles afin qu'ils n'éprouvent ni dommage ni entrave ou vexation quelconque dans leur voyage, et en les munissant à cet effet de sauf-conduits, firmans ou autres documents.

Art. 6. Les sujets des Hautes Parties contractantes qui, en leur qualité de marchands, commerçants ou voyageurs, se rendraient sur les territoires respectifs pour leurs affaires, y seront accueillis et traités, dès leur entrée jusqu'à leur sortie, avec les mêmes égards et sur le même pied que les sujets des nations les plus favorisées.

En conséquence les sujets des Hautes Parties contractantes pourront, soit par terre soit par mer, librement importer dans les pays respectifs, en exporter ou y transporter des marchandises, et exercer le commerce dans toute l'étendue de leurs États, conformément aux réglements et aux lois en vigueur dans les pays respectifs, y louer des maisons, des magasins et des boutiques pour leurs affaires, et ils n'y seront soumis, sous aucun nom ou prétexte, à un impôt quelconque auquel ne seraient point soumis les sujets des nations les plus favorisées.

Il est bien entendu que si la Haute Cour d'Iran accordait aux sujets d'une nation étrangère le droit d'acquérir et de posséder en Perse des terres, maisons, magasins ou autres immeubles, ce même droit sera aussi accordé aux sujets de l'Empire d'Allemagne.

Les marchands des deux nations qui voudraient faire le commerce intérieur dans les deux pays, seront soumis, quant à ce commerce, aux lois du pays où ce commerce se fait.

Art. 7. Les sujets de l'Empire Allemand qui importeraient des marchandises en Perse ou en exporteraient seront traités, à l'égard des droits de douane, sur le même pied que les sujets des nations les plus favorisées.

Pareillement les sujets persans qui importeraient des marchandises en Allemagne ou en exporteraient seront traités à l'égard des droits de douane et impôts sur le même pied que les sujets des nations les plus favorisées.

Art. 8. Il sera permis aux bâtiments de commerce de chacune des Hautes Parties contractantes, soit chargés soit sur lest, de fréquenter librement dans les États respectifs toutes les baies et rivières ainsi que tous les ports, rades et ancrages ouverts par le Gouvernement territorial au commerce maritime. Cette liberté comprendra pour les navires et les sujets des Hautes Parties contractantes la faculté de faire le commerce d'importation et d'exportation dans la même étendue que les navires et les sujets des nations les plus favorisées, ainsi que la faculté de se livrer à toutes les opérations commerciales dont l'exercice est permis, en vertu des lois en vigueur, dans les pays respectifs; les bâtiments de commerce et les sujets respectifs seront en tout point traités à cet égard sur le même pied que les navires et les sujets des nations les plus favorisées.

Art. 9. Les bâtiments de l'une des Hautes Parties contractantes qui arrivent soit sur lest soit chargés, de quelque pays que ce soit, dans les ports de l'autre seront traités tant à leur entrée qu'à leur sortie sur le même pied que les bâtiments des nations les plus favorisées par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux et de pilotage ainsi qu'à tout autre droit ou charge de quelque espèce ou dénomination que ce soit, revenant à la couronne, aux villes ou à des établissements particuliers quelconques.

Art. 10. Relativement aux cas de naufrage les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les dispositions nécessaires pour qu'il soit voué au sauvetage de leurs navires respectifs échoués sur les côtes de l'une ou de l'autre, ainsi qu'à des personnes et des objets de tout genre, qui se trouveront à leur bord, les mêmes soins qu'en pareille circonstance seraient apportés au sauvetage des bâtiments de la nation la plus favorisée. Elles s'engagent également à veiller à ce que les débris du navire naufragé, les papiers du bord, les espèces, effets, ustensiles et autres objets de valeur soient mis sous bonne garde ainsi que cela se pratique à l'égard des navires naufragés des Puissances les plus favorisées, à ce qu'il soit donné connaissance du fait au Gouvernement intéressé par l'organe de son Consul ou Agent commercial le plus rapproché ou par toute autre voie en mettant le tout à sa disposition de la manière la plus convenable et enfin à ce que tous les objets sauvés ou bien le prix de leur vente, dans le cas où celle-ci aurait dû s'effectuer, soient fidèlement remis aux propriétaires ou à leurs fondés de pouvoirs ou bien à défaut des uns et des autres à la charge du Consul ou Agent du Gouvernement intéressé.

Art. 11. Les officiers, employés ou sujets de la Haute Cour d'Iran ne pourront entrer de force dans le domicile d'un Allemand, ni dans ses magasins ou boutiques; en cas de nécessité il faudra en prévenir l'Agent diplomatique ou le Consul duquel cet individu relèvera, et toute perquisition domiciliaire ne pourra se faire qu'en présence des commissaires délégués par le dit Agent ou Consul. Dans les localités où il n'y a pas d'Agent ou Consul les sujets de l'Empire d'Allemagne seront traités à cet égard sur le même pied que le sont les sujets des nations les plus favorisées dans les endroits où il n'y a pas d'Agent ou Consul de leur Gouvernement.

Art. 12. Tous les contrats et autres engagements des sujets des Hautes Parties contractantes par rapport aux affaires de commerce seront fidèlement maintenus et protégés avec la plus grande exactitude par les Gouvernements respectifs.

Pour mieux veiller à la sûreté des sujets des États de l'Empire d'Allemagne en Perse, les billets de créance, lettres de change et lettres de garantie ainsi que tous les contrats faits par des sujets des Hautes Parties contractantes relativement à des affaires de commerce, devront être signés par le Divan-Khané et à défaut de celui-ci par l'autorité locale compétente et, dans les endroits où il y aurait un Consul d'Allemagne, aussi par ce dernier, afin qu'en cas de quelque différend on puisse faire les recherches nécessaires et décider ces affaires litigieuses conformément à la justice.

En conséquence celui qui sans être muni des documents ainsi légalisés voudrait intenter un procès à un sujet allemand en ne produisant d'autres preuves que les déclarations d'un témoin, ne sera point écouté quant à sa demande, à moins que celle-ci ne soit reconnue valable par le dit sujet allemand.

L'Empire d'Allemagne veillera également à la sûreté des sujets persans en Allemagne conformément aux lois et aux usages établis et les traitera à cet égard sur le pied des nations les plus favorisées.

Art. 13. Toutes les contestations ou disputes et tous les procès qui s'élèveraient entre des Allemands en Perse seront examinés et jugés par les Représentants respectifs près la Haute Cour d'Iran, ou par les Consuls desquels ils relèveront, ou les plus rapprochés de leur domicile conformément aux lois de leur pays sans que l'autorité locale y puisse opposer le moindre empêchement ou la moindre difficulté.

Les procès, contestations et disputes qui s'élèveraient en Perse entre des Allemands et des sujets appartenant à d'autres nations étrangères seront jugés exclusivement par l'intermédiaire de leurs Agents ou Consuls.

Toutes les contestations ou disputes et tous les procès qui s'élèveraient en Perse entre les sujets des deux Hautes Parties contractantes seront jugés devant les tribunaux persans, mais ces différends et procès ne pourront être décidés ou jugés qu'en présence et avec l'intervention du Représentant ou du Consul Allemand, ou, au nom

de celui-ci, en présence du Drogman qui en sera employé à cet effet, le tout conformément aux lois et aux coutumes du pays.

Le procès une fois terminé par la sentence du juge compétent ne pourra plus être repris une seconde fois, mais si la nécessité exigeait la révision du jugement prononcé, celle-ci ne pourra se faire qu'avec l'avis du Représentant ou Cònsul duquel les sujets allemands, dont il s'agira, relèvent ou au nom de cet agent en présence du Drogman respectif, et seulement devant une des Cours suprêmes de contrôle et de cassation qui siégent à Téhéran, à Tauris ou à Ispahan.

En réciprocité de ces engagements les sujets de la Haute Cour d'Iran jouiront dans les États de l'Empire d'Allemagne pour leurs intérêts et leurs droits acquis, en cas de contestations, de la pleine protection des lois et des tribunaux de ces États, de la même manière que les sujets nationaux et ceux d'autres puissances étrangères; et les Représentants, Consuls et Agents de la Haute Cour d'Iran y jouiront, quant à une intervention de leur part en faveur de leurs nationaux auprès des autorités de ces États, de la faculté qui y est accordée aux Agents diplomatiques et Consuls des nations les plus favorisées.

Art. 14. Si un sujet de l'une des deux Hautes Parties contractantes résidant dans les domaines de l'autre se déclare en état de faillite ou fait banqueroute, on dressera l'inventaire de tous ses biens, de ses effets et de ses comptes actifs et passifs pour en faire la liquidation requise et la juste répartition entre ses créanciers.

En cas qu'un Allemand résidant ou se trouvant en Perse se déclare en état de faillite, la procédure susmentionnée ne sera effectuée que de l'avis et par l'intervention du Représentant ou Consul respectif, résidant à l'endroit le plus rapproché du lieu de séjour du banqueroutier.

Si un sujet persan fait faillite en Allemagne il sera accordé dans la procédure de faillite au Représentant ou Consul Persan le même droit d'intervention dont jouissent en pareil cas les Représentants ou Consuls de la nation la plus favorisée.

Sur la demande faite par les créanciers, les Agents diplomatiques ou consulaires respectifs des Puissances contractantes provoqueront les recherches nécessaires

pour constater si le failli n'a pas laissé dans sa patrie des biens qui pourraient satisfaire à leurs réclamations.

Art. 15. En cas de décès de l'un de leurs sujets respectifs sur le territoire de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, sa succession sera remise intégralement à la famille ou aux associés du défunt, s'il en a. Si le défunt n'avait ni parents ni associés, sa succession dans les pays des Hautes Parties contractantes, sera remise intégralement à la garde des Agents ou des Consuls respectifs, pour que ceux-ci en fassent l'usage convenable conformément aux lois et coutumes de leur pays.

Art. 16. Quant aux affaires de la juridiction criminelle, dans lesquelles seraient compromis des sujets allemands en Perse ou des sujets persans en Allemagne elles seront jugées dans les états respectifs suivant le mode qui y est adopté à l'égard de la nation la plus favorisée.

Art. 17. Le Gouvernement Impérial d'Allemagne s'engage à n'accorder à aucun sujet persan des lettres de naturalisation qu'à la condition expresse du consentement préalable du Gouvernement Persan; le Gouvernement Persan s'engage aussi de son côté à n'accorder des lettres de naturalisation à aucun sujet du dit Empire Allemand sans le consentement préalable du Gouvernement de celui-ci.

Art. 18. En cas de guerre de l'une des Puissances contractantes avec une autre Puissance, il ne sera porté pour cette seule cause atteinte, préjudice ou altération à la bonne intelligence et à l'amitié sincère qui doivent exister à jamais entre les Hautes Puissances contractantes. Pour le cas où la Perse serait impliquée dans un différend avec une autre Puissance, le Gouvernement d'Allemagne se déclare prêt à employer, sur la demande du Gouvèrnement de Sa Majesté Impériale le Shah, ses bons offices pour contribuer à applanir le différend.

Art. 19. Le présent Traité restera en vigueur à dater du jour de sa signature jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre l'intention d'en faire cesser les effets.

Toutefois les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire d'un commun accord dans le présent Traité toutes modifications qui ne seraient

point en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 20. Les dispositions du présent traité sont applicables également au Grand-Duché de Luxembourg, tant qu'il sera compris dans le système de douane et d'impôts allemands.

Art. 21. Les gouverneurs, commandants, douaniers, officiers et autres employés des Hautes Puissances contractantes seront chargés de remplir les stipulations de ce Traité avec toute l'exactitude possible et sans y porter la moindre atteinte.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à St. Pétersbourg dans l'espace de trois mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs des Hautes Parties contractantes ont signé le présent Traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à St. Pétersbourg ce 11 Juin 1873 en quatre expéditions dont deux en Français et deux en Persan.

Le 15 rabi-oul-Sani l'an 1290 de l'hégire.

H. VII P. Reuss.
Abdulrahim.

Acte additionnel.

Un traité d'amitié, de commerce et de navigation ayant été conclu à St. Pétersbourg entre Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de Perse, d'autre part, traité dont l'article 19 porte:

> Le présent Traité restera en vigueur à dater du jour de sa signature jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre l'intention d'en faire cesser les effets.
>
> Toutefois les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord dans le présent traité toutes modifications qui ne seraient point en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

et les Hautes Parties contractantes ayant l'intention de donner à ce traité une durée de dix ans au moins, les Soussignés sont convenus à déclarer que leurs Gouvernements respectifs s'engagent à ne pas exercer le droit de dénoncer le traité susmentionné pendant les dix ans qui suivront l'échange des ratifications de ce traité.

En foi de quoi les Soussignés ont dressé le présent Acte additionnel dont les ratifications seront échangées en même temps que les ratifications du traité précité et l'ont signé en double expédition.

Fait à Berlin le six Juin mil huit cent soixante-treize.

de Bismarck.
Mirza Houssein Khan.

60.

Déclaration concernant l'accession des Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz, du Duché de Lauenbourg et de la Ville libre et Anséatique de Lubeck au Traité de commerce et de navigation conclu, le 31 décembre 1851, entre le Zollverein allemand et les Pays-Bas); signée à la Haye, le 1er décembre 1868.*

Les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz, le Duché de Lauenbourg et la Ville libre de Lubeck, s'étant joints au Zollverein, ont manifesté le désir de se prévaloir de l'article 34 du Traité de commerce et de navigation du 31 Décembre 1851 entre la Prusse et les États du Zollverein et les Pays-Bas, et d'adhérer à ce traité. Sur ce Sa Majesté le Roi de Prusse, en vertu des pouvoirs dévolus à Elle par l'acte fondamental du Zollverein en a fait la demande à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas qui s'est empressé de l'accueillir.

En conséquence, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus que dorénavant les stipulations du susdit Traité seront exécutées tant dans les Pays-Bas à l'égard des Grands-Duchés

---

*) Voir Nouv. Recueil gén. Tome XVI. 2e P. p. 216.

de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz, du Duché de Lauenbourg et de la Ville libre de Lubeck et son territoire, que dans les Grands-Duchés de Meklenbourg-Schwérin et de Meklenbourg-Strélitz, dans le Duché de Lauenbourg et dans la Ville libre de Lubeck et son territoire à l'égard des Pays-Bas.

Fait à la Haye, le 1er Décembre 1868.

Perponcher.
Roest van Limburg.

61.

Déclaration concernant l'accession des Villes libres et Anséatiques de Brême et de Hambourg au Traité de commerce et de navigation conclu, le 31 décembre 1851, entre le Zollverein allemand et les Pays-Bas); signée à la Haye, le 23 mars 1871.*

Les Villes Libres et Anséatiques de Brême et de Hambourg, faisant partie du Zollverein, ont manifesté le désir de se prévaloir de l'article 34 du Traité de commerce et de navigation du 31 Décembre 1851 entre la Prusse et les États du Zollverein et les Pays-Bas, et d'adhérer à ce Traité. Sur ce Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, en vertu des pouvoirs dévolus à Elle par l'acte fondamental du Zollverein en a fait la demande à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, qui s'est empressé de l'accueillir.

En conséquence, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus que dorénavant les stipulations du susdit Traité seront exécutées tant dans les Pays-Bas à l'égard des Villes Libres et Anséatiques de Brême et de Hambourg, que dans ces Villes à l'égard des Pays-Bas.

Fait à la Haye, le 23 Mars 1871.

Perponcher.
L. Gericke.

---

*) Voir Nouv. Recueil gén. Tome XVI. 2e P. p. 216.

62.

Traité de commerce et de navigation entre la France et les Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, suivi d'un protocole; signé à Hambourg, le 4 mars 1865.*)

Les Sénats des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg d'une part, et Sa Majesté l'Empereur des Français d'autre part, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre les Villes libres et Anséatiques et la France, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Les Sénats des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg,

M. le syndic Charles Herrmann Merck, Docteur en droit,

et

M. Frédérick Henry Geffken, leur Ministre résidant près de Sa Majesté le Roi de Prusse etc.,

et

Sa Majesté l'Empereur des Français,

M. Alexandre Henry de Clercq, Ministre plénipotentiaire etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Art. 1er. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants de la France et des trois Villes de Lubeck, Brême et Hambourg. Ils auront réciproquement le droit de posséder des biens-fonds dans toutes les parties des États des Hautes Parties contractantes, d'y occuper des maisons et des magasins et de disposer de leur propriété personnelle d'une nature ou dénomination quelconque, en quelque manière que ce soit.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 1er juin 1865. Les clauses maritimes du Traité ont été remises en vigueur par le Traité de paix de Francfort.

Ils ne seront pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des dits États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, obligations, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seraient perçus sur les nationaux; et les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les sujets et citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Ils ne pourront enfin être assujétis, pour obtenir la jouissance des divers droits énoncés dans cet article, à l'accomplissement d'aucune obligation de nature à leur faire perdre leur nationalité d'origine.

Art. 2. Les sujets et citoyens des Hautes Parties contractantes seront réciproquement exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire et municipale quelconque.

Art. 3. Les navires Français de quelque lieu qu'ils viennent, qui entreront, chargés ou sur lest, dans les ports Anséatiques, ne payeront dans ces ports, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de quarantaine, de phare ou autres charges qui pèsent sur la coque des navires, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, des particuliers ou d'établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles les navires Anséatiques venant des mêmes lieux et ayant la même destination.

Les navires Français venant directement d'un port de France avec chargement, ou sans chargement de tout port quelconque dans les ports Brêmois, seront en outre affranchis de tout droit de tonnage ainsi que des droits de navigation connus sous le nom de „Seeschifffahrts-Abgabe".

Réciproquement les navires Brêmois venant directement d'un port Brêmois avec chargement, ou sans chargement de tout port quelconque, seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de France.

Jusqu'à ce qu'il convienne aux Villes Anséatiques d'exempter leurs propres navires de tout droit de tonnage, comme la France le fait pour les siens, et sauf les exceptions prévues dans le paragraphe précédent, les navires des dites Villes Anséatiques venant directement des ports Anséatiques avec chargement, ou sans chargement d'un port quelconque, payeront dans les ports de France, comme droit de tonnage, pour l'entrée et la sortie réunies, 50 centimes par tonneau, décimes compris; ils seront, d'ailleurs, assimilés aux navires Français pour tous les autres droits ou charges énumérés dans le présent article.

Dans le cas où les droits perçus dans les ports Anséatiques sur les navires Français viendraient à être augmentés, diminués ou supprimés, le droit prélevé en France sur les navires Anséatiques venant directement des ports Anséatiques avec chargement et de tout port quelconque sans chargement, sera modifié dans une proportion équivalente.

Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage d'ailleurs à faire jouir les bâtiments des Villes Anséatiques de tout avantage qu'il serait dans le cas d'accorder par la suite, dans les ports de ses États, aux bâtiments d'une autre nation Européenne par rapport à la navigation indirecte.

Art. 4. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de prélever, dans leurs ports respectifs, sur les navires de chacune d'Elles, ainsi que sur les marchandises composant la cargaison de ces navires, des taxes spéciales affectées aux besoins d'un service local.

Il est entendu que les taxes dont il s'agit devront, dans tous les cas, être appliquées également aux navires des Hautes Parties contractantes, ou à leurs cargaisons.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou leur déchargement, dans les ports, hâvres, rades ou bassins, et généralement pour toutes les dispositions ou formalités quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est réciproquement convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux de l'une des Hautes Parties contractantes aucun privilége, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 5. La nationalité et la capacité des navires

seront admises, de part et d'autre, d'après les lois et réglements particuliers à chaque pays, au moyen des documents délivrés aux capitaines par les autorités compétentes.

La perception des droits de navigation se fera respectivement, au choix du capitaine, soit d'après le chiffre du tonnage inscrit sur les documents susmentionnés, soit d'après le mode de jaugeage usité dans le port où se trouve le navire.

Art. 6. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu en France par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires Anséatiques.

Les marchandises importées dans les ports de l'Empire par des navires Anséatiques pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants-cause, le tout sans être assujéties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres charges de même nature, plus forts que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises apportées par des navires nationaux.

Les mêmes avantages ou facilités sont garantis aux Français dans les Villes Anséatiques.

Art. 7. L'article précédent n'est pas applicable au cabotage, c'est-à-dire au transport de produits ou marchandises chargés dans un port avec destination pour un autre port du même territoire, en tant que, d'après les lois du pays, ce transport n'est pas autorisé sous pavillon étranger.

Art. 8. Les produits de toute nature et de toute origine, importés directement d'un port des Villes Anséatiques en France ou en Algérie, sous pavillon de l'une des Villes Anséatiques, et, réciproquement, les marchandises de toute nature importées de quelque lieu que ce soit, dans les Villes Anséatiques, sous pavillon Français, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques; elles ne payeront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques et ne seront assujéties

à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Il est entendu que la relâche d'un navire des Villes Anséatiques dans un ou plusieurs ports intermédiaires, ne lui fera pas perdre le bénéfice de l'importation directe, à la condition que ce navire n'aura fait aucune opération d'embarquement dans ces ports d'escale.

Il est expressément entendu que les conditions spéciales imposées en France aux importations effectuées sous pavillon Français, d'ailleurs que des pays d'origine, s'appliqueront aux produits expédiés en France des entrepôts des Villes Anséatiques sous pavillon de ces Villes.

Art. 9. Seront complétement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs:

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en ressortiront sur lest;

2° Les navires qui passant d'un port de l'une des Hautes Parties contractantes dans un autre port soit Français, soit Anséatique, tant pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, que pour y composer ou pour y compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire ou pour sa purification quand il est mis en quarantaine, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura accordé l'autorisation.

Les exceptions à la franchise de pavillon qui atteindraient, en France, les navires Français venant d'ailleurs que des Villes Anséatiques, seront communes aux navires Anséatiques faisant les mêmes voyages.

Art. 10. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes entrant dans un port de l'autre et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du

même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 11. Les produits du sol et de l'industrie des Villes Anséatiques jouiront, à leur importation dans les Colonies Françaises, de tous les avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront par la suite accordés aux produits similaires de toute autre nation Européenne la plus favorisée, et les bâtiments des Villes Anséatiques seront, dans les Colonies Françaises, à leur entrée, pendant leur séjour, ainsi qu'à leur sortie, qu'ils soient chargés ou sur lest, et sans distinction de provenance, traités de tout point comme ceux de toute autre nation Européenne la plus favorisée.

Art. 12. Les navires des Villes Anséatiques employés à l'intercourse entre les ports des dites Villes et l'Algérie, jouiront dans les ports de cette possession Française d'une réduction de 50 pour cent sur le taux général des droits de tonnage.

Dans le cas où un navire Anséatique entrerait successivement dans plusieurs ports de cette possession pour compléter son déchargement ou son chargement, la totalité des droits de tonnage qui seront perçus ne pourra dépasser le maximum fixé dans le paragraphe précédent.

Art. 13. Les marchandises de toute nature qui seront exportées des Villes Anséatiques par navires Français, ou de France par navires Anséatiques, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujéties à d'autres droits ni formalités de sortie, que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toute prime ou restitution de droits, ou autres faveurs qui seront accordées, dans chacun des deux pays, à la navigation nationale.

Art. 14. Il est fait exception aux stipulations de la présente convention en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet, tant en France que dans les Villes Anséatiques.

Art. 15. Les stipulations des articles 3, 8 et 12 du présent traité s'appliqueront également aux navires Anséatiques, ainsi qu'à leurs cargaisons, arrivant d'un port du Zollverein. Cette disposition ne pourra, dans aucun cas, entrer en vigueur avant que les navires Français ne

soient admis dans ces mêmes ports au bénéfice du traitement national.

Il est entendu que les navires Anséatiques venant directement d'un port du Zollverein en France seront assujétis aux mêmes droits de tonnage que les navires du Zollverein faisant la même intercourse.

Art. 16. Les fabricants et marchands Français, ainsi que leurs commis-voyageurs, dûment patentés en France dans l'une de ces qualités, pourront, dans les Villes Anséatiques, sans y être soumis à aucun droit de patente, faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises.

Il y aura réciprocité en France pour les fabricants et marchands Anséatiques et leurs commis-voyageurs.

Les formalités nécessaires pour obtenir cette immunité sont réglées par l'alinéa F. du protocole annexé au présent traité.

Art. 17. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui seront importés dans les Villes Anséatiques par des voyageurs de commerce Français, ou en France par des voyageurs de commerce Anséatiques, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités sont réglées par l'alinéa G. du protocole annexé au présent traité.

Art. 18. Les Hautes Parties contractantes déclarent mutuellement reconnaître à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, ainsi qu'aux sociétés à responsabilité limitée, et autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté d'exercer leurs droits et d'ester en justice, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre dans toute l'étendue du territoire de l'autre État, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet État. Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent traité, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 19. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer, dans les ports et places de commerce de l'autre, des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, se réservant

toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'Elles jugeront convenable de désigner. Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, ainsi que leurs chanceliers, jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes priviléges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées.

Dans le cas où ils exerceraient le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et règlements auxquels sont soumis, dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. 20. Les dits Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, l'arrestation et la remise des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leur pays respectif et qui auraient déserté dans un port situé sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôles d'équipages ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie ou un extrait des dites pièces, dûment certifié par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie du dit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée la remise ne pourra être refusée.

Les dits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des Agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans le pays des dits Agents, soit sur un navire de la même ou de toute autre nation, soit par terre.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de trois mois, à compter du jour de leur arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, les dits déserteurs

seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 21. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires Anséatiques naufragés sur les côtes de France, seront dirigées par les Consuls et Vice-Consuls des Villes Anséatiques, et réciproquement les Consuls ou Vice-Consuls Français dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur le territoire des Villes Anséatiques.

L'intervention des autorités locales dans les territoires des Hautes Parties contractantes aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation locale.

Art. 22. Les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilége, faveur ou immunité concernant le commerce ou la navigation à un autre État qui ne soit aussi, à l'instant, étendu à leurs nationaux respectifs.

Art. 23. Les produits du sol et de l'industrie des Villes Anséatiques jouiront, à leur importation en France ou en Algérie, de tous les avantages et faveurs qui sont accordés aux produits similaires du Zollverein, en vertu du traité du 2 août 1862 et sous les conditions fixées par ce même traité.

Dans le cas où pendant la durée du présent traité, l'une ou l'autre des Villes Anséatiques serait amenée à

augmenter le chiffre des droits qu'elle prélève actuellement sur les produits Français, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français se réserve la faculté de dénoncer le présent traité à l'égard de cette même Ville Anséatique.

Art. 24. Pendant la durée du présent traité la propriété des marques de fabrique et de commerce, sous quelque forme ou nom que ce soit, ainsi que des étiquettes des marchandises et emballages de toute espèce, appartenant aux sujets et citoyens de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, sera réciproquement protégée.

Toute contrefaçon, imitation ou emploi abusif des dites marques, étiquettes et emballages pourra être poursuivie devant les tribunaux compétents par les parties lésées ou leurs ayants-droits.

Pour jouir de la protection stipulée par le premier alinéa du présent article, les sujets et citoyens des Hautes Parties contractantes devront fournir aux tribunaux compétents la preuve d'avoir fait le dépôt des marques, étiquettes et emballages qui leur appartiennent, savoir: Les sujets Français dans les Villes Anséatiques au tribunal de commerce de chacune d'elles; et les citoyens des Villes Anséatiques en France au greffe du tribunal de commerce ou au Conseil des Prud'hommes.

Quant aux dessins et modèles industriels appartenant aux sujets et citoyens de l'une et l'autre des Hautes Parties contractantes, ils jouiront réciproquement de la protection que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux dessins et modèles industriels des nationaux.

Art. 25. Le présent traité restera en vigueur pendant douze années à partir de sa mise à exécution. Dans le cas où ni les Sénats des Villes libres et Anséatiques, soit collectivement, soit séparément, ni Sa Majesté l'Empereur des Français, n'auraient notifié douze mois avant la fin de la dite période son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans le présent traité, les modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes.

Art. 26. Le présent traité recevra son application, tant en France que dans les Villes Anséatiques, en même temps que le traité de commerce, conclu le 2 Août 1862 entre la France et le Zollverein.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de trois mois, ou plutôt, si faire se peut, et simultanément avec celles de la Convention relative à la propriété littéraire et artistique, conclue à la date de ce jour entre les Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en quadruple expédition et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Hambourg, le 4 Mars de l'année mil huit cent soixante-cinq.

Merck.
Geffcken.
de Clercq.

Protocole.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation ainsi que de la convention littéraire conclus à la date de ce jour entre les Villes libres et Anséatiques et la France, les Plénipotentiaires soussignés ont énoncé les réserves et déclarations suivantes:

1. En ce qui concerne le traité de commerce et de navigation.

A. Quant à l'article 1er, il a été entendu que ses dispositions ne devaient pas avoir pour effet de priver les Gouvernements des Hautes Parties contractantes du droit d'appliquer aux sujets et citoyens respectifs les lois et règlements de police, qui sont actuellement ou seront à l'avenir en vigueur, de part et d'autre, sur les voyageurs, les personnes sans ressources et les gens sans aveu.

B. Il est également entendu que tant que la stipulation de la loi Hambourgeoise du 28 Décembre 1864, qui impose aux étrangers l'obligation de fournir caution pour les déclarations de douane en transit, continuera de subsister, les Français resteront soumis à l'accomplissement de cette formalité.

C. On adoptera de part et d'autre comme base fixe pour la perception des droits de navigation et de la taxe de compensation le rapport suivant entre le last et le tonneau Français, savoir:

1 last de commerce de Hambourg (6000 livres) = 2 tonneaux Français,

1 last de Lubeck et de Brême (4000 livres) = $1^1/_2$ tonneaux Français.

D. Le Plénipotentiaire Français a déclaré que son Gouvernement a l'intention de dispenser par mesure générale à partir de la mise en vigueur du traité de commerce, conclu le 2 Août 1862, entre la France et le Zollverein, les importateurs étrangers de l'obligation de joindre à leurs expéditions les certificats d'origine et les factures prévus par les articles 13 et 14 de ce traité.

E. Le Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français a déclaré en outre que son Gouvernement était disposé à étendre aux expéditions internationales par chemins de fer, originaires ou à destination des Villes Anséatiques, le bénéfice de la convention spéciale sur le service des chemins de fer, signée à Berlin le 2 août 1862, dès que, conformément à l'article 21 de cette convention, le Zollverein et les Villes Anséatiques se seront concertées avec la France sur les formes de l'accession des dites Villes.

F. Pour jouir de l'immunité des droits de patente, stipulée par l'article 16 du traité, les voyageurs de commerce Français devront être munis d'un certificat de patente conforme au modèle ci-joint et les voyageurs de commerce des Villes Anséatiques d'un acte de légitimation qui sera délivré conformément aux modèles ci-joints sous la lettre *A.* pour les fabricants ou marchands et sous la lettre *B.* pour les commis-voyageurs.

Ces documents seront valables pour le cours de l'année pour laquelle ils ont été expédiés. Ils présenteront le signalement et la signature du porteur et seront revêtus du sceau ou cachet de l'autorité compétente qui les a délivrés.

Sur l'exhibition de ces documents les voyageurs de commerce respectifs, après que leur identité aura été reconnue, obtiendront de l'autorité compétente de l'autre État, savoir dans les Villes Anséatiques une patente modèle *C.*, en France une patente modèle II. Les voyageurs de commerce Français seront tenus de se munir de la patente modèle *C.* dans chacune des Villes Anséatiques qu'ils parcourront pour leurs affaires, sans être, de ce chef, assujétis à aucune formalité ou taxe autre que celles qui sont imposées aux citoyens et sujets de chacune des Villes Anséatiques voyageant pour leur commerce.

G. Pour assurer l'exécution de l'article 17 du traité qui autorise l'admission réciproque en franchise des échantillons importés par des voyageurs de commerce des deux pays, il a été convenu ce qui suit:

1° Chacun des États contractants désignera sur son territoire les bureaux ouverts à l'importation ou à la réexportation des échantillons précités. La réexportation pourra également avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation.

2° A l'importation, on devra fixer le montant des droits à acquitter pour ces échantillons, montant qui devra ou être déposé en espèces ou dûment cautionné.

3° Afin de bien constater leur identité, les échantillons

seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres, de plombs ou de cachets, le tout sans frais.

4° Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons et dont les États contractants auront à déterminer la forme, devra contenir:

a) l'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité;
b) l'indication du droit qui frappe les échantillons ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné;
c) l'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués;
d) la fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réclamé à la personne garante, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou leur réintégration en entrepôt ne soit fournie. Ce délai ne devra pas dépasser une année.

5° Lorsque avant l'expiration du délai fixé (4° d.) les échantillons seront présentés à un bureau ouvert à cet effet, pour être réexportés ou réintégrés en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard le bureau constatera la réexportation ou la réintégration en entrepôt et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

II. En ce qui concerne la convention littéraire.*)

A. Il est convenu que par le fait de la mise à exécution de la convention littéraire signée à la date de ce jour avec les trois Villes Anséatiques, la convention spéciale relative au même objet conclue le 2 Mai 1856 entre la France et la Ville libre de Hambourg sera considérée comme nulle et non avenue.

B. En présence de la situation particulière créée entre la France et la Ville libre de Hambourg relativement à la protection des œuvres d'esprit et d'art par ce même traité du 2 Mai 1856, situation que les dispositions arrêtées à la date de ce jour ont pour unique objet de confirmer et d'étendre, il demeure entendu:

1° que les stipulations de l'article 7 ne sont applicables qu'aux seules Villes de Lubeck et de Brême;

2° que le délai après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées dans ce même article 7 ne pourra avoir lieu, demeure fixé pour les deux Villes précitées au 1er Septembre prochain;

3° que les libraires et éditeurs de musique des Villes de Lubeck et de Brême devront, d'ici au 1er Septembre prochain, se conformer aux prescriptions suivantes pour l'inventaire et l'estampillage des exemplaires d'ouvrages contrefaits ou ré-

---

*) Voir la note au bas du No. 64.

imprimés qu'ils auront en magasin à la date du 1er Juillet de cette année, savoir:

aa) Chaque libraire ou éditeur de musique de Lubeck et de Brême sera tenu de remettre à la Direction de Police de sa résidence, avant le 1er Septembre prochain, un inventaire exact et détaillé des ouvrages Français contrefaits ou réimprimés tombant sous l'application de l'article 7 précité et qu'il possédera au moment de la mise en vigueur des stipulations arrêtées à la date de ce jour.

bb) Ces inventaires devront être certifiés sincères et véritables par une déclaration sous serment.

cc) Chaque exemplaire des ouvrages ainsi inventoriés sera, par les soins de l'autorité que les Sénats de Lubeck et de Brême auront désignée à cet effet, revêtus d'une estampille ou d'un timbre spécial au domicile des libraires et éditeurs intéressés.

dd) Quiconque, dans les deux Villes précitées, mettrait en vente ou exposerait (Feilhalten) après la date du 1er Septembre, des exemplaires non inventoriés ni estampillés ou timbrés des dites contrefaçons ou réimpressions illicites, encourrait les pénalités établies par les lois et ordonnances sur la protection des œuvres d'esprit et d'art.

Le présent protocole, qui sera ratifié, de part et d'autre, simultanément avec les deux traités auxquels il se rapporte, a été dressé en quadruple expédition à Hambourg le 4 Mars de l'année mil huit cent soixante-cinq.

Merck.
Geffcken.
de Clercq.

63.

Traité de commerce et de navigation entre la France et le Grand-Duché de Meklenbourg-Schwérin, suivi d'un protocole; signé à Paris, le 9 juin 1865.)*

Texte français.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Meklenbourg-Schwérin, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur des

---

*) En allemand et en français. Le Grand-Duché de Meklenbourg-Strélitz a accédé à ce Traité par une Déclaration en date du 24 août 1865. L'article 18 a été abrogé par une Déclaration signée à Paris, le 15 février 1868. Les clauses maritimes du Traité ont été remises en vigueur par le Traité de paix de Francfort.

Français, d'autre part, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre la France et le Grand-Duché, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Meklenbourg-Schwérin:

M. Émile de Bornemann, son conseiller de légation et son ministre résident près Sa Majesté l'Empereur des Français, etc. etc.;

et

Sa Majesté l'Empereur des Français:

M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, Grand-Croix de son Ordre Impérial de la Légion d'honneur etc. etc., son ministre d'État aux département des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants.

Art. 1er. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants de la France et ceux du Grand-Duché de Meklenbourg-Schwérin. Ils auront réciproquement le droit de posséder des biens-fonds dans toutes les parties des États des Hautes Parties contractantes, d'y occuper des maisons et des magasins et de disposer de leur propriété personnelle, d'une nature ou dénomination quelconque, en quelque manière que ce soit.

Les Français ne seront soumis, dans le Grand-Duché, pour l'acquisition du droit de bourgeoisie, à des droits autres ou plus élevés que ceux que paient les sujets Meklenbourgeois, et, par rapport aux droits annuels et charges de bourgeoisie, ils seront traités absolument de même que les bourgeois et habitants du Grand-Duché.

Il est entendu toutefois que par les stipulations qui précèdent, il n'est pas dérogé aux lois, ordonnances et règlements spéciaux applicables sur le territoire de chacun des États contractants aux nationaux eux-mêmes en matière de commerce, d'industrie et de police.

Art. 2. Les sujets des Hautes Parties contractantes seront réciproquement exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également dis-

pensés de toutes charges et fonctions judiciaires et municipales quelconques.

Art. 3. Les navires français de quelque lieu qu'ils viennent, qui entreront chargés ou sur lest dans les ports du Grand-Duché, ne paieront, dans ces ports, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de quarantaine, de phares ou autres charges qui pèsent sur la coque des navires, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, des particuliers ou d'établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles les navires Meklenbourgeois venant des mêmes lieux et ayant la même destination.

Les navires Meklenbourgeois venant en droiture et avec chargement des ports du Grand-Duché, ou sur lest d'un port quelconque seront traités dans les ports de l'Empire comme navires français pour tous les droits énumérés dans le présent article.

Art. 4. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de prélever, dans leurs ports respectifs, sur les navires de chacun des deux Pays, ainsi que sur les marchandises composant la cargaison de ces navires, des taxes spéciales affectées aux besoins d'un service local.

Il est entendu que les taxes dont il s'agit devront, dans tous les cas, être appliquées également aux navires des deux Hautes Parties contractantes ou à leurs cargaisons.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou leur déchargement, dans les ports, hâvres, rades ou bassins, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans les États respectifs, aucun privilége, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments français et les bâtiments Meklenbourgeois soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 5. La nationalité et la capacité des navires seront admises, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen des

documents délivrés aux capitaines par les autorités compétentes.

La perception des droits de navigation se fera respectivement, au choix du capitaine, soit d'après le chiffre du tonnage inscrit sur les documents susmentionnés, soit d'après le mode de jaugeage usité dans le port où se trouve le navire.

Art. 6. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports des deux pays par des navires de l'une ou de l'autre Puissance, pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants cause, le tout sans être assujéties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres charges de même nature plus forts que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises apportées par des navires nationaux.

Art. 7. Les navires des deux nations naviguant au cabotage seront traités de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. 8. Les marchandises de toute nature et de toute origine importées directement du Grand-Duché en France ou en Algérie, sous pavillon Meklenbourgeois, et réciproquement les marchandises de toute nature importées de quelque lieu que ce soit, sous pavillon Français, dans le Grand-Duché et ses possessions, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes et autres faveurs quelconques; elles ne paieront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques et ne seront assujétis à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Il est entendu que la relâche d'un navire Meklenbourgeois dans un ou plusieurs ports intermédiaires ne lui fera point perdre le bénéfice de l'importation directe, à la condition que ce navire n'aura fait aucune opération d'embarquement dans ces ports d'escale.

Il est expressément entendu que les conditions spéciales imposées en France aux importations effectuées sous pavillon français d'ailleurs que des pays d'origine, s'appliqueront aux produits expédiés en France des entrepôts du Grand-Duché sous pavillon Meklenbourgeois.

Art. 9. Seront complétement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs:

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en ressortiront sur lest.

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux pays dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou pour y compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits.

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire ou pour sa purification, quand il est mis en quarantaine, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura accordé l'autorisation.

Les exceptions à la franchise de pavillon qui atteindraient en France les navires français venant d'ailleurs que du Grand-Duché, seront communes aux navires Meklenbourgeois faisant les mêmes voyages.

Art. 10. Les produits du sol et de l'industrie du Grand-Duché jouiront, à leur importation dans les colonies françaises, de tous les droits, avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront accordés aux produits similaires de toute autre nation européenne la plus favorisée. Il est d'ailleurs entendu qu'en tous points les bâtiments Meklenbourgeois seront, dans les colonies françaises, à leur entrée, pendant leur séjour, ainsi qu'à leur sortie, qu'ils soient chargés ou sur lest, et sans distinction de provenance, traités comme ceux de toute autre nation européenne la plus favorisée.

Art. 11. Les navires Meklenbourgeois employés à l'intercourse entre les ports du Grand-Duché et l'Algérie jouiront dans les ports de cette possession française

d'une réduction de cinquante pour cent sur le taux général des droits de tonnage.

Dans le cas où un navire Meklenbourgeois entrerait successivement dans un ou plusieurs ports de cette possession pour compléter son chargement ou son déchargement, la totalité des droits de tonnage qui seront perçus ne pourra dépasser le maximum fixé dans le paragraphe précédent.

Art. 12. Les marchandises de toute nature qui seront exportées du Grand-Duché par navires français ou de France par navires Meklenbourgeois, pour quelque destination que ce soit, ne seront point assujéties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toute prime ou restitution de droits ou autres faveurs qui seront accordées dans chacun des deux pays à la navigation nationale.

Art. 13. Il est fait exception aux stipulations de la présente convention en tout ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet, tant en France que dans le Grand-Duché.

Art. 14. Les stipulations des articles 3, 8 et 11 du présent traité s'appliqueront également aux navires Meklenbourgeois, ainsi qu'à leur cargaison arrivant d'un port de l'association douanière allemande ainsi que des Villes Anséatiques. Cette disposition ne pourra toutefois entrer en vigueur avant la mise à exécution des traités conclus par la France avec le Zollverein et les Villes Anséatiques.

Il est entendu que les navires Meklenbourgeois venant directement d'un port de l'association douanière allemande ou des Villes Anséatiques en France seront assujétis aux mêmes droits de tonnage que les navires du pays faisant la même intercourse.

Art. 15. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans les ports et places de commerce de l'autre des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'Elles jugeront convenable de désigner. Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires ainsi que leurs Chanceliers, jouiront, à charge de réciprocité, des

mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées.

Dans le cas où ils exerceraient le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et règlements auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. 16. Les Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, l'arrestation et la remise des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leur pays respectif, et qui auraient déserté dans un port situé sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges, ou fonctionnaires compétents, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôles d'équipages ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie des dites pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie du dit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée la remise ne pourra être refusée.

Les dits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des Agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans le pays des dits Agents, sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de leur arrestation ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, les dits déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal com-

pétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 17. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires Meklenbourgeois naufragés sur les côtes de la France seront dirigées par les Consuls et Vice-Consuls du Grand-Duché, et réciproquement les Consuls ou Vice-Consuls français dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes du Grand-Duché.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls et Vice-Consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation locale.

Art. 18. Les produits du sol et de l'industrie du Grand-Duché jouiront, à leur importation en France ou en Algérie, de tous les avantages et faveurs qui sont accordés aux produits similaires du Zollverein en vertu du traité de commerce du 2 Août 1862 et sous les conditions fixées par ce même traité.

Réciproquement, le Grand-Duché s'engage à ne point élever le taux des taxes, de quelque nature qu'elles soient, qui sont actuellement applicables dans le Grand-Duché aux produits du sol et de l'industrie de la France, à ne point en créer de nouvelles, à ne point établir d'exception ni de limite à la libre introduction et circulation de ces produits.

Le Gouvernement Grand-Ducal se réserve toutefois la faculté de porter le maximum des droits d'importation actuellement perçus de trois francs quatre-vingt-douze centimes (3 fr. 92 c.) à sept francs cinquante centimes (7 fr. 50 c.) par cent Kilogrammes (tous droits compris.)

Dans le cas où la taxe afférente aux vins d'origine française viendrait par suite du changement prévu au paragraphe précédent à dépasser cinq francs soixante-cinq centimes les cent Kilogrammes, le Gouvernement demeurerait libre de faire cesser les effets du traité dans un délai de trois mois à partir de l'établissement du droit nouveau.

Art. 19. Dans chacun des deux pays, les fabricants et négociants de l'autre, ainsi que leurs commis-voyageurs, pourront faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes, sans être tenus d'acquitter d'autres droits que les fabricants, négociants ou commis de la nation la plus favorisée.

Aussi longtemps que les commis-voyageurs étrangers seront tenus d'acquitter dans le Grand-Duché un droit spécial, un impôt équivalent pourra être prélevé en France sur les commis-voyageurs Meklenbourgeois.

Art. 20. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui seront importés dans le Grand-Duché par des voyageurs de commerce français, ou en France par des voyageurs de commerce Meklenbourgeois, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités sont réglées par le protocole annexé au présent traité.

Art. 21. Les Hautes Parties contractantes déclarent mutuellement reconnaître à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles et financières ainsi qu'aux sociétés à responsabilité limitée et autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays la faculté d'exercer leurs droits et d'ester en justice, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre dans toute l'étendue du territoire de l'autre État, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet État. Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 22. En ce qui concerne les marques ou étiquettes de marchandises ou de leurs emballages, les dessins et modèles de fabrique ou de commerce, les sujets de chacun des États contractants jouiront respectivement

sur le territoire de l'autre de la même protection que les nationaux.

Art. 23. Les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilége, faveur ou immunité concernant le commerce ou la navigation à un autre État, qui ne soit aussi, à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 24. Le droit d'accession au présent traité est réservé au Grand-Duché de Meklenbourg-Strélitz. Cette accession pourra se faire par un échange de déclaration entre le Gouvernement français et celui du Grand-Duché.

Art. 25. Le présent traité restera en vigueur pendant douze années à partir de sa mise à exécution. Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes n'aurait pas notifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans le traité, toutes les modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes.

Art. 26. Le présent traité recevra son application, tant en France que dans le Grand-Duché, le 1er Juillet de la présente année.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible, et simultanément avec celles de la convention relative à la propriété artistique, littéraire et industrielle, conclue le même jour.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Paris, le 9 Juin 1865.

de Bornemann.
Drouyn de Lhuys.

Protocole de clôture.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation, ainsi que de la convention littéraire, conclus, à la date de ce jour, entre la France et le Grand-Duché de Meklenbourg-Schwérin, les Plénipotentiaires soussignés ont énoncé les réserves et déclarations suivantes:

I. En ce qui concerne le Traité de commerce et de navigation.

A. On adoptera, de part et d'autre, comme base fixe pour la perception des droits de navigation et de la taxe de compensation, le rapport suivant entre le last et le tonneau français, savoir:

1 last de commerce Meklenbourgeois (6000 livres) égale deux tonneaux français et un quart;

1 last de Baltique (4000 livres) égale un tonneau et demi.

B. Le Plénipotentiaire français a déclaré que son Gouvernement a l'intention de dispenser, par mesure générale, à partir de la mise en vigueur du traité de commerce conclu, le 2 Août 1862, entre la France et le Zollverein, les importateurs étrangers de l'obligation de joindre à leurs expéditions les certificats d'origine et les factures prévus par les articles 13 et 14 de ce traité.

C. Le Plénipotentiaire français a déclaré, en outre, que son Gouvernement était disposé à étendre aux expéditions internationales par chemins de fer, originaires ou à destination du Meklenbourg, le bénéfice de la convention spéciale sur le service des chemins de fer, signée à Berlin, le 2 août 1862, dès que, conformément à l'article 21 de cette convention, le Zollverein et le Grand-Duché se seront concertés avec la France sur les formes de l'accession du Grand-Duché.

D. Pour assurer l'exécution de l'article 20 du traité, qui autorise l'admission réciproque en franchise des échantillons importés par des voyageurs de commerce des deux pays, il a été convenu ce qui suit:

1° Chacun des États contractants désignera sur son territoire les bureaux ouverts à l'importation ou à la réexportation des échantillons précités. La réexportation pourra également avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation.

2° A l'importation, on devra fixer le montant des droits à acquitter pour ces échantillons, montant qui devra être ou déposé en espèces ou dûment cautionné.

3° Afin de bien constater leur identité, les échantillons seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres, de plombs ou de cachets, le tout sans frais.

4° Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons, et dont les États contractants auront à déterminer la forme, devra contenir:

a) L'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité;
b) L'indication du droit qui frappe les échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné;
c) L'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués;
d) La fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réclamé à la personne garante, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons

ou de leur réintégration en entrepôt ne soit fournie. Ce délai ne devra pas dépasser une année.

5° Lorsque, avant l'expiration du délai fixé (4° d.) les échantillons seront présentés à un bureau ouvert à cet effet, pour être réexportés ou réintégrés en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation.

Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation ou la réintégration en entrepôt et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

II. En ce qui concerne la Convention littéraire.*)

1° Il est convenu que le délai après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées dans l'article 12 ne pourra avoir lieu demeure fixé au 1er septembre prochain;

2° que les libraires et éditeurs de musique du Grand-Duché devront, d'ici au 1er septembre prochain, se conformer aux prescriptions suivantes pour l'inventaire et l'estampillage des exemplaires d'ouvrages contrefaits ou réimprimés qu'ils auront en magasin à la date du 1er juillet de cette année, savoir:

a) Chaque libraire ou éditeur de musique du Grand-Duché sera tenu de remettre à la direction de la police de sa résidence, avant le 1er septembre prochain, un inventaire exact et détaillé des ouvrages français contrefaits ou réimprimés, tombant sous l'application de l'article 7 précité, et qu'il possédera au moment de la mise en vigueur des stipulations arrêtées à la date de ce jour.

b) Ces inventaires devront être certifiés sincères et véritables par une déclaration sous serment.

c) Chaque exemplaire des ouvrages inventoriés sera, par les soins de l'autorité que le Gouvernement grand-ducal aura désignée à cet effet, revêtu d'une estampille ou d'un timbre spécial au domicile des libraires et éditeurs intéressés.

d) Quiconque, dans le Grand-Duché, mettrait en vente ou exposerait (feilhalten), après la date du 1er septembre, des exemplaires non inventoriés ni estampillés des dites contrefaçons ou réimpressions illicites, encourrait les pénalités établies par les lois et ordonnances sur la protection des œuvres d'esprit et d'art.

Le présent protocole, qui sera ratifié de part et d'autre simultanément avec les deux traités auxquels il se rapporte, a été dressé en double expédition, à Paris, le 9 juin 1865.

Drouyn de Lhuys.
De Bornemann.

---

*) Voir la note au bas du No. 64.

64.

Convention entre la France et la Saxe-Royale pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; signée à Paris, le 26 mai 1865.)*

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Saxe et Sa Majesté l'Empereur des Français, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention destinée à remplacer l'arrangement du 19 mai 1856, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Saxe:

M. le Baron Albin Léo de Seebach, Conseiller intime actuel de Sa Majesté, Son Chambellan,

---

*) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées le 19 juin 1865. Des Conventions semblables ont été conclues entre la France et:

les Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême, Hambourg le 4 mars 1865.	Voir Arch.	dipl.	1865.		II.	p.	298.
la Bavière le 24 mars 1865.	»	»	»	»	III.	»	437.
la Ville libre de Francfort le 18 avril 1865.	»	»	»	»	III.	»	28.
le Grand-Duché de Bade le 12 mai 1865.	»	»	»	»	III.	»	33.
le Grand-Duché de Meklenbourg-Schwérin le 9 juin 1865.	»	»	»	»	IV.	»	192.
le Grand-Duché de Hesse le 14 juin 1865.	»	»	»	»	IV.	»	199.
le Duché de Nassau le 5 juillet 1865.	»	»	»	»	IV.	»	107.
le Hanovre le 19 juillet 1865.	»	»	»	1866.	III.	»	175.

la Prusse le 2 août 1862. Voir le No. 43.
le Wurtemberg le 24 avril 1865. Voir le No. 65.

Le Grand-Duché de Meklenbourg-Strélitz a accédé à la Convention du Grand-Duché de Meklenbourg-Schwérin par une Déclaration en date du 24 août 1865. Voir Arch. dipl. 1865. IV. p. 129. — Toutes les Conventions littéraires signées entre la France et les différents États de l'Allemagne ont été remises en vigueur par le traité de paix de Francfort.

Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, Grand-Croix de l'Ordre Royal du Mérite, Grand-Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc. etc. etc.,

et

Sa Majesté l'Empereur des Français:

M. Édouard Drouyn de Lhuys, Sénateur de l'Empire, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc. etc. etc., Son Ministre et Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés, pour la première fois, dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays ou la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages, ayant paru, pour la première fois, dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays ou elles sont imprimées.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'article 1er est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales, publiés pour la première fois dans l'un des deux États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement effectuée de la manière suivante:

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Saxe, il devra être enregistré à Paris, au Ministère de l'Intérieur.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, il devra être enregistré à la Direction du cercle de Leipzig.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée, soit aux susdites autorités, soit aux légations dans les deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur, pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement; ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre. Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs, et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1er s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1er, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilége de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes :

1° L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'article 3.

2° L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3° Il faudra que la dite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de la dite déclaration.

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays et être elle-même enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison de chaque volume.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé; chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques

ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6, devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre specifiée dans l'article 1er aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes etc., jouiront réciproquement et à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1er et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction dans l'un des deux pays des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1er, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que les dites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée et les tribunaux appliqueront les peines

déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Sont maintenues les dispositions de la Convention du 19 mai 1856, relatives à la possession et à la vente, par les éditeurs, imprimeurs ou libraires Saxons ou Français, de réimpressions d'ouvrages, de propriété Française ou Saxonne, non tombés dans le domaine public, fabriqués, importés ou en cours de fabrication et de réimpression non autorisée, aux époques fixées par la dite Convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir:

livres en toute langue,
estampes,
gravures,
lithographies et photographies,
cartes géographiques ou marines,
musique,
planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithographiques, couvertes de dessins, gravures ou écritures destinées à l'impression sur papier, tableaux et dessins,

seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite venant de Saxe seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir:

1° les livres en langue française par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strassbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont de la Caille, St. Jean de Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, St. Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia.

2° Les livres en toute autre langue que française par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, St. Louis, Verrières, de Joux, Perpignan (par le perthus), Le Perthus, Behobie, Bordeaux, Nantes, St. Mâlo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio, sans préjudice, toutefois,

des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

En Saxe, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douanes.

Art. 15. Dans le cas ou un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies, importés de l'autre pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés, dans l'un ou l'autre pays, postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. La présente Convention sera mise en vigueur le 1er juillet de la présente année. Elle aura la même durée que les traités de commerce et de navigation conclus le 2 août 1862 entre la France et les États du Zollverein.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans un délai de quatre semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 26 mai 1865.

Baron de Seebach.
Drouyn de Lhuys.

65.

Convention entre la France et le Wurtemberg pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; signée à Paris, le 24 avril 1865. *)

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Wurtemberg et Sa Majesté l'Empereur des Français,

également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Wurtemberg:

M. Jean Auguste Baron de Waechter, Son Conseiller d'État et Chambellan, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Wurtemberg, Grand-Croix de l'Ordre de Frédéric etc. etc. etc.

et

Sa Majesté l'Empereur des Français:

M. Édouard Drouyn de Lhuys, Sénateur de l'Empire, Grand-Croix de Son Ordre Impérial de la Légion d'Honneur etc. etc. etc., Son Ministre et Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants.

Art. 1er. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États réciproquement, des avan-

*) En allemand et en français. Voir la note au bas du No. 64.

tages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication dans chacun des deux pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adoptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article 1er, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que les dits auteurs ou éditeurs justifient de leur droit de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie au Ministère de l'Intérieur et légalisé par la mission de Wurtemberg à Paris; pour les ouvrages publiés dans le Royaume de Wurtemberg, il sera délivré par le Ministère de l'Intérieur et légalisé par la mission de France à Stuttgart.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1er s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois, dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux, les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront,

à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1er, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilége de protection contre la publication dans l'autre pays de toute traduction du même ouvrage, non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes:

1° il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction;

2° la dite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq années assigné par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction dans un délai de six mois à partir de la publication ou de la représentation de l'ouvrage original dans l'un des deux pays

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1er aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre, ainsi publiés ou reproduits, ne pourront être vendus dans l'autre pays,

ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes etc., jouiront réciproquement et à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1er et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction dans l'un des deux pays des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1er, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que les dites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Les deux Gouvernements prendront, par voie de réglement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs,

imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces réglements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin, chez les éditeurs ou imprimeurs français ou wurtembergeois et constituant une reproduction non autorisée de modèles français ou wurtembergeois.

Toutefois ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte ainsi que les pierres lithographiques ne pourront être utilisés que pendant quatre ans à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir:

livres en toute langue,
estampes,
gravures,
lithographies et photographies,
cartes géographiques ou marines,
musique,
planches gravées en cuivre, acier ou bois et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écriture, destinées à l'impression sur papier,
tableaux et dessins,

seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite, venant de Wurtemberg, seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir:

1° les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strassbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la Caille, St. Jean de Maurienne, Chambery, Nice, Marseille, Bayonne, St. Nazaire, le Hâvre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia.

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, St. Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le perthus), Le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes,

St. Mâlo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio; sans préjudice, toutefois, des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

En Wurtemberg, les livres d'importation licite, venant de France, seront admis par tous les bureaux de douane du Zollverein.

Art. 15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies, importés de l'autre pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés dans l'un ou l'autre pays postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout État qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la France.

Art. 18. La présente Convention sera mise en vigueur le 1er juillet de la présente année.

Elle aura la même durée que les traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862, entre la France et les États du Zollverein.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les

ratifications en seront échangées à Paris, dans un délai de quatre semaines ou plus tôt si faire se peût.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 24 avril 1865.

Wächter.
Drouyn de Lhuys.

66.

Convention entre la Prusse et la Belgique pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; signée à Berlin, le 28 mars 1863.)*

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi des Belges, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui Leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

M. Otto Édouard Léopold de Bismarck-Schœnhausen, Son Président du conseil et Ministre des affaires étrangères,

M. Jean Frédéric de Pommer-Esche, Son Directeur-général des contributions et des douanes,

M. Alexandre Maximilien Philipsborn, Son Conseiller intime actuel de légation,

M. Martin Frédéric Rodolphe Delbrück, Son

---

*) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées à Berlin.

Directeur au Ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics

et

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Baron Jean Baptiste Nothomb, Son Ministre d'État, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1[er]. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront dans chacun des deux États réciproquement des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications aient pour objet la critique ou l'histoire littéraire ou soient spécialement appropriés et adaptés à l'enseignement ou à l'étude.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'article 1[er] est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi, pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement effectuée de la manière suivante:

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Prusse,

il devra être enregistré à Bruxelles, au Ministère de l'Intérieur.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Belgique, il devra être enregistré à Berlin, au Ministère des Cultes.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit aux susdits ministères, soit aux légations dans les deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur, pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement: ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1er s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1er, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet

du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilége de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes:

1° L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'article 3.

2° L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3° Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être elle-même enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé; chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6, devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1er aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux, ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes etc. jouiront réciproquement et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1er et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés, définis par les articles 1er, 4, 5 et 6 sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Les deux gouvernements prendront, par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin, chez les éditeurs ou imprimeurs prussiens ou belges, et constituant une reproduction non autorisée de modèles prussiens ou belges.

Toutefois ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte ainsi que les pierres lithographiques ne pouront être utilisés que pendant quatre ans à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13. Les livres d'importation licite seront admis réciproquement par les bureaux de douane qui leur sont ouverts actuellement ou qui le seraient par la suite.

Art. 14. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies, importés de l'autre pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés dans l'un ou l'autre pays postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 15. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 16. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la Belgique.

Art. 17. En ce qui concerne les marques ou étiquettes de marchandises ou de leurs emballages, les dessins et marques de fabrique ou de commerce, les sujets de chacun des États contractants jouiront respectivement dans l'autre de la même protection que les nationaux.

Il n'y aura lieu à aucune poursuite à raison de l'emploi dans l'un des deux pays des marques de fabrique de l'autre, lorsque la création de ces marques dans le pays de provenance des produits, remontera à une époque antérieure à l'appropriation de ces marques par dépôt ou autrement dans le pays d'importation.

Art. 18. La présente Convention sera mise en vigueur deux mois après l'échange de ses ratifications.

Elle aura la même durée que le Traité de navigation conclu à la date de ce jour entre les Hautes Parties contractantes.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin en même temps que celles du traité précité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 28 mars 1863.

Bismarck-Schoenhausen. *Nothomb.*
Pommer-Esche.
Philipsborn.
Delbrück.

67.

Convention entre la Belgique et la Saxe-Royale pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art et des marques de fabrique, suivie d'une formule et d'un procès-verbal; signée à Dresde, le 11 mars 1866.)*

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Saxe et Sa Majesté le Roi des Belges ayant jugé utile de régler par une convention la garantie réciproque, en Saxe et en Belgique, de la propriété des oeuvres d'esprit et d'art, et des marques de fabrique, ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Saxe:

le Sieur Fréderic Ferdinand Baron de Beust, Son Ministre d'État chargé des portefeuilles des Affaires étrangères et de l'Intérieur, Chevalier de l'ordre de la Couronne verte et Grand-Croix de celui du Mérite, Grand-Croix de l'ordre Belge de Léopold, de l'ordre de St. Etienne de Hongrie, de l'ordre de Léopold d'Autriche, de l'ordre de St. Alexandre-Newsky en diamants, Grand-Cordon de la Légion d'honnenr, Chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse et de l'ordre Turc de Medjidié de la première classe, Grand-Croix de l'ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal en diamants, de Charles III d'Espagne, de la Couronne de Bavière, des Guelfes d'Hanovre, du Lion d'or de la Hesse Electorale, de l'ordre Sicilien de St. Janvier, de l'ordre des Sts. Maurice et Lazare, de St. Joseph de Toscane, du Faucon blanc de Saxe-Weimar, de l'ordre des maisons ducales de la Branche Ernestine de Saxe, et Chevalier de l'ordre de St. Jean de Prusse;

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Sieur Jean Baptiste Baron Nothomb, Son Mi-

---

*) En allemand et en français. Les ratifications ont été échangées le 7 mai 1866.

nistre d'État et Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Saxonne, décoré de la Croix de Fer, Grand-Cordon de l'ordre de Léopold, d'Albert le Valeureux de Saxe, Grand-Croix des Ordres de l'Aigle Rouge de Prusse, de la Légion d'honneur de France, de Charles III d'Espagne, du Christ de Portugal, du Lion Néerlandais, de St.-Olaf de Norvége, de St. Michel de Bavière, des Guelfes d'Hanovre, du Lion de Zaeringen de Bade, de Philippe le Magnanime de Hesse, du Mérite d'Oldenbourg, de la Branche Ernestine de Saxe et d'Anhalt;

lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. A partir de l'époque à laquelle, conformément aux stipulations de l'article 17 ci-après, la présente convention deviendra exécutoire, les auteurs et les éditeurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou arrangements de musique, d'oeuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie, et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront dans chacun des deux États réciproquement des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toute fois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication dans chacun des deux pays d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages, ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications aient pour objet la critique ou l'histoire littéraire ou soient spécialement appropriées et adaptées à l'enseignement ou à l'étude.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'article 1er est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine,

des formalités qui sont prescrites par la loi, pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures lithographies, ou oeuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable dans ce dernier de la formalité de l'enregistrement effectuée de la manière suivante:

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Saxe, il devra être enregistré à Bruxelles, au Ministère de l'intérieur Bureau de librairie.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Belgique, il devra être enregistré à la direction du cercle de Leipzig.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée aux destinations susdites, soit directement soit par l'intermédiaire des legations dans les deux pays, conformément à la formule annexée à la présente convention.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des régistres spéciaux tenus à cet effet ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Lorsqu'ils en feront la demande, les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement; ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu: il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations contenues dans l'article 1er s'appliqueront également à la représentation ou à l'exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux États garantissent ou garantiront par la suite protection aux œuvres susdites exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront à ce titre de la protection stipulée par l'article Ier, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes:

1° L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'article 3.

2° L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, ainsi que dans la déclaration de l'original mentionnée plus haut, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3° Il faudra que la dite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et en totalité dans le délai de trois ans, à partir de la dite déclaration.

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être elle-même enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver

le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison de chaque volume.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé; chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6, devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécificée dans l'article 1er aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux, héritiers ou ayants-droits des personnes mentionnées à l'article 1er jouissent de tous les droits de celles-ci.

Art. 9. L'introduction, la circulation, la vente et l'exposition dans chacun des deux États d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisée, définis par l'article 1er, sont prohibées, soit que les reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 10. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera operée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 11. Les stipulations de la présente Convention

ne seront applicables qu'aux productions publiées après la date de sa mise en vigueur.

Art. 12. Pendant la durée de la présente Convention, l'importation licite, en Belgique ou en Saxe, de livres en toutes langues, d'estampes, gravures, lithographies, photographies, cartes géographiques ou marines, de musique, publiés dans l'un ou l'autre des deux pays, aura réciproquement lieu en franchise de tout droit ainsi que celle des tableaux et dessins.

Art. 13. Les dispositions de la présente Convention ne sauraient infirmer le droit des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

De même, aucune des stipulations de la présente Convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, des livres que leur législation intérieure, ou des traités avec d'autres États feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

Art. 14. Pour faciliter l'exécution de la présente Convention les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer les lois et règlements actuellement existants, ainsi que ceux qui pourront ultérieurement être établis dans les États respectifs, à l'égard des droits d'auteur, pour les ouvrages et productions protégés par les stipulations de la présente Convention.

Art. 15. Les sujets des États contractants jouiront respectivement dans l'autre de la même protection que les nationaux en ce qui concerne les marques ou étiquettes de marchandises ou de leurs emballages, les dessins et marques de fabrique ou de commerce.

Il n'y aura cependant aucune poursuite à raison de l'emploi dans un des deux pays des marques de fabrique de l'autre, lorsque la création de ces marques dans le pays de provenance des produits remontera à une époque antérieure à l'appropriation de ces marques dans le pays d'importation.

Art. 16. La présente Convention demeurera en vigueur pendant six ans, à partir de l'échange des ratifications, et si, dans ces six ans, aucune dénonciation n'a été

déclarée, soit par la Belgique, soit par la Saxe, la Convention sera prolongée tacitement de six ans, et ainsi de suite.

Art. 17. La présente Convention sera mise en vigueur deux mois après l'échange des ratifications, et l'échange des ratifications aura lieu dans le délai de six semaines, à partir de la signature de la Convention, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Dresde, le 11 mars 1866.

Ferdinand Baron de Beust.
Nothomb.

Formule.

(voir l'art. 8.)

Date
et
No. d'enregistrement (1).
Déclaration d'enregistrement l'égal.
Je soussigné,
demeurant à
représentant (2) de M.
déclare requérir l'enregistrement de l'ouvrage désigné ci-dessous:
Titre (3)
(4)
Noms { de l'auteur:
de l'imprimeur:
Format:
Édition:
Nombre ou désignation des volumes:
Nombre de feuilles d'impression:
Date de la publication en Saxe (en Belgique).
. . . ., le 18 . . .
(Signature.)

(1) Ce blanc sera rempli à la direction du cercle à Leipzig ou au Ministère de l'Intérieur (bureau de la librairie) à Bruxelles.

(2) La mention de représentant n'est indiquée que dans le cas où la déclaration est faite par un mandataire.

(3) S'il s'agit d'une estampe, on indique le sujet et le procédé de reproduction (gravure sur cuivre, gravure sur acier, gravure sur bois, eau forte, lithographie etc.); s'il s'agit d'une œuvre de musique, on mentionne son genre, ainsi que les noms du compositeur et de l'auteur des paroles.

(4) Si le droit de traduction est réservé, en faire mention ici.

Procès-verbal.

Les Soussignés, Baron de Beust, Ministre d'État de Sa Majesté le Roi de Saxe, chargé des portefeuilles des Affaires étrangères et de l'Intérieur, et Baron Nothomb, Ministre d'État de Sa Majesté le Roi des Belges, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sadite Majesté près Sa Majesté Saxonne, en leur qualité de Plénipotentiaires de leurs Souverains respectifs, et après avoir échangé par voie de correspondance leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, se sont réunis au Ministère des Affaires étrangères à Dresde pour signer la Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art et des marques de fabrique, concertée entre eux.

Avant d'y procéder, il a été convenu sur une proposition faite par le Plénipotentiaire de Saxe au nom de son Gouvernement pour préciser l'interprétation des articles 9 et 12 de la Convention que, quant à l'art. 9, le transit de livres, de musique etc. ne pourra pas être entravé sous prétexte de poursuite de contrefaçons, et qu'à propos de l'art. 12 on renonce expressément à l'usage de certificats d'origine.

Ces deux règles d'application se trouvant ainsi établies entre les deux Parties contractantes, les Plénipotentiaires ont signé la Convention, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

En foi de quoi, ils ont fait dresser ce présent procès-verbal, et l'ont également muni de leurs signatures et cachets.

Fait double à Dresde, ce 11 mars 1866.

Ferdinand Baron de Beust.
Nothomb.

68.

Convention entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Italie pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; signée à Berlin, le 12 mai 1869.)*

Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et Sa Majesté le Roi d'Italie, également animés du désir d'adopter, d'un

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 28 juin 1869.

commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

M. Alexandre Maximilien de Philipsborn, Son directeur au Ministère des Affaires étrangères,

et

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Édouard Comte de Launay, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse et près la Confédération de l'Allemagne du Nord,

lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront dans chacun des deux pays réciproquement des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que ci cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication dans chacun des deux pays d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages, ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives, ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'article 1er est

subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités, qui sont prescrites par la loi, pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies, ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux pays, l'exercice du droit de propriété dans l'autre pays sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement effectuée de la manière suivante:

Si l'ouvrage a paru pour la première fois dans le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord, il devra être enregistré à Florence, au Ministère d'Agriculture, Industrie et Commerce.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Italie, il devra être enregistré à Berlin, au Ministère des Cultes.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit aux susdits Ministères, soit aux Légations dans les deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur, pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement: ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que

quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1er s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux pays, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront à ce titre de la protection stipulée par l'article 1er, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre pays. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilége de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes:

1° L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publicatton dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'article 3.

2° L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3° Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être elle-même enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur qu'il entend se réserver

le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison. Cette déclaration devra être reproduite dans la première livraison de chaque volume, si les ouvrages publiés par livraisons se composent de plusieurs volumes.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé, chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6, devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1er aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire des Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pas, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Les ouvrages auxquels cette disposition s'applique seront librement admis dans les deux pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

Art. 8. Les mandataires légaux, ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes etc. jouiront réciproquement et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal

ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans le territoire des Parties contractantes, d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés, définis par les articles 1er, 4, 5 et 6 sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives de la même manière, que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

Art. 12. On prendra dans les deux pays par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin, chez les éditeurs ou imprimeurs allemands ou italiens, et constituant une reproduction non autorisée de modèles allemands ou italiens.

Toutefois ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte ainsi que les pierres lithographiques ne pourront être utilisés que pendant quatre ans à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13. Les livres d'importation licite seront admis réciproquement par les bureaux de douane qui leur sont ouverts actuellement ou qui le seraient par la suite.

Art. 14. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient aux Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit des Parties contractantes de prohiber l'importation des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être de contrefaçons.

Art. 15. Dans le but de faciliter l'exécution de la présente Convention, les Parties contractantes s'engagent à se donner mutuellement et dans le plus bref délai possible, connaissance de toutes les lois et règlements actuellement en vigueur, concernant les droits des auteurs sur la propriété littéraire et artistique, de même que des changements qui pourraient survenir sur ces matières dans la législatien des deux pays.

Les Parties contractantes se réservent en même temps la faculté d'apporter d'un commun accord à la présente Convention toute modification dont l'expérience viendrait à démontrer l'utilité.

Art. 16. La présente Convention sera mise à exécution deux mois après l'échange de ses ratifications.

Elle restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1875. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 17. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 12 mai 1869.

Philipsborn.
Launay.

69.

Convention entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et la Suisse pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; signée à Berlin, le 13 mai 1869.)*

Seine Majestät der König von Preussen im Namen des Norddeutschen Bundes und der Bundesrath der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gleichmässig von dem Wunsche beseelt, in gemeinsamem Einverständniss solche Maassregeln zu treffen, welche Ihnen zum gegenseitigen Schutz der Rechte an literarischen Erzeugnissen und Werken der Kunst vorzugsweise geeignet erschienen sind, haben den Abschluss einer Uebereinkunft zu diesem Zwecke beschlossen und zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren Geheimen Ober - Finanzrath Friedrich Leopold Henning,

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Regierungsrath Carl Joseph Benjamin Herzog;

der Bundesrath der Schweizerischen Eidgenossenschaft:

Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, eidgenössischen Obersten, Bernhard Hammer,

welche, nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

I. Für die Staaten des Norddeutschen Bundes gültige Bestimmungen.

Art. 1. Die Urheber von Büchern, Broschüren oder anderen Schriften, musikalischen Kompositionen und Arrangements, von Werken der Zeichenkunst, der Malerei, der Bildhauerei, des Kupferstichs, der Lithographie

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin. — Des Conventions identiques ont été conclues à Berne, le 16 octobre 1869, entre la Bavière, le Wurtemberg et le Grand-Duché de Hesse d'une part et la Suisse d'autre part, et entre le Grand-Duché de Bade et la Suisse.

und allen anderen ähnlichen Erzeugnissen aus dem Gebiete der Literatur oder Kunst, welche zum ersten Male in der Schweiz veröffentlicht werden, geniessen in den Staaten des Norddeutschen Bundes die Vortheile, welche daselbst dem Eigenthum an Werken der Literatur oder Kunst gesetzlich eingeräumt sind oder künftig eingeräumt werden. Sie sollen denselben Schutz und dieselbe Rechtshülfe gegen jede Beeinträchtigung ihrer Rechte geniessen, als wenn diese Beeinträchtigung gegen die Urheber solcher Werke begangen wäre, welche zum ersten Male innerhalb der Staaten des Norddeutschen Bundes veröffentlicht worden sind. Es sollen ihnen jedoch diese Vortheile nur so lange zustehen, als die Rechte der dem Norddeutschen Bunde angehörigen Urheber in der Schweiz geschützt sind, und sie sollen in den Staaten des Norddeutschen Bundes nicht über die Frist hinaus dauern, welche zu Gunsten einheimischer Urheber in den letzteren Staaten besteht.

Art. 2. Es ist gestattet in den Staaten des Norddeutschen Bundes Auszüge aus Werken, oder ganze Stücke von Werken, welche zum ersten Male in der Schweiz erschienen sind, zu veröffentlichen, vorausgesetzt, dass diese Veröffentlichungen für Zwecke der Kritik oder Literaturgeschichte bestimmt, oder dass sie ausdrücklich für den Schulgebrauch oder Unterricht bestimmt und eingerichtet sind.

Art. 3. Um in den Genuss des im Artikel 1 festgestellten Rechts zu gelangen, bedarf es einer besonderen Anmeldung oder Niederlegung des zu schützenden Erzeugnisses nicht; es genügt vielmehr für denjenigen, welcher den Schutz beansprucht, der Nachweis, dass er selbst Urheber des Erzeugnisses sei, oder seine Rechte von dem Urheber herleite.

Art. 4. Die Bestimmungen des Artikel 1 sollen gleiche Anwendung auf die Darstellung oder Aufführung dramatischer oder musikalischer Werke finden, welche nach Eintritt der Wirksamkeit der gegenwärtigen Uebereinkunft zum ersten Male in der Schweiz veröffentlicht, aufgeführt oder dargestellt werden.

Art. 5. Den Originalwerken werden die in der Schweiz veranstalteten Uebersetzungen einheimischer oder fremder Werke ausdrücklich gleichgestellt. Demgemäss sollen diese Uebersetzungen rücksichtlich ihrer unbefugten Vervielfältigung im Gebiete des Norddeutschen Bundes den

im Art. 1 festgesetzten Schutz geniessen. Es ist indess wohlverstanden, dass der Zweck des gegenwärtigen Artikels nur dahin geht, den Uebersetzer in Beziehung auf seine eigene Uebersetzung zu schützen, keinesweges aber dem ersten Uebersetzer irgend eines in todter oder lebender Sprache geschriebenen Werkes das ausschliessliche Uebersetzungsrecht zu übertragen, ausgenommen in dem im folgenden Artikel vorgesehenen Falle und Umfange.

Art. 6. Der Verfasser eines jeden in der Schweiz veröffentlichten Werkes, welcher sich das Recht auf die Uebersetzung vorbehalten hat, soll, vom Tage des ersten Erscheinens der mit seiner Ermächtigung herausgegebenen Uebersetzung seines Werkes an gerechnet, fünf Jahre lang das Vorrecht geniessen, gegen die Veröffentlichung jeder, ohne seine Ermächtigung veranstalteten Uebersetzung desselben Werkes im Norddeutschen Bundesgebiete geschützt zu sein, und zwar unter folgenden Bedingungen:

1. Das Originalwerk muss auf die binnen drei Monaten, vom Tage des ersten Erscheinens in der Schweiz an gerechnet, erfolgte Anmeldung auf dem Ministerium der geistlichen Angelegenheiten in Berlin eingetragen werden. Die Anmeldung ist schriftlich an dieses Ministerium zu richten.

   Die Eintragung erfolgt in ein besonders zu diesem Zwecke geführtes Register und soll keinen Anlass zur Erhebung irgend einer Gebühr geben. Die Betheiligten erhalten eine urkundliche Bescheinigung über die Eintragung; diese Bescheinigung wird kostenfrei ausgestellt werden, vorbehaltlich der gesetzlichen Stempelabgabe.
2. Der Verfasser muss an der Spitze seines Werkes die Absicht, sich das Recht der Uebersetzung vorzubehalten, angezeigt haben.
3. Die erwähnte, mit seiner Ermächtigung veranstaltete Uebersetzung muss innerhalb Jahresfrist, vom Tage der nach Maassgabe der vorstehenden Bestimmung erfolgten Anmeldung des Originals an gerechnet, wenigstens zum Theil und binnen einem Zeitraume von drei Jahren, vom Tage der Anmeldung an gerechnet, vollständig erschienen sein.
4. Die Uebersetzung muss in einem der beiden Länder veröffentlicht werden.

Bei den in Lieferungen erscheinenden Werken soll es genügen, wenn die Erklärung des Verfassers, dass er sich das Recht der Uebersetzung vorbehalten habe, auf der ersten Lieferung, und, sofern das Werk in mehrere Bände zerfällt, auf der ersten Lieferung jedes Bandes ausgedrückt ist.

Es soll jedoch hinsichtlich der für die Ausübung des ausschliesslichen Uebersetzungsrechts in diesem Artikel festgesetzten fünfjährigen Frist jede Lieferung als ein besonderes Werk angesehen werden.

Der Verfasser dramatischer Werke, welcher sich für die Uebersetzung derselben oder die Aufführung der Uebersetzung das in den Art. 4 und 6 bestimmte ausschliessliche Recht vorbehalten will, muss seine Uebersetzung drei Monate nach dem Erscheinen des Originalwerkes erscheinen oder aufführen lassen.

Die durch gegenwärtigen Artikel gewährten Rechte sind an die Bedingungen gebunden, welche dem Verfasser eines Originalwerkes durch die Art. 1 und 3 der gegenwärtigen Uebereinkunft auferlegt sind.

Art. 7. Die gesetzlichen Vertreter oder Rechtsnachfolger der Verfasser, Uebersetzer, Komponisten, Zeichner, Maler, Bildhauer, Kupferstecher, Lithographen u. s. w. sollen in allen Beziehungen derselben Rechte theilhaftig sein, welche die gegenwärtige Uebereinkunft den Verfassern Uebersetzern, Komponisten, Zeichnern, Malern, Bildhauern, Kupferstechern und Lithographen selbst bewilligt.

Art. 8. Ungeachtet der in den Art. 1 und 5 der gegenwärtigen Uebereinkunft enthaltenen Bestimmungen dürfen Artikel, welche aus den in der Schweiz erscheinenden Tagesblättern oder periodischen Sammelwerken entnommen sind, in den Tagesblättern oder periodischen Sammelwerken des Norddeutschen Bundes abgedruckt oder übersetzt werden, wenn nur die Quelle, aus der die Artikel geschöpft sind, dabei angegeben wird.

Inzwischen soll diese Befugniss auf den Abdruck von Artikeln aus in der Schweiz erscheinenden Tagesblättern oder periodischen Sammelwerken in dem Falle keine Anwendung finden, wenn die Verfasser in der Zeitung oder in dem Sammelwerk selbst, in welchem sie dieselben haben erscheinen lassen, förmlich erklärt haben, dass sie deren Abdruck untersagen. In keinem Fall soll diese Untersagung bei Artikeln politischen Inhalts Platz greifen können.

Art. 9. Der Verkauf und das Feilbieten von Werken oder Gegenständen, welche im Sinne der Art. 1, 4, 5 und 6 unbefugter Weise vervielfältigt sind, ist vorbehaltlich der im Art. 10 getroffenen Bestimmung im Gebiet des Norddeutschen Bundes verboten, sei es, dass die unbefugte Vervielfältigung in der Schweiz oder in irgend einem fremden Lande stattgefunden hat.

Art. 10. Der Norddeutsche Bund wird im Verwaltungswege die nöthigen Anordnungen zur Verhütung aller Schwierigkeiten und Verwickelungen treffen, in welche die seinem Gebiet angehörigen Verleger, Drucker, Buch- oder Kunsthändler durch den Besitz und Verkauf solcher Vervielfältigungen Schweizerischer, noch nicht zum Gemeingut gewordenen Werke gerathen könnten, welche sie vor dem Eintritt der Wirksamkeit gegenwärtiger Uebereinkunft veranstaltet oder eingeführt haben, oder welche gegenwärtig ohne Ermächtigung des Berechtigten veranstaltet oder abgedruckt werden.

Die Anordnungen sollen sich auch auf Abklatsche (clichés), Holzstöcke und gestochene Platten aller Art, sowie auf lithographische Steine erstrecken, welche sich in den Magazinen bei den Norddeutschen Verlegern oder Druckern befinden und Schweizerischen Originalen ohne Ermächtigung des Berechtigten nachgebildet sind.

Indessen sollen diese Abklatsche, Holzstöcke und gestochene Platten aller Art, sowie die lithographischen Steine nur innerhalb vier Jahre, von dem Beginn der Wirksamkeit der gegenwärtigen Uebereinkunft an gerechnet, benutzt werden dürfen.

Art. 11. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll in keiner Weise das Recht der Regierungen beschränken, die Einfuhr solcher Bücher in ihre Staaten zu verbieten, welche nach ihren inneren Gesetzen oder in Gemässheit ihrer Verabredungen mit anderen Staaten für Nachdrucke erklärt sind oder erklärt werden.

Art. 12. In Fällen von Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen der vorstehenden Artikel wird die Beschlagnahme der unbefugten Nachbildungen stattfinden und die Gerichte werden die durch das Gesetz bestimmten Strafen zur Anwendung bringen, und zwar in gleicher Weise, wie wenn der Eingriff zum Nachtheile eines im Bereich des Norddeutschen Bundes erschienenen Werkes oder Erzeugnisses begangen worden wäre.

Die eine Nachbildung erweisenden Merkmale werden

von den Gerichten in den Staaten des Bundes nach der daselbst in Kraft bestehenden Gesetzgebung bestimmt werden.

II. Für die Schweiz gültige Bestimmungen.

Art. 13. Die Bestimmungen der vorstehenden Art. 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10 und 11 werden gleichermaassen für den Schutz des in Staaten des Norddeutschen Bundes gehörig erworbenen Eigenthums an Werken des Geistes oder der Kunst als Gegenrecht in der Schweiz Anwendung finden.

Art. 14. Die Gerichte, die in der Schweiz, sei es für die Civil-Entschädigung, sei es für die Bestrafung der Vergehen, zuständig sind, werden auf dem ganzen Gebiete der Eidgenossenschaft zum Nutzen der dem Norddeutschen Bunde angehörigen Eigenthümer literarischer und künstlerischer Werke die Bestimmungen des Art. 13 und der nachfolgenden Art. 15 bis 30 in Anwendung bringen.

Es ist, immerhin unter Vorbehalt der im Art. 31 verabredeten Gewährleistungen, verstanden, dass diese Bestimmungen ersetzt werden können durch gesetzliche Vorschriften, welche die zuständigen Behörden der Schweiz unter Gleichstellung der Ausländer mit den Einheimischen in Bezug auf das literarische oder künstlerische Eigenthum beschliessen mögen.

Art. 15. Die im Art. 6. vorgesehene Eintragung derjenigen im Gebiete des Norddeutschen Bundes veröffentlichten Werke, deren Verfasser sich das Recht auf die Uebersetzung vorbehalten wollen, hat innerhalb der in besagtem Artikel angesetzten Fristen bei dem eidgenössischen Departement des Innern in Bern zu erfolgen.

Art. 16. Die Urheber von Büchern, Broschüren oder anderen Schriften, musikalischen Kompositionen oder Arrangements, Zeichnungen, Gemälden, Bildhauereien, Stichen, Lithographien und allen anderen gleichartigen Erzeugnissen aus dem Gebiete der Literatur oder Künste, welche zum ersten Male in dem Gebiete des Norddeutschen Bundes veröffentlicht werden, geniessen in der Schweiz zum Schutze ihrer Eigenthumsrechte die in den nachfolgenden Artikeln näher bezeichneten Rechte.

Art. 17. Die Verfasser von dramatischen oder musikalischen Werken, welche im Gebiete des Norddeutschen Bundes zum ersten Male veröffentlicht oder aufgeführt werden, geniessen in der Schweiz in Bezug auf die

Darstellung oder Aufführung ihrer Werke den nämlichen Schutz, welcher in letzterem Lande den Verfassern oder Tonsetzern der am meisten begünstigten Nation bezüglich der Darstellung oder Aufführung ihrer Werke gewährt ist oder künftighin gewährt werden wird.

Art. 18. Das in der Schweiz gemäss den Bestimmungen der vorgehenden Artikel erworbene Eigenthumsrecht an den im Art. 16 erwähnten literarischen oder künstlerischen Werken dauert für den Urheber während seiner ganzen Lebenszeit und insofern er vor dem Ablaufe des dreissigsten Jahres, vom Zeitpunkte der ersten Veröffentlichung an, stirbt, so wirkt es für den Rest dieser Zeit noch fort zu Gunsten seiner Rechtsnachfolger.

Wenn die Veröffentlichung nicht zur Lebenszeit des Urhebers stattfand, so haben seine Erben oder Rechtsnachfolger während sechs Jahre, vom Tode des Urhebers an, das ausschliessliche Recht zur Veröffentlichung des Werkes. Machen sie davon Gebrauch, so dauert die Schutzfrist dreissig Jahre nach diesem Todesfalle. Die Dauer des Eigenthumsrechts auf Uebersetzungen hingegen ist auf fünf Jahre gemäss dem, was im Art. 6 festgesetzt ist, beschränkt.

Art. 19. Jede Vervielfältigung eines im Art. 16. erwähnten literarischen oder künstlerischen Werkes, welche ohne Genehmigung des Berechtigten in Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen der gegenwärtigen Uebereinkunft veranstaltet wird, soll als Nachdruck bestraft werden.

Art. 20. Wer wissentlich nachgedruckte Gegenstände auf Schweizerischem Gebiete verkauft, zum Verkauf auslegt oder einführt, ist mit den gegen den Nachdruck angedrohten Strafen zu belegen.

Art. 21. Der Nachdrucker ist mit einer Busse von wenigstens Einhundert Franken bis auf höchstens zweitausend Franken und der Verkäufer mit einer Busse von wenigstens fünfundzwanzig Franken bis auf höchstens fünfhundert Franken zu belegen; sie sind ausserdem verbunden, dem Eigenthümer für den ihm verursachten Nachtheil Ersatz zu leisten.

Sowohl gegen den Nachdrucker, als gegen den Einbringer und den Verkäufer ist auf Wegnahme der Nachdruckausgabe (Art. 19) zu erkennen. In allen Fällen können die Gerichte auf Verlangen der Civilpartei verfügen, dass derselben die nachgebildeten Gegenstände,

auf Abschlag des ihr zugesprochenen Schadenersatzes, zugestellt werden.

Art. 22. In den durch vorigen Artikel vorgesehenen Fällen ist der Erlös aus den weggenommenen Gegenständen dem Eigenthümer auf Abschlag des ihm erwachsenen Schadens auszuhändigen; der Rest seiner Entschädigung ist im gewöhnlichen Rechtswege zu verfolgen.

Art. 23. Der Eigenthümer eines literarischen oder künstlerischen Werkes kann, kraft Verfügung der zuständigen Behörde mit oder ohne Beschlagnahme eine detaillirte Bezeichnung oder Beschreibung der Erzeugnisse vornehmen lassen, welche nach seiner Behauptung in Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen gegenwärtiger Uebereinkunft zu seinem Schaden nachgemacht sind.

Die Verfügung ist auf einfachen Antrag des Eigenthümers, im Falle unbefugter Uebersetzung zugleich auf den Vorweis der die Eintragung des Originals bestätigenden Bescheinigung, zu erlassen. Erforderlichen Falls hat die Verfügung die Bezeichnung eines Sachverständigen zu enthalten.

Wird die Beschlagnahme begehrt, so kann der Richter von dem Kläger eine Kautionssumme verlangen, die zu erlegen ist, bevor zur Beschlagnahme geschritten wird.

Dem Inhaber der beschriebenen oder unter Beschlag gelegten Gegenstände ist Abschrift der Verfügung und der die Erlegung der etwaigen Kautionssumme bestätigenden Bescheinigung zuzustellen. Alles bei Vermeidung der Nichtigkeit und der Entschädigungspflicht.

Art. 24. Unterlässt der Kläger, innerhalb vierzehn Tagen den Rechtsweg zu betreten, so wird die Beschreibung oder Beschlagnahme von Rechtswegen hinfällig, unbeschadet der Entschädigung, welche etwa verlangt werden kann.

Art. 25. Die Verfolgung vor den Schweizerischen Gerichten wegen der in gegenwärtiger Uebereinkunft bezeichneten Vergehen findet nur auf Antrag des beschädigten Theiles oder seiner Rechtsnachfolger statt.

Art. 26. Die Klagen auf Nachbildung literarischer oder künstlerischer Werke sind in der Schweiz bei dem Gerichte des Bezirks anzubringen, in welchem die unbefugte Nachbildung oder Feilhaltung stattgefunden hat. Die Civilklagen sind summarisch zu verhandeln.

Art. 27. Die durch gegenwärtige Uebereinkunft festgesetzten Strafen dürfen nicht gehäuft werden.

Für alle der ersten Strafeinleitung vorangegangenen Handlungen darf keine härtere Strafe erkannt werden, als diejenige, welche auf die am schwersten zu ahndende unter diesen Handlungen zu verhängen sein würde.

Art. 28. Das Gericht kann den Anschlag des Urtheils an den von ihm zu bestimmenden Orten und die ganze oder auszugsweise Einrückung desselben in die von ihm zu bezeichnenden Zeitungen anordnen, und zwar Alles auf Kosten des Verurtheilten.

Art. 29. Die im Art. 21 bestimmten Strafen können bei Rückfällen verdoppelt werden. Ein Rückfall ist vorhanden, wenn gegen den Angeklagten in den fünf vorangegangenen Jahren ein Urtheil wegen eines gleichartigen Vergehens gefällt worden ist.

Art. 30. Beim Vorhandensein mildernder Umstände können die Gerichte die gegen die Schuldigen ausgesprochenen Strafen auch unter das vorgeschriebene Minimum ermässigen.

III. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 31. Die vertragschliessenden Theile haben sich dahin verständigt, die gegenwärtige Uebereinkunft einer Revision zu unterwerfen, wenn eine neue Gesetzgebung über die darin behandelten Gegenstände im einen oder anderen Lande oder in beiden Ländern eine solche Revision wünschenswerth machen sollte; es ist jedoch verstanden, dass die Bestimmungen der gegenwärtigen Uebereinkunft für beide Länder verbindlich bleiben werden, bis sie im gemeinsamen Einverständniss abgeändert sind.

Wenn die gegenwärtig im Gebiet des Norddeutschen Bundes dem Schutz des literarischen und künstlerischen Eigenthums gewährten Garantien während der Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft Aenderungen erleiden sollten, so würde die Schweizerische Regierung befugt sein, die Bestimmungen dieses Vertrages durch die neuen, von der Gesetzgebung des Norddeutschen Bundes erlassenen Vorschriften zu ersetzen.

Art. 32. Die gegenwärtige Uebereinkunft tritt zu gleicher Zeit und für die nämliche Dauer in Kraft, wie der am 13. Mai 1869 zwischen dem Norddeutschen

Bunde nebst den übrigen Staaten des Zollvereins und der Schweiz abgeschlossene Handelsvertrag.

Sie soll ratifizirt und es sollen die Ratifikations-Urkunden an demselben Orte und zu derselben Zeit, wie die Ratifikations-Urkunden jenes Vertrages, ausgetauscht werden.

So geschehen Berlin, den 13. Mai 1869.

Henning. *B. Hammer.*
Herzog.

Documents relatifs à la guerre franco-allemande.)*

70.

Note du Chargé d'affaires de France au Ministre des Affaires Étrangères de Prusse contenant la déclaration de guerre à la Prusse; signée à Berlin, le 19 juillet 1870.

Berlin, le 19 juillet 1870.

Le soussigné, Chargé d'affaires de France, en exécution des ordres qu'il a reçus de son Gouvernement, a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence M. le Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi de Prusse la communication suivante: Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français, ne pouvant regarder que comme une entreprise dirigée contre la sécurité territoriale de la France le projet d'élever un prince prussien au trône d'Espagne, s'est trouvé dans la nécessité de demander à Sa Majesté le Roi de Prusse l'assurance qu'une telle combinaison ne pourrait se réaliser avec son assentiment.

---

*) La plupart des capitulations et quelques autres documents, qui n'ont pas été publiés officiellement, ont été empruntés aux Archives diplomatiques (1871—72, T. I—IV; 1873, T. Ier), collection remarquable et très-complète.

Sa Majesté le Roi de Prusse s'étant refusé à donner cette assurance, et ayant temoigné au contraire à l'Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur des Français qu'il entendait se réserver, pour cette éventualité comme pour toute autre, la faculté de consulter les circonstances, le Gouvernement Impérial a dû voir dans la déclaration du Roi une arrière-pensée menaçante pour la France comme pour l'équilibre des forces en Europe. Cette déclaration a été aggravée encore par la notification faite aux Cabinets du refus de recevoir l'Ambassadeur de l'Empereur et d'entrer dans aucune explication nouvelle avec lui.

En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale a jugé qu'il avait l'obligation de pourvoir immédiatement à la défense de son honneur et de ses intérêts compromis, et, résolu à prendre à cet effet toutes les mesures commandées par la situation qui lui est faite, il se considère, dès à présent, comme étant en état de guerre avec la Prusse.

Le soussigné, etc.

Le Sourd.

71.

Circulaire du Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord aux Représentants diplomatiques à l'étranger sur la déclaration de guerre de la France; signée à Berlin, le 19 juillet 1870.

Berlin, den 19. Juli 1870.

Die Kaiserlich Französische Regierung hat durch ihren Geschäftsträger das in Abschrift anliegende Actenstück — ihre Kriegserklärung enthaltend — übergeben lassen.

Es ist das die erste und einzige amtliche Mittheilung, welche wir in der ganzen, die Welt seit 14 Tagen beschäftigenden Angelegenheit, von der Kaiserlich Französischen Regierung erhalten haben.

Als Motive für den Krieg, mit dem sie uns überzieht, giebt sie darin an:

die Ablehnung Seiner Majestät des Königs, die Versicherung zu geben, dass die Erhebung eines

Preussischen Prinzen auf den Spanischen Thron nicht mit seiner Zustimmung verwirklicht werden könne, und die angeblich den Cabinetten gemachte Notification von der Weigerung, den Französischen Botschafter zu empfangen und mit ihm weiter zu verhandeln.

Wir haben darauf kurz Folgendes zu erwidern: Seine Majestät der König, in voller Achtung vor der Selbstständigkeit und Unabhängigkeit der Spanischen Nation und vor der Freiheit der Entschlüsse der Prinzen des Fürstlich Hohenzollernschen Hauses, hat niemals daran gedacht, den Erbprinzen auf den Spanischen Thron erheben zu wollen. Die an Seine Majestät gestellten Forderungen von Zusagen für die Zukunft waren unberechtigt und anmassend. Ihm einen Hintergedanken oder eine feindliche Absicht gegen Frankreich dabei zuzuschreiben, ist eine willkürliche Erfindung.

Die angebliche Notification an die Cabinette hat niemals stattgefunden, eben so wenig wie eine Weigerung, mit dem Botschafter des Kaisers der Franzosen zu verhandeln. Im Gegentheil hat der Botschafter amtliche Verhandlungen mit der Königlichen Regierung niemals versucht, sondern nur mit Seiner Majestät dem König persönlich und privatim im Bade Ems die Fragen besprochen.

Die Deutsche Nation, innerhalb und ausserhalb des Norddeutschen Bundes, hat erkannt, dass die Forderungen der Französischen Regierung auf eine Demüthigung gerichtet waren, welche die Nation nicht erträgt, und dass der Krieg, welcher niemals in den Absichten Preussens liegen konnte, uns von Frankreich aufgezwungen wird.

Die gesammte civilisirte Welt wird erkennen, dass die Gründe, welche Frankreich anführt, nicht existiren, sondern erfundene Vorwände sind.

Der Norddeutsche Bund und die mit ihm verbündeten Regierungen von Süddeutschland protestiren gegen den nicht provocirten Ueberfall des Deutschen Bundes und werden denselben mit allen Mitteln, die ihnen Gott verliehen hat, abwehren.

Ew. . . . . . werden ersucht, von dieser Depesche und ihren Anlagen der Regierung, bei welcher Sie beglaubigt sind, Abschrift zu übergeben.

v. Bismarck.

72.

Ordonnance du Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, relative à la capture des bâtiments de commerce français; signée à Berlin, le 18 juillet 1870.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen im Namen des Norddeutschen Bundes, was folgt:

Französische Handelsschiffe sollen der Aufbringung und Wegnahme durch die Fahrzeuge der Bundes-Kriegsmarine nicht unterliegen. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf diejenigen Schiffe, welche der Aufbringung und Wegnahme auch dann unterliegen würden, wenn sie neutrale Schiffe wären.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Bundes-Insiegel.

Gegeben Berlin, den 18. Juli 1870.

Wilhelm.
v. Bismarck-Schoenhausen.

73.

Circulaire du Ministre de la marine de France aux préfets maritimes, chefs du service de la marine, etc., concernant le traitement des bâtiments de commerce ennemis; signée à Paris, le 13 août 1870.

Paris, le 13 août 1870.

Messieurs, j'ai été consulté sur l'application, à des cas particuliers, de la circulaire en date du 26 juillet dernier, par laquelle j'ai notifié aux autorités maritimes

la décision impériale insérée au Journal officiel du 20 du même mois, relativement à la protection assurée aux bâtiments de commerce ennemis qui sont venus ou qui viendront dans les ports de l'Empire, ignorant l'état de guerre, ainsi qu'aux bâtiments de la Confédération du Nord, qui ont pris des cargaisons à destination de France, et pour compte français, dans les ports ennemis ou neutres antérieurement au 19 juillet, date de la déclaration de guerre.

Après m'être concerté avec M. le Ministre des Affaires Étrangères, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la décision de Sa Majesté comporte l'application des règles suivantes qui embrassent l'ensemble des éventualités dont se préoccupe notre commerce maritime.

1° Tout bâtiment ennemi allant de ports neutres ou ennemis ailleurs qu'en France, quelle que soit l'époque à laquelle il a mis en mer et quelle que soit la nationalité des propriétaires de la cargaison, est passible de capture, sauf restitution ultérieure du chargement, s'il y a lieu, aux propriétaires français ou neutres;

2° L'exception établie en faveur des chargements pour compte français, sous pavillon ennemi, ne s'étend pas aux navires allemands qui ont pour destination un port neutre, ni à ceux dont le chargement pour la France n'était pas commencé avant la rupture de la paix, bien que leur affrétement soit d'une date antérieure à la guerre;

3° L'exemption de capture et la garantie d'un sauf-conduit pour retourner, le moment venu, dans le port d'attache, accordé aux navires ennemis chargés pour compte français, s'applique, non-seulement au bâtiment qui a pris la mer avant le 19 juillet, mais encore à celui qui prouvera avoir commencé de charger avant cette date;

4° Le même privilége est acquis aux navires qui, affrétés avant la guerre dans les régions transatlantiques ou dans l'Indo-Chine, auraient trouvé ou reçu dans les ports d'arraisonnement l'ordre d'amener leur cargaison en France.

J'ajoute qu'il y a lieu de faire courir, à dater du jour de l'arrivée en France, le délai de trente jours accordé pour le départ aux navires ennemis entrés dans nos ports, sans avoir connu l'état de guerre. Cependant ce délai peut être raccourci si vous jugez que la présence des navires ennemis entraînant des inconvénients, il y a

intérêt à mettre les capitaines en demeure de prendre immédiatement des saufs-conduits destinés à assurer leur retour ou port d'attache.

Je vous prie de vouloir bien porter ces solutions à la connaissance du commerce maritime.

Recevez, etc.

Le ministre de la marine,

Rigault de Genouilly.

74.

Ordonnance de l'Empereur d'Allemagne abolissant l'Ordonnance du 18 juillet 1870, relative à la capture des bâtiments de commerce français; signée à Versailles, le 19 janvier 1871.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Deutschen Reichs, was folgt:

Die Verordnung betreffend die Aufbringung und Wegnahme Französischer Handelsschiffe vom 18. Juli 1870 (Bundesgesetzblatt Seite 485) tritt mit dem 10. Februar d. J. ausser Wirksamkeit.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Hauptquartier Versailles, den 19. Januar 1871.

Wilhelm.

Gr. *v. Bismarck-Schoenhausen.*

75.

Traité entre la Prusse et la Grande-Bretagne pour maintenir l'indépendance et la neutralité de la Belgique; signé à Londres, le 9 août 1870.)*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of Prussia, being desirous at the present time of recording in a solemn Act their fixed determination to maintain the independence and neutrality of Belgium, as provided in the Seventh Article of the Treaty signed at London on the 19th of April, 1839, between Belgium and the Netherlands, which Article was declared by the Quintuple Treaty of 1839 to be considered as having the same force and value as if textually inserted in the said Quintuple Treaty, their said Majesties have determined to conclude between Themselves a separate Treaty, which, without impairing or invalidating the conditions of the said Quintuple Treaty, shall be subsidiary and accessory to it; and They have accordingly named as their Plenipotentiaries for that purpose, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland:

the Right Honourable Granville George Earl Granville, Lord Leveson, a Peer of the United Kingdom, Knight of the Most Noble Order of the Garter, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, Lord Warden of the Cinque Ports and Constable of Dover Castle, Chancellor of the University of London, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Majesty the King of Prussia:

his Excellency the Minister of State, Albert Count of Bernstorff-Stintenburg, Grand Cross of the Order of the Red Eagle with Oak Leaves,

---

*) En anglais et en allemand. Les ratifications ont été échangées à Londres, le 26 août 1870.

and Grand Commander of the Royal Order of the House of Hohenzollern in Diamonds, etc., Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Her Britannic Majesty from His said Majesty for the North German Confederation;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. 1. His Majesty the King of Prussia having declared that, notwithstanding the hostilities in which the North German Confederation is engaged with France, it is his fixed determination to respect the neutrality of Belgium, so long as the same shall be respected by France, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland on her part declares that, if during the said hostilities the armies of France should violate that neutrality, She will be prepared to co-operate with His Prussian Majesty for the defence of the same in such manner as may be mutually agreed upon, employing for that purpose her naval and military forces to insure its observance, and to maintain, in conjunction with His Prussian Majesty, then and thereafter, the independence and neutrality of Belgium.

It is clearly understood that Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland does not engage herself by this Treaty to take part in any of the general operations of the war now carried on between the North German Confederation and France, beyond the limits of Belgium, as defined in the Treaty between Belgium and the Netherlands of April 19, 1839.

Art. 2. His Majesty the King of Prussia agrees on his part, in the event provided for in the foregoing Article, to co-operate with Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, employing his naval and military forces for the purpose aforesaid; and, the case arising, to concert with Her Majesty the measures which shall be taken, separately or in common, to secure the neutrality and independence of Belgium.

Art. 3. This Treaty shall be binding on the High Contracting Parties during the continuance of the present war between the North German Confederation and France, and for twelve months after the ratification of any Treaty of Peace concluded between those Parties; and on the expiration of that time the independence and neutrality

of Belgium will, so far as the High Contracting Parties are respectively concerned, continue to rest as heretofore on the Ist Article of the Quintuple Treaty of the 19th of April, 1839.

Art. 4. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London, the ninth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventy.

Granville.
Bernstorff.

76.

Traité entre la France et la Grande-Bretagne pour maintenir l'indépendance et la neutralité de la Belgique; signé à Londres, le 11 août 1870.)*

Texte français.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur des Français, désirant, dans le moment actuel, consigner dans un Acte solennel leur détermination bien arrêtée de maintenir l'indépendance et la neutralité de la Belgique telles qu'elles sont établies par l'article 7 du Traité signé à Londres le 19 avril 1839, entre la Belgique et les Pays-Bas, lequel article a été déclaré par le Traité Quintuple de 1839 avoir la même force et la même valeur que s'il était textuellement inséré dans le dit Quintuple Traité, Leurs dites Majestés ont résolu de conclure entre elles un Traité séparé, qui, sans infirmer et sans affaiblir

*) En français et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Londres, le 26 août 1870.

les conditions du Quintuple Traité sus-mentionné, serait un Acte subsidiaire et accessoire à l'autre. C'est pourquoi Leurs Majestés ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande:

le Très-Honorable Granville George Comte Granville, Lord Leveson, Pair du Royaume-Uni, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Lord Gardien des Cinque Ports et Connétable du Château de Douvres, Chancelier de l'Université de Londres, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Étrangères;

et

Sa Majesté l'Empereur des Français:

Son Excellence le Marquis de La Valette, Membre de Son Conseil Privé, Sénateur, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont concerté et conclu entre eux les articles suivants:

Art. 1er. Sa Majesté l'Empereur des Français ayant déclaré que, malgré les hostilités dans lesquelles la France se trouve actuellement engagée avec la Confédération de l'Allemagne du Nord et ses alliés, sa volonté bien arrêtée est de respecter la neutralité de la Belgique aussi longtemps que cette neutralité sera respectée par la Confédération de l'Allemagne du Nord et ses alliés, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande déclare, de son côté, que si, pendant ces hostilités, les armées de la Confédération de l'Allemagne du Nord et de ses alliés venaient à violer la dite neutralité, elle serait prête à co-opérer avec Sa Majesté Impériale pour la défense de cette même neutralité, de la manière qui pourra être concertée mutuellement, en employant pour cet objet ses forces navales et militaires, dans le but d'assurer et de maintenir, de concert avec Sa Majesté Impériale, en ce moment et plus tard, l'indépendance et la neutralité de la Belgique.

Il est clairement entendu que Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ne s'engage pas, par ce Traité, à prendre part à aucune des opérations générales de guerre qui se poursuivent en ce moment entre la France et la Confédération de l'Allemagne du Nord et ses alliés, en dehors des limites de la Belgique telles qu'elles sont établies par le Traité du 19 avril 1839 entre la Belgique et les Pays-Bas.

Art. 2. Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage de son côté, dans le cas prévu par l'article précédent, à co-opérer avec Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, en employant ses forces militaires et navales dans le but susmentionné, et, le cas échéant, à concerter avec Sa Majesté les mesures qui devront être prises, séparément ou en commun, pour assurer la neutralité et l'indépendance de la Belgique.

Art. 3. Ce Traité sera obligatoire pour les Hautes Parties contractantes pendant la durée de la guerre actuelle entre la France et la Confédération de l'Allemagne du Nord et ses alliés, et pendant douze mois après la ratification du Traité de paix conclu entre les belligérants; et à l'expiration de ce temps, l'indépendance et la neutralité de la Belgique continueront, en ce qui regarde les Hautes Parties contractantes, à reposer, comme jusqu'ici, sur l'article 1er du Quintuple Traité du 19 avril 1839.

Art. 4. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le onze août, l'an de Grâce mil huit cent soixante-dix.

Granville.
La Valette.

77.

Notes échangées entre la Grande-Bretagne et diverses Puissances neutres contenant l'engagement réciproque de ne pas dévier de la neutralité sans communication préalable.

1.

Note du Ministre des Affaires Étrangères de la Grande-Bretagne adressée à l'Ambassadeur d'Autriche, en date du 17 août 1870.)*

Foreign-Office, le 17 août 1870.

Monsieur le comte, le Gouvernement de Sa Majesté a reçu avec beaucoup de satisfaction l'avis de la détermination annoncée par votre Gouvernement d'observer une stricte neutralité pendant la guerre qui a malheureusement éclaté entre la France et la Prusse. Il paraît au Gouvernement de Sa Majesté que cette détermination, qui est aussi la sienne, serait confirmée et assurée si toutes les puissances neutres s'entendaient ensemble, en vue de maintenir leur commune neutralité.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine est d'avis qu'il ne serait pas d'ailleurs à propos en ce moment que les puissances neutres prissent un engagement formel et combiné pour le maintien de leur neutralité. Il ne croit pas non plus nécessaire ni désirable que l'arrangement séparé que je viens de mentionner prît la forme d'un traité solennel ou fût même consigné dans un protocole. Mais il pense qu'il serait suffisant, préférable même, qu'il fût simplement exprimé dans des lettres à échanger entre les diverses parties, et disant qu'aucune

---

*) Des notes semblables ont été adressées en même date aux représentants diplomatiques de Portugal, d'Espagne, de Grèce, des Pays-Bas, de Belgique, de Suède et de Turquie. L'arrangement a été accepté par l'Espagne le 30 août, par le Portugal le 31 août, par l'Autriche le 10 septembre, par le Danemarck le 12 septembre 1870. Quant aux autres Puissances la date de l'acceptation ne nous est pas connue.

des deux puissances entre lesquelles se ferait l'échange, ne se départira de sa neutralité pendant la présente guerre qu'après une communication préalable d'idées et s'être avisée réciproquement du changement de politique relatif à leur neutralité.

Je vous invite, en conséquence, à soumettre notre proposition à votre Gouvernement de la part de Sa Majesté la Reine, à dire que je suis prêt, et si vous êtes mis en mesure par votre Gouvernement de l'adopter, à faire immédiatement l'échange des lettres avec Votre Excellence.

J'ajouterai que les Gouvernements de Russie et d'Italie, avec lesquels le Gouvernement de Sa Majesté la Reine a communiqué à ce sujet, ont fait connaître leur assentiment relativement à ce mode de procéder.

J'ai l'honneur, etc.

Granville.

2.

Note de l'Ambassadeur de Russie adressée au Ministre des Affaires Étrangères de la Grande-Bretagne, en date du 31 août 1870.

Londres, le 31 août 1870.

Monsieur le comte, j'ai eu l'honneur de recevoir la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 31 août.

Elle constate l'engagement réciproque contracté par la Russie et par la Grande-Bretagne de ne point dévier de leur neutralité, durant la guerre actuelle, sans un échange d'idées et sans un avis préalable de leurs intentions, si elles venaient à modifier leur politique en ce qui regarde leur neutralité.

Conformément aux instructions du Cabinet Impérial, je suis autorisé à déclarer que l'Empereur, mon auguste maître, se plaît à donner sa plus complète adhésion au présent engagement qui répond entièrement à la pensée exprimée par Sa Majesté Impériale dès le début de la guerre.

J'ai, etc. *Brunnow.*

3.

Note de l'Ambassadeur d'Autriche au Ministre des Affaires Étrangères de la Grande-Bretagne, en date du 10 septembre 1870.

Londres, le 10 septembre 1870.

Monsieur le comte, par la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en date de ce jour, elle veut bien m'informer que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est prêt à conclure avec celui de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique un arrangement suivant lequel, „ni l'Angleterre ni l'Autriche-Hongrie n'abandonneront leur neutralité pendant la présente guerre sans s'être préalablement communiqué leurs idées et avoir annoncé l'une à l'autre tout changement que pourrait subir leur neutralité".

Votre Excellence ajoute qu'il suffira d'une lettre de ma part, Vous informant officiellement que le Gouvernement Impérial et Royal adhère à cet engagement, pour le rendre obligatoire pour les deux Gouvernements.

Conformément à l'autorisation que j'ai reçue à cet effet, je m'empresse de vous annoncer, M. le comte, que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique donne son complet assentiment à l'arrangement énoncé ci-dessus, et s'engage à l'observer en tous points.

Agréez, etc. *Apponyi.*

78.

Capitulation de Lichtemberg, signée le 10 août 1870.

Le 10 août 1870.

Le commandant du fort de Lichtemberg, M. A. Archer, sous-lieutenant au 96e de ligne, rend le fort de Lichtemberg, avec tout le matériel, au commandant passager

du 1er bataillon de chasseurs Wurtembergeois, sous les conditions ci-dessous spécifiées.

1° Les officiers sont prisonniers de guerre, ils conservent cependant leurs épées, jusqu'à décision ultérieure du général en chef. Ils accompagneront, par conséquent, le chef de bataillon jusqu'au quartier général.

2° Ils seront autorisés à prendre avec eux leurs effets et tout le nécessaire pour la vie, ainsi que leur argent privé.

3° Tous les hommes valides seront désarmés en sortant du fort et transportés à Stuttgart où doivent être envoyés les officiers.

4° Les blessés seront descendus par les habitants du village dans les localités de la commune et recevront, autant que c'est possible, les soins des médecins Wurtembergeois.

5° A partir de la signature de la capitulation du fort, le pont sera baissé et la porte restera ouverte et gardée par des troupes à l'extérieur jusqu'à la sortie de la garnison.

Archer.
Sussdorff.

79.

Procès-verbal relatif à la capitulation de Marsal, signé le 14 août 1870.

Le 14 août 1870.

L'an mil huit cent soixante-dix, le quatorze du mois d'août, le conseil de défense de la place étant assemblé reçut, en la personne du commandant de place, l'ultimatum suivant:

„Devant Marsal, le 14 août 1870.

„Je vous annonce que l'armée française a abandonné „la ligne de la Moselle, et est en retraite sur Paris. „Toute résistance de Marsal est donc maintenant sans „but. Je suis devant la forteresse avec 40,000 hommes

„et 60 pièces en position, et vous somme de vous rendre „prisonnier de guerre, les officiers gardant armes et „bagages, les soldats leurs bagages.

„Je vous déclare en même temps que si, par une „résistance frivole, vous me forcez de bombarder la „ville et la prendre d'assaut, je ferai passer toute la „garnison au fil de l'épée.

„Le général commandant le 2e corps bavarois,
Hartmann."

Le conseil de défense, consulté par le commandant de place, a déclaré à l'unanimité, que la place ne pouvait plus tenir; que les trois jours de canonnade supportés, les incendies qui en avaient été la conséquence dans la ville, avaient épuisé les forces d'une garnison aussi faible que celle qui avait été laissée à la disposition de la défense; que l'absence totale d'artilleurs ne permettait pas de répondre au feu de l'ennemi; que les ouvrages extérieurs étaient déjà tombés en son pouvoir; que dès lors, il y avait lieu de chercher à obtenir les meilleures conditions possibles; qu'en offrant les honneurs de la guerre, l'ennemi avait concédé tout ce que l'on était en droit d'espérer;

En conséquence, nous, commandant de place et chefs des services militaires, avons fait à M. le commissaire nommé par M. le général Hartmann la remise de la place de Marsal, ensemble de ses magasins, arsenaux, munitions de guerre et de bouche.

Les membres du conseil de défense:
Menet, garde d'artillerie; *Binet*, officier d'administration des subsistances militaires; *Durand de Villers*, capitaine du génie; *Morel*, major du 60e de ligne; *Leroy*, capitaine commandant de place.

80.

Capitulation de Sedan, signée à Frénois le 2 septembre 1870.

Entre les soussignés, le chef d'état-major du Roi Guillaume, commandant en chef les armées allemandes,

et le général commandant en chef de l'armée française, tous deux munis de pleins pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Guillaume et l'Empereur Napoléon, la convention suivante a été conclue.

Art. 1er. L'armée française placée sous les ordres du général de Wimpffen, se trouvant actuellement cernée par des troupes supérieures autour de Sedan, est constituée prisonnière de guerre.

Art. 2. Vu la défense valeureuse de cette armée, il est fait exemption pour tous les généraux et officiers, ainsi que pour les employés supérieurs ayant rang d'officiers, qui engageront leur parole d'honneur, par écrit, de ne pas porter les armes contre l'Allemagne et de n'agir d'aucune autre manière contre ses intérêts jusqu'à la fin de la guerre actuelle. Les officiers et employés qui acceptent ces conditions conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement.

Art. 3. Toutes les autres armes ainsi que tout le matériel de l'armée, consistant en drapeaux, aigles, canons, chevaux, caisses de guerre, équipages, munitions, etc., seront livrés à Sedan, à une commission militaire instituée par le commandant en chef pour être remis immédiatement au commissaire allemand.

Art. 4. La place de Sedan sera livrée ensuite dans son état actuel, et au plus tard dans la soirée du 2 septembre, à la disposition de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Art. 5. Les officiers qui n'auront pas pris l'engagement mentionné à l'article 2, ainsi que les troupes désarmées, seront conduits, rangés d'après leur régiment ou corps, et en ordre militaire.

Cette mesure commencera le 2 septembre et sera terminée le 3.

Ces détachements seront conduits sur le terrain bordé par la Meuse, près d'Iges, pour être remis aux commissaires allemands par leurs officiers, qui cèderont alors le commandement à leurs sous-officiers. Les médecins, sans exception, resteront en arrière pour prendre soin des militaires blessés.

Fait à Frénois, le 2 septembre 1870.

de Moltke.
de Wimpffen.

81.

Capitulation de Laon, signée le 9 septembre 1870.

Extrait.

Le 9 septembre 1870.

La garnison de Laon sortira de la citadelle et mettra bas les armes; les officiers conserveront les leurs, la garnison sera faite prisonnière sur parole à condition de ne pas reprendre du service pendant la campagne.

Thérémin d'Hame.
Alvensleben.

82.

Capitulation de Toul, signée le 23 septembre 1870.

Toul, le 23 septembre 1870.

Entre les Soussignés: le colonel d'état-major von Krensky, muni des pleins pouvoirs de S. A. R. le Grand-Duc de Mecklembourg-Schwérin, commandant en chef du 13e corps d'armée allemand, et le gouverneur de la place de Toul, chef d'escadron Huch, la Convention suivante a été conclue.

Art. 1er. La place de Toul, ainsi que tout le matériel qui s'y trouve dans ce moment, sera livrée immédiatement à la disposition de S. A. R. le Grand-Duc de Mecklembourg-Schwérin.

Art. 2. La garnison de Toul, y compris tous les hommes qui ont porté les armes pendant la défense, soit en uniforme militaire ou non, mais excepté les gardes mobiles et gardes nationaux qui ont été des habitants de la ville avant cette guerre, est prisonnière de guerre.

Art. 3. Vu la défense valeureuse, pendant six semaines, de la petite place contre une armée supérieure en nombre, il est fait exception pour tous les officiers,

ainsi que pour les employés supérieurs militaires ayant rang d'officier, qui engageront leur parole d'honneur de ne pas porter les armes contre l'Allemagne et de n'agir d'aucune autre manière contre ses intérêts jusqu' à la fin de la guerre. Les officiers et employés qui acceptent ces conditions conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement.

Art. 4. La garnison sera conduite, immédiatement après la conclusion de cette Convention, sans armes, sur le glacis, devant la porte de France.

Les officiers se placeront devant la même porte, sur la route qui conduit à la gare.

Art. 5. L'inventaire de tout le matériel de guerre consistant en drapeaux, canons, chevaux, caisses de guerre, équipages de l'armée, sera livré dans la soirée au major prussien Schwann.

Art. 6. Si, comme cela est arrivé à Laon, un accident arrive au moment où les troupes entreront dans la place, toute la garnison sera à la merci de Son Altesse Royale.

Art. 7. Les médecins militaires, sans exception, resteront en arrière pour prendre soin des blessés.

Huch.
von Krensky.

83.

Capitulation de Strasbourg, signée le 28 septembre 1870.

Le lieutenant-général royal prussien de Werder, commandant du corps de siége devant Strasbourg, invité par le général de division Uhrich, gouverneur de Strasbourg, à cesser les hostilités contre la place, est tombé d'accord avec celui-ci, eu égard à la valeureuse et honorable défense de cette ville, de conclure la capitulation suivante:

Art. 1er. Le 28 septembre, à huit heures du matin, le général de division Uhrich évacue la citadelle, les portes d'Austerlitz, Nationale et des Pêcheurs, en même temps les troupes allemandes occupent ces points.

Art. 2. Le même jour, à onze heures, la garnison française, y compris la garde mobile, quitte la place par la porte Nationale, défile entre la lunette et la redoute 37 et dépose les armes.

Art. 3. Les troupes de ligne et les gardes mobiles sont prisonnières de guerre et partent de là (du lieu du défilé) avec leurs bagages. Les gardes nationaux sont libres, sur revers, et ont à déposer les armes avant onze heures du matin à la mairie. Les listes des officiers de ces troupes seront remises à la même heure au général de Werder.

Art. 4. Les officiers et les employés (ayant rang d'officiers) des diverses troupes de la garnison française de Strasbourg peuvent partir pour un lieu de séjour choisi par eux, s'ils donnent un revers sur parole d'honneur. Le formulaire de ce revers est joint à cette Convention. Ceux de ces officiers qui ne veulent pas signer ce revers partent, comme prisonniers de guerre, pour l'Allemagne, avec la garnison. Les différents médecins militaires français conserveront provisoirement leurs fonctions.

Art. 5. Le général de division Uhrich s'engage à faire remettre, immédiatement après que les armes auront été déposées, avec ordre, les divers établissements militaires, les caisses publiques, etc., etc., par les employés titulaires français, aux employés allemands.

Les officiers et employés qui, des deux côtés, sont chargés de cette opération, se trouveront, le 28 septembre, à midi, sur le Broglie, à Strasbourg.

Lu, accepté et signé à Koenigshafen, le 28 septembre 1870, à deux heures du matin.

Ducasse,
Colonel commandant
de place à Strasbourg.

Lieutenant colonel
Leczynski,
Chef d'état-major général
du corps de siége.

Mengin,
Lieutenant-colonel, sous-directeur d'artillerie.

Comte
Henkel de Donnersmark,
Capitaine de cavalerie
et aide de camp.

84.

Capitulation de Soissons, signée le 15 octobre 1870.

Soissons, le 15 octobre 1870.

Entre les soussignés: le colonel Von Krensky, chef d'état-major du 13e corps d'armée, chargé des pleins-pouvoirs de Son Altesse Royal le Grand-Duc de Meklenbourg, et le lieutenant-colonel, gouverneur de Noue, la Convention suivante a été conclue:

Art. 1er. La place de Soissons, avec tout le matériel de guerre qu'elle renferme, sera livrée à la disposition de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Meklenbourg.

Art. 2. La garnison de Soissons, comprenant tous les hommes qui ont porté les armes pendant la défense, soit en uniforme ou non, est prisonnière de guerre. Sont exceptés de cet article les gardes nationaux et les mobiles qui habitaient la ville et l'arrondissement de Soissons avant que la guerre fût déclarée.

Art. 3. En considération de la défense valeureuse de la place, tous les officiers et employés supérieurs ayant rang d'officiers, qui engageront leur parole d'honneur de ne plus porter les armes contre l'Allemagne ni d'agir en rien contre ses intérêts durant la guerre actuelle, seront mis en liberté. Ceux qui souscriront à ces conditions conserveront leurs armes, leurs chevaux, leurs effets et leurs domestiques.

Art. 4. Demain à deux heures, la garnison entière sera réunie sans armes sur les glacis de la porte de Reims.

Art. 5. Le matériel de guerre, comprenant drapeaux, canons, armes, chevaux, munitions, etc. etc., sera livré à trois heures par les chefs de service à une commission prussienne.

Art. 6. Tous les médecins militaires resteront pour soigner les blessés.

Art. 7. En considération de ce que la ville a souffert, elle ne subira d'autre contribution de guerre que celle de nourrir la garnison après l'épuisement des approvisionnements laissés dans les magasins de l'État.

De Noue.
Von Krensky.

85.

Capitulation de Schlettstadt, signée le 24 octobre 1870.

Le général-major de Schmeling de l'armée royale prussienne, commandant la 4e division de réserve, invité par le gouverneur de Schlettstadt, comte de Reinach, à cesser les hostilités contre la place, s'est entendu avec ce dernier pour conclure la capitulation suivante:

Art. 1er. Aujourd'hui, à trois heures de l'après-midi, tous les postes des portes seront remis aux troupes prussiennes, ainsi que la redoute située sur le front est de la place.

Art. 2. Aujourd'hui, à quatre heures de l'après-midi, la garnison française, y compris la garde mobile, la garde nationale et les francs-tireurs, sortira de la place par la porte de Colmar, avec les honneurs militaires; elle se formera en bataille entre les lunettes 2 et 3 et y déposera les armes.

Le gouverneur s'engage à veiller dans la mesure du possible à ce que toutes les armes soient livrées aux troupes prussiennes en un bon état de conservation.

Art. 3. Toute la garnison de Schlettstadt, y compris les officiers et les employés militaires, sera prisonnière de guerre. Les employés et officiers militaires conserveront tout ce qui leur appartient personnellement, à l'exception des armes.

Art. 4. Immédiatement après la déposition des armes, le gouverneur s'engage à faire remettre regulièrement, par les employés qui en sont chargés, aux officiers et employés prussiens désignés à cet effet, tout le matériel militaire et les armes de l'État.

Les officiers et employés chargés de part et d'autre de cette mission se rencontreront aujourd'hui, à quatre heures de l'après-midi, hors de la porte de Colmar.

Art. 5. Les habitants de Schlettstadt seront, autant que possible, exempts de toute réquisition.

Art. 6. Eu égard au regrettable accident survenu lors de l'entrée des troupes prussiennes à Laon, par l'explosion de la poudrière, il est stipulé que, si pareille

chose devait se produire à l'entrée des troupes prussiennes dans Schlettstadt, la garnison tout entière resterait à la discrétion du général-major de Schmeling, du moment où l'on pourrait imputer à celle-ci une coopération quelconque à l'événement, ou bien l'omission des mesures de précaution nécessaires.

Art. 7. La présente capitulation a été arrêtée et signée, d'une part, par le commandant d'état-major de Kretschmann, mandataire du général-major de Schmeling et, d'autre part, par le gouverneur de Schlettstadt, comte de Reinach.

L'approbation du général-major de Schmeling sera immédiatement demandée, et dès lors cette capitulation sera exécutoire.

Fait devant Schlettstadt, le 24 octobre 1870.

de Reinach.

Von Kretschmann.

Approuvé:

Von Schmeling, général-major,
commandant la 4e division
de réserve.

86.

Capitulation de Metz, signée le 27 octobre 1870.

Entre les soussignés, le Chef d'état-major, général de l'armée française sous Metz, et le Chef d'état-major de l'armée prussienne devant Metz, tous deux munis des pleins-pouvoirs de Son Excellence le maréchal Bazaine, commandant en chef, et du général en chef Son Altesse Royale le Prince Frédéric Charles de Prusse, la Convention suivante a été conclue:

Art. 1er. L'armée française, placée sous les ordres du maréchal Bazaine, est prisonnière de guerre.

Art. 2. La forteresse et la ville de Metz avec tous les forts, le matériel de guerre, les approvisionnements

de toute espèce et tout ce qui est propriété de l'État, seront rendus à l'armée prussienne dans l'état où tout cela se trouve au moment de la signature de cette convention.

Samedi, 29 octobre, à midi, les forts Saint-Quentin, Plappeville, Saint-Julien, Queulen et Saint-Privat, ainsi que la porte Mazel (route de Strasbourg) seront remis aux troupes prussiennes.

A dix heures du matin de ce même jour, des officiers d'artillerie et du génie, avec quelques sous-officiers, seront admis dans les dits forts pour occuper les magasins à poudre et pour éventer les mines.

Art. 3. Les armes ainsi que tout le matériel de l'armée, consistant en drapeaux, aigles, canons, mitrailleuses, chevaux, caisses de guerre, équipages de l'armée, munitions etc., seront laissés, à Metz et dans les forts, à des commissions militaires instituées par M. le maréchal Bazaine, pour être remis immédiatement à des commissaires prussiens. Les troupes, sans armes, seront conduites, rangées d'après leurs régiments ou corps et en ordre militaire, aux lieux qui seront indiqués pour chaque corps. Les officiers rentreront alors librement dans l'intérieur du camp retranché ou à Metz, sous la condition de s'engager sur l'honneur à ne pas quitter la place sans l'ordre du commandant prussien.

Les troupes seront alors conduites par leurs sous-officiers aux emplacements de bivouacs. Les soldats conserveront leurs sacs, leurs effets et leurs objets de campement (tentes, couvertures, marmites, etc.).

Art. 4. Tous les généraux et officiers, ainsi que les employés militaires ayant rang d'officiers, qui engageront leur parole d'honneur par écrit de ne pas porter les armes contre l'Allemagne et de n'agir d'aucune autre manière contre ses intérêts jusqu'à la fin de la guerre actuelle, ne seront pas faits prisonniers de guerre; les officiers et employés qui accepteront cette condition conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement.

Art. 5. Les médecins militaires, sans exception, resteront en arrière pour prendre soin des blessés; ils seront traités d'après la Convention de Genève; il en sera de même du personnel des hôpitaux.

Art. 6. Les questions concernant principalement les intérêts de la ville sont traitées dans un appendice

ci-annexé, qui aura la même valeur que le présent protocole.

Art. 7. Tout article qui pourra présenter des doutes sera toujours interprété en faveur de l'armée française.

Fait au château de Frescaty, le 27 octobre 1870.

L. Jarras.
Von Stiehle.

87.

Capitulation de Dijon, signée le 31 octobre 1870.

S. Exc. le lieutenant-général de Beyer est disposé à se départir de toute mesure de répression et d'oublier les procédés d'hostilité qui ont eu lieu hier dans la ville de Dijon, sous la garantie sérieuse de l'exécution des conditions imposées à la ville, et de borner ses réquisitions au besoin de ses troupes.

Ces conditions sont:

1° La ville de Dijon versera 500,000 fr. comme caution, lesquels seront restitués si les rapports restent agréables;

2° Respect absolu pour les personnes et pour les biens;

3° Indemnité complète pour les belligérants réguliers ou irréguliers pour le passé;

4° Remise de tous les prisonniers faits hier;

5° Prompte exécution des proclamations contenant les conditions suivantes:

Les susnommées conditions s'étendent à l'entretien et à la nourriture de troupes d'une force de 20,000 hommes et à la fourniture des autres besoins de l'armée.

En réciprocité, le général commandant prend l'engagement que toutes les réquisitions ne pourront être faites que par des intendants militaires auprès de la municipalité.

S'il se produit quelque fait d'hostilité de la part de la ville, le bombardement recommencerait, et alors elle

serait imposée à nouveau d'une notable contribution de guerre.

Quant aux actes et négociations ultérieures, en charge S. A. grand-ducale le lieutenant-général prince Guillaume de Bade, assisté du baron de Render, de l'état-major.

Les négociations auront lieu le matin à neuf heures à Saint-Apollinaire; si celles-ci n'étaient menées à terme à dix heures, je recommencerais les hostilités, et même aussitôt qu'il serait remarqué un nouvel arrivage de troupes françaises.

Saint-Apollinaire, le 31 octobre 1870.

Vu et approuvé de la part de l'armée allemande par le prince Guillaume de Bade, lieutenant général; de Render, de l'état-major.

Vu et approuvé de la part de la municipalité de Dijon: F. A. Dubois, maire; Enfert; H. Lévêque; A. Brulé, adjoints.

Le maire de Dijon déclare, en outre, qu'il a été verbalement arrêté que la justice continuerait à être rendue au nom de la République;

Que les services publics, fonctionneraient comme par le passé;

Que les postes et télégraphes seraient rétablis;

Que les ambulances même privées, seront protégées, malgré l'absence de régularité de la part de l'intendance française;

Que la garde nationale serait desarmée, et les fusils centralisés à l'hôtel de ville, restant en principe la propriété de la ville, le général en chef se réservant d'y puiser s'il en avait besoin.

88.

Capitulation de Verdun, signée le 8 novembre 1870.

Verdun, le 8 novembre 1870.

Après que la ville de Verdun a soutenu vaillamment trois bombardements, dont le dernier a duré cinquante deux heures, et comme elle est menacée de nouveau par des forces écrasantes, savoir par quinze mille hommes dont deux mille d'artillerie et par cent quarante pièces

de canon de gros calibre, sans compter les batteries de campagne, chaque pièce armée de munitions pour mille coups, une résistance plus longue paraît impossible surtout après la reddition de Metz. Pour ces raisons, et aussi pour éviter une effusion de sang inutile et la ruine de la ville, la convention suivante a été conclue entre les soussignés, le général baron Guérin de Walderbach, commandant en chef de la place de Verdun, et le général-major de Gayl, commandant des troupes prussiennes assiégeantes.

Art. 1er. La forteresse et la ville de Verdun, avec tout le matériel de guerre, les approvisionnements de toute espèce, les archives et tout ce qui est propriété de l'État en seront rendus à M. le général de Gayl, le 9 novembre, dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature de cette convention, à la condition expresse qu'après la conclusion de la paix, le tout sera restitué à la France.

Mercredi, le 9 novembre 1870, à dix heures du matin, la place et la citadelle de Verdun seront remises aux troupes prussiennes. A la même heure, les officiers d'artillerie et du génie avec quelques sous-officiers seront admis dans la place pour occuper les magasins à poudre et vider les mines.

Art. 2. La garnison est prisonnière de guerre, cependant les gardes nationaux, mobiles originaires de Verdun et la garde nationale sédentaire seront libres après avoir été désarmés. La gendarmerie, après avoir rendu ses armes, restera libre et conservera ses chevaux. Les ouvriers militaires ne seront pas considérés comme soldats et resteront également libres.

Art. 3. Les armes, ainsi que la totalité des canons, chevaux, caisses militaires, bagages de l'armée, munitions, en général tout le matériel existant dans Verdun, seront inventoriés par une commission nommée par le général français pour être livrés en même temps aux commissaires prussiens, pour, dans la prévision de la conclusion de la paix, être restitués à la France. Les troupes sans armes, rangées d'après leur corps, seront conduites à l'endroit désigné pour chaque corps; elles conserveront leurs sacs et leurs effets. Les officiers resteront alors librement dans la ville de Verdun, à la condition de s'engager sur l'honneur de ne point quitter la place sans l'autorisation du commandant prussien.

Art. 4. Les officiers, avec leur ordonnances, qui engageront leur parole d'honneur par écrit de ne point porter les armes contre l'Allemagne durant la présente guerre et de n'agir d'aucune manière contre ses intérêts, ne seront pas faits prisonniers de guerre. Les officiers, avec leurs ordonnances, qui préféreront leur captivité et qui s'engageront sur leur parole d'honneur à se rendre à l'endroit qui leur sera désigné et au jour indiqué, pourront s'y rendre isolément. Les uns, comme les autres, conserveront leurs armes, leurs bagages et leurs chevaux.

Art. 5. Les médecins militaires resteront en arrière pour prendre soin des blessés; ils seront traités suivant la Convention de Genève. Il en sera de même du personnel des hôpitaux.

Art. 6. La ville de Verdun sera exempte de toute réquisition en argent ou en nature. Les personnes, les propriétés, les établissements municipaux et religieux seront respectés. Les troupes seront, autant que possible, logées dans les bâtiments militaires, excepté dans le cas de passage de troupes extraordinaires.

Art. 7. Tous les offices publics, civils ou de commerce, les notaires, le commerce et l'industrie jouiront de la plus entière liberté.

Art. 8. Les questions de détail qui pourront survenir seront réglées dans un annexe qui aura même force que s'il était inséré dans la présente convention.

Guérin de Walderbach.
De Gayl.

89.

Capitulation de Neufbrisach, signée le 10 novembre 1870.

Le général prussien de Schmeling, commandant la 4e division de réserve, requis par le lieutenant-colonel de Kerhor, commandandant supérieur de la place de Neufbrisach, de cesser les hostilités contre les forteresses, a conclu la capitulation suivante:

Art. 1er. Le 11 novembre, à dix heures du matin, la garnison française, y compris la garde mobile, la garde nationale et les francs-tireurs, quittera la place par la porte de Bâle, et se dirigera par le sud du canal du Rhin au Rhône des deux côtés de la route de Bâle, où elle déposera les armes.

Art. 2. Le commandant s'engage à faire tous les efforts pour que les armes soient livrées en bon état aux troupes prussiennes.

Art. 3. Toute la garnison de Neufbrisach, y compris les officiers et employés militaires, devient prisonnière de guerre. Sont exceptés les gardes nationaux qui avaient leur domicile à Neufbrisach, dès avant la guerre. Ceux-là déposeront leurs armes à la mairie. Officiers, employés et soldats conservent leurs propriétés particulières à l'exclusion des armes.

Art. 4. Le commandant s'engage à livrer régulièrement aux officiers et employés de l'armée prussienne détachés à cet effet, et ce par l'entremise des employés spéciaux, tous les états militaires, caisses publiques etc. Les officiers et employés chargés de part et d'autre de l'exécution de cet article se trouveront, le 11 novembre, à dix heures du matin, à la porte de Bâle.

Art. 5. Considérant le fait déplorable de l'explosion de la poudrière qui a eu lieu à Laon à l'entrée des troupes prussiennes, il est stipulé que si quelque chose de semblable se renouvelait à l'entrée des troupes prussiennes à Neufbrisach, la garnison entière serait à la merci du général-major de Schmeling, dès lors qu'il résulterait à sa charge une participation quelconque ou la preuve d'une négligence des mesures de précaution nécessaires.

La présente capitulation a été passée et signée par le fondé de pouvoir du général-major de Schmeling, le major de Kretschmann, d'un côté, et par le lieutenant-colonel de Kerhor, de l'autre.

La ratification par le général-major de Schmeling une fois obtenue, la capitulation sortira immédiatement ses effets.

Fait à Neufbrisach, le 10 novembre 1870.

Kretschmann.
Kerhor.
Approuvé: *Schmeling.*

90.

Capitulation de Thionville, signée le 24 novembre 1870.

S. Excellence le lieutenant-général de Kameke, commandant en chef les troupes prussiennes devant la place de Thionville, repondant à la demande de M. le colonel Turnier, commandant de cette place, de mettre un terme au bombardement pour éviter la ruine complète de la ville, et ne pouvant résister plus longtemps devant les forces très-supérieures en nombre, et après un bombardement de cinquante-trois heures et des tranchées déjà établies, a conclu avec ce dernier, vu la résistance valeureuse de la place, la convention suivante:

Art. 1er. Le 25 novembre 1870, à onze heures du matin, M. le colonel Turnier évacuera avec ses troupes la ville et tous les forts sur la rive gauche de la Moselle, et toute la garnison se rendra dans les forts de la rive droite de la Moselle. A la même heure, les troupes prussiennes entreront dans la ville par les deux portes sur la rive gauche et occuperont la ville et les forts. Les officiers d'artillerie et du génie seront admis dans la place quelque temps avant pour occuper les magasins à poudre et éventer les mines.

Art. 2. A une heure, le même jour, la garnison française, y compris la garde mobile, quittera les forts sur la rive droite de la Moselle par la porte de Sarrelouis, sera conduite et rangée sur la route d'Allange, où elle déposera les armes. Après le désarmement, les officiers rentreront dans la ville, sous la condition de s'engager sur l'honneur de ne pas quitter la place sans l'autorisation du commandant prussien.

Art. 3. La garnison, composée de la ligne et de la garde mobile, est prisonnière de guerre et partira immédiatement avec ses sacs et ses effets.

La garde nationale sédentaire et les chasseurs-éclaireurs seront libres contre un engagement écrit et signé et déposeront les armes, à neuf heures, à la mairie de la ville.

Les contrôles seront remis à une heure au général commandant. Les officiers et assimilés conserveront leurs effets et leurs chevaux. Ceux d'entre eux qui engageront leur parole d'honneur, par écrit, de ne pas porter les

armes contre l'Allemagne et de n'agir contre aucun de ses intérêts pendant la guerre actuelle, ne seront pas faits prisonniers de guerre.

Art. 4. Les médecins militaires resteront dans la ville pour prendre soin des malades et des blessés. Ils seront traités suivant la Convention de Genève; il en sera de même pour le personnel des hôpitaux.

Art. 5. M. le colonel Turnier s'engage à faire remettre, immédiatement après le désarmement de la garnison, tout le matériel de la place dans l'état où il se trouve au moment de la signature de cette convention, consistant en canons, chevaux, caisses de l'État, équipages de l'armée, munitions, archives etc., par une commission militaire nommée par le colonel commandant à une commission prussienne. Ces commissions se réuniront à une heure du même jour, au grand quartier.

Les chevaux devront être réunis dans les écuries et remis au commissaire prussien.

Article additionnel.

Le général commandant les troupes prussiennes est prêt à se faire l'interprète auprès de Sa Majesté le Roi de Prusse pour que la garde mobile ne reste pas prisonnière de guerre.

Cette convention a été conclue et signée cejourd'hui, 24 novembre, par le délégué de l'armée prussienne, M. le major d'état-major de la 14e division d'infanterie.

Maurice.
Hilgers.

91.

Capitulation de La Fère, signée le 26 novembre 1870.

Art. 1er. La garnison de La Fère, placée sous les ordres de M. le capitaine de frégate Planche, est prisonnière de guerre.

Art. 2. La place et la ville de La Fère, avec tout le matériel de guerre, avec les approvisionnements de toute espèce et tout ce qui est propriété de l'État, seront rendus au corps prussien que commande M. le général Zglinitzki, dans l'état où tout cela se trouve au moment de la signature de cette convention.

A dix heures du matin, demain 27 novembre, les officiers d'artillerie et du génie, avec quelques officiers, seront admis dans la place pour occuper les magasins à poudre et à munitions.

Art. 3. Les armes, ainsi que tout le matériel, consistant en canons, chevaux, caisses de guerre, équipages de l'armée, munitions, etc., seront laissés à La Fère, à des commissions militaires constituées par M. le commandant, pour être remis à des commissaires prussiens. (Il n'y a dans la place ni aigles ni drapeaux.)

A midi, les troupes sans armes seront conduites, rangées d'après leurs corps et en ordre militaire, sur la route de Laon, la gauche à la hauteur du chemin qui conduit au polygone.

Les officiers resteront alors librement dans la place, sous la condition de s'engager sur l'honneur à ne pas quitter la place sans l'ordre du commandant prussien.

Les troupes seront alors conduites par leurs sous-officiers, les soldats conserveront leurs sacs, leurs effets et les objets de campement (tentes, couvertures et marmites).

Art. 4. Tous les officiers supérieurs et les officiers subalternes, ainsi que les employés militaires ayant rang d'officier, qui engageront leur parole d'honneur, par écrit, de ne pas porter les armes contre l'Allemagne et de n'agir d'aucune manière contre ses intérêts jusqu'à la fin de la guerre actuelle, ne seront pas faits prisonniers de guerre. Les officiers et employés qui accepteront cette condition conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement. Ils pourront quitter la Fère quand ils voudront, en prévenant l'autorité prussienne.

Les officiers faits prisonniers de guerre emporteront avec eux leurs épées ou sabres, ainsi que tout ce qui leur appartient personnellement et garderont leurs ordonnances; ils partiront au jour qui sera fixé plus tard par le commandant prussien.

Art. 5. Les médecins militaires, sans exception,

resteront en arrière pour prendre soin des blessés et des malades; ils seront traités suivant la Convention de Genève; il en sera de même du personnel des hôpitaux.

Art. 6. Aucune personne appartenant à la ville, soit comme simple particulier, soit comme autorité, ne sera inquiétée ni poursuivie par les autorités prussiennes pour les faits relatifs à la guerre, quels qu'ils soient.

En raison de la résistance résignée de La Fère, eu égard à sa faible position, aux dégâts produits par le bombardement, la ville sera exempte de toute réquisition d'argent, et les autorités prussiennes s'engagent à la traiter le plus favorablement possible.

Art. 7. Tout article qui pourra présenter des doutes sera toujours interprété en faveur de l'armée française.

La Fère, le 27 novembre 1870.

Planche.
Zglinitzki.

92.

Capitulation d'Amiens, signée le 30 novembre 1870.

Entre les soussignés, Bumke, chef d'escadron d'état-major, représentant de M. le général de Goeben, commandant le 8e corps d'armée prussien, et M. Woirhaye, chef d'escadron, commandant l'artillerie de la garde nationale mobile de la Seine, a été convenu et arrêté ce qui suit:

Art. 1er. La citadelle d'Amiens, avec tout le matériel de guerre et les approvisionnements, sera rendue au général de Goeben.

Art 2. Tous les officiers, sous-officiers et soldats, composant la garnison de la citadelle, sont prisonniers de guerre.

Art. 3. Les gardiens et employés de la manutention seront libres et rentreront en possession de ce qui leur appartient en toute propriété, à l'exception de leurs armes.

Art. 4. Le médecin de l'ambulance et ses infirmiers

seront libres, en vertu des décisions de la Convention de Genève.

Art. 5. Le général de Goeben, considérant la position pénible dans laquelle se trouvait la garnison de la citadelle, composée en grande partie des gardes nationaux mobiles du pays, obligée de diriger son feu sur les habitations; considérant qu'après trois sommations faites, cette garnison a essuyé pendant toute une journée le feu de l'ennemi, et n'a arboré ce matin le drapeau parlementaire que dans un but d'humanité pour les habitants d'Amiens, et qu'à la vue de soixante-douze pièces d'artillerie mises en batterie pour continuer la lutte, accorde aux officiers, pour leur donner un témoignage honorable, de garder leurs armes, chevaux et tout ce qui leur appartient personnellement.

Citadelle d'Amiens, le 30 novembre 1870.

Woirhaye.
Bumke.

93.

Capitulation de Phalsbourg, en date du 12/13 décembre 1870.

Lettre du commandant de la place au major de Giese.

Phalsbourg, le 12 décembre 1870.

Monsieur le major, le trop grand éloignement de l'armée française et la famine qui torture les habitants, les blessés et les prisonniers de guerre, mais qui ne pourrait nous dompter si nous étions seuls ici, ne nous permettent pas de continuer la lutte, parce qu'il est de notre devoir d'être humains avant tout.

C'est aussi pour obéir aux lois de l'humanité que

j'ai dû ne pas céder aux voeux de mes compagnons d'armes qui ont demandé de s'ensevelir avec leur chef sous les ruines de la forteresse qu'ils défendent depuis quatre mois.

Les portes de Phalsbourg sont ouvertes . . . . Vous nous y trouverez désarmés, mais non vaincus.

Recevez, etc.

Le commandant de la place:
Taillant.

Mardi, 13 décembre 1870.

Les Plénipotentiaires ennemis entrent dans Phalsbourg avec une escorte pour occuper la place. Les conditions sont les suivantes:

La troupe, prisonnière de guerre, emportera ses bagages. Les officiers jouiront du même privilége et auront la liberté de choisir, pour le temps de la captivité, telle ville d'Allemagne qu'il leur plaira; ils emmèneront leurs ordonnances avec eux. Les gardes mobiles qui sont mariés et ceux qui ont des biens-fonds sont libres de rentrer dans leurs foyers. Le départ aura lieu demain à six heures.

94.

Capitulation de Mézières et de Charleville, signée le 1er janvier 1871.

Le major-général de Woyna, commandant en chef des troupes prussiennes devant Mézières et Charleville, a conclu avec le premier commandant de ces places, M. le colonel Blondeau, la convention suivante, après une défense valeureuse de ces places, et après que celui-ci s'était convaincu qu'il ne pouvait plus résister à des forces supérieures, son matériel d'artillerie n'étant pas suffisant pour combattre celui de l'ennemi.

Art. 1er. Le 2 janvier, à midi, la garnison française à Charleville et à Mézières aura évacué les deux villes,

de même que la citadelle et les ouvrages de la corne d'Arches, et sera réunie dans la couronne de Champagne. A la même heure, les troupes prussiennes entreront dans la citadelle, la corne d'Arches et Saint-Julien, et occuperont ces forts et la ville. A la même heure, quelques détachements d'artillerie et du génie, conduits par des officiers, entreront les premiers pour occuper les magasins à poudre, y éventer les mines qui leur seront indiquées par les officiers de l'artillerie et du génie français. La garnison de Charleville évacuera cette ville pour se rendre à Mézières à dix heures du matin, et les troupes prussiennes entreront à Charleville à onze heures.

Art. 2. La garnison française de Mézières et de Charleville, réunie dans la couronne de Champagne, sortira par la porte de Pierre, après avoir déposé les armes, et sera reçue à midi par les troupes prussiennes sur la route de Boulzicourt. Les officiers resterônt dans la ville, se réuniront à la citadelle à une heure, où ils seront présentés par M. le colonel Blondeau, personnellement, au nouveau commandant prussien. Un contrôle exact des officiers et des assimilés présents dans la place au moment de la ratification de cette convention, sera remis en même temps au commandant prussien. Les officiers remettront leurs épées au commandant français, qui les remettra plus tard au commandant prussien.

Art. 3. La garnison, composée de la ligne, de la garde mobile, des francs-tireurs et de la garde nationale mobilisée, est prisonnière de guerre, de même que les gendarmes, les employés de la douane avec leurs officiers et les gardes forestiers. Les soldats garderont leurs effets, et les officiers et les assimilés conserveront leurs propriétés personnelles, leurs chevaux, avec une ordonnance, les gendarmes leurs chevaux. La garde nationale sédentaire, non mobilisée, de Mézières et de Charleville est libre contre un engagement à signer et déposera les armes à onze heures. Les contrôles séparés de chaque corps de troupes sont remis à l'officier prussien commandant les troupes sur la route de Boulzicourt.

Art. 4. Les médecins militaires resteront dans la ville pour continuer leur service. Ils seront traités suivant la Convention de Genève. Il en sera de même pour tout le personnel des hôpitaux.

Art. 5. M. le colonel Blondeau s'engage à faire remettre, immédiatement après le désarmement de la gar-

nison, tout le matériel des deux places, toutes les provisions, les caisses de l'État, les archives, et dans l'état où ils se trouvent au moment de cette convention, en bon ordre, au commissaire prussien, par ses officiers et employés. Les officiers et employés ci-dessus désignés se réuniront à une heure à la citadelle. Les chevaux de service seront réunis dans des écuries et remis au commissaire prussien.

Art. 6. S'il arrive un accident quelconque avec les magasins à poudre, mines, le général de Woyna ne se tiendra plus lié par cette convention.

Art. 7. En raison des dommages causés aux deux villes par le bombardement, le général de Woyna promet de soulager les habitants quant au logement, autant qu'il est en son pouvoir de le faire.

Cette convention a été conclue et signée aujourd'hui 1er janvier 1871.

Mallarmé.
Hilgers.

95.

Capitulation de Rocroi, signée le 6 janvier 1871.

Le général-major de Woyna, commandant des troupes royales prussiennes devant Rocroi, conclut, eu égard à la défense courageuse de la place, avec le chef de bataillon Melin, qui a compris qu'il ne pouvait résister plus longtemps à des forces supérieures, la capitulation suivante:

Art. 1er. Le 6 janvier 1871, à l'heure de midi, la garnison de Rocroi évacuera la forteresse; en même temps les troupes prussiennes y entreront. Cette nuit, deux compagnies occuperont encore les portes.

Des détachements d'artillerie et du génie, sous la conduite d'officiers, y entreront les premiers, et les magasins de poudre et d'approvisionnements leur seront livrés par les officiers d'artillerie et du génie.

Art. 2. La garnison déposera les armes dans la forteresse, elle conservera ses bagages. Les officiers

français ne sortiront pas avec elle, mais se réuniront à la place pour partir le 8, à l'heure de midi, et se mettre en marche pour la captivité.

Les officiers et les employés ayant rang d'officier conserveront leurs bagages, leurs chevaux et leurs épées. Pendant leur séjour à Rocroi, ils seront prisonniers sur parole.

Le commandant devra remettre la liste nominative des officiers et des employés militaires ayant rang d'officier.

Les gendarmes seront prisonniers de guerre, les chevaux resteront leur propriété.

Art. 3. Les médecins français resteront dans leurs fonctions jusqu'à plus tard, conformément à la Convention de Genève.

Art. 4. Le commandant Melin s'engage à livrer tout le matériel de guerre dans l'état où il se trouve et en est responsable.

Les officiers et les fonctionnaires qui auront à remettre la place se trouveront demain à midi à la place.

Toutes les caisses de l'État, ainsi que les archives, seront à livrer.

Art. 5. Toutes les troupes de ligne, les gardes mobiles et mobilisés seront prisonniers de guerre. La garde nationale sédentaire sera libre.

Art. 6. Eu égard à la ville détruite par le bombardement, le général de Woyna s'engage à affranchir autant que possible les habitants de logements militaires.

La capitulation est conclue et signée aujourd'hui, 6 janvier 1871, par le commandant prussien.

96.

Capitulation de Péronne, signée le 9 janvier 1871.

Entre les soussignés: 1° le colonel de Herzberg; 2° le lieutenant-colonel Gontrand Gonnet, de Bonnaud, chef d'escadron d'artillerie, et Cadot, chef de bataillon, chargés des pleins-pouvoirs de Son Excellence le général de

division baron de Barnekow et de M. le chef de bataillon Garnier, commandant de place de Péronne, a été convenu ce qui suit:

Art. 1er. La garnison de Péronne, placée sous les ordres du chef de bataillon Garnier, commandant la place de Péronne, est prisonnière de guerre.

La garde nationale sédentaire n'est pas comprise dans le présent article.

Art. 2. La place et la ville de Péronne avec tout le matériel de guerre, la moitié des approvisionnements de toute espèce et tout ce qui est la propriété de l'État seront rendus au corps prussien que commande M. le général de division baron de Barnekow, dans l'état où tout cela se trouve au moment de la signature de cette convention. A onze heures du matin, demain, 10 janvier, des officiers d'artillerie et du génie avec quelques sous-officiers seront admis dans la place pour occuper les magasins à poudre et munitions.

Art. 3. Les armes, ainsi que tout le matériel, consistant en canons, chevaux, caisses de guerre, équipages de l'armée, munitions, etc., seront laissés à Péronne à des commissions militaires A une heure, les troupes seront conduites, rangés d'après leur corps et en ordre militaire, sur la route de Paris, la gauche appuyée aux fortifications, la droite vers Eterpigny, où elles déposeront leurs armes.

Les officiers rentreront alors librement dans la place, sous la condition de s'engager sur l'honneur à ne pas quitter la place sans l'ordre du commandant prussien.

Les troupes seront alors conduites par leurs sous-officiers. Les soldats conserveront leurs sacs, leurs effets de campement, tentes, couvertures et marmites.

Art. 4. Tous les officiers supérieurs et les officiers subalternes, ainsi que les employés militaires ayant rang d'officier, qui engageront leur parole d'honneur par écrit de ne pas porter les armes contre l'Allemagne et de n'agir d'aucune manière contre ses intérêts jusqu'à la fin de la guerre actuelle, ne seront pas fait prisonniers de guerre.

Les employés et officiers qui accepteront cette condition conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement. Ils pourront quitter Péronne quand ils le voudront, en prévenant l'autorité prussienne. Les officiers faits prisonniers de guerre

emporteront avec eux leurs épées où sabres, ainsi que tout ce qui leur appartient personnellement et garderont leurs ordonnances. Ils partiront au jour qui sera fixé plus tard par le commandant prussien. Les médecins militaires, sans exception, resteront en arrière pour prendre soin des blessés et malades, et seront traités suivant la Convention de Genève; il en sera de même du personnel des hôpitaux.

Art. 5. Aucune personne appartenant à la ville, soit comme simple particulier, soit comme autorité, ne sera inquiétée ni poursuivie par les autorités prussiennes pour faits relatifs à la guerre, quels qu'ils soient. En raison de la résistance énergique de Péronne, eu égard à sa faible position et aux dégâts produits par le bombardement, la ville sera exempte de toute réquisition en argent et en nature. Les habitants ne seront pas tenus de nourrir chez eux les simples soldats allemands jusqu'à l'épuisement de la moitié des approvisionnements qui se trouvent dans les magasins de l'État. Cette condition ne s'appliquera pas au jour de l'entrée.

Art. 6. Les armes de la garde nationale sédentaire seront déposées à l'hôtel de ville et appartiendront à l'armée prussienne; quant aux armes de luxe, elles seront déposées au même endroit et resteront la propriété des déposants.

Art. 7. Tout article qui pourra présenter des doutes sera toujours interprété en faveur de l'armée française.

Art. 8. Le 10 janvier, à midi, la porte de Saint-Nicolas et la porte de Bretagne seront ouvertes pour l'entrée des troupes prussiennes; en même temps, les fortifications nommées couronne de Bretagne et couronne de Paris seront libres de troupes françaises.

Cartigny, le 9 janvier 1871, 11 heures du soir.

von Herzberg, colonel.

La présente capitulation n'a été signée par les mandataires du commandant Garnier, M. M. Gonnet, de Bonnaud et Cadot, qu'en raison des souffrances de la population civile de Péronne, éprouvée par un bombardement qui a détruit la plus grande partie de la ville.

Gonnet, lieutenant-colonel.
de Bonnaud.
L. Cadot.

97.

Capitulation de Longwy, signée le 24 janvier 1871.

Le soussigné, commandant du corps assiégeant devant Longwy, colonel de Krenski, signe avec le soussigné, commandant de place, lieutenant-colonel Massaroni à la suite d'ouvertures faites à lui par ce dernier, et en conséquence de la brave et énergique défense de la garnison contre un ennemi supérieur, la capitulation suivante:

Art. 1er. Le 25 janvier 1871, à midi, la garnison de Longwy quittera la forteresse et tous les ouvrages qui en dépendent, sans armes, et se dirigera par la porte de France sur le glacis devant le bastion nº 6.

En même temps, la porte de France et la porte de Bourgogne seront occupées par les troupes prussiennes. Les officiers et employés chargés de la surveillance des arsenaux et magasins de toute nature restent dans la forteresse pour remettre directement les services aux officiers et employés prussiens que regardent ces services.

Art. 2. Toute la garnison, à l'exception de la garde nationale et des pompiers, composés d'habitants de Longwy, est prisonnière de guerre et partira conséquemment pour l'Allemagne. Les officiers, à la condition de s'engager sur l'honneur à ne pas quitter Longwy, sont autorisés à quitter le glacis devant le bastion 6 pour retourner à la ville afin d'y régler leurs affaires privées.

Art. 3. Le soussigné, commandant de place, s'engage à empêcher toute tendance d'évasion de la part des officiers et soldats jusqu'à leur départ. Ceux qu'on reprendrait dans ces tentatives seraient exclus de la capitulation.

Les médecins militaires et tout le personnel de l'hôpital seront traités conformément à la Convention de Genève.

Art. 4. Les troupes conserveront leurs bagages; les officiers les objets de toute nature qui leur appartiennent. Les bagages laissés par les officiers sont mis en sûreté.

Art. 5. Le soussigné, commandant de place, s'engage expressément à faire livrer les fortifications, tout le matériel de guerre, chevaux, drapeaux et provisions de toute nature, de même que toutes les caisses de

l'État, exactement dans le même état où ils se trouvent maintenant.

Les chevaux pris pendant le siége aux troupes prussiennes seront rendus en nature ou payés à raison de 1000 francs.

Un officier de la garnison remettra au soussigné colonel, le 25 janvier, à midi et demi, à la porte de France, l'état nominatif des officiers et employés ayant rang d'officier, ainsi que l'état numérique des troupes de la garnison, et en même temps l'état détaillé de toutes les provisions et de tout le matériel de guerre.

Art. 6. En considération des pertes graves déjà souffertes par la population, la population ne payera pas d'autres contributions que celles payées par les villes ouvertes et villages de pays occupés.

La sûreté de la propriété est garantie.

Les casemates de la forteresse sont laissées à la disposition des habitants, jusqu'à ce que les maisons soient de nouveau habitables.

Courlaville, le 24 janvier 1871, à dix heures du soir.

Krensky.
Massaroli.

98.

Convention entre l'Allemagne et la France pour la suspension des hostilités et la capitulation de Paris; signée à Versailles, le 28 janvier 1871.

Entre M. le comte de Bismarck, chancelier de la Confédération germanique, stipulant au nom de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; et

M. Jules Favre, Ministre des Affaires Étrangères du Gouvernement de la Défense nationale. munis de pouvoirs réguliers;

Ont été arrêtées les conventions suivantes:

Art. 1er. Un armistice général, sur toute la ligne des opérations militaires en cours d'exécution entre les

armées allemandes et les armées françaises, commencera pour Paris aujourd'hui même, pour les départements dans un délai de trois jours; la durée de l'armistice sera de vingt et un jour, à dater d'aujourd'hui, de manière que, sauf le cas où il serait renouvelé, l'armistice se terminera partout le 19 février, à midi.

Les armées belligérantes conserveront leurs positions respectives, qui seront séparées par une ligne de démarcation. Cette ligne partira de Pont-l'Evêque, sur les côtes du département du Calvados, se dirigera sur Lignières, dans le nord-est du département de la Mayenne, en passant entre Briouze et Fromentel; en touchant au département de la Mayenne à Lignières, elle suivra la limite qui sépare ce département de celui de l'Orne et de la Sarthe, jusqu'au nord de Morannes, et sera continuée de manière à laisser à l'occupation allemande les départements de la Sarthe, Indre-et-Loire, Loire-et-Cher, du Loiret, de l'Yonne, jusqu'au point où, à l'est de Quarré-les-Tombes, se touchent les départements de la Côte-d'Or, de la Nièvre et de l'Yonne. A partir de ce point, le tracé de la ligne sera réservé à une entente qui aura lieu aussitôt que les parties contractantes seront renseignées sur la situation actuelle des opérations militaires en exécution dans les départements de la Côte-d'Or, du Doubs et du Jura. Dans tous les cas, elle traversera le territoire composé de ces trois départements, en laissant à l'occupation allemande les départements situés au nord, à l'armée française ceux situés au midi de ce territoire.

Les départements du Nord et du Pas-de-Calais, les forteresses de Givet et de Langres, avec le terrain qui les entoure à une distance de dix kilomètres, et la péninsule du Havre, jusqu'à une ligne à tirer d'Étretat, dans la direction de Saint-Romain, resteront en dehors de l'occupation allemande.

Les deux armées belligérantes et leurs avant-postes de part et d'autre se tiendront à une distance de dix kilomètres au moins des lignes tracées pour séparer leurs positions.

Chacune des deux armées se réserve le droit de maintenir son autorité dans le territoire qu'elle occupe, et d'employer les moyens que ses commandants jugeront nécessaires pour arriver à ce but.

L'armistice s'applique également aux forces navales

des deux pays, en adoptant le méridien de Dunkerque comme ligne de démarcation, à l'ouest de laquelle se tiendra la flotte française, à l'est de laquelle se retireront, aussitôt qu'ils pourront être avertis, les bâtiments de guerre allemands qui se trouvent dans les eaux occidentales. Les captures qui seraient faites après la conclusion et avant la notification de l'armistice seront restituées de même que les prisonniers qui pourraient être faits de part et d'autre, dans des engagements qui auraient eu lieu dans l'intervalle indiqué.

Les opérations militaires sur le terrain des départements du Doubs, du Jura et de la Côte-d'Or, ainsi que le siége de Belfort, se continueront indépendamment de l'armistice, jusqu'au moment où on se sera mis d'accord sur la ligne de démarcation dont le tracé à travers les trois départements mentionnés a été réservé à une entente ultérieure.

Art. 2. L'armistice ainsi convenu a pour but de permettre au Gouvernement de la Défense nationale de convoquer une Assemblée librement élue qui se prononcera sur la question de savoir si la guerre doit être continuée, ou à quelles conditions la paix doit être faite.

L'Assemblée se réunira dans la ville de Bordeaux.

Toutes les facilités seront données par les commandants des armées allemandes pour l'élection et la réunion des députés qui la composeront.

Art. 3. Il sera fait immédiatement remise à l'armée allemande, par l'autorité militaire française, de tous les forts formant le périmètre de la défense extérieure de Paris, ainsi que de leur matériel de guerre. Les communes et les maisons situées en dehors de ce périmètre ou entre les forts pourront être occupées par les lignes allemandes, jusqu'à une ligne à tracer par des commissaires militaires. Le terrain restant entre cette ligne et l'enceinte fortifiée de la ville de Paris sera interdit aux forces armées des deux parties. La manière de rendre les forts, et le tracé de la ligne mentionnée, formeront l'objet d'un protocole à annexer à la présente convention.

Art. 4. Pendant la durée de l'armistice, l'armée allemande n'entrera pas dans la ville de Paris.

Art. 5. L'enceinte sera désarmée de ses canons, dont les affûts seront transportés dans les forts à désigner par un commissaire de l'armée allemande.

Art. 6. Les garnisons (armée de ligne, garde mobile

et marins) des forts et de Paris seront prisonnières de guerre, sauf une division de douze mille hommes que l'autorité militaire dans Paris conservera pour le service intérieur.

Les troupes prisonnières de guerre déposeront leurs armes, qui seront réunies dans des lieux désignés et livrées suivant l'usage; ces troupes resteront dans l'intérieur de la ville, dont elles ne pourront pas franchir l'enceinte pendant l'armistice. Les autorités françaises s'engagent à veiller à ce que tout individu appartenant à l'armée et à la garde mobile reste consigné dans l'intérieur de la ville. Les officiers des troupes prisonnières seront désignés par une liste à remettre aux autorités allemandes.

A l'expiration de l'armistice, tous les militaires appartenant à l'armée consignée dans Paris auront à se constituer prisonniers de guerre de l'armée allemande, si la paix n'est pas conclue jusque-là.

Les officiers prisonniers conserveront leurs armes.

Art. 7. La garde nationale conservera ses armes; elle sera chargée de la garde de Paris et du maintien de l'ordre. Il en sera de même de la gendarmerie et des troupes assimilées employées dans le service municipal, telles que garde républicaine, douaniers et pompiers; la totalité de cette catégorie n'excédera pas trois mille cinq cents hommes.

Tous les corps de francs-tireurs seront dissous par une ordonnance du Gouvernement français.

Art. 8. Aussitôt après la signature des présentes et avant la prise de possession des forts, le commandant en chef des armées allemandes donnera toutes facilités aux commissaires que le Gouvernement français enverra, tant dans les départements qu'à l'étranger, pour préparer le ravitaillement et faire approcher de la ville les marchandises qui y sont destinées.

Art. 9. Après la remise des forts et après le désarmement de l'enceinte et de la garnison, stipulés dans les articles 5 et 6, le ravitaillement de Paris s'opérera librement par la circulation sur les voies ferrées et fluviales. Les provisions destinées à ce ravitaillement ne pourront être puisées dans le terrain occupé par les troupes allemandes, et le Gouvernement français s'engage à en faire l'acquisition en dehors de la ligne de démarcation qui

entoure les positions des armées allemandes, à moins d'autorisation contraire donnée par les commandants de ces dernières.

Art. 10. Toute personne qui voudra quitter la ville de Paris devra être munie de permis réguliers délivrés par l'autorité militaire française, et soumis au visa des avant-postes allemands. Ces permis et visas seront accordés de droit aux candidats à la députation en province et aux députés à l'Assemblée.

La circulation des personnes qui auront obtenu l'autorisation indiquée ne sera admise qu'entre six heures du matin et six heures du soir.

Art. 11. La ville de Paris paiera une contribution municipale de guerre de la somme de deux cents millions de francs. Ce paiement devra être effectué avant le quinzième jour de l'armistice. Le mode de paiement sera déterminé par une commission mixte allemande et française.

Art. 12. Pendant la durée de l'armistice, il ne sera rien distrait des valeurs publiques pouvant servir de gages au recouvrement des contributions de guerre.

Art. 13. L'importation dans Paris d'armes, de munitions ou de matières servant à leur fabrication, sera interdite pendant la durée de l'armistice.

Art. 14. Il sera procédé immédiatement à l'échange de tous les prisonniers de guerre qui ont été faits par l'armée française depuis le commencement de la guerre. Dans ce but, les autorités françaises remettront, dans le plus bref délai, des listes nominatives des prisonniers de guerre allemands aux autorités militaires allemandes à Amiens, au Mans, à Orléans et à Vesoul. La mise en liberté des prisonniers de guerre allemands s'effectuera sur les points les plus rapprochées de la frontière. Les autorités allemandes remettront en échange sur les mêmes points, et dans le plus bref délai possible, un nombre pareil de prisonniers français, de grades correspondants, aux autorités militaires françaises.

L'échange s'étendra aux prisonniers de condition bourgeoise, tels que les capitaines de navires de la marine marchande, et les prisonniers français civils qui ont été internés en Allemagne.

Un service postal pour des lettres non cachetées sera

organisé entre Paris et les départements, par l'intermédiaire du quartier général de Versailles.

En foi de quoi les soussignés ont revêtu de leur signature et de leur sceau les présentes conventions.

Fait à Versailles, le 28 janvier 1871.

Jules Favre.
Bismarck.

99.

Convention entre l'Allemagne et la France pour faciliter le ravitaillement de Paris et les communications par chemin de fer, suivie d'une note explicative; signée à Versailles, le 28 (30) janvier 1871.

A Versailles, le 28 janvier 1871, il a été convenu ce qui suit: Dans le but de concourir à l'alimentation de Paris, en tant que cela est compatible avec les intérêts des armées allemandes, il a été accordé au Gouvernement français la coexploitation des lignes de fer situées en deçà de la zone de démarcation et dont la désignation suit:

a) Dieppe-Rouen-Amiens-Creil-Gonesse-Paris.

b) Paris-Juvisy-Orléans-Vierzon et enfin

c) Paris-Melun-Moret-Montargis-Nevers.

Cette exploitation se fera dans les conditions ci-après:

1° Les autorités allemandes se réservent la direction exclusive de l'exploitation, et notamment la fixation des itinéraires des trains. Chaque train circule aux risques et périls du Gouvernement auquel il appartient;

2° Sur les lignes ci-desssus, les trains faits par le Gouvernement français passeront en transit, c'est-à-dire qu'à moins d'autorisation particulière, ils ne pourront prendre ou laisser des voyageurs dans les stations de la zone occupée par les armées allemandes:

Ils ne pourront pas non plus y prendre des marchandises, mais ils pourront y en laisser;

3° Ces trains seront faits par le personnel et le matériel des autorités françaises et par leurs propres moyens;

4° L'autorité allemande se réserve le droit de contrôle du contenu des trains, tant à l'entrée qu'à la sortie, dans toute l'étendue de la zone occupée par les armées allemandes;

5° L'autorité allemande seule a le droit de fixer le nombre des divers trains à remorquer sur les différentes lignes et de disposer à cet effet le nombre des machines locomotives nécessaires à la traction, à la réserve ou au relais. — Il en est de même du personnel, tant de l'exploitation que de la traction, ainsi que de sa répartition;

6° Le Gouvernement français devra rappeler au service pour les lignes utilisées, de concert avec les autorités allemandes, tout le personnel des Compagnies attaché à ces parties avant l'occupation allemande.

Il prendra en charge l'entretien de la voie, des changements, croisements, plaques tournantes, grues hydrauliques et autre matériel et en prendra tel soin qu'un service régulier l'exige. — Il fournira à cet effet tout l'outillage nécessaire et remettra aussi en activité les ateliers de réparation dans lesquels le matériel roulant des autorités allemandes sera réparé au prix de revient;

7° Le personnel français employé sur les parties occupées aura à se conformer aux instructions des autorités allemandes;

8° Le Gouvernement français s'engage à mettre à la disposition des autorités allemandes, à leur première réquisition et, au plus tard, dans un délai de dix jours après la demande, les machines et les wagons à marchandises dont celles-ci pourraient avoir besoin, jusqu'à concurrence de deux cents machines et de cinq mille véhicules. Ce matériel sera livré dans les gares mixtes, dont il est parlé ci-après, les plus rapprochées de leur point de départ, Luxembourg et Bâle étant considérés comme gares mixtes. Il sera rendu à la Compagnie propriétaire dans les mêmes conditions. Il sera payé un prix de location fixé par jour à 50 francs par machine et 3 francs par wagon.

Les frais de réparation autres que ceux résultant de l'usure normale seront à la charge des autorités allemandes;

9° Les autorités allemandes auront le droit de faire

circuler leurs trains de marchandises et de matériel entre les gares mixtes les plus rapprochées de Paris, en empruntant le chemin de ceinture. — La conduite de ces trains sera confiée aux Compagnies françaises, et le prix en sera payé au Gouvernement français par les autorités allemandes à raison de 8 francs par train et par kilomètre parcouru.

La composition des trains sera déterminée d'après les règles en usage dans le service des Compagnies respectives.

Les trains circuleront sur le parcours en question aux risques et périls des autorités françaises et sous leur responsabilité.

10° Les autorités françaises s'engagent à entreprendre immédiatement et à pousser avec toute l'activité possible la réparation provisoire du pont d'Argenteuil;

11° Les stations mixtes sont à déterminer près de la ligne de démarcation, et par les commissions d'exploitations allemandes et par les administrations françaises;

12° Les dépêches télégraphiques relatives au service d'exploitation français sur les lignes ci-dessus désignées seront transmises et reçues par le personnel allemand.

Le Ministre des travaux publics:

Dorian.

Versailles, ce 30 janvier 1871.

Approuvé la présente Convention:

Le Ministre des Affaires Étrangères:

Jules Favre.

Approuvé la présente Convention:

Bismarck.

Note explicative.

On fait remarquer à cette occasion:

Que l'armistice dure jusqu'au 19 février prochain. Les armées allemandes conservent dans son ensemble le territoire qu'elles occupent actuellement et elles y exerceront seules l'autorité:

Tous les prisonniers de guerre allemands internés en France seront immédiatement mis en liberté;

L'importation à Paris des armes, munitions et matières servant à leur fabrication, est défendue pendant la durée

de l'armistice; les agents des chemins de fer devront veiller à la stricte observation de cette disposition et rendront compte, s'il y a lieu, à l'autorité militaire de toute infraction qui viendrait à être commise;

Le transport de lettres non cachetées de ou pour Paris ne pourra avoir lieu que par l'intermédiaire des préposés des postes allemandes.

Pour la commission exécutive:
Brandenstein.
Kinel.

100.

Annexe à la Convention d'armistice entre l'Allemagne et la France pour la démarcation des armées devant Paris et la reddition des forts; signée à Versailles, le 29 janvier 1871.

Art. 1er. Les lignes de démarcation seront formées, du côté français, par l'enceinte de la ville; du côté allemand:

1° Sur le front sud, la ligne partant de la Seine, à la hauteur de l'extrémité nord de l'île Saint-Germain, longera l'égout d'Issy, et continuera entre l'enceinte et les forts d'Issy, de Vanves, de Montrouge, de Bicêtre, d'Ivry, en se tenant à une distance d'environ cinq cents mètres des fronts des forts, jusqu'à la bifurcation des routes de Paris à Pont-à-l'Anglais et d'Alfort;

2° Sur le front est, depuis le dernier point indiqué, la ligne traversera le confluent de la Marne et de la Seine, longeant ensuite les lisières de l'ouest et du nord du village de Charenton, pour se diriger directement à la porte de Fontenay, en passant par le rond-point de l'obélisque;

Puis la ligne se dirigera vers le nord, jusqu'à un point à 500 mètres à l'ouest du fort de Rosny et au

sud des forts de Noisy et de Romainville, jusqu'à l'endroit où la route de Pantin touche au bord du canal de l'Ourcq;

La garnison du château de Vincennes sera de 200 hommes et ne sera pas relevée pendant l'armistice;

3° Sur le front nord, la ligne continuera jusqu'à 500 mètres au sud-ouest du fort d'Aubervilliers, le long de la lisière sud du village d'Aubervilliers et du canal de Saint-Denis, traversant ce dernier à 500 mètres au sud de la courbe, gardant une distance égale au sud des ponts du canal, et se prolongeant en droite ligne jusqu'à la Seine;

4° Sur le front ouest, à partir du point où la ligne indiquée touche à la Seine, elle en longera la rive gauche en amont jusqu'à l'égout d'Issy.

De légères déviations de cette ligne de démarcation seront permises aux troupes allemandes autant qu'elles seront nécessaires pour établir leurs avant-postes de la manière qu'exige la sûreté de l'armée.

Art. 2. Les personnes qui ont obtenu la permission de franchir les avant-postes allemands ne pourront le faire que par les routes suivantes:

Route de Calais, — de Lille, — de Metz, — de Strasbourg, porte de Fontenay; — de Bâle, d'Antibes, de Toulouse, no. 189;

Puis enfin sur les ponts de la Seine, comprenant celui de Sèvres, dont la reconstruction est permise.

Art. 3. La reddition s'opérera dans le courant des journées des 29 et 30 janvier 1871, à partir de 10 heures du matin, le 29, de la manière suivante:

Les troupes françaises auront à évacuer les forts et le terrain neutre, en laissant dans chacun des forts, le commandant de place, le garde du génie, le garde d'artillerie et le portier-consigne. Aussitôt après l'évacuation de chaque fort, un officier d'état-major français se présentera aux avant-postes allemands, afin de donner les renseignements qui peuvent être demandés sur ce fort, ainsi que l'itinéraire à suivre afin de s'y rendre.

Après la prise de possession de chaque fort, et après avoir donné les renseignements qui pourraient leur être demandés, le commandant de place, le garde du génie, le garde d'artillerie et le portier-consigne rejoindront à Paris la garnison du fort.

Art. 4. Les armes, les pièces de campagne et le matériel seront remis aux autorités allemandes, dans un délai de quinze jours, à partir de la signature de la présente convention, et déposés par les soins des autorités françaises à Sévran.

Un état d'effectif de l'armement et du matériel sera remis par les autorités françaises aux autorités allemandes avant le 4 février prochain.

Les affûts des pièces qui arment les remparts devront également être enlevés avant cette époque.

Les présentes ont été vues et approuvées, et revêtues de nos signatures, pour servir d'annexes à la convention d'hier 28 janvier 1871.

Fait à Versailles, ce 29 janvier 1871.

Jules Favre.
Bismarck.

101.

Convention militaire pour fixer la ligne de démarcation entre l'armée française du Nord et l'armée allemande; signée le 31 janvier 1871.

Le 31 janvier 1871.

Entre M. Bumke, chef d'escadron d'état-major, muni des pleins-pouvoirs de Son Excellence M. le général de Goeben, commandant en chef la première armée allemande, d'une part; et M. Cosseron de Villenoisy, colonel adjoint au major général de l'armée du Nord, muni des pleins-pouvoirs de M. le général Faidherbe, commandant en chef de ladite armée, d'autre part,

Ont été arrêtées les stipulations suivantes pour l'exécution de la Convention conclue à Versailles, le 28 janvier, entre les Plénipotentiaires des deux pays:

Art. 1er. Une difficulté s'etant présentée dans l'interprétation des termes de la Convention relative au tracé de la ligne de démarcation dans les départements de l'Aisne et de la Somme, il a été convenu que les

troupes des deux parties belligérantes conserveront provisoirement leurs positions actuelles jusqu'à ce qu'il ait été statué d'une manière définitive par les deux Gouvernements.

Les points qui ont donné lieu aux observations de l'officier français sont l'occupation d'Abbeville, la possession ou la neutralisation d'une bande de terrain le long de la mer pour communiquer entre Abbeville et le Hâvre et la bande de terrain entre Avesnes et Maubert-Fontaine, qui a toujours été soumise à l'administration française.

L'officier prussien croit ces deux points tranchés par la Convention de Versailles.

Quoi qu'il en soit, à partir d'aujourd'hui et si, par suite d'un malentendu, un engagement avait lieu n'importe où. on s'empresserait des deux côtés d'en arrêter les conséquences par un arrangement amiable.

Art. 2. Sauf les points en litige indiqués ci-dessus, la limite du territoire occupé par l'armée française sera celle des départements du Pas-de-Calais et du Nord, et les avant-postes des armées belligérantes s'en tiendront éloignés d'environ 10 Kilomètres, comme il a été réglé par la Convention de Versailles.

Les avant-postes français ne dépasseront pas les villes ou villages de: Hesdin, Nuncq, Avesnes-le-Comte, Baillenval, Ayette, Ervillers, Boursies, Marcoing, Masnières, Bertry, Landrecies, Avesnes et Glageon.

Les villages et postes le long de la frontière belge, notamment ceux de Trélon, Fourmies et Anor, seront occupés par les douaniers et par les brigades de gendarmerie actuellement chargées de la police.

Les avant-postes allemands ne dépasseront pas les villes ou villages de Bernaville, Jalmer, Hérissart, Albert, Péronne, Roissel, Fontaine, Wetre, Bernonville, Irac, Estrée-au-Pont et Wattignies.

Entre les avant-postes, un service de police sera fait par les gendarmes, les gardes champêtres et autres agents de la sécurité publique, pour la recherche des malfaiteurs. Ce service s'arrêtera de chaque côté de la ligne de démarcation.

Art. 3. L'échange des prisonniers se fera dans le plus bref délai possible à la station d'Achiet, où deux officiers français et allemands se réuniront pour y procéder.

Ce même point est choisi pour les communications

qui deviendront nécessaires entre les états-majors des deux armées.

Les blessés qui ne seraient pas immédiatement transportables ne sont plus considérés comme prisonniers et seront rendus aussitôt que leur état de santé le permettra.

Art. 4. Les travaux de rétablissement des lignes de chemins de fer et de leurs télégraphes pourront être repris de suite. Jusqu'a ce qu'une décision supérieure soit intervenue pour le régime auquel sera soumise l'exploitation des chemins de fer, l'autorité allemande s'engage à donner toutes les facilités possibles pour le transport des trains de ravitaillement français à Paris.

Quelle que soit cette décision, le Gouvernement français sera autorisé à avoir sur le parcours des lignes, à côté des agents allemands, un certain nombre d'officiers et d'agents français, ayant pour mission de régler la direction des trains et d'aplanir les difficultés qui pourraient surgir.

Des facilités seront également données, sur le territoire occupé par l'armée française, pour le transport des trains de ravitaillement destinés aux villes occupées par l'armée allemande.

En foi de quoi, l'instrument a été signé en double expédition par les officiers susdénommés.

Cosseron de Villenoisy.
Bumke.

102.

Procès-verbal échangé entre les chefs d'état-major de la 1re armée française et de l'armée allemande du Sud relativement à l'exécution de l'armistice; signé à Villeneuve, le 31 janvier 1871.

Quartier général de Villeneuve, le 31 janvier 1871.

Le colonel de Varaigne, chef d'état-major du 20e corps d'armée, d'après l'ordre du général Clinchant,

commandant en chef de la 1[re] armée française, est arrivé aujourd'hui, à dix heures du matin, au quartier général de Villeneuve; il demandait au commandant de l'armée allemande une suspension d'armes de trente-six heures, afin que les contestations qui se sont élevées au sujet de l'armistice conclu à Versailles puissent être tranchées. La suspension d'armes de trente-six heures a été refusée parce que les instructions du général comte de Moltke qui sont parvenues de Versailles, le 28 à onze heures du soir, par le télégraphe, au commandant supérieur de l'armée du Sud, portaient expressément que les départements de la Côte-d'Or, du Jura et du Doubs n'étaient pas compris dans l'armistice et que les opérations de l'armée du Sud devaient être continuées jusqu'à ce qu'elles eussent abouti à un résultat.

Le colonel Varaigne a opposé le télégramme reçu par le commandant en chef de la 1[re] armée française, en date du 30 du même mois, d'après lequel on supposait que l'armistice comprenait toute la France et qu'il était applicable aux armées qui opèrent dans l'Est. Devant des interprétations si différentes, aucun arrangement n'était possible.

Wartensleben.
Varaigne.

103.

Convention militaire entre le général en chef de la 1[re] armée française et le général en chef de l'armée de la Confédération Suisse, pour l'entrée en Suisse des troupes françaises; signée aux Verrières, le 1[er] février 1871.

Entre M. le général de division Clinchant, général en chef de la 1[re] armée française, et M. le général Herzog, général en chef de l'armée de la Confédération Suisse, il a été fait les Conventions suivantes:

Art. 1[er]. L'armée française demandant à passer sur le territoire suisse, déposera ses armes, équipements et munitions en y pénétrant.

Art. 2. Ces armes, équipements et munitions seront restitués à la France après la paix et après le règlement définitif des dépenses occasionnées à la Suisse par le séjour des troupes françaises.

Art. 3. Il en sera de même pour le matériel d'artillerie et ses munitions.

Art. 4. Les chevaux, armes et effets des officiers seront laissés à leur disposition.

Art. 5. Des dispositions ultérieures seront prises à l'égard des chevaux de troupe.

Art. 6. Les voitures de vivres et de bagages, après avoir déposé leur contenu, retourneront immédiatement en France avec leurs conducteurs et leurs chevaux.

Art. 7. Les voitures du Trésor et des postes seront remises avec tout leur contenu à la Confédération Hélvétique, qui en tiendra compte lors du règlement des dépenses.

Art. 8. L'exécution de ces dispositions aura lieu en présence d'officiers français et suisses désignés à cet effet.

Art. 9. La Confédération se réserve la désignation des lieux d'internement pour les officiers et pour la troupe.

Art. 10. Il appartient au Conseil fédéral d'indiquer les prescriptions de détail destinées à compléter la présente Convention.

Fait en triple expédition, aux Verrières, le 1er février 1871.

Clinchant.
Hans Herzog.

104.

Convention entre la France et l'Allemagne pour le rétablissement du service télégraphique; signée à Versailles, le 2 février 1871.

Versailles, le 2 février 1871.

Il est convenu entre M. Jules Favre et M. le comte de Bismarck qu'on rétablira, pendant la durée de l'ar-

mistice, les communications télégraphiques de la manière suivante: —

Les télégrammes qui pourront être échangés seront:

Les télégrammes officiels, surtout ceux qui ont rapport aux élections et au ravitaillement de Paris;

Les avis de service;

Les télégrammes d'un caractère urgent, approuvés par un ministre.

Dans ce but, il sera établi un service télégraphique entre Paris et Versailles.

A partir de Versailles, les télégrammes seront transmis: dans les départements occupés, par le réseau militaire; dans le reste de la France, ils seront dirigés par la voie de Francfort, soit sur la Belgique soit sur la Suisse, suivant leur destination.

Les télégrammes de la province pour Paris suivront la même marche en sens inverse.

Les commandants militaires des stations télégraphiques, dans les départements occupés, recevront les instructions nécessaires pour que les télégrammes des autorités françaises puissent être envoyés.

Jules Favre.
Bismarck.

105.

Règlement pour le service télégraphique entre Paris et Versailles; signé à Versailles, le 2 février 1871.

Versailles, le 2 février 1871.

Pour régler le service télégraphique entre Paris et Versailles, deux fils conducteurs, pour le moment, seront rétablis le long du chemin de fer de la rive gauche. Le travail sera exécuté des deux côtés jusqu'à la ligne de démarcation aux environs de la station de Clamart.

Le service se fera jour et nuit, avec l'appareil Morse, d'après les règles ordinaires du service interna-

tional, et d'après la convention particulière approuvée aujourd'hui par M. Jules Favre et M. le comte de Bismarck.

Mercadier.
Meydam.

106.

Convention postale entre l'Allemagne et la France pour l'exécution de l'article 15 de la Convention d'armistice, conclue le 28 janvier 1871; signée à Versailles, le 3 février 1871.

Versailles, le 3 février 1871.

Entre les soussignés, M. Rampont, directeur général des postes à Paris, et M. Rosshirt, administrateur des postes dans les territoires français occupés par les troupes allemandes, a été convenu ce qui suit pour l'exécution de l'article 15 de la Convention d'armistice conclue le 28 janvier 1871.

Art. 1er. Les lettres simples de Paris pour le territoire français occupé par les troupes allemandes, et vice-versâ, supporteront une taxe de 40 centimes. Chacune des parties contractantes percevra 20 centimes, de façon à ce qu'il ne soit perçu aucun décompte pour l'échange de ces lettres. Pour les lettres dont le poids dépassera 10 grammes, la taxe sera établie d'après la progression française des lettres affranchies. Les lettres dont il s'agit seront livrées à Versailles triées par département.

Art. 2. L'office allemand percevra une taxe de 4 centimes pour 40 grammes sur les journaux et imprimés à destination du territoire occupé. Le poids de chaque paquet ne pourra dépasser 240 grammes.

Art. 3. Les lettres de Paris pour le territoire non occupé et vice versâ, supporteront un droit de transit de 10 francs par kilogramme. Les journaux et imprimés supporteront un droit de 2 francs par kilogramme.

Le poids des lettres, des journaux et imprimés contenus dans chaque dépêche sera constaté sur un bul-

letin spécial; à chaque envoi, une feuille récapitulative indiquera le poids total de l'expédition.

L'échange des dépêches entre l'office français et l'office allemand aura lieu à la gare du chemin de fer à Versailles. L'office allemand transportera les dépêches de Paris pour le territoire non occupé, et vice-versâ, entre Versailles et Amiens pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais, et entre Versailles et le Mans pour le reste de la France. L'échange à Amiens et au Mans aura lieu par les soins de l'office français.

Art. 4. Les lettres pour l'étranger seront livrées à découvert à l'office allemand, qui les traitera, à partir de Versailles, comme lettres nées en territoire occupé. L'office français remboursera à l'office allemand les taxes dont seront grevées les lettres non affranchies provenant de l'étranger.

Art. 5. Le paiement des taxes et des droits prévus dans la présente Convention aura lieu chaque semaine.

Art. 6. L'office français s'engage à expédier gratuitement à la recette des postes allemandes à Versailles trois exemplaires de chacun des journaux qui seront compris dans la dépêche.

Art. 7. Cette Convention sera mise immédiatement en vigueur, sous réserve de l'appprobation du directeur général des postes à Berlin, approbation dont M. le docteur Rosshirt donnera l'avis à M. Rampont dans le délai de quatre jours.

G. Rampont.
Rosshirt.

107.

Convention additionnelle à la Convention du 31 janvier 1871 pour fixer la ligne de démarcation entre l'armée française du Nord et l'armée allemande; signée à Amiens, le 5 février 1871.

Amiens, le 5 février 1871.

Le 5 février 1871, entre M. Bumke, chef d'escadron d'état-major, muni des pleins-pouvoirs de S. Exc. M. le

général de Goeben, commandant en chef de la 1re armée allemande, d'une part, et M. de la Sauzaye, lieutenant-colonel, commandant du génie du 23e corps d'armée, muni des pleins-pouvoirs de M. le général Faidherbe, commandant en chef de l'armée du Nord, d'autre part, ont été arrêtées les stipulations suivantes, comme annexes à la convention du 31 janvier dernier, entre M. M. Bumke et Cosseron de Villenoisy:

Art. 1er. Conformément à ce qui a été arrêté entre M. le comte de Bismarck et M. Jules Favre, le département de la Somme est abandonné tout entier à l'armée allemande.

Art. 2. En exécution de cette décision, l'article 2 de ladite convention du 31 janvier prend vigueur pour le département de la Somme, et les lignes de démarcation entre les avant-postes des deux armées seront prolongées à partir de Bernaville, d'une part, et Hesdin, d'autre part, comme il suit:

1° Pour l'armée française, les avant-postes ne dépasseront pas la route d'Hesdin à Montreuil, Montreuil-sur-Mer, Saint-Aubin et Merlimont;

2° Pour l'armée allemande, les avant-postes ne dépasseront pas la route de Bernaville à Saint-Riquier, y compris le village d'Oneux, la route de Saint-Riquier à Nouvion-en-Ponthieu, y compris le village de Canchy, la route de Nouvion à Bernay, et de là le canal de la Maye jusqu'à la baie de la Somme.

Entre Bernaville et Talmas, les avant-postes ne dépasseront pas les villages de Montrelet, Bernaville et Naours.

Art. 3. L'armée allemande pourra entrer à Abbeville le 6 février.

Les malades qu'il a été impossible d'évacuer du département de la Somme ne seront pas considérés comme prisonniers et se retireront après guérison.

Le capitaine et les deux gardes du génie actuellement à Abbeville peuvent y rester, jusqu'au 13 février inclus, pour régler les comptes des travaux.

Le matériel appartenant à l'État qui n'a pas pu être emporté d'Abbeville sera respecté dans son intégrité par l'autorité allemande, qui devra le laisser sur place.

En foi de quoi, l'instrument a été signé en double expédition par les officiers susdénommés.

H. de la Sauzaye.
Bumke.

108.

Convention pour l'évacuation, par le chemin de fer de ceinture, des blessés et des malades français et allemands; signée à Versailles, le 11 février 1871.

Versailles, le 11 février 1871.

Les trains sanitaires allemands, vides ou pleins, peuvent circuler d'une gare mixte à l'autre, en empruntant le chemin de fer de ceinture de Paris; réciproquement, il sera permis d'évacuer de Paris, sur les pays situés au delà de la ligne de démarcation, les blessés et malades jusqu'à concurrence du nombre de 5,000.

Dans le but d'assurer la sécurité et la facilité de circulation de ces trains sanitaires, un délégué de la Socitété française de secours aux blessés militaires accompagnera le train sanitaire allemand vide ou plein dans la traversée de Paris, entre une gare mixte et l'autre. Un délégué allemand sera placé dans les gares mixtes situées sur la ligne de démarcation vers Paris et vers les provinces non occupées, et il vérifiera le train en contre-signant la déclaration sur le but du train et le nombre des blessés et malades faite par le délégué de la Société française qui accompagnera chaque train de Paris vers la province.

Les trains d'évacuation français pourront comprendre des véhicules de toute sorte et ils circuleront en suivant la marche des trains vides de ravitaillement.

Les stipulations du Traité du 28 janvier 1871 pour l'exploitation des chemins de fer sont applicables à la présente Convention.

Comte *Sérurier.*
Prince *de Pless.*

Approuvé avec cette observation que la ligne de démarcation mentionnée à la cinquième ligne de la première page n'est pas celle qui entoure la ville de Paris, mais celle indiquée à l'article 1er de la Convention du 28 janvier 1871.

E. Picard,
Ministre des Affaires Étrangères par intérim.
Bismarck.

109.

Convention entre les commandants allemand et français pour la suspension d'armes devant Belfort; signée le 13 février 1871.)*

Texte français.

Le 13 février 1871.

Entre les soussignés: M. M. Krafft, ingénieur des ponts et chaussées et capitaine du génie auxiliaire, et de Schultzendorf, capitaine d'état-major de l'armée de siége, tous deux munis de pleins-pouvoirs de M. le colonel Denfert-Rochereau, commandant de Belfort, et de Son Excellence M. le général-lieutenant de Treskow, commandant le corps de siége; il a été convenu ce qui suit:

1º Le général-lieutenant de Treskow enverra une dépêche télégraphique à Versailles, pour faire connaître au chancelier de l'empire, M. le comte de Bismarck, que le colonel Denfert demande un avis direct de son Gouvernement au sujet de la reddition de la place;

2º Le colonel Denfert enverra à Bâle un officier chargé d'y attendre l'avis télégraphique du Gouvernement français;

3º Jusqu'au retour de cet officier, il y aura, entre l'assiégeant et l'assiégé, une suspension d'armes, commençant le 13 février à onze heures du soir. Néanmoins, cette suspension d'armes pourra, à un moment quelconque, être dénoncée douze heures avant l'époque projetée pour la reprise des hostilités;

4º Pendant cette suspension d'armes, les deux parties

---

*) En allemand et en français.

resteront dans leurs positions actuelles. Les limites ainsi tracées ne pourront être franchies, et il ne pourra pas d'avantage y avoir de communication de la part des personnes civiles entre la forteresse et le rayon extérieur;

5° Le colonel Denfert s'engage à faire connaître, dans le plus bref délai possible, au général-lieutenant de Treskow, la résolution qu'il aura prise après réception des avis du Gouvernement français.

La présente Convention a été faite en double original, dont l'un en allemand, et l'autre en français.

L'ingénieur des ponts et chaussées, capitaine du génie auxiliaire:
Krafft.
Le capitaine d'état-major du corps du siége:
de Schultzendorf.

110.

Convention additionnelle d'armistice pour les départements du Doubs, du Jura, de la Côte-d'Or et devant Belfort; signée à Versailles, le 15 février 1871.

Versailles, le 15 février 1871.

Les soussignés, munis des pouvoirs en vertu desquels ils ont conclu la Convention du 28 janvier; considérant que, par ladite Convention, il était réservé à une entente ultérieure de faire cesser les opérations militaires dans les départements du Doubs, du Jura, de la Côte-d'Or et devant Belfort, et de tracer la ligne de démarcation entre l'occupation allemande et les positions de l'armée française à partir de Quarré-les-Tombes, dans le département de l'Yonne, ont conclu la Convention additionnelle suivante:

Art. 1er. La forteresse de Belfort sera rendue au commandant de l'armée de siége avec le matériel de guerre faisant partie de l'armement de la place.

La garnison de Belfort sortira de la place avec les honneurs de la guerre, en conservant ses armes, ses équipages et le matériel de guerre appartenant à la troupe, ainsi que les archives militaires.

Les commandants de Belfort et de l'armée de siége se mettront d'accord sur l'exécution des stipulations qui précèdent ainsi que sur les détails qui n'y sont pas prévus et sur la direction et les étapes dans lesquelles la garnison de Belfort rejoindra l'armée française au delà de la ligne de démarcation.

Art. 2. Les prisonniers allemands se trouvant à Belfort seront mis en liberté.

Art. 3. La ligne de démarcation arrêtée jusqu'au point où se touchent les trois départements de l'Yonne, de la Nièvre et de la Côte-d'Or, sera continuée le long de la limite méridionale du département de la Côte-d'Or jusqu'au point où le chemin de fer qui de Nevers, par Autun et Chagny, conduit à Châlon-sur-Saône, franchit la limite dudit département. Ce chemin de fer restera en dehors de l'occupation allemande, de manière que la ligne de démarcation, en se tenant à la distance d'un kilomètre de la ligne ferrée, rejoindra la limite méridionale du département de la Côte-d'Or à l'est de Chagny, et suivra la limite qui sépare le département de Saône-et-Loire des départements de la Côte-d'Or et du Jura. Après avoir traversé la route qui conduit le Louhans à Lons-le-Saulnier, elle quittera la limite départementale à la hauteur du village de Melleret, d'où elle se continuera de manière à couper le chemin de fer de Lons-le-Saulnier à Bourg, à une distance de onze kilomètres sud de Lons-le-Saulnier, se dirigeant de là sur le pont de l'Ain, sur la route de Clairvaux, d'où elle suivra la limite nord de l'arrondissement de Saint-Claude jusqu'à la frontière suisse.

Art. 4. La forteresse de Besançon conservera un rayon de dix kilomètres à la disposition de la garnison. La place forte d'Auxonne sera entourée d'un terrain neutre de trois kilomètres, à l'intérieur duquel la circulation sur les chemins de fer qui de Dijon conduisent à Gray et à Dôle sera libre pour les trains militaires et d'administration.

Les commandants des troupes, de part et d'autre, règleront le ravitaillement des deux forteresses et des forts qui, dans les départements du Doubs et du Jura, se trouvent en possession des troupes françaises, et la délimitation des rayons de ces forts, qui seront de trois kilomètres chacun. — La circulation sur les routes ou chemins de fer traversant ces rayons sera libre.

Art. 5. Les trois départements du Jura, du Doubs

et de la Côte-d'Or, seront compris, dès à présent, dans l'armistice conclu le 28 janvier, en y appliquant, pour la durée de l'armistice et pour les autres conditions, la totalité des stipulations consignées dans la Convention du 28 janvier dernier.

Jules Favre.
Bismarck.

111.

Convention pour la reddition de Belfort, suivie d'une annexe; signée le 16 février 1871.)*

Texte français.

Entre M. M. Denfert-Rochereau, colonel du génie, commandant supérieur de Belfort, et de Treskow, lieutenant-général de Sa Majesté le Roi de Prusse, commandant en chef l'armée assiégeante de Belfort, il a été convenu ce qui suit:

Art. 1er. Le colonel Denfert, sur l'autorisation spéciale qui lui a été donnée, vu les circonstances, par le Gouvernement français, remet au lieutenant-général de Treskow la place avec ses forts.

Art. 2. La garnison, en raison de sa valeureuse défense, sortira librement avec les honneurs de la guerre, et elle emmènera les aigles, drapeaux, armes, chevaux, équipages et appareils de télégraphie militaire qui lui appartiennent spécialement, ainsi que les bagages des officiers et ceux des soldats, et enfin les archives de la place.

La garnison comprend les troupes de ligne, la garde nationale mobile et la garde nationale mobilisée, les douaniers et la gendarmerie. La garde nationale sédentaire restera à Belfort et remettra ses armes à la mairie avant la remise de la place.

---

*) En français et en allemand.

Art. 3. Tout le matériel de guerre, les vivres et les munitions, en tant qu'ils ne sont pas, sans conteste, nécessaires à la garnison, et de plus les approvisionnements de toute nature de la place et les propriétés de l'État en entier, seront remis dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature de la présente Convention. Cette remise sera effectuée par une commission à nommer par le commandant de la place; elle aura lieu le 18 février à dix heures du matin.

Art. 4. Le 18 février, à dix heures du matin, des officiers allemands d'artillerie et du génie seront introduits dans les forts et le château pour prendre possession des magasins à poudre et des mines, en présence des officiers français des mêmes armes.

Art. 5. La garnison française devra avoir terminé l'évacuation de la place le 18 à midi, heure à laquelle les troupes allemandes en prendront possession. L'ordre de marche sera réglé dans une pièce annexe.

Art. 6. Les blessés et les malades restant dans la place seront, dès leur rétablissement, menés par convois jusqu'à la ligne de démarcation la plus voisine; ils emporteront leurs armes. Ceux qui seront impropres au service militaire seront renvoyés dans leurs foyers.

Art. 7. La garnison laissera dans la place les médecins et les infirmiers nécessaires au service des hôpitaux. Ce personnel sera traité suivant les conditions de la Convention de Genève.

Art. 8. Les prisonniers allemands, soit blessés ou non. qui sont internés à Belfort, au nombre de 7 officiers et de 243 hommes, seront réunis aux troupes allemandes le 18 février, à dix heures du matin, dans leurs casernements actuels.

Art. 9. La propriété privée des officiers qui quittent la forteresse sera respectée au même titre que le reste des propriétés privées.

Art. 10. Le colonel Denfert remettra au lieutenant-général de Treskow, aussitôt que possible, une situation d'effectif des troupes qui quittent la place, pour permettre le règlement de la marche, et les commissions chargées de la remise des malades des deux nations et des prisonniers devront être munies de situations semblables.

Art. 11. L'administration allemande favorisera de tout son pouvoir l'apport de vivres et de secours pour

les habitants de la ville, ainsi que la venue des médecins du dehors.

La présente Convention a été rédigée et signée par les officiers dont les noms suivent:

Du côté français, M. M. Chapelot, chef de bataillon au 84e régiment d'infanterie de ligne, et Krafft, capitaine du génie auxiliaire.

Du côté allemand, M. M. de Laue, major et commandant de bataillon au 4e régiment d'infanterie de Magdebourg, no. 67, et de Schultzendorf, capitaine d'état-major;

Tous munis de pouvoirs réguliers de leurs chefs respectifs.

Fait en double original en chacune des deux langues, à Belfort, le 16 février 1871.

Chapelot, chef de bataillon au 84e régiment de ligne.	*von Laue*, chef de bataillon au 67e régiment de ligne.
V. Krafft, capitaine du génie auxiliaire.	*v. Schultzendorf*, capitaine d'état-major.

Annexe à la Convention relative à la reddition de la place de Belfort.

Art. 1er. Les postes et les sentinelles de la place y resteront jusqu'à ce qu'ils aient été relevés par les troupes allemandes, ce qui aura lieu immédiatement après l'entrée de celles-ci et sous la direction d'un officier supérieur de chacune des deux armées. Cela fait, ces troupes se masseront et suivront en corps la garnison.

Art. 2. La garnison française sera dirigée sur le département de Saône-et-Loire. Elle suivra deux routes, et marchera sur chacune d'elles par colonnes de 1000 hommes, espacées de 5 kilomètres au moins de l'autre.

Le 17, il partira quatre de ces colonnes, dont deux marcheront sur Audincourt, Séloncourt, Exincourt, Étupes, et les deux autres sur Arcey, Héricourt.

Chaque colonne sera accompagnée par un officier allemand.

Art. 3. La garnison emmènera ses vivres; le lieutenant-général de Treskow fournira les chariots nécessaires.

Art. 4. Pendant la marche à travers la région occupée par des troupes allemandes, la discipline intérieure

reste l'affaire des officiers français. Tout délit commis en dehors du corps de troupes sera puni d'après les lois allemandes.

Ceux qui s'éloigneront de leurs corps ou de leurs quartiers de plus de 4 kilomètres, et ceux des soldats de la garnison qui seront trouvés dans la place plus de douze heures après le départ de la garnison, seront traités comme prisonniers de guerre.

Fait en double original en chacune des deux langues par les commissaires soussignés.

Pérouse, le 16 février 1871.

Chapelot. *von Laue.*
Krafft. *von Schultzendorf.*

112.

Convention pour l'occupation d'une partie de Paris par les troupes allemandes; signée à Versailles, le 26 février 1871.

Versailles, le 26 février 1871.

Art. 1er. Les troupes allemandes, à partir de mercredi, 1er mars prochain, à dix heures du matin, occuperont la partie de Paris située sur la rive droite de la Seine qui est comprise entre ce fleuve, l'enceinte depuis le Point-du-Jour jusqu'à la porte des Ternes, la rue du Faubourg-Saint-Honoré jusqu'à la rue des Champs-Elysées, le Garde-Meuble, le Ministère de la marine et le jardin des Tuileries. Les bâtiments des vivres militaires situés dans cet espace, au bord de la Seine, ainsi que les rues conduisant au pont de l'Alma et au pont d'Jéna, sont exceptées de l'occupation par les troupes allemandes.

Art. 2. Le passage des lignes ci-dessus indiqué est formellement interdit aux gens armés des deux côtés. Néanmoins, la circulation restera libre pour toute personne non militaire et non armée.

Art. 3. Toute facilité sera donnée aux troupes allemandes pour visiter, en dehors de leur rayon d'occu-

pation, les galeries du Louvre et l'hôtel des Invalides. Les détails de ces visites seront réglés, d'un commun accord, par les autorités militaires allemandes et françaises. Il est entendu que les soldats y paraîtront sans leurs fusils et seulement sous la conduite d'officiers.

Art. 4. Les troupes allemandes seront logées, partie dans les bâtiments publics, partie chez les habitants. Une commission mixte, composée des délégués des municipalités et d'un ou de plusieurs officiers de l'état-major allemand, se réunira le 28 de ce mois, à deux heures de l'après-midi, au pont de Sèvres, pour convenir des détails du logement des troupes.

Art. 5. Les soldats logés dans Paris seront nourris par les soins des autorités militaires allemandes.

de Moltke.
de Valdan.

113.

Préliminaires de paix entre l'Empire allemand et la France; signés à Versailles, le 26 février 1871.)*

Entre le Chancelier de l'Empire germanique, Monsieur le Comte Otto de Bismarck-Schœnhausen, muni des pleins-pouvoirs de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

le Ministre d'État et des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi de Bavière, Monsieur le Comte Otto de Bray-Steinburg,

le Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi de Wurtemberg, Monsieur le Baron Auguste de Wæchter,

le Ministre d'État, Président du Conseil des Ministres

*) Les ratifications ont été échangées à Versailles, le 2 mars 1871.

de Son Altesse Royale, Monseigneur le Grand-Duc de Bade, Monsieur Jules Jolly,

représentant l'Empire germanique,

d'un côté,

et de l'autre

le Chef du Pouvoir exécutif de la République française, Monsieur Thiers, et

le Ministre des Affaires Étrangères, Monsieur Jules Favre,

représentant la France,

les pleins-pouvoirs des deux parties contractantes ayant été trouvés en bonne et due forme, il a été convenu ce qui suit, pour servir de base préliminaire à la paix définitive à conclure ultérieurement.

Art. 1[er]. La France renonce en faveur de l'Empire allemand à tous ses droits et titres sur les territoires situés à l'est de la frontière ci-après désignée.

La ligne de démarcation commence à la frontière nord-ouest du canton de Cattenom vers le Grand-Duché de Luxembourg, suit vers le sud les frontières occidentales des cantons de Cattenom et Thionville, passe par le canton de Briey en longeant les frontières occidentales des communes de Montois-la-Montagne et Roncourt ainsi que les frontières orientales des communes de St. Marie-aux-chênes, St. Ail, Habonville, atteint la frontière du canton de Gorze qu'elle traverse le long des frontières communales de Vionville, Buxières et Onville, suit la frontière sud-ouest resp. sud de l'arrondissement de Metz, la frontière occidentale de l'arrondissement de Château-Salins jusqu'à la commune de Pettoncourt dont elle embrasse les frontières occidentale et méridionale pour suivre la crête des montagnes entre la Seille et le Moncel jusqu'à la frontière de l'arrondissement de Sarrebourg au sud de Garde. La démarcation coincide ensuite avec la frontière de cet arrondissement jusqu'à la commune de Tanconville dont elle atteint la frontière au nord, de là elle suit la crête des montagnes entre les sources de la Sarre blanche et la Vezouze jusqu'à la frontière du canton de Schirmeck, longe la frontière occidentale de ce canton, embrasse les communes de Saales, Bourg-Bruche, Colroy-la-Roche, Plaine, Ranrupt, Saulxures et St. Blaisé-la-Roche du canton de Saales et coincide avec la frontière occidentale des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin jusqu'au canton de Belfort dont elle quitte

la frontière méridionale non loin de Vourvenans, pour traverser le canton de Delle aux limites méridionales des communes de Bourogne et de Froide-fontaine, et atteindre la frontière suisse en longeant les frontières orientales des communes de Jonchery et Delle.

L'Empire allemand possèdera ces territoires à perpétuité en toute souveraineté et propriété. Une commission internationale composée de représentants des Hautes Parties contractantes en nombre égal des deux côtés sera chargée, immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, d'exécuter sur le terrain le tracé de la nouvelle frontière, conformément aux stipulations précédentes.

Cette commission présidera au partage des biens-fonds et capitaux qui jusqu'ici ont appartenu en commun à des districts ou des communes séparés par la nouvelle frontière; en cas de désaccord sur le tracé et les mesures d'exécution, les membres de la commission en référeront à leurs Gouvernements respectifs.

La frontière telle qu'elle vient d'être décrite, se trouve marquée en vert sur deux exemplaires conformes de la carte du territoire formant le gouvernement général d'Alsace, publiée à Berlin, en septembre 1870, par la division géographique et statistique de l'état-major général, et dont un exemplaire sera joint à chacune des deux expéditions du présent traité.

Toutefois le tracé indiqué a subi les modifications suivantes de l'accord des deux parties contractantes: dans l'ancien département de la Moselle les villages de St. Marie-aux-chênes près de St. Privat-la-Montagne et de Vionville, à l'ouest de Rezonville, seront cédés à l'Allemagne. Par contre la ville et les fortifications de Belfort resteront à la France avec un rayon qui sera déterminé ultérieurement.

Art. 2. La France paiera à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne la somme de cinq milliards de francs.

Le paiement d'au moins un milliard de francs aura lieu dans le courant de l'année 1871 et celui de tout le reste de la dette dans un espace de trois années à partir de la ratification des présentes.

Art. 3. L'évacuation des territoires français occupés par les troupes allemandes commencera après la ratification du présent traité par l'assemblée nationale siégeant à Bordeaux. Immédiatement après cette ratification les

troupes allemandes quitteront l'intérieur de la ville de Paris ainsi que les forts situés à la rive gauche de la Seine, et dans le plus bref délai possible fixé par une entente entre les autorités militaires des deux pays, elles évacueront entièrement les départements du Calvados, de l'Orne, de la Sarthe, d'Eure et Loir, du Loiret, de Loir et Cher, d'Indre et Loire, de l'Yonne, et de plus les départements de la Seine inférieure, de l'Eure, de Seine et Oise, de Seine et Marne, de l'Aube, et de la Côte-d'Or, jusqu'à la rive gauche de la Seine. Les troupes françaises se retireront en même temps derrière la Loire qu'elles ne pourront dépasser avant la signature du traité de paix définitif. Sont exceptées de cette disposition la garnison de Paris, dont le nombre ne pourra pas dépasser quarante mille hommes et les garnisons indispensables à la sûreté des places fortes.

L'évacuation des départements situés entre la rive droite de la Seine et la frontière de l'est par les troupes allemandes s'opérera graduellement après la ratification du traité de paix définitif et le paiement du premier demi-milliard de la contribution stipulée par l'article 2, en commençant par les départements les plus rapprochés de Paris, et se continuera au fur et à mesure que les versements de la contribution seront effectués; après le premier versement d'un demi-milliard cette évacuation aura lieu dans les départements suivants: Somme, Oise et les parties des départements de la Seine inférieure, Seine et Oise, Seine et Marne, situées sur la rive droite de la Seine, ainsi que la partie du département de la Seine et les forts situés sur la rive droite.

Après le paiement de deux milliards, l'occupation allemande ne comprendra plus que les départements de la Marne, des Ardennes, de la Haute-Marne, de la Meuse, des Vosges, de la Meurthe, ainsi que la forteresse de Belfort avec son territoire, qui serviront de gage pour les trois milliards restants, et où le nombre des troupes allemandes ne dépassera pas cinquante mille hommes. Sa Majesté l'Empereur sera disposé à substituer à la garantie territoriale consistant dans l'occupation partielle du territoire français une garantie financière si elle est offerte par le Gouvernement français dans les conditions reconnues suffisantes par Sa Majesté l'Empereur et Roi pour les intérêts de l'Allemagne. Les trois milliards dont l'acquittement aura été différé, porteront intérêt à cinq

pour cent à partir de la ratification de la présente Convention.

Art. 4. Les troupes allemandes s'abstiendront de faire des réquisitions soit en argent soit en nature dans les départements occupés. Par contre l'alimentation des troupes allemandes qui resteront en France aura lieu aux frais du Gouvernement français dans la mesure convenue par une entente avec l'intendance militaire allemande.

Art. 5. Les intérêts des habitants des territoires cédés par la France, en tout ce qui concerne leur commerce et leurs droits civils seront réglés aussi favorablement que possible lorsque seront arrêtées les conditions de la paix définitive. Il sera fixé, à cet effet, un espace de temps pendant lequel ils jouiront de facilités particulières pour la circulation de leurs produits. Le Gouvernement allemand n'apportera aucun obstacle à la libre émigration des habitants des territoires cédés et ne pourra prendre contre eux aucune mesure atteignant leurs personnes ou leurs propriétés.

Art. 6. Les prisonniers de guerre, qui n'auront pas déjà été mis en liberté par voie d'échange seront rendus immédiatement après la ratification des présents préliminaires. Afin d'accélérer le transport des prisonniers français, le Gouvernement français mettra à la disposition des autorités allemandes à l'intérieur du territoire allemand une partie du matériel roulant de ses chemins de fer dans une mesure qui sera déterminée par des arrangements spéciaux et aux prix payés en France par le Gouvernement français pour les transports militaires.

Art. 7. L'ouverture des négociations pour le traité de paix définitif à conclure sur la base des présents préliminaires aura lieu à Bruxelles immédiatement après la ratification de ces derniers par l'assemblée nationale et par Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.

Art. 8. Après la conclusion et la ratification du traité de paix définitif l'administration des départements devant encore rester occupés par les troupes allemandes sera remise aux autorités françaises. Mais ces dernières seront tenues de se conformer aux ordres que les commandants des troupes allemandes croiraient devoir donner dans l'intérêt de la sûreté, de l'entretien et de la distribution des troupes.

Dans les départements occupés la perception des impôts après la ratification du présent traité s'opérera

pour le compte du Gouvernement français et par le moyen de ses employés.

Art. 9. Il est bien entendu que les présentes ne peuvent donner à l'autorité militaire allemande aucun droit sur les parties du territoire qu'elle n'occupe point actuellement.

Art. 10. Les présentes seront immédiatement soumises à la ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et de l'Assemblée nationale française siégeant à Bordeaux.

En foi de quoi les soussignés ont revêtu le présent traité préliminaire de leurs signatures et de leurs sceaux.

Fait à Versailles, le 26 février 1871.

v. Bismarck. *A. Thiers.*
Jules Favre.

Les royaumes de Bavière et de Wurtemberg et le Grand-Duché de Bade ayant pris part à la guerre actuelle comme alliés de la Prusse et faisant partie maintenant de l'Empire germanique, les soussignés adhèrent à la présente Convention au nom de leurs souverains respectifs.

Versailles, le 26 février 1871.

Comte *de Bray-Steinburg.*
Baron *de Wächter.*
Mittnacht.
Jolly.

114.

Convention additionnelle entre l'Allemagne et la France pour la prolongation de l'armistice; signée à Versailles, le 26 février 1871.

Entre les soussignés, munis des pleins-pouvoirs de l'Empereur d'Allemagne et de la République française, la Convention suivante a été conclue:

Art. 1er. Afin de faciliter la ratification des préliminaires de la paix conclue aujourd'hui entre les soussignés, l'armistice stipulé par les conventions du 28 janvier et

du 15 février derniers est prolongé jusqu'au 12 mars prochain.

Art. 2. La prolongation de l'armistice ne s'appliquera pas à l'article 4 de la Convention du 28 janvier, qui sera remplacé par la stipulation suivante, sur laquelle les soussignés sont tombés d'accord:

La partie de la ville de Paris, à l'intérieur de l'enceinte, comprise entre la Seine, la rue du Faubourg-Saint-Honoré et l'avenue des Ternes, sera occupée par les troupes allemandes, dont le nombre ne dépassera pas 30,000 hommes. Le mode d'occupation et les dispositions pour le logement des troupes allemandes, dans cette partie de la ville, seront réglés par une entente entre deux officiers supérieurs des deux armées, et l'accès en sera interdit aux troupes françaises et aux gardes nationales armées, pendant la durée de l'occupation.

Art. 3. Les troupes allemandes s'abstiendront à l'avenir de prélever des contributions en argent dans les territoires occupés. Les contributions de cette catégorie, dont le montant ne serait pas encore payé, seront annulées de plein droit. Celles qui seraient versées ultérieurement, par suite d'ignorance de la présente stipulation, devront être remboursées. Par contre, les autorités allemandes continueront à prélever les impôts de l'État dans les territoires occupés.

Art. 4. Les deux parties contractantes conserveront le droit de dénoncer l'armistice, à partir du 3 mars, selon leur convenance, et avec un délai de trois jours pour la reprise des hostilités s'il y avait lieu.

Fait et approuvé à Versailles, ce 26 février 1871.

v. Bismarck. *A. Thiers.*
Jules Favre.

115.

Convention pour l'évacuation des forts et de la rive gauche de la Seine par les troupes allemandes; signée à Versailles, le 4 mars 1871.

Art. 1er. Les forts de la rive gauche de la Seine seront évacués le 7 mars, à onze heures du matin. Un

officier de l'armée allemande restera dans chaque fort et le remettra à un officier français qui se présentera pour en prendre possession avec sa troupe.

Art. 2. Toute la presqu'île de Gennevilliers sera évacuée en même temps que la forteresse du Mont-Valérien.

Art. 3. Jusqu'à l'évacuation complète des troupes allemandes qui sont à Versailles et aux environs, et pour permettre le transport du matériel d'artillerie, il sera tracé une ligne de démarcation que les troupes des deux pays ne pourront pas franchir:

1° de la Seine à Bougival, à Saint-Cloud, en passant par Buzenval;

2° du Bas-Meudon à la Seine, en laissant dans la zone française les villages de Meudon, Clamart, Châtillon, Bagneux, Cachan, Villejuif et Vitry. Les redoutes des Hautes-Bruyères et du Moulin-Saquet pourront être occupées par l'armée française.

Art. 4. La ligne de démarcation sur la rive droite restera comme elle avait été fixée par la première Convention.

Art. 5. Tout le matériel de guerre qui se trouverait encore dans la nouvelle zone française qui vient d'être tracée sera enlevé par les soins des autorités allemandes, dans le plus bref délai et sans être inquiétées. Les autorités allemandes sont autorisées à établir un service de surveillance pour ce matériel.

Art. 6. Les troupes qui occupent Versailles, ainsi que les environs de Paris sur la rive gauche, auront complétement terminé leur mouvement d'évacuation sur la rive droite le 19 mars.

Art. 7. Les troupes allemandes qui occupent Bernay, Nogent-le-Rotrou, Evreux, Dreux, Chartres et tous les environs, repasseront sur la rive droite de la Seine, entre Rouen et Paris, et elles auront terminé leur mouvement le 12 mars.

Art. 8. Les troupes allemandes qui occupent en ce moment Alençon, le Mans, Tours et les environs, repasseront sur la rive droite de la Seine, de la source jusqu'au confluent de l'Aube, et elles auront terminé leur mouvement le 28 mars.

Le même jour, les troupes allemandes, dans la partie méridionale de la Côte-d'Or, se retireront derrière une ligne qui partira de la source de la Seine et qui se

dirigera vers la limite de l'arrondissement de Beaune, lequel sera complétement évacué par lesdites troupes.

Art. 9. Les autorités françaises auront toutes facilités pour faire venir à Paris, par les voies ferrées, les troupes qui sont destinées à composer la garnison de 40,000 hommes venant du Havre, de Cherbourg, de Laval, de Poitiers, de Châteauroux, de la Rochelle et de Saint-Amand (Cher).

Art. 10. Les mêmes facilités leur sont reconnues pour renvoyer dans leurs départements les militaires et marins désarmés qui se trouvent aujourd'hui à Paris. On pourra se servir, soit des voies de terre, soit des chemins de fer.

Fait à Versailles, le 4 mars 1871.

Général *de Valdan.*
Podbielski.

116.

Convention pour l'évacuation de Versailles par les troupes allemandes; signée à Versailles, le 6 mars 1871.

Dans le but de faciliter l'occupation de Versailles par l'armée française dans le plus bref délai possible, les dispositions suivantes ont été arrêtées d'un commun accord entre l'état-major général français et l'état-major général allemand:

Art. 1er. L'armée allemande s'engage à évacuer complétement Versailles et le territoire compris dans la ligne de démarcation qui va être indiquée ci-dessous, le 11 mars à midi.

Art. 2. La nouvelle ligne de démarcation partira du pont de Bougival sur la Seine, passera par Louveciennes. Bailly, Noisy, Reine-Moulin, Bois-d'Arcy, Bouvier, en suivant le cours de la Bièvre jusqu'au Petit-Jouy, continuera par l'Hôtel-Dieu, Vélizy, Villebon et le Haut-

Meudon, où elle rencontre la ligne de démarcation du 4 mars.

Art. 3. Les lignes qui avaient été tracées entre Bougival et Saint-Cloud et de la Seine au Haut-Meudon sont supprimées.

Art. 4. L'armée allemande se réserve la libre circulation et l'établissement d'un service de surveillance dans les villages de Clamart et de Vitry, où elle possédera du matériel jusqu'au 19 mars. Elle est autorisée à y maintenir les hommes et les chevaux nécessaires pour les transports du matériel; elle est également autorisée à circuler en toute liberté et à faire circuler du matériel de Vitry au port d'Ivry, et à établir un poste de surveillance à Pont-à-l'Anglais, auprès de la gare de Vitry.

Art. 5. Deux divisions de l'armée allemande et le quartier-général de la 3e armée, partant de Versailles pour se rendre sur la rive droite de la Seine aux environs de Saint-Denis, suivront le 10 et le 11 mars les routes qui traversent la presqu'île de Gennevilliers, de Bougival à Saint-Denis, et occuperont, pendant ces deux jours, les villages de Courbevoie, Asnières, Colombes, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne. Ces troupes devront avoir évacué la presqu'île de Gennevilliers le 12 au matin.

Art. 6. D'après la Convention du 4 mars, la zone neutre doit continuer à exister sur la rive droite de la Seine entre les forts et l'enceinte.

Toutefois, cette zone n'ayant plus de raison d'être au nord-ouest par suite de la remise du Mont-Valérien aux troupes françaises, elle s'arrêtera à une ligne qui partira de la Seine, à l'endroit où l'ancienne ligne rencontre le fleuve en arrière de Saint-Denis, et qui passera à l'est de Saint-Ouen en se continuant jusqu'à l'enceinte de Paris.

Art. 7. Il est bien entendu que, le 19 mars, tout le territoire de Versailles et des environs de Paris situé sur la rive gauche sera évacué par les troupes allemandes.

Art. 8. La partie de l'armée allemande qui occupe en ce moment la ligne d'Alençon au Mans, et qui appartient au 4e corps d'armée, devant se replier sur la droite entre Paris et Rouen avec ce même corps, est autorisée, en raison de la distance, à terminer son mouvement le 19 mars.

Art. 9. Le 10e corps, faisant partie de l'armée du prince Frédéric-Charles, cantonné en ce moment à l'ouest

et au sud de Tours, est autorisé à exécuter le passage de la Seine le 1er avril au lieu du 28 mars, ainsi qu'il avait été arrêté pour toute cette armée par l'article 8 de la Convention du 4 mars.

Fait à Versailles, le 6 mars 1871.

Général *de Valdan.*
Podbielski.

117.

Convention concernant l'exécution du service postal dans les départements français occupés par les troupes allemandes; signée à Reims, le 10 mars 1871.

Entre les soussignés, M. Stephan, directeur général des postes de l'Empire allemand, et M. Rampont-Léchin, directeur général des postes de la République française, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, il a été convenu ce qui suit:

Art. 1er. Le gouvernement allemand consent à ce que l'administration des postes, dans les départements occupés par les troupes allemandes, sera remise, de la part de l'administration allemande actuelle, entre les mains de l'administration des postes françaises, aux conditions et sous les réserves stipulées dans la présente Convention. La remise sera effectuée trois jours après que la ratification des présentes aura eu lieu, d'une part, par Son Excellence le chancelier de l'Empire allemand, M. le comte de Bismarck-Schœnhausen, et, d'autre part, par M. Jules Favre, Ministre des Affaires Étrangères de la République française.

Art. 2. A partir du jour indiqué dans l'article précédent, l'administration allemande cessera ses fonctions en tant que celles-ci concerneraient le service postal du pays dans les départements occupés par les troupes allemandes. L'administration française commencera immédiatement l'exploitation du service postal pour les habitants desdits départements.

Les lettres et autres objets de correspondance se trouvant entre les mains des employés allemands au moment de la remise seront expédiés par les employés français aux mêmes conditions, taxes et règles qui auraient été appliquées si l'expédition finale avait été effectuée par l'administration allemande.

Donc ces lettres, etc., n'auront à supporter aucune taxe supplémentaire, bien que les timbres-poste allemands y eussent été collés, et sans que ce fait donne lieu à aucun décompte entre les deux administrations.

Toutefois, les taxes dont les lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies auraient été passibles d'après les tarifs allemands seront remboursées au moment de la livraison aux bureaux de recette allemands.

Dans le cas où, pendant les cinq premiers jours à partir de l'exécution de la présente Convention, quelques lettres et autres objets de correspondance, munis encore de timbres-poste allemands, seraient présentés aux bureaux de poste français ou déposés dans les boîtes aux lettres, ces timbres seront considérés comme valables, et la valeur en sera déduite des taxes françaises, sans que, pour éviter une comptabilité minutieuse, la valeur de ces timbres soit restituée à l'administration française par l'administration allemande. Après l'expiration des cinq jours mentionnés, la validité des timbres-poste allemands cessera partout dans les départements occupés.

Les habitants seront avertis déjà dès à présent, par un avis public émané de l'administration allemande, que les timbres-poste allemands perdront leur validité dans quelques jours, et dès lors les timbres-poste français seront mis en circulation.

Art. 3. Jusqu'au jour de la remise du service postal aux employés français, l'administration allemande supportera les frais de l'exploitation du service postal dans l'étendue que les arrangements en vigueur ont introduite jusqu'à la conclusion des présentes; elle pourvoira à l'entretien des employés et bureaux et aux frais du transport des dépêches. En revanche, elle jouira jusqu'à ce même jour de toutes les recettes postales.

A partir de ce jour, les dépenses seront à la charge de l'administration française et les recettes à son profit.

Sur les paiements que l'administration allemande aurait effectués d'avance pour le mois dans le cours duquel s'opérera la remise, par exemple les appointe-

ments des employés, etc., la quote-part se rapportant à la période restante dudit mois sera restituée par l'administration française à l'administration allemande.

L'administration allemande fera droit à toutes les réclamations des correspondants concernant les lettres chargées et autres objets confiés à la poste durant la gestion des affaires par les employés allemands.

Réciproquement, l'administration française répondra des lettres chargées et des autres objets qui lui seront délivrés par les employés allemands au moment de la remise.

Les journaux abonnés par l'intermédiaire des employés allemands, dont l'abonnement expire d'après l'exécution de la présente Convention, seront délivrés sans frais aux abonnés.

Il est entendu que, dans le cas où des sujets français auraient à accomplir encore des obligations contractées envers l'administration allemande, les autorités françaises en garantiront l'accomplissement sous tous les rapports; elles seront dégagées de cette obligation du moment où la conclusion définitive du décompte entre les deux administrations aura été effectuée.

Art. 4. Dès le moment de la reprise des affaires par l'administration française, les dispositions des anciens traités postaux rentreront en vigueur relativement aux correspondances à échanger entre les habitants de l'Allemagne et ceux de la France.

Quant aux correspondances à échanger entre l'Alsace et les parties cédés de la Lorraine, d'une part, et la France, de l'autre, l'état actuel des choses sera maintenu jusqu'à nouvel ordre, et la régularisation définitive sous ce rapport sera renvoyée à la conclusion finale de la paix.

Jusqu'à ce que la conclusion du Traité de paix définitif ait eu lieu, et sans porter préjudice aux dispositions de ce Traité, l'administration française paiera pour le transport des dépêches closes entre la France, d'une part, et les États de l'Allemagne, de même que les pays situés au delà, de l'autre part, échangées dans les deux directions à travers les territoires cédés de l'Alsace et de la Lorraine, un port de transit de 15 centimes par 30 grammes, poids net, de lettres, et de 75 centimes par kilogramme, poids net, de journaux et d'imprimés à l'administration allemande.

Art. 5. Tant que le service des chemins de fer sera

exploité sur le territoire français par les autorités allemandes, il sera accordé, à partir du moment de l'exécution de la présente Convention, à l'administration des postes françaises, la faculté de faire courir un wagon-poste avec bureau ambulant dans les trains-poste réguliers, sans que l'administration des postes allemandes reçoive un remboursement de ce chef.

Art. 6. Il est entendu que l'extradition du service postal dans le pays occupé à l'administration française ne portera entrave en aucune manière à l'exploitation régulière et précise du service de la poste militaire pour les troupes allemandes formant l'armée d'occupation.

A cet effet, les postes mobiles militaires des armées allemandes resteront en activité auprès des divers corps d'armée et divisions. L'administration des postes militaires aura à sa disposition toutes les routes postales dont elle pourra avoir besoin pour le service de l'armée. Sur les chemins de fer, elle pourra courir durant tout le temps de l'occupation les wagons-poste avec les bureaux ambulants nécessaires à cet effet. Elle entretiendra dans les diverses localités de garnison des bureaux de poste pour le service des troupes et des autorités militaires y cantonnées. Tous les frais de l'entretien de ces bureaux, employés, routes postales, transport des wagons-poste sur le chemin de fer, seront à la charge du Gouvernement français jusqu'à la fin de l'occupation.

Dans les petites localités où il n'y aurait pas un nombre suffisant de troupes allemandes pour entretenir un bureau spécial de poste militaire allemand, le bureau de poste français du lieu sera chargé par l'administration française de vaquer aux affaires postales des troupes de garnison, dans les limites de l'organisation actuelle du service postal français.

En général, l'administration française accordera toutes les facilités nécessaires pour assurer le service postal de l'armée allemande dans les districts occupés. Elle garantira de la remise exacte et du contenu intact des sacs aux lettres et groups d'argent qui seraient confiés à ses bureaux pour être transportés de ou pour l'armée d'occupation, et elle paiera les indemnités de droit en cas de perte ou d'avarie, sauf cependant le cas de force majeure.

Art. 7. Seront transportés gratis, conformément aux règles du service ordinaire et actuel de la poste française,

les lettres ordinaires et chargées, journaux, imprimés et envois d'argent de et pour les autorités militaires de toute espèce.

De plus, seront transportés sans frais de port les lettres ordinaires jusqu'à concurrence de 60 grammes, les journaux et les lettres avec valeur déclarée jusqu'à concurrence de 50 thalers de et pour les soldats et officiers de tout grade. Toutefois, la correspondance privée de ces officiers et soldats avec les habitants de la France sera soumise aux taxes ordinaires étant applicables à la correspondance circulant à l'intérieur de la France.

Art. 8. Les deux commissaires soussignés s'engagent à accélérer, autant qu'il est dans leur pouvoir, la ratification de la présente Convention, qui entrera en vigueur trois jours après la date de la dernière des deux ratifications. Il reste entendu que les dispositions des articles précédents ne porteront préjudice en aucune manière aux stipulations du Traité de paix définitif.

Fait en double, à Reims, le 10 mars 1871.

G. Rampont.
H. Stephan.

118.

Convention pour l'exécution des préliminaires de paix du 26 février 1871 entre l'Allemagne et la France, suivie de trois annexes; signée au château de Ferrières, le 11 mars 1871.

Entre les soussignés: Son Excellence M. Jules Favre, Ministre des Affaires Étrangères de la République française, d'une part, et Son Excellence le général von Stosch, intendant général de l'armée allemande, et M. Engelhard, intendant d'armée, munis des pouvoirs de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, d'autre part, il a été arrêté et convenu ce qui suit:

Art. 1er. L'intendance militaire allemande se chargera de l'alimentation des troupes allemandes restant en France jusqu'au 31 décembre de l'année courante, alimentation qui doit avoir lieu, au frais du Gouvernement français, dans la mesure convenue par une entente avec l'intendance militaire allemande, d'après l'article 4 du Traité préliminaire de paix conclu le 26 février dernier.

Art. 2. Le Gouvernement français paiera, par contre, une indemnité fixée à 14 gros, soit 1 fr. 75 cts., pour chaque ration de vivres, et à 20 gros, soit 2 frs. 50 cts., pour chaque ration de fourrages. L'indemnité à payer pour chaque ration de fourrages sera réduite à 2 frs. 25 cts., à partir du 1er octobre jusqu'au 31 décembre de l'année courante.

Art. 3. Cette indemnité ne sera payable qu'à partir du 3 de ce mois, pour 500,000 rations de vivres et 150,000 rations de fourrages par jour. Le Gouvernement français ne sera, par conséquent, pas autorisé à demander aucun dédommagement pour les réquisitions faites depuis le 26 février dernier par les troupes allemandes en France. Les autorités militaires allemandes cesseront, après la signature de la présente Convention, de faire toutes réquisitions.

Art. 4. Après la ratification du Traité de paix définitif et le paiement du premier demi-milliard de la contribution imposée à la France, l'indemnité susmentionnée sera réduite, par semaine et par quart, de la différence qui existe entre 500,000 rations de vivres et 150,000 rations de fourrages, d'une part, et 150,000 rations de vivres et 50,000 rations de fourrages, d'autre part, et au bout des quatre semaines, elle ne sera plus décomptée que sur le pied de 150,000 rations de vivres et 50,000 rations de fourrages par jour.

Le chiffre des rations que représente l'indemnité diminuera ensuite au fur et à mesure que le paiement des à-comptes des frais de guerre s'effectuera, de sorte qu'il ne restera à payer:

1° Quinze jours après le versement du premier milliard, que pour 120,000 rations de vivres et pour 40,000 rations de fourrages;

2° Quinze jours après le versement du premier milliard et demi, que pour 80,000 rations de vivres et pour 30,000 rations de fourrages;

3° Quinze jours après le premier versement des deux premiers milliards, que pour 50,000 rations de vivres et pour 18,000 rations de fourrages.

Les paiements s'effectueront toujours par anticipation pour quinze jours. Le premier versement, comprenant le laps de temps du 3 au 31 mars, aura lieu dix jours après la signature de la présente Convention.

Art. 5. Si le Gouvernement français veut se charger lui-même, à partir du 1er janvier 1872, de l'alimentation des troupes allemandes et des chevaux qui resteront en France, il sera tenu d'en informer l'intendance militaire allemande avant le 1er octobre prochain. Dans ce cas, les distributions dans les endroits respectifs seront faites directement par les agents du Gouvernement français aux troupes allemandes, d'après les tarifs contenus dans l'annexe n° 1.

Si un avis pareil n'a pas été donné en temps opportun, l'intendance militaire allemande continuera à se charger, au delà du 1er janvier 1872, de l'alimentation des troupes allemandes en France pour une année encore, moyennant le prix qui sera concerté de nouveau entre l'intendance militaire allemande et l'intendance militaire française, et ainsi de suite pour les années suivantes.

Art. 6. Pour garantir la régularité des distributions dans le cas où le service serait fait par les soins du Gouvernement français, on réunira sans interruption, depuis le 1er décembre, des approvisionnements qui seront constamment entretenus à la même hauteur dans les villes occupées par les troupes allemandes. Ces approvisionnements comprendront les fourrages, le riz et les légumes secs, le sel, le café, le vin et l'eau-de-vie pour trente jours; la viande salée pour dix jours. La viande fraîche sera assurée par marché pour trente jours au moins.

Art. 7. Si cet approvisionnement n'était pas réuni ou entretenu à la hauteur prescrite par l'article précédent, l'intendance militaire allemande aurait le droit d'y pourvoir en se procurant elle-même et en faisant entrer en magasin les denrées qui manqueraient, et de réclamer au Gouvernement français le prix de remboursement, comme il est dit à l'article suivant.

Dans le cas où des dissentiments s'élèveraient sur la qualité des denrées, une commission mixte, composée

d'un officier allemand comme président, d'un employé allemand et de deux employés ou agents français, statuera à la majorité des voix. A voix égale, celle du président sera prépondérante.

Art. 8. Les denrées en magasin qui seront refusées par la commission devront être remplacées, dans les vingt-quatre heures, par d'autres fournitures d'une qualité irréprochable, sans quoi les autorités allemandes seront autorisées à remplacer elles-mêmes ces denrées et à les mettre en compte au Gouvernement français, en doublant les prix officiels côtés sur les marchés de Paris.

Art. 9. Lorsque la mauvaise qualité des denrées ne sera reconnue qu'au moment de la distribution, et qu'elles ne pourront pas être échangées immédiatement contre d'autres prises dans le magasin ou ailleurs dans la localité, les autorités allemandes y pourvoiront, comme il a été stipulé dans les articles 7 et 8.

Art. 10. Le Gouvernement français prend en outre l'engagement de mettre à la disposition des troupes allemandes, dans chaque ville ou village occupé par un bataillon, un escadron ou une batterie d'artillerie, tous les établissements militaires dont elles ont besoin, avec les ameublements nécessaires, leur chauffage et leur éclairage, d'après les prescriptions des règlements prussiens, savoir:

Logements pour officiers, conformément à l'annexe n° 2;
Logements pour troupe;
Corps de garde;
Salle de discipline;
Ateliers pour les ouvriers des corps;
Magasin d'habillement;
Bureaux pour les chefs de corps et les administrations;
Écoles régimentaires;
Infirmerie;
École de natation, s'il y a des cours d'eau suffisants;
Manége couvert, s'il existe, ou manége ouvert;
Butte pour le tir de l'infanterie et de la cavalerie;
Champ d'exercice;
Magasin de vivres et de fourrages;
Place nécessaire dans l'abattoir, dans une boulangerie et dans une forge.

En ce qui concerne les logements pour troupes, on

occupera d'abord les bâtiments publics et ceux pris à loyer dans ce but. Ce n'est qu'en cas d'insuffisance de ces ressources qu'on sera logé chez l'habitant.

Les troupes logées chez l'habitant auront place au feu et à la chandelle.

Toutes ces fournitures seront faites gratuitement à l'armée allemande.

Les officiers mariés pourront recevoir, s'ils le préfèrent, au lieu de logement en nature, une indemnité représentative payée par le Gouvernement français, conformément à l'annexe n° 2.

Les établissements susmentionnés, tels qu'ateliers, magasins d'habillement, écoles régimentaires, écoles de natation, ne seront demandés que dans les six départements occupés en dernier lieu, et, en outre, dans ceux où l'occupation paraîtrait prendre une longue durée.

On évitera des dépenses coûteuses pour l'établissement des buttes à tir, autant que le permettront la sécurité publique et les exigences de la police. Ces travaux seront, autant que possible, exécutés par les troupes elles-mêmes.

Art. 11. Dans les départements indiqués à l'article précédent, le Gouvernement français s'oblige à procurer, à ses frais, un local meublé, chauffé et éclairé dans les différentes places de garnison, ou par corps, local dans lequel les officiers puissent se réunir dans la journée et prendre leurs repas en commun, ainsi qu'une cuisine.

Dans le cas où le Gouvernement pourvoirait lui-même à l'alimentation des troupes allemandes, mais seulement dans ce cas, il paiera pour chaque officier et ceux qui font le service d'officier une indemnité de cinq francs par jour, et l'effectif des troupes à nourrir d'après l'article 4 de la présente Convention, sera diminué du nombre des officiers qui recevront cette indemnité.

Art. 12. Les indemnités à accorder pour les dégâts causés aux champs par les manœuvres des troupes allemandes seront évaluées par deux experts assermentés nommés, l'un par une des parties, l'autre par l'autre, et, s'ils ne peuvent s'accorder, ils s'adjoindront un tiers expert qui décidera. Le montant en sera remboursé par l'intendance allemande.

Dans le cas où les manœuvres des troupes nécessiteraient l'établissement de bivouacs, le Gouvernement français fournira la paille et le bois nécessaires, con-

formément aux règlements prussiens, qui seront communiqués au Gouvernement français.

Art. 13. Si la location des chevaux et voitures dont pourraient avoir besoin les troupes allemandes pour convois dépassait le prix de 40 cts. par collier et par kilomètre (rien n'étant alloué pour le retour du vide), le fait serait constaté par l'autorité municipale, et le Gouvernement français prendrait à sa charge l'excédant de la dépense.

Art. 14. Le Gouvernement français garantira, dans les départements évacués, la sécurité et la tranquillité des hôpitaux militaires, ainsi que des membres de la société de secours volontaires munis de papiers réguliers. Une protection toute particulière sera accordée aux malades non transportables restés dans les départements évacués.

Des trains sanitaires pourront être envoyés de l'Allemagne pour l'enlèvement de ses malades dans les hôpitaux.

Dans le cas où leur évacuation ne serait pas possible de cette manière, le Gouvernement français s'engage à la faire avec toutes les conditions de sécurité et de célérité chaque fois que les malades deviendront transportables.

Les malades non transportables que l'armée allemande laissera, soit maintenant, soit plus tard, dans les départements évacués, seront entretenus aux frais du Gouvernement français jusqu'à leur évacuation.

Art. 15. Toutes les caisses françaises seront obligées d'accepter et de changer l'argent en espèces ou en billets de banque allemands ou prussiens, présentés par l'intendance ou les corps de troupes, au cours suivant:

1 thaler	3 frs.	75 cts.
1 florin d'Allemagne .	2 „	15 „

Ces espèces et billets pourront servir, au même cours, pour le paiement de la contribution de guerre due par le Gouvernement français au Gouvernement allemand.

Art. 16. (Voir l'annexe n° 3.)

Art. 17. L'administration française pourra déjà, dès à présent jusqu'à conclusion de la paix définitive, rétablir et exploiter ses lignes télégraphiques dans le territoire occupé, en se conformant aux conditions ci-après:

1° Les fils conducteurs, appareils et stations des autorités allemandes resteront intacts et respectés.

Les fils seront à cet effet indiqués à l'administration française dans le plus bref délai possible, et ils seront entretenus en bon état par cette dernière;

2° Les employés du télégraphe allemand auront le droit de surveiller, dans les chefs-lieux de département, le service télégraphique en tant que contenu des dépêches et ordre de transmission;

3° Les télégrammes officiels allemands jouiront, comme les dépêches de l'État, de la gratuité et seront expédiés avec préférence.

Art 18. L'administration française pourra dès à présent, jusqu'à conclusion de la paix définitive, reprendre l'exploitation du service postal dans le territoire occupé, en se conformant aux conditions ci-après:

Tant que le service postal allemand continuera de fonctionner, le Gouvernement français lui devra protection efficace. Partout où le service postal français est repris par les agents français, les autorités allemandes auront le droit d'exercer un contrôle par l'intermédiaire de leurs officiers.

Tout le personnel faisant partie de l'armée d'occupation aura droit au transport gratuit de la correspondance particulière. Il en sera de même pour les envois d'argent et de valeurs; mais, toutefois, ces envois seront restreints dans les limites de l'organisation postale française.

En cas de perte, l'administration française aura vis-à-vis des envoyeurs allemands la même responsabilité que vis-à-vis des envoyeurs français.

Art. 19. La franchise des droits de douane est accordée à toutes les marchandises, aux armes et effets d'habillement et d'équipement destinés à l'armée allemande et adressés aux commandements militaires de cette armée.

Art. 20. La dénomination d'officiers doit, dans cette Convention, comprendre les médecins, les employés militaires supérieurs et ceux qui font le service d'officier.

Les employés inférieurs, les cantiniers et voituriers sont considérés comme hommes de troupe.

Fait double, au château de Ferrières, le 11 mars 1871.

Jules Favre. *von Stosch.*
Engelhard.

Annexe n° 1.

Tarif pour la composition des rations.

1° Composition de la ration de vivres.

375 grammes	—	$^3/_4$ de livre de viande fraîche ou salée;
125 „		$7^1/_2$ loth de riz, d'orge, de gruau, ou
250 „	—	15 loth de pois, haricots, lentilles ou de farine, ou
1500 „	—	3 livres de pommes de terre;
25 „	—	$1^1/_2$ loth de sel;
25 „	—	$1^1/_2$ loth de café;
		$^1/_{12}$ quart d'eau-de-vie ou
		$^1/_2$ litre de vin.

En remplacement de la viande ou des salaisons, on pourra fournir:

250 grammes	—	15 loth de bœuf fumé ou de mouton; ou
$166^2/_3$ „	—	10 loth de lard.

Le choix de la viande, des légumes ou boissons à distribuer est entièrement réservé aux troupes; toutefois, on devra varier dans le choix des objets à demander.

2° Composition de la ration de fourrages.

A.

5 kilogrammes	625	grammes	—	$11^1/_4$	livres d'avoine;
1 „	500	„	—	3	livres de foin;
1 „	750	„	—	$3^1/_2$	livres de paille;

ou B.

5 kilogrammes	—	grammes	—	10	livres d'avoine;
1 „	500	„	—	3	livres de foin;
1 „	750	„	—	$3^1/_2$	livres de paille;

Les rations de fourrages (A) sont distribuées:

Aux généraux et à leurs aides de camp;
Aux officiers du Ministère de la guerre;
A l'état-major et géographes du génie;
Aux officiers du corps de génie;
A la cavallerie;

A l'artillerie;
A l'intendance militaire;
Aux chevaux de train et chevaux de somme des autorités supérieures, aux troupes;
Aux administrations, aux officiers et employés;
Aux chevaux des postillons, de relais et cantiniers.

Les rations de fourrages (B) sont attribuées aux troupes, administrations, officiers et employés pour leurs chevaux de selle non mentionnés ci-dessus.

Vu pour être annexé à la Convention relative à l'exécution des préliminaires de paix, signée à Ferrières, le 11 mars 1871.

Jules Favre. *von Stosch.*
Engelhard.

Annexe n° 2.

État des logements requis pour les officiers et des prix à prélever.

(La 1re classe comprend les chefs-lieux de département, la 2e les chefs-lieux de sous-préfecture, et la 3e les autres localités.)

Annexe n° 3.

Convention conclue au château de Ferrières, le 9 mars 1871, pour l'exécution, en ce qui concerne les services des chemins de fer français, des articles 4 et 6 des préliminaires de paix signés à Versailles, le 26 février 1871.

Entre M. Durbach, ingénieur en chef des ponts et chaussées, délégué spécial de MM. les Ministres français des Affaires Étrangères et des Travaux publics, d'une part, et Son Excellence M. le lieutenant-général von Stosch, intendant-général de l'armée allemande, et M. Engelhard, intendant d'armée, d'autre part, il a été convenu et arrêté ce qui suit:

Art. 1er. Les autorités allemandes accordent, dès à présent, aux cinq grandes compagnies françaises de chemins de fer, l'autorisation de reprendre l'exploitation de la portion de leur réseau comprise dans les territoires qui, à titre temporaire, resteront occupés par les armées

allemandes; mais elles se réservent le droit de reprendre elles-mêmes cette exploitation, en tout ou en partie, quatre jours après en avoir donné avis. Jusqu'à la conclusion de la paix définitive, les chemins de fer compris dans le territoire cédé à l'Empire allemand continueront à être administrés et exploités par les autorités allemandes, sans porter atteinte aux droits réservés par l'article 5 des préliminaires de paix.

Art. 2. Les administrations françaises des chemins de fer seront, pour les transports militaires, placées vis-à-vis de la commission exécutive et des commissions de lignes allemandes dans les mêmes conditions que les administrations allemandes de chemins de fer. Ces commissions allemandes disposent en Allemagne, suivant les besoins des mouvements de troupes, du matériel de guerre et de subsistances militaires, ainsi que des transports postaux, de tout le matériel et de tout le personnel des administrations allemandes. Il est entendu que, pour les compagnies françaises, cette disposition sera limitée:

1° Au nombre de véhicules et de machines calculé au prorata de la totalité du matériel que possède chaque compagnie et de la longueur des portions de lignes qu'elle exploitera sur le territoire occupé;

2° Au personnel nécessaire à la conduite des trains qu'il sera possible de faire avec ce matériel;

3° Au personnel fixe employé dans les sections indiquées au 1° ci-dessus.

Art. 3. Les compagnies françaises seront tenues d'exécuter, conformément aux clauses de leur cahier des charges, mais avec priorité sur leur propre service, les trains militaires (troupes, matériel de guerre et subsistances militaires) qui leur seront demandés par les autorités allemandes. Ces autorités régleront le nombre de ces trains dans la limite du matériel que les compagnies sont tenues d'affecter à chaque ligne; elles fixeront les points d'embarquement, de débarquement, et les itinéraires de ces trains, sous la seule réserve du maintien des trains de voyageurs, postes et de grand parcours; elles prescriront l'exécution par les compagnies françaises des dispositions et ouvrages nécessaires à l'accomplissement de l'embarquement et du débarquement des troupes, du matériel de guerre et des subsistances militaires. Les compagnies françaises seront remboursées

des dépenses faites pour cet objet dans un délai de huit jours après la présentation de leurs comptes.

Art. 4. Le Gouvernement français garantit à l'armée allemande, sur toutes les portions de lignes comprises dans le territoire occupé et exploitées par les compagnies françaises, le bénéfice de toutes les dispositions particulières relatives à la vitesse et à la composition des trains de militaires, de matériel de guerre et de subsistances militaires, ainsi que les prix spéciaux dont il jouit en vertu des règlements et des conventions qui régissent les transports du service de la guerre.

En conséquence, les compagnies françaises toucheront les prix stipulés dans lesdites conventions, dont les exemplaires seront remis dans le plus court délai possible aux autorités allemandes. Les règlements des comptes se feront chaque semaine et seront soldés dans la semaine suivante.

Art. 5. Afin de faciliter les relations des autorités allemandes avec les compagnies françaises, celles-ci se feront représenter séparément, chacune par un délégué, qui traitera directement de la reprise de l'exploitation de son réseau. Elles devront, en outre, pour l'exécution de leurs conventions, nommer des délégués spéciaux auxquels elles donneront pouvoir de les représenter et de traiter valablement en leur nom. Ces délégués résideront aux lieux désignés par les autorités allemandes, qui traiteront directement avec eux pour toutes les affaires concernant l'exécution du présent article.

Art. 6. Afin d'accélérer le transport des prisonniers français, le Gouvernement français mettra à la disposition des autorités allemandes une quantité de wagons dont le maximum est fixé à 5000.

Art. 7. Les autorités allemandes feront connaître au Ministre français des Travaux publics les points sur lesquels elles désirent que ce matériel leur soit successivement remis. Le Gouvernement français fera livrer, dans le plus bref délai possible, la quantité de wagons qu'il doit fournir.

Art. 8. Si, en allant de France aux points dans lesquels sont internés les prisonniers français, les wagons peuvent être utilisés pour le retour des troupes allemandes, les compagnies françaises n'y feront aucune opposition. Ce transport s'effectuera par trains complets, remorqués par des machines françaises et conduits

jusqu'aux stations mixtes qui seront désignées dans des arrangements spéciaux à intervenir entre les autorités allemandes et les compagnies françaises. Les trains de prisonniers français seront repris aux mêmes stations par les machines françaises.

Art. 9. Les transports exécutés par les compagnies françaises seront payés, par les autorités allemandes, aux prix auquels ces transports s'exécutent en France pour le compte du Gouvernement français.

Si les wagons sont livrés vides aux stations mixtes désignées à l'article 3, il ne sera rien payé par les autorités allemandes pour les parcours en deçà de ces stations mixtes.

Art. 10. Les parcours des wagons sur les territoires situés au delà des stations mixtes donneront lieu, au profit des compagnies françaises, à la perception des redevances fixees par les Conventions anciennes passées entre la compagnie de l'Est, d'une part, et la direction royale des chemins de fer prussiens à Sarrebruck, et la direction générale des chemins de fer du Grand-Duché de Bade, d'autre part.

La première de ces Conventions sera appliquée au parcours des wagons dirigés sur Sarrebruck, la seconde aux wagons dirigés sur Kehl.

Si des wagons sont dirigés par Wissembourg, les taxes seront réglées d'après les conventions passées entre la direction des chemins de fer du Palatinat et de la compagnie de l'Est.

Art. 11. Les comptes des sommes dues aux compagnies françaises seront réglés à la fin de chaque semaine et payés la semaine suivante. Les comptes relatifs aux redevances de parcours seront réglés mensuellement dans la forme usitée avant la guerre.

Art. 12. Le matériel roulant livré aux autorités allemandes sous le régime de la Convention des 28—30 janvier 1871 sera restitué aux compagnies françaises dans un délai de dix jours, à partir de la signature des présentes.

Durbach. *von Stosch.*
Engelhard.

119.

Convention entre l'Allemagne et la France pour la remise des prisonniers de guerre français; signée au château de Ferrières, le 11 mars 1871.

Art. 1er. Le Gouvernement français annoncera au Ministère de la guerre, à Berlin, l'arrivée des vaisseaux de transport français à Bremerhafen et Hambourg.

Trois jours après cet avis, le Ministère de la guerre, à Berlin, remettra au Gouvernement français 10,000 hommes au plus à Bremerhafen, et 14,000 hommes au plus à Hambourg.

Art. 2. Concernant les prisonniers ramenés par chemin de fer, le Gouvernement français se charge de fournir le matériel nécessaire pour transporter les prisonniers de guerre en France.

Le matériel servira également à ramener l'armée allemande, conformément aux stipulations de la Convention spéciale réglant l'exécution par les chemins de fer de l'article 6 des préliminaires de paix.

Art. 3. Les convois de prisonniers de guerre rentrant en France seront dirigés: 1° ceux qui passent par Metz, sur Charleville; — 2° ceux qui passent par Strasbourg, sur Lunéville; — 3° ceux qui passent par Mulhouse, sur Vesoul.

Art. 4. Le Gouvernement français est autorisé à installer à Charleville, Lunéville et Vesoul, un commandant de place, un intendant militaire, un payeur, ainsi que tout le personnel nécessaire.

L'autorité française y installera également un magasin de vivres et d'habillement.

Art. 5. L'autorité militaire pourra congédier, dans ces trois places, les hommes libérés du service militaire et appartenant aux départements voisins.

Tous les autres militaires, libérés ou non, ne devront être dirigés que par les chemins de fer jusqu'au delà des limites du territoire occupé par les troupes allemandes.

Conformément à l'article 3 des préliminaires de paix, ceux de ces hommes qui ne sont pas libérables seront dirigés sur des points situés sur la rive gauche de la Loire.

Art. 6. Les autorités allemandes ne s'engagent à faire arriver sur chacun des trois points indiqués ci-dessus que quatre trains par jour, de 800 à 1000 hommes chacun, et cela autant que le matériel français sera suffisant et que les mouvements seront possibles sur les lignes allemandes.

Art. 7. L'autorité française renoncerait au transport par la ligne de Mulhouse sur Vesoul, si le passage à pied de Dannemarie à Belfort présentait de trop grandes difficultés.

Art. 8. Les autorités allemandes remettront de la même manière, soit à Lunéville, soit à Charleville, les militaires français détenus à la prison et au pénitencier de Metz, ainsi que ceux qui pourraient être détenus dans les autres forteresses.

Art. 9. La garnison de Bitche quittera immédiatement la place avec les honneurs de la guerre; elle emportera ses armes, ses bagages, son matériel et toutes les archives qui ne concerneront pas la place.

Elle sera transportée par le chemin de Lunéville jusqu'au delà du pays occupé par l'armée allemande.

Fait à Ferrières, le 11 mars 1871.

Jules Favre.
Podbielski.

120.

Convention entre l'Allemagne et la France pour la remise à l'autorité française de l'administration des départements occupés par les troupes allemandes; signée à Rouen, le 16 mars 1871.

Entre M. Pouyer-Quertier, Ministre des finances; M. le baron de Ring, délégué du Ministre des Affaires Étrangères, et M. Casimir Fournier, délégué du Ministre de l'intérieur, munis des pleins-pouvoirs du Gouvernement de la République française, d'un côté;

Et, de l'autre, le lieutenant-général M. de Fabrice,

muni des pleins-pouvoirs de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

Les pleins-pouvoirs des deux parties contractantes ayant été trouvés en bonne et due forme, il a été convenu ce qui suit:

Les parties voulant assurer l'exécution facile et loyale du Traité préliminaire de paix, signé à Versailles entre l'Empire d'Allemagne et la France, le 26 février dernier, et écarter toute éventualité de conflit entre l'armée allemande et la population française, ont arrêté les dispositions suivantes:

Art. 1er. Bien que le droit d'administrer les territoires occupés soit réservé par l'article 8 du Traité de paix préliminaire à l'autorité allemande jusqu'à la conclusion et à la ratification du Traité de paix définitif, cependant les autorités allemandes consentent à ce que l'administration départementale et communale, y compris la sûreté générale et le maintien de l'ordre public dans les départements occupés par les troupes allemandes, soit, dès la ratification de la présente Convention, remise à l'autorité française aux conditions ci-après.

Art. 2. Le Gouvernement français pourra rétablir les préfets, sous-préfets, maires et autres agents administratifs, avec les attributions qui leur sont données par les lois.

De son côté, l'autorité allemande placera près des chefs de corps ou partout où elle le trouvera nécessaire, des commissaires civils qui auront la haute direction dans tout ce qui concerne les intérêts allemands.

Les fonctionnaires français sont tenus de se conformer aux mesures que le commissaire civil jugera nécessaire de prendre à ce sujet.

Art. 3. Les tribunaux français reprendront leur service, ainsi que les juges de paix et les commissaires de police. La gendarmerie sera réorganisée.

Néanmoins, l'état de siége avec toutes ses conséquences sera maintenu par les autorités allemandes dans les départements occupés.

Art. 4. Conformément aux prescriptions de l'article 8 des préliminaires de paix, toutes les autorités administratives françaises devront se conformer aux mesures que les commandants des troupes croiront devoir prendre dans l'intérêt de la sûreté, de l'entretien et de la distribution des troupes.

Art. 5. Dans le cas où les intérêts de ces dernières seraient compromis d'ici au jour de la ratification du Traité de paix définitif, les autorités allemandes se réservent le droit de reprendre en tout ou partie les droits concédés par les articles 1, 2 et 3 aux autorités françaises.

Art. 6. La présente Convention sera immédiatement soumise à la ratification du chancelier de l'Empire germanique et du Chef du pouvoir de la République française.

En foi de quoi, la présente Convention a été signée par les parties contractantes.

Fait à Rouen, le 16 mars 1871.

Fabrice. *Pouyer-Quertier.*
N. de Ring.
Fournier.

121.

Convention entre l'Allemagne et la France concernant le versement des impôts en retard; signée à Rouen, le 16 mars 1871.

Entre M. Pouyer-Quertier, Ministre des finances, M. le baron de Ring, délégué du Ministre des Affaires Étrangères, et M. Casimir Fournier, délégué du Ministre de l'intérieur, agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par le Gouvernement de la République française;

Et le lieutenant-général M. de Fabrice, représentant l'Empire germanique;

Il a été convenu, quant au versement des impôts en retard, ce qui suit:

1° Il a été stipulé, par l'article 3 du Traité de paix préliminaire du 26 février 1871, qu'à partir de la ratification dudit Traité, l'impôt ne serait perçu par l'autorité allemande que jusqu'à la ratification. Cette ratification a eu lieu le 2 mars 1871.

Le versement de quelques impôts en retard ayant été exigé par des chefs de corps avec menace d'exécution militaire, il demeure convenu que lesdits impôts ne seront

pas exigés; seulement, le compte en sera fait entre les deux Gouvernements. Le Gouvernement français prendra à sa charge ce qui pourra être dû, sauf son recours contre les départements et les communes;

2° Tous les impôts arriérés pour l'année 1870 sont définitivement remis;

3° Les départements temporairement occupés, où les impôts n'ont pas été réclamés par l'autorité allemande jusqu'au 2 mars 1871, sont affranchis définitivement de toute charge de cette nature;

4° Tous les départements occupés en totalité compléteront le versement des deux douzièmes de l'impôt direct perçu par l'État (pour les mois de janvier et de février 1871), abstraction faite des centimes départementaux et communaux;

5° Dans les départements occupés en partie seulement, l'impôt ne sera calculé que d'après la partie afférente aux communes placées en deçà de la ligne de démarcation;

6° Dans les départements où l'occupation a été temporaire, l'impôt ne sera perçu que proportionnellement à la durée de l'occupation;

7° Pour représenter l'impôt indirect, il sera perçu une somme égale à l'impôt direct, tel qu'il est fixé par les dispositions précédentes;

8° Ces fixations s'appliqueront indistinctement à tous les départements occupés;

9° Dans les départements où il a été perçu une capitation de 25 frs. ou de 50 frs. pour remplacer les contributions indirectes, la portion versée après le 26 février, qui excéderait la perception de l'impôt indirect, tel qu'il est fixé ci-dessus, sera remboursée;

10° Il ne sera fait, en vertu des stipulations précédentes, qu'un seul règlement de compte, qui comprendra l'ensemble des sommes dues de part et d'autre pour tous les départements occupés;

11° Le Gouvernement français présentera aux délégués de l'Empire germanique, dans les huit jours, une copie du sous-répartement des contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres et indiquera le montant des rôles des patentes, le tout d'après les états fixés pour l'année 1870 dans les départements occupés par les troupes allemandes;

12° Le Gouvernement de l'Empire d'Allemagne fera

connaître la durée de l'occupation allemande pour chaque département, ainsi que le chiffre des sommes qui, durant l'occupation, ont été perçues pour les mois de janvier et février dans les départements, à titre d'impôt direct et indirect;

13° Le règlement des comptes aura lieu dans le courant de ce mois et le paiement des sommes dues de l'une ou de l'autre part sera effectué dans les cinq jours qui suivront la signature du Traité de paix définitif.

En foi de quoi, la présente Convention a été signée par les parties contractantes.

Rouen, le 16 mars 1871.

Pouyer-Quertier. *Fabrice.*
N. de Ring.
Fournier.

122.

Convention pour l'évacuation de Bitche par la garnison française; signée le 23 mars 1871.

Art. 1er. La garnison sortira avec ses armes, ses drapeaux et les honneurs de la guerre. L'artillerie emportera ses pièces de campagne.

Art. 2. Il sera établi un iventaire en double expédition du matériel de siége de la place ainsi que des munitions de guerre.

Art. 3. Il sera également établi un inventaire du matériel des services administratifs.

Art. 4. Le matériel dont il est question aux articles 2 et 3 sera remis entre les mains de M. le commandant des troupes allemandes.

Art. 5. Les archives de la place, non compris les registres particuliers du commandant, seront également laissées.

Art. 6. Les douaniers seront désarmés et licenciés, et libres de rentrer chez-eux.

Art. 7. Les cantinières qui voudront partir par les voies ordinaires avec leur voiture recevront un sauf-conduit du commandant de la place, visé par l'autorité supérieure allemande.

Art. 8. Le commandant de place restera, après le départ des troupes, à la disposition de l'autorité supérieure allemande, jusqu'au règlement définitif des affaires entre les deux Gouvernements.

Il s'engage sur parole d'honneur à ne pas quitter la place sans autorisation.

Art. 9. Les troupes seront transportées avec chevaux et bagages par les voies ferrées.

Art. 10. Les bagages des officiers du 1er et du 5e corps, restés à Bitche, seront expédiés plus tard sur un point de la France qui sera désigné.

Il sera laissé deux sous-officiers pour veiller à leur conservation et les expédier en temps utile. Ils en seront responsables.

Art. 11. Les caisses d'ambulance partiront avec les troupes.

Devant Bitche, le 23 mars 1871.

Teyssier.
Kohlermann.

123.

Convention entre l'Allemagne et la France pour l'augmentation de l'effectif des troupes françaises réunies à Versailles; signée à Rouen, le 28 mars 1871.

Entre M. Pouyer-Quertier, Ministre des finances du Gouvernement de la République française, et M. le général de Valdan, délégué du général Ministre de la guerre, munis des pleins-pouvoirs du Gouvernement de la République française, d'un côté, et, de l'autre, le lieutenant-général M. de Fabrice, muni des pleins-pouvoirs de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

Les pleins-pouvoirs des deux parties contractantes ayant été trouvés en bonne et due forme, il a été convenu ce qui suit:

Art. 1er. Considérant qu'en vertu des Conventions arrêtées le 26 février dernier, sous le titre de „Prélimi-

naires de paix", le Gouvernement français avait le droit, suivant le texte de l'article 3 desdites Conventions, de conserver pour la garnison de Paris un corps d'armée qui ne doit pas dépasser 40,000 hommes et de maintenir les garnisons indispensables à la sûreté des places fortes;

Art. 2. Attendu que, il avait été aussi stipulé que toutes les troupes non désignées spécialement dans les Préliminaires de paix pour la garnison de Paris et les places fortes devraient se retirer et être maintenues sur la rive gauche de la Loire jusqu'à la signature du Traité de paix définitif et l'accomplissement des engagements pris pour les versements par le Gouvernement français de l'indemnité de guerre;

Art. 3. Sur la demande du Gouvernement français, et en raison des événements exceptionnels dont Paris se trouve le théâtre, le Gouvernement allemand consent, pour faciliter l'accomplissement des engagements contractés par la France dans le Traité du 26 février, à apporter aux termes de ce Traité les modifications suivantes:

Art. 4. Temporairement et jusqu'à ce que l'ordre public et l'autorité du Gouvernement issu de l'Assemblée nationale aient été complétement rétablis dans Paris, l'effectif des troupes réunies à Versailles, siége du Gouvernement, et dans le département de Seine-et-Oise poura être porté de 40,000 hommes jusqu'au chiffre de 80,000 hommes de toutes armes y compris les gardes nationales, les mobiles et les mobilisés de tous les départements qui se rendraient à Versailles pour y défendre l'Assemblée nationale.

Art. 5. La concentration dans les environs de Paris et de Versailles des troupes dont il vient d'être parlé devra s'opérer, par les soins des autorités militaires françaises, dans un laps de temps qui ne devra pas excéder douze jours à partir du commencement de la mise à exécution de la présente Convention.

Art. 6. Les troupes françaises qui doivent être dirigées sur Versailles pourront être tirées:

1° Des garnisons de Besançon et de Lyon, pour la région de l'est;

2° De Bordeaux, de Tours, du Mans et de toutes les villes de l'ouest.

3° De Lille, de Douai, de Cambrai, de Dunkerque, pour la région du nord.

Art. 7. D'après les conditions fixées par les Préliminaires de paix du 26 février et la Convention modificative, signée à Ferrières le 11 mars courant, concernant le rapatriement des prisonniers, il avait été stipulé que toutes les troupes libérables seraient renvoyées dans leurs foyers et que celles qui étaient encore liées au service seraient dirigées sur leurs dépôts au delà de la Loire.

Art. 8. En raison de l'urgence et de la nécessité de réorganiser immédiatement les corps de troupes qui doivent compléter les 80,000 hommes de Versailles, l'autorité allemande consent à ce que ces troupes soient concentrées dans les places de Cambrai, Auxerre et Besançon, et de là dirigées sur l'armée de Versailles.

Art. 9. Afin de faciliter et d'accélérer le mouvement des troupes et leur concentration la plus rapide, les autorités allemandes feront donner la préférence aux convois de troupes destinés à la garnison de cette ville.

Art. 10. Tous les mouvements des troupes qui auront à franchir et à parcourir les départements occupés devront être indiqués préalablement aux autorités allemandes.

Art. 11. Ces Conventions ont été arrêtées d'un commun accord entre l'autorité allemande et l'autorité française, sous l'engagement formel et d'honneur que les facilités données au Gouvernement de la République française pour les mouvements des troupes et leur réorganisation n'ont pour but unique que le retablissement de l'ordre public à Paris et le maintien et la protection du Gouvernement de l'Assemblée nationale dont le siége est à Versailles.

Art. 12. Il est entendu que les stipulations de l'article 3 des Préliminaires rentreront en vigueur dès que l'autorité du Gouvernement sera rétablie dans Paris.

Le Gouvernement allemand, en outre, pour se sauvegarder contre des éventualités imprévues, se réserve le droit de dénoncer la présente Convention modificative, dès qu'il croirait ses intérêts compromis, sans être tenu en cela à un délai quelconque.

En foi de quoi la présente Convention a été signée par les parties contractantes.

Rouen, le 28 mars 1871.

A. Pouyer-Quertier. *Fabrice.*
Général *de Valdan.*

124.

Traité de paix entre l'Empire Allemand et la France, signé à Francfort s. M., le 10 mai 1871; suivi de trois articles additionnels et du protocole de signature. *)

Le Prince Othon de Bismarck-Schoenhausen, Chancelier de l'Empire germanique,

le Comte Harry d'Arnim, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne près du St. Siége,

stipulant au nom de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,

d'un côté,

de l'autre

M. Jules Favre, Ministre des Affaires Étrangères de la République française,

M. Augustin Thomas Joseph Pouyer-Quertier, Ministre des finances de la République française, et

M. Marc Thomas Eugène de Goulard, Membre de l'Assemblée nationale,

stipulant au nom de la République française,

s'étant mis d'accord pour convertir en traité de paix définitif le traité de préliminaire de paix du 26 février de l'année courante, modifié ainsi qu'il va l'être par les dispositions qui suivent, ont arrêté:

Art. 1er. La distance de la ville de Belfort à la ligne de frontière telle qu'elle a été d'abord proposée lors des négociations de Versailles et telle qu'elle se trouve marquée sur la carte annexée à l'instrument ratifié du traité des préliminaires du 26 février, est considérée comme indiquant la mesure du rayon qui, en vertu de la clause y relative du premier article des préliminaires, doit rester à la France avec la ville et les fortifications de Belfort.

Le Gouvernement allemand est disposé à élargir ce rayon de manière qu'il comprenne les cantons de Belfort, de Delle et de Giromagny, ainsi que la partie occidentale du canton de Fontaine à l'ouest d'une ligne à tracer du point où le canal du Rhin au Rhône sort du canton de Delle au sud de Montreux-Château jusqu'à la limite nord

---

*) Les ratifications ont été échangées à Francfort, le 20 mai 1871. Voir le No. 126.

du canton entre Bourg et Félon où cette ligne joindrait la limite est du canton de Giromagny.

Le Gouvernement allemand, toutefois, ne cédera les territoires sus-indiqués qu'à la condition que la République française, de son côté, consentira à une rectification de frontière le long des limites occidentales des cantons de Cattenom et de Thionville qui laisseront à l'Allemagne le terrain à l'est d'une ligne partant de la frontière du Luxembourg entre Hussigny et Redingen, laissant à la France les villages de Thil et de Villerupt, se prolongeant entre Erronville et Aumetz, entre Beuvillers et Boulange, entre Trieux et Lommeringen, et joignant l'ancienne ligne de frontière entre Avril et Moyeuvre.

La Commission internationale dont il est question dans l'article 1er des préliminaires, se rendra sur le terrain immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité pour exécuter les travaux qui lui incombent et pour faire le tracé de la nouvelle frontière conformément aux dispositions précédentes.

Art. 2. Les sujets français originaires des territoires cédés domiciliés actuellement sur ce territoire qui entendront conserver la nationalité française, jouiront jusqu'au premier octobre 1872 et moyennant une déclaration préalable, faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, sans que ce droit puisse être altéré par les lois sur le service militaire, auquel cas la qualité de citoyen français leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire réuni à l'Allemagne.

Aucun habitant des territoires cédés ne pourra être poursuivi, inquiété ou recherché dans sa personne ou dans ses biens à raison de ses actes politiques ou militaires pendant la guerre.

Art. 3. Le Gouvernement français remettra au Gouvernement allemand les archives, documents et registres concernant l'administration civile, militaire et judiciaire des territoires cédés. Si quelques-uns de ces titres avaient été déplacés, ils seront restitués par le Gouvernement français sur la demande du Gouvernement allemand.

Art. 4. Le Gouvernement français remettra au Gouvernement de l'Empire d'Allemagne dans le terme de six mois à dater de l'échange des ratifications de ce traité:

1° le montant des sommes déposées par les départe-

ments, les communes et les établissements publics des territoires cédés;

2° le montant des primes d'enrôlement et de remplacement appartenant aux militaires et marins originaires des territoires cédés qui auront opté pour la nationalité allemande;

3° le montant des cautionnements des comptables de l'État;

4° le montant des sommes versées pour consignations judiciaires par suite de mesures prises par les autorités administratives ou judiciaires dans les territoires cédés.

Art. 5. Les deux nations jouiront d'un traitement égal en ce qui concerne la navigation sur la Moselle, le canal du Rhin à la Marne, le canal du Rhône au Rhin, le canal de la Sarre et les eaux navigables communiquant avec ces voies de navigation. Le droit de flottage sera maintenu.

Art. 6. Les Hautes Parties contractantes, étant d'avis que les circonscriptions diocésaines des teritoires cédés à l'Empire allemand doivent coïncider avec la nouvelle frontière déterminée par l'article 1er ci-dessus, se concerteront après la ratification du présent traité, sans retard, sur les mesures à prendre en commun à cet effet.

Les communautés appartenant, soit à l'église réformée, soit à la confession d'Augsbourg, établies sur les territoires cédés par la France, cesseront de relever de l'autorité ecclésiastique française.

Les communautés de l'église de la confession d'Augsbourg établies dans les territoires français cesseront de relever du consistoire supérieur et du directeur siégeant à Strasbourg.

Les communautés israélites des territoires situés à l'est de la nouvelle frontière cesseront de dépendre du consistoire central israélite siégeant à Paris.

Art. 7. Le payement de cinq cent millions aura lieu dans les trente jours qui suivront le rétablissement de l'autorité du Gouvernement français dans la ville de Paris. Un milliard sera payé dans le courant de l'année et un demi-milliard au 1er mai mil huit cent soixante-douze. Les trois derniers milliards resteront payables au 2 mars mil huit cent soixante-quatorze, ainsi qu'il a été stipulé par le traité de paix préliminaire. A partir du 2 mars de l'année courante, les intérêts de ces trois milliards de francs seront payés chaque année, le 3 mars, à raison de cinq pour cent par an.

Toute somme payée en avance sur les trois derniers milliards cessera de porter des intérêts à partir du jour du payement effectué.

Tous les payements ne pourront être faits que dans les principales villes de commerce de l'Allemagne et seront effectués en métal, or ou argent, en billets de la banque d'Angleterre, billets de la banque de Prusse, billets de la banque royale des Pays-Bas, billets de la banque nationale de Belgique, en billets à ordre ou en lettres de change négociables de premier ordre valeur comptant.

Le Gouvernement allemand ayant fixé en France la valeur du thaler prussien à trois francs soixante-quinze centimes, le Gouvernement français accepte la conversion des monnaies des deux pays au taux ci-dessus indiqué.

Le Gouvernement français informera le Gouvernement allemand, trois mois d'avance, de tout payement qu'il compte faire aux caisses de l'Empire allemand.

Après le payement du premier demi-milliard et la ratification du traité de paix définitif, les départements de la Somme, de la Seine-Inférieure et de l'Eure seront évacués en tant qu'ils se trouveront encore occupés par les troupes allemandes. L'évacuation des départements de l'Oise, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de la Seine, ainsi que celle des forts de Paris, aura lieu aussitôt que le Gouvernement allemand jugera le rétablissement de l'ordre, tant en France que dans Paris, suffisant pour assurer l'exécution des engagements contractés par la France.

Dans tous les cas, cette évacuation aura lieu lors du payement du troisième demi-milliard.

Les troupes allemandes, dans l'intérêt de leur sécurité, auront la disposition de la zone neutre située entre la ligne de démarcation allemande et l'enceinte de Paris sur la rive droite de la Seine.

Les stipulations du traité du 26 février relatives à l'occupation des territoires français après le payement de deux milliards resteront en vigueur. Aucune des déductions que le Gouvernement français serait en droit de faire ne pourra être exercée sur le payement des cinq cents premiers millions.

Art. 8. Les troupes allemandes continueront à s'abstenir des réquisitions en nature et en argent dans les territoires occupés; cette obligation de leur part étant corrélative aux obligations contractées pour leur entre-

tien par le Gouvernement français, dans le cas où malgré des réclamations réitérées du Gouvernement allemand le Gouvernement français serait en retard d'exécuter lesdites obligations, les troupes allemandes auront le droit de se procurer ce qui sera nécessaire à leurs besoins en levant des impôts et des réquisitions dans les départements occupés et même en dehors de ceux-ci, si leurs ressources n'étaient pas suffisantes.

Relativement à l'alimentation des troupes allemandes, le régime actuellement en vigueur sera maintenu jusqu'à l'évacuation des forts de Paris.

En vertu de la Convention de Ferrières du 11 mars 1871, les réductions indiquées par cette convention seront mises à exécution après l'évacuation des forts.

Dès que l'effectif de l'armée allemande sera réduit au-dessous du chiffre de cinq cent mille hommes, il sera tenu compte des réductions opérées au-dessous de ce chiffre pour établir une diminution proportionnelle dans le prix d'entretien des troupes payé par le Gouvernement français.

Art. 9. Le traitement exceptionnel accordé maintenant aux produits de l'industrie des territoires cédés pour l'importation en France sera maintenu pour un espace de temps de six mois, depuis le 1er mars, dans les conditions faites avec les délégués de l'Alsace.

Art. 10. Le Gouvernement allemand continuera à faire rentrer les prisonniers de guerre en s'entendant avec le Gouvernement français. Le Gouvernement français renverra dans leurs foyers ceux de ces prisonniers qui sont libérables. Quant à ceux qui n'ont point achevé leur temps de service, ils se retireront derrière la Loire. Il est entendu que l'armée de Paris et de Versailles, après le rétablissement de l'autorité du Gouvernement français à Paris et jusqu'à l'évacuation des forts par les troupes allemandes, n'excédera pas quatre-vingt mille hommes.

Jusqu'à cette évacuation, le Gouvernement français ne pourra faire aucune concentration de troupes sur la rive droite de la Loire, mais il pourvoira aux garnisons régulières des villes placées dans cette zone, suivant les nécessités du maintien de l'ordre et de la paix publique.

Au fur et à mesure que s'opérera l'évacuation, les chefs de corps conviendront ensemble d'une zone neutre entre les armées des deux nations.

Vingt mille prisonniers seront dirigés sans délai sur Lyon, à la condition qu'ils seront expédiés immédiatement en Algérie après leur organisation pour être employés dans cette colonie.

Art. 11. Les traités de commerce avec les différents États de l'Allemagne ayant été annulés par la guerre, le Gouvernement allemand et le Gouvernement français prendront pour base de leurs relations commerciales le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée.

Sont compris dans cette règle les droits d'entrée et de sortie, le transit, les formalités douanières, l'admission et le traitement des sujets des deux nations ainsi que de leur agents.

Toutefois, seront exceptées de la règle susdite les faveurs qu'une des parties contractantes, par des traités de commerce, a accordées ou accordera à des États autres que ceux qui suivent: l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, l'Autriche, la Russie.

Les traités de navigation, ainsi que la convention relative au service international des chemins de fer dans ses rapports avec la douane et la convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art seront remis en vigueur.

Néanmoins, le Gouvernement français se réserve la faculté d'établir, sur les navires allemands et leurs cargaisons, des droits de tonnage et de pavillon, sous la réserve que ces droits ne soient pas plus élevés que ceux qui grèveront les bâtiments et les cargaisons des nations sus-mentionnées.

Art. 12. Tous les Allemands expulsés conserveront la jouissance pleine et entière de tous les biens qu'ils out acquis en France.

Ceux des Allemands qui avaint obtenu l'autorisation exigée par les lois françaises pour fixer leur domicile en France sont réintégrés dans tous leurs droits et peuvent, en conséquence, établir de nouvean leur domicile sur le territoire français.

Le délai stipulé par les lois françaises pour obtenir la naturalisation sera considéré comme n'étant pas interrompu par l'état de guerre pour les personnes qui profiteront de la faculté ci-dessus mentionnée de revenir en France dans un délai de six mois après l'échange des ratifications de ce traité, et il sera tenu compte du

temps écoulé entre leur expulsion et leur retour sur le territoire français, comme s'ils n'avaient jamais cessé de résider en France.

Les conditions ci-dessus seront appliquées en parfaite réciprocité aux sujets français résidant ou désirant résider en Allemagne.

Art. 13. Les bâtiments allemands qui étaient condamnés par les conseils de prise avant le 2 mars 1871 seront considérés comme condamnés définitivement.

Ceux qui n'auraient pas été condamnés à la date sus-indiquée seront rendus avec la cargaison en tant qu'elle existe encore. Si la restitution des bâtiments et de la cargaison n'est plus possible, leur valeur, fixée d'après le prix de la vente, sera rendue à leurs propriétaires.

Art. 14. Chacune des deux parties continuera sur son territoire les travaux entrepris pour la canalisation de la Moselle. Les intérêts communs des parties séparées des deux départements de la Meurthe et de la Moselle seront liquidés.

Art. 15. Les Hautes Parties contractantes s'engagent mutuellement à étendre aux sujets respectifs les mesures qu'elles pourront juger utiles d'adopter en faveur de ceux de leurs nationaux qui, par suite des événements de la guerre, auraient été mis dans l'impossibilité d'arriver en temps utile à la sauvegarde ou à la conservation de leurs droits.

Art. 16. Les deux Gouvernements, allemand et français, s'engagent réciproquement à faire respecter et entretenir les tombeaux des soldats ensevelis sur leurs territoires respectifs.

Art. 17. Le réglement des points accessoires sur lesquels un accord doit être établi, en conséquence de ce traité et du traité préliminaire, sera l'objet de négociations ultérieures qui auront lieu à Francfort.

Art. 18. Les ratifications du présent traité par Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne

d'un côté,

et de l'autre

par l'Assemblée nationale et par le Chef du Pouvoir exécutif de la République française, seront échangées à Francfort dans le délai de dix jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort le 10 mai 1871.

v. Bismarck.	*Jules Favre.*
Arnim.	*Pouyer-Quertier.*
	E. de Goulard.

Articles additionnels.

Art. 1er. § 1er. D'ici à l'époque fixée pour l'échange des ratifications du présent traité, le Gouvernement français usera de son droit de rachat de la concession donnée à la Compagnie des chemins de fer de l'Est. Le Gouvernements allemand sera subrogé à tous les droits que le Gouvernement français aura acquis par le rachat des concessions en ce qui concerne les chemins de fer situés dans les territoires cédés, soit achevés, soit en construction.

§ 2. Seront compris dans cette concession:

1° tous les terrains appartenant à ladite Compagnie, quelle que soit leur destination, ainsi que: établissements de gares et de stations, hangars, ateliers et magasins, maisons de gardes de voie, etc., etc.;

2° tous les immeubles qui en dépendent, ainsi que: barrières, clôtures, changements de voie, aiguilles, plaques tournantes, prises d'eaux, grues hydrauliques, machines fixes etc., etc.;

3° tous les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, mobiliers des gares, outillages des ateliers et des gares, etc., etc.;

4° les sommes dues à la Compagnie des chemins de fer de l'Est à titre de subventions accordées par des corporations ou personnes domiciliées dans les territoires cédés.

§ 3. Sera exclu de cette cession le matériel roulant. Le Gouvernement allemand remettra la part du matériel roulant avec ses accessoires qui se trouverait en sa possession au Gouvernement français.

§ 4. Le Gouvernement français s'engage à libérer envers l'Empire allemand entièrement les chemins de fer cédés ainsi que leurs dépendances de tous les droits que des tiers pourraient faire valoir, nommément des

droits des obligataires. Il s'engage également à se substituer, le cas échéant, au Gouvernement allemand, relativement aux réclamations qui pourraient être élevées vis-à-vis du Gouvernement allemand par les créanciers des chemins de fer en question.

§ 5. Le Gouvernement français prendra à sa charge les réclamations que la Compagnie des chemins de fer de l'Est pourrait élever vis-à-vis du Gouvernement allemand ou de ses mandataires par rapport à l'exploitation desdits chemins de fer et à l'usage des objets indiqués dans le § 2, ainsi que du matériel roulant.

Le Gouvernement allemand communiquera au Gouvernement français, à sa demande, tous les documents et toutes les indications qui pourraint servir à constater les faits sur lesquels s'appuieront les réclamations susmentionnées.

§ 6. Le Gouvernement allemand payera au Gouvernement français, pour la cession des droits de propriété indiqués dans les §§ 1 et 2 et en titre d'équivalent pour l'engagement pris par le Gouvernement français dans le § 4, la somme de trois cent vingt-cinq millions (325,000,000) de francs.

On défalquera cette somme de l'indemnité de guerre stipulée dans l'article 7. Vu que la situation qui a servi de base à la convention conclue entre la Compagnie des chemins de fer de l'Est et la Société Royale-Grand-Ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, en date du 6 juin 1857 et du 21 janvier 1868, et celle conclue entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et les Sociétés des chemins de fer Guillaume-Luxembourg et de l'Est français, en date du 5 décembre 1868, a été modifiée essentiellement de manière qu'elles ne sont applicables à l'état des choses créé par les stipulations contenues dans le § 1er, le Gouvernement allemand se déclare prêt à se substituer aux droits et aux charges résultant de ces conventions pour la Compagnie des chemins de fer de l'Est.

Pour le cas où le Gouvernement français serait subrogé, soit par le rachat de la concession de la Compagnie de l'Est, soit par une entente spéciale, aux droit acquis par cette société en vertu des conventions sus-indiquées, il s'engage à céder gratuitement dans un délai de six semaines ces droits au Gouvernement allemand.

Pour le cas où ladite subrogation ne s'effectuerait

pas, le Gouvernement français n'accordera des concessions pour les lignes de chemin de fer appartenant à la Compagnie de l'Est et situées dans le territoire français que sous la condition expresse que le concessionnaire n'exploite point les lignes de chemin de fer situées dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 2. Le Gouvernement allemand offre deux millions de francs pour les droits et les propriétés que possède la Compagnie des chemins de fer de l'Est sur la partie de son réseau située sur le territoire Suisse, de la frontière à Bâle, si le Gouvernement français lui fait tenir le consentement dans le délai d'un mois.

Art. 3. La cession de territoire auprès de Belfort, offerte par le Gouvernement allemand dans l'article 1er du présent traité en échange de la rectification de frontière demandée à l'ouest de Thionville, sera augmentée des territoires des villages suivants: Rougemont, Leval, Petite-Fontaine, Romagny, Félon, La Chapelle-sous-Rougemont, Angeot, Vauthiermont, La Rivière, La Grange, Reppe, Fontaine, Frais, Foussemagne, Cunelières, Montreux-Châteaux, Bretagne, Chavannes-les-Grands, Chavanatte, Suarce.

La route de Giromagny à Remiremont passant au ballon d'Alsace restera à la France dans tout son parcours et servira de limite, en tant qu'elle est située en dehors du canton de Giromagny.

Fait à Francfort, le 10 mai 1871.

von Bismarck. *Jules Favre.*
Arnim. *Pouyer-Quertier.*
E. de Goulard.

Protocole de signature.

Fait à Francfort s. M., le 10 mai 1871.

Les soussignés, après avoir entendu la lecture du traité de paix définitif, l'ont trouvé conforme à ce qui a été convenu entre eux.

En vertu de quoi ils l'ont muni de leurs signatures.

Les trois articles additionnels ont été signés séparément. Il est entendu qu'ils feront partie intégrale du traité de paix.

Le soussigné Chancelier de l'Empire allemand a déclaré qu'il se charge de communiquer le traité aux Gouvernements de Bavière, de Wurtemberg et de Bade et d'obtenir leurs accessions.

von Bismarck. *Jules Favre.*
Arnim. *Pouyer-Quertier.*
E. de Goulard.

125.

Procès-verbal concernant l'accession de la Bavière, du Wurtemberg et du Grand-Duché de Bade au Traité de paix conclu, le 10 mai 1871, entre l'Allemagne et la France; signé à Berlin, le 15 mai 1871.

Geschehen Berlin, den 15. Mai 1871.

Der Kaiserlich Deutsche ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister am Päpstlichen Hofe, Graf Harry von Arnim, der Königlich Bayerische bevollmächtigte Minister, Graf Friedrich Wilhelm von Quadt-Wykrad-Isny, der Königlich Württembergische Geheime Legationsrath, Graf August von Uxkull, und der Grossherzoglich Badische Geheime Rath, Freiherr Allesina von Schweizer, waren heute zusammengetreten, als Bevollmächtigte, beziehungsweise Seiner Majestät des Deutschen Kaisers und Königs von Preussen, Seiner Majestät des Königs von Bayern, Seiner Majestät des Königs von Württemberg und Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Baden, durch die theils bei den Friedensverhandlungen in Brüssel, theils heute vorgelegten und allerseits gut und richtig befundenen Vollmachten legitimirt, um die nachträgliche Vollziehung des am 10. d. M. in Frankfurt a. M. unterzeichneten Friedensvertrages zwischen Deutschland und Frankreich durch die genannten drei Süddeutschen Bevollmächtigten zu bewirken.

Der Graf Arnim legte die Originalien

1) des Vertrages, welcher also anfängt:

„Le Prince Othon de Bismarck-Schœnhausen, Chancelier de l'Empire Germanique,

le Comte Harry d'Arnim, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,"

und also schliesst:

„Art. 18. Les ratifications du présent traité par Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,

d'un côté

et de l'autre

par l'Assemblée nationale et par le Chef du Pouvoir exécutif de la République française, seront échangées à Francfort dans le délai de dix jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort, le 10 mai 1871.

von Bismarck. *Jules Favre.*
Arnim. *Pouyer-Quertier.*
E. de Goulard."

2) der „Articles additionnels", welche also anfangen:

„Art. 1er. § 1er. D'ici à l'époque fixée pour l'échange des ratifications du présent traité . . ."

und also schliessen:

„servira de limite en tant qu'elle est située en dehors du canton de Giromagny.

Fait à Francfort, le 10 mai 1871."

[folgen dieselben Unterschriften wie oben]

3) des Protokolls, welches also anfängt:

„Fait à Francfort, le 10 mai 1871.

Les soussignés, après avoir entendu la lecture du traité de paix définitif . . ."

und also schliesst:

„d'obtenir leurs accessions."

[folgen dieselben Unterschriften wie oben]

vor.

Nachdem diese drei Documente vorgelesen, haben die drei Süddeutschen Bevollmächtigten den Inhalt derselben, unter Bezugnahme auf die von dem Grafen von Bray-Steinburg, dem Freiherrn von Wächter, dem Minister

Mittnacht und dem Minister Jolly bei der Unterzeichnung des Präliminar-Friedens, d. d. Versailles, den 26. Februar d. J., abgegebene Erklärung, genehmigt, wie wenn die bezeichneten drei Schriftstücke Wort für Wort dem gegenwärtigen Protokolle eingerückt wären.

Zu Urkund dessen ist dieses Protokoll nach erfolgter

126.

Procès-verbal d'échange des ratifications du Traité de paix du 10 mai 1871 entre l'Allemagne et la France; signé à Francfort s. M., le 20 mai 1871.

Texte allemand.

Geschehen Frankfurt am Main, den 20. Mai 1871.

Die Unterzeichneten,

der Fürst von Bismarck, Kanzler des Deutschen Reichs,

der Kaiserlich Deutsche ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister am Päpstlichen Stuhle, Graf Harry von Arnim,

einerseits, und

der Minister der auswärtigen Angelegenheiten der Französischen Republik, Jules Favre,

der Finanzminister der Französischen Republik, Augustin Thomas Joseph Pouyer-Quertier,

das Mitglied der Französischen National-Versammlung, Marc Thomas Eugène de Goulard,

andererseits,

waren heute zusammengetreten, um den Austausch der Ratificationen des am 10. d. M. hierselbst unterzeichneten definitiven Friedensvertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Französischen Republik zu bewirken. Der Fürst von Bismarck und der Graf von Arnim legten die von Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser und Könige von Preussen am 16. d. M. vollzogene Ratifications-Urkunde vor, sowie die Ausfertigung des Protokolls, d. d. Berlin, den 15. d. M., welches der Deutschen Ratifications-Urkunde einverleibt ist und Inhalts dessen Seine Majestät der König von Bayern, Seine Majestät der König von Württemberg und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Baden durch Ihre Bevollmächtigten ausdrück-

Vorlesung und Genehmigung von den Anwesenden unter Beidrückung ihrer Siegel wie folgt unterzeichnet worden.

Arnim.
Quadt.
von Uxkull.
Schweizer.

126.

Procès-verbal d'échange des ratifications du Traité de paix du 10 mai 1871 entre l'Allemagne et la France; signé à Francfort s. M., le 20 mai 1871.

Texte français.

Fait à Francfort s. M., le 20 mai 1871.

Les soussignés,

M. Jules Favre, Ministre des affaires étrangères de la République française,

M. Augustin Thomas Joseph Pouyer-Quertier, Ministre des finances de la République française, et

M. Marc Thomas Eugène de Goulard, Membre de l'Assemblée nationale,

d'un côté,

de l'autre

le Prince de Bismarck, Chancelier de l'Empire germanique,

le Comte Harry d'Arnim, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne près le St. Siége,

se sont réunis aujourd'hui pour procéder à l'échange des ratifications du traité définitif de paix, entre la République française et l'Empire germanique, signé dans cette ville le dix mai de l'année courante.

M. Jules Favre et M. Pouyer-Quertier présentèrent l'instrument de ratification signé par le Chef du Pouvoir exécutif de la République française le 18 mai, ainsi qu'une expédition en due forme de la loi ratificative du traité voté par l'Assemblée nationale le 18 mai, par l'article 2 de laquelle l'Assemblée nationale consent à la rectification de frontière proposée par le paragraphe 3 de l'article I[er] du traité en échange de l'élargissement du rayon autour de Belfort tel qu'il est indiqué par le

lich dem Friedensvertrage vom 10. d. M. beigetreten sind; die Minister Jules Favre und Pouyer-Quertier die von dem Chef du Pouvoir exécutif der Französischen Republik am 18. d. M. vollzogene Ratifications-Urkunde, sowie eine in gehöriger Form erfolgte Ausfertigung des am 18. d. M. von der National-Versammlung angenommenen, den Friedensvertrag ratificirenden Gesetzes, durch dessen zweiten Artikel die National-Versammlung der Grenzberichtigung zustimmt, welche in dem dritten Absatz des Art. 1 des Friedensvertrages vorgeschlagen ist als Gegenleistung für die Erweiterung des im zweiten Absatz des genannten Artikels und in dem dritten Additional-Artikel bezeichneten Rayons um Belfort.

Nachdem beide Documente vorgelesen waren, nahmen die Deutschen Bevollmächtigten Akt von dem oben bezeichneten, durch die National-Versammlung votirten Gesetze, die Französischen Bevollmächtigten von dem Beitritt zu dem Vertrage, welchen die Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Bayern, Seiner Majestät des Königs von Württemberg und Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Baden im Namen ihrer Souveraine erklärt haben.

Die beiderseitigen Bevollmächtigten sind darüber einverstanden, dass die Stipulationen über den Austausch, von dem im Art. 1 und im dritten Additional-Artikel die Rede ist, nachdem sie von der Französischen Regierung angenommen sind, einen integrirenden Bestandtheil des Friedensvertrages ausmachen, und dass demgemäss die Feststellung der Grenze zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich zu bewirken ist.

Die Deutschen Bevollmächtigten haben darauf die Französische, die Französischen Bevollmächtigten die Deutsche Ratification in Empfang genommen.

Zu Urkund dessen ist das gegenwärtige Protokoll zweimal, einmal in Deutscher und einmal in Französischer Sprache aufgenommen und nach erfolgter Vorlesung und Genehmigung unterzeichnet worden. Das Französische Exemplar haben die Deutschen, das Deutsche die Französischen Bevollmächtigten an sich genommen.

von Bismarck. *Jules Favre.*
von Arnim. *Pouyer-Quertier.*
E. de Goulard.

---

paragraphe 3 du dit article et par le troisième des articles additionnels.

Le Prince de Bismarck et le Comte d'Arnim présentèrent de leur côté l'instrument de ratification signé par Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et Roi de Prusse le 16 du moi courant, ainsi que l'expédition du protocole en date de Berlin, le 15 mai, et inséré dans l'instrument de ratification allemand, en vertu duquel Sa Majesté le Roi de Bavière, Sa Majesté le Roi de Wurtemberg et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade ont accédé expressément, par leurs Plénipotentiaires respectifs, au traité de paix du 10 de ce mois.

Lecture ayant été donnée de ces deux documents, les Plénipotentiaires français ont pris acte de l'adhésion donnée au traité par les Plénipotentiaires de Leurs Majestés les Rois de Bavière et de Wurtemberg et de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade au nom de leurs Souverains respectifs, les Plénipotentiaires allemands de la loi susindiquée votée par l'Assemblée nationale française.

Les Plénipotentiaires des deux pays sont convenus que les stipulations d'échange, dont il est question dans l'article 1er et le troisième des articles additionnels, après avoir été acceptées par le Gouvernement français, feront partie intégrante du traité de paix et que la délimitation de frontières entre la France et l'Empire germanique sera effectuée en conséquence.

L'échange des lettres de ratification a eu lieu ensuite de manière que l'instrument allemand a été délivré aux Plénipotentiaires français et l'instrument français aux Plénipotentiaires allemands.

En foi de quoi le présent protocole, rédigé en deux exemplaires, dont l'un en langue française et l'autre en langue allemande, a été signé par les Plénipotentiaires respectifs, après avoir été lu et approuvé. L'exemplaire allemand a été remis aux Plénipotentiaires français, l'exemplaire français aux Plénipotentiaires allemands.

Jules Favre. *von Bismarck.*
Pouyer-Quertier. *Arnim.*
E. de Goulard.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1863.

1864.

1865.

1866.

1867.

1868.

1869.

1870.

1872.

1873.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

ALLEMAGNE.

Page

ALLEMAGNE DU NORD

voir

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

ANHALT-BERNBOURG.

ANHALT-DESSAU.

AUTRICHE.

BADE.

BAVIÈRE.

BELGIQUE.

BRÊME.

BRUNSWICK.

CHILE.

CHINE.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

ESPAGNE.

ÉTATS-ROMAINS.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

FRANCE.

FRANCFORT.

GRANDE-BRETAGNE.

HAMBOURG.

HESSE-ÉLECTORALE.

HESSE-GRANDE-DUCALE.

HESSE-HOMBOURG.

ITALIE.

JAPON.

LIBÉRIA.

LIECHTENSTEIN.

LIPPE.

LUBECK.

MEKLENBOURG-SCHWÉRIN.

MEKLENBOURG-STRÉLITZ.

MEXIQUE.

NASSAU.

PARAGUAY.

PAYS-BAS.

PERSE.

PORTE OTTOMANE

voir

TURQUIE.

PORTUGAL.

PRUSSE.

REUSS (branche aînée).

REUSS (branche cadette).

RUSSIE.

SALVADOR.

SAXE-ALTENBOURG.

SAXE-COBOURG-GOTHA.

SAXE-MEININGEN.

SAXE-ROYALE.

SAXE-WEIMAR.

SCHWARZBOURG-RUDOLSTADT.

SCHWARZBOURG-SONDERSHAUSEN.

SIAM.

SUISSE.

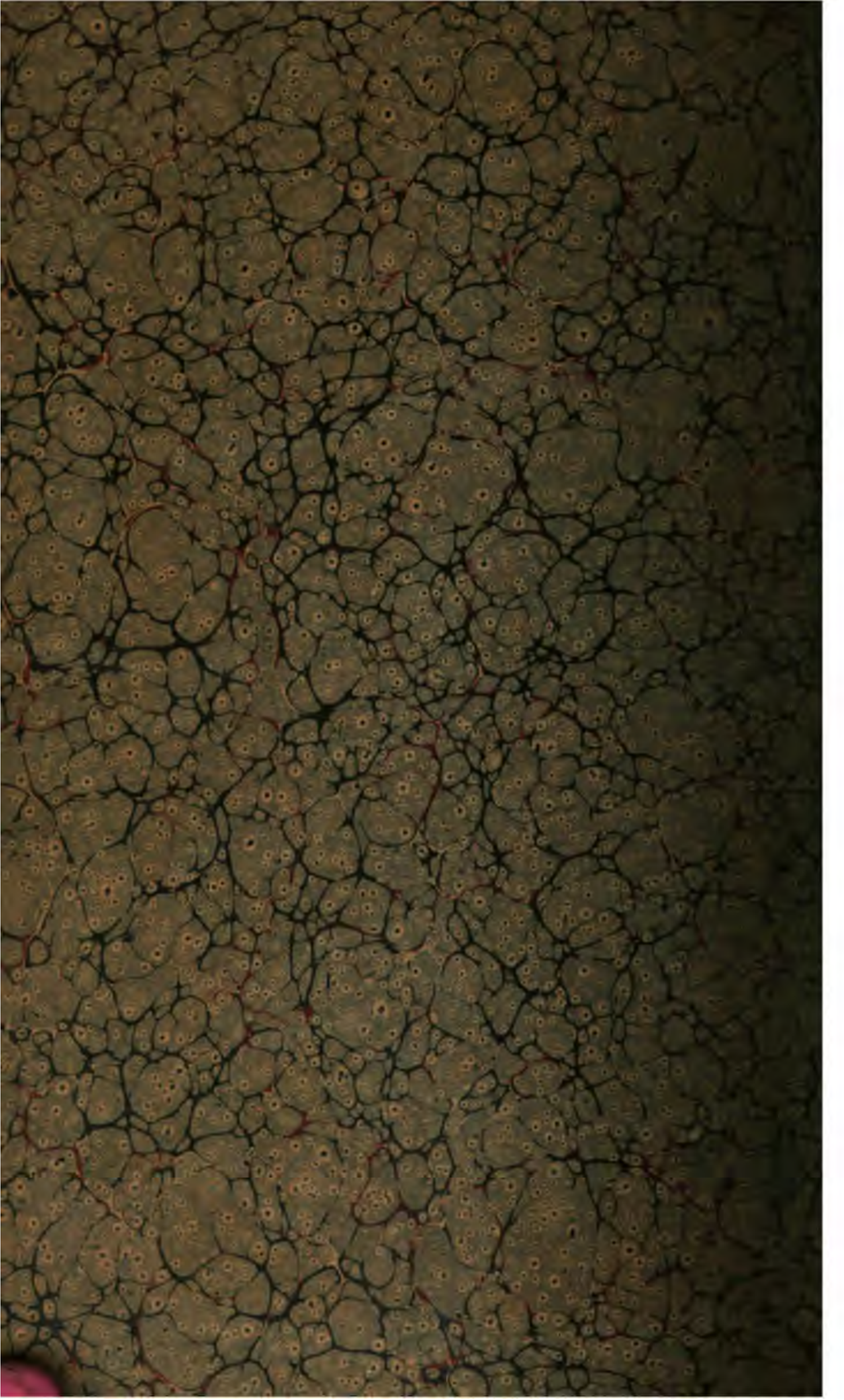
TURQUIE.

WALDECK.

WURTEMBERG.

ZOLLVEREIN ALLEMAND.

A GOTTINGUE.
Imprimé chez Guillaume Frédéric Kaestner.






3 2044 093 009 215